

PRA GMA TA

**REVUE
D'ÉTUDES
PRAGMATISTES
2021-4**

PRA GMA TA

**REVUE
D'ÉTUDES
PRAGMATISTES
2021-4**

La revue Pragmata est éditée par :

Pragmata - Association d'études pragmatistes
54 Bd Raspail, Bureau 626
75006 Paris

Adresse électronique :

PragmataAEP@gmail.com

Site web :

<https://pragmataaep.wordpress.com>

ISSN : 2649-8588

Comité éditorial:

Alexandra Bidet (CMH-CNRS), Daniel Cefai (CEMS-EHESS, directeur de rédaction), Eva Debray (Sophiapol, Paris Nanterre et Paris 1 Panthéon Sorbonne), Paola Diaz (Centre for social conflict and cohesion studies. Fondap-CONICYT-Chili), Barbara Formis (Université Paris 1), Olivier Gaudin (École de la nature et du paysage de Blois, INSA-CVL), Carole Gayet-Viaud (CESDIP, CNRS), Pierre Gégout (Institut Libre d'Éducation Physique Supérieur), Mathias Girel (ENS Ulm), Céline Henne (University of Cambridge), Antoine Hennion (Mines-ParisTech), Stéphane Madelrieux (Université Lyon 3), Alvin Panjeta (UPEC/IAE Gustave Eiffel/IRG), Christophe Point (LISEC, Université de Lorraine et IDEA, Université Laval à Québec), Cristina Popescu (Faculté des sciences de l'éducation, Université de Bielefeld), Perrine Poupin (CRESSON-AAU, CNRS Grenoble), Louis Quéré (CEMS-EHESS), Emmanuel Renault (Sophiapol, Paris Nanterre), Joan Stavo-Debaugé (LASUR École Polytechnique fédérale de Lausanne), Pierre Steiner (TSH-Costech Compiègne), Thibaud Trochu (ESPE Lille Nord France, RECIFES)

Secrétaire de rédaction :

Guillaume Braunstein (CEMS-EHESS)

Maquettiste:

Adrien Labbe [adrienlabbe.org/]

Comité scientifique :

Christopher Ansell (University of California at Berkeley), Mathieu Berger (UCL Louvain et Metrolab Brussels), Tanja Bogusz (Universität Kassel), Rosa Calcaterra (Università Roma 3), Diogo Corrêa (IESP-UERJ, Rio de Janeiro), Jean-François Côté (UQAM, Montréal), Didier Debaise (ULB Bruxelles), André Detienne (Purdue University, Indianapolis), Roberta Dreon (Università Ca' Foscari Venezia), Habibou Fofana (Université de Ouagadougou, Burkina Faso), Roberto Frega (CEMS-EHESS), Jussara Freire (Universidade Federal Fluminense, Campos dos Goytacazes), Claude Gautier (ENS Lyon), Philippe Gonzalez (Université de Lausanne), Daniel Huebner (University of North Carolina at Greensboro), Hans Joas (Humboldt-Universität zu Berlin et University of Chicago), Sandra Laugier (Paris 1 Panthéon-Sorbonne), Eva Luhtakallio (Université de Tampere, Finlande), Giovanni Maddalena (Università del Molise), Alicia Marquez Murrieta (Instituto Mora, Mexico), Anna M. Nieddu (Università di Cagliari), Richard Shusterman (Florida Atlantic University), Justo Serrano Zamora (Johann Wolfgang Goethe-Universität Frankfurt), Iddo Tavory (New York University), Cédric Terzi (Université de Lille), Tullio Viola (Maastricht University), Joëlle Zask (Aix-Marseille Université), Bénédicte Zimmermann (EHESS et Wissenschaftskolleg zu Berlin)

TABLE DES MATIÈRES

Figures du public : enquêter, expérimenter, éduquer sous la direction de Daniel Cefaï

Présentation	8

ARTICLES

CÉDRIC TERZI

Comment peut-on établir des faits par l'image ?

Pour une critique pragmatiste de l'attestation visuelle.	16

OLIVIER GAUDIN

Apprendre à apprendre : vers une pédagogie de la créativité ?

John Dewey, le Bauhaus et le Black Mountain College.	104

GÉRÔME TRUC

Les victimes du terrorisme comme public de citoyens affectés

Sur la mobilisation des victimes des attentats du 11 mars 2004 à Madrid.	156

JEAN SAMUEL BORDREUIL

La Nouvelle Orléans après Katrina

Les relèves des publics de la reconstruction et leurs portées politiques	192

ENTRETIEN

CAROLE GAYET-VIAUD, entretien avec SANDRA LAUGIER et ALBERT OGNIEN

Du langage ordinaire et du savoir pratique à la démocratie :

cheminements intellectuels croisés	282

Addendum : retour sur quelques connexions au pragmatisme	317

TRADUCTIONS

Dossier « *Social settlements* : le pragmatisme en action »

DANIEL CEFĂÎ

Politique pragmatiste et *social settlements*. De nouveaux publics aux États-Unis à l'ère progressiste 342

JANE ADDAMS

Une fonction du *social settlement* (1899) 520

MARY KINGSBURY SIMKHOVITCH

De l'impressionnisme social à l'action institutionnelle : trajectoire des *settlements* (1906) 554

GEORGE HERBERT MEAD

Le *social settlement* : son fondement et sa fonction (1907) 564

GEORGE HERBERT MEAD

Les *social settlements* et l'anarchie (1908) 572

GEORGE HERBERT MEAD

Sur le rôle des *social settlements* : pouvoir de l'enquête et esprit de voisinage (1910) 580

JOHN & EVELYN DEWEY

L'école comme *social settlement* (1915) 598

ATELIER

CAROLINA ANDION

L'Observatoire d'innovation sociale de Florianópolis, Santa Catarina, Brésil
Enquêter et expérimenter au cœur de la vie civique 624

RECENSIONS

FRANÇOIS DEBRUYNE

Cédric Terzi & Smaïn Laacher, 2020, *Persepolis ou la guerre des libertés. Sacrés, sacrilèges et démocratie en Tunisie*
Genève, Labor & Fides 670

PIERRE-NICOLAS OBERHAUSER

Jane Addams, 1902/2019, *Démocratie et éthique sociale*
Dijon, Éditions Raison et Passions 688

BRICE LAURENT

Louise Carlier, 2016, *Le cosmopolitisme, de la ville au politique. Enquête sur les mobilisations urbaines à Bruxelles*

Bruxelles, P.I.E. Lang.....706

DANIEL CEFÄI & JOAN STAVO-DEBAUGE

Alexander Livingston, 2016, *Damn Great Empires ! William James and the Politics of Pragmatism*

New York, Oxford University Press 718

RÉSUMÉS ET LISTE DES AUTEURS

Résumés 790

Liste des auteurs 804

Figures du public : enquêter, expérimenter, éduquer

Ce nouveau numéro de *Pragmata*, 2021/4, porte le titre « Figures du public : enquêter, expérimenter, éduquer ». Dewey a exposé sa conception du public dans *Le Public et ses problèmes* (1927). Celui-ci se forme autour de situations problématiques. Des personnes, directement affectées ou indirectement concernées, s'engagent dans des activités de discussion, d'enquête et d'expérimentation et s'associent pour tenter d'identifier cette situation problématique, d'en déterminer des faisceaux de causes et de responsabilités, et d'en reprendre le contrôle. Pour les chercheurs en sciences sociales ou politiques, le livre de Dewey est une source de nouvelles hypothèses de travail. Il invite à concevoir une démocratie centrée sur des problèmes (*problem-driven democracy*) et à prendre comme point de départ de l'investigation empirique les expériences problématiques des patients et acteurs de la situation. Comment ont-ils été troublés et ont-ils évalué ce trouble ? Comment y ont-ils répondu et moyennant quelles formes d'action ? Comment des fins ont-elles émergé, en vue desquelles ils ont organisé ce qui leur est apparu comme ressources, de façon changeante tout au cours de leur action ? Dans quels champs d'expérience se sont-ils mobilisés ? De quelle façon la circonscription des problèmes, de leurs causes et de leurs raisons, est-elle aussi ce qui détermine leurs alliances et leurs antagonismes ? Quels réseaux, associations ou organisations se donnent-ils pour soutenir leur action, lui donner de la force, capitaliser des luttes passées, monter des stratégies et des tactiques et disposer d'organes de représentation ? Quelle intelligence collective engendrent-ils en activant leurs capacités à discuter, enquêter et expérimenter de concert ? Et quelles en sont les conséquences en termes de redistribution des formes de pouvoir, d'autorité et de légitimité ?

Pour qui prend ce changement de perspective au sérieux, il accomplit un véritable tournant dans les recherches sur les événements publics, les mobilisations collectives ou les problèmes sociaux. Ici quatre auteurs ont entrepris de décaler leur questionnement à

l'épreuve de la figure du public de Dewey, abordant de façon originale différentes facettes de l'expérience démocratique. Que peut-on dire des enquêtes par images, omniprésentes sur le web, supposées nous délivrer des faits ? Que nous enseignent deux fameuses expérimentations pédagogiques dans le domaine de l'art ? Qu'apprend-on de mobilisations de personnes affectées par un acte terroriste qui refusent de se voir comme des victimes ? Que font les victimes d'une catastrophe qui s'entraident et s'organisent dans leurs délibérations pour sauver leurs milieux de vie ?

Cédric Terzi prend acte de la difficulté à établir des faits, dans un monde auquel de nombreuses étiquettes de « post-modernité » ou « post-vérité » ont été accolées et où le souci des *fake news* est devenu quotidien. Comment des publics peuvent-ils se constituer dans de telles conditions ? Alors que, du temps de Dewey, l'idée d'un consensus autour des résultats d'une enquête était encore audible et que la science pouvait paraître un rempart contre les obscurantismes religieux, les machines politiques ou les trusts économiques, cette foi est aujourd'hui perdue. Terzi s'intéresse en particulier aux conflits autour de l'établissement de faits par l'image : la conviction que les faits sont construits, d'où certains infèrent qu'ils sont arbitraires, le développement de nouvelles techniques de production, d'édition et de publication d'images, les attaques menées par certains organismes – fondations, médias, partis... – pour déstabiliser sinon empoisonner l'opinion publique, les batailles d'information et de contre-information qui se livrent sans répit dans les arènes politique, judiciaire, médiatique ou scientifique, tout cela a contribué à affaiblir le pouvoir de l'attestation visuelle. Quelles en sont les conséquences pour une théorie de l'enquête – et partant pour une théorie du public ?

Avec Olivier Gaudin, notre attention se déplace du monde médiatique vers le monde artistique et aborde une question cruciale pour le pragmatisme, l'éducation. Gaudin compare les expériences esthétiques et pédagogiques du Bauhaus et du Black Mountain College, une expérimentation qui a couru de 1933 à 1957 en Caroline du Nord.

Il rappelle comment cette aventure, connue pour les performances de Buckminster Fuller, Robert Rauschenberg, Elaine de Kooning, Merce Cunningham ou John Cage, entretenait des relations fortes avec le pragmatisme. D'une part, Dewey y a participé directement, à de multiples reprises et à l'invitation de son fondateur, John Andrew Rice, faisait partie de son conseil scientifique. Ensuite, l'enseignement, en particulier celui de Josef et Anni Albers, qui faisaient le lien entre Weimar et Asheville, y était fondé sur un principe d'expérimentation sur les formes et les matériaux, un enthousiasme pour le travail coopératif, une critique de la dépossession de l'expérience sensorielle et du travail aliénant, un désir d'émancipation à travers le façonnage de nos milieux de vie. Gaudin, lui-même enseignant à l'école de la nature et du paysage de Blois, trouve là la source d'une « pédagogie de la créativité ».

Gérôme Truc revient sur son enquête sur les attentats madrilènes de 2004. Dans la dynamique de composition d'une expérience publique, qu'il a pu saisir ailleurs sous la figure d'une communauté d'affliction et de deuil, et dont il a suivi l'expression dans des rassemblements cérémoniels ou manifestants, Truc s'arrête sur une association, l'A 11-M, dont les membres refusent d'être catégorisés comme « victimes » et qui se présentent comme des « citoyens affectés ». C'est pour lui l'occasion de décrire cette mobilisation en chaussant des lunettes deweyennes, d'interroger la façon qu'ont ces personnes d'être-indirectement-et-sérieusement-affectées par l'événement et de s'organiser pour y remédier. Redéfinir ce que signifie « être affecté » permet de transformer la perception des conséquences des attentats, de faire entendre des voix jusque-là ignorées par les officiels et d'élargir le collectif des bénéficiaires d'indemnités. Ce travail sur l'expérience permet de récuser la rhétorique de la « guerre contre le terrorisme » et une imagerie qui diminue les « affectés » en raison de leur « traumatisme » ou qui les héroïse moralement pour leur « sacrifice ». « Nous étions tous dans ce train ! ». Mais ce public ne naît pas dans le vide : d'une part, ses mots d'ordre résonnent des années d'expérience du terrorisme basque et doivent s'en démarquer, d'autre part,

il est animé d'un désir de paix et de démocratie qu'il puise dans l'opposition à la guerre en Irak décidée par Aznar.

Samuel Bordreuil, enfin, rend compte d'une autre situation de crise, celle de la Nouvelle Orléans, après le passage de l'ouragan Katrina en 2005, où il a enquêté de nombreux mois en compagnie d'Anne Lovell. Il reprend une intuition qui traverse la littérature sociologique de Robert E. Park à Tamotsu Shibutani, et dont les affinités avec Dewey sont patentées : celle de l'émergence de « publics de la reconstruction » après une crise, un désastre ou une catastrophe. Bordreuil décrit les conduites d'entraide primaire, l'auto-organisation des secours et des retours. Il les met en regard des scènes de démocratie participative, autour de la confection du Plan directeur où l'intelligence collective des citoyens vient bousculer les officiels de l'Agence de planification de la ville. La chute de son article est précieuse pour réinterroger et réactualiser la notion de « public ». Le cadrage de la situation est élargi bien au-delà de l'urgence immédiate et de la reconstruction des quartiers de la Nouvelle Orléans, jusqu'à problématiser le delta comme milieu, bouleverser l'ordre des causalités et des responsabilités et proposer un agenda judiciaire et politique inédit. Ce qui amène Bordreuil à conclure par une interrogation de la façon d'aborder les questions environnementales, sur le mode du déni, de la résilience ou de la catastrophe.

L'esprit du pragmatisme prend aujourd'hui des formes diverses. L'entretien mené par Carole Gayet-Viaud avec Sandra Laugier et Albert Ogien témoigne de la pluralité des héritages possibles, tant en termes de trajectoires que de disciplines ou de questionnements : pour Laugier, études à Harvard avec Stanley Cavell, mais aussi Hilary Putnam, et découverte de l'aventure du transcendantalisme autour de Ralph W. Emerson ; pour Ogien, participation au réseau de « Raisons pratiques » qui a transformé la sociologie de l'expérience et de l'action en croisant ethnométhodologie, philosophie analytique, sémantique et pragmatique... Pourtant, ces deux trajectoires se rencontrent dans les années 1990, autour d'une réflexion sur Wittgenstein et les

formes de vie et à l'occasion de séminaires sur « Le mental et le social », moments de rencontre entre le Centre d'étude des mouvements sociaux (Cems, Cnrs et Ehess) et le laboratoire Expériences et connaissances (ExeCo, Paris I). Ces séminaires, dans lesquels on retrouvait Christiane Chauviré et Louis Quéré, et les tout jeunes Mathias Girel et Guillaume Garreta, ont été importants pour la renaissance du pragmatisme en France. Dans les années 2000, la coopération entre Laugier et Ogien donne lieu à une enquête sur l'expérience démocratique, le déni de capacité aux citoyens et le droit à la désobéissance civile, et accouche de la trilogie *Le Principe démocratie*, *Antidémocratie* et *Pourquoi désobéir en démocratie*. L'entretien revient sur les soubassements pragmatistes de cette interrogation.

La rubrique « Traduction » a été mise à profit pour explorer le lien entre le pragmatisme naissant et une organisation-clef de la réforme sociale : de 1889 aux années 1920, l'un des foyers de l'enquête publique et de l'expérimentation sociale aux États-Unis a été le *social settlement*. Mead et Dewey y ont été impliqués, aux côtés de Jane Addams, mais aussi de Mary K. Simkhovitch, Graham Taylor, Lillian Wald ou Mary McDowell. En quoi ces « maisons » où vivaient en communauté des personnes issues de milieux privilégiés, qui avaient décidé de « s'établir », pour reprendre une catégorie maoïste, dans les quartiers pauvres, fonctionnaient-elles comme des catalyseurs de publics ? Un mouvement social s'est ainsi développé, à l'origine des professions du travail social et de l'organisation communautaire. Il a développé les premières enquêtes sociologiques. Il a engendré de nombreuses connaissances, lois et institutions liées aux problèmes du statut des femmes et des enfants, de l'immigration, des loisirs, de la santé ou de l'éducation. Ces *settlements*, aux fortes accointances pragmatistes, ont été cruciaux dans l'histoire de la démocratie sociale et politique des États-Unis. Une hypothèse de la présentation de Daniel Cefaï est que le pragmatisme peut être examiné à travers des lunettes historiques comme le *vademecum*, la boussole et le miroir de l'ère progressiste, et inversement, que les expérimentations des *settlements* se laissent lire comme une espèce de pragmatisme en actes. Outre les traductions

d'Addams, Mead, Dewey et Simkhovitch dans ce numéro 4, les lecteurs pourront également se reporter à l'article de Robert A. Woods sur la reconstruction sociale, publié dans le numéro 3, et au dossier à paraître dans le numéro 5, sur l'implication de Jane Addams dans le Parti progressiste de Theodore Roosevelt, lors de l'élection présidentielle de 1912.

Le dernier texte, dans la rubrique « Atelier », nous vient du Brésil. Carolina Andion, professeure à l'Université de l'État de Santa Catarina, a créé en 2016, avec Graziela Alperstedt, l'Observatoire d'innovation sociale de Florianópolis (OBISF). Cette organisation non-gouvernementale associe recherche, extension universitaire et expérimentation civique. Elle fonctionne comme un « laboratoire vivant (*living lab*) d'innovation sociale ». L'OBISF a recensé les « organisations de la société civile » de la ville de Florianópolis – associations, mouvements et collectifs – engagées dans les deux arènes de la lutte contre la corruption électorale et de la défense des droits des enfants et adolescents. Il les a cartographiées et les a invitées à collaborer à une plateforme en ligne. Des étudiants ont mené des enquêtes plus approfondies sur la genèse de ces problèmes publics, la trajectoire des échanges argumentatifs, les dynamiques de mobilisation collective, l'implication des partis politiques et les dispositifs d'action publique. L'ensemble de l'entreprise s'est fait en dialogue avec une sociologie des publics, des problèmes publics et des controverses publiques, d'inspiration pragmatiste. Andion et son équipe ont ainsi développé une recherche originale sur l'émergence d'écosystèmes d'innovations sociales, bien fragiles dans un monde où les croyances républicaines n'ont jamais totalement pris, et où les ressources du droit, de l'éducation et de la santé restent rares pour les plus démunis. Un pragmatisme en action, qui s'efforce aujourd'hui de résister à la politique mortifère des cohortes bolsonaristes.

Daniel Cefai, éditeur de ce numéro

ARTICLES

COMMENT PEUT- ON ÉTABLIR DES FAITS PAR L'IMAGE ?

POUR UNE CRITIQUE
PRAGMATISTE DE
L'ATTESTATION VISUELLE

CÉDRIC TERZI

Cet article explore quelques difficultés qui contrarient l'ambition d'établir des faits par l'observation. Depuis la formulation de la conception pragmatiste de l'enquête par Dewey, le préjugé réaliste s'est effondré. Il a été remplacé par un *préjugé sceptique*, lequel jette par principe le soupçon sur toute prétention à établir un fait à partir d'une perspective située, que ce soit celle d'un reporter, d'un témoin oculaire ou d'un preneur d'images. Comment redéployer une démarche pragmatiste pour répondre à ce défi sceptique ? Je procéderai en partant du cas du tribunal chargé de juger les actes de violence policière sur Rodney King, en 1991, qui avaient été enregistrés sur une bande vidéographique. Contre toute attente, la disponibilité de ce film n'a simplifié ni l'enquête, ni le jugement. Au contraire, elle a ouvert un questionnement sur le rapport que nous entretenons aux images et sur la manière dont nous pouvons les mobiliser pour établir des faits. Je conclurai par une critique de la réification des images. Je montrerai qu'une perspective pragmatiste est seule à même de contrer le soupçon qui annihile leur force d'attestation, tout en ouvrant l'espace d'une critique qui, loin d'interdire de recourir aux images pour établir des faits, servira d'aiguillon pour relancer la dynamique des enquêtes et l'organisation des expériences publiques.

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; ENQUÊTE ; FAITS ; IMAGES ; VIOLENCES POLIÉRIÈRES ; AFFAIRE RODNEY KING.

* Cédric Terzi est sociologue. Il enseigne les sciences de l'information et de la communication à l'Université de Lille, et est membre du Centre d'étude des mouvements sociaux, Paris (EHESS/CNRS/INSERM) [cedric.terzi@ehess.fr].

Pour les pragmatistes, le « public » est une forme d'expérience qui s'organise quand une collectivité se constitue autour du lancement d'une « enquête » visant à clarifier une situation indéterminée (Dewey, 1927/2010). Quand John Dewey élucidait le « schème » de cette dynamique, il ne doutait pas que nous puissions établir des faits et constituer une attention publique en nous fiant à nos observations (Dewey, 1938/1993 : 165-185)¹. Or celles-ci ont été rendues incertaines par des développements des sciences humaines et sociales. À en croire ces recherches, il ne nous resterait désormais en partage qu'un monde d'*observations douteuses* et de *visions contestées*, morcelées en un kaléidoscope de perspectives inconciliables, et entre lesquelles il serait épistémiquement impossible – ou moralement indécent – de trancher. Dans ces conditions, il devient hasardeux de s'attendre à ce que l'attestation d'un témoin oculaire ou la prise de vue photographique ou filmique d'une situation débouche sur l'organisation d'une perspective commune ou partagée.

La question s'avère particulièrement aiguë s'agissant de la constitution des *problèmes publics*. Dans ce domaine, la perception d'une situation douteuse et l'identification factuelle des éléments qui la composent ne reposent qu'exceptionnellement sur l'*observation directe* de l'environnement. La définition du problème est généralement redevable de *médiations discursives* – textuelles ou imagées – qui sont transmises ou relayées par des chaînes d'activités. Elles vont des discussions informelles entre les personnes indirectement affectées par les conséquences d'une transaction aux moyens mis en œuvre pour contrôler cette situation à distance, en passant par les innombrables opérations de recueil de preuves et de témoignages, de rédaction de rapports et d'expertises et d'élaboration de textes législatifs². Or l'idéal fantasmé de technologies garantes d'une participation directe tend à grever ces opérations de médiation et leurs résultats d'un discrédit qu'il serait imprudent d'ignorer ou de minimiser³. Ne serait-il pas naïf de croire sur parole un témoin oculaire ou de se rapporter à une image comme si elle gardait la trace indicielle du réel qu'elle prétend représenter ? Qui oserait affirmer qu'il suffirait

d'observer la même situation, ou d'en disposer des mêmes images, pour établir des faits susceptibles de devenir une réalité partagée⁴ ?

Ce doute diffus ébranle la possibilité même de constituer un monde commun par la conduite d'une enquête. Dès lors que celle-ci prétend établir des faits, elle s'expose à être taxée de positiviste. Et la conception de la vie publique qui lui est associée, loin d'être reconnue comme une dynamique de démocratisation, risque au contraire d'être dénoncée comme une manifestation de l'hégémonie que des « dominants » exerceraient sur des « dominés » pour leur imposer une vision du monde conforme à leurs intérêts.

C'est un véritable défi auquel la pensée pragmatiste est confrontée. Et il serait fort peu pragmatiste de s'accrocher au « schème de l'enquête » analysé par John Dewey dans sa *Logique* de 1938 et quelques autres textes pour l'ériger en dogme indiscutable.

Dans les pages qui suivent, je vais explorer quelques-unes des difficultés qui contrarient l'ambition d'établir des faits par l'observation. Je commencerai par revenir sur la conception pragmatiste de l'enquête préconisée par Dewey et sur la place qu'il attribue à l'observation dans l'établissement des faits.

J'indiquerai ensuite que les conditions de l'attestation personnelle ont été sévèrement ébranlées au cours du dernier demi-siècle. Je montrerai – de manière allusive et schématique – qu'après avoir longuement fait face à un *préjugé positiviste*, la démarche pragmatiste se confronte désormais à un *préjugé sceptique*. Celui-ci jette par principe le soupçon sur toute prétention à établir un fait à partir d'une perspective située, que ce soit celle d'un témoin oculaire, d'un reporter ou d'un preneur d'images. La configuration qui en résulte est lourde de conséquences pour la conduite pratique des enquêtes et pour la place qu'il est possible de réserver à l'observation dans l'établissement des faits.

Je m'efforcerai alors de relever ce défi sceptique par une démarche pragmatiste. Au lieu de déployer un raisonnement épistémologique et spéculatif, j'examinerai comment des professionnels de la preuve s'y prennent, en pratique, pour *établir des faits* par l'image et pour *répondre aux objections* qui leur sont opposées. Je le ferai en partant du cas particulier d'une Cour de Justice qui avait pour tâche de juger des actes de violence raciste qui avaient été enregistrés sur une bande vidéographique. Nous verrons que, contre toute attente, la disponibilité de ce film n'a simplifié ni l'enquête, ni le jugement. Au contraire, elle a ouvert un profond questionnement au sujet du rapport que nous entretenons aux images et à la manière dont nous pouvons les mobiliser pour établir des faits.

Si je parviens à conclure, ce sera en prenant appui sur quelques éléments de sagesse pratique glanés au cours de ce cheminement, afin de plaider en faveur d'une attitude pragmatiste dans le rapport que nous entretenons aux images. Il s'agira de contrer le soupçon qui annihile leur force d'attestation, tout en appelant à faire le deuil de la preuve par l'image. Nous verrons que le potentiel probatoire des médiums photographique et filmique peut être mobilisé pour contribuer à l'établissement des faits. Mais je montrerai que ces images ne revêtent une force de conviction qu'à condition que les enquêteurs qui s'y réfèrent signalent, en le faisant, qu'aucune image n'est éloquente par elle-même. En effet, les photographies et les films appellent, dans leur matérialité même, des paroles auxquelles elles ouvrent un espace. La possibilité d'y prendre place projette une enquête à mener et l'organisation potentielle d'une expérience publique⁵, lesquelles ne se réalisent que par la production d'images qui incarnent une réalité qui demeure irrémédiablement irréprésentable. Nous verrons, à l'inverse, qu'elles sont entravées par l'imposition de visibilités qui prétendraient incorporer un ordre des choses qui crève les yeux⁶.

I. LA CRISE DE L'ATTESTATION PERSONNELLE, UN DÉFI POUR LE PRAGMATISME EN SCIENCES SOCIALES

I.1. L'OPTIMISME DE JOHN DEWEY

Pour John Dewey, une enquête bien menée permet conjointement l'établissement d'un problème, la perception de ses conséquences, l'identification des personnes qui en sont indirectement concernées, et leur constitution en un « public » capable de mener l'effort nécessaire « pour contrôler l'action de sorte que certaines conséquences soient assurées et d'autres, évitées » (Dewey, 1927/2010 : 91).

Cette approche pragmatiste des dynamiques politiques se caractérise comme une attitude antidogmatique et comme une disposition favorable à l'enquête. Cette posture – cette manière de se rapporter au monde, aux autres et à soi-même – mériterait d'être qualifiée de « critique ». Malheureusement, en sciences humaines et sociales, cette qualification est désormais associée à des entreprises volontaristes de « déconstruction du sens commun »⁷. Pour mesurer à quel point celles-ci s'opposent à la démarche pragmatiste, il suffit de revenir aux écrits de John Dewey. Dans sa perspective, une enquête authentique ne se décide ni se décrète. Elle ne relève pas d'une entreprise spéculative visant à résoudre un problème théorique confiné au milieu académique. Au contraire, elle trouve son antécédent dans la pratique, quand celle-ci se heurte à une « situation indéterminée », qui a pour caractéristique à la fois d'être *douteuse* et de *faire douter* ceux qui y sont confrontés :

[P]oser un problème qui ne provient pas d'une situation réelle, c'est faire œuvre morte, pas moins morte quand bien même elle serait active. Les problèmes que l'on pose soi-même sont de simples excuses pour faire semblant de faire quelque chose d'intellectuel, quelque chose qui a l'apparence et non la substance de l'activité scientifique. (Dewey, 1938/1993 : 173)

Quand une situation problématique survient, elle se manifeste par la désorientation de ceux qui y sont confrontés. Leurs habitudes le plus routinières et le mieux éprouvées s'avèrent inopérantes et elles cèdent la place à des activités dispersées et désordonnées. À bien des égards, ces situations s'apparentent à ce que – plusieurs décennies après les écrits séminaux de John Dewey – Harold Garfinkel (1967/2007 : 97-147) s'efforcera de produire expérimentalement avec ses « ruptures de routines », et à ce que Erving Goffman décrira comme des « expériences négatives » engendrées par des « ruptures de cadre » :

Lorsque nous faisons l'expérience d'une rupture de cadre, quelle qu'en soit la raison, c'est la nature même de nos croyances et de nos engagements qui, subitement, se trouve bouleversée. La réticence à prendre part aux activités en cours s'estompe ; on prend en main, sans détour, les difficultés de la situation, préoccupés par notre échec à y faire face et par les raisons de cet échec, on s'enfonce dans l'embarras, sans défense et, en quelque sorte, de manière relâchée. À la recherche d'une prise nouvelle, dans un domaine bien cadré, on ne trouve aucun cadre immédiatement suffisant, aucun qui vaille encore dans la situation actuelle ou aucun qu'on se sente capable d'assumer. On ne sait plus formuler les bonnes réponses et on s'embourbe. L'expérience elle-même – le jeu dont nous disposons, qui résulte de la donne que la situation nous met entre les mains et de notre propre mise –, censée se dessiner au moment même où la partie commence, reste sans forme et disparaît comme expérience. La réalité flotte de manière anomique. C'est ce qui s'appelle une « expérience négative » – négative parce qu'elle s'oppose à ce qu'elle n'est pas, à savoir une réponse organisée et soutenue de manière organisée. (Goffman, 1974/1991 : 370)

Quand une situation douteuse émerge, elle laisse sans réponse possible les questions les plus élémentaires – « Que se passe-t-il ici ? » et « Que faire ensuite ? »⁸ –, lesquelles sont habituellement résolues de manière tacite, par l'assise routinière de nos activités quotidiennes.

John Dewey propose d'appeler « enquête » la méthode – rudimentaire ou sophistiquée – que nous mettons en œuvre quand nous sommes pris dans une telle situation d'incertitude. « [L'enquête] est la transformation contrôlée ou dirigée d'une situation indéterminée en une situation qui est si déterminée en ses distinctions et relations constitutives qu'elle convertit les éléments de la situation originelle en un tout unifié. » (Dewey, 1938/1993 : 169). Il s'agit donc d'un processus de « fixation des croyances », entendues comme des dispositions à agir. Au contraire des analyses habituellement qualifiées de « critiques » – qui prétendent conquérir un savoir dressé contre le « sens commun » et « déconstruire » les attitudes préréflexives et les croyances partagées – l'enquête que promeut John Dewey est orientée vers la restauration d'une capacité d'action entravée par le surgissement d'une situation douteuse, et donc vers la formation de nouvelles habitudes constitutives d'une forme d'ordre inédite susceptible de devenir, à son tour, un « sens commun » tenu pour acquis.

Dans la description qu'en propose John Dewey, l'enquête commence par la définition des *éléments constitutifs* de la situation indéterminée de manière à la convertir en « problème » auquel puissent être apportées des « solutions possibles » :

Quand le hululement de la sirène annonçant un incendie retentit dans une salle où est réunie une foule importante, la situation est vraiment indéterminée : sortira-t-on sain et sauf ou bien s'écrasera-t-on aux issues pour finir par brûler vif ? Cependant, le feu est déterminé. Il est quelque part. Il y a aussi des allées et des sorties qui sont déterminées. Puisqu'il existe des faits déterminés, le premier pas dans l'établissement d'un problème est de les organiser dans l'observation. Il y a en outre d'autres facteurs qui ne sont déterminés ni temporellement ni spatialement, mais qui constituent des éléments observables : la conduite et les mouvements des autres membres de l'auditoire. Ces observations constituent les « éléments du problème ». Il faut en tenir compte pour proposer une solution satisfaisante.

La détermination des conditions factuelles présentées par l'observation suggère une solution satisfaisante possible. Cette solution possible se présente donc comme un idéal exactement comme les termes du problème (qui sont les faits) sont établis par l'observation. Les idées sont des conséquences anticipées (des prévisions) de ce qui arrivera quand certaines opérations seront effectuées en tenant compte des conditions observées et sous leur direction [...]. L'observation des faits et la suggestion des significations ou idées naissent et se développent en corrélation. Plus les éléments du problème viennent au jour après avoir été soumis à l'observation, plus claires et plus pertinentes deviennent les conceptions concernant la façon de traiter le problème constitué par ces faits. D'un autre côté, plus claire est l'idée, plus définies deviennent – c'est un truisme – les opérations constitutives de l'observation et de l'exécution, opérations nécessaires à la résolution de la situation. (Dewey, 1938/1993 : 174)

John Dewey conçoit l'enquête comme une détermination réciproque des « faits » et des « idées ». Or, cette dynamique repose tout entière sur le postulat que, dès lors qu'une situation problématique survient dans le monde, il est possible de l'*observer* de manière à déterminer les *faits* qui la constituent. C'est l'établissement de ces derniers qui est appelé à dispenser les points d'appui nécessaires pour former des *idées*, lesquelles aiguïssent en retour l'acuité de l'observation.

I.2. L'ÉPUISEMENT DE LA CRITIQUE PAR LE SOUPÇON

Contemporain de l'émergence de la propagande de masse, John Dewey a observé comment les préjugés orientent la perception, minent la réflexion et la délibération, et biaisent le jugement. Il a vu comment des enquêtes tronquées peuvent soutenir des affirmations péremptoires, et il a été témoin de procédures judiciaires défailtantes aboutissant à des jugements iniques. Et c'est précisément pour y remédier qu'il a appelé à adosser l'organisation de l'expérience publique à

la conduite d'enquêtes bien menées, permettant d'élaborer méthodiquement des faits et des jugements à la fois fiables et révisables.

Il convient toutefois de rappeler que les conditions de félicité des enquêtes ne reposent pas exclusivement sur la robustesse des opérations de recherche, mais qu'elles sont indissociables des environnements dans lesquels elles sont conduites. Or, je vais montrer qu'après s'être longtemps heurtée à un préjugé positiviste, la constitution des publics fait désormais face à un préjugé sceptique. Le soupçon ne semble désormais épargner aucune modalité d'attestation oculaire, et notre capacité même à établir des faits par l'observation s'en trouve contestée. Cette nouvelle configuration interroge l'optimisme dont faisait preuve John Dewey quand il articulait l'établissement des faits à des observations – aussi méthodiques et instrumentées soient-elles.

L'IDÉAL JOURNALISTIQUE DE VÉRITÉ DÉNONCÉ COMME IDÉOLOGIE

La mise en cause de la possibilité d'établir des faits par l'observation s'avère particulièrement sensible dans le domaine de la communication et des médias. Avec le développement de la sémiotique et des sciences du langage, toutes les formes de discours médiatisés ont été soumises à une entreprise de « déconstruction », qui a prétendu en « dévoiler » le caractère irrémédiablement orienté, partiel et partial. Cette charge a ouvert l'horizon d'une mise en cause sans concession des principes fondateurs de l'éthique journalistique – notamment son idéal de *vérité* – susceptible d'être dénoncé comme la simple expression d'une *idéologie*, fallacieuse de surcroît.

Dans son « histoire politique du journalisme », Géraldine Muhlmann (2004) retrace ce cheminement à partir de la fin du XIX^e siècle aux États-Unis. Elle rappelle que l'avènement de la presse populaire « à un penny » est allé de pair avec l'exigence de professionnalisation des pratiques journalistiques. S'y est formée la figure d'un journaliste « témoin-ambassadeur » appelé à gommer la singularité

de sa voix pour « servir la vérité » par des reportages soumis à une exigence d'exactitude. Muhlmann situe au lendemain de la Première Guerre mondiale l'ébranlement de ce modèle.

À cet égard, le moment-charnière est l'article que font paraître, en 1920, Walter Lippmann et Charles Merz (Lippmann & Merz, 1920), dans lequel ils condamnent la couverture de la révolution soviétique et de la guerre qui s'ensuivit par les reporters du *New York Times*. Les deux auteurs de l'article analysent en détail le regard de ces journalistes sur la révolution et les accusent, tout bonnement, de n'avoir vu que ce qu'ils avaient envie de voir. Les « regardeurs » doivent désormais offrir des garanties : il ne suffit plus de voir, il faut encore bien voir. On doit noter cependant que la critique de Lippmann et Merz ne débouche pas sur un discrédit complet de la position de témoin, mais sur la nécessité de professionnaliser davantage cette position. (Muhlmann, 2004 : 50)

Convaincus que les formes de vie démocratiques ne peuvent que dépérir si elles ne sont pas alimentées par l'établissement de faits fiables, Lippmann et Merz ont mis en évidence, dans les colonnes mêmes d'un journal qu'ils considéraient comme particulièrement crédible, des pratiques journalistiques à réformer. Leur appel à une plus grande rigueur professionnelle et à un accroissement de la vigilance déontologique va cependant devenir inaudible. Muhlmann raconte qu'aux États-Unis l'émergence d'une conception de l'« objectivité » associée à une méfiance nouvelle, radicale, à l'encontre de la « subjectivité » ira de pair avec la montée d'un soupçon qui mettra en crise les pratiques le mieux établies du journalisme.

C'est dans ce sillage que se sont inscrits les vastes programmes de recherches de sciences humaines et sociales qui ont interrogé la prétention journalistique d'établir des faits à partir d'une perspective singulière. D'innombrables travaux se sont attelés à dévoiler les mécanismes par lesquels les productions journalistiques se doteraient du pouvoir de « construire la réalité » ou de produire des « effets de réel ».

Les plus ambitieux se sont attachés à montrer que les biais discursifs, relativement faciles à observer dans le mouvement de l'écriture journalistique, n'épargnent pas les illustrations. Ils ont appelé les analystes à se montrer particulièrement vigilants face aux images photographiques et filmiques, en raison du redoutable pouvoir de persuasion dont elles seraient dotées. Ainsi, dans leur ouvrage classique consacré au *Journal quotidien*, Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu (1989) mettent en évidence la force de conviction emportée par les photographies de presse, lesquelles seraient porteuses d'un « faire croire » que les journalistes mobiliseraient pour étayer le « savoir » véhiculé par leurs informations :

La photographie, on le sait, parce que ses caractéristiques techniques lui permettent d'enregistrer le réel, présente un caractère analogique beaucoup plus accusé que d'autres formes de représentation graphique ou picturale. Nous nous contenterons de dire pour le moment que cette analogie fonde pour le lecteur le crédit du « dire vrai » qu'il peut accorder au journal. Il est sans doute possible de dire, un petit peu schématiquement pour le moment, que l'information (le « savoir ») que le journal apporte à ses lecteurs s'accompagne plus ou moins nécessairement d'une persuasion (un « faire croire ») ; le lecteur, de son côté, exerce nécessairement une interprétation des énoncés qui lui sont soumis : il juge que ce qu'on lui dit ou qu'on lui montre est ou n'est pas ; passant ainsi de la « manifestation » à l'« immanence », il franchit l'écart qui le sépare du « savoir ». Or, si ce jugement est toujours aléatoire lorsque le lecteur du journal lit un article, il est pour ainsi dire assuré dès que ce lecteur a devant les yeux une photographie, c'est-à-dire une image analogique du réel. Depuis une époque assez récente, la photographie a franchi un pas de plus avec la reproduction fréquente de la couleur : l'effet de réalité n'en est que plus important puisque la transposition artificielle des couleurs en noir et blanc n'apparaît plus, le spectacle du monde y semble encore plus « vrai ».

(Mouillaud & Tétu, 1989 : 78)

Mouillaud et Tétu suggèrent que plus une image est *ressemblante*, plus elle serait porteuse d'un « effet de réalité », c'est-à-dire d'une *illusion* dont il conviendrait de se méfier. Ce type d'analyse interroge donc radicalement le journalisme d'images, dont la prétention référentielle serait susceptible d'être dénoncée comme une supercherie propre à inhiber les capacités critiques de ceux qui y sont exposés. L'inspiration sémiologique de cette approche, qui se réclame tacitement de Barthes, oublie au passage l'un des enseignements principaux de ce dernier, à savoir que la puissance d'authentification d'un discours s'analyse au croisement d'une sémantique et d'une pragmatique. D'une part, elle engage les caractéristiques techniques du médium en tant qu'elles proposent au destinataire d'entretenir une forme particulière de rapport avec la référence d'un discours. D'autre part, elle implique la manière dont cette position de réception est occupée, à la fois par ceux qui présentent ce discours et par ceux auxquels ils l'adressent.

À ce sujet, il convient de rappeler que, sous la plume de Barthes, « l'effet de réel » est d'abord un procédé littéraire qui avait échappé à l'analyse structurale de récit (Barthes, 1968). Et surtout que, dans le magnifique essai qu'il a consacré à la photographie, Barthes évite précautionneusement de réifier le pouvoir performatif des images (Barthes, 1980). Certes, il relève que le procédé photochimique de fixation de la lumière dont procède la technique argentique confère aux photographies un remarquable potentiel d'attestation. Mais il souligne avec force que la référence photographique n'est pas intrinsèque à la matérialité de clichés, lesquels n'ont, en conséquence, pas le pouvoir de susciter mécaniquement la « croyance » de ceux auxquels ils sont exposés. Pour Barthes, la référence photographique ne s'accomplit qu'à condition que des spectateurs « intentionnalisent » les clichés qu'ils regardent – ou qu'ils en reconnaissent l'intentionnalité communicationnelle – pour leur conférer la force d'établir que « Ça a été ».

LA CRISE DU TÉMOIGNAGE OCULAIRE

Le discrédit de la figure du journaliste conçu comme un « témoin-ambassadeur » repose sur une conception épistémique tacite, qui exclut qu'il soit possible d'établir des faits à partir d'une perspective singulière. Or, cette mise en rivalité de l'objectivité et de la subjectivité, ainsi que la dénonciation du caractère potentiellement trompeur des représentations imaginées qui lui est associée, n'est pas cantonnée aux seules pratiques journalistiques. Elle y a pris forme corrélativement avec la fixation, dans le domaine de la recherche scientifique, d'une notion d'objectivité détachée de toute perspective singulière. Celle-ci enjoint à exercer une suspicion de principe envers tout observateur dont la perspective serait irrémédiablement biaisée parce qu'entachée de « subjectivité ».

Ce raisonnement a été déployé par des expériences de psychologie cognitive qui invitent à n'envisager les témoins que comme des *instruments d'enregistrement* dont il serait possible d'évaluer les performances en mesurant leurs capacités perceptives et mnésiques. Renaud Dulong a signalé une déclinaison de cette crise en introduction à la grande enquête qu'il a consacrée au phénomène du « témoin oculaire » :

Dans des protocoles maintenant classiques, les psychologues ont démontré la fragilité de l'aptitude humaine à restituer des traits d'une scène vécue : on voit mal ce qu'on a vu, on ne voit pas certains détails essentiels, ou encore ce que l'on croit avoir vu ne correspond à rien dans la réalité. Ils ont démontré en outre que la mémoire humaine est peu fiable, que le stockage mnésique de la représentation des choses perçues est fortement dépendant des circonstances de leur enregistrement, que sa description est relative au contexte, que la convergence entre plusieurs déclarations individuelles résulte souvent d'un processus d'entente entre témoins... Bref, ils ont prévenu les auditeurs d'un témoin oculaire des risques qu'ils encourent en le tenant pour

une manière d'appareil optique permettant de regarder l'événement passé.

Cette critique, effectuée dans un cadre scientifique, à partir d'expériences reproduites avec des résultats concordants, a sérieusement ébranlé l'argument du témoin oculaire dans les instances judiciaires. Auparavant, on ne connaissait que le faux témoignage, plutôt rare et sévèrement puni, et, face à des attestations contradictoires, on s'efforçait d'expliquer les oppositions ou de mettre en balance les affirmations. Aujourd'hui, nous n'avons plus que des témoignages douteux. L'autorité des témoins les plus dignes de foi est sujette à une défiance préalable, quasi transcendante, elle est contestée au nom des dispositifs cognitifs et mnésiques qui la fondent. (Dulong, 1998 : 9)

Ces recherches en psychologie cognitive et expérimentale ont alimenté une précieuse critique du préjugé positiviste. Elles ont démontré la fragilité de procédures d'établissement des faits qui paraissaient jusqu'alors indiscutables et elles ont interrogé la confiance que les professionnels de la preuve sont susceptibles de leur accorder spontanément. Ce faisant, elles ont conduit ceux qui recueillent les témoignages à faire preuve d'une plus grande vigilance critique, et elles ont aiguisé l'attention publique à l'égard du travail des institutions policière et judiciaire. Elles ont contraint ces dernières à faire œuvre de plus de professionnalisme, de rigueur et de réflexivité, y compris à l'égard de méthodes qui paraissaient jusqu'alors au-dessus de tout soupçon. Elles ont ainsi contribué à un perfectionnement des enquêtes dont les pragmatistes qui se réclament de Dewey ne peuvent que se réjouir. Renaud Dulong s'empresse d'ailleurs de relever cette vertu critique des recherches expérimentales consacrées au témoignage oculaire :

Il s'agit là – est-il nécessaire de la rappeler ? – d'une victoire sur l'arbitraire : désormais, on ne condamne plus les gens sur la seule foi des témoins. Au moins dispose-t-on d'arguments pour éviter les erreurs judiciaires dues à des dépositions péremptoires face

à des auditoires naïfs. Les chercheurs ont convaincu magistrats et policiers de multiplier les précautions entourant la preuve testimoniale. [...] Dans une enquête judiciaire, il est devenu impératif de corroborer toute information orale à l'aide de circonstances matérielles connues par d'autres procédures. Tel est en pratique le progrès indéniable de cette découverte scientifique. (Dulong, 1998 : 9-10)

DE LA CRITIQUE AU SOUPÇON : LA SUBJECTIVITÉ À L'ÉPREUVE D'UN IDÉAL D'OBJECTIVITÉ DÉTACHÉE DE TOUTE PERSPECTIVE

Cependant, l'analyse des procédures permettant d'établir des faits par l'observation n'a pas seulement conduit les professionnels à réviser leurs protocoles et à se montrer plus précautionneux quand ils recourent aux récits fondés sur la seule expérience vécue de leur narrateur. Dans de nombreux domaines de pratiques, cet examen critique a été supplanté par l'affirmation qu'une « rupture » séparerait irrémédiablement nos « observations » des « faits » qu'elles prétendent établir⁹. Adossée à la vulgate cartésienne, cette opposition a semé le doute sur la possibilité qu'un quelconque « fait objectif » puisse être établi sur la base des perspectives irrémédiablement « subjectives » à partir desquelles il est appréhendé. Relayée par les institutions scolaires et les médias, l'idéal d'une « objectivité » antinomique avec toute expression de « subjectivité » s'est imposé comme un principe dogmatique, jetant *a priori* le doute sur quiconque prétendrait établir un fait quelconque sur la foi de sa seule observation. De telle sorte qu'une salutaire *critique*, adressée aux professionnels de la preuve, s'est dégradée en un *soupçon* qui pèse désormais sur la prétention même d'établir des faits¹⁰. S'inquiétant de ce dévoiement possible des avancées de la recherche scientifique, Renaud Dulong y discerne un enjeu pour le sens commun de la réalité, dont il explicite les implications politiques :

Est-ce que cette défiance ne contaminerait pas métonymiquement d'autres applications du témoignage ? Ne saperait-elle pas en particulier une certitude du sens commun sur la réalité des faits passés ? Un préjugé sceptique pourrait, sur la foi de la critique psychologique, récuser tous les témoins historiques vivants. Cette menace nous est déjà connue, depuis que l'exigence méthodologique de la critique historique des témoignages a été pervertie en négationnisme : ceux qui nient l'extermination des juifs par les nazis, tandis qu'ils injurient la mémoire des communautés détruites, mettent de plus en péril la possibilité de tabler sur une histoire partagée. Un danger analogue pèse peut-être sur la communication ordinaire puisque la certification personnelle garantit une large part de notre information quotidienne. Quel cran d'arrêt pourrait empêcher à terme une modification du régime de la vérité factuelle ? (Dulong, 1998 : 10)

Le « doute pyrrhonien » n'est plus seulement l'expression d'une doctrine philosophique réservée à l'exégèse de quelques spécialistes¹¹. Il est devenu un arrière-plan partagé, une sorte de sens commun, dont les manifestations sont observables jusque dans nos pratiques ordinaires. L'ironie de l'histoire est telle que nous pourrions nous inspirer de la sociologue Gaye Tuchman (1972) – qui décrivait, il y a un demi-siècle, les « rituels d'objectivité » dans les pratiques journalistiques – pour documenter nos propres « rituels de scepticisme ».

Arrêtons-nous par exemple sur ce geste routinier qui consiste, dans nos prises de parole publiques en général – et dans nos pratiques d'enseignement en particulier –, à ne parler de la *vérité* qu'en mimant simultanément les guillemets appelés à l'encadrer. Ce petit geste – que nous effectuons le plus souvent sans même y penser – peut signifier la « modalisation » d'un propos ou la dénonciation d'une « fabrication ». Le premier cas est anecdotique : le locuteur signale à ses auditeurs que le terme qu'il vient de prononcer est une citation, ou il leur indique qu'il ne l'utilise pas dans son sens littéral. Dans le second cas, en revanche, le locuteur se fait complice de ses auditeurs,

pour leur proposer tacitement de composer une collectivité clairvoyante. Si nous devons en expliciter les implications, nous serions sans doute conduits à dire que, lorsque nous parlons de « vérité », nous nous ravisons aussitôt pour rassurer ceux qui nous écoutent en leur *montrant* que nous ne sommes pas naïfs, que nous savons bien qu'il ne s'agit (qu'il ne *peut* s'agir !) que d'un *mot*, qui n'entretient qu'une relation arbitraire avec son référent, bref qui ne désigne rien qui puisse exister en tant que tel dans le monde réel. Il s'agit donc là d'un geste *moral*, par lequel nous affichons notre appartenance à la communauté unie dans le préjugé sceptique selon lequel toute prétention à la « vérité » ne pourrait être qu'une « illusion » à « déconstruire », afin de dévoiler les procédés narratifs, les opérations symboliques ou les mécanismes de domination sur lesquels elle repose. Cette manière de constituer la communauté des clairvoyants – de ceux qui ne confondent pas la réalité des choses avec leurs apparences ; de ceux qui savent en faire la différence – engage, à son revers, la confection d'un groupe antagoniste, imaginé ou fantasmé : celui des dupes, des naïfs et des crédules.

D'UN DOGMATISME À L'AUTRE : QUAND LE PRÉJUGÉ SCEPTIQUE SE SUBSTITUE AU PRÉJUGÉ POSITIVISTE

Tout semble indiquer que nous assistons ici à l'un de ces renversements de situation dont la vie sociale a le malicieux secret. En effet, cette manière de produire et d'entretenir l'unité des « savants » au détriment des « ignorants » ressemble à s'y méprendre aux procédés que Jeanne Favret-Saada (1977) avait si bien décrits en préambule à son enquête sur la sorcellerie. Dans les années 1970, elle montrait comment la figure de paysans « crédules », « arriérés », « imperméables à la causalité » était produite par les folkloristes, les psychiatres et les journalistes comme « l'image inversée du savant » que ces derniers prétendaient incarner.

Un demi-siècle plus tard, rien ne diffère dans la configuration de cette distribution cognitive. À ceci près que les anciens garants de la rationalité et de l'esprit critique – pétris de positivisme – sont en passe de devenir les nouvelles dupes de l'histoire. Ce sont eux qui sont désormais raillés parce qu'ils croient des choses devenues incroyables.

Par-delà son caractère évidemment ironique, cette observation fait apparaître combien cette manière d'envisager le savoir repose sur une morale belliqueuse. Il y a cinquante ans, en Mayenne, Favret résumait ainsi le mandat tacite qui incombait à l'ethnographe : « Confirmez-nous qu'il existe bien là-bas des gens qui font vaciller les lois de la causalité et celles de la morale, qui tuent magiquement et qui ne sont pas punis, mais n'oubliez pas de préciser pour finir qu'ils n'ont pas réellement ce pouvoir, qu'ils le croient seulement parce que ce sont des paysans crédules, arriérés... » (Favret-Saada, 1977 : 17). Dans cette configuration, le sort des paysans était scellé d'avance. De telle sorte que l'anthropologue ne devait guère s'étonner de leur manque d'enthousiasme à l'idée d'être enrôlés dans son enquête : « On comprend [qu'ils] ne soient guère pressés de venir occuper cette place d'imbéciles où les rive le discours public – que ce soit dans sa version savante, soutenue par les folkloristes, ou dans sa version populaire et non moins suffisante que diffusent les médias. » (*Ibid.*).

Dans le monde configuré par nos rituels de scepticisme, ces folkloristes contemporains que sont les sociologues des médias s'appliquent bien souvent à montrer qu'il existe *là-bas* des journalistes crédules attachés à leurs « rituels d'objectivité ». Mais les chercheurs s'empressent de rassurer leurs lecteurs et leurs étudiants en leur rappelant que les discours des journalistes – leurs mots et leurs images – n'ont pas réellement le pouvoir de dire la vérité, et qu'ils le croient seulement parce que ce sont des journalistes positivistes, c'est-à-dire crédules et arriérés...

Si les fronts se sont inversés, la situation reste polarisée autour d'une confrontation opposant deux dogmatismes fort peu pragmatistes. Quand un savoir est dissocié de l'enquête qui a permis de l'établir, tout se passe comme si son affirmation impliquait de creuser un grand partage, face auquel chacun est appelé à choisir son camp : autrefois entre le rationalisme des savants et les croyances archaïques des paysans attachés à leurs rituels de sorcellerie ; aujourd'hui entre le nominalisme sceptique des psychologues ou des sémiologues et le réalisme naïf de tous ceux qui persistent à croire en des « rituels d'objectivité ».

Le préjugé sceptique a fait son chemin. Il s'est tissé dans la trame de nos activités quotidiennes où nous l'entretenons par nos « rituels de scepticisme ». Qui donc aurait encore une foi aveugle dans les communiqués du gouvernement, dans les jugements des tribunaux, dans ce qu'il lit dans son journal, entend à la radio, voit à la télévision ou découvre sur le fil des réseaux socio-numériques¹² ? Nous avons appris en pratique que les affirmations les plus péremptoires risquent toujours d'être démenties. Que la force de conviction emportée par une photographie est susceptible d'être relativisée par la saisie de la même scène sous un autre angle. Que les technologies numériques permettent de fabriquer, de toutes pièces et de manière indétectable, des images animées saisissantes de réalité alors même qu'elles sont foncièrement trompeuses.

Cet ébranlement des certitudes bouscule la relation que nous entretenons au monde et nos manières de nous y rapporter collectivement. Pour s'en convaincre, il suffit de considérer le basculement qu'a subi, au cours du dernier demi-siècle, l'éducation aux médias et à l'information. Dans sa conception originale, il allait de soi que ces formations visaient à lutter contre un préjugé positiviste. Adressés à des citoyens en devenir, ces enseignements se donnaient pour tâche de montrer qu'il ne suffit pas que quelque chose ait été dit dans le journal, à la radio ou à la télévision, pour en déduire que cela soit vrai. Il s'agissait donc d'initier les élèves à envisager les médias comme

des instances de discours, face auxquelles ils étaient appelés à faire œuvre d'esprit critique, notamment en s'inspirant des méthodes de la sémiologie¹³.

L'irruption du préjugé sceptique a eu pour conséquence une redéfinition complète de l'éducation aux médias et à l'information. Aujourd'hui, les institutions de l'enseignement public font face aux dites « théories du complot », à cette défiance de principe à l'encontre des « théories officielles », lesquelles sont d'emblée envisagées comme autant de manipulations ou de mensonges colportés par les institutions gouvernementales et les grands médias. Cette nouvelle donne pourrait dessiner l'image apocalyptique d'un monde dans lequel il deviendrait exclu d'élaborer la moindre réalité partagée. Poussé à son terme et inscrit dans la trame de nos vies quotidiennes, un tel raisonnement pourrait conduire à jeter le soupçon sur quiconque prétendrait dire ce qui s'est réellement passé sur la base de ce qu'il en a observé, et à épingle la naïveté de ceux qui se fieraient à leurs récits. Il rendrait illusoire l'espoir d'établir des faits dans les situations les plus ordinaires. Face à une telle menace, des institutions scolaires et médiatiques développent des formes d'éducation aux médias et à l'information chargées de restaurer la confiance indispensable à la composition d'une *réalité partagée*, sans laquelle il ne pourrait exister ni espace public, ni pluralisme politique¹⁴.

LA DÉGRADATION DE LA VÉRITÉ EN OPINION, UNE MENACE POUR LE PUBLIC

La routinisation de l'exercice d'un préjugé sceptique ébranle les conditions mêmes de l'attestation personnelle. Menacerait-elle de nous rendre incapables de prendre appui sur notre monde vécu pour le composer en une réalité partagée ? Ce spectre hante les textes qu'Hannah Arendt a consacrés au « public ». Elle y conçoit celui-ci comme la constitution d'un monde commun, dont elle souligne qu'il dispense indissociablement une *réalité partagée* et les *perspectives singulières* à partir desquelles nous l'appréhendons :

[L]e mot « public » désigne le monde lui-même en ce qu'il nous est commun à tous et se distingue de la place que nous y posédons individuellement. Cependant ce monde n'est pas identique à la terre ou à la nature, en tant que cadre du mouvement des hommes et condition générale de la vie. Il est lié aux productions humaines, aux objets fabriqués de main d'homme, ainsi qu'aux relations qui existent entre les habitants de ce monde fait par l'homme. Vivre ensemble dans le monde : c'est dire essentiellement qu'un monde d'objets se tient entre ceux qui l'ont en commun, comme une table est située entre ceux qui s'assoient autour d'elle ; le monde, comme tout entre-deux, relie et sépare en même temps les hommes. (Arendt, 1958/1988 : 92)

Hannah Arendt a pressenti combien l'existence même d'une vie publique est menacée par l'émergence d'une conception subjectiviste des opinions, dont la libre expression ne pourrait être défendue qu'à condition de saper toute prétention à établir des faits objectifs ou à dire la vérité. Par son fameux essai « Vérité et politique » (Arendt, 1967/1989), elle a lancé l'alarme contre la tendance à dégrader la « vérité » en simple « opinion ». Elle s'y inquiète de voir les activistes politiques dénier aux faits établis la capacité d'opposer une limite à leur ambition de changer le monde. Elle dénonce leur conception de la vérité historique dont l'expression ne leur apparaît que comme une tentative tyrannique d'imposer une perspective singulière sur le cours des événements¹⁵.

Hannah Arendt a été particulièrement attentive à la manière dont le régime stalinien a réécrit l'histoire de la révolution soviétique. Elle fait partie des quelques intellectuels de cette génération stupéfaits de voir un régime se prévaloir de l'émancipation des masses pour réécrire l'histoire à sa guise, de façon à faire coïncider le récit du passé avec ses ambitions politiques présentes.

Pour mon propos, il n'est pas anecdotique de souligner qu'Arendt a été choquée de voir cette opération de réécriture de l'histoire se

décliner jusque dans la révision des archives et des clichés photographiques du moment révolutionnaire, de manière à en faire disparaître toute trace des personnages tombés en disgrâce aux yeux du pouvoir¹⁶.

Arendt a toutefois souligné que cette tendance à dégrader la vérité de fait en opinion n'est pas l'apanage des régimes totalitaires, mais qu'elle constitue une fragilité au cœur même des démocraties libérales. Pour en contrer les effets délétères, elle a rappelé avec force la complémentarité des faits et des opinions : « Les faits et les opinions, bien que l'on doive les distinguer, ne s'opposent pas les uns aux autres, ils appartiennent au même domaine. Les faits sont les matières des opinions, et les opinions, inspirées par différents intérêts, et différentes passions, peuvent différer largement et demeurer légitimes aussi longtemps qu'elles respectent la vérité des faits. » (Arendt, 1967/1989 : 303). Elle conclut par une formule cinglante affirmant que, loin de constituer une menace pour la libre expression du pluralisme des opinions subjectives, la possibilité d'énoncer la vérité des faits en est la condition même de possibilité : « La liberté d'expression est une farce si l'information sur les faits n'est pas garantie et si ce ne sont pas les faits eux-mêmes qui font l'objet du débat. » (*Ibid.*).

I.3. AU CROISEMENT DU PRÉJUGÉ SCEPTIQUE ET DE LA PREUVE PAR L'IMAGE : UNE SITUATION CONFUSE

Quand l'objectivité et la subjectivité cessent d'être conçues comme deux aspects indissociables de notre monde vécu, les conditions de toute attestation personnelle s'en trouvent sapées. Faut-il pour autant céder au pessimisme et lancer l'alerte pour affirmer qu'une menace directe pèserait sur le « public », mettant en péril l'existence de ce monde que nous avons en commun et qui dispense la diversité des places que nous y occupons et la variété des perspectives singulières que nous portons sur lui ?

UN SCEPTICISME DE PACOTILLE ?

Il existe d'excellentes raisons de penser qu'aussi spectaculaires que puissent être les avancées du préjugé sceptique, elles ne sont pas près d'éradiquer les certitudes sur lesquelles se trament les formes de vie pluralistes et démocratiques. Melvin Pollner l'a noté avec une ironie mordante au sujet du scepticisme de pacotille dont quelques philosophes font œuvre académique :

Si le sens commun nous pousse à croire que nous partageons un monde et que nous y faisons face collectivement, les philosophes nous incitent à penser autrement. Ils nous invitent à considérer qu'il se peut que nous n'ayons jamais contact avec le monde en soi, ou que ce que nous prenons pour la réalité objective ne soit qu'un monde onirique fabriqué dans une attitude solipsiste. Quelle que soit la force de cette alternative, la plupart des gens s'en tiennent aux présuppositions de base qui inspirent la conception de nos relations avec le monde et qui sont au principe d'un ordre d'événements partagés intersubjectivement. D'ailleurs, les philosophes les adoptent aussi, dès qu'ils quittent cette activité professionnelle où ils sont à même d'avancer des déclarations aussi scandaleuses. (Pollner, 1991 : 75)

L'optimisme de Melvin Pollner n'est pas dépourvu d'assises empiriques, comme l'a montré Dulong. Les travaux de ce dernier étaient animés par une vive inquiétude face à la montée du préjugé sceptique et à l'ébranlement des conditions sociales de l'attestation personnelle qui en résulte. Cependant, ses recherches l'ont convaincu de ne pas céder au pessimisme. Fort de son enquête, il affirme que rien n'indique que quiconque serait prêt, *en pratique*, à renoncer au témoignage oculaire comme procédé de validation des informations, non seulement dans les procès d'assises et dans les enquêtes policières, journalistiques et scientifiques, mais également dans les échanges de notre vie courante. Même les plus véhéments contempteurs de l'attestation

personnelle ne renonceront pas de sitôt à engager des conversations en disant : « Tu ne sais pas ce qui m'est arrivé aujourd'hui... »

LES RELATIONS AMBIGUËS DU PRÉJUGÉ SCEPTIQUE ET DE LA PREUVE PAR L'IMAGE

La polémique autour de la possibilité d'établir des faits par l'observation est loin d'être tranchée. Elle s'avère même particulièrement confuse s'agissant de l'invocation des clichés photographiques et filmés en tant que preuves, comme le montrent les travaux qu'Aurélie Ledoux a consacrés aux polémiques complotistes autour du 11-Septembre. Certes, l'argument sceptique – qui consiste à dégrader ces images comme autant d'artefacts sémiotiques qui n'entretiendraient qu'une relation arbitraire avec leur référent – s'est banalisé. Pourtant, tout semble indiquer que ce raisonnement n'affecte aucunement la croyance ordinaire dans la preuve par l'image. Au contraire, Aurélie Ledoux (2009) remarque, avec un brin de malice, que de nombreux argumentaires « complotistes » sont organisés autour de la convocation d'images en tant que preuves. Une enquête récente (Ledoux, 2019) lui a même permis d'observer que l'invocation de la preuve par l'image a joué un rôle déterminant dans la confection du concept de « faits alternatifs », parangon de ladite ère de la « post-vérité ». Cette petite histoire fort instructive mérite d'être rapportée ici, tant elle éclaire l'imbroglio dans lequel nous sommes empêtrés :

Lors de la polémique qui entoura l'investiture de Donald Trump le 20 janvier 2017, la notion de « post-vérité » se trouva étroitement liée à la question de la preuve par l'image et à la critique complotiste des médias. Le lendemain de la cérémonie, Sean Spicer, porte-parole de la Maison-Blanche, affirma en effet lors de son premier point presse que la foule de la veille était la plus importante qu'on ait jamais connue pour l'investiture d'un président américain, tandis que Donald Trump, en visite à la CIA, accusait les médias d'avoir menti sur le nombre de personnes présentes et avançait devant les caméras une estimation fausse

de cette foule (de 1 à 1,5 million de personnes). Le 22 janvier, enfin, Kellyanne Conway, conseillère de Donald Trump, accédait à la postérité médiatique en évoquant des « faits alternatifs » pour justifier les affirmations de la Maison-Blanche. Cette dernière déclaration acheva d'enflammer la presse américaine, qui mit cet épisode en relation avec l'ensemble de la campagne électorale de Trump, émaillée de fausses informations et de contre-vérités manifestes. La valeur paradigmatique de cet épisode quant à la notion de post-vérité tient à ce qu'il semble mettre les allégations de Trump face à une vérité qui « crève les yeux » : la publication par le *New York Times* de deux photos du National Mall [...], prises chacune quarante-cinq minutes avant les cérémonies d'investiture respectives de Barack Obama et de Donald Trump¹⁷. Si l'article du *New York Times* nourrit la comparaison en faisant commenter ces photographies par un spécialiste qu'il qualifie d'« expert en foule » (*crowd expert*) et qui établit que la foule rassemblée le 20 janvier 2017 sur le National Mall représentait environ un tiers de celle présente pour l'investiture d'Obama, la simple juxtaposition des images suffit à convaincre de l'inaanité des affirmations de Trump.

Cet usage de l'image photographique, dans une polémique que l'on veut à la fois fondatrice et exemplaire de la notion de « post-vérité », mérite cependant que l'on s'y attarde. Alors que l'on aurait pu croire que la transition numérique affaiblirait le crédit porté aux images, il apparaît en effet que, dans le contexte contemporain de doute et de suspicion vis-à-vis des discours du pouvoir (politique, économique, médiatique), le recours à l'image photo-filmique comme « preuve » soit plus que jamais d'actualité. (Ledoux, 2019 : 92-93)

Le préjugé sceptique et la preuve par l'image se mêlent en un chassé-croisé qui engendre une situation particulièrement confuse. Celle-ci défie l'ambition de restaurer une critique du recours aux captations photographiques et vidéographiques lorsqu'il s'agit d'établir des faits. Pour sortir de cette impasse, une piste d'inspiration

pragmatiste pourrait se dessiner. Nous allons désormais la suivre en observant comment des professionnels de la preuve s'y prennent pour statuer sur la place qu'il convient d'attribuer à des images s'agissant d'établir des faits.

II. UN ENREGISTREMENT VIDÉOGRAPHIQUE PEUT-IL DEVENIR UNE PREUVE JUDICIAIRE ?

La question de la preuve par l'image a donné lieu à une très vaste littérature. Des philosophes, des sémiologues, des sociologues, des psychologues, des informaticiens se sont efforcés d'y répondre. Mais aucun n'est parvenu à dénouer de manière décisive une situation manifestement difficile à élucider sur un plan épistémologique ou conceptuel.

Ces questions sont cependant loin de relever exclusivement d'une réflexion épistémologique. Les *professionnels de la preuve* s'y confrontent dans leurs pratiques chaque fois qu'ils sont appelés à déterminer *ce qui s'est réellement passé*, et à envisager les conditions auxquelles ils peuvent s'appuyer sur des images et des témoignages oculaires pour établir des faits dans des dossiers controversés.

Ainsi, des agences de presse, des journaux ou des chaînes de télévision sont régulièrement interpellées par des associations militantes qui entendent les alerter au sujet d'une menace ou dénoncer une injustice. À cette fin, elles produisent d'épais dossiers, dont les argumentaires sont généralement accompagnés d'images photographiques ou filmées, invoquées comme autant de preuves corroborant la légitimité de leurs revendications. Comment statuer sur la qualité de ces images ? Sont-elles authentiques ? Ont-elles été retouchées – voire même produites de toutes pièces – par le recours à des techniques numériques ? La question se noue en un dilemme déontologique qui est souvent tranché dans l'urgence. Renoncer à publier une nouvelle parce que l'on a douté à tort de la qualité d'images qui pourraient s'avérer authentiques, ce serait s'exposer à de sévères critiques.

Relayer précipitamment une dénonciation en se fiant à des images qui risquent d'être dénoncées comme des montages, ce serait commettre une faute professionnelle.

Une question similaire se pose aux instances policières et judiciaires. Les instruments de prise de vue numérique étant banalisés, les plaignants accompagnent fréquemment leurs dépositions de photographies ou de captations vidéo afin de corroborer leur version des faits. Tout au long de la procédure, chaque instance saisie du dossier doit désormais statuer par rapport à la qualité de ces images, au crédit qu'elle leur prête, et à la place qu'elle leur attribue – ou non – dans le dossier et donc dans la formation d'un jugement au sujet de la situation dénoncée.

II.1. REVENIR AUX JUGEMENTS ORDINAIRES POUR EN ÉLUCIDER LA SAGESSE PRATIQUE

La mise en crise de l'établissement des faits par l'observation et par l'image alimente un désarroi normatif qui n'a rien d'exceptionnel. Et il n'est pas exclu de lui trouver une parade. C'est du moins ce que je voudrais explorer ici en m'inspirant de la démarche initiée par le sociologue américain Jack Katz (2001/2010) au sujet du travail ethnographique. Son entrée en matière dessine les contours d'une crise de l'évaluation de la qualité des données d'observation. Ce problème n'est pas sans lien avec le désarroi qui est le nôtre s'agissant de formuler un jugement par rapport aux conditions de l'attestation par l'image et le témoignage :

Au cours des vingt-cinq dernières années, l'écriture ethnographique est devenue un enjeu central de la perspective critique en sciences sociales. Les procédés littéraires, traditionnellement employés pour représenter la vie sociale, ont été soumis au soupçon par des analyses qui ont révélé la fabrication tacite de réalités sociales par le discours ethnographique et déconstruit sa secrète prétention à une autorité rhétorique. Si utile a été ce tournant

réflexif, qui a lancé de nouvelles lignes d'enquête, il a perpétué un échec déjà ancien à apprécier la logique de la culture de l'évaluation, par les ethnographes, de leurs données. (*Ibid.* : 30)

Mais Jack Katz ne se laisse pas démonter pour autant. Au lieu de s'en tenir à une rhétorique de l'ethnographie, qui se contente de dénoncer les stratagèmes qui ont permis aux ethnographes d'asseoir leur autorité et de produire des croyances en la réalité de leur propos, il part du fait que les sociologues et les anthropologues, tout en ayant du mal à fonder une culture évaluative, n'en continuent pas moins à mettre en œuvre une *sagesse pratique* pour juger de la qualité de leurs données.

Quoique sans discipline et peu articulée, une communauté de jugement ordinaire existe à propos des textes ethnographiques. Il peut exister de féroces désaccords sur la valeur de travaux déterminés, mais des éléments de sens commun se profilent toujours dans l'appréciation d'une bonne ou d'une mauvaise description ou dans l'estimation de la validité de données empiriques. (*Ibid.* : 31)

Partant de cette observation initiale, Katz entreprend alors de formuler cette pratique évaluative commune et d'en dégager les standards partagés. Concrètement, sa démarche prend pour point de départ le repérage des termes d'appréciation ordinaires que les ethnographes utilisent pour parler des *qualités descriptives* de leurs données.

Les descriptions de la vie sociale sont alors qualifiées de « révélatrices », « colorées », « vivantes », « poignantes » ou « stratégiques », elles peuvent encore être « d'une grande richesse », « à la texture dense » ou « finement nuancées ». Elles sont valorisées [...] parce qu'elles contiennent des « paradoxes » ou des « énigmes » qui fascinent tant l'enquêteur que le lecteur. À l'opposé, des antonymes sont utilisés pour refroidir les élans

d'enthousiasme et torpiller les appels à adhésion. Les descriptions « pauvres » ou « faibles » sont dites « plates », « superficielles », « abstraites », « redondantes », « sans surprise » ou « non réfutables ». On dit encore d'elles qu'elles offrent une représentation de la vie sociale trop « étroite », « statique », « artificielle » ou « conventionnelle ». (*Ibid.*)

Sur cette base, Katz entreprend d'explicitier les principes normatifs engagés par ces manières ordinaires de qualifier les données ethnographiques, pour en tirer quelques principes susceptibles d'articuler une culture évaluative.

Le travail de Katz me servira ici de source d'inspiration. J'en tire la proposition suivante : si nous sommes embarrassés s'agissant de fonder explicitement une critique des modalités d'établissement de faits par l'observation, ou d'attestation par l'image, il n'en demeure pas moins qu'une communauté de jugement ordinaire existe au sujet de la qualité des images et de leur validité probatoire. Celle-ci est fondée sur une sagesse pratique qui n'est ni articulée, ni formalisée, mais au cœur de laquelle il doit être possible de dégager des ressorts normatifs propres à établir une critique pragmatiste de l'attestation par les images, fondée sur une éthique de la monstration publique. L'élucidation de cette sagesse pratique nous fera éprouver les limites d'une approche focalisée sur les qualités immanentes à la composition des descriptions ou des images. S'agissant d'établir des faits, le médium photographique ou filmé comporte un indéniable potentiel d'authentification. Mais nous verrons que celui-ci ne se mue en force de conviction que par le détour de ses extériorités, et notamment des perspectives pratiques impliquées dans la production, la diffusion et la monstration des clichés. Autant de chaînes d'activités situées au sujet desquelles il convient de disposer de garanties vérifiables, et indépendamment desquelles la force probatoire d'une image – aussi saisissante ou poignante soit-elle – est vouée à demeurer incertaine.

II.2. L'IMAGE COMME OUVERTURE D'UN ESPACE POUR LA PAROLE TESTIMONIALE

Comment est-il possible d'établir des faits par l'observation ? À quelles conditions un témoignage oculaire peut-il attester du déroulement d'une situation ? Dans quelles circonstances une photographie ou un film peuvent-ils être constitués et reçus comme des preuves par l'image ?

Pour éclaircir ces questions, je vais m'intéresser à la manière dont des professionnels de la preuve s'efforcent d'y répondre. Afin de rester au plus près des pratiques, je reviendrai sur un procès ancien, devenu classique tant il a été commenté et analysé. Il s'agit de l'affaire Rodney King, du nom d'un automobiliste afro-américain interpellé pour excès de vitesse le 3 mars 1991.

Après l'avoir poursuivi sur plusieurs kilomètres, quatre des officiers de la police de Los Angeles qui procèdent à son arrestation le battent violemment avec des matraques métalliques. Réveillé par le bruit d'un hélicoptère, un habitant du quartier, George Holliday, voit la scène de son balcon, situé de l'autre côté de la route. Il saisit sa caméra vidéo et filme le passage à tabac, tandis que Rodney King se trouve à terre¹⁸. Le témoin tente vainement de remettre ces images à la police de Los Angeles, avant de les présenter à une chaîne de télévision. Leur diffusion soulève une indignation publique, et les quatre officiers impliqués dans l'action sont poursuivis pour usage excessif de la force.

Lors de leur procès, la cour est confrontée à une question inédite. Il lui faut déterminer la place qu'il convient d'attribuer à ces images dans le cadre de l'audience, et le jury est appelé à statuer sur leur force de persuasion s'agissant de juger les prévenus. Je n'aurai pas la prétention de rouvrir ni ce dossier, ni les nombreuses controverses qu'il a soulevées. Dans les pages qui suivent, je me contenterai de revenir sur les analyses qu'en ont proposées Jacques Derrida et Charles

Goodwin, en concentrant mon attention sur ce que cette procédure est susceptible de nous apprendre au sujet des images filmées et des conditions auxquelles elles sont susceptibles d'être mobilisées en tant que preuve pour établir des faits.

PREMIER ÉLÉMENT DE SAGESSE PRATIQUE : « UN DISPOSITIF TECHNIQUE IMPERSONNEL NE PEUT PAS SERVIR DE TÉMOIN »

Derrida a travaillé sur ce cas dans le cadre d'un séminaire consacré au témoignage, dont un des enjeux était l'intervention des techniques dans le dispositif judiciaire de l'instruction et du jugement¹⁹.

Le principal enseignement qu'il tire de cette affaire est la nécessité de distinguer nettement le témoignage et les images, lesquelles relèveraient de la preuve, de l'indice ou de la pièce à conviction. Pour étayer son argument, il prend appui sur une décision liminaire du tribunal. Malgré la vive émotion suscitée par la diffusion de la captation vidéo du passage à tabac de Rodney King, la cour a refusé d'en considérer la projection comme un témoignage de plein droit :

[L]a loi n'a pas tenu ce film pour un témoignage, au sens strict et traditionnel du terme. C'est une pièce à conviction à interpréter, mais le témoignage ne pouvait être que le témoignage du cameraman, ce jeune homme qui avait la caméra, et qui, lui, venait devant la barre, disant de vive voix, après avoir décliné son identité et parlant sans représentant à la première personne : « Je jure de dire la vérité... » Il témoignait alors (il était du moins censé le faire) de ce qu'il pensait de bonne foi avoir vu, lui-même, une caméra, un dispositif technique impersonnel ne pouvant pas servir de témoin... (Derrida & Stiegler, 1996 : 105)

Il y revient une nouvelle fois quelques pages plus loin :

L'enregistrement vidéographique a pu servir d'archive, peut-être de pièce à conviction, peut-être de preuve, mais il n'a pas été substitué au témoignage. La preuve – la preuve ! – de ce fait, c'est qu'on a demandé au jeune homme qui a filmé de venir lui-même attester en jurant devant des personnes vivantes qui constituaient le jury et qui étaient légitimées comme telles, en jurant que c'était bien lui qui tenait la caméra, qu'il a assisté à la scène, qu'il a vu ce qu'il a filmé, etc. Il y a donc hétérogénéité du témoignage et de la preuve, et par conséquent de tout enregistrement technique. La technique ne fournira jamais un témoignage. (*Ibid.* : 107)

Sans surprise, Derrida traite le témoignage comme un phénomène essentiellement discursif : une déposition énoncée à la première personne du singulier. En ceci, son analyse s'écarte sensiblement de celle de Dulong (1998) qui, après avoir dédié un chapitre au « miracle de l'autodésignation » (*ibid.* : 163-184), affirme qu'un témoignage ne peut être réduit ni à un acte de langage performatif, ni à un artifice rhétorique. Il note que « [l]a mécanique des mots ne doit pas gommer l'orientation du discours vers le monde et son embrayage sur la situation dialogique » (*ibid.* : 186). Au fil de pages lumineuses, il souligne que si le témoignage s'accomplit dans l'affirmation d'un « J'y étais », celle-ci ne peut être tenue qu'en référence à la permanence du *corps perceptif* du témoin, présent ici et maintenant, après avoir été exposé à l'événement ou à la situation dont il devient une trace (*ibid.* : 185-210)²⁰.

La différence entre les approches de Derrida et Dulong est de taille et j'y reviendrai. Mais elle ne devrait pas occulter un point d'accord décisif. Les deux auteurs se rejoignent pour considérer le témoignage comme une procédure d'établissement des faits dont la force de conviction est ancrée dans une perspective singulière. Contre la vulgate cartésienne – qui oppose l'objectivité à la subjectivité – ils s'accordent pour renouer avec l'idée qu'une affirmation factuelle s'avère d'autant plus convaincante qu'elle est ancrée dans une perspective

singulière, elle-même située dans un monde pratique, et susceptible d'être incarnée par un « témoin-ambassadeur »²¹. Leurs observations emportent une sévère critique à l'encontre des démarches sémiologiques qui, focalisant trop souvent l'attention analytique sur l'élucidation de la structure interne du signifiant photographique, omettent que la force d'authentification d'une image est un potentiel, lequel ne se réalise qu'indirectement, par le détour d'une extériorité. Ces études semblent donc n'avoir retenu de Barthes que son insistance sur la puissance indicielle du médium argentique. Il en résulte une lecture réificatrice de la référence photographique, qui fait comme si celle-ci était inscrite dans la matérialité du cliché par une technologie de fixation de la lumière. Le noème de la photographie, le « Ça a été », serait incorporé à la trace du rayon lumineux imprimée sur la pellicule qui y a été exposée, de telle sorte qu'il puisse être projeté et fixé sur un support photosensible, de la surface duquel il viendrait se refléter jusque sur la rétine de quiconque regarderait cette image. Cette fétichisation de la technique argentique la présente comme garante de la continuité d'un jeu de lumière, autorisant à envisager les photographies comme autant de « témoins » des scènes et des situations qu'elles représentent²².

C'est précisément avec cette réduction naturaliste des photographies et des témoignages que rompent Barthes, Derrida et Dulong. Ces trois auteurs s'accordent pour mettre en évidence les extériorités vers lesquelles les images et les dépositions testimoniales font signe, et indépendamment desquelles elles seraient privées de toute force d'authentification. Certes, leurs analyses respectives n'attirent pas notre attention vers les mêmes extériorités. Mais au lieu de lire ces divergences comme un différend qu'il conviendrait de trancher, je vais revenir au raisonnement pratique des magistrats dans l'affaire Rodney King afin de faire apparaître ce que les positions de ces trois auteurs peuvent avoir de complémentaire.

Pour commencer, les précautions dont les magistrats ont fait preuve, avant de décider de la place qu'ils attribueraient à la vidéo

du tabassage de Rodney King dans le déroulement des audiences, entrent en résonance avec l'analyse de Barthes. Cette séquence de la procédure a fait apparaître que la référence d'une captation vidéo-graphique n'est pas une qualité intrinsèque de la bande magnétique, ni même de la projection de la vidéo. Dans ce cas, ce n'est qu'après avoir visionné la vidéo que les magistrats ont établi ce dont il était question dans ces images, qu'ils les ont « intentionnalisées » et y ont discerné l'ouverture d'un espace de parole susceptible d'être incarné par leur auteur, seul à même de témoigner de ce qu'il avait vu de la scène dont il avait enregistré les images.

C'est précisément autour de cet aspect de l'affaire Rodney King que Derrida articule son analyse. Il s'y réfère pour affirmer que, si un dispositif technique impersonnel ne peut pas servir de témoin, toute image photographique ou filmée est indissociable de la perspective singulière dans laquelle elle a été prise. De telle sorte que son auteur est susceptible d'être appelé à la barre pour l'incarner par sa déposition. Autrement dit, si le film vidéo n'est pas assimilable à un témoignage, il dispense toutes les prises nécessaires pour lancer un *appel à témoin*, à la parole duquel les images ouvrent un espace. C'est ainsi que George Holliday a été convoqué et qu'il est venu en personne devant la cour et les jurés pour incarner la perspective singulière à partir de laquelle il a saisi la scène dont sa vidéo représente le déroulement.

C'est à ce sujet que l'apport de Dulong est décisif. Ses enquêtes nous rappellent que, contrairement à ce que suggère Derrida, un tel témoignage est irréductible à un acte de langage énoncé à la première personne du singulier. Quand il dépose à la barre, ce sont la présence et la permanence de son corps perceptif qui permettent au témoin d'affirmer le « J'y étais » sans lequel sa parole demeurerait privée de toute force d'authentification. Cette observation nous appelle donc à considérer que les images font signe vers des extériorités non seulement langagières – les discours auxquels elles ouvrent un espace

en production et en réception –, mais également vers les corps des personnes appelées à en incarner les perspectives.

Résumons. Appelé à déterminer la place qu'un enregistrement vidéographique est susceptible d'occuper dans le déroulement d'un procès, le tribunal lui a reconnu des qualités particulières. Les images ne sont ni des preuves matérielles, ni des témoignages. Elles n'acquièrent leur force d'authentification qu'à condition qu'y soit reconnu, en réception, le nouage d'une scène et de la perspective singulière sous laquelle elle a été saisie. La sagesse pratique du tribunal peut donc être entendue comme une mise en garde contre le fétichisme technologique. Elle s'oppose à toute tentation de réifier la force d'authentification des images, qu'une technique de production transparente aurait inscrite dans la matérialité d'un support – qu'il s'agisse de papier, de celluloïd, d'une bande magnétique ou d'un circuit intégré numérique²³. Concrètement, les magistrats ont affirmé que si l'enregistrement vidéographique était susceptible d'attester de quelque chose, c'est parce qu'il nouait le tabassage de Rodney King à la perspective singulière de son auteur, ouvrant l'espace à une *parole* testimoniale susceptible de l'incarner²⁴.

Ces observations rompent avec l'idéal d'une objectivité qui se conquerrait par l'effacement de toute trace de subjectivité. Elles permettent de prendre la mesure de la vanité des espoirs placés dans la réalisation d'un tel idéal par la sophistication et la multiplication de dispositifs de prise de vue numériques et automatisés, qui produiraient des images « immédiates », épurées des distorsions associées à l'adoption d'une perspective individuelle. Jacques Derrida est particulièrement clair à ce sujet. Il prévient que tant et aussi longtemps que les innovations techniques s'inscriront sur cette ligne de fuite, elles ne gagneront en crédibilité qu'à mesure qu'elles se dissocieront de toute perspective située, sapant du même coup le seul point d'appui susceptible d'étayer leur force d'authentification²⁵ :

Les instruments d'archivage très raffinés dont nous disposons maintenant sont à double tranchant : d'un côté, ils peuvent nous livrer plus « authentiquement » que jamais, plus fidèlement, la reproduction du « présent tel qu'il a été » ; mais d'un autre côté, par là même, grâce à ce même pouvoir, ils nous offrent des possibilités plus raffinées de manipuler, de couper, de recomposer, de produire des images de synthèse, etc. Le synthétique nous donne ici plus de champ et de chance d'authentification, et en même temps une plus grande menace sur l'authentification en question. Cette valeur d'authenticité est à la fois rendue possible par la technique et menacée par elle, indissociablement. (Derrida & Stiegler, 1996 : 110-111)

Revenons-en à la manière dont le tribunal a traité le film du tabassage de Rodney King. Elle nous offre un premier élément de sagesse pratique s'agissant d'évaluer les images. Il en ressort qu'une vidéo ne témoigne de rien par elle-même, et qu'aucune technique de prise de vue ne lui confèrera sa force d'authentification. Celle-ci passe par le détour d'extériorités. C'est la réception par les magistrats qui en a « intentionnalisé » la référence de telle sorte que la scène filmée s'y noue avec la *perspective située* du preneur d'images, seul habilité à témoigner de ce qu'il en a vu et entendu.

Ce cheminement conduit à une évaluation nuancée de l'analyse proposée par Derrida. Son intuition principale en ressort confortée : un dispositif technique ne peut pas servir de témoin. En revanche, l'image et le témoignage ne relèvent pas pour autant de phénomènes radicalement hétérogènes : ils entretiennent des liens indirects, par la médiation de leurs extériorités, et en particulier de la *perspective singulière de leur auteur*, laquelle pointe vers le *corps perceptif* qui confère leur force d'attestation, aux uns comme aux autres.

SECOND ÉLÉMENT DE SAGESSE PRATIQUE : S'IL ARRIVE QU'UNE VIDÉO ÉTABLISSE DES FAITS, LA QUALITÉ DE CES DERNIERS DÉPEND DE L'USAGE DES IMAGES

Tout ceci est décisif. Mais ce n'est encore que la moitié du chemin. La vidéo du tabassage de Rodney King était porteuse d'une force de conviction considérable. Quiconque l'a visionnée se souvient sans doute aujourd'hui encore de son intensité et de l'indignation qu'elle a suscitée. Jacques Derrida a d'ailleurs insisté sur ce point :

Cette scène a été filmée et montrée à la nation tout entière, personne ne pouvait plus détourner les yeux de ce qui était en quelque sorte immédiatement livré sous le regard, voire imposé à la conscience, apparemment sans interposition, sans médiateur. Et cela devenait tout à coup intolérable, la scène paraissait insoutenable, la responsabilité collective ou déléguée s'avérait insupportable. (Derrida & Stiegler, 1996 : 105)

Et pourtant. Les images, même associées au témoignage de leur auteur, n'ont pas suffi à convaincre le jury d'assises. En première instance, les quatre officiers de police ont été purement et simplement acquittés²⁶. Ce qui a soulevé une vague d'incompréhension et un sentiment d'injustice qui a débouché sur une semaine d'émeutes dans les rues de Los Angeles. Celles-ci ont causé la mort d'une cinquantaine de personnes, fait plus de 2000 blessés, des milliers d'arrestations et des dégâts matériels considérables²⁷.

Malgré l'émotion nationale et internationale suscitée par cette décision, le second procès fédéral, une année plus tard, n'a débouché que sur la rectification partielle de la décision rendue en première instance. Deux des quatre officiers ont été condamnés pour avoir violé les droits civils de Rodney King, tandis que les deux autres ont été acquittés. Ce qui démontre que des images vidéographiques, même associées au témoignage du preneur de vue, ne suffisent pas

nécessairement pour emporter la conviction de ceux auxquels elles sont adressées. Et qu'il y a sans doute ici beaucoup à apprendre sur les conditions auxquelles des images associées à des témoignages peuvent contribuer à l'établissement de faits.

L'acquittement des accusés a marqué un renversement complet au regard de l'effroi soulevé par la diffusion télévisée des images du tabassage de Rodney King. Cette rupture n'a pas seulement suscité l'indignation publique. Elle a motivé le questionnement de chercheurs qui y ont consacré d'innombrables pages. Pour introduire ma discussion, je ne retiendrai ici que la fameuse contribution que Judith Butler (1993/2018) a consacrée au « racisme systémique et à la paranoïa blanche »²⁸. Elle y part d'une question simple. Comment la vidéo d'un homme noir, battu par des policiers blancs armés de matraques métalliques, a-t-elle pu être utilisée pour faire apparaître la vulnérabilité de forces de l'ordre mises en danger par un contrevenant ? Comment l'image d'un homme à terre, à peine capable de mouvoir sa main pour protéger sa nuque, a-t-elle pu être invoquée pour démontrer la menace qu'il aurait fait peser sur les auteurs de son passage à tabac ? Comment une jurée a-t-elle pu affirmer à l'issue du procès qu'elle était persuadée que Rodney King « contrôlait totalement » la situation ?

Pour répondre à ces énigmes, Judith Butler développe une thèse, indissociablement théorique et politique. Elle affirme que le verdict résulterait de « la rediffusion de la vidéo dans un champ de visibilité racialement saturé ». Concrètement, ce que les jurés ont perçu des images relèverait d'un *acte de voir* organisé par une « perception blanche » imprégnée de racisme. Celui-ci structurerait « ce qui est susceptible d'apparaître ou non dans l'horizon de perception blanc » et il interpréterait « par avance [dans une mesure à déterminer] les "preuves visuelles" » (*ibid.* : 2). Butler en conclut que :

[S]i les jurés en vinrent à voir dans le corps de Rodney King un danger *contre* la loi, alors cet acte de « voir » doit être lu comme

celui qui fut sélectionné, cultivé, régulé – en fait policé – au cours du procès. Il ne s'agit pas simplement d'un acte de voir, d'un acte de perception directe, mais de la production raciale du visible, du travail de la contrainte raciale sur ce que « voir » signifie. En fait, le procès demande à être lu non seulement comme une instruction aux modalités racistes du voir, mais comme une reproduction répétée et ritualisée de l'identité noire (*blackness*). (*Ibid.* : 2-3)

Butler en tire deux enseignements principaux. Le premier est que « quand le visible est entièrement mis en forme par le racisme, la “preuve visuelle” à laquelle on se réfère ne pourra jamais que servir à réfuter les conclusions qu'elle étaie ». De telle sorte que, « dans cette *épistémè* raciste, aucune personne noire ne peut recourir au visible en tant que fondement de preuve assuré » (*ibid.* : 3). Le second est que « le champ du visible est un terrain d'affrontement racial [et qu'il] devient impératif de lire de telles vidéos de manière offensive, de répéter et de rendre publiques de telles lectures, ne serait-ce que pour imposer autant que possible une hégémonie antiraciste dans le champ visuel » (*ibid.*).

Ma contribution prendra pour point de départ la même énigme que celle posée par Judith Butler, et mon questionnement ne sera pas fondamentalement différent du sien. Il s'agira d'interroger ce que les jurés ont vu de la vidéo du tabassage de Rodney King, afin d'élucider comment ils ont fini par acquitter les prévenus après l'avoir visionnée. Ce questionnement ne pourra pas faire l'impasse sur le caractère raciste à la fois du tabassage de Rodney King, et de la lecture des images qui a conduit à disculper les policiers au nom du danger qu'ils encouraient du fait de l'attitude du prévenu. Je proposerai toutefois de faire un pas de côté par rapport au raisonnement de Butler. Fermement inscrite dans la lignée des *Cultural Studies*, son approche envisage que le sens des images est produit en réception, ce qui la conduit à replier l'explication du jugement des jurés sur leur seul acte de voir²⁹. Cette ligne directrice la conduit à incriminer l'*épistémè*

raciste constitutive de la vision blanche, et à appeler à contrer cette dernière par le développement et l'affirmation offensive d'un acte de voir antiraciste.

Pour ma part, je soulignerai que les « actes de voir » ne peuvent pas être analysés indépendamment des propriétés sémantiques des images, et de la pragmatique des manières de les montrer. Et je soulignerai que ces dernières se caractérisent par la variété des places qu'elles dispensent pour les regarder, mais surtout des espaces de paroles qu'elles ouvrent pour les accompagner. Il deviendra alors possible d'envisager que la diversité des manières de voir des images, loin de fatalement devoir dégénérer en une polémique raciale, aurait pu susciter une controverse pluraliste, laquelle aurait rendu possible le relancement de l'enquête et l'organisation d'une expérience publique.

Pour explorer ces questions, je prendrai appui sur l'analyse détaillée que Charles Goodwin (1994) a consacrée au procès Rodney King dans un article consacré à ce qu'il appelle la « vision professionnelle ». Sans entrer dans le détail de son analyse, j'en retiendrai l'articulation principale. Il montre comment des images, associées à la perspective singulière d'un témoin oculaire, qui vient l'incarner à la barre, peuvent néanmoins donner lieu à une « vision contestée ».

Lors de l'audience, l'accusation a traité les images du passage à tabac de Rodney King de la même manière que les spectateurs indignés par leur diffusion télévisée. Le procureur en chef a saisi ces images comme une *prise directe du vivant*, comme l'enregistrement auto-explicatif d'un flux d'action. Ce qui l'a conduit à interpellier les membres du jury en ces termes :

« Que pourriez-vous demander de plus ? Vous avez la cassette vidéo qui montre objectivement, sans biais, impartialement, ce qui s'est passé cette nuit-là. Elle ne peut pas être réfutée. »
(Mydans *in* Goodwin, 1994 : 615)

Or ce procureur découvrira que la perspective qu'il a assignée aux jurés n'était pas la seule possible sur ces images. C'est donc à ses dépens que nous allons recevoir une nouvelle leçon de sagesse pratique.

En effet, les policiers incriminés et leurs avocats n'ont aucunement tenté de réfuter la véracité des images, ni de leur opposer d'autres éléments de preuve. Au contraire, et contre toute attente, ils en ont fait une pièce décisive de leur dispositif de défense. Charles Goodwin analyse dans le détail les manœuvres des avocats pour parvenir à leurs fins. Dans les limites de cet article, j'en retiendrai qu'ils ont présenté la vidéo non comme une prise directe du vivant, mais au contraire comme un dispositif technique d'enregistrement, qui permet de réitérer à loisir le flux de l'action et, surtout, de le découper en séquences d'images fixes.

Suite à cette opération de montage, ce qui apparaissait jusqu'alors comme le déroulement continu d'un passage à tabac brutal a été décomposé en dix séquences successives d'actions de Rodney King et de réactions des policiers, faisant apparaître ces derniers comme modulant leur recours à la force en fonction de l'attitude du suspect. Comme l'a affirmé l'un des avocats de la défense, cette décomposition technique du flux de l'action permettait de montrer au jury que, là où le commun des mortels ne voit que le tabassage en règle d'un innocent, le regard exercé à l'évaluation de l'action policière devrait voir une riposte graduée et, surtout, proportionnée à la menace exercée par un contrevenant. Ce séquençage technique de la vidéo a donc ouvert l'espace à une parole experte, appelant l'exercice de ce que Goodwin appelle une « vision professionnelle ». À la barre, celle-ci a été incarnée par un sergent, spécialisé dans la formation des policiers. Fort de son expérience, celui-ci a invité les jurés à regarder la scène incriminée dans la perspective des policiers, dont le comportement devrait être ajusté à l'attitude du prévenu.

L'adoption de cette perspective et ses conséquences apparaissent de manière particulièrement flagrante quand l'expert, interrogé par le procureur, se réfère à quelques plans fixes, extraits du flux de la vidéo, pour démontrer que M. King bouge sa main droite derrière son dos, la paume en l'air (cité *in* Goodwin, 1994 : 625) :

Procureur : C'est la position que vous voudriez qu'il adopte [pour lui passer les menottes]. C'est bien cela ?

Expert : Non, pas avec, euh, la manière dont il..., euh, sa jambe est, euh, pliée dans cette région, euh. S'il avait bougé sa main en se tenant droit en haut et en bas... ça me préoccupe.

Procureur : Euh... est-ce que ça vous préoccupe aussi que quelqu'un lui marche sur l'arrière de la nuque ?

Expert : Non, ça ne me préoccupe pas.

[...]

Expert : Les policiers ont appris à évaluer. Et c'est ce qu'ils ont fait dans les deux ou trois derniers cadres.

Procureur : Est-ce que vous pouvez lire leurs pensées, sergent Duke ?

Expert : Je peux me faire une opinion fondée sur mon entraînement. Et ayant entraîné des gens, je peux percevoir ce que sont leurs perceptions.

Procureur : Bien, quelles sont les perceptions de M. King à ce moment-là ?

Expert : Je n'ai jamais été suspect. Je ne sais pas.

Le séquençage de la bande ouvre l'espace à une parole experte, qui présente l'usage de la force policière comme une *réponse* aux mouvements corporels de Rodney King, sur lesquels les jurés sont invités à focaliser leur attention. Dans cette perspective, ils ne pourraient en effet former leur jugement qu'à condition d'y déceler des signes, soit d'agressivité, soit de coopération, appelant respectivement une accentuation et une régression du recours à l'exercice de la violence légitime.

Cette observation ouvre peut-être une piste pour élucider une question laissée en suspens par Janine Jones (2004). En conclusion de l'article qu'elle a consacré au « manque d'empathie des Blancs de bonne volonté envers les Afro-Américains », elle tire de l'affaire Rodney King un « exemple choquant de ce qui peut se produire quand une personne blanche n'est pas motivée à faire preuve d'empathie à l'égard d'une personne noire » (*ibid.* : 77) :

Voici, selon la version qu'en a donnée un juré, comment le jury de Simi Valley [la ville du nord-ouest de Los Angeles où le procès s'est déroulé] a abordé la vidéo du tabassage de King : « Nous étions tous d'accord sur le fait que c'était un méchant tabassage. Mais nous avons dû mettre de côté l'impact émotionnel des preuves (*evidence*), pour évaluer la situation (*weight things*) sur la base des seules preuves matérielles ». Un autre membre du jury l'a appuyé en disant : « C'est peut-être la raison pour laquelle nous sommes parvenus aux verdicts que nous avons rendus. Je n'étais pas dans le coup émotionnellement. » (*Ibid.*)

Après avoir rapporté ces citations, Janine Jones explicite l'incrédulité mâtinée de désapprobation qui l'empêche d'élucider cette attitude : « Je ne vois pas très bien comment on mène à bien la tâche de mettre de côté l'impact émotionnel des preuves dans une affaire de ce type. » (*Ibid.*). De fait, cette énigme paraît difficile à résoudre si l'on s'en tient au seul travail de réception. Comment les spectateurs de cette vidéo pourraient-ils s'y prendre pour délibérément neutraliser leurs émotions face à un tel déchaînement de violence ? Cela paraît d'autant plus inconcevable que les jurés reconnaissent explicitement y avoir vu un « méchant tabassage ».

Le mystère commence pourtant à se dissiper si l'on prend en considération le travail déployé par la défense pour *montrer ces images*. Je l'ai déjà noté, les avocats ont explicitement préconisé une approche analytique de la vidéo³⁰. Cette opération a eu trois conséquences principales. Tout d'abord, elle a déconstruit (et donc jeté le soupçon sur)

les impressions de sens commun associées au visionnage du film en tant que prise directe du vivant. Ensuite, elle a méthodiquement dissocié la perspective policière sur la scène de l'expérience subie par le prévenu. Enfin, elle a ouvert l'espace à une parole experte, qui a enjoint les jurés d'adopter cette perspective policière afin d'expliquer et de juger la situation et son déroulement.

Ce découpage du film en séquences soumises à une lecture analytique a probablement quelque chose à voir avec la neutralisation des émotions évoquée par les jurés. Et la décomposition de la situation en deux perspectives antagonistes et irréconciliables est sans doute en jeu dans le ralliement des jurés au point de vue policier. Autrement dit, la *méthode analytique* déployée par les avocats pour *montrer les images* de manière à ouvrir l'espace à l'incarnation d'une expertise policière mérite d'être prise en considération pour élucider comment le jury a pu acquitter les policiers sans la moindre considération pour la dimension émotionnelle de la situation.

Cette observation n'exclut aucunement d'en considérer la composante raciale. Dans les circonstances qui prévalaient à Los Angeles au moment du procès, la dissociation méthodique des perspectives respectives des policiers et du prévenu était étroitement corrélée à des affiliations raciales. Comme le note Janine Jones, pour que les jurés fassent œuvre d'empathie à l'égard de Rodney King, il aurait fallu qu'ils puissent concevoir de se retrouver dans une situation similaire au tabassage qu'il a subi. Or l'environnement dans lequel les jurés blancs évoluaient les prémunissait contre une telle éventualité, tant les brutalités policières étaient réservées à leurs concitoyens noirs. Ici, la prise en compte des opérations déployées par les avocats pour montrer les images ouvre une piste pour élucider comment s'accomplit pratiquement l'« ignorance blanche » dénoncée par de nombreux chercheurs Afro-Américains.

Ces quelques observations indiquent que la pertinence relative des diverses perspectives susceptibles d'être adoptées à l'égard

d'une situation est étroitement corrélée à la manière d'en concevoir le séquençage temporel. Cette composante temporelle de l'attestation des faits mérite que nous nous y arrêtions. Elle concerne des manières de montrer et de regarder des flux d'images, et plus généralement de se rapporter au déroulement des situations.

S'agissant du témoignage oculaire, Dulong note que le « J'y étais » – incarné par le corps perceptif de son énonciateur – n'est pas seulement un contrat local que celui-ci passerait avec les interlocuteurs du moment. L'annonce autobiographique scelle durablement le destin du narrateur : elle vaut comme un engagement à longue portée, qui inclut d'autres récipiendaires, potentiels et à venir.

En dépit de l'usage grammatical d'un verbe au passé, l'expression « j'y étais » oriente son énonciateur vers le futur parce qu'elle lie sa compétence et sa responsabilité aux récits qu'il fera et aux informations qu'il fournira. Si dans l'ordre sémantique l'énoncé soude simplement la biographie du narrateur à l'événement, du point de vue pragmatique – au vu des conséquences de l'énonciation – il accomplit un engagement sur l'honneur et peut être traité comme une variante de la promesse. (Dulong, 1998 : 168)

Derrida souligne également qu'en prêtant serment, le témoin « s'engage non seulement à dire la vérité, "moi, maintenant, ici, devant vous", mais à répéter et à confirmer cette vérité tout à l'heure, demain et à l'infini. Le présent de mon témoignage doit être répété, et par conséquent l'itérabilité s'est déjà logée au cœur du présent vivant de l'engagement testimonial. » (Derrida & Stiegler, 1996 : 107)³¹. Insensible à la permanence du corps perceptif qui incarne la perspective du témoin, Derrida n'envisage cette promesse de réitération que comme la conséquence d'un serment discursif qui conférerait au témoignage une dimension quasi technique, laquelle ne serait que redoublée par ses divers enregistrements. Cette analyse le conduit à considérer que la technologie télévisuelle disposerait de caractéristiques propres à la doter d'une force d'attestation particulière. Elle

serait en effet en mesure de tenir la double promesse de capter et de diffuser le présent vivant dans le cours même de son déroulement, tout en l'enregistrant de manière à le pérenniser et à garantir la possibilité de le réitérer indéfiniment.

[C'est] ce qu'il y a de plus redoutable avec ces machines : à force d'étendre le pouvoir des répétitions, une fois qu'on a enregistré, on peut répéter cela un nombre incalculable de fois ; une reproductibilité technique extraordinairement étendue sert à mimer le flux du vivant, l'irréversible, la spontanéité, ce qui emporte la singularité dans le mouvement de l'existence sans retour. Quand on regarde la télévision, on a l'impression que cela se passe une seule fois : cela ne reviendra pas, se dit-on, c'est du « vivant », du direct, du temps réel, alors que c'est produit, nous le savons aussi, d'autre part, par les machines à répétition les plus puissantes, les plus sophistiquées. (*Ibid.* : 102)

Dans ce passage, Derrida semble considérer la faculté de réitération comme une caractéristique des techniques d'inscription et d'enregistrement, ce qui le conduit à laisser s'insinuer une analogie entre les témoins oculaires et les machines enregistreuses. Le dénouement de l'affaire Rodney King nous a permis de mesurer combien cette confusion est imprudente. En effet, le témoin s'engage à réitérer son histoire en personne et, pour chaque nouvelle occurrence, à incarner son récit et à le présenter chaque fois à ses interlocuteurs sous la forme d'un nouveau présent vivant, ajusté aux circonstances de son énonciation. Or, nous venons de voir que la promesse d'un enregistrement technique est tout autre. Dépourvue de corps perceptif, elle réitère exactement le même flux irréversible qu'elle rend disponible à un visionnage analytique qui autorise des interruptions, des retours en arrière, des arrêts sur images, des découpages et des montages. Ces interventions techniques modifient sensiblement ce que les images donnent à voir, et surtout le genre d'externalité vers lesquelles elles pointent.

Nous avons observé qu'à l'instar du récit d'un témoin oculaire, le flux vivant des images pointe vers la perspective singulière de leur auteur, lui seul étant habilité à en témoigner et à l'incarner par la présence de son corps perceptif. Au contraire, le recours à la répétition et au découpage technique d'images enregistrées invite à adopter une perspective analytique qui, loin d'ouvrir l'espace d'une parole testimoniale articulée à un flux vivant, appelle l'intervention d'une vision professionnelle incarnée par un *regard d'expert*. Ce qui, dans le cas de l'affaire Rodney King, implique d'adopter non pas la perspective du cameraman (c'est-à-dire du passant ou du bordier indirectement concerné par la scène et donc susceptible d'y incarner la perspective d'un *public potentiel*), mais de prendre parti dans l'arène judiciaire par l'adoption d'une lecture partisane des images, indexée sur la perspective des seuls accusés³².

La polémique des visions qui s'est ouverte autour des images du tabassage de Rodney King met au jour un nouvel aspect de la sagesse pratique relative au rapport entre image et témoignage. La stratégie de défense mise en œuvre par les avocats des policiers nous fait rétrospectivement découvrir que le procureur s'est exposé à une sévère déconvenue en se rapportant aux images comme s'il s'agissait de preuves irréfutables. Même étayées par le témoignage oculaire du cameraman, les images enregistrées s'avèrent irrémédiablement disponibles à un traitement technique conduisant à la réification de leur référence. C'est dire qu'elles n'opposent aucune résistance interne à leur objectivation comme de simples dispositifs d'enregistrement qu'il serait loisible de décomposer et de recomposer sans considération ni pour le monde pratique dont elles sont issues et qui leur confère leur sens, ni pour l'expérience qualitative – indissociablement émotionnelle, cognitive et volitive – qui est faite de ce monde³³.

Ces observations nous rappellent que les images ne peuvent être conçues que comme des *appels à témoins*, lesquels sont susceptibles d'être invités à incarner une perspective sur la scène représentée. De plus, elles suggèrent qu'une photographie ou un film ne peuvent

contribuer à la félicité de ces témoignages qu'à condition de disposer d'un double ancrage dans le monde pratique. D'une part, une image ne peut devenir un aspect ou un moment d'un témoignage qu'à condition de ne pas perdre le sens de la *perspective singulière* qui lui fournit son origine. D'autre part, lorsqu'un témoignage mobilise des images, celles-ci ne revêtent leur puissance d'authentification qu'à condition que la perspective que le témoignage dispense sur le monde pratique soit endossée par ceux auxquels il est adressé et qu'ils agissent en conséquence. Autrement dit, des images ne sont pleinement constituées comme un aspect d'un témoignage qu'une fois que la perspective qu'elles incarnent est intégrée à la dynamique d'une enquête, au cœur de laquelle elles offrent de nouvelles prises pour comprendre le monde pratique auquel elle participe, pour s'y orienter et pour y agir.

III. UN PLAIDOYER CONTRE LA RÉIFICATION DES IMAGES

Comment peut-on attester un fait par l'observation et par l'image ? Nous sommes loin d'avoir élucidé cette question. Mais en suivant les usages de la vidéo du tabassage de Rodney King au cours du procès intenté contre les policiers, nous avons recueilli des éléments de sagesse pratique dont il est temps de tirer quelques conséquences.

Nous avons remarqué que le procureur a commis une lourde erreur d'appréciation quand il a cru qu'il lui suffirait de se prévaloir du caractère objectif de la cassette vidéo, pour en conclure que ce qu'elle donnait à voir était irréfutable, dans l'espoir de faire taire toute objection.

Nous avons ensuite observé que la défense a soumis cet enregistrement à une *analyse séquentielle* qui a ouvert l'espace à une parole experte. Nous avons alors retracé comment les avocats ont pris appui sur cette opération technique pour supplanter l'expérience de sens commun, jusqu'alors organisée dans le visionnage continu des images en tant que prise directe du vivant.

Le dispositif agonistique du procès d'assises assigne des perspectives diamétralement opposées au procureur et aux avocats. Par-delà cette divergence, dans ce cas particulier, tous se sont accordés pour installer les jurés dans un rapport réifiant à la capture vidéographique de la scène incriminée. L'accusation et la défense ont traité ce film comme un *dispositif d'enregistrement matériel et objectif*, qui dispenserait un ordre de visibilités dont les visionnages étaient susceptibles d'être indéfiniment réitérés, et qui les rendrait disponibles à des opérations de coupe et de montage.

Ce faisant, les parties au procès ont rompu avec la sagesse pratique de la cour. Confrontés à la question inédite de la place que pouvait occuper un enregistrement vidéographique dans une procédure d'établissement contradictoire des faits, les magistrats avaient d'emblée constaté qu'un film ne dit rien tant qu'il n'est pas accompagné des paroles auxquelles il ouvre un espace. La suite des événements montre non seulement qu'ils avaient raison, mais que le même document est susceptible de dispenser des visibilités radicalement différentes, et de soutenir des jugements opposés, en fonction de la façon de le montrer, et du type de paroles que celle-ci projette.

III.1. UNE VISIBILITÉ QUI CRÈVE LES YEUX

De la vidéo du tabassage de Rodney King, le procureur n'a retenu que la force de l'évidence dispensée par un enregistrement objectif. Il a intimé aux jurés de faire comme si elle était auto-explicative et auto-interprétative, bref comme si elle parlait d'elle-même. Il a donc littéralement *coupé la parole* au témoignage de George Holliday. Pourtant, celui-ci était le seul à pouvoir incarner la perspective dans laquelle avaient été tournées les images dont la diffusion télévisée avait conduit à l'ouverture des poursuites à l'encontre des policiers. Croyant qu'un dispositif technique impersonnel pouvait être convoqué comme un témoin objectif, le procureur n'a pas anticipé que ces images pourraient s'offrir à une multitude de perspectives. Aveuglé par la visibilité de ce qu'il avait sous les yeux, il ne s'est pas aperçu

que sa lecture réifiante du film pavait le chemin aux manœuvres de la défense.

En effet, c'est précisément en prenant appui sur les qualités matérielles de la vidéo invoquées par l'accusation – donc en la traitant comme un dispositif d'enregistrement objectif – que les avocats ont pu la décomposer en séquences d'actions, appelant le commentaire d'un expert, lequel a invité les jurés à adopter une perspective policière sur le déroulement de la scène. Cette lecture analytique et professionnelle du film a ébranlé l'expérience qui s'était imposée lors de sa diffusion télévisée sous la forme d'une prise directe du vivant. Par cette opération, la défense a déconstruit la lecture de sens commun, elle en a neutralisé les implications morales, et elle lui a substitué une nouvelle visibilité. Elle a fait apparaître, dans une suite de captures d'écran, une activité policière réglementaire, conçue comme une succession de réactions graduées et ajustées à la menace exercée par les mouvements de l'individu interpellé.

Cette nouvelle visibilité a eu pour corollaire une cécité qui s'est payée au prix fort. Les jurés ont été subjugués par cette lecture technique de la vidéo, ouvrant l'espace à une parole experte les appelant à adopter une « vision professionnelle » sur le déroulement des faits. Ils en ont oublié l'émotion soulevée par la diffusion télévisée du film, au regard de laquelle l'acquittement des policiers était voué à demeurer incompréhensible. Cette manière ordinaire de voir les choses, occultée lors des audiences par la force d'évidence de l'analyse experte, a brutalement ressurgi dans le déchaînement de fureur et de violence qui accueille le verdict dans les rues de Los Angeles.

Ces quelques observations permettent de dégager un enseignement, dont j'emprunterai la formulation à Marie José Mondzain :

Faire voir et voir ensemble n'est pas le résultat naturel de fonctions organiques sur des objets perçus sans équivocité. Personne ne pourra jamais se vanter de savoir ce que l'autre voit ou ressent

devant le spectacle du monde, et cependant une communauté ne peut se maintenir dans le partage de ce monde qu'en se donnant les moyens d'y constituer des réseaux de signes qui circulent entre les corps et produisent une sociabilité politique des émotions. (Mondzain, 2003 : 228)

Les photographies et les films n'opposent aucune résistance à leur réification. Il est toujours possible de s'y rapporter comme s'il s'agissait de simples dispositifs techniques d'enregistrement et de succomber à la tentation d'une parole substantialiste, qui prétendrait combler l'écart entre ce qui est rendu visible et la réalité représentée. Mais force est de constater que l'affirmation selon laquelle l'ordre du visible incorporerait un ordre des choses – qui s'imposerait de lui-même et de manière incontestable – *crève les yeux*, au sens littéral de cette expression. Une telle injonction proscriit le libre commerce des regards qui, seul, permettrait de se donner un monde à voir en commun, et donc de conférer une portée publique – c'est-à-dire ouverte et pluraliste – à l'activité de le regarder ensemble. Autrement dit, cette *visibilité* rend aveugle aux *images* dont la vérité « est soutenue par la vacuité du site où elle[s] ouvre[nt] la circulation des regards qui construisent son sens à chaque instant » (*ibid.* : 245).

III.2. LAISSER PLACE À L'INFIGURABLE DANS L'ÉTABLISSEMENT DES FAITS PAR L'IMAGE

C'est ici que s'ouvre la passionnante question de la place qu'il convient de laisser à l'infigurable dans l'établissement des faits par l'image. Cet enjeu a soulevé de vives controverses, notamment s'agissant d'enquêtes portant sur des crimes que leurs auteurs ont délibérément entrepris de rendre invisibles, et particulièrement sur la destruction des juifs d'Europe. Par un texte très vif, Gérard Wacjman (2001) a dénoncé l'intervention de Georges Didi-Huberman (2003) dans cette querelle. À travers une exposition intitulée « Images des camps », ce dernier aurait prétendu répondre à l'absence d'images de la Shoah par un changement de regard, ouvrant l'espace d'une imagination

créatrice autorisant à en voir des « images malgré tout ». À en croire Wacjman, Didi-Huberman aurait cédé à la panique. Porté par l'ambition de trouver les *preuves* qui permettraient de *faire taire* définitivement les négationnistes, il aurait appelé les spectateurs de l'exposition à faire comme s'il était possible de voir la Shoah dans quelques photographies des camps d'extermination, muées par transsubstantiation en « morceaux de la vraie Shoah », et donc appelées à l'*incorporer*. Contre cette affirmation substantialiste, Wacjman rappelle que Claude Lanzmann avait proposé de répondre à l'absence d'image de la Shoah par son infigurabilité. « [S]e privant de tout recours à des documents ou archives, cinématographiques ou photographiques pour faire surgir les chambres à gaz, il filme des gens et des paroles, des témoins dans l'acte de se souvenir, et sur le visage desquels les souvenirs passent comme sur un écran de cinéma, dans les yeux desquels se discerne l'horreur qu'ils ont vue. » (Wacjman, 2001 : 55).

Soulignons ici que le *rapport à l'image* se joue dans une manière d'articuler du visible et de la parole. Didi-Hubermann brandirait des images-preuves dans l'ambition de *faire taire* les négationnistes. Lanzmann affirme que la Shoah est infigurable ce qui revient à *ouvrir l'espace au témoignage oculaire*. Telle est précisément l'éthique de la monstration qu'adopte Wacjman pour appeler à faire le deuil de la *preuve par l'image*³⁴.

Hantée par la montée d'un ordre des visibilités prétendant *incorporer* le monde vécu et, de ce fait, menaçant de détruire la possibilité même d'en organiser la moindre *expérience publique*, Marie José Mondzain ne cesse de plaider pour le commerce des regards, en tant que seul garant d'*images émancipatrices*, appelées à incarner un monde commun irrémédiablement infigurable.

[L]a liberté du regard exige un double sacrifice, l'un du côté des mots, l'autre du côté des choses, afin qu'advienne un ajustement complexe et rigoureux de l'entrelacs (*sumplôké*) du visible et des mots. Ce sacrifice est à la fois deuil de la substance des choses et

deuil de la consubstantialité des signes aux choses. (Mondzain, 2003 : 234)

L'image se situe donc à cette crête aiguë où le visible et les mots produisent une égalité fugitive et instable à laquelle on ne peut attribuer ni substance ni compacité. (*Ibid.* : 240)

Autrement dit, si l'usage réifiant des images est un indéniable producteur de visibilité, il engendre surtout de la cécité et de la surdité. Cécité à la pluralité des regards auxquels s'offre toute image émanicipatrice. Et surdité aux paroles qui viennent en incarner les perspectives. Il en résulte un déni de réalité doublé d'un déni de justice, qui engage un potentiel de violence qui n'a rien de « symbolique », comme l'ont rappelé les émeutes qui ont brutalement divisé la ville de Los Angeles.

Le recours aux techniques qui permettent de dépasser les limites du visible est une manière de produire des visibilitées. Mais – à l'instar du procureur et des avocats de la défense – les voyants qui s'en prévalent risquent toujours de se laisser subjugué par l'épiphanie qu'ils génèrent, au point de perdre de vue le monde commun qui devrait constituer l'origine et l'horizon de toute image³⁵. Bref, il n'y a probablement pas plus aveugles que ceux qui croient voir mieux que les autres – surtout quand ils imaginent avoir tout vu. Cette affirmation est suffisamment contre-intuitive pour mériter d'être dépliée.

III.3. REVENIR AUX « ICONODULES » : UNE ISSUE À LA GUERRE ENTRE IDOLÂTRES ET ICONOCLASTES

Lors du procès Rodney King, le procureur et les avocats de la défense se sont enfermés dans une confrontation inextricable. D'un côté, le procureur était certain que la capture vidéographique des violences incriminées dispensait, du fait de son objectivité, une preuve irréfutable de la culpabilité des policiers. De l'autre, c'est en prenant

appui sur l'objectivité de ce même enregistrement que les avocats ont produit une nouvelle forme de visibilité, récusant ce qui en avait été vu jusqu'alors, et faisant apparaître – au sein même du passage à tabac – la visibilité d'une intervention policière conforme à l'entraînement dispensé aux forces de l'ordre.

À bien des égards, cet affrontement irréductible pourrait être décrit comme une variante contemporaine de la polémique opposant les idolâtres aux iconoclastes.

D'un côté, en succombant à la tentation de la parole substantialiste, le procureur a été abusé par un mensonge idolâtre. En conséquence, il a invité les jurés à se laisser subjugué par le film, à s'en approcher comme si celui-ci incorporait la scène représentée, et donc à le voir comme la présence matérielle, immédiate et irrécusable du tabassage de la victime.

De l'autre, la lecture analytique préconisée par la défense pourrait être qualifiée d'iconoclaste. Si elle ne détruit pas la représentation, elle décompose l'image, elle en déconstruit la vision ordinaire, pour produire une visibilité qui en supprime l'expérience et en inverse la signification, dans l'ambition de convaincre ses spectateurs de se défier du sens commun et de se méfier de leurs propres perceptions. Pourtant, à terme, cette lecture ne s'avère pas moins réifiante que la précédente. L'ordre de la visibilité produit analytiquement s'impose à son tour comme une évidence. Mais cela ne devrait pas trop nous surprendre. Toute rage iconoclaste n'est-elle pas animée par une indéfectible croyance dans la puissance des représentations ? L'énergie déployée pour briser les statues, détruire les images ou déconstruire les perceptions de sens commun n'est-elle pas toujours à la mesure de la menace que celles-ci seraient censées faire peser sur la communauté³⁶ ? Dans ces conditions, faut-il s'étonner de voir le geste critique des avocats s'interrompre sitôt qu'ils ont institué une nouvelle visibilité ? Certes, leur opération consiste à dénier ce que les images sont censées donner à voir, et à intimer de changer le regard qu'il

convient de leur porter. Mais sitôt que cette nouvelle perspective est établie, la visibilité qu'elle produit sème le doute, jusqu'à insinuer le soupçon que la perception initiale des images était erronée, et que la preuve de l'innocence des policiers serait incorporée dans la visibilité établie par une nouvelle manière de montrer et de regarder la vidéo.

En proposant de voir les images comme la preuve indubitable de la culpabilité des policiers, le procureur en a proposé une lecture réifiée qui s'est avérée vulnérable à l'action des avocats. Ces derniers ont pu se contenter de rendre plausible qu'une autre visibilité pouvait être décelée au sein de cette vidéo, pour instiller le doute, et encourager les jurés à se défier de leur perception initiale. Le verdict rendu par ces derniers a finalement cristallisé deux lectures de la même captation vidéographique en un affrontement opposant deux manières antagonistes d'en réifier la référence. Ces perspectives irréconciliables, soutenant des jugements diamétralement opposés, ont pris appui sur des certitudes ancrées dans des visibilités. Loin de nourrir le commerce des regards et d'ouvrir l'espace de parole indispensable à une controverse publique, le dénouement de la joute judiciaire n'a laissé, pour purger le désaccord, aucune autre issue que le rapport de force violent qui a fini par déchirer les rues de Los Angeles.

Cette observation n'a rien d'anecdotique à l'ère où des polémiques souvent haineuses enflamment des communautés de voyants, polarisées autour de plateformes numériques sur lesquelles les images sont souvent convoquées au titre de preuves immédiates et définitives. Pour élucider le ressort de ces guerres de perspectives, il faut commencer par rappeler que la lecture réifiante de la référence des images photographiques et filmiques est un piège qui enferme ceux qui s'y aventurent dans une impasse. Si la force d'attestation était incorporée aux représentations, si elle relevait d'une puissance indicelle qu'une technique aurait inscrite dans une matérialité, il n'y aurait d'autre alternative que de succomber aux visibilités ou de les détruire³⁷.

Cette confrontation funeste a une longue histoire. Et c'est dans l'espoir de lui trouver une issue que Marie José Mondzain propose de renouer avec la tradition byzantine des « iconodules » – partisans d'un juste rapport à l'icône – et de redécouvrir avec eux le potentiel émancipateur des images en prenant appui sur la doctrine chrétienne de l'incarnation :

Seule l'image peut incarner, tel est l'apport principal de la pensée chrétienne. L'image n'est pas un signe parmi d'autres, elle a un pouvoir spécifique, celui de faire voir, de mettre en scène des formes, des espaces et des corps qu'elle offre au regard. Puisque l'incarnation christique n'est rien d'autre que la venue au visible du visage de Dieu, l'incarnation n'est rien d'autre que le devenir image de l'infigurable. C'est cela incarner, c'est devenir une image, et très précisément une image de la passion. Mais cette puissance d'apaisement est-elle le fait de toute image quels qu'en soient la forme et le contenu ? Justement pas et c'est là qu'il faut nous arrêter. La seule image qui possède la force de transformer la violence en liberté critique, c'est l'image qui incarne. Incarner, ce n'est pas imiter ni reproduire, ni simuler. Le messie chrétien n'est pas le clone de Dieu. Ce n'est pas davantage produire une nouvelle réalité offerte à des yeux idolâtres. L'image est foncièrement irréelle, c'est en cela que réside sa force, dans sa rébellion contre toute substantialisation de son contenu. Incarner, c'est donner chair et non pas *donner corps*. C'est opérer en l'absence des choses. L'image donne chair, c'est-à-dire carnation et visibilité à une absence, dans un écart infranchissable avec ce qui est désigné. Donner corps au contraire, c'est incorporer, c'est proposer la substance consommable de quelque chose de réel et de vrai à des convives qui se fondent et disparaissent dans le corps auquel ils sont identifiés. Communier dans l'image et par elle, c'est manquer l'incarnation d'une visibilité sans substance et sans vérité. Dans l'incorporation, on ne fait plus qu'un, dans l'image incarnée se constituent trois instances indissociables : le

visible, l'invisible et le regard qui les met en relation. (Mondzain, 2002 : 32-33)

La sagesse pratique de la cour en amont du procès Rodney King ne tentait-elle pas de renouer avec l'issue que la doctrine de l'incarnation a offerte à l'inextricable polémique opposant les idolâtres aux iconoclastes ? D'un côté, les magistrats avaient reconnu qu'il était impossible d'envisager de conduire les débats sans prendre en considération la capture vidéographique de la scène incriminée, dont la diffusion télévisée avait suscité l'ouverture de la procédure judiciaire à l'encontre des policiers. De l'autre, ils ont exclu que cet enregistrement puisse parler de lui-même. Ils ont refusé de le considérer comme une preuve, ou comme témoignage de plein droit. Ils ont en revanche affirmé que son visionnage appelait la déposition de son auteur.

Ce faisant, les magistrats n'ont-ils pas tenté de retrouver cette fine ligne de crête sur laquelle les images peuvent transformer la violence en liberté critique ?

À l'encontre de ce que les iconoclastes contemporains voudraient faire croire, les juges ont affirmé que l'image n'est pas vide, qu'elle n'est pas un simple « effet de réel », et que son référent n'est pas une simple « construction » produite de toutes pièces par le regard porté sur elle. Mais, réciproquement, ils n'ont pas succombé à la tentation idolâtre. Ils ont affirmé que l'image n'est pas pleine non plus, et qu'elle ne peut être substituée à la scène qu'elle représente, laquelle ne peut être considérée comme jugée sur la base de la seule diffusion d'une cassette vidéo. Les magistrats l'ont rappelé avec force : loin de clore les débats, le visionnage du film avait vocation à *ouvrir un espace de parole pluraliste* propre à stimuler le *libre commerce des regards* indispensable à la formation d'un *jugement public*.

La sagesse pratique de la cour ne résidait-elle pas dans ce nouage de l'image et de la parole ? N'était-ce pas là que son appel à une lecture publique des images s'avérait indissociable de l'attachement à

l'exercice pratique d'une justice libérale ? D'un côté, affirmer qu'une vidéo n'*incorpore pas* la scène qu'elle représente, refuser l'établissement d'une continuité immédiate entre ce qu'elle figure et les regards de ceux auxquels elle s'adresse, n'était-ce pas s'opposer à l'institution d'un tribunal populaire qui, au nom d'images qui parleraient d'elles-mêmes, s'autoriserait à châtier les accusés sans délai ni discussion ? De l'autre, envisager la vidéo comme l'*incarnation d'un présent vivant* dont seul pouvait témoigner l'auteur des images, parce que son corps perceptif avait été sur les lieux, n'était-ce pas refuser la réification des images par une lecture technicisée qui prétendrait en faire des mystères dont le sens ne pourrait être percé que par des experts ? Et n'était-ce pas, dans le même mouvement, réaffirmer la légitimité des perceptions ordinaires dans le monde vécu pratique ainsi que celle du jury populaire au cœur du dispositif de la cour d'assises ?

Malheureusement, les audiences se sont déroulées à rebours de la sagesse pratique annoncée par les magistrats. La polémique s'est polarisée autour de deux lectures réifiantes des images, faisant apparaître la menace que celles-ci font peser sur l'ouverture d'un espace de parole indispensable à la conduite d'un débat pluraliste, sans lequel il ne saurait y avoir de justice libérale. Chacune à leur manière, l'accusation et la défense se sont prévaluées de l'objectivité supposée des images pour s'octroyer le monopole d'une parole tentant d'arraisonner le regard des jurés, de le maîtriser, en l'aveuglant à force d'évidences qui crèvent les yeux. Insensibles aux précautions des magistrats, procureur et avocats se sont emparés de la vidéo comme s'il s'agissait d'un simple dispositif d'enregistrement objectif. Ils ont ainsi coopéré à la résurgence de la guerre des images, jouant dans l'arène judiciaire une version contemporaine de la vieille polémique opposant les idolâtres aux iconoclastes. En assujettissant le regard des jurés à d'indiscutables visibilités, ils ont refermé l'espace de parole qui autorise le commerce des regards, et anéanti le potentiel émancipateur des images. En donnant forme à une polémique irréductible, ils ont surtout barré la voie à l'émergence d'une quelconque expérience publique dans l'arène judiciaire et pavé le chemin d'un

rapport de force dont le dénouement tragique s'est finalement joué dans les rues de Los Angeles.

III.4. LE POUVOIR DES FAUSSAIRES ET SES LIMITES

Les perspectives antagoniques qui se sont polarisées autour de la vidéo du tabassage de Rodney King ne sont pas réductibles à des manières de regarder singulières, incarnées par des individus particuliers. La croyance « idolâtre » du procureur en des images susceptibles d'être convoquées comme preuves matérielles qui seraient dotées du pouvoir de faire taire les sceptiques est sans doute empreinte de naïveté, mais elle n'a rien d'une lubie délirante. Il s'agit au contraire d'une manière fort commune de se rapporter aux images, laquelle alimente notamment l'escalade symétrique des camps antagonistes qui s'affrontent dans les polémiques complotistes contemporaines³⁸. Symétriquement, les avocats de la défense n'ont pas inventé pour l'occasion la ruse « iconoclaste » qui consiste à se saisir d'une représentation dont l'évidence crève les yeux, pour y faire apparaître l'inverse de ce que tout un chacun avait cru y percevoir. Nous le savons, les chercheurs en sciences humaines et sociales sont spécialisés dans la réalisation de ce geste *analytique* qui consiste à décomposer méthodiquement le déroulement d'une prise directe du vivant, pour dégager, du cœur même de son organisation séquentielle, un phénomène réel jusqu'alors resté inaperçu. Ce travail de « déconstruction » est explicitement revendiqué par les démarches qui s'affirment « critiques ». L'un des plaisirs (rarement avoués) de cet exercice analytique consiste à produire des évidences contre-intuitives pour mettre en question les perceptions ordinaires du monde, et ébranler le sens commun³⁹.

Pour autant, gardons-nous de surestimer l'efficacité du tour de passe-passe de la défense, et les talents d'illusionnistes des avocats. Il y a en effet d'excellentes raisons de penser que l'évidence que ces derniers prétendaient exhiber – celle d'une intervention policière régulière – avait d'autant plus de chance de crever les yeux des jurés

qu'elle venait opportunément voiler une réalité qu'il était menaçant de voir : le caractère raciste du passage à tabac d'un automobiliste noir par une escouade de policiers blancs⁴⁰.

Afin d'y voir plus clair dans ce qu'implique la ruse des avocats de la défense nous mettrons nos pas dans ceux de Marie José Mondzain :

Faire voir est plus que montrer, plus qu'exhiber, puisque cela implique le partage d'un espace et d'une parole. Il en résulte que faire voir peut aussi bien produire une occultation, une cécité opportune chaque fois que celui qui fait voir veut se rendre maître du regard des autres pour les tenir à sa merci. (Mondzain, 2003 : 231)

Afin de comprendre cette intrication de l'exhibition et de l'occultation, il convient de se souvenir que voir est une activité qui a toujours pour horizon un *voir ensemble* par lequel une collectivité se constitue et se maintient. Cette observation comporte une portée morale et politique dont Marie José Mondzain propose de prendre la mesure par le détour d'une fiction, celle des fables du « roi nu » (*ibid.* : 227-309). Le schéma narratif, hérité d'une tradition orientale ou indienne, s'est décliné en un corpus d'innombrables récits dans l'Europe de l'Inquisition.

[Il s'agit d'une] farce où tantôt de faux tailleurs, tantôt de faux artistes peintres abusent des naïfs et des vaniteux en promettant à prix d'or des merveilles visibles aux seuls yeux, disent-ils, de ceux qui en sont dignes. Or, dès que ces contes arrivent en Europe, la condition posée aux spectateurs des merveilles est ni plus ni moins de n'avoir aucune trace de sang juif dans les veines, par voie de conséquence de ne pas être bâtard puisque le doute sur la filiation fait courir un plus grand soupçon sur une origine juive ignorée. Tout le monde simule et prétend voir ce qu'il faut voir à tout prix sous peine de honte et de disqualification publique. Seule s'élève à chaque fois une voix qui dit haut et

clair : je ne vois rien, point de tableau, point d'habits sur le corps nu du notable, bref une voix qui dit ce qu'elle voit et ce qu'elle ne voit pas. Il est souvent trop tard et les coquins échappent à leurs dupes, disparaissent avec leur butin et le scénario n'a pas de fin ! (*Ibid.* : 250-251)

C'est par l'effet d'un discours que les voleurs manipulent le regard et parviennent à leurs fins. Ce sont des tours de rhétorique flatteuse et des promesses magiques, énoncées sur le ton sentencieux des philosophes moralistes, qui mettent en échec le simple bon sens, incapable de résister à la peur. En effet, comment les auditeurs peuvent-ils admettre sans sourciller des pré-supposés aussi invraisemblables que les conditions qui sont données à la vision ? On pourrait répondre que la raison vient de ce qu'on est dans les conventions d'une fiction. Or c'est précisément le contraire : c'est sur la réalité d'un dispositif déjà existant que les fraudeurs peuvent bâtir leur stratagème et se rendre crédibles. C'est que le corps juif ne se donne pas à déchiffrer ! Le corps chrétien peut dissimuler un corps juif ! Il faut donc un test qui dévoile et provoque simultanément le flagrant délit et l'aveu. Ces contes défont un fantasme par une fiction comme en abyme puisque la démystification met la vérité attendue dans la situation d'un mensonge salvateur. Rien n'est magique, rien n'est fantastique, tout est logique puisqu'il s'agit d'inscrire le corps du délit dans le tissu des raisons pour lesquelles on croit à la magie. Ce sont, sous l'Inquisition, d'excellentes raisons. La réalité collective se réduit à des réseaux de convictions intersubjectives et à la théâtralisation d'une cohésion sociale terriblement fragile et nourrie par des principes d'exclusion, d'excommunication et de damnation. En fait de rêve, c'est une démonstration machiavélique et lapidaire. (*Ibid.* : 253-254)

La métaphore est lumineuse. Dans les fables du « roi nu », ceux qui ne voyaient pas les merveilles promises par les faussaires, s'exposaient à être disqualifiés socialement, couverts de honte, voire

bannis. Réciproquement, affirmer son appartenance à la communauté chrétienne projetée par les illusionnistes impliquait de s'émerveiller devant les parures censées voiler la nudité du souverain, et inaccessibles à la perception des juifs iconoclastes.

Dans le cas du procès Rodney King, participer de la communauté envisagée par la défense, c'était abandonner le jugement articulé à la perception d'une prise directe du vivant et s'en remettre au discours de l'expert. Or, adopter la perspective de celui-ci c'était apprendre à lire un film relatant des brutalités policières de manière à découvrir, par son séquençage, une réaction graduelle et mesurée des forces de l'ordre. Cela impliquait de voir, dans la captation d'un passage à tabac, ce qui en voilait la violence raciste et tout ce que la perception de celle-ci pourrait avoir de menaçant.

Est-ce à dire que le dénouement du procès Rodney King se trace sur l'arrière-plan d'une communauté états-unienne intégrée autour d'un préjugé raciste, comme les fables des rois nus faisaient fond de l'antisémitisme dont se nourrissait l'Inquisition ? Cette question est sensible et il convient d'être prudent avant d'appeler à lire le verdict comme l'expression univoque d'une perception blanche imprégnée de racisme.

En effet, les éléments dont nous disposons montrent que la situation était nuancée. D'un côté, c'est effectivement en vain que George Holiday a tenté de présenter sa vidéo aux autorités policières de Los Angeles, lesquelles l'ont évincé. Ceci atteste les réticences institutionnelles à voir ce qu'elle montrait et, surtout, à en tirer les conséquences morales et judiciaires. Mais, de l'autre côté, la chaîne de télévision à laquelle le témoin s'est adressé ensuite a admis que cet enregistrement donnait à voir quelque chose de la violence raciste exercée par les policiers, et que cela relevait d'un intérêt public. Et la diffusion de ces images a soulevé un tel scandale national que les autorités policières et judiciaires de Los Angeles ont dû se résoudre à admettre que

les auteurs du tabassage de Rodney King méritaient d'être sanctionnés et traduits en justice.

Il resterait possible de faire porter l'entière responsabilité de l'acquittement des policiers à un jury qui aurait succombé à un champ de visibilité saturé de racisme. Cependant, avant d'émettre tel jugement dépréciatif à l'encontre des jurés, il faudrait étudier des documents qui ne sont pas publiés – notamment leurs délibérations. Il resterait loisible de se gausser de ces dupes, et de s'étonner que des gens pourvus d'un corps perceptif puissent se méprendre à ce point. Mais ce serait oublier que « [l]a "vérité" d'un objet visuel dépend entièrement de la place faite à la parole dans le hors-champ de sa simple perception » (Mondzain, 2003 : 228).

Revenons une dernière fois sur le tissage des visibilitées trompeuses. Dans les deux cas qui nous intéressent, celles-ci sont conquises par l'intermédiaire d'une parole qui s'interpose comme un voile qui protège les spectateurs de ce qu'il convient de ne pas voir – la nudité du roi/la violence raciste des policiers – sous peine de disqualification publique. Or, si cette parole matérialise sa ruse par le tissage du visible et de l'invisible, son motif se dessine sur une trame qui lui préexiste, celle-là même sur laquelle se projette la « communauté imaginée » à laquelle les spectateurs entendent affirmer leur appartenance⁴¹.

Comme l'a souligné Marie José Mondzain, dans les fables des rois nus l'expérience des dupes était parfaitement intelligible et crédible pour les lecteurs et les auditeurs médiévaux. Pour ceux-ci, elle revêtait une portée morale et politique particulière en tant qu'elle formulait une menace réelle qui pesait sur la fragile intégration des communautés chrétiennes sous l'Inquisition. Leurs membres, hantés par l'angoisse de l'exclusion, de l'excommunication et de la damnation, pouvaient légitimement craindre qu'une procédure inquisitoriale vienne révéler une réalité cachée et ignorée, susceptible de remettre en cause les apparences soutenant l'appartenance dont ils se revendiquaient. De telle sorte que la parole des faussaires de la fable et les

exclamations enthousiastes de leurs spectateurs subjugués ne faisaient que révéler le style dans lequel s'imaginaient les communautés d'alors. Leur cohésion fondée sur le soupçon assujettissait leurs membres à la menace permanente d'être humiliés, rejetés ou même bannis, portant ainsi chacun à simuler les signes de son appartenance légitime, fût-ce au mépris de ses propres perceptions, le bon sens s'avérant incapable de résister à la peur.

De manière similaire, le dénouement du procès Rodney King révèle sans aucun doute quelque chose des divisions constitutives de l'imaginaire national garant de l'intégration politique de la communauté états-unienne contemporaine. Si les avocats sont parvenus à faire voir un usage légitime de la force dans le film du tabassage d'un automobiliste noir par des policiers blancs, ce n'est pas seulement parce qu'ils ont habilement séquencé l'enregistrement de manière à ouvrir l'espace d'une parole experte, qu'ils ont occupé avec de la maîtrise rhétorique. Ils ont également pu tabler sur la fragilité d'une collectivité hantée par un « préjugé racial », sur ce désir ou sur cette émotion qui, s'imposant comme un instinct ou une habitude, fait appréhender les choses sur un jour particulier, oriente l'organisation de la perception visuelle, incline toutes les croyances et les dispositions à agir, coupe court à la réflexion pour faire sauter aux conclusions, et bloque le jugement (Dewey, 1922/2021)⁴². Si les jurés ont vu une intervention policière réglementaire dans le film du tabassage de Rodney King, c'est que le séquençage produit par les avocats leur paraissait crédible. Il l'était d'autant plus qu'il ne venait que confirmer des habitudes perceptives formées dans un environnement qui laisse préjuger que des policiers blancs en uniforme tendent à agir de manière conforme, en particulier lorsqu'ils appréhendent un automobiliste qui refuse d'obtempérer aux injonctions des forces de l'ordre, et qui s'avère être un repris de justice noir.

Si le préjugé racial a sans aucun doute joué un rôle dans le fait que les jurés ont vu l'exercice mesuré et gradué de la force qui leur était présenté par les avocats de la défense, il ne peut être érigé comme

une explication auto-suffisante. Si tel avait été le cas, pourquoi les avocats se seraient-ils donné la peine de séquencer et de monter l'enregistrement pour en tirer un ordre des visibilitées ouvrant l'espace d'une parole experte ? N'auraient-ils pas pu se contenter de reprendre la prise directe du vivant projetée par l'accusation, et de rappeler ce qu'un membre de bonne foi de la collectivité états-unienne devrait voir – et ne pas voir – dans une scène de ce genre ? N'était-ce pas précisément après avoir visionné ces images que les autorités policières de Los Angeles avaient éconduit George Holliday ? Mais l'expérience d'indignation soulevée par la diffusion télévisée de la vidéo avait démontré que ce mécanisme n'était pas (ou plus) implacable, que le préjugé racial ne garantissait pas (ou plus) à lui seul la visibilité du caractère menaçant d'un suspect noir, et donc du monopole de la violence légitime exercée par des policiers blancs. Le préjugé racial a sans aucun doute joué un rôle au moment du procès, mais il ne s'est avéré pleinement efficace que par la *médiation d'une manière de montrer la scène incriminée*. Il a fallu que celle-ci ouvre l'espace d'une parole experte, et que les jurés s'en remettent à celle-ci pour juger de la situation.

IV. POUR CONCLURE. UN USAGE DES IMAGES QUI OUVRE L'ESPACE À UNE ENQUÊTE PLURALISTE

Tel est peut-être le principal enseignement de notre cheminement à la lisière du procès Rodney King : si des images peuvent intervenir dans l'établissement de faits, elles n'y contribuent ni directement, ni immédiatement. À vrai dire, cette observation ne fait que corroborer, sur un terrain particulier, ce que la tradition pragmatiste affirme depuis plus d'un siècle s'agissant de la socialisation de la preuve dans les enquêtes publiques. À ce sujet, John Dewey a souligné que la force probatoire des propositions discursives – donc notamment des images photographiques et filmées – ne réside pas en elles-mêmes, mais qu'elles l'acquièrent par le détour d'extériorités :

Exactement comme la validité d'une proposition dans le discours, ou du matériel conceptuel en général, ne peut pas être déterminée sans les conséquences auxquelles son utilisation fonctionnelle donne naissance, la garantie suffisante d'un jugement comme exigence de connaissance (dans le meilleur sens du terme) ne peut pas être déterminée en dehors de sa liaison avec un cercle toujours plus vaste de conséquences. Un enquêteur dans un champ particulier donné fait appel à des expériences de la communauté de ses compagnons de travail pour la confirmation et la correction de ses résultats. Tant que ceux qui reproduisent l'expérience ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur les conséquences, les conclusions qui sont annoncées par un enquêteur individuel ont le statut d'une hypothèse, tout particulièrement si les découvertes ne parviennent pas à s'accorder avec la ligne générale des résultats déjà acceptés. (Dewey, 1938/1993 : 592)

Ici, Dewey ajoute une note qui mérite toute notre attention et, à ce titre, d'être remontée dans le corps du texte :

C.S. Peirce est connu des logiciens pour sa reconnaissance explicite de la nécessité du facteur social dans la détermination de la preuve et de sa force probatoire. Citons le passage représentatif suivant : « L'autre facteur le plus vital de la méthode de la science moderne est qu'elle a été socialisée. D'une part, ce qu'un savant reconnaît comme un fait scientifique doit être quelque chose d'ouvert pour quiconque l'observe, qu'il remplisse les conditions nécessaires, externes et internes. Aussi longtemps qu'un seul homme est capable de voir une tache sur la planète Vénus, ce n'est pas un fait établi... D'autre part, la méthode de la science moderne est sociale eu égard à la solidarité de ses efforts. Le monde scientifique est comme une colonie d'insectes en ce que l'individuel lutte pour produire ce dont lui-même ne peut pas espérer jouir. » (*Dictionary of Philosophy and Psychology*, Vol.2, p. 502). (Dewey, 1938/1993 : 592)

Ce passage fait apparaître qu'à l'instar de toutes les propositions discursives, les images photographiques et filmées produites dans le cours d'une enquête n'ont pas vocation à clore le débat. Au contraire, elles sont appelées à être rendues disponibles « pour quiconque [les] observe », et donc à ouvrir l'espace critique pour une vérification et une validation, seules susceptibles de leur conférer une quelconque force probatoire.

Autrement dit, la production d'une preuve implique le déploiement effectif des actions et des prises de parole auxquelles toute proposition discursive (langagière ou visuelle) émise dans le cours d'une enquête devrait appeler. Les images – au même titre que les intuitions, les idées, les hypothèses ou les matériaux conceptuels – organisent, dans les modalités mêmes de leur énonciation, les places d'observation et de description à partir desquelles il sera possible d'en tester et d'en discuter la validité. Et c'est la conduite de ce débat – qui s'avèrera d'autant plus probant qu'il sera pluraliste – qui pourra (ou non) leur conférer la force de conviction faute de laquelle elles ne seront jamais pleinement reconnues comme des preuves.

Sur cette question, Dewey conclut par un point décisif. Sa perspective nous invite à ressaisir le dénouement sanglant des émeutes de Los Angeles comme un *interprétant* du caractère partiel et partiel de l'enquête sur le passage à tabac de Rodney King⁴³, laquelle a été tronquée en raison du cynisme analytique dont ont fait preuve les avocats de la défense.

Bien que l'accord des activités et de leurs conséquences qui atteignent le grand public (techniquement non scientifique) se situe sur un plan différent, cet accord fait néanmoins partie intégrante d'une épreuve complète des conclusions physiques partout où leur conclusion publique est possible. (*Ibid.* : 592)

Il précise alors en note :

L'« accord » en question est accord dans les activités, non acceptation intellectuelle du même groupe de propositions. [...] Une proposition n'obtient pas sa validité du fait du nombre de personnes qui l'acceptent. En outre on doit tenir compte de la continuité de l'enquête comme affaire qui marche plutôt que de l'état exact de la croyance à un moment donné. (*Ibid.* : 592-593)

Et Dewey de conclure :

Ce que cela implique apparaît clairement quand les conséquences sociales des conclusions scientifiques provoquent une intensification des conflits sociaux, car ces conflits fournissent la présomption de la preuve de l'insuffisance, ou du caractère partiel, et de l'incomplétude des conclusions dans leur état présent. (*Ibid.*)

Afin d'éviter tout malentendu, je tiens à souligner que Dewey ne verse ni dans le relativisme, ni dans le populisme. S'il indique que les réactions du « grand public » entrent dans le cercle des conséquences à prendre en considération dans le dénouement d'une enquête publique, il souligne qu'elles ne sont pas du même ordre que l'accord des scientifiques. Il le dit nettement : « Une proposition n'obtient pas sa validité du fait du nombre de personnes qui l'acceptent. » En revanche, quand les conclusions d'une enquête engendrent une intensification des conflits sociaux, il convient d'y voir une manifestation de leur caractère partiel et incomplet.

Or, le moins que l'on puisse dire, c'est que la visibilité que les avocats ont prétendu produire pour requérir l'acquiescement des policiers a fait plus que provoquer « une intensification des conflits sociaux ». De toute évidence, les émeutes de Los Angeles ont sanctionné l'interruption de l'enquête sur le tabassage de Rodney King. Ces violences démontrent, de manière éloquente, que le montage analytique d'extraits élaboré par les avocats pour faire apparaître, aux yeux du jury, une intervention policière réglementaire – et en escamoter le

caractère violent et raciste – n’a pas revêtu la force probatoire que la défense prétendait lui conférer. Ce dénouement tragique appelle quelques commentaires dont le déploiement esquissera les contours d’une critique pragmatiste de l’attestation visuelle.

Dès le début des audiences, la Cour a appelé à concevoir la vidéo et sa projection comme un *appel à témoin*, qui ouvrait un espace de parole. Ce faisant, les magistrats ont pris parti en faveur d’une socialisation de l’enquête, et donc de la détermination de la force probatoire des propositions discursives produites par les parties.

Rompant avec cette sagesse pratique, l’accusation et la défense ont prétendu, chacune à sa manière, invoquer la force probatoire des images pour clore le débat. Le procureur a vainement tenté de faire comme si la vidéo du tabassage parlait d’elle-même et était dotée d’une force d’évidence qui crèverait les yeux du jury. Pour leur part, les avocats des policiers sont parvenus à leurs fins en montrant les mêmes images, mais sous une forme telle que leur intelligibilité requerrait la convocation du discours d’un expert, invité à occuper une place le dotant du pouvoir d’avoir le dernier mot sur la question. Par leurs manœuvres, le procureur et les avocats ont contré la socialisation du travail probatoire initialement requis par la cour. Ils ont fait comme si la preuve par l’image devait emporter l’adhésion du jury. Comme si des faits pouvaient être établis et s’imposer à l’encontre des perceptions de sens commun. Comme si le déroulement d’une situation pouvait être déterminé et jugé sans considération pour les conséquences susceptibles d’en découler. Et donc comme si l’enquête pouvait se passer de l’ouverture d’un espace de parole pluraliste.

À ce sujet, les avocats des policiers endossent une responsabilité particulière. En effet, leur manœuvre analytique ne se contente pas de « ne pas s’accorder avec la ligne des résultats déjà acceptés ». Elle entend explicitement rompre avec les perceptions et les jugements de sens commun qui étaient à l’origine du procès. C’est donc avec le plus grand mépris pour l’indignation suscitée par la diffusion télévisée de

la vidéo, que la défense a prétendu *déconstruire* les perceptions ordinaires des images, pour leur en opposer une autre, sans aucunement s'inquiéter des conséquences susceptibles d'être engendrées par cette supercherie. Or, dans ce cas, la morgue analytique avec laquelle les avocats ont tenté d'occulter le tabassage de Rodney King par l'imposition d'une « vision professionnelle » n'a pas seulement « intensifié un conflit social ». Cette opération – digne de celle des faussaires dans les fables des rois nus – a suscité un déchaînement de violences qui, selon Dewey, participent pleinement de l'enquête publique dont elles manifestent le caractère partiel et partial.

*
* *

Il est possible de recourir à l'attestation visuelle pour produire des *images*, comme autant d'incarnations émancipatrices qui ouvrent l'espace de parole indispensable à l'établissement de faits dans le déploiement d'une enquête publique. Mais l'attestation visuelle peut également être réduite au simple rang de *visibilités*, censées incorporer l'ordre des choses, et ainsi arraisonner le regard de quiconque s'y expose, et faire taire toute controverse.

Ce sont ces destins contrastés des attestations visuelles dont entend rendre compte une critique pragmatiste, tissée au croisement d'une sémantique des images et d'une pragmatique de leurs usages. Cette démarche rappelle que l'analyse des photographies et des films ne peut se focaliser sur leur énoncé, c'est-à-dire sur leur composition et leur texture interne. Elle doit également prendre en considération leur énonciation, c'est-à-dire comment les manières de les montrer projettent – ou closent – un espace de positions, que diverses figures peuvent occuper pour regarder les images, les discuter, les critiquer et, le cas échéant, se référer à ce qu'elles donnent à voir pour agir en conséquence.

Ce mode d'analyse invite donc à déceler, dans la production de toute attestation visuelle, le potentiel d'un appel à témoins, qui pourrait ouvrir un espace de parole propre à relancer et à alimenter une enquête susceptible d'organiser une expérience publique. Dans cette perspective, analyser une preuve par l'image, c'est avant tout suivre et retracer l'enquête dans laquelle des productions visuelles sont mobilisées, afin d'élucider la place qui leur est attribuée dans son déroulement. Les enquêteurs s'intéressent-ils aux conditions de production et de réception de ce qu'ils donnent à voir ? Entretiennent-ils un rapport réflexif et critique avec les procédures mises en œuvre pour en évaluer la crédibilité ? Il convient, ensuite, de prendre en considération, d'une part, les médiations qui interviennent dans la divulgation des attestations visuelles (quels moyens techniques ont été mis en œuvre pour les montrer, où, quand et comment ?) et, d'autre part, les extériorités qu'elles convoquent et auxquelles elles ouvrent un espace de parole (quelles places les auteurs et les spectateurs de ces productions visuelles sont-ils invités à occuper ?). Enfin, pour tirer les conséquences de ces observations, il s'agit de prêter une attention particulière à la manière dont ces extériorités sont incarnées. C'est bien souvent là que se joue le destin des attestations visuelles, toujours menacées par l'irruption des paroles substantialistes, productrices de ces illusions idolâtres qui prétendent produire un ordre de visibilité censé incorporer le réel qu'il figure et les regards qu'il arraisonne. Quand elles surviennent, ces visibilitées ne composent pas des images susceptibles de transformer la violence en liberté critique. Au contraire, elles figent l'ordre du visible, interdisent le commerce des regards, et closent tout débat avant même qu'il ait été ouvert. De telle sorte qu'elles excluent la possibilité même de conduire des enquêtes et d'organiser une expérience publique.

BIBLIOGRAPHIE

- ANDERSON Benedict (1983/1996), *L'Imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte.
- ARENDT Hannah (1958/1988), *La Condition de l'homme moderne*, Paris, Presses-Pocket.
- ARENDT Hannah (1967/1989), « Vérité et politique », in Id., *La Crise de la culture*, Paris, Gallimard (« Folio-essai »), p. 229-336.
- BARTHES Roland (1968), « L'effet de réel », *Communications*, 11, p. 84-89.
- BARTHES Roland (1980), *La Chambre claire*, Paris, Gallimard.
- BOGEN David & Michael LYNCH (1989), « Taking Account of the Hostile Native : Plausible Deniability and the Production of Conventional History in the Iran-Contra Hearings », *Social Problems*, 36 (3), p. 197-224.
- BRONNER Gérard (2013), *La Démocratie des crédules*, Paris, Presses universitaires de France.
- BRONNER Gérard & Étienne GÉHIN (2017), *Le Danger sociologique*, Paris, Presses universitaires de France.
- BUTLER Judith (1993/2018), « Être en danger/mettre en danger : Racisme systémique et paranoïa des Blancs », traduit et introduit par Céline Mouzon, *RevuePolitiqueQueer*, 2 (« Perspectives critiques du manque »). En ligne : (<https://revuepolitiqueur.wordpress.com/2018/04/21/rpq2-butler-etre-en-danger-racisme-systemique-et-paranoia-des-blancs/>).
- CEFAÏ Daniel, COSTEY Paul, GARDELLA Édouard, GAYET-VIAUD Carole, GONZALEZ Philippe, LE MÉNER Erwan & Cédric TERZI (eds) (2010), *L'Engagement ethnographique*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- CEFAÏ Daniel & Cédric TERZI (eds) (2012), *L'Expérience des problèmes publics*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 22). En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/19522>).
- CHAMPAGNE Patrick (1991), « La construction médiatique des “malaises sociaux” », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 90, p. 64-76.
- COTTEREAU Alain (1992), « “Esprit public” et capacité de juger. La stabilisation d'un espace public en France aux lendemains de la Révolution », in A. Cottereau & P. Ladrière (eds), *Pouvoir et légitimité. Figures de l'espace public*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 3), p. 239-273. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/9799>).
- COTTEREAU Alain (1999), « Dénis de justice, dénis de réalité », in P. Gruson & R. Dulong (eds), *L'Expérience du déni*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, p. 159-178.
- DAVIET Emmanuelle (2019), *Interclass'. Éducation aux médias et à la citoyenneté*, Paris, ESF & France Inter.
- DERRIDA Jacques & Bernard STIEGLER (1996), *Échographies de la télévision. Entretiens filmés*, Paris, Galilée – INA.

- DEWEY John (1922/2021), « Préjugé racial et friction raciale », *Pragmata*, 5, trad. fr. Joan Stavo-Debaugé (à paraître).
- DEWEY John (1927/2010), *Le Public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1938/1993), *Logique. La théorie de l'enquête*, Paris, Presses universitaires de France.
- DEWEY John & James Hayden TUFTS (1908/1932), *Ethics*, New York, H. Holt and Company.
- DIDI-HUBERMAN Georges (2003), *Images malgré tout*, Paris, Minuit.
- DULONG Renaud (1991), « Le corps du témoin oculaire », in Bernard Conein *et al.* (eds), *Les Formes de la conversation. Volume 2*, Paris, CNET, p. 77-87.
- DULONG Renaud (1998), *Le Témoin oculaire. Les conditions sociales de l'attestation personnelle*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- FAVRET-SAADA Jeanne (1977), *Les Mots, la mort, les sorts. La sorcellerie dans le bocage*, Paris, Gallimard.
- GARFINKEL Harold (1967/2007), *Recherches en ethnométhodologie*, Paris, Presses universitaires de France.
- GEERTZ Clifford (1988/1992), *Ici et là. L'anthropologue comme auteur*, Paris, Métailié.
- GOFFMAN Erving (1974/1991), *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Minuit.
- GOODWIN Charles (1994), « Professional Vision », *American Anthropologist*, 96 (3), p. 606-633.
- GUSFIELD Joseph (1976), « The Literary Rhetoric of Science : Comedy and Pathos in Drinking Driver Research », *American Sociological Research*, 41, p. 16-34.
- HALIMI Serge (1997), *Les Nouveaux chiens de garde*, Paris, Liber-Raisons d'agir.
- JAYYUSI Lena (1992), « The Reflexive Nexus : Photo-Practice and Natural History », *Continuum : The Australian Journal of Media & Culture*, 6 (2). En ligne : (<https://www.mcc.murdoch.edu.au/ReadingRoom/6.2/Jayyusi.html>).
- JONES Janine (2004), « The Impairment of Empathy in Goodwill Whites for African Americans », in George Yancy (ed.), *What White Looks Like. African American Philosophers On The Whiteness Question*, New York, Routledge, p. 65-86.
- KATZ Jack (2001/2010), « Du comment au pourquoi. Description lumineuse et inférence causale en ethnographie », in D. Cefaï, P. Costey, E. Gardella, C. Gayet-Viaud, P. Gonzalez, E. Le Méner & C. Terzi (eds), *L'Engagement ethnographique*, Paris, Éditions de l'EHESS, p. 43-105.
- LANZMANN Claude (2001), « Le monument contre l'archive ? », *Les Cahiers de médiologie*, 11 (1), p. 271-279.
- LASSÈGUE Jean & Antoine GARAPON (2018), *Justice digitale*, Paris, Presses universitaires de France.
- LEDoux Aurélie (2009), « Vidéos en ligne : la preuve par l'image : L'exemple des théories conspirationnistes sur le 11-Septembre », *Esprit*, mars/avril, 3, p. 95-106.

- LEDoux Aurélie (2019), « Des usages politiques de l'image comme preuve : Contre-histoire, complotisme et "post-vérité" », *Monde commun*, 2 (1), p. 90-104. En ligne : (<https://www.cairn.info/revue-monde-commun-2019-1-page-90.htm>).
- LEFORT Claude (1986), « La question démocratique », in Id., *Essais sur le politique, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Seuil, p. 17-32.
- LIPPMANN Walter & Charles MERZ (1920), « A Test of the News », *The New Republic*, 4 août, p. 1-42.
- MARCUS George E. & James CLIFFORD (eds) (1986), *Writing Culture*, Berkeley, University of Berkeley Press.
- MEAD George Herbert (1926), « The Objective Reality of Perspectives », in E. S. Brightman (ed.), *Proceedings of the Sixth International Congress of Philosophy*, New York, Longmans, Green and Co, p. 75-85.
- MONDZAIN Marie José (2002), *L'Image peut-elle tuer ?*, Paris, Bayard.
- MONDZAIN Marie José (2003), *Le Commerce des regards*, Paris, Seuil.
- MOUILLAUD Maurice & Jean-François TÉTU (1989), *Le Journal quotidien*, Lyon, Presses universitaires de Lyon.
- MUHLMANN Géraldine (2004), *Une histoire politique du journalisme. XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Seuil.
- POLLNER Melvin (1987), *Mundane Reason : Reality in Everyday Life and Sociological Discourse*, Cambridge, Cambridge University Press.
- POLLNER Melvin (1991), « "Que s'est-il réellement passé ?" Événement et monde commun », in Jean-Luc Petit (ed.), *L'Événement en perspective*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons pratiques », 2), p. 75-96. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/9612>).
- PUTNAM Hilary (1990), *Représentation et réalité*, Paris, Gallimard.
- QUÉRÉ Louis & Cédric TERZI (2011), « Some Features of Pragmatist Thought Still Remain Insufficiently Explored in Ethnomethodology », *Qualitative Sociology*, 34 (1), p. 271-275.
- QUÉRÉ Louis & Cédric TERZI (2015), « Pour une sociologie pragmatiste de l'expérience publique : Quelques apports mutuels de la philosophie pragmatiste et de l'ethnométhodologie », in D. Cefaï, A. Bidet, R. Frega, A. Hennion, J. Stavo-Debaugé & C. Terzi (eds), *Pragmatisme et sciences sociales, SociologieS*. En ligne : (<https://journals.openedition.org/sociologies/4949>).
- SCHÜTZ Alfred (1945/1987), « Sur les réalités multiples », in Id., *Le Chercheur et le quotidien*, Paris, Méridiens Klincksieck, p. 103-167.
- TUCHMAN Gaye (1972), « Objectivity as Strategic Ritual : An Examination of Newsmen's Notions of Objectivity », *American Journal of Sociology*, 77 (4), p. 660-679.
- WACJMAN Gérard (2001), « De la croyance photographique », *Les Temps modernes*, 613, p. 47-83.

NOTES

1 Ce texte revêt une forte composante programmatique. J'y prends appui sur la problématique de l'« expérience publique » pour rassembler et articuler quelques observations que je n'avais, jusqu'alors, évoquées que de manière disparate au gré d'enquêtes empiriques. Les erreurs et les lacunes qu'il comporte relèvent de ma seule responsabilité. Nombreuses sont celles qui en ont été écartées grâce à la vigilance critique de Daniel Cefaï, François Debruyne, Philippe Gonzalez, Alain Mahé et Joan Stavo-Debaugue qui ont accepté de relire les versions antérieures de cet article.

2 La situation sur laquelle je m'arrêterai dans cet article impliquera la figure d'un *témoin oculaire*. Sa singularité tient en ceci que, s'il n'est parfois qu'indirectement impliqué dans la scène qu'il rapporte, il perçoit directement ce qui se joue sous ses yeux. Toutefois, la publication de son témoignage passe, elle aussi, par des chaînes de médiations. Elles vont de la captation d'images et de propos à leur diffusion par des médias ou sur des plateformes numériques, en passant par un travail d'édition qui implique des opérations de montage et de formatage.

3 Les protagonistes des controverses publiques ont appris à jouer stratégiquement de cette incertitude. Les grandes entreprises savent désormais élaborer des contre-enquêtes pour riposter aux recherches dont les découvertes menaceraient

de les mettre en cause. Les lobbyistes excellent dans l'art de monter en épingle des divergences entre les résultats d'enquêtes concurrentes afin de fragiliser les faits susceptibles de servir d'assise à une politique potentiellement néfaste pour le secteur d'activité dont ils défendent les intérêts.

4 Pour ne prendre qu'un exemple, les événements tragiques du 11 septembre 2001 ont donné lieu à une couverture photographique et filmique inédite. Loin d'organiser une attention partagée, ces images ont alimenté des polémiques devenues emblématiques du « complotisme », cette lutte qui oppose des perspectives inconciliables, et qui s'est imposée comme l'un des défis majeurs pour les institutions libérales et démocratiques.

5 Cette réflexion sur l'attestation visuelle prolonge l'analyse de l'expérience publique menée avec Louis Quéré et Daniel Cefaï (Quéré & Terzi, 2015 ; voir aussi Cefaï & Terzi, 2012), et dont les prémisses sont fortement deweyennes. Ses développements doivent beaucoup à mes échanges réguliers avec Philippe Gonzalez.

6 Claude Lefort a souligné avec force que l'analyse d'une configuration politique est indissociable de l'élucidation de l'ordre des visibilités qui y prévaut, notamment s'agissant des manières d'incarner

ou d'incorporer le lieu du pouvoir (Lefort, 1986).

7 Dans le domaine de la sociologie des médias de langue française, je pense en premier lieu à la tradition bourdieusienne, fort bien illustrée par un article que Patrick Champagne a consacré à la « Construction médiatique des malaises sociaux » (Champagne, 1991). Loin de n'être qu'une démarche académique, cette manière d'analyser et de dénoncer le pouvoir des médias s'est banalisée. Elle a suscité des vocations militantes qui se sont concrétisées avec le lancement de l'association ACRIMED (Action Critique Médias) en 1996. Ces démarches ont connu des déclinaisons journalistiques, notamment autour du *Monde diplomatique* – et plus particulièrement d'un membre de son équipe de rédaction, Serge Halimi, auteur d'un essai intitulé « Les nouveaux chiens de garde » (Halimi, 1997) – et de *Là-bas si j'y suis*, l'émission radiophonique de Daniel Mermet diffusée quotidiennement sur France Inter de 1989 à 2014. Ces raisonnements ont animé plusieurs documentaires réalisés par Gilles Balbastre (auteur de l'adaptation cinématographique des « Nouveaux chiens de garde ») et surtout par Pierre Carles, qui s'est taillé une solide réputation avec « La sociologie est un sport de combat » (2001), dédié à Pierre Bourdieu, et avec sa trilogie consacrée au fonctionnement des médias, et particulièrement à la complicité qui unit les journalistes des grands médias et les responsables

politiques français : « Pas vu pas pris » (1998), « Enfin pris » (2002) et « Fin de concession » (2010).

Ce travail de dénonciation des rapports de pouvoir hégémoniques que les médias exerceraient sur la sphère publique, au détriment des citoyens en général et des groupes dominés en particulier, se réarticule désormais dans les innombrables démarches déconstructivistes qui se réclament du courant post-moderne, de la « French Theory », et plus particulièrement des études culturelles et post-coloniales. Ces manières de concevoir la recherche sociologique ne sont pas restées sans réplique. La plus emblématique est sans doute celle portée par Gérard Bronner et Étienne Géhin, lesquels ont dénoncé une dérive idéologique de la recherche en sciences sociales, laquelle contribuerait à alimenter les raisonnements complotistes et la défiance à l'encontre des institutions démocratiques (cf. Bronner, 2013 ; Bronner & Géhin, 2017). Pour remédier au « danger » incarné par la « sociologie critique », ces auteurs se réclament d'une « sociologie analytique », étroitement alliée aux psychologies cognitives et expérimentales, et dont le réductionnisme naturaliste teinté de positivisme se situe aux antipodes d'une approche pragmatiste. Autant dire que cette mise en polémique des sociologies « critique » et « analytique » s'engouffre dans une impasse à laquelle j'espère esquisser une issue par le déploiement d'une « critique pragmatiste ».

8 Erving Goffman a articulé son « analyse des cadres de l'expérience » autour de la première : « Je fais l'hypothèse qu'en s'intéressant à une situation ordinaire on se pose la question : "que se passe-t-il ici ?" » (1974/1989 : 16). Selon Harold Garfinkel, la seconde (« que faire ensuite ? ») est la « question pratique *par excellence* » (Garfinkel, 1967/2007 : 66).

9 Cette rupture entre les « observations » et les « faits » dont elles prétendent rendre compte est conceptualisée comme une modalité de la « coupure sémiotique » fondatrice du structuralisme. Celle-ci affirme l'« arbitraire du signe », c'est-à-dire du rapport que les « signifiants » entretiendraient avec les « signifiés ».

10 Alain Cottureau (1992 et 1999) m'a appris à distinguer la critique et le soupçon. La mise en œuvre de la première anime la publicité démocratique, laquelle est sapée par l'exercice du second. Cette mise en garde permet de prendre la mesure de la confusion normative qui mine les institutions de l'enseignement et de la recherche quand elles promeuvent l'exercice d'une vigilance suspicieuse à l'encontre de la « subjectivité » comme s'il s'agissait d'une manifestation privilégiée de l'« esprit critique », lui-même érigé au rang de parangon de la vertu citoyenne.

11 Pyrrhon est souvent considéré comme le père du scepticisme. La prémisse de sa philosophie est que

nous ne pourrions jamais connaître la vérité, moins parce qu'elle serait inexistante, que parce qu'elle serait inconnaissable.

12 Prenant appui sur les analyses énonciatives qu'il a menées avec ses étudiants, Philippe Gonzalez m'a judicieusement fait remarquer que le scepticisme gagne à être analysé au croisement d'une sémantique et d'une pragmatique. Sur le versant sémantique, tous les médias ne proposent pas d'établir les mêmes formes de relations avec leurs destinataires et avec les institutions. Ainsi, les réseaux socio-numériques tendent à privilégier des échanges entre pairs, qui encouragent la manifestation d'une connivence suspicieuse à l'encontre des institutions. Celle-ci constitue un complément nécessaire à la condescendance qui s'y manifeste à l'endroit des dupes et des naïfs. Sur le versant pragmatique, le scepticisme n'est pas réductible à un rapport réifié au monde. La défiance qui s'y exprime gagnerait à être décrite comme une pratique située et relative à des référents institutionnels spécifiques.

13 L'institution scolaire n'a pas été seule à développer ce travail d'éducation aux médias et à l'information. Il a également été mené par des instances médiatiques. En France, sous le titre « Arrêt sur image », Daniel Schneidermann a lancé en 1995 une émission de télévision qui mettait en œuvre une sémiologie inspirée de Roland

Barthes pour décrypter les médias et déconstruire les narrations médiatiques. Un site internet a pris le relai de l'émission dont la diffusion télévisée a été interrompue à la rentrée 2007.

14 Mentionnons à titre d'exemple le programme InterClass' initié par la chaîne de radio publique France Inter. Voici la manière dont cette initiative est présentée par le quatrième de couverture de l'ouvrage que son instigatrice, la journaliste Emmanuelle Daviet (2019), lui a consacré : « Les attentats de janvier 2015 ont révélé une fracture béante dans notre société... tout le monde n'était pas Charlie. En classe, les enseignants se sont trouvés démunis face à certains élèves adeptes des *fake news* et autres théories du complot. Dans ce contexte, France Inter a senti la nécessité absolue d'une éducation aux médias et à l'information auprès des élèves. InterClass' était né. Ce dispositif, élaboré par Emmanuelle Daviet, fait collaborer journalistes et professeurs pour amener les collégiens et lycéens en REP à expérimenter l'investigation rigoureuse, la vérification des sources et l'exigence de probité dans le journalisme. Les élèves découvrent que la réalité est plus complexe qu'un slogan, que les explications les plus attractives ne sont pas nécessairement les meilleures et qu'il y a encore plus de plaisir à chercher à comprendre qu'à imaginer pouvoir tout expliquer. »

15 Ce phénomène se manifeste de manière particulièrement tangible dans l'assimilation de la *vérité* à la *perspective singulière* sur laquelle son énoncé serait irrémédiablement indexé. Ce geste peut être mobilisé pour dégrader la prétention de quiconque prétendrait dire la vérité (« ce n'est que *ta* vérité »). Au contraire, il peut également être mis en œuvre pour rendre un énoncé irrécusable dès lors qu'il serait l'expression légitime d'un point de vue singulier sur une situation controversée. (« Ma vérité » est le titre de livres publiés par Richard Virenque au sujet des affaires de dopage dans lesquelles ce coureur cycliste a été pris, ou par Leïla Ben Ali, l'épouse du président tunisien déchu, un an après leur exil en Arabie Saoudite.)

16 Cette même inquiétude anime le fameux « 1984 » de Georges Orwell. Son personnage principal, Winston, est fonctionnaire au « ministère de la vérité », où il est chargé de la tâche perpétuelle consistant à réécrire les comptes rendus journalistiques du passé en fonction des exigences politiques du présent.

17 « Trump's Inauguration vs. Obama's : Comparing the Crowds », by Tim Wallace, Karen Yourish and Troy Griggs, *New York Times*, Jan. 20, 2017.

18 Cet enregistrement vidéo peut être visionné à l'URL : (<https://www.famous-trials.com/lapd/586-videotape>) consulté le 10 juin 2020.

19 La position de Jacques Derrida est tirée de sa présentation au cours de ses entretiens filmés avec Bernard Stiegler (Derrida & Stiegler, 1996).

20 Cette conception du témoignage oculaire remet en cause l'interprétation par les ethnographes du « J'y étais » (Geertz, 1988/1992) comme une figure rhétorique induisant un « effet de réel » qui servirait d'assise à l'autorité de l'ethnographe (Marcus & Clifford 1986). Cette pointe critique, adressée au relativisme en ethnographie, a animé le travail du groupe réuni par Daniel Cefaï pour composer l'ouvrage consacré à *L'Engagement ethnographique* (Cefaï et al., 2010).

21 Telle est la figure que Géraldine Muhlmann (2004) localise à l'origine de la professionnalisation du journalisme (cf. ci-dessus, p. 26).

22 Bien qu'il récuse toute réduction naturaliste du témoin oculaire, Renaud Dulong ne dénie pas cette manière de se rapporter à des objets comme s'ils étaient dotés de la faculté de manifester l'événement dont ils sont un morceau. Il remarque que cette forme de rapport au monde n'a rien d'exotique, même si elle est animée par un continuisme qui pourrait paraître incompatible avec les canons de la rationalité moderne. « [P]ourtant, ces phénomènes existent, et ils vont vous paraître encore moins étranges si je les place comme variantes d'autres phénomènes qui font cette fois directement appel à notre faculté

ordinaire d'attribuer à des choses une signification liée à leur participation à des événements. Nous ne vénérons peut-être plus les reliques des saints, mais nous sommes quelque peu fascinés lorsqu'on nous montre le chapeau de Napoléon ou la lunette de Nelson. Nous ne faisons sans doute pas le pèlerinage des lieux saints, mais les ruines de Pompéi ou le château de Blois nous attirent – outre le plaisir esthétique que l'on peut y trouver – du fait qu'ils constituent les témoins d'une civilisation ou le cadre qui a vu se dérouler certains événements historiques. Pour finir cette énumération, notre propension à retrouver la vieille maison de famille où nous avons passé notre prime enfance vise à réveiller des souvenirs mais, là aussi, en se basant moins sur une disposition des choses, qui bien souvent a été modifiée, que [sur] telle pièce, tel arbre, telle fenêtre, tel meuble qui ont vu nos ébats et nous en parlent comme d'anciens partenaires de nos jeux. De toutes ces choses nous disons bien qu'elles ont vu les événements, qu'elles sont les *témoins* du passé. » (Dulong, 1991 : 81-82).

23 Les bouleversements engendrés par le développement des technologies numériques mériteraient de longs développements. Retenons seulement que la numérisation a institué une nouvelle forme d'objectivité, précisément en rompant avec ce que la technique argentique avait de fascinant pour Barthes, à savoir la continuité indexicale

qu'elle autorisait à établir entre la composition lumineuse d'une scène et la matérialité de son tirage photographique. En effet, une image numérique ne sera jamais que la manifestation visible d'une *écriture* qui demeurera irrémédiablement opaque pour ses utilisateurs.

« Personne ne sait ce qui se trame exactement dans les ordinateurs qui traitent l'information parce que personne ne peut suivre pas à pas le traitement du code binaire et les milliards d'opérations qu'il exige. [...] Les signes apparaissent ainsi comme le résultat d'un *calcul qui n'a été exécuté par personne*. » (Lassègue & Garapon, 2018 : 43). Avec la numérisation, l'image n'est que la surface sensible d'une multitude de niveaux d'écriture différents, dont la strate inférieure – celle du code binaire – est désormais inaccessible : « Il reste [...] toujours possible de compacter les niveaux supérieurs au moyen de compilateurs automatiques qui réécrivent les instructions en langage de bas niveau. Mais en réalité, *personne n'a accès* au langage de bas niveau composé de suites binaires de 0 et de 1, même pas le programmeur. » (*Ibid.* : 44). Ainsi, si la numérisation promet d'accroître l'objectivité et la transparence des images (dans les domaines de l'imagerie médicale ou de la vidéosurveillance, par exemple), c'est précisément en faisant de ces dernières la surface visible d'une écriture numérique invisible, mais disponible à une exploitation digitale automatisée. Ces productions de visibilité sont donc privées d'auteur à la perspective singulière duquel elles

pourraient être référées. « L'autorité accordée à l'image s'est modifiée : la *constitution* numérique de l'image vaut aujourd'hui comme *institution* d'un nouveau rapport au monde. L'image scientifique – de l'astronomie au microscope électronique en passant par l'imagerie médicale – est devenue constitutive d'une incontestable objectivité. On lui reconnaît la puissance de reproduire une réalité plus vraie que la réalité [...]. En déléguant la constitution et la diffusion des images à des traitements informatiques, on renforce la qualité de "copie du réel" à certaines images. La technique digitale les institue implicitement en porteuses d'une nouvelle forme d'objectivité : ce qui a été pris en photo ou filmé semble avoir une signification *immédiatement* objective sans qu'il soit plus besoin de faire valider ces images par des procédures collectives comme le procès ou la discussion scientifique. Plus exactement, cet acquiescement collectif se limite à l'acquiescement à la délégation aux machines. » (*Ibid.* : 175-176 ; 176-177). Dans les limites de cet article, l'essentiel à retenir est que l'image numérique n'est que la surface visible d'une écriture dépourvue de sujet, et disponible à un traitement et une exploitation informatique susceptible d'être automatisée. Autrement dit, l'objectivité de la photographie numérique est une qualité émergente d'un ensemble d'opérations de codage et de programmation potentiellement dépourvues d'auteur, et donc invisibles et pratiquement indétectables. Bref,

l'image numérique ne noue plus la scène représentée à la seule perspective singulière d'un auteur, susceptible d'en devenir le témoin. Elle ne garantit donc plus l'ouverture de l'espace de parole et de débat critique qui a longtemps conféré aux images leur force d'attestation. (Je soulignerai ce point décisif pour mon propos dans la troisième et dernière partie de cet article.) Toutefois, si le développement des technologies numériques a accéléré la production et la diffusion des photographies et des vidéos, elle n'a probablement pas bouleversé les habitudes partagées autour des images. Cette organisation des expériences visuelles – dont l'incarnation est travaillée depuis plus d'un siècle et demi – n'a pas cessé de se référer à des extériorités agissantes. En revanche la mobilisation des images numériques à des fins militantes pose des problèmes inédits aux professionnels de la preuve, désormais submergés d'images amateurs dont il s'avère fort difficile d'évaluer l'authenticité.

24 Cette formulation et l'analyse des images qui s'y articule sont inspirées du travail de Marie José Mondzain (2002 ; 2003). Ce sera la clé de voûte de la troisième et dernière partie de ce texte.

25 Relevons le caractère prémonitoire du diagnostic de Derrida. Il l'a énoncé dès 1993, bien avant que quiconque puisse envisager l'ampleur des bouleversements engendrés par le développement et la généralisation des technologies de prise de vue

numériques et de diffusion autonome des images photographiées et filmées sur les réseaux socio-numériques.

26 La documentation relative au déroulement de cette procédure judiciaire est rassemblée sur la page : (<http://www.famous-trials.com/lapd>), consultée le 8 juin 2020.

27 Voir le bilan provisoire publié par *Le Monde*, du 5 mai 1992. En ligne : (https://www.lemonde.fr/archives/article/1992/05/05/etats-unis-47-morts-plus-de-2-000-blesses-les-emeutes-de-los-angeles-ont-ete-les-plus-meurtrieres-de-l-apres-guerre_3906367_1819218.html), consulté le 9 juin 2020.

28 La traduction du titre et des extraits de cet article est révisée par mes soins.

29 Une remarque similaire s'applique au papier que Janine Jones (2004) a consacré au « manque d'empathie des Blancs de bonne volonté envers les Afro-Américains ». Prenant appui sur des exemples tirés de l'affaire Rodney King, elle montre que des Blancs de bonne volonté qui auraient été susceptibles de se montrer empathiques à l'égard de ce dernier n'y sont pas parvenus, faute de faire coïncider le tabassage qu'il a subi avec une situation dont ils pourraient faire l'expérience. J'y reviendrai.

30 Il convient d'entendre ici l'« analyse » dans son sens littéral comme la « décomposition d'une chose en ses éléments » ou comme un

« examen permettant d'isoler ou de discerner les différentes parties d'un tout » (*Trésor de la langue française*).

31 Ce phénomène d'itérabilité a été observé par Michaël Lynch et David Bogen. Ils soulignent que le travail de la commission d'enquête chargée d'élucider l'*Irangate* a été marqué par d'incessantes réitérations décisives pour l'établissement des faits : « Chaque série de témoins que les Commissions mixtes ont cités à comparaître ont été appelés à témoigner de ce qu'ils savaient des ventes d'armes à l'Iran de 1985 à 1986, du détournement de fonds au profit des Contras nicaraguayens, ainsi que des décisions et des actions par lesquelles le gouvernement a lancé ces ventes et réagi à leur divulgation publique en novembre 1986. Au cours des interrogatoires, les enquêteurs des Commissions ont inlassablement demandé aux témoins de revenir sur des thèmes qui avaient déjà été abordés. Certains commentateurs ont considéré cela comme une source d'ennui, et les témoins ainsi que leurs avocats se sont plaints du caractère excessivement répétitif des interrogatoires. Bien que fastidieuse, cette pratique consistant à "revenir en arrière" a composé un dossier itératif dans lequel chaque témoignage actuel a été mis en regard des preuves documentaires, au rang desquelles les dépositions antérieures du même témoin et d'autres témoins. » (Bogen & Lynch, 1989 : 206).

32 Par leurs manœuvres, les avocats de la défense ont dégradé le potentiel d'organisation d'une expérience publique dispensé par les images et la pluralité de leurs lectures possibles. D'une part, ils ont mis la parole de l'expert policier en rivalité avec le témoignage du caméraman, tout en prétendant supplanter le second par la première. D'autre part, ce faisant, ils ne se sont pas contentés de délégitimer la perspective des téléspectateurs ordinaires, révoltés à la vision de cette scène de tabassage. Ils ont également appelé à percevoir et à juger cette dernière en adoptant une vision policière. Or celle-ci est incarnée, en l'occurrence, par des fonctionnaires de police aux perspectives racistes et aux méthodes brutales, ce qui en fait des représentants fort peu légitimes du « public ».

33 Ce recours technique aux images comme instruments d'enregistrement est au cœur des « visions contestées » dans le monde contemporain et, en particulier, des polémiques complotistes autour du 11-Septembre, comme le montre Aurélie Ledoux (2009). Elle associe ce rapport réifiant aux images à ce qu'elle appelle le « syndrome de Saint-Thomas », qui consiste indissociablement à ne croire que ce que l'on voit, et à ne pas croire ce que l'on n'a pas vu. « [L]e refus de croire ce que l'on n'a pas vu soi-même entraîne la survalorisation de l'image filmée qui devient paradoxalement synonyme de vision propre et d'autonomie du jugement. » (*Ibid.* : 100-101). D'un côté, ce

syndrome conduit à attendre jusqu'à l'absurde une preuve par l'image, dont l'absence ne peut être reçue comme un simple manque, mais comme une dissimulation appelant une réparation. Réciproquement, « lorsqu'il y a image, le syndrome de Saint-Thomas, dans son versant "positif", en nie l'ambiguïté : il donne à ce qui est montré force d'argument irréfutable, abolissant l'écart qui sépare la perception du jugement, c'est-à-dire l'image de la preuve » (*ibid.*).

34 Notons encore que le cinéaste cambodgien Rithy Panh s'est confronté à une question similaire au sujet des crimes commis par les Khmers rouges. Dans son film-témoignage, explicitement intitulé « L'image manquante », c'est par un montage d'archives et de scènes statiques incarnées par des figurines d'argile, qu'il propose, par l'image, de nouer une intrigue qui permet au spectateur d'accéder au récit de cet épisode historique, tout en faisant l'expérience de son caractère irrémédiablement infigurable. Les films de Lanzmann et de Rithy Panh explorent une éthique de la monstration qui entretient d'évidentes affinités avec le plaidoyer de Mondzain pour le « libre commerce des regards » garant d'images émancipatrices, et avec celui de Dulong soulignant que la présence et la permanence du corps perceptif des témoins conditionnent la possibilité même de l'attestation personnelle.

35 Cette expérience est un enjeu pour toute initiation à l'analyse de documents audiovisuels. Le stockage des images sur des plates-formes numériques et la diffusion des outils informatiques ont pour conséquence que tout un chacun dispose désormais d'outils techniques extrêmement puissants s'agissant de visionner et de séquencer des documents, d'en extraire des segments ou des captures d'écran, et de les (re)monter pour faire apparaître des rapprochements ou des distinctions imperceptibles lors d'un visionnage ordinaire. Dans ces conditions, les enseignants ont moins pour tâche de dispenser des méthodes analytiques à leurs étudiants que de leur apprendre, précisément, à ne pas se laisser subjuguer par les visibilités qu'ils produisent, et donc à ne jamais perdre de vue l'expérience des visionnages ordinaires, à la seule aune desquels devrait se mesurer la pertinence d'une analyse, aussi subtile et raffinée soit-elle.

36 Nous avons observé l'ambivalence de la rage iconoclaste sous la plume de Maurice Mouillaud et Jean-François Tétu (1989). Souvenons-nous. Leur analyse part de l'affirmation que la photographie serait une technique « d'enregistrement du réel » qui se caractériserait par un « caractère analogique beaucoup plus accusé que d'autres formes de représentation graphique ou picturale ». L'affirmation de ce rapport réifiant à la référence photographique s'est refermée comme un piège dont les auteurs ont été incapables de se

dépêtrer. D'un côté, il les a conduits à endosser l'affirmation idolâtre selon laquelle les photographies seraient dotées du pouvoir de « faire croire » ce qu'elles rendent visible à des lecteurs subjugués, et dont l'esprit critique s'en trouverait aboli. De l'autre, c'est précisément l'ampleur démesurée de cette puissance performative attribuée aux photographies qui justifie la radicalité des mesures iconoclastes qu'ils convoquent pour la contrer. Celles-ci s'articulent dans la ferme dénonciation du caractère foncièrement trompeur d'une référence photographique dégradée au rang de simple « effet de réel » illusoire. Il est alors difficile d'imaginer comment cette analyse pourrait s'incarner dans une perspective autre que celle d'une déontologie radicalisée, appelant à purement et simplement bannir toute illustration photographique des journaux quotidiens.

37 Gérard Wajcman se désole de constater que le débat sur la représentabilité de la Shoah se soit dégradé en une réitération de la « querelle des images » opposant ses adorateurs à ses destructeurs. « C'est-à-dire que là où il est question de l'impuissance de l'image à transmettre tout le réel, certains s'obstinent à entendre un refus de montrer et une condamnation outrée de toute image tenue pour sacrilège. Or, il faut le redire, à l'adresse surtout de ceux pour qui il y aurait là un malentendu, et dans l'espoir de le dissiper, le débat sur la représentation de la Shoah, celui qui

s'est engagé spécialement à partir du film *Shoah* de Claude Lanzmann, n'a strictement rien à faire avec une querelle des images, ni avec aucun interdit de la représentation, ni avec aucune prosternation devant quelque invisible que ce soit. Confondre impossible et interdit, pensée et croyance, démonstration logique et commandement divin est au mieux une vaste erreur qui, au pire, condamne à ne rien comprendre à tout cela. » (Wajcman, 2001 : 63). Il faut dire qu'il n'est pas facile de se dépêtrer de la guerre des images et de la trame religieuse sur laquelle elle se tisse. Lanzmann a même pris quelques positions propres à l'alimenter, notamment lors d'une confrontation avec Jean-Luc Godard. Porté par sa hantise à l'encontre de la quête idolâtre d'une image-preuve, Lanzmann avait affirmé que, s'il existait un film qui montrait la mort de Juifs dans une chambre à gaz (pure hypothèse jusqu'à preuve du contraire), il le détruirait. Animé par une pulsion scopique (on peut, on doit tout voir), Godard avait répondu qu'un tel film existait probablement, sous-entendant qu'il faudrait alors le montrer (« Voir ou ne pas voir la Shoah », in *Les Inrockuptibles*, 16.04.2007 : <https://www.lesinrocks.com/2007/04/10/cinema/actualite-cinema/voir-ou-ne-pas-voir-la-shoah/>). Dans cette polémique, Jorge Semprun a remarqué : « Cela [s'explique par] l'interdit de nature en partie religieuse, proche de l'interdiction de la représentation dans la religion juive. » À quoi Lanzmann a répondu : « J'ai toujours

dit que les images d'archive sont des images sans imagination. Elles pétrifient la pensée et tuent toute puissance d'évocation. [...] À quoi bon regarder des images d'archives en leur attribuant implicitement une valeur probatoire plus grande que celle des témoignages ? C'est ce que fait Jorge Semprun. C'est très étonnant. La Shoah a été aussi ce meurtre de la parole, à la fois par la propagande nazie dans la manipulation des assassinés, par le mensonge devant les chambres à gaz, et dans l'effort de faire disparaître les traces, les preuves. Préférer l'archive filmique aux paroles des témoins, comme si celle-là prouvait plus que celles-ci, c'est, subrepticement, reconduire cette disqualification de la parole humaine dans sa destination à la vérité. » (Lanzmann, 2001 : 274).

38 S'agissant des événements du 11-Septembre, cette polémique oppose ceux qui prétendent *savoir* ce qui s'est passé à ceux qui invoquent leur droit d'en *douter*. Une simple consultation des sites internet des « *debunkers* » et des « *truthers* » suffit pour constater l'importance que les uns comme les autres accordent à la preuve par l'image. Manifestement chaque camp est persuadé qu'il lui suffira de disposer des bonnes prises de vue, et de maîtriser les techniques permettant de bien les regarder, pour qu'enfin soit établi ce qui s'est réellement passé.

39 Les démarches qui se revendiquent du pragmatisme ne sont pas à l'abri de cette pente déconstructiviste.

Ainsi, l'interactionnisme et l'ethnométhodologie sont, précisément, spécialisés dans l'*analyse séquentielle* des cours d'action. Remarquons que ce n'est sans doute pas un hasard si c'est un expert de l'analyse de conversation, Charles Goodwin, qui est parvenu à élucider la procédure mobilisée par les avocats pour capter le regard des jurés et leur enjoindre d'adopter une « vision professionnelle ». Son enquête est d'autant plus remarquable qu'elle ne dit rien ni des homologues que la stratégie de la défense entretient avec les méthodes de l'analyse de conversation, ni de l'aveuglement qu'elle implique, ni surtout des désastreuses conséquences morales et politiques qui en résultent.

40 Ce mouvement par lequel l'image photographique occulte cela même qu'elle rend visible a été mis en évidence par Gérard Wajcman. Celui-ci invite ses lecteurs à en prendre la mesure par l'imagination : « Si nous étions [...] par quelque maléfice atroce, transportés comme spectateur, invisible – pas comme prisonniers, comme purs regards – dans le camp d'Auschwitz, l'été 44 à l'endroit et l'heure où les quatre photographies ont été prises ; croit-on vraiment que nous pourrions supporter la vue de la moindre de ces scènes, que nous pourrions, même de loin, soutenir la vue du charnier se consumant, ou de ces femmes, courant nues parmi les arbres [...] ? Bien sûr que non. Comme spectateur, personne ne le pourrait. Or, dans des photographies,

nous le pouvons absolument. [...] La photographie, même la plus crue, la plus exacte de ce qu'il se passait, toute image de l'horreur est un voile à l'horreur ; toute image, parce qu'elle est image, nous protège de l'horreur ; toute image, parce qu'elle est image, en même temps qu'elle nous fait voir quelque chose, qu'elle nous découvre quelque chose, elle le recouvre aussi bien ; l'image nous détourne de ce qu'elle nous fait voir. » (Wacjman, 2001 : 67-68).

41 Je reprends ici la notion de « communauté imaginée » développée par Benedict Anderson pour élucider l'origine et l'essor du nationalisme. La nation est *imaginée* « parce que même les membres de la plus petite des nations ne connaîtront jamais la plupart de leurs concitoyens : jamais ils ne les croiseront ni n'entendront parler d'eux, bien que dans l'esprit de chacun vive l'image de leur communion. [...] En vérité, au-delà des villages primordiaux où le face-à-face est de règle (et encore...), il n'est de communauté qu'imaginée. Les communautés se distinguent non par leur fausseté ou leur authenticité, mais par le style dans lequel elles sont imaginées. [...] La nation] est imaginée comme *communauté* parce que, indépendamment des inégalités et de l'exploitation qui peuvent y régner, la nation est toujours conçue comme une camaraderie profonde, horizontale. » (Anderson, 1983/1996 : 19-20).

42 Je remercie Joan Stavo-Debaugé d'avoir aiguisé mon attention sur cet aspect de l'affaire et de m'avoir transmis sa traduction du texte de John Dewey.

43 Dans la sémiotique de Peirce, l'« interprétant » désigne une règle par laquelle un « representamen » (un film, une image, un texte, un bâtiment, etc.) renvoie d'une manière particulière à tel ou tel « objet » (qu'il s'agisse d'une entité physique ou mentale). Dans la mesure où un « representamen » n'entretient jamais de rapport transparent à son objet, il n'existe aucune limite théorique aux « interprétants » qui peuvent les relier l'un à l'autre, de telle sorte que le processus sémiotique est potentiellement illimité. Cependant, dans la pratique, ce dernier est encadré par des « habitudes » qui stabilisent provisoirement le renvoi infini d'un signe à d'autres signes, permettant ainsi aux interlocuteurs de partager une réalité en pratique, dans un environnement de communication donné.

APPRENDRE À APPRENDRE: VERS UNE PÉDAGOGIE DE LA CRÉATIVITÉ?

JOHN DEWEY, LE BAUHAUS
ET LE BLACK MOUNTAIN
COLLEGE

OLIVIER GAUDIN

Que pouvons-nous apprendre des expérimentations pédagogiques menées à l'école allemande du Bauhaus (1919-1933), puis au Black Mountain College en Caroline du Nord, à partir de 1933 ? Les positions de John Dewey sur l'éducation et l'enseignement apportent un éclairage sur les affinités de ces établissements, à la fois entre eux et avec une conception pragmatiste de la pédagogie, centrée sur l'expérience. En mettant en parallèle ces approches distinctes, cet article insiste sur leur attention commune aux contextes sociaux et aux conditions écologiques de l'apprentissage, à différentes échelles. Cette attention met en évidence le lieu physique de l'enseignement, c'est-à-dire les bâtiments de l'école, mais aussi la transformation profonde des expériences individuelles et collectives dans le contexte élargi de l'industrialisation et de l'urbanisation (Gropius, Rice). L'intérêt pour une éducation intégrée de la vision et pour l'articulation subtile des échelles (Moholy-Nagy, Albers) nourrit l'apprentissage de la conception architecturale, de la ville et du paysage (Meyer). Forme, composition et mouvement sont abordés sous l'angle de la manipulation active et de la créativité, au fil conducteur de l'expérience saisie comme processus. Ces tentatives offrent un écho direct aux perspectives pragmatistes. Elles peuvent inspirer nos programmes de formation contemporains en faveur d'une pédagogie décloisonnée et appliquée, traversant les frontières disciplinaires aussi bien que les distinctions dualistes héritées des académies.

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME, ÉDUCATION, PÉDAGOGIE, CRÉATIVITÉ, BAUHAUS, BLACK MOUNTAIN COLLEGE.

* Olivier Gaudin, École de la nature et du paysage, Institut national des sciences appliquées Centre Val de Loire, Blois (France) // chercheur rattaché à l'unité de recherche Cités, territoires, environnement et sociétés (Université de Tours) [olivier.gaudin@insa-cvl.fr].

Selon une ancienne légende du monde nordique et germanique, les trésors enfouis dans le flanc des montagnes, souvent gardés par un dragon, remontent à la surface à intervalles de temps réguliers. Le marteau de Thor, dieu de la foudre et du tonnerre, est ainsi réputé refaire surface tous les sept ans ; encore faut-il être capable de s'en saisir. Les enseignants, les étudiants et les praticiens des disciplines de la conception spatiale et du design ont encore beaucoup à apprendre des expériences pédagogiques successives menées à l'école du Bauhaus puis au Black Mountain College, durant près de quarante années, le long d'un parcours géographique qui conduit de l'Allemagne aux États-Unis. Ces multiples expérimentations, à la fois hétérogènes et associées par de fortes convictions communes, exercent une influence qui excède de beaucoup les existences individuelles des deux à trois mille personnes qui les ont vécues. À quoi tient ce rayonnement et quelle est sa portée pour renouveler nos approches pédagogiques ? Quel est, d'autre part, le rapport avec les conceptions de l'apprentissage et de l'enseignement que les auteurs pragmatistes, à commencer par John Dewey, ont soutenu dans les mêmes années ? Ces deux questions, tournées vers la possibilité d'un usage actif de cet héritage, constituent les fils conducteurs du présent article.

De Weimar en 1919 à Harvard et à Chicago dans les années 1930, puis lors de l'exploration collective que fut le Black Mountain College entre 1933 et 1957, des expérimentations pédagogiques ont tenté de surmonter les frontières disciplinaires de la pédagogie académique. Dans ces écoles, établissements, instituts ou départements, la formation s'organisait autour d'ateliers collectifs qui combinaient le travail pratique des matériaux, l'enseignement de techniques artisanales telles que le dessin, le tissage, la peinture murale et la sculpture, mais aussi – selon les cas – la céramique, le travail du bois, du verre et du métal, le mobilier, ainsi que d'innombrables exercices plastiques sur la couleur, la composition et la forme. Il est bien connu que toutes les pédagogies développées du Bauhaus ou qui en ont hérité ont mis l'accent sur le travail manuel, les tâches partagées et l'imagination créatrice. Cependant, ces tentatives ont fait l'objet de diverses interprétations

et récits tout au long de l'histoire de l'école, en particulier pendant la période de Dessau et après le départ de Walter Gropius, le fondateur de l'école, en 1928. Le Bauhaus, selon l'inflexion idéologique voulue par son nouveau directeur, Hannes Meyer, renforça ou réaffirma ses préoccupations coopératives, sociales et réformistes – tout en maintenant et même en resserrant ses relations avec le travail en entreprise et différents secteurs de l'industrie de la construction. Aux relations avec l'entreprise d'aéronautique Junkers, qui avaient permis l'installation de l'école à Dessau, s'ajoutèrent des échanges avec les syndicats allemands, dont le Bauhaus assura la conception et la construction du centre national de formation à Bernau, près de Berlin (1928-1930). En outre, à partir de 1928, de nouveaux enseignements coopératifs associant les compétences des artistes, de l'artisanat et de l'architecture furent imaginés et expérimentés, tandis que l'apport des connaissances scientifiques – y compris des sciences sociales – se trouvait consolidé. D'une manière générale, cette réorientation a renforcé et éclairé l'accent mis sur la *créativité* par les processus de coopération et par le travail collectif en situation, approchant ainsi par de nouvelles voies l'ambition fondatrice du Bauhaus qui tenait la « construction » pour sa visée fédératrice ultime (Stiftung Bauhaus Dessau, 2015 : 32-39 ; Stiftung Bauhaus Dessau & Möller, 2015).

Le but de cet article n'est pas de contribuer au cœur de cette histoire aussi passionnante que documentée, mais d'esquisser un parallèle moins exploré entre certains aspects centraux de la pédagogie du Bauhaus – surtout la deuxième période, inaugurée par l'arrivée de Meyer – et une autre aventure intellectuelle, qui a prospéré pendant les mêmes décennies de l'autre côté de l'Atlantique : le pragmatisme de John Dewey et George Herbert Mead et son approche de l'éducation et de la pédagogie. De l'expérimentation de l'école laboratoire, fondée en 1896 à l'Université de Chicago, à la méthodologie développée à Teachers' College, à l'Université de Columbia, c'est une série impressionnante de cours, de conférences, de programmes, d'articles de presse et de livres que Mead, Dewey et quelques autres ont développée. En examinant le point de jonction le plus direct qui existe

entre ces deux domaines d'études, à savoir la fascinante expérimentation pédagogique menée au Black Mountain College de 1933 à 1957 près d'Asheville, en Caroline du Nord, je tâcherai ici de mettre au jour leurs principaux apports croisés pour la réflexion pédagogique contemporaine dans les différentes disciplines de la conception spatiale (design, architecture, paysage, urbanisme).

La première partie de cet article montre que Dewey a mis l'accent sur les conditions environnementales et sociales de l'éducation, en décrivant l'apprentissage comme une activité partagée et située. C'est là un précepte pragmatiste : l'éducation fait partie du flux intégré de l'expérience. Les conditions matérielles et interactionnelles forment le contexte de toute expérience individuelle ou collective – y compris le travail, l'enseignement et la pédagogie elle-même. Si toute activité humaine est ancrée dans de telles conditions sociales et écologiques, aucune démarche éducative conséquente ne peut faire l'économie d'une attention minutieuse à ces conditions. La deuxième section établit un premier parallèle entre les conceptions pragmatistes de l'éducation et les principes pédagogiques essentiels de l'école du Bauhaus, qui articulait de multiples échelles d'expérience dans la formation des étudiants. Sa finalité pratique la rapproche aussi des positions pragmatistes. En examinant le contenu et les limites de ce parallèle, la section suivante souligne les similitudes entre les programmes d'enseignement du Bauhaus (entre 1919 et 1933) et certaines conceptions pragmatistes de l'éducation, telles qu'elles apparaissent dans les écrits de Dewey et Mead, en approfondissant la question du contexte.

On verra que le souci du contexte éducatif engendre une attention spécifique aux conditions d'apprentissage de la créativité par l'expérience directe et à la première personne. Cette proximité est encore renforcée lors de l'aventure du Black Mountain College (1933-1957), au point d'esquisser de véritables convergences avec le mouvement de pensée pragmatiste. D'une part, le fondateur de cet établissement expérimental, John Andrew Rice (1888-1968), se réclamait directement des conceptions de l'éducation de Dewey dont il

était un lecteur attentif. Le philosophe pragmatiste fit en outre plusieurs visites à Black Mountain, fut membre de son conseil scientifique et en défendit publiquement l'intérêt. D'autre part, Josef Albers (1888-1976), qui fut lui-même étudiant du Bauhaus puis l'un de ses « maîtres » de 1923 jusqu'à sa fermeture définitive, rejoignit dès 1933 le College en compagnie de son épouse, Anni Albers (1899-1994). Ils y enseignèrent pendant quinze ans. Tous deux ont tenu une place centrale dans la vision pédagogique défendue par l'établissement et son évolution tourmentée.



FIG. 1: John Andrew Rice (1888-1968), fondateur et premier directeur du Black Mountain College (1933-1939). Avec l'aimable autorisation de Western Regional Archives, State Archives of North Carolina.

Dans la quatrième et dernière section, on verra comment les trois approches du pragmatisme, du Bauhaus et du College, au-delà de tout ce qui peut les séparer, ont soutenu une pédagogie de la créativité. C'est parce qu'elles se fondaient sur une prise en compte attentive du milieu de vie et de perception de la « communauté éducative » dans son ensemble, sans négliger l'importance des états émotionnels et affectifs, qu'elles ont pu favoriser le développement de l'imagination

créatrice par des applications concrètes. Ma conclusion développe ce rapprochement : en observant notre propre contexte encombré d'objets connectés, d'infrastructures matérielles et de procédures techniques, nous pourrions nous inspirer de ces pédagogies de la créativité, replacées dans l'écologie d'expériences éducatives singulières, afin de réévaluer les approches pédagogiques contemporaines des disciplines de la conception et de la planification spatiales (du design au paysage) à l'aune de cet héritage bien vivant, mais dont l'apport semble aujourd'hui négligé.

1. UNE PHILOSOPHIE DE LA PÉDAGOGIE

*« Je crois donc que l'éducation est un processus de vie et non une préparation à la vie future. »
(Dewey, 1897/1999 : 230)*

En tant que psychologue de formation se consacrant principalement aux questions de pédagogie, de transmission et d'éducation, Dewey a élaboré une conception de l'éducation inspirée par l'expérience de ces processus, compris dans leur sens le plus large. Il n'a jamais cessé de travailler sur une « nouvelle philosophie de l'éducation [...] empirique et expérimentale » (Dewey, 1938 : 25). Il s'est impliqué dans le mouvement réformateur de l'éducation « progressiste », qui a conduit à l'ouverture d'un nombre impressionnant d'écoles laboratoires à travers les États-Unis. Des années avant la création du Bauhaus, Dewey plaidait déjà en faveur d'un examen approfondi des conditions contextuelles de l'éducation, conçue comme une étape cruciale et déterminante du développement personnel et collectif au sein de la société. « Processus de vie » de plein droit, elle est moins une étape que l'on pourrait franchir qu'une exigence perpétuellement reconduite, de situation en situation. L'approche pragmatiste de l'éducation et de la pédagogie, fondée sur la psychologie sociale et des années de pratique expérimentale, mettait l'accent sur les notions d'interaction et de continuité. Cette conception essentiellement sociale et écologique s'appuyait sur la coopération

étroite de Dewey avec son collègue de l'université de Chicago, George Herbert Mead. Outre ses emprunts à la psychologie, le point de vue de Dewey s'est peu à peu enrichi au contact de ses analyses anthropologiques et de ses opinions politiques. C'est ainsi que les questions d'éducation devinrent le pivot de sa philosophie, centrée sur la notion d'expérience. Avant d'aborder ses relations possibles avec l'école du Bauhaus, et celles avérées avec le Black Mountain College, rappelons les principaux éléments de cette pédagogie pragmatiste.

UNE APPROCHE ÉCOLOGIQUE, OU L'EXPÉRIENCE PÉDAGOGIQUE SITUÉE

Pour Dewey comme pour Mead, les « transactions » avec un milieu de vie et d'apprentissage instable sont constitutives de l'expérience humaine (Dewey, 1938 : 43 ; 1920/2010 ; 1925/2012 ; Mead, 1934/2015). Analogues à des processus biologiques, et se démarquant d'un déterminisme causal rigide, ces transactions impliquent une interaction réciproque : dans une situation donnée, un organisme vivant tend à modifier activement la forme de son milieu lorsqu'il agit. L'image appropriée est donc celle d'un mouvement circulaire : affecté par certaines propriétés saillantes du milieu dont il fait lui-même partie, l'organisme se rend également sensible à ces qualités, ce qui accroît ses possibilités de perception et d'action, et par extension de modification de son environnement pratique. Ce caractère situé des existences fait de l'apprentissage une « nécessité biologique » et un « processus vital » (Dewey, 1916). L'être humain, en particulier, transforme radicalement ses différents milieux de vie : dans la plupart des cas, son épanouissement implique de profondes modifications des circonstances physiques (habitat, lieu de travail) aussi bien que de son entourage humain (mondes sociaux). Au cours de ce développement, l'espace physique et la topographie matérielle comptent autant que la toile vivante des relations sociales dont toute existence individuelle se nourrit, tout en la nourrissant en retour. L'un des apports majeurs de l'approche de Dewey en matière d'éducation est donc l'exigence de caractériser en détail les situations où se déroulent les activités

éducatives, afin de contextualiser les activités et les expériences que nous qualifions de « pédagogiques » dans des « processus de vie ». À ses yeux, la pédagogie devrait toujours dépendre de la rencontre de problèmes concrets afin de favoriser les « réponses » actives et coopératives des élèves ou des étudiants.

Une telle orientation peut être qualifiée d'écologie sociale de l'éducation. Mettant en lumière les objectifs et les moyens pratiques de toute formation, elle montre que les fins et les moyens ne peuvent y être séparés – tout comme l'intellect et l'affect, la logique et la psychologie ou la connaissance et l'action ne sauraient être isolés les uns des autres dans les processus d'éducation. Dans cette perspective holistique, le succès des processus pédagogiques repose sur la participation active des élèves eux-mêmes. Comme toute activité sociale, l'éducation dépend d'opérations d'association, de coopération et de communication. Une pédagogie réussie devrait donc inclure des moyens de faire coopérer les enseignants et les élèves dans des tâches pratiques définies afin de permettre l'émergence d'une intelligence partagée et la coordination mutuelle des actions. Puisqu'une expérience peut être plus ou moins éducative, voire « mal éducative » (Dewey, 1938 : 25), la tâche du pédagogue est de développer l'aptitude à préparer et à organiser des séquences cumulatives d'expériences afin de les rendre fructueuses et formatrices pour les étudiants et les apprentis.

Quels sont les moyens concrets pour parvenir à ce type de coopération ? Soucieux d'éviter les conceptions idéalistes ou chimériques de la « spontanéité », Dewey plaide en faveur d'une approche contextuelle et expérimentale. Il défend la nécessité de définir des méthodes et des plans, des « critères d'expérience » (Dewey, 1938 : 33), au lieu de simples idées et principes abstraits. Ainsi, le pédagogue devrait travailler principalement sur les conditions matérielles environnantes de l'expérience de l'enfant et améliorer le contrôle partagé, par la manipulation directe, de ces conditions. Son rôle est de « sélectionner » avec soin le « matériel » présenté pour une activité donnée et de « déterminer l'environnement de l'enfant » (Dewey, 1902/1999 :

245 ; voir aussi Dewey, 1938 : 40, 45) de la manière la plus incitative et la plus suggestive possible. Le processus reste ouvert, puisqu'il devrait contribuer à révéler le « pouvoir, la capacité ou l'attitude » des enfants dans des « séries de situations » créées par des « interactions » (Dewey, 1938 : 39-45).

Par conséquent, aux yeux du philosophe, le plaidoyer en faveur d'une éducation publique n'a de sens qu'en rapport à ce qui se passe en dehors des écoles (Dewey & Dewey, 1915/2021). Sa conception de l'éducation comme enracinée dans une philosophie substantielle de l'expérience devient même un élément de justification, à ses yeux, d'une société démocratique, dans la mesure où elle peut favoriser une « meilleure qualité d'expérience » (Dewey, 1938 : 34-35) que d'autres régimes politiques¹. Réciproquement, la démocratie elle-même ne pourra être durable si elle n'est pas considérée comme un processus éducatif continu – une sorte d'expérience pédagogique ininterrompue menée par les citoyens eux-mêmes sur leurs propres attitudes, choix et actions (Dewey, 1939/2008)². L'école n'est que l'une des institutions sociales qui contribuent à ce processus et son action ne doit jamais se couper des « besoins » de la communauté. Cette dernière conviction fut particulièrement centrale dans l'expérience du Black Mountain College, comme on le verra. Le sens ultime de l'éducation semble être de maintenir l'intelligence collective en action, de stimuler celle-ci par des interactions vivantes, en vue de créer ou d'améliorer les conditions d'un contrôle social *partagé* sur des situations changeantes et instables. La première étape d'une telle démarche est de renforcer sans cesse la curiosité et l'initiative des élèves ou des étudiants.

QUAND VOIR, C'EST FAIRE : DES EXPÉRIENCES À LA PREMIÈRE PERSONNE

À la même époque, de l'autre côté de l'Atlantique, Walter Gropius et ses collègues élaboraient au Bauhaus un milieu de vie et d'apprentissage inédit. L'atmosphère de travail collectif de l'école allemande

était délibérément instaurée et organisée, de manière plus ou moins contrôlée, par ses directeurs et enseignants successifs, à savoir Hannes Meyer qui prend en 1928 la direction de l'école, puis Ludwig Mies van der Rohe qui lui succède en 1930. La pédagogie innovante du Bauhaus – un programme interdisciplinaire visionnaire – fut constamment modifiée au fil des ans au prix de multiples conflits internes et externes, le plus souvent à partir des leçons tirées de l'expérience elle-même. Ces éléments étant désormais bien documentés (Richard, 1985 ; Wingler, 1993 ; Fiedler & Feierabend, 1999 ; Coll. 2009 et 2016 ; Oswalt, 2020), je me concentrerai plutôt sur plusieurs caractéristiques communes aux vues pragmatistes et aux innovations pédagogiques des *Bauhäusler*³, et que l'on retrouvera en partie dans l'expérimentation menée à Black Mountain.

En coopération étroite avec Gropius, les « maîtres » Johannes Itten, László Moholy-Nagy et Josef Albers ont successivement pris en charge le fameux « cours préliminaire » – le *Vorlehre* ou *Vorkurs*. À bien des égards, ce programme incarnait des intuitions pédagogiques proches des principes de Dewey, à commencer par la continuité et la « qualité de l'expérience », l'intensité des interactions et les vertus de l'expérimentation. « Everything depends upon the quality of the experience which is had. » (Dewey, 1938 : 27). Comme Albers l'a formulé dans « Creative Education », une conférence publique donnée en 1928 :

La meilleure éducation, c'est l'expérience personnelle. L'expérimentation surpasse l'étude. Commencer par « jouer » développe le courage, conduit de manière naturelle à une manière inventive de construire et favorise la facilité de découverte, tout aussi importante sur le plan pédagogique [...]. En expérimentant, les étudiants reconnaissent souvent que les innovations présumées existent déjà. Mais il n'y a pas de mal à cela, car l'effet final est l'expérience que l'étudiant a acquise pour lui-même et est donc une possession, car il a appris et n'a pas seulement été enseigné. (Albers, 1928, *in* Wingler, 1993 : 142)



FIG. 2 : Wassily Kandinsky, Nina Kandinsky, Georg Muche, Paul Klee et Walter Gropius lors de la fête de l'inauguration du nouveau bâtiment du Bauhaus à Dessau, conçu par l'architecte Walter Gropius, directeur et fondateur de l'école, décembre 1926. (Photographie : Walter Obschonka).



FIG. 3 : Critique de groupe durant le cours préliminaire de Josef Albers à l'école du Bauhaus de Dessau, 1928-29. (Photographie : Otto Umbehr).

Il s'agissait donc de promouvoir une logique de la découverte par tâtonnement ou, selon la terminologie classique de William James (1890 : 221), « par accointance » (*by acquaintance*), afin de développer un apprentissage à la première personne. On reviendra en fin d'article sur la distinction essentielle que l'on peut tracer entre l'apprentissage et l'enseignement, mais aussi sur la possible nuance que le français peut introduire entre des expériences « créative » et « créatrice ». Relevons pour le moment que la dimension « créative » tient ici aux opérations que les étudiants mènent par eux-mêmes, au lieu d'en demeurer les réceptacles plus ou moins passifs – comme dans les conceptions traditionalistes et conservatrices de l'enseignement *ex cathedra* qui dominaient encore largement, en Allemagne et au-delà. Onze ans plus tard, peu après son arrivée aux États-Unis, Gropius s'exprimait à son tour dans des termes rappelant très directement ceux de Dewey, y compris dans leur dimension critique à l'égard des systèmes éducatifs conventionnels :

Il ne fait aucun doute que l'éducation a considérablement souffert de la surestimation de certains aspects matériels et d'une vision étroitement intellectuelle. Une bonne éducation doit tendre à préparer l'individu à un comportement créateur et à une vie harmonieusement équilibrée. Et dépasser, dans tous les cas, la pure information documentaire ou le savoir livresque pour déboucher sur une action et un vécu personnels directs. (Gropius, 1939/1995 : 156-157)

Cette expérimentation à la première personne et ce « comportement créateur » ne se fondaient pas moins, en particulier aux yeux d'Albers, sur l'acquisition progressive et méthodique d'une « discipline » exigeante, par l'épreuve des matériaux eux-mêmes (Albers, 1928). L'intérêt pour la création ou l'invention est encadré par la nécessité d'un entraînement rigoureux dont l'enseignant organise la progression, pas à pas, en faisant varier les conditions de confrontation directe aux objets matériels et aux textures physiques. Comme l'a souligné elle aussi Anni Albers dans son article « Working with

Material », apprendre à être inventif requiert une rigueur bien distincte de l'« *hubris* de l'extase créatrice »⁴, que permet précisément le contact avec les matériaux. L'expérience tactile de la manipulation est tout aussi cruciale dans cette approche que l'exercice de la vision ou l'échange de paroles. Il n'est donc pas surprenant qu'Albers (1928 : 3) reprenne à son compte des termes associés aux démarches des sciences expérimentales tels que *probieren* et *Versuch* : l'essai, la tentative (des termes dont Nietzsche avait lui-même fait un usage insistant). Comme l'on dit plus couramment en français, l'enjeu est bien de *faire une expérience*, en un sens assez transversal et multi-scalaire pour désigner aussi bien l'apprentissage situé de l'élève que la logique de la découverte scientifique.

2. ÉCHELLES DE L'APPRENTISSAGE, APPRENTISSAGE DES ÉCHELLES

Au-delà de la confiance générale dans l'expérience en tant que processus, partagée avec les auteurs pragmatistes, les pédagogies de l'école allemande et du *College* américain s'efforçaient d'articuler différentes échelles de compréhension, de perception et d'action au sein d'un cursus unifié et cohérent. Le travail manuel et la formation guidée par les maîtres y étaient intégrés afin de promouvoir, d'un point de vue corporel et pratique, l'articulation réciproque des différentes échelles de l'apprentissage : de « l'école comme environnement spécifique » (Dewey, 1916 : 23) à l'urbanisme.

BÂTIR L'ÉCOLE : 1926

Aux yeux de Gropius, le nouvel établissement d'enseignement se destinait *in fine* à la « construction » (*das Bauen*). Celle-ci doit s'entendre comme acte social unifié et unificateur, c'est-à-dire répondant de manière efficace et créative aux besoins sociaux inédits de l'ère industrielle. La conception de l'école impliquait d'accorder une attention accrue au lieu physique de l'enseignement. Le nouveau bâtiment du Bauhaus à Dessau, conçu par Gropius lui-même en 1926, tient à cet

égard le rôle d'un manifeste en acte. Suivant un dessin d'une grande sobriété, il fut construit en quelques mois grâce à des procédés industriels et à l'emploi de matériaux peu coûteux.





Fig. 4, 5 et 6 : Le bâtiment du Bauhaus à Dessau (Allemagne), 2019.
(Photographies : O. Gaudin).

L'école y devient un environnement intégré, un milieu de vie. Du logement des élèves à la salle à manger commune convertible en salle de spectacles, en passant par des ateliers conçus comme de spacieux et lumineux plateaux ouverts, sans cloisons, le même soin a été apporté au dessin des couloirs, des escaliers, des portes et des fenêtres. Le bâtiment de Dessau combine le principe du fonctionnalisme industriel avec une recherche d'élégance formelle, sans ornement superflu – ce qui permet aussi, y compris par le choix des matériaux, d'en baisser les coûts et d'en accélérer encore la construction. Tandis que ses aspects externe et interne évoquent de grands ateliers de fabrication, voire une usine, son plan contribue à organiser et à mettre en scène l'expérience éducative comme une activité sociale partagée. L'idée de coopération et de participation active aux enjeux sociaux contemporains, au centre des vues progressistes des pragmatistes, n'aurait pu être plus clairement envisagée que ne l'a fait Gropius en dessinant la nouvelle école. La « simplification », l'« organisation » et l'« ordre » de la pédagogie souvent préconisés par l'auteur d'*Expérience et éducation* (Dewey, 1938 : 30) trouvent ainsi un

écho littéral dans le bâtiment de Dessau. Il est du reste significatif que l'influence du modernisme américain dans l'art et l'architecture, à commencer par son fonctionnalisme supposé et son « état d'esprit » général intégré au mouvement de la société industrielle, ait constitué une influence constante et prépondérante pour Gropius lui-même (Breuer & Jaeggi, 2008).

L'ÉCOLE COMME EXPÉRIENCE

« Nous n'éduquons jamais directement, mais indirectement par le biais de l'environnement. » (Dewey, 1916 : 23). Comme pour amplifier les principes éprouvés par Dewey dans la *Laboratory School*, l'école expérimentale à l'Université de Chicago entre 1896 et 1903 (Mayhew & Edwards, 1936), les ateliers du Bauhaus étaient le théâtre d'activités coordonnées visant avant tout à manipuler, produire et transformer des objets matériels. Gropius espérait même faire des ateliers de l'école des « laboratoires » où l'on concevrait des prototypes en vue d'une production industrielle à grande échelle⁵. L'inventivité, la créativité et l'exploration des élèves y étaient guidées par le jugement des « maîtres » – d'abord sur le fondement de leur expérience personnelle, mais aussi selon les critères techniques exigés par la perspective de la production en usine. En effet, les directeurs, en particulier Gropius et Meyer, tenaient à établir des liens plus étroits avec les normes émergentes de la création industrielle – une tendance renforcée sous la direction de Meyer.

Comme dans tout établissement d'enseignement, encourager l'imagination créatrice n'avait rien à voir avec la promotion d'une attitude de laisser-aller ou de désordre. Une assiduité stricte était requise, et les enseignants n'étaient pas avares de jugements d'évaluation, voire de conseils et d'orientations d'ordre plus personnel. Dans le sillage du Bauhaus des années de Weimar, où l'expressionnisme conservait une influence prégnante, la célèbre section de « scène » (*Bühne*), c'est-à-dire l'atelier de théâtre orchestré par Oskar Schlemmer jusqu'en 1929, tout comme le cours de « peinture libre »

ouvert à Dessau en 1929, entretenaient des espaces décisifs pour la manipulation pratique des éléments de la représentation graphique – composition, formes et couleurs – par des exercices et des applications constamment répétés (Badura-Triska, 1999). Comme les enseignements d'arts plastiques de la première période dont il héritait en les renouvelant (ceux de Johannes Itten, de Lothar Schreyer ou de Lyonel Feininger, notamment), ce cours était à la fois exploratoire et soigneusement dirigé, puisque son but était d'assembler des images ou des études sous la forme d'exercices plastiques⁶.

En règle générale, les interactions directes entre les enseignants et les élèves étaient constantes et incluaient d'autres élèves. Ce programme transversal d'apprentissage par la coopération ne pouvait être rendu possible que par des attitudes et des intentions partagées, ainsi que par une organisation cohérente de l'espace physique du bâtiment même de l'école. Il s'agissait également d'organiser le temps de l'apprentissage, par un programme des études bien défini. L'enseignement du Bauhaus suivait en principe un curriculum strict – d'où le fameux « diagramme de la structure de l'enseignement au Bauhaus » conçu par Gropius en 1922, puis revisité par Meyer en 1928. Bien que ce schéma se distingue par sa dynamique centripète et intégrative,

il ne s'agissait aucunement de récapituler un quelconque programme d'études réellement existant, mais plutôt d'obtenir une représentation réduite à une essence abstraite, dotée d'une portée affirmative. Seuls les aspects essentiels étaient regroupés dans le schéma, concentrés jusqu'à devenir une expression visuelle graphique et endosser une validité générale ; l'image expose visuellement un principe dont la formulation abrégée lui confère une force idéologique. (Jaeggi, 2009 : 15-16)

La pédagogie pouvait-elle s'affranchir de l'idéologie ? Le schéma du programme d'études remplissait au moins la tâche de rendre visible la cohérence de la pensée, de l'imagination et de l'action qui

restait l'ambition fondamentale du Bauhaus. En dotant cette cohérence de force expressive, il renforçait l'intérêt des enseignants et des étudiants, parce qu'il proposait une image unifiée et fonctionnelle d'un processus en réalité complexe et incertain – les conditions réelles de travail à l'école, surtout pendant les premières années, étaient très difficiles. Ainsi, pendant huit ans et jusqu'à son ouverture en 1927 avec le recrutement de Meyer en tant qu'enseignant de projet, la section d'architecture est-elle restée une perspective lointaine, alors même que cette finalité était suggérée dès la toute première phrase du manifeste originel du Bauhaus, en avril 1919. Cependant, l'énergie omniprésente de ces documents inauguraux, ainsi que des « programmes d'études » similaires édités par le Bauhaus (en 1928, 1932 et 1933, par exemple) leur confère jusqu'à aujourd'hui une certaine qualité de persuasion et permet de mieux comprendre à quel point l'ambition était de toucher tous les aspects de l'expérience d'apprentissage que vivaient à la fois, bien que de points de vue certes distincts, les élèves et leurs « maîtres ».

Le Bauhaus visait indéniablement à parachever ses propres expérimentations par un travail extrêmement soigné de mise en scène et de mise en récit, c'est-à-dire de communication et d'autopromotion. Ou, en un sens qui commence à se cristalliser dans ces mêmes années d'avènement progressif d'une société de consommation et de concurrence visuelle décuplée : la publicité (*Werbung*). L'année 1926, décisive dans l'histoire de l'école, voit ainsi la création de la revue trimestrielle *Bauhaus* (qui paraîtra jusqu'en 1931) et la diffusion soutenue de dix nouveaux ouvrages d'une collection, les *Bauhausbücher*, soigneusement maquetés et mis en page, et dont les couvertures dessinées par Moholy-Nagy sont des prouesses graphiques⁷. À l'instar des discours, des manifestes ou des expositions qui visaient à promouvoir l'établissement auprès d'un large public, les textes pédagogiques publiés par ces vecteurs font preuve d'un engagement résolu et d'un désir communicatif d'amplifier l'activité collective par le travail d'équipe. Faisant écho, dans une certaine mesure, à la « sombre spiritualité »⁸ de la célèbre composition picturale de Schlemmer (*Escalier*

du Bauhaus, 1932), les programmes schématiques et les annonces dramatisées maintiennent l'expressivité qui distingue la pédagogie et l'histoire de l'école allemande. Cette qualité distinctive aide à comprendre pourquoi et comment son influence s'est étendue bien au-delà de la dimension habituelle d'une méthode ou d'une école, la rapprochant, peut-être, d'une véritable philosophie de l'éducation par le biais d'expériences partagées – au plus proche, donc, des conceptions de Dewey mentionnées plus haut.

VERS UNE ARCHITECTURE À TOUTES LES ÉCHELLES

Au-delà de l'école du Bauhaus, l'objectif de Gropius était en fin de compte d'aborder l'ensemble du contexte de l'industrialisation de masse – y compris les conditions de travail et de logement, ainsi que l'aménagement urbain et régional. Cela explique pourquoi ses conceptions de l'« artisanat » et de l'enseignement manuel peuvent paraître ambivalentes. Gropius et ses successeurs ne tenaient pas davantage l'artisanat, l'étude des matériaux et la conception d'objets manufacturés pour des fins en soi que les cours d'arts plastiques. Ils y voyaient plutôt des étapes nécessaires dans le processus d'enseignement et d'apprentissage, à un moment du programme d'études situé entre le « cours préliminaire » et les ateliers spécialisés. Tel est l'esprit qui anime les cours d'Albers, du Bauhaus au Black Mountain (et jusqu'à Yale où il enseignera encore quelques années) : l'interaction et la rencontre avec les potentialités inhérentes des matériaux, où qu'ils se trouvent, apprend aussi et avant tout à tirer parti d'une situation⁹.

Et les situations d'apprentissage ne se limitent jamais à l'échelle de la salle de classe ou de l'école. Comme après lui le Black Mountain College, le Bauhaus a fait de son insertion plus ou moins problématique et contrainte dans des rapports sociaux, d'une certaine manière, l'un de ses objets de réflexion et d'enseignement. C'est notamment l'une des manières dont le sens et la fonction même de l'architecture furent réévalués par Gropius. En ce qui concerne le capitalisme

d'entreprise et la grande industrie, il chercha à définir le point de vue pratique et efficace d'un établissement d'enseignement pionnier capable de former un nouveau type, complet, d'architecte et de planificateur. Cette ambition apparaît aussi bien en 1919 que dans son ouvrage (rétrospectif) de 1965 :

J'ai compris qu'un architecte ne pouvait espérer réaliser ses idées que s'il pouvait influencer suffisamment l'industrie de son pays pour qu'une nouvelle école de design en résulte [...] Cette idée de l'unité fondamentale qui sous-tend toutes les branches du design a été mon inspiration principale dans la fondation du Bauhaus originel. (Gropius, 1965 : 48-51 et 52-54)

L'idée que je me faisais de l'architecte en tant que coordinateur – dont l'activité consiste à unifier les différents problèmes formels, techniques, sociaux et économiques qui se posent en matière de construction – m'a inévitablement conduit pas à pas à l'étude de la fonction de la maison à celle de la rue ; de la rue à la ville ; et enfin aux implications encore plus vastes de la planification régionale et nationale. (*Ibid.* : 98)

Cette « idée » cumulative et combinatoire du design, mot qui ne traduit qu'imparfaitement la dimension créatrice de formes, modélisatrice, que suppose l'allemand *Gestaltung*, se plaçait donc au cœur de l'organisation des études. De la sorte, celle-ci restait ancrée dans le principe d'articulation des échelles de « problèmes » et des tâches correspondantes des futurs architectes. Mais comment cette intention générale s'est-elle traduite dans la pédagogie du Bauhaus réellement existante ? De manière intéressante, en concevant le programme d'études lui-même comme une intégration successive de différentes échelles de travail associées et d'apprentissage par la pratique. Cet objectif a été concrètement atteint en organisant l'école et le programme d'études comme un milieu de vie : un environnement matériel et un cadre temporel spécifiques, animés par l'expérience de l'habitation collective et contrôlés par une exigence de coopération

active, au risque assumé d'alimenter les tensions et les conflits. La prochaine section explicite ce lien en précisant les raisons de comparer les ambitions élargies du Bauhaus avec les principes pédagogiques pragmatistes.

3. REPLACER L'ÉDUCATION DANS SON CONTEXTE D'EXPÉRIENCE

Quels éléments pourraient montrer l'affinité entre les programmes d'enseignement du Bauhaus et les conceptions pragmatistes de l'éducation, telles qu'elles apparaissent dans les écrits de Dewey et Mead ? Deux caractéristiques principales : la définition de méthodes pratiques pour varier et renouveler l'organisation des activités au sein des établissements, et la prise en compte de conditions environnementales élargies, à commencer par l'industrialisation et l'urbanisation.

VISIONS PROGRESSISTES ET COURAGE DE L'EXPÉRIENCE

Commençons par le second point, que l'on peut tenter de résumer sous le terme de progressisme.

« Je crois que la connaissance des conditions sociales, de l'état actuel de la civilisation, est nécessaire pour interpréter correctement les pouvoirs de l'enfant » (Dewey, 1897/1999 : 230) : tenant l'éducation pour un processus transversal et diffus, Dewey et Mead n'ont cessé d'insister sur la compréhension des enfants d'un point de vue socio-psychologique et anthropologique. Au sein des études pragmatistes, et plus largement dans les sciences sociales, la littérature abonde sur le sujet. Mais il est sans doute moins connu que des conceptions similaires ont constamment animé les membres du Bauhaus, tout autant que ceux de Black Mountain.

Malgré la distance géographique et culturelle, les pédagogues pragmatistes et les maîtres du Bauhaus formulaient en effet des réponses

comparables aux problèmes sociaux qu'ils rencontraient, depuis les contextes respectifs de l'académie américaine et d'une institution de formation professionnelle allemande. Mead et Dewey, engagés dans la réforme des systèmes scolaires de leur temps, proposaient une « reconstruction » philosophique de l'éducation selon des vues progressistes, tout en les expérimentant eux-mêmes dans le cadre d'expériences d'apprentissage situées (en particulier l'« école laboratoire » de l'Université de Chicago, mais aussi par leur coopération avec la Hull House, par exemple, ou plus tard dans l'engagement politique de Dewey à New York)¹⁰. À quelques années de distance à peine de ces tentatives américaines, Gropius et Meyer soulignaient que l'attention portée au contexte devait inclure, en premier lieu, les besoins et les préoccupations sociales. Si les *Bauhäusler* ont mis en pratique un « modèle conceptuel »¹¹ au fur et à mesure qu'ils l'inventaient et le révisaient, ils n'ont jamais perdu de vue la « question sociale » dont Gropius estimait dès 1911 qu'elle était « devenue le véritable point central de l'éthique de notre temps, le grand problème auquel est confrontée notre communauté et sur lequel l'art doit se pencher lui aussi » (Gropius, 1939/1995 : 24). La référence aux enjeux de « l'habitat moderne » et aux « besoins des masses » est récurrente dans les textes programmatiques où Gropius affine la position publique de l'école. L'attention portée par le Bauhaus aux principes et procédés concrets de construction de logements sociaux, qui s'est notamment traduite par l'édification de la cité ouvrière de Dessau-Törten à la fin de la décennie 1920, a confirmé cette préoccupation¹². Les objectifs et méthodes de travail se sont donc mis à l'épreuve du contexte social et culturel, si tendu en Allemagne, de l'entre-deux-guerres : à commencer par celui de la crise du logement, intense, qui frappait les grandes villes industrielles. Avec un engagement plus prononcé encore, le texte de Meyer de 1929 sur « Bauhaus et société » (Meyer, 1929/2015) esquisse une vision holistique des rapports sociaux, où le travail des concepteurs doit prendre place. Meyer y affirme que la conception de formes devait s'étendre à la conception de l'environnement et du paysage. Les applications concrètes de cette idée sont visibles par exemple dans le projet réalisé à Breslau entre 1928 et 1930.

Mais elles apparaissent aussi dans le contenu des enseignements, depuis le *Vorkurs* rénové d'Albers sur la structure et les matériaux¹³ jusqu'au programme des conférences organisées à l'école.

Pour élargir la perspective, il faut rappeler que cette expérience a duré près de quatorze ans grâce à des révisions continues et à une coopération souvent conflictuelle. Le Bauhaus a rendu possible de nouvelles sortes d'interactions sociales entre les étudiants et les enseignants, dans un environnement matériel spécialement conçu qui fonctionnait comme un laboratoire ouvert. Il s'est aussi efforcé de transmettre ses ambitions vers un public élargi au moyen de conférences, d'expositions, de publications et de la recherche constante de commandes privées et publiques. En parallèle de cette ouverture incessante au « dehors », les orientations prises à Dessau vers une « éducation de la vision » intégrant des perspectives multiples (coordonnées par Moholy-Nagy mais impliquant aussi Vassily Kandinsky, Paul Klee, Oskar Schlemmer, Herbert Bayer, György Kepes, Marcel Breuer et les Albers) ont confirmé la tendance initiale à aborder l'expérience humaine comme une totalité vivante et instable.



FIG. 7 : Logo du Black Mountain College, dessiné par Josef Albers en 1934.



FIG. 8 : Enseignants du Black Mountain College sur le campus de Blue Ridge, milieu des années 1930. (De gauche à droite : Heinrich Jalowetz, Erwin Straus, Robert Wunsch, Johanna Jalowetz, Gertrude Straus, anonyme, John Evarts.) Avec l'aimable autorisation de Western Regional Archives, State Archives of North Carolina.



FIG. 9 : Une réunion de l'équipe enseignante du Black Mountain College, campus de Blue Ridge, vers 1940. (De gauche à droite : Robert Wunsch, Josef Albers, Heinrich Jalowetz, Theodore Dreier, Erwin Straus, anonyme, A. Lawrence Kocher.) Avec l'aimable autorisation de Western Regional Archives, State Archives of North Carolina.

De l'autre côté de l'Atlantique et à partir de 1933, le Black Mountain College entendait pour sa part proposer des réponses « progressistes », à moyen terme, à la situation de crise économique et sociale sans précédent que traversait l'Amérique de la Grande récession. La préoccupation sociale et politique est un trait fondateur de l'expérimentation, reprenant l'idée deweyenne selon laquelle « la démocratie commence avec l'éducation [et] doit y être explicitement mise en œuvre » (Cometti & Giraud, 2014 : 10). Cette conviction se traduit en partie dans les programmes de cours, en particulier de sciences sociales, que dispensait cet établissement à vocation généraliste ; mais elle va au-delà, puisqu'il ne saurait être question de réduire celui-ci à une école d'art. Il n'est pas exagéré de dire que le Black Mountain College partage avec le Bauhaus une ambition éducative beaucoup plus vaste que le goût pour l'expérimentation ou pour les formes d'expression créatives. C'est bien, comme l'a souligné Joëlle Zask (2014 : 18), d'un « courage de l'expérience » qu'il s'agit, fondé sur l'idée selon laquelle « la finalité humaine de l'enseignement artistique en termes de développement de soi, de participation, d'interaction, de socialisation se confond avec la finalité de l'éducation en général ». Les fondateurs du College, en portant une telle ambition de décroisement généralisé, ne se veulent pas seulement les héritiers de la philosophie de l'éducation par l'expérience développée par Dewey : celle-ci devient un motif d'expérimentation directe. Pour reprendre un terme important dans l'œuvre du philosophe, il s'agissait de se confronter aux enjeux du contrôle de ses propres conditions d'expérience. Les tentatives en matière d'agriculture et d'architecture menées à Black Mountain, par exemple, ont été des applications littérales des principes coopératifs, avec une certaine efficacité, puisque les membres du College se sont nourris en partie de leurs propres récoltes et finiront par s'installer, au début des années 1940, dans un bâtiment neuf qu'ils auront eux-mêmes édifié : cette expérience de construction fut aussi une construction active de l'expérience (Felix, 2015). En parallèle, les principes de décroisement, de coopération et de démocratie seront presque constamment mis à l'épreuve d'une vie collective souvent mouvementée (Duberman, 1972/1993).

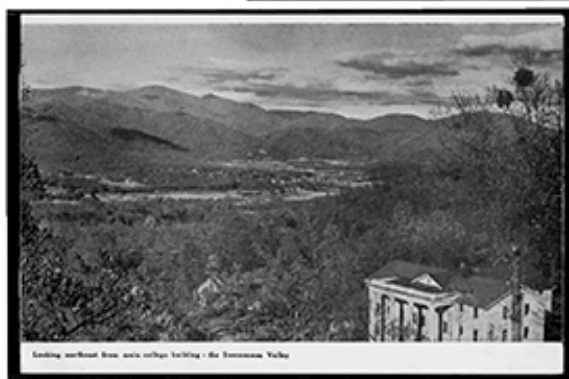
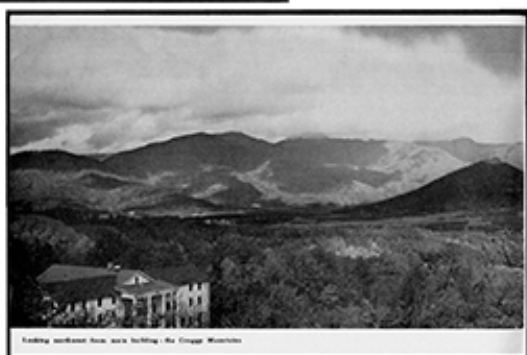
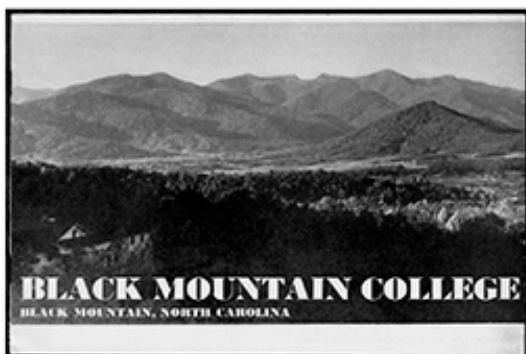




FIG. 10 et 11 : Brochure photographique montrant des vues du campus de Blue Ridge et la vie étudiante, composée et éditée par les étudiants et les enseignants du Black Mountain College, 1938-1939. Avec l'aimable autorisation de Western Regional Archives, State Archives of North Carolina.



FIG. 12 : Construction du Bâtiment des études : le rez-de-chaussée vu depuis la future entrée, Black Mountain College, campus du Lac Eden, 1940-1941 (architecte : Lawrence Kocher). Avec l'aimable autorisation de Western Regional Archives, State Archives of North Carolina.

Ainsi, avec toute la distance qui sépare chacune de ces histoires, les éléments de proximité ou de continuité entre le Bauhaus, le pragmatisme philosophique et Black Mountain ne se limitent nullement à la promotion du travail manuel et de la coopération – qui constituait déjà un élément classique de la pédagogie réformatrice ou progressiste du XIX^e siècle. L'exigence élevée que se donnaient ces contemporains s'est manifestée dans chaque cas par une attention toute particulière à l'environnement de l'école, mais aussi une conscience aiguë de ce qui se passe en dehors des institutions éducatives, qui a fortement marqué le détail de l'organisation des études. Pour en revenir au sujet premier du présent article, il reste par conséquent à examiner le déploiement de programmes pédagogiques capables de stimuler l'imagination créatrice.

APPRENDRE À APPRENDRE : DES CHOIX PÉDAGOGIQUES FAVORISANT LA CRÉATIVITÉ

L'attention commune à l'égard des enjeux pratiques, éthiques et sociaux (voire politiques) procédait, en matière pédagogique, d'une même ambition : *apprendre à apprendre*. En d'autres termes, il s'agissait de favoriser le développement de personnalités autonomes, susceptibles de formuler à leur tour et en temps voulu des propositions inédites, c'est-à-dire de *créer* des formes nouvelles.

La proximité des trois ensembles de protagonistes s'observe donc jusqu'au cœur des choix d'organisation des études. Les trois tentatives partagent une idée de l'éducation fondée sur une participation vivante, une organisation dynamique et une intelligence collective au lieu de l'imitation, de l'accumulation passive de connaissances ou du formatage disciplinaire par un système fermé. Ils n'en sont pas moins attentifs à la nécessité d'organiser les états affectifs et émotionnels inhérents à toute situation de transmission pédagogique. Les pragmatistes ont édifié leurs conceptions sur la psychologie expérimentale et les situations réelles d'interaction ; le Bauhaus préconisait une approche continue et inclusive de l'existence humaine – au point que les premières années de l'institution ont été imprégnées par un mysticisme diffus, en particulier autour de la figure de Johannes Itten. Dès 1923, cependant, cette tendance s'effaçait au profit d'une approche plus conséquente et plus pratique de la continuité et de l'unité entre travail, pédagogie et vie sociale. Concrètement, cette attitude a conduit à associer les élèves à la réalisation de chantiers (maison Sommerfeld, cité de Dessau-Törten, école des syndicats à Bernau), mettant en valeur, par l'activité collective, la connaissance directe de toutes les phases de réalisation d'une construction. Au Bauhaus, les applications concrètes prenaient la forme d'exercices répétés année après année : les ateliers et en particulier le *Vorkurs* (enseigné par Albers à partir de 1923 en collaboration, puis presque exclusivement par lui après 1926) favorisaient l'apprentissage pratique par la manipulation d'objets physiques et l'étude des matériaux. Ils renforçaient

les interactions entre les étudiants par l'étude en groupe et le travail en équipe, le principe d'association de deux « maîtres » différents lors des ateliers étant un élément crucial dès le départ. Dans chaque atelier, les élèves étaient peu à peu impliqués dans toutes les étapes de la conception, du design (*Gestaltung*) et de la production d'objets ou de prototypes. Cette intégration permettait d'éviter les divisions et les segmentations artificielles entre théorie et pratique ou entre conception et application, mais aussi entre matière et forme, intellect et émotion, etc. Elle donnait une structure continue à la formation, du cours préliminaire généraliste aux ateliers spécialisés. Un principe d'ouverture et d'indétermination évitait cependant tout cloisonnement de la pédagogie :

La caractéristique de la pédagogie du Bauhaus était que chaque *Bauhäusler* pouvait participer aux différents domaines d'études, afin d'être confronté à d'autres problèmes. C'est-à-dire que chaque étudiant pouvait apporter sa réflexion à chaque sujet.
(Kranz, 1985 : 340)

Absence de séparation entre les sujets, porosité entre les cours, interactions constantes entre les étudiants qui échangeaient leurs points de vue sur des questions et des tâches concrètes : chaque aspect de ces principes pédagogiques obtiendrait l'approbation des pragmatistes, pour qui « la valeur éducative n'existe pas dans l'abstrait » (Dewey, 1938/2005 : 46).

Les études au sein du Black Mountain College se fondaient sur un décroisonnement et une porosité du même type, ces convictions s'appliquant jusque dans son fonctionnement quotidien : organisation de la vie collective, multiplication des échanges formels et informels, associant élèves et enseignants, ouverture à des intervenants extérieurs et confrontation plus ou moins directe aux enjeux sociaux et politiques de la période. Lieu isolé mais ouvert sur le monde, Black Mountain se définissait comme une « communauté » éducative « avancée » fondée sur les interactions réciproques. L'éducation

y était conçue comme un processus partagé voire mutuel, non sans rappeler, là encore, les vues de Dewey sur le sujet.

C'est aussi de ce point de vue qu'il faut redire de quelle manière, tout comme au Bauhaus, le travail manuel tenait une part essentielle dans la formation : il s'agit moins d'une finalité que d'un point de départ et d'une sorte de clé de voûte faisant tenir l'ensemble sans pour autant le restreindre. La filiation avec l'école allemande, opérée par Josef et Anni Albers en personne, est confirmée par l'examen du détail de leurs enseignements (Albers A., 1938 ; Harris, 2015). Mais elle a marqué, plus profondément encore, une inspiration que l'on pourrait dire d'ordre existentiel, défendant un principe de transversalité et de continuité entre l'art et la vie. Cette attitude héritait en partie de l'idéalisme romantique qui avait aussi caractérisé à certains égards les débuts du Bauhaus, et dont la liberté d'initiative individuelle, le rejet des positions académiques ou l'accent mis sur l'innovation et la créativité sont les traits les plus remarquables. Loin de se réduire à une posture, une telle attitude touche à l'importante question de « l'approche holistique » de l'enseignement dispensé dans les deux établissements. Cette orientation vers une totalité concerne non seulement la conscience sociale et politique déjà évoquée mais aussi, en termes d'éducation, la mise en œuvre d'une logique de la découverte et de l'expérimentation dont les implications pratiques contrebalancent la visée holistique sous-jacente. L'analyse comparative de ces aspects de la proximité entre l'école allemande et le *College* américain montre qu'il s'agit moins d'une convergence doctrinaire stricte que d'une communauté d'attitude. Les deux établissements ont défendu une démarche heuristique, ouverte et tournée vers les « processus » d'apprentissage plus que les « résultats » (Eggelhöfer, 2015) – que seraient par exemple des œuvres singulières. Une pédagogie fondée sur l'exercice et l'appropriation de savoir-faire par les individus, plutôt qu'un conditionnement répétitif et uniformisant. Un apprentissage indéfini, plutôt qu'un *Gesamtkunstwerk*. N'y a-t-il pas là de quoi faire penser aux positions bien connues de Dewey sur la démocratie comme forme de vie ?

En fin de compte, les trois approches étudiées ont développé et soutenu des formes de pédagogies associées, partageant de nombreux éléments essentiels. On peut en retenir deux traits saillants : l'attention au contexte élargi et l'intérêt pour la créativité. Toutes trois concevaient l'éducation comme une activité collective et contextualisée, capable de transformer le milieu spatial et social en une ressource. « Le processus même du vivre ensemble éduque » (Dewey, 1916 : 10), écrivait Dewey en 1916, rappelant que les institutions scolaires conservatrices pouvaient oublier ce fait dans ses significations internes et externes. Puisque l'éducation se déroule dans des contextes sociaux plus larges, les éducateurs devraient faire preuve d'une attention méticuleuse à des milieux de vie complexes et dynamiques, et transmettre cette attention à leurs élèves. Dans l'entre-deux-guerres, il fallait aborder de manière pratique le monde des villes industrielles, des usines, des sites de production, des salles de cinéma, des vitrines



FIG. 13 : Équipe enseignante de l'école d'été de 1946, Institut des arts, Black Mountain College. (De gauche à droite : Leo Amino, Jacob Lawrence, Leo Lionni, Theodore Dreier, Nora Lionni, Beaumont Newhall, Gwendolyn Knight Lawrence, Ise Gropius, Jean Varda (dans l'arbre), Nancy Newhall (assise), Walter Gropius, Mary « Molly » Gregory, Josef Albers et Anni Albers.) Avec l'aimable autorisation de Western Regional Archives, State Archives of North Carolina.

lumineuses, de la presse et des imprimés destinés aux masses. Cette idée a été clairement exprimée par les expériences successives du Bauhaus, notamment pendant les années d'enseignement de Moholy-Nagy. Ce dernier poursuivit l'expérience à Chicago à la fin des années 1930, alors même que florissait l'aventure du Black Mountain College.

4. VERS UN APPRENTISSAGE SITUÉ DE LA CRÉATIVITÉ ?

*« L'“art” ne crée pas les formes ; il consiste en leur sélection et leur agencement de sorte que l'expérience de la perception soit améliorée, prolongée et purifiée. »
(Dewey, 1925/2012 : 354)*

« Je crois que tout être humain en bonne santé est capable de s'exprimer par la création. Le problème ne me paraît pas tant de se demander s'il a en lui des dons de créateur, mais plutôt de savoir comment les faire s'épanouir. » (Gropius, 1939/1995 : 153)

« Si l'art est une part essentielle de la culture et de la vie, alors nous ne devons plus faire de nos étudiants des historiens d'art ou des imitateurs de l'Antiquité, mais leur donner une éducation en vue de la vision artistique, du travail artistique et davantage, de la vie artistique. [...] Soyons plus jeunes, avec nos étudiants, et tenons compte de la nouvelle architecture et du nouveau mobilier, de la musique moderne et des images modernes. Nous devons discuter des films et des modes, du maquillage et de la papeterie, de la publicité, des enseignes de magasins et des journaux, des chansons modernes et du jazz. » (Albers J., 1935 : 391-393)

L'EXPÉRIENCE CRÉATRICE

En se tournant plus en détail vers la philosophie de l'expérience de Dewey (1934/2010) et la psychologie sociale de Mead (1934/2015 et 1938), des échos et proximités supplémentaires entre les vues pragmatistes, la pédagogie du Bauhaus et celle de Black Mountain se font jour. Au-delà des dispositifs déjà mentionnés et de l'attention aux contextes matériels et culturels dans lesquels se déployaient ces expériences, quelles qualités concrètes de l'apprentissage sont-elles mises au service d'un enrichissement de l'expérience ? À quelles conditions peut-on parler d'une pédagogie de la créativité, et s'en inspirer aujourd'hui ?

En 1935, Josef Albers donne à sa contribution à une livraison de la revue *Progressive Education* le titre même de l'ouvrage que Dewey avait fait paraître l'année précédente : « Art as Experience ». Un tel choix, de la part d'un artiste et enseignant si peu prolixe en publications, indique à quel point cette lecture avait retenu son attention. Parmi les importants déplacements que Dewey introduit dans le champ de la réflexion esthétique (on peut aussi lire Mead dans « The Nature of Aesthetic Experience », 1926), ceux qui touchent aux relations entre l'art et la vie résonnent tout particulièrement avec les efforts d'Albers et les expérimentations initiées au Bauhaus, qu'il poursuivait au Black Mountain. En premier lieu, la posture active de l'étudiant promue par Albers trouvait un grand nombre d'échos directs chez Dewey, dans la mise au jour des capacités individuelles de chacun par une éducation fondée sur l'expérience personnelle. L'ouvrage de 1934 permettait aussi de revisiter, dans le contexte de la grande crise, la portée éducative et démocratique des activités artistiques d'une manière qui ne pouvait que faire écho aux préoccupations d'un enseignant du Bauhaus contraint à l'émigration par le nazisme. Mais une troisième raison, plus décisive encore, tenait à la signification accordée à la création artistique dans *Art as Experience*. Celle-ci y est en effet rétablie dans une relation de continuité avec les expériences communes, quotidiennes, dans leur pluralité et leur éparpillement.

Pour le philosophe pragmatiste, les qualités esthétiques et les possibilités de réaction (*response*) créatrice sont des traits constitutifs de nos expériences ordinaires, que nous pouvons apprendre à reconnaître. Puisque percevoir est déjà agir, l'attention et l'entraînement peuvent renforcer notre capacité à organiser nos propres conditions d'expérience. L'enjeu dépasse donc le sens restreint, accordé habituellement à l'éducation, pour rejoindre l'apprentissage continu et indéfini que nous poursuivons tout au long de nos existences. Au fil des ajustements et accommodations, nos attitudes contribuent à redéfinir chaque situation, c'est-à-dire à en réduire ou en accroître la cohérence, l'unité, le degré d'organisation. Développer des habitudes de perception peut devenir une tentative expérimentale, plus ou moins guidée par l'éducation antérieure, et plus ou moins contrôlée par l'agent lui-même à mesure qu'il en fait un apprentissage volontaire. Ainsi, un élève a progressé – il comprend qu'il a appris quelque chose – lorsqu'il est devenu capable de saisir comme telle la situation problématique qu'il rencontre, d'en recomposer les propriétés et les paramètres en se montrant attentif à certaines de ses qualités qu'il aurait sans cela négligées. Le fait que nous parvenions à donner du sens à nos expériences est un indice de nos capacités créatrices, fussent-elles limitées par les circonstances.

DE L'ÉDUCATION CRÉATRICE À L'APPRENTISSAGE CRÉATEUR

Pour Gropius, Albers, Dewey et Rice, il semble que l'*apprentissage* technique d'un artisan ou d'un artiste offre donc un modèle plus robuste et fiable que l'*enseignement* ou l'*instruction* scolaire que l'on recevrait passivement. L'apprentissage ne s'oppose pas à l'éducation, mais permet d'en préciser la modalité relationnelle ou interactionnelle, contextualisée par des tâches pratiques et une confrontation à des situations matérielles. Il consiste avant tout en une formation rigoureuse du regard et des sens, c'est-à-dire de l'ensemble des coordinations sensorielles et motrices auxquelles on peut entraîner son corps dans une situation donnée, qu'il s'agisse d'observer la

composition d'un tableau, le port d'un arbre ou la structure d'un bâtiment. Apprendre à tirer un parti personnel de ses propres expériences ne va pas de soi. Si l'accent est à placer sur la recherche de l'inventivité, l'effort pour y atteindre n'est pas à négliger. Aucune sorte de disposition à créer n'aurait de sens en dehors d'un apprentissage constamment renouvelé qui doit impliquer tout autant les enseignants que leurs élèves (« Soyons plus jeunes, avec nos étudiants... »). Le besoin d'entraînement coopératif et d'organisation collective apparaît dans les programmes plutôt directifs mis en place au Bauhaus (qui impliquaient notamment une séparation progressive entre les ateliers, puis entre des départements), tandis que ceux de Black Mountain – en particulier à travers les contributions du couple Albers – ressassent l'exigence de pousser ses propres expérimentations plus loin que ce que l'on sait déjà, à la manière d'un fil conducteur insistant. La dimension coopérative voire « communautaire » (Giraud, 2014 : 57-58), accrue par un certain isolement géographique, y semble donc plus marquée encore qu'au Bauhaus puisqu'elle inclut des tâches matérielles et des travaux physiques qui contribuent à assurer la vie de la collectivité (ravitaillement, ménage, travaux de la ferme, construction et entretien des bâtiments). C'est par l'interaction et la rencontre, sous toutes ses formes, que le processus d'éducation peut déployer ses capacités de transformation émancipatrice des individus.

En cela aussi, il existe donc bien davantage qu'une simple affinité avec l'expérimentalisme et la théorie de l'enquête que Dewey était en train d'élaborer, comme un prolongement de ses conceptions de l'éducation et de l'expérience, au cours de l'entre-deux-guerres. L'enjeu de la créativité s'émancipe d'une discussion « sur » l'esthétique, ou même à propos de l'éducation : il touche aux qualités générales de l'expérience en régime pragmatiste (Joas, 1992/1999 : 148-152). C'est parce que sa pensée tend à rétablir, partout où c'est possible, des continuités là où les manières d'agir et de penser de la tradition philosophique ont introduit des séparations injustifiées, que Dewey replace les notions d'action, de réaction (*response*) et de création en continuité étroite avec celle de perception. *Art as Experience*

approfondit cette logique d'intégration circulaire, en examinant les relations de l'activité artistique avec l'expérience esthétique et avec l'exercice des sens en général – en particulier dans le fameux troisième chapitre, « *Having an experience* ». Les conditions de la qualité d'une expérience y sont étudiées en détail : continuité, organisation, achèvement, unité, cohérence contribuent à faire de gestes et de sensations fragmentés des expériences accomplies. L'entraînement de la perception tient une place centrale dans cette quête, exactement au même titre que dans les déclarations d'Albers sur son enseignement (« *I want to open eyes* », aurait-il déclaré dans un anglais encore approximatif à des journalistes, à son arrivée à New York en septembre 1933 (Horowitz & Danilowitz, 2009)). Tel est le fil conducteur de son article « *Art as Experience* » comme de toutes ses autres publications ou interventions, où la logique interactive du *learning* (*Lernen*) est systématiquement préférée à celle du *teaching* (*Lehren*)¹⁴.

En prenant appui sur une subtilité linguistique que permet le français, on pourrait tenter une hypothèse : la possibilité même d'accomplir un acte *créateur* procéderait de la logique *créative* de l'expérience. Précisons cette idée. La rencontre avec une situation nouvelle ou inhabituelle peut donner lieu, ou non, à une découverte. En effet, celui ou celle qui éprouve une situation donnée peut tout à fait en manquer la nouveauté faute d'entraînement ou de disponibilité de ses capacités de perception. Pour peu qu'on y soit attentif, la rencontre avec un élément inconnu, fût-ce une feuille de papier ou un morceau de tissu, est au contraire susceptible de favoriser en retour un déplacement et une initiative, autrement dit une modification active des conditions existantes.

Tel est le processus d'intervention dans l'expérience (*Erfahrung*) qui prolonge la « découverte par l'attention » (*entdeckendes Aufmerken*) en « invention » (*Erfindung*), voire en « énergies créatrices » (*schöpferischen Energien*) – pour reprendre cette fois la terminologie de l'article décisif d'Albers en 1928. Le degré de pertinence, de visibilité et d'appréciation de cette intervention, en fonction des circonstances,

fera parler ou non d'une création artistique à part entière ; ce n'est pas le plus important ici. Ce qui compte, c'est de rappeler qu'un tel récit d'apprentissage n'est possible que par la mise en relation des états émotionnels et perceptifs de l'élève, au cours d'une coordination motrice de ses gestes. Le corps et ses dispositions restent donc constamment impliqués. L'apprentissage ne saurait pour autant être aveugle et inconscient puisqu'il repose sur l'exercice de l'attention et d'aptitudes intellectuelles. Mais il demande du temps, de la durée et de l'application pour être maîtrisé, par essais et erreurs. Et c'est aussi pourquoi il s'agit bien davantage, pour le pédagogue, de faire advenir chez ses élèves des dispositions à l'imagination créatrice en contrôlant les conditions matérielles de l'apprentissage, comme l'écrit Dewey (et comme y souscriraient très probablement Gropius, Albers ou Rice), que d'espérer l'improbable miracle d'un acte créateur. Bien qu'elle demeure largement implicite, une telle idée de la créativité – reconstituée ici à grands traits et au prix d'une certaine simplification – semble partagée par les trois approches étudiées. Il reste à en préciser les traits les plus concrets, à l'échelle la plus élémentaire de nos expériences, celle du corps vivant.

ORGANISER LES ÉNERGIES

Que peut signifier l'idée d'énergie créatrice évoquée par Albers en 1928 et présente, de manière plus ou moins diffuse et explicite, tout au long des expérimentations pédagogiques du Bauhaus et de Black Mountain ? Le pragmatisme de Dewey peut là encore apporter un éclairage suggestif : favoriser le développement de l'imagination créatrice s'apparenterait, pour le pédagogue, à tenir compte de « l'organisation des énergies ». Sous cette formulation, le philosophe consacre un chapitre entier de *Art as Experience* aux rythmes et aux contrastes que la perception d'une œuvre peut susciter. Si celle-ci peut éveiller ce type de variations sensorielles chez qui la perçoit, c'est que sa création elle-même est issue d'une organisation rythmique particulière de l'expérience corporelle, que nous pouvons à notre tour, depuis notre position de spectateur ou d'auditeur, éprouver et ressentir.



FIG. 14 : École d'été de 1949 du Black Mountain College : des étudiants de Buckminster Fuller font la démonstration de la légèreté du dôme. (Photographie : Masato Nakagawa). Avec l'aimable autorisation de Western Regional Archives, State Archives of North Carolina.

L'existence des organismes dépend du maintien de leur unité fonctionnelle par la perpétuation ou le renouvellement de processus d'organisation. Étape décisive dans la formation d'une théorie deweyenne des émotions (Quéré, 2018), *Art as Experience* s'appuie dès son ouverture sur une approche complexe du corps vivant. Le chapitre VIII reprend ce fil conducteur en examinant les différentes variations qui sous-tendent les rythmes sensoriels. Ponctué par l'analyse d'exemples poétiques, musicaux et picturaux, et d'autres comme la perception du son émis par les chutes du Niagara, il opère une

montée en généralité spectaculaire pour enrichir les concepts même d'expérience et de perception à la lumière de celui d'énergie. « Le processus de la vie organique *est variation* »¹⁵, affirme Dewey : si la différence et la répétition interagissent sans cesse à tous les degrés de l'existence corporelle, l'expérience esthétique, grâce au relais matériel des œuvres d'art, nous y rend sensibles. Cette perception dépend de la manière dont une œuvre, dans le moment de sa réception, parvient à susciter en nous un mouvement cohérent. Ce mouvement est celui de l'organisation de nos sensations et impressions, qui distribue et répartit l'énergie psychique par l'intermédiaire du support matériel qu'est l'œuvre (ou de manière plus large, l'objet de l'expérience esthétique, qui peut être le paysage sonore des chutes du Niagara). Rompant avec toute coloration kantienne ou idéaliste de l'esthétique, Dewey emploie de nombreux termes issus de la psychologie : intensification, concentration, sélection, élimination, intégration des sensations en une totalité cohérente et continue. Tels sont à ses yeux les enjeux de l'expérience esthétique, comme de toute perception. « La récurrence esthétique, en somme, est vitale, physiologique, fonctionnelle » (Dewey, 1934/1980 : 169), parce qu'elle participe à l'ensemble de notre existence organique. En d'autres termes, qu'elle soit accomplie ou demeure une simple tendance inachevée, « l'organisation des énergies » serait une propriété élémentaire de l'expérience toujours tenue par de multiples relations et interactions, que l'analyse de la perception esthétique mettrait précisément en lumière. On aurait cependant tort de réduire à un simple fonctionnalisme la position du philosophe américain ; de nombreux passages du chapitre soulignant le caractère temporel et historique du critère de la continuité de l'expérience esthétique. La mémoire, aussi bien individuelle que sociale, n'est donc pas absente du tableau énergétique brossé par Dewey.

DE L'IMAGINATION PÉDAGOGIQUE À LA DÉMOCRATIE CRÉATRICE ?

Le chemin parcouru dans cette ultime section permet de mieux saisir en quoi les états sensoriels et émotionnels sont les processus

où peut se déployer un apprentissage réussi. Réussi : capable d'accroître la qualité de l'expérience d'une personne et sa capacité à tirer profit de ses propres expériences passées, présentes et futures. Le renouvellement conjoint et permanent du regard et des gestes est au cœur de cette éducation émancipatrice. Chacune des trois tentatives d'innovation pédagogique étudiées visait donc à accompagner les individus dans leur propre quête d'autonomie. Concrètement, cet objectif ne se limitait pas à la manipulation de matériaux et à la découverte de nouvelles connaissances. L'épanouissement de l'imagination créatrice tenait aussi à la reconnaissance, par les enseignants eux-mêmes, du rôle central du jeu, de l'amusement et de l'humour, dans l'apprentissage de ses propres affects et émotions – les célèbres grandes fêtes thématiques du Bauhaus, où convergeaient des contributions collectives d'un grand nombre d'élèves et d'enseignants, étant l'incarnation la plus visible de cette idée. La perspective ludique d'une *Gemeinschaftkunst*, art collectif ou « communautaire » (Stiftung Bauhaus Dessau, 2015 : 32-39), y répondait de manière critique, joyeuse et constructive aux rêveries idéalistes ou romantiques d'un *Gesamtkunstwerk*, l'œuvre d'art totale imaginée par Wagner. Bien d'autres épisodes de la vie du Bauhaus ou du Black Mountain pourraient illustrer cet intérêt. L'encouragement récurrent aux initiatives créatrices dans tous les domaines de l'existence représente une autre convergence de vues possibles entre le Bauhaus, le Black Mountain et les perspectives pragmatistes.

Une autre piste à explorer, qui serait en soi un sujet d'enquête, serait d'interroger ces tentatives pédagogiques, créatives et créatrices, à la lumière de questions politiques. Les trois ensembles de protagonistes, nonobstant quelques tensions internes et variations de détail, partageaient en effet des préoccupations démocratiques et un enthousiasme général pour le travail coopératif, ainsi que, en creux, une critique radicale du travail aliénant et de la dépossession de l'expérience sensorielle. Deux points pourraient fournir des pistes pour une autre occasion. D'une part, le rejet très marqué des dualismes et de l'académisme, que ce soit en philosophie, en art ou en architecture.

S'agit-il chaque fois des mêmes critiques ? D'autre part, l'attention portée à l'envahissement de la vie sociale quotidienne par les techniques industrielles et leurs applications, et notamment par les nouveaux médias de masse (radio, cinéma, presse illustrée) et la publicité. Meyer, par exemple, ne faisait pas tant référence à une « nature » fictive lorsqu'il évoquait le « paysage », qu'il n'exhortait plutôt les élèves du Bauhaus à examiner les conditions de vie réelles dans la société contemporaine, ce qui supposait de « lire les journaux » (Kranz, 1985 : 340) : rester conscient d'un milieu social instable, saisir les tensions, les antagonismes et les logiques historiques qui le traversent, est une condition du développement de la créativité. Dans les mêmes années, Dewey estimait que « nous vivons de la naissance à la mort dans un monde de personnes et de choses qui est en grande partie ce qu'il est en raison de ce qui a été fait et transmis par les activités humaines précédentes » (Dewey, 1938/2005 : 39 ; voir aussi Dewey, 1928) : on peut se demander si les conditions de l'industrie culturelle naissante de ces décennies ne constituaient pas, d'ores et déjà, le risque d'un obstacle à la vie démocratique et l'accomplissement des expériences dont nous percevons pleinement, un siècle plus tard, la menace. L'attention de nos contemporains à leurs milieux de vie et de travail devrait sans doute s'étendre davantage au passé historique et politique, afin d'anticiper les conséquences à moyen et à long terme de nos propres décisions et actions, personnelles et collectives. N'est-ce pas dans le même esprit coopératif, encore et toujours tourné vers l'expérience comme processus d'apprentissage et d'invention, que Dewey appelait de ses vœux l'avènement infini, puisque parfaitement inachevable, d'une « démocratie créatrice » (Dewey, 1939/2008) ?

CONCLUSION : NOS ÉCOLES ACTUELLES ET FUTURES

« *Tout dépend de la qualité de l'expérience dont il est question [which is had].* » (Dewey, 1938 : 27)

« *Nous devons, en tant qu'élèves et enseignants, apprendre avec les uns les autres et des uns des autres (selon une concurrence qui nous élève), autrement l'enseignement est un pain rassis et une mauvaise affaire [ein saures Brot und ein schlechtes Geschäft].* »
(J. Albers, 1928 : 7)

Ces affinités étroites entre les conceptions pédagogiques défendues par le pragmatisme, le Bauhaus et le Black Mountain College peuvent inspirer nos propres programmes de formation de praticiens – qu'ils soient designers, architectes, paysagistes ou ingénieurs. En premier lieu, afin de favoriser les dispositions à la coopération et l'imagination créative, les pédagogues doivent plus que jamais rester attentifs aux conditions sociales et environnementales de l'expérience partagée, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des écoles. À l'échelle urbaine, périurbaine et territoriale autant qu'à celle du lieu de travail, de l'atelier ou du logement, (re)concevoir l'espace bâti comme une série de lieux communicants et ouverts, capables d'accueillir de nombreux usages différents et de se renouveler en limitant les déplacements de flux de matière et la consommation d'énergie, est sans doute l'une des tâches prioritaires si l'on veut réformer ce type de formations, et au-delà, contribuer à modifier les conditions de vie de nos contemporains. Telle est la première manière dont nous pourrions commencer à hériter, enfin, des trésors plus ou moins profondément enfouis que sont les expériences pédagogiques du pragmatisme philosophique, du Bauhaus et du Black Mountain College.

En second lieu, au sein même des écoles et des formations de praticiens, comment renforcer la créativité et les applications

interdisciplinaires ? Une voie envisageable serait de souligner, comme l'ont fait les pragmatistes, les *Bauhäusler* et les membres de Black Mountain, la nécessité d'améliorer les conditions environnementales de l'expérience dans l'enseignement, tant sur le plan matériel que socio-psychologique. Dans les établissements d'enseignement supérieur français, en particulier, il semble nécessaire d'aller beaucoup plus loin dans une telle direction. Le point de vue interactionniste et écologique que j'ai tenté de reformuler à partir de trois expérimentations historiques met en évidence la nécessité d'une participation active, d'échanges et de confrontations de nos milieux de vie surchargés d'appareils techniques et de médiations technologiques (à commencer par les réseaux et les terminaux de communication). C'est pourquoi l'apprentissage continu ou la formation des adultes est un autre facteur crucial à prendre en compte. Les processus d'éducation n'ont d'autre limite que celle de nos imaginations. Réfléchir sur la complexité de nos perceptions et de nos attitudes face à ces conditions et en coopération avec les personnes avec lesquelles nous grandissons, existons et travaillons, est une priorité absolue pour les éducateurs qui cherchent à favoriser la créativité de l'expérience – la leur ainsi que celle des élèves et des étudiants qu'ils guident et accompagnent.

BIBLIOGRAPHIE

- ALBERS Anni (1938), « Work with Material », *Black Mountain College Bulletin* 5.
- ALBERS Josef (1928), « Werklicher Formunterricht », *Bauhaus* 2/3, p. 3-7.
- ALBERS Josef (1935), « Art as Experience », *Progressive Education*, 12, p. 391-393.
- ALBERS Josef (1944), « The Educational Value of Manual Work and Handicraft », in Paul Zucker (ed.), *New Architecture and City Planning*, New York, Philosophical Library, p. 688-694.
- ALBERS Josef (1963), *Interaction of Color*, New Haven, Yale University Press.
- ALBERS Josef & Eeva-Liisa PELKONEN (2013), « Interacting with Albers », *AA Files*, 67, p. 119-128.
- BADURA-TRISKA Eva (1999), « Freie Malerei am Bauhaus », in Jeannine Fiedler & Peter Feierabend (eds), *Bauhaus*, Cologne, Könemann, p. 160-171.
- BAUHAUS-ARCHIV BERLIN, KLASSIK STIFTUNG WEIMAR & STIFTUNG BAUHAUS DESSAU (2009), *Bauhaus, A Conceptual Model*, Ostfildern, Hatje Cantz.
- BLUME Eugen, FELIX Matilda, KNAPSTEIN Gabriele & Catherine NICHOLS (2015), *Black Mountain, an Interdisciplinary Experiment, 1933-1957*, Berlin/Leipzig, Staatliche Museen zu Berlin/Spector Books.
- BREUER Gerda & Annemarie JAEGLI (eds) (2008), *Walter Gropius Amerikareise 1928*, Berlin/Wuppertal, Bauhaus-Archiv/Bergische Universität Wuppertal.
- BUETTNER Stewart (1975), « John Dewey and the Visual Arts in America », *The Journal of Aesthetics and Art Criticism*, 33 (4), p. 383-391.
- CEFAÏ Daniel & Daniel R. HUEBNER (2019), « Pragmatisme et sociologie aux États-Unis : De Mead, Addams et Du Bois à l'interactionnisme symbolique », *Pragmata*, 2, p. 384-486. En ligne : (<https://revuepragmata.files.wordpress.com/2020/01/pragmata-2019-2-cefai-huebner.pdf>).
- COLL. (2009), *Bauhaus : A Conceptual Model*, Berlin, Hatje Cantz.
- COLL. (2016), *L'Esprit du Bauhaus*, Paris, Les Arts décoratifs/Hermès.
- COMETTI Jean-Pierre & Éric GIRAUD (dir.) (2014), *Black Mountain College : Art, démocratie, utopie*, Rennes/Marseille, PUR/Centre International de Poésie Marseille-CipM.
- DEWEY John (1897/1999), « My Pedagogical Creed », in Larry A. Hickman & Thomas M. Alexander (eds), *The Essential Dewey, vol. 1 : Pragmatism, Education, Democracy*, Bloomington, Indiana University Press.
- DEWEY John (1902/1999), « The Child and the Curriculum », in Larry A. Hickman & Thomas M. Alexander (eds), *The Essential Dewey, volume 1 : Pragmatism, Education, Democracy*, Bloomington, Indiana University Press.
- DEWEY John (1916), *Democracy and Education : An Introduction to the Philosophy of Education*, New York, The Macmillan Company.
- DEWEY John (1920), *Reconstruction in Philosophy*, New York, Henry Holt ; traduction française : *Reconstruction en philosophie*, Paris, Gallimard, 2010.
- DEWEY John (1925), *Experience and Nature*, Londres, George Allen & Unwin ; traduction française : *Expérience et nature*, Paris, Gallimard, 2012.

- DEWEY John (1928), « Social as a Category », *The Monist*.
- DEWEY John (1934/1980), *Art as Experience*, New York, Perigee Books ; traduction française : *L'Art comme expérience*, Paris, Gallimard, 2010.
- DEWEY John (1938), *Experience and Education*, New York, The Macmillan Company ; traduction française : *Expérience et éducation*, Paris, Armand Colin, 2005.
- DEWEY John (1939/2008), « Creative Democracy, The Task before us », in Boydston Jo Ann (ed.), *The Later Works*, Carbondale, Southern Illinois University Press, vol. 14 ; traduction française in *Écrits politiques*, Paris, Gallimard, 2018.
- DEWEY John & Evelyn DEWEY (1915), *Schools of To-Morrow*, New York, E. P. Dutton (trad. fr. chap. 8, « L'école comme social settlement », *Pragmata*, 2021, 4, p. 596-618).
- DUBERMAN Martin (1972/1993), *Black Mountain College : an Exploration in Community*, New York, Norton.
- EGGELHÖFER Fabienne (2015), « Processes Instead of Results : What Was Taught at the Bauhaus and at Black Mountain College », in Eugen Blume, Matilda Felix, Gabriele Knapstein & Catherine Nichols (eds), *Black Mountain, an Interdisciplinary Experiment, 1933-1957*, Berlin/Leipzig, Staatliche Museen zu Berlin/Spector Books, p. 110-119.
- FELIX Matilda (2015), « Constructing Experience : Architecture at Black Mountain College », in Eugen Blume, Matilda Felix, Gabriele Knapstein & Catherine Nichols (eds), *Black Mountain, an Interdisciplinary Experiment, 1933-1957*, Berlin/Leipzig, Staatliche Museen zu Berlin/Spector Books, p. 196-207.
- FESMIRE Steven (2015), *Dewey*, Londres, Routledge.
- FIEDLER Jeannine & Peter FEIERABEND (eds) (1999), *Bauhaus*, Cologne, Könemann.
- GIRAUD Éric (2014), « Des faits du BMC : lieux, contextes, et administration du Black Mountain College », in Jean-Pierre Cometti & Éric Giraud (dir.), *Black Mountain College : Art, démocratie, utopie*, Rennes/Marseille, PUR/Centre International de Poésie Marseille-CipM, p. 55-72.
- GROPIUS Walter (1965), *The New Architecture and the Bauhaus*, Cambridge, Mass., The MIT Press.
- GROPIUS Walter (1925/1995), « Principes de production du Bauhaus », in Id., *Architecture et société*, éd. par Lionel Richard, Paris, Le Linteau.
- GROPIUS Walter (1927/1995), « Systématisation des travaux préparatoires à une construction immobilière rationnelle », in Id., *Architecture et société*, éd. par Lionel Richard, Paris, Le Linteau, p. 53-66.
- GROPIUS Walter (1929/1995), « Fondements sociologiques de l'habitation minimale pour la population industrielle des villes », in Id., *Architecture et société*, éd. par Lionel Richard, Paris, Le Linteau, p. 67-83.
- GROPIUS Walter (1939/1995), « Projet pour une formation des architectes », in Id., *Architecture et société*, éd. par Lionel Richard, Paris, Le Linteau, p. 153-166.

- GROPIUS Walter (1995), *Architecture et société*, éd. par Lionel Richard, Paris, Le Linteau.
- HARRIS Mary Emma (2015), « Work with Material : Handwork at Black Mountain College », in Eugen Blume, Matilda Felix, Gabriele Knapstein & Catherine Nichols (eds), *Black Mountain, an Interdisciplinary Experiment, 1933-1957*, Berlin/Leipzig, Staatliche Museen zu Berlin/Spector Books, p. 340-351.
- HOLLÄNDER Friederike & Nina WIEDEMEYER (eds) (2019), *Original Bauhaus Workbook*, Bauhaus-Archiv/Museum für Gestaltung, Berlin, Prestel.
- HOROWITZ Frederick A. & Brenda DANILOWITZ (2009), *Josef Albers : To Open Eyes*, Londres, Phaidon.
- JAEGGI Annemarie (2009), « Bauhaus : A Conceptual Model », in Coll., *Bauhaus : A Conceptual Model*, Berlin, Hatje Cantz.
- JAMES William (1890), *Principles of Psychology*, New York, Henry Holt & Co.
- JOAS Hans (1992/1999), *La Créativité de l'agir*, trad. Pierre Rusch, Paris, Le Cerf.
- KRANZ Kurt (1985), « Pädagogik am Bauhaus und danach », in Neumann Eckhard (ed.), *Bauhaus und Bauhäusler. Erinnerungen and Bekenntnisse*, Cologne, DuMont.
- MAYHEW Katherine Camp & Anna Camp EDWARDS (1936), *The Dewey School : The Laboratory School of the University of Chicago, 1896-1903*, New York, D. Appleton Century.
- MEAD George H. (1934/2015), *Mind, Self and Society*, C.W. Morris, H. Joas & D. Huebner (eds), Chicago, University of Chicago Press ; traduction et édition françaises par Daniel Cefaï et Louis Quéré, Paris, Presses universitaires de France, 2006.
- MEAD George H. (1926), « The Nature of Aesthetic Experience », *The International Journal of Ethics*, 36 (4), p. 382-393.
- MEAD George H. (1938), *The Philosophy of the Act*, Chicago, University of Chicago Press.
- MEYER Hannes (1929/2015), « Bauhaus und Gesellschaft », *Bauhaus. Vierteljahr-Zeitschrift für Gestaltung*, 3 (1), p. 2 – repris dans : Stiftung Bauhaus Dessau/ Möller Werner (Hg.), *Das prinzip coop – Hannes Meyer und die Idee einer kollektiven Gestaltung*, Leipzig, Spector Books, 2015.
- NEUMANN Eckhard (ed.) (1985), *Bauhaus und Bauhäusler. Erinnerungen und Bekenntnisse*, Cologne, DuMont.
- OSWALT Philipp (2020), *Marke Bauhaus, 1919-2019 : Der Sieg der ikonischen Form über den Gebrauch*, Zürich, Scheidegger & Spiess.
- QUÉRÉ Louis (2018), « L'émotion comme facteur de complétude et d'unité dans l'expérience : la théorie de l'émotion de John Dewey », *Pragmata*, 1, p. 10-59. En ligne : (<https://revuepragmata.wordpress.com/2018/09/26/lemotion-comme-facteur-de-complétude-et-dunité-dans-l'expérience-la-théorie-de-lemotion-de-john-dewey/>).
- RICHARD Lionel (1985), *Encyclopédie du Bauhaus*, Paris, Somogy.

- SPELLER Alan (2014), *Le Black Mountain College, Enseignement artistique et avant-garde*, Bruxelles, La Lettre volée.
- STIFTUNG BAUHAUS DESSAU (2015), *Bauhaus, Ausgabe 7 : Kollektiv*, Leipzig, Spector Books.
- STIFTUNG BAUHAUS DESSAU & Werner MÖLLER (Hg.) (2015), *Das prinzip coop – Hannes Meyer und die Idee einer kollektiven Gestaltung*, Leipzig, Spector Books.
- TONE Lilian (2009), « Memorial and Manifesto : Oskar Schlemmer's Bauhaus Stairway », in Coll., *Bauhaus : A Conceptual Model*, Berlin, Hatje Cantz, p. 314 sq.
- WAGNER Christoph (ed.) (2009), *Esoterik am Bauhaus, Eine Revision der Moderne ?*, Ratisbonne, Schnell & Steiner.
- WESTBROOK Robert B. (1991), *John Dewey and American Democracy*, Ithaca, Cornell University Press.
- WINGLER Hans Maria (1993), *The Bauhaus : Weimar, Dessau, Berlin, Chicago*, Cambridge, Mass., The MIT Press.
- ZASK Joëlle (2014), « Le courage de l'expérience », in Jean-Pierre Cometti & Éric Giraud (dir.), *Black Mountain College : Art, démocratie, utopie*, Rennes/Marseille, PUR/Centre International de Poésie Marseille-CipM, p. 17-35.

NOTES

1 Voir aussi Fesmire (2015 : 173-180).

2 Voir aussi Westbrook (1991, ch. 10 : « Philosophy and Democracy », p. 319 sq.).

3 Chercher leurs sources communes probables dans les théories de la pédagogie du XIX^e siècle serait une autre façon de les rapprocher – à commencer par l'influence déclarée que le pédagogue social suisse Johannes Pestalozzi a exercée sur Hannes Meyer (Richard, 1985 : 13-22).

4 « The crafts, understood as conventions of treating material, introduce another factor : traditions of operation which embody set laws. [...] [These rules] are revocable, for they are set by man. They may provoke us to test ourselves against them. But always they provide a discipline which balances the *hubris* of creative ecstasy. » (A. Albers, 1938 [non paginé]).

5 « Les ateliers du Bauhaus sont, dans le fond, des laboratoires où sont créés avec soin et améliorés en permanence les prototypes des appareils caractéristiques de notre temps, suffisamment au point pour être exécutés en série. Dans ces laboratoires, le Bauhaus veut former pour l'industrie et l'artisanat un tout nouveau type de collaborateurs capables de maîtriser tout autant la technique que la forme. » (Gropius, 1925/1995 : 38-39). La même idée est réaffirmée quarante ans plus tard

dans *The New Architecture and the Bauhaus* (Gropius, 1965 : 53).

6 Pour des exemples de ces exercices, voir l'ouvrage récemment édité par Friederike Holländer et Nina Wiedemeyer, qui en contient une cinquantaine (Holländer & Wiedemeyer, 2019).

7 Dirigée par Gropius et Moholy-Nagy et active de 1925 à 1930, la collection comptera quatorze titres. Elle fut publiée par l'éditeur Albert Langen, à Munich. On peut en télécharger l'intégralité à l'adresse suivante : (<https://monoskop.org/Bauhaus>) (URL consulté en juillet 2020).

8 Selon Lilian Tone, dont les analyses éclairent les circonstances et les intentions du tableau (Tone, 2009 : 312). Voir aussi Wagner (2009).

9 Sur le détail de la méthode et des conceptions pédagogiques d'Albers, voir notamment Albers & Pelkonen (2013).

10 Pour de multiples références à ce sujet, voir Cefaï & Huebner (2019).

11 Selon le titre de l'ouvrage cité, *Bauhaus : a Conceptual Model* (Coll., 2009).

12 Voir Gropius (1927/1995) et (1929/1995).

13 Dès 1923, après le départ d'Itten, Albers avait partagé l'organisation du cours préliminaire avec Moholy-Nagy. Il se consacrait à la dimension pratique de l'enseignement, sous le nom de *Werklehre* : un apprentissage du travail manuel. Il s'agissait pour l'essentiel d'une étude pratique, par la manipulation et l'usage, des matériaux : bois, métal, pierre, tissu et verre. Le travail y était encadré et guidé de consignes précises, selon une logique de la découverte. La confrontation directe aux matériaux devait permettre aux élèves d'en comprendre les propriétés caractéristiques et d'en dégager des possibilités de mise en forme. Dessin, peinture, montage, collage et photogrammes faisaient partie des techniques expérimentées.

14 Outre les articles « Art as Experience » et « Werklicher Formunterricht », déjà cités, voir J. Albers (1963).

15 « The process of organic life is variation. » (Dewey, 1934/1980 : 168).

LES VICTIMES DU TERRORISME COMME PUBLIC DE CITOYENS AFFECTÉS

SUR LA MOBILISATION DES
VICTIMES DES ATTENTATS
DU 11 MARS 2004 À MADRID

GÉRÔME TRUC

La principale association de victimes créée à la suite des attentats du 11 mars 2004 à Madrid se présente officiellement comme un collectif de citoyens « affectés » par le terrorisme plutôt que de « victimes ». Prenant au sérieux cette distinction sémantique, cet article propose d'en expliciter les enjeux sociaux et politiques en prenant appui sur la théorie des publics de John Dewey. Dans un premier temps, on montre en quoi le discours par lequel les dirigeants de l'association justifient ce choix terminologique fait écho à la façon dont John Dewey concevait un public, au sens politique du terme. Les publics constituant pour lui la base même de la vie démocratique, on en vient ensuite, dans un second temps, à expliciter le souci démocratique qui sous-tend le combat de cette association, souci qui se traduit en particulier par un refus de considérer les personnes tuées dans les attentats du 11 mars comme des héros. En replaçant la création de cette association dans un contexte plus large, on finit par voir que ce souci qui la caractérise en tant que public de citoyens « affectés » procède, par-delà le choc des attentats, du réinvestissement d'engagements préalables, en particulier dans les mouvements d'opposition à la guerre en Irak. Cet article peut ainsi se lire, au total, comme une démonstration de ce que la pensée de John Dewey apporte à l'analyse des mobilisations de victimes.

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; MOBILISATION ; VICTIMES ; TERRORISME ; PUBLIC ; ATTENTATS DU 11 MARS 2004 À MADRID.

* Gérôme Truc est chargé de recherche CNRS à l'Institut des sciences sociales du politique (ISP) [gerome.truc@cnrs.fr].

Longtemps, les victimes d'actes terroristes¹ ont peiné à faire entendre leur voix en France². Depuis les attentats de 2015, elles apparaissent au contraire comme une figure centrale de l'espace public, représentées par plusieurs associations, dont en particulier l'Association française des victimes du terrorisme (AfVT), régulièrement invoquées par tel ou tel représentant politique, et honorées par l'État au travers d'une médaille (la médaille nationale de reconnaissance aux victimes du terrorisme, créée par décret du Président de la République du 12 juillet 2016) et d'une journée de commémoration nationale, fixée à la date du 11 mars, dont la première édition s'est tenue en 2020. On gagne, pour saisir les enjeux d'une telle évolution, à faire un détour par l'Espagne. Pays d'Europe le plus lourdement frappé par le terrorisme (conflit nord-irlandais mis à part), avec à la fois quarante ans d'attaques de l'ETA, ayant causé au total 858 morts (Alonso, Domínguez & García Rey, 2010), et l'attaque islamiste la plus meurtrière à avoir été perpétrée sur le sol européen, le 11 mars 2004 (191 morts et 1857 blessés)³, l'Espagne est en effet le premier pays d'Europe à avoir vu la cause de victimes du terrorisme s'imposer publiquement, avant qu'elle ne se diffuse plus largement en Europe (Truc, 2012 ; Lynch & Argomaniz, 2015 ; Milošević & Truc, 2021). C'est la puissante association espagnole *Víctimas del Terrorismo* (AVT) qui a servi de modèle à l'AfVT ; c'est du *Real Orden de Reconocimiento Civil a las Víctimas del Terrorismo*, instauré en Espagne en 1999, que s'inspire directement la médaille créée en France en juillet 2016 ; et c'est aux attentats perpétrés à Madrid le 11 mars 2004, enfin, que la date retenue pour célébrer en France la mémoire des victimes du terrorisme fait référence.

Le combat des victimes des attentats du 11 mars 2004 (« 11-M » dans la suite du texte, ainsi qu'on désigne couramment cet événement en Espagne) fut, et reste, incarné en Espagne par une femme en particulier : Pilar Manjón, mère de famille dont le fils aîné fut tué ce matin-là. Elle naquit à la vie publique le 15 décembre 2004 très exactement, à l'occasion d'un discours prononcé au Congrès des députés et retransmis en direct à la télévision. Elle marqua les esprits ce

jour-là en adressant, avec force et dignité, un rappel à la décence aux membres de la commission d'enquête parlementaire créée peu après les attentats. Cette commission avait en effet donné l'impression jusque-là de passer moins de temps à élucider les causes de cette attaque terroriste qu'à se disputer sur ses conséquences électorales (trois jours après, le *Partido Socialista Obrero Español* et son jeune dirigeant, José Luís Rodríguez Zapatero, avaient remporté des élections générales que tous les sondages avaient, jusqu'à la veille des attentats, données acquises au *Partido Popular*, déjà au pouvoir). Aussi Pilar Manjón demanda-t-elle aux députés de cesser d'instrumentaliser les victimes à des fins partisans, en rappelant que les personnes tuées ce jour-là n'avaient malheureusement pas pu glisser leur bulletin dans l'urne. D'une manière somme toute classique dans les mobilisations de victimes⁴, elle inaugura la prise de parole publique des victimes du 11-M en marquant clairement l'aspect non-partisan de leur combat : les victimes, expliqua-t-elle, ne sont ni de gauche ni de droite. Ce sont simplement des victimes. « Rien de plus. Et rien de moins⁵. »

L'association au nom de laquelle Pilar Manjón s'exprima ce jour-là, et dont elle devint peu après la présidente⁶, ne se présente toutefois pas comme une association de « victimes » mais de personnes « affectées ». Son nom officiel est en effet *Asociación 11-M. Afectados del Terrorismo* (A 11-M). Faut-il faire grand cas de la nuance ? À première vue, cette subtilité sémantique pourrait s'expliquer par un simple souci de distinguer la nouvelle association des associations de victimes du terrorisme basque et tout particulièrement de la principale d'entre elles, l'AVT. Je me propose toutefois ici de prendre le terme d'« affectés » au sérieux. Après tout, « les individus *affectés* par des événements traumatiques ne se considèrent pas eux-mêmes nécessairement comme des victimes », ainsi que le notent Didier Fassin et Richard Rechtman (2007/2011 : II). Les victimes des attentats du 11 mars 2004 ne sont ainsi pas les seules à souhaiter mettre à distance le terme de « victimes ». Certaines victimes de la dictature en Argentine, par exemple, se désignent elles aussi comme des

« *afectados* » (Tahir, 2015). Et sur un tout autre terrain, les victimes de l'explosion de l'usine AZF à Toulouse, en France, ont préféré se présenter comme des « sinistrés » plutôt que comme des victimes (Latté, 2008 : 628). On peut donc à bon droit se demander ce qu'engage, au-delà d'un souci de distinction par rapport à d'autres associations ou mobilisations préexistantes, le fait de préférer le terme d'« affectés » à celui de « victimes ».

Dans quelle mesure présenter les personnes frappées par le 11-M comme des citoyens « affectés » implique-t-il une conception spécifique de leur place dans la société et de l'enjeu politique de leur mobilisation ? Telle est la question que j'explorerai dans cet article. On verra tout d'abord que la façon dont les dirigeants de l'association explicitent ce qu'est une personne « affectée » par le 11-M n'est pas sans rappeler la définition que donne John Dewey du public, au sens politique du terme, et que ce rapprochement éclaire le véritable enjeu de catégorisation qui se trame derrière ce qui peut sembler n'être qu'une question de dénomination. Si les mobilisations de victimes ont suscité de nombreux travaux en sciences sociales ces dernières années, très rares sont en revanche ceux qui se sont interrogés sur l'intérêt que pourrait avoir la pensée politique de John Dewey pour en rendre compte. C'est ce que j'entreprendrai de faire ici. Les publics constituant pour lui la base même de la vie démocratique, j'en viendrai ainsi à mettre en lumière le souci démocratique qui sous-tend l'engagement des membres de l'A 11-M, ce souci se traduisant en particulier par un refus de considérer les morts du 11-M comme des héros. Comprendre d'où provient cette conviction me conduira, pour finir, à replacer le combat de cette association dans un contexte plus large, et à montrer en quoi il procède non seulement du « choc » psychologique et moral (Jasper, 1997) provoqué par le 11-M mais également du réinvestissement d'engagements préalables, en particulier dans les mouvements d'opposition à la guerre de 2003 en Irak. On verra de la sorte que la conception pragmatiste des publics héritée de Dewey permet d'enrichir des problématiques désormais bien balisées, en sciences sociales et science politique, sur les mobilisations de

victimes (Latté, 2008, 2012 ; Lefranc & Mathieu, 2010 ; Barthe, 2017) ; et qu'en retour, la présente étude de cas aide à mieux comprendre ce qu'est un public et à spécifier concrètement les modalités d'engagement – c'est-à-dire d'affection, de sensibilisation, de concernement et de protestation (Quéré, 2012 ; Cefaï, 2009 et 2016 ; Truc, 2016) – de ceux qui y prennent part.

L'ASSOCIATION 11-M. AFECTADOS DEL TERRORISMO : LA FORMATION D'UN PUBLIC POLITIQUE

Si l'A 11-M a vu le jour en juin 2004, c'est qu'au cours des trois premiers mois après les attentats du 11 mars, certaines des personnes qu'il ont affectées, confrontées aux mêmes difficultés et partageant face à elles le même ressenti émotionnel, ont jugé nécessaire de s'organiser collectivement pour les surmonter – ce qui n'a rien d'évident ni de systématique à la suite d'une attaque terroriste. L'histoire de sa création est donc aussi celle de la découverte d'une indignation commune et de l'émergence d'un « problème public » invitant à remettre en cause l'acception alors en vigueur en Espagne, sur le plan juridique et social, de la catégorie de « victimes du terrorisme ». C'est pourquoi elle peut aisément s'analyser comme la formation d'un « public » politique, au sens de Dewey.

CE QUE « AFFECTÉS » VEUT DIRE

Au cours des premières années après le 11-M, les dirigeants de l'A 11-M ont souvent eu l'occasion d'expliquer pourquoi leur association n'était pas une simple association de « victimes » du terrorisme. En décembre 2009, par exemple, un journaliste du *Diario Vasco* posait la question à Pilar Manjón :

- Pourquoi votre association porte-t-elle le nom d'une association « d'affectés » et non de « victimes » du 11-Mars ?

- Parce que le mot de « victimes » ne nous plaît pas, nous considérons qu'il est galvaudé. Nous refusons aussi la victimisation. Nous nous considérons comme une association de personnes affectées par un acte terroriste. Ni moi ni le frère de Daniel [son fils, tué dans les attentats] ne sommes des victimes, mais personne ne peut nier notre droit à nous sentir affectés et à être reconnus en tant que tels, car on nous a pris l'être qui nous était le plus cher au monde⁷.

Ce refus de la victimisation, nous l'avons dit en introduction, n'a en soi rien d'exceptionnel. Mais il était jusqu'alors inusité chez les victimes d'actes terroristes perpétrés en Espagne. Quand Pilar Manjón dit qu'elle trouve le terme « galvaudé », c'est l'usage qu'en font certaines associations de victimes du terrorisme préexistant au 11-M, en particulier l'AVT, qu'elle vise. Il était dès lors d'autant plus important pour les dirigeants de l'association de lui substituer une alternative dotée d'un sens précis.

Ce sens s'est affirmé au fil des années et du combat mené par l'association, à mesure que celle-ci se constituait en public. Six ans après la création de l'association, c'est en ces termes que Jesús Abril, alors vice-président de l'association, l'énonce :

Le mot « affecté » renvoie aussi bien au fait d'avoir souffert directement l'attentat qu'à ses conséquences, c'est-à-dire que sont « affectées » toutes les personnes qui, de manière significative et durable, ont été affectées par la souffrance générée par le 11-Mars⁸.

Ce qui est visé est un élargissement de la catégorie de « victimes » d'un acte terroriste, telle qu'on l'entend ordinairement, tout du moins en Espagne au début des années 2000, avec donc un enjeu d'abord juridique et politique : il s'agit de faire en sorte que des personnes *affectées* par le 11-M soient bel et bien reconnues comme victimes par l'État, et indemnisées en tant que telles.

C'est cet enjeu qui ressort d'autant mieux si l'on appréhende la formation de l'association au travers de la notion de « public » de John Dewey. Les termes mêmes dans lesquels Jesús Abril définit le fait d'avoir été « affecté » par le 11-M suggèrent le rapprochement, puisqu'un public, pour Dewey, désigne un ensemble de personnes qui se trouvent être « indirectement et sérieusement affectées » par les conséquences d'un même événement (ou d'une même décision) (1927/2010 : 117). *Indirectement*, car elles n'ont pas activement pris part à la survenue de cet événement ; elles sont affectées par ses conséquences sans n'être pour rien dans ses causes. *Sérieusement*, car c'est dans l'exercice de leur liberté de vivre et d'agir que ces personnes se trouvent affectées.

Le public, au sens de Dewey, est précisément l'entité que ces personnes en viennent à former lorsque, réagissant à ce qui les affecte, elles s'organisent collectivement pour enquêter sur les problèmes auxquels elles font face, trouver ensemble des moyens de les résoudre, et faire valoir publiquement leurs intérêts afin que ces moyens soient mis en œuvre. Un public, au sens de Dewey, émerge donc chaque fois que des personnes sont confrontées à des difficultés ou un trouble de même nature et, en s'organisant collectivement pour y remédier, constituent ces difficultés ou ce trouble en problème public (Gusfield, 1981/2009 ; Cefai, 2016)⁹. Ce problème public peut être très fugace, mais il peut aussi avoir une existence durable, tant que les conséquences de l'événement initial continuent à se faire sentir et que les difficultés qui en découlent ne sont pas réglées.

Or c'est bien un processus de cette nature qui est à l'origine de la création de l'A 11-M. Elle est en effet née du besoin rapidement ressenti par plusieurs personnes affectées par les attentats islamistes du 11-M de s'organiser entre elles pour remédier à un certain nombre de leurs difficultés, auxquelles ni les pouvoirs publics ni les associations de victimes du terrorisme préexistantes, représentant d'abord des victimes du terrorisme basque, ne leur semblaient pouvoir apporter de réponses satisfaisantes. Le noyau se forma au sein de l'association

de voisins du quartier de *Santa Eugenia*, puis grossit grâce à la circulation d'une pétition réclamant que les activités de la commission d'enquête parlementaire sur le 11-M soient rendues publiques, afin que les personnes ayant perdu un proche ou ayant été blessées dans les attentats puissent prendre connaissance de ses travaux directement, et non par médias interposés. Rapidement, elles réalisèrent qu'il leur faudrait aussi se battre pour que chacune d'entre elles soit reconnue dans ses droits et indemnisée, au même titre que n'importe quelle autre victime d'un acte terroriste.

UN ENJEU JURIDIQUE : LA RÉVISION DE LA CATÉGORIE DE « VICTIMES DU TERRORISME »

La loi espagnole « de solidarité avec les victimes du terrorisme »¹⁰, en vigueur lorsque survint le 11-M, avait en effet été conçue essentiellement à destination des victimes du terrorisme basque. Elle ne s'appliquait que dans le cas d'attentats dont il était établi qu'ils avaient été perpétrés par des groupes considérés comme terroristes par l'État espagnol, et ne reconnaissait pas de victimes au-delà de la famille nucléaire d'un défunt (son conjoint légal, ses enfants et à défaut ses parents, mais pas ses frères et sœurs). Aussi cette loi s'avéra-t-elle inadaptée au cas de nombreuses personnes affectées par le 11-M, souvent issues des classes populaires et connaissant des situations familiales atypiques.

Lors d'un entretien, Jesús Abril me donna l'exemple d'un enfant abandonné par ses parents, qui fut élevé et nourri par son grand-père :

Le grand-père a été tué dans les attentats. Qui est la victime ?
Son fils, le père qui a abandonné son enfant ? Dans les faits,
celui qui est vraiment affecté, c'est l'enfant. Mais lui n'a droit à
rien, d'après la loi...¹¹

De même les victimes de nationalité étrangère, représentant un peu moins d'un tiers des victimes du 11-M, eurent-elles à subir une

sorte de double peine. Plusieurs des personnes décédées dans les attentats étaient en effet des travailleurs immigrés aidant financièrement leurs parents restés au pays. Ces parents, en théorie, auraient dû être reconnus comme victimes par l'État espagnol, mais ne résidant pas en Espagne et n'ayant pas la nationalité espagnole, ils eurent de grandes difficultés à entreprendre les démarches nécessaires. Cinq ans plus tard, de nombreuses personnes affectées n'avaient ainsi toujours reçu aucune indemnisation, et Pilar Manjón fut obligée de dénoncer publiquement le fait que certaines d'entre elles n'avaient parfois pas même de quoi se nourrir¹².

Le principal combat de l'association au cours de ses premières années d'existence fut par conséquent d'obtenir une révision de la loi afin que toutes les personnes affectées par le 11-M soient effectivement reconnues comme telles et indemnisées¹³. Dans un entretien, Jesús Abril m'expliqua :

Le terme « affectés » est fondamental. Si nous n'étions pas une association « d'affectés », la moitié de nos adhérents n'existeraient pas ! Ils n'auraient pas été reconnus dans le jugement rendu en 2007. Ils n'auraient reçu aucune indemnisation, ni aucune aide¹⁴.

C'est ainsi, qu'avec plus d'un millier d'adhérents, l'A 11-M est rapidement devenue la principale association représentant les victimes du 11-M, et comme telle, fut reconnue d'utilité publique par l'État espagnol et autorisée à se constituer partie civile dans le procès des attentats en 2007. Des victimes d'autres attentats en marge du cadre posé par la loi de 1999 et se sentant délaissées par les pouvoirs publics espagnols la rejoignirent aussi : notamment des victimes des attentats du 16 mai 2003 à Casablanca (dont l'une des cibles fut le restaurant de la *Casa de España*) et des victimes de l'attentat du 12 avril 1985 au restaurant *El Descanso* à Madrid (généralement considéré comme un attentat islamiste, bien que ses circonstances n'aient jamais été élucidées). Grâce à sa mobilisation, une nouvelle loi couvrant un

périmètre plus large de victimes (jusqu'au second degré de consanguinité) fut adoptée par le parlement espagnol en septembre 2011 : la loi dite de « reconnaissance et protection intégrale des victimes du terrorisme »¹⁵.

On retrouve donc bien ici tous les éléments caractéristiques d'un « public » tel que le conçoit Dewey : des personnes affectées par un même événement s'organisent entre elles pour remédier aux difficultés auxquelles elles font face, ce faisant elles en viennent à faire émerger un problème public, en l'occurrence ici d'ordre juridique, enquêtent collectivement dessus et se mobilisent pour obtenir sa résolution, notamment en faisant appel à des avocats. Ce faisant, elles ont bel et bien constitué un groupe « qui cherche à prendre en main sa propre existence et son propre destin public » (Cefaï & Pasquier, 2003 : 18), plutôt que de laisser d'autres agir à leur place et parler en leur nom.

UN ENJEU POLITIQUE : LE REFUS DE L'ASSIGNATION À UNE POSTURE PASSIVE

Appréhender la formation de l'A 11-M comme celle d'un public au sens de Dewey permet ainsi de mieux comprendre le discours de Pilar Manjón au Congrès des députés. La clé de l'émergence d'un tel public est en effet la transformation d'une affection subie de manière passive en une force de mobilisation active, opération autour de laquelle se noue ce qu'il y a précisément lieu d'appeler une « expérience publique » (Quéré, 2002 ; 2012)¹⁶. C'est très précisément ce retournement que Pilar Manjón s'efforce d'opérer dans son discours, afin de légitimer la parole des victimes du 11-M. Ces victimes, fait-elle remarquer, n'ont jusqu'alors pas eu voix au chapitre, tandis que d'autres, des élus et des personnalités politiques, des médecins et des psychologues, mais aussi des représentants d'autres associations de victimes du terrorisme, ont parlé en leur nom pendant des mois. C'est là un problème classique des mobilisations de victimes (Lefranc & Mathieu, 2010 : 23) : parce qu'on les présume encore « sous le choc »

et en proie à leurs émotions, les victimes sont rarement considérées d'emblée comme des interlocuteurs fiables. On les soupçonne de fragilité psychologique, voire d'irrationalité ; on craint qu'elles ne soient influencées ou manipulées par d'autres. Aussi n'est-il pas rare qu'elles doivent en quelque sorte « faire leur preuve » avant de se voir reconnues comme des sujets politiques à part entière.

Aussi Pilar Manjón prend-elle bien soin, au début de son discours, d'insister sur le fait qu'elle ne parle pas en son nom propre mais en tant que porte-parole d'un groupe, et qu'elle ne fera rien d'autre que lire un texte qui a été rédigé collectivement et mûrement réfléchi. Chaque mot a été pesé¹⁷. Dans *Un largo invierno* (« Un long hiver »), le film consacré à son combat et celui de l'A 11-M, elle revient également sur les efforts qu'elle dut faire pour ne pas paraître trop impressionnée dans cette enceinte, seule face à pareille assemblée, et éviter qu'un trop-plein d'émotions ne nuise à la réception de son message. Elle commente par exemple les moments de son discours où, sentant les larmes lui monter aux yeux ou son débit de paroles s'accélérer, elle se concentra sur sa respiration, ou comment, pour éviter que ses mains ne tremblent trop visiblement, elle se contraignit à les garder posées à plat devant elle. Ce refus d'apparaître comme des personnes encore sous le choc et débordées par leurs émotions est aussi ce qui est en jeu dans le choix de présenter l'association comme un collectif d'« affectés » plutôt que de « victimes » : il s'agit de rappeler que celles et ceux qui ont été affectés par les attentats du 11 mars et leurs conséquences restent des citoyens comme les autres. Ils ont, certes, eu le malheur d'être frappés par des attentats, mais cela ne fait pas d'eux pour autant des citoyens de second rang, amoindris dans leur compétence civique par la souffrance qu'ils ont eu à subir, dont d'autres pourraient s'arroger le droit de déterminer ce qui est bon pour eux ou pas. Pour le dire en un mot : ce ne sont pas des fous, ni des malades.

Pilar Manjón ne sous-entend pas autre chose lorsqu'elle se plaint de la « nuée de psychologues et de psychiatres » diligentée par l'État qui s'est immédiatement abattue sur les victimes des attentats et qui

« sans nous demander comment nous allions, ont commencé à nous bourrer de médicaments »¹⁸. Elle explique que la plupart arrêtaient rapidement leur traitement, car celui-ci ne leur apportait pas le réconfort dont elles avaient besoin. Du reste, comme a eu l'occasion de le rappeler par ailleurs Jesús Abril, c'est aussi en réaction à un certain manque de tact dont les services d'urgence firent parfois preuve à leur égard, à des pratiques de certains professionnels de santé perçues comme discriminatoires ou vexatoires, à la lourdeur des démarches administratives qu'on imposa aux victimes et au non-respect de la confidentialité de leurs données personnelles par les administrations publiques, que l'association fut créée¹⁹.

La récusation d'une posture de victime passive, enfin, s'exprime encore par le refus des « tapes sur l'épaule » et des « regards compatissants »²⁰. À l'apitoiement qui accompagne l'assistance délivrée sur un mode asymétrique, Pilar Manjón oppose l'entraide et le réconfort qui leur fut offert d'égal à égal par leurs concitoyens. Ainsi exprime-t-elle à la fin de son discours la reconnaissance des membres de son association à l'égard de tous ceux qui, au lendemain des attentats, leur ont tendu la main, leur ont témoigné leur solidarité par des messages d'amitié ou des gestes concrets, mais sans jamais rien leur imposer. Cet « *abrazo social* », comme les dirigeants de l'association l'appellent, est à leurs yeux la plus parfaite incarnation du principal slogan des manifestations populaires qui envahirent les rues d'Espagne au lendemain du 11-M : « Nous étions tous dans ce train » (« *Todos íbamos en ese tren* ») (Sánchez-Carretero, 2006 et 2011). Et s'ils y attachent tant d'importance, c'est que ce slogan, comme nous allons maintenant le voir, exprime une conviction profonde des victimes rassemblées dans l'A 11-M : n'importe qui aurait pu mourir dans les trains frappés au matin du 11 mars 2004.

L'HORIZON DÉMOCRATIQUE D'UNE MOBILISATION DE VICTIMES

Les publics constituent aux yeux de John Dewey le fondement de toute démocratie, et de fait, le combat de l'A 11-M s'inscrit résolument dans un horizon démocratique. Si la souffrance que les personnes affectées par les attentats du 11 mars ont eue à subir ne fait pas d'eux des « sous-citoyens », elle n'en fait pas non plus des êtres exceptionnels qui devraient être tenus au-dessus du reste de la société. En cela, leur mobilisation s'est dès le départ clairement distinguée du discours porté en Espagne par d'autres associations de victimes du terrorisme, basque en particulier, préexistant au 11-M.

« N'IMPORTE QUI AURAIT PU MOURIR »

L'importance qu'accordent les dirigeants de l'A 11-M à l'« *abrazo social* » et au slogan « Nous étions tous dans ce train » est le pendant d'une de leurs convictions essentielles, que Pilar Manjón énonce dès les premières minutes de son discours au Congrès :

N'importe qui, Messieurs, aurait pu voyager dans ces trains, et n'importe qui aurait pu mourir²¹.

Rappeler cette évidence lui sert, face aux parlementaires, à étayer l'idée que les victimes du 11-M ne sont ni de gauche ni de droite, dans la mesure où elles ne sont rien d'autre qu'un échantillon aléatoire, frappé à l'aveugle, du peuple espagnol. Mais, plus profondément, il s'agit là d'une ligne directrice de leur mobilisation :

Notre grande bataille en tant qu'association, c'est de continuer à revendiquer que n'importe qui aurait pu se trouver ce matin-là dans ces trains, continuer à sentir que nous faisons partie de cette société, que *nous sommes des citoyens comme les autres* ; tout ce que nous demandons, c'est que cette société nous fasse

participer de nouveau à ses rêves, à ses désirs. Nous voulons *redevenir des citoyens normaux*²².

En ce sens, se revendiquer comme des citoyens « affectés » est également une manière de souligner que les victimes du 11-M n'ont rien d'exceptionnel : ce qui leur est arrivé ne leur confère aucune autorité morale, pas plus que cela ne les amoindrit dans leurs compétences civiques.

Si elles refusent donc d'être tenues pour des citoyens de second rang, elles ne souhaitent pas davantage être célébrées en héros. Leur combat consiste simplement à se voir pleinement reconnues dans leurs droits et leur dignité de citoyens, au même titre que n'importe qui d'autre. C'est là ce que Pilar Manjón veut faire entendre lorsqu'elle affirme devant le Congrès, comme je l'ai déjà mentionné en introduction, que les victimes du 11-M ne sont « rien de plus » et « rien de moins » que des personnes qui ont simplement eu le malheur de se trouver au mauvais endroit au mauvais moment. Leur mobilisation, par conséquent, va dès le départ se déployer dans un strict *horizon d'égalité démocratique* avec le reste de la société : les personnes frappées par le 11-M n'ont pas à être placées au-dessous ou au-dessus des autres ; elles refusent d'être reléguées ou oubliées, comme s'il y avait lieu d'avoir honte d'elles, mais tout autant d'être mises en avant, comme s'il fallait les honorer particulièrement.

Ce souci démocratique s'est traduit, au cours des premières années d'existence de l'association, par une réticence à l'égard des hommages publics. Elle fut très nette lors du premier anniversaire des attentats, en 2005, quand l'association boycotta toutes les cérémonies de commémoration officielles. À un journaliste du journal bruxellois, *La Libre*, Pilar Manjón justifia ce choix ainsi :

Nous n'avons rien à commémorer. [...] Le 11 mars est notre jour de deuil, c'est le jour le plus douloureux de notre vie et nous voulons le passer à pleurer les nôtres et à pleurer entre nous²³.

Bien que cette position se soit progressivement infléchie par la suite, lors de la cérémonie commémorative du 11 mars 2008, en présence du roi et de la reine d'Espagne, de nombreuses chaises réservées aux victimes restèrent vides, ce que les médias ne manquèrent pas de souligner (Truc, 2011 : 222). Et à la même époque, le vice-président de l'association se plaignait que depuis les attentats aient été organisés « un nombre infini de manifestations et d'hommages sans respecter ni l'intimité ni la vie privée des familles »²⁴.

Cette réticence à commémorer publiquement les morts du 11-M, qui peut sembler étrange de prime abord, ne se comprend pleinement que si on la rapporte aux efforts déployés depuis plusieurs années en Espagne par l'AVT, ainsi que d'autres associations de victimes du terrorisme basque, pour obtenir de la société et de l'État espagnols une reconnaissance du « sacrifice » des personnes tuées par l'ETA.

UN CONTRE-MODÈLE : LE « SACRIFICE » POUR L'ESPAGNE DES VICTIMES DU TERRORISME BASQUE

Créée en 1981, l'AVT était avant le 11 mars 2004 et reste encore aujourd'hui la plus importante association des victimes du terrorisme en Espagne. Forte de plusieurs milliers d'adhérents, elle est considérée comme un important *lobby*, tant en Espagne qu'au niveau européen (Truc, 2012 ; Argomaniz, 2015 ; Lawther, 2015). L'adoption en 1999, sous le premier gouvernement Aznar, de loi de « solidarité avec les victimes du terrorisme », la première de ce type en Espagne, doit beaucoup à sa mobilisation. Or, son préambule débute ainsi :

Par cette loi, la société espagnole rend hommage à tous ceux qui ont eu à souffrir la violence terroriste. Les groupes parlementaires du Congrès des Députés et du Sénat – à l'unanimité – ont voulu faire de cette initiative un témoignage de reconnaissance et de solidarité afin que les victimes du terrorisme reçoivent

l'expression du profond hommage que, sans le moindre doute, mérite leur sacrifice²⁵.

C'est dans cet esprit que la même loi institua la distinction honorifique que j'ai évoquée en introduction, dédiée aux victimes du terrorisme en reconnaissance de leur sacrifice pour l'Espagne.

Cette loi de 1999 est ainsi venue entériner la diffusion dans la société espagnole d'un registre de célébration publique des victimes du terrorisme conçu sur le modèle des honneurs militaires rendus à des héros nationaux, promu par l'AVT, qui place ces victimes dans un rapport, non pas d'horizontalité démocratique, mais de *verticalité aristocratique* vis-à-vis du reste de la société²⁶. Il s'agit en effet d'attester du fait que les victimes du terrorisme se distinguent de la masse des citoyens en vertu de leur « sacrifice », qui leur confère une forme de supériorité morale. Symptomatique de ce registre est aussi, par exemple, un court-métrage en mémoire des personnes tuées par ETA qui fut diffusé lors du 6^e Congrès international des victimes du terrorisme, co-organisé par l'AVT à Salamanque en février 2010, et qui s'acheva sur ces mots : « Merci d'avoir donné votre vie pour notre Liberté, pour la Démocratie, pour l'Espagne. » Or, si on ne trouve rien de tel dans *Un largo invierno*, le film consacré au combat de Pilar Manjón et de l'A 11-M, ni dans aucune des déclarations publiques des représentants de cette association, c'est que cette façon de concevoir les victimes du terrorisme n'a véritablement de sens que pour les victimes d'ETA.

Des années 1960 à 2018, l'organisation séparatiste basque a tué plus de 850 personnes qui, à la différence des personnes ayant perdu la vie le 11 mars 2004, sont majoritairement des militaires, des policiers ou des gardes civils – en exercice ou à la retraite – espagnols²⁷, dont on peut estimer qu'ils sont effectivement morts « pour l'Espagne ». À l'inverse, pour les dirigeants de l'A 11-M, il est bien clair que les travailleurs et étudiants tués le 11 mars 2004 n'avaient pas l'intention de mettre leur vie en péril pour l'Espagne en montant ce matin-là dans

les trains qui explosèrent. De ce point de vue, il n'est d'ailleurs pas anodin d'ajouter au bilan humain du 11-M Javier Torronteras, le policier membre du *Grupo Especial de Operaciones* décédé plus de deux semaines après l'attentat, le 3 avril 2004, dans l'assaut de l'appartement des terroristes présumés à Leganés, ainsi qu'on le fait couramment en Espagne. Ce dernier étant mort en accomplissant son devoir de serviteur de l'État espagnol, la signification que l'on est susceptible d'attribuer à son décès n'est pas du tout la même.

En outre, même si ETA a aussi frappé à l'aveugle des civils, il l'a toujours fait en visant l'unité de la nation espagnole, et c'est pourquoi certains peuvent juger que ces civils sont morts ou ont été blessés eux aussi « pour l'Espagne », ce qui leur conférerait une forme de supériorité morale. Ainsi, toute une partie de la population espagnole, politiquement à droite, peut-elle considérer que la parole des victimes du terrorisme basque vaut plus que celle d'un citoyen ordinaire, ce dont témoigne par exemple la place qui leur est accordée dans certains médias. Or c'est précisément une telle posture de supériorité que les membres de l'A 11-M se refusent à incarner. Réagissant aux propos d'un journaliste ayant affirmé que « les victimes du terrorisme ont toujours raison », Pilar Manjón expliquait ainsi lors d'un entretien télévisé en mars 2012 :

Je ne crois pas que toutes les victimes du terrorisme aient toujours raison *a priori*. Le fait d'être devenu victime ne nous donne pas une baguette magique pour savoir comment mettre fin au terrorisme, ou ce que doit faire le gouvernement. *Les victimes du terrorisme sont simplement des victimes du terrorisme*, des êtres souffrants car d'autres êtres humains ont tué ceux qu'ils aimaient²⁸.

Que Pilar Manjón emploie le terme d'« êtres humains » pour désigner les terroristes qui ont tué son fils n'est pas un détail, car cette autre façon d'envisager le statut des personnes affectées par un acte

terroriste engage aussi une conception différente du terrorisme et du meilleur moyen de l'éradiquer.

DEUX CONCEPTIONS DE LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

La conception aristocratique des victimes du terrorisme s'inspirant du modèle des honneurs militaires rendus aux soldats morts pour la patrie, elle s'accorde particulièrement bien avec l'idée que la lutte contre le terrorisme est une véritable guerre, menée contre des barbares qui se sont exclus par leurs actes de la commune humanité, et non de simples criminels. Les dirigeants de l'A 11-M, en revanche, récusent fermement le bien-fondé de la « guerre au terrorisme » lancée par les États-Unis à la suite du 11-Septembre, et sont convaincus que le recours au droit vaut mieux que la force pour mettre fin au terrorisme²⁹. Pour cette même raison, ils pensent qu'un dialogue avec les terroristes, qui malgré leurs crimes n'en restent pas moins des êtres humains, est toujours possible, et qu'il est même nécessaire pour parvenir à la paix dans le monde.

Ainsi l'A 11-M s'est-elle engagée à compter de 2006 dans la création d'un « Réseau international pour la paix », rassemblant plusieurs associations de victimes du terrorisme et de violence politique dans le monde, dont l'association *September 11 Families for Peaceful Tomorrows*, qui s'était opposée à des représailles militaires américaines à la suite du 11-Septembre, et avec à sa tête la fille d'un député britannique assassiné par l'IRA en 1985 qui accepta de rencontrer l'assassin repent de son père au moment de sa sortie de prison, treize ans plus tard, puis se mit à militer avec lui pour la fin du conflit nord-irlandais³⁰. Inversement, lors d'une conférence sur « Le rôle des victimes du terrorisme dans la prévention de la radicalisation violente », organisé à Bruxelles à l'occasion du 8^e anniversaire du 11-M, le 11 mars 2012, Irène Villa (l'une des victimes d'ETA les plus célèbres, qui perdit ses deux jambes à l'âge de douze ans dans un attentat à la voiture piégée visant sa mère, alors membre de la direction générale de la Police)

déclara que rencontrer un terroriste lui semblait une perte de temps et, qu'à titre personnel, elle ne voyait pas l'intérêt de discuter avec l'auteur de l'attentat dont elle fut victime³¹. En cela, elle suivait la ligne de l'AVT, dont elle est adhérente et dont sa mère fut la vice-présidente, qui s'est toujours montrée farouchement hostile à toute forme de dialogue avec des terroristes, même repentis, et pour qui la fin du conflit avec ETA ne pouvait être autre chose que sa disparition « totale, définitive, unilatérale et sans aucune contrepartie »³².

Pour cette raison même, l'AVT a toujours soutenu José Maria Aznar dans sa volonté de faire de l'Espagne un allié aussi important que possible des États-Unis dans la « guerre au terrorisme » et elle ne s'est donc pas opposée à la guerre en Irak, alors que, comme on va le voir maintenant, la réactivation d'un engagement préalable contre la guerre en Irak est un moteur essentiel de l'A 11-M. L'horizon démocratique dans lequel s'inscrit son combat ne prend pleinement sens qu'une fois replacé dans ce contexte.

LES VICTIMES DU 11-M : « AFFECTÉS » PAR LA PARTICIPATION ESPAGNOLE À LA GUERRE EN IRAK ?

« Il faut qu'un problème soit senti pour pouvoir être énoncé », écrit Dewey (1938/1993 : 132). Aussi la formation d'un public comporte-t-elle une composante affective tout à fait fondamentale. Elle implique un « travail des émotions » (Quéré, 2012), au travers duquel se clarifie le problème ressenti et s'éprouve en même temps « ce à quoi tiennent » les individus qui se regroupent pour le résoudre, ce qui compte pour eux (Bidet, Quéré & Truc, 2011), autrement dit les valeurs qui guident leur action (Dewey, 1939/2011). En l'espèce, il est très clair que les membres de l'A 11-M forment un public particulier en ce qu'ils partagent non seulement l'expérience douloureuse du 11-M mais également, comme on vient de le voir, un attachement à la démocratie et à la paix. Et s'ils refusent donc de se considérer comme des « victimes du terrorisme » au même titre que les membres de l'AVT, c'est aussi

qu'ils ont l'intime conviction que les attentats du 11 mars 2004 n'auraient pas eu lieu si José Maria Aznar n'avait pas décidé un an auparavant d'engager des troupes espagnoles en Irak contre la volonté de la majorité du peuple espagnol. Au fond, c'est aussi par cette décision prise sans tenir compte de leur avis qu'elles s'estiment indirectement affectées. C'est cette conviction qui donne un sens spécifique à leur action, mais c'est aussi elle qui fait, comme on le verra pour finir, que d'autres victimes du 11-M ne s'y retrouvent pas.

UNE RÉACTIVATION DE L'OPPOSITION À LA GUERRE EN IRAK

Au début de son discours au Congrès des députés, immédiatement après avoir rappelé que « n'importe qui aurait pu mourir » dans les trains frappés par les terroristes, Pilar Manjón invoque les valeurs qui guident l'action de l'association en affirmant que les victimes sont issues d'« un peuple pacifique, imprégné de rêves de paix, viscéralement attaché au dialogue », au nom duquel « des décisions d'une extrême gravité ont été prises, sans le consulter et contre sa volonté »³³. L'allusion est claire : il s'agit d'un peuple qui a massivement manifesté en 2003 son opposition à la guerre en Irak, et qui n'a pas été entendu par le gouvernement Aznar (Barreñada, Martín & Sanahuja, 2004 ; Rolland, 2005). Elle établit ainsi implicitement un lien de causalité indirecte entre le 11-M et l'engagement de troupes espagnoles dans la guerre en Irak, déclenchée tout juste un an avant les attentats. De fait, d'après un sondage réalisé en mai 2004, 64 % des Espagnols estimaient que le 11-M ne se serait pas produit si l'Espagne s'était abstenue de soutenir les États-Unis dans la guerre en Irak (et seuls 23 % ne le pensaient pas)³⁴. Les milliers de messages déposés dans les gares d'Atocha, El Pozo et Santa Eugenia à la suite du 11-M témoignent aussi du fait qu'aux yeux de beaucoup les personnes tuées ce jour-là sont mortes à cause de la guerre en Irak (Sánchez-Carretero, 2011 ; Truc, 2016).

Il s'agit là d'une conviction très largement partagée au sein de l'A 11-M, d'autant qu'elle est étayée par le profil sociologique des victimes. En effet, le 11-M a surtout endeuillé les quartiers populaires de la banlieue sud de Madrid. C'est là que l'A 11-M s'est formée. Or ce sont des bastions communistes qui furent les fers de lance de la mobilisation contre la guerre en Irak en 2003. L'explosion qui fit le plus de morts eut lieu en gare d'El Pozo, sur les murs de laquelle on devinait sans peine encore dix ans après les traces d'innombrables graffitis anti-gouvernementaux et pacifistes. Pilar Manjón est elle-même militante syndicale depuis 1978 chez *Comisiones Obreras* et sympathisante d'*Izquierda Unida*, le parti d'extrême gauche espagnol. Elle a, comme les autres membres fondateurs de l'association, participé aux manifestations contre la guerre en Irak en 2003, de même que l'avait fait son fils, Daniel, tué dans les attentats. Si elle refuse donc que son fils puisse être célébré comme une sorte de héros, c'est qu'elle estime qu'il est moins mort *pour l'Espagne*, comme une victime d'ETA, qu'*à cause de* la décision prise par le gouvernement Aznar d'engager des troupes espagnoles dans la guerre en Irak³⁵. Et son fils s'étant publiquement opposé à cette décision, le sentiment d'injustice attaché à sa mort n'en est que plus grand.

Lors des funérailles nationales qui eurent lieu dans la Cathédrale de l'Almudena à Madrid le 24 mars 2004, un homme lança haut et fort, au passage de José Maria Aznar : « Monsieur Aznar, je vous rends responsable de la mort de mon fils³⁶ ! » De même, lors de l'inauguration du monument aux victimes à Atocha, un autre brandit une pancarte réclamant qu'Aznar soit jugé devant le Tribunal pénal international (Truc, 2011 : 216). Comme eux et comme Pilar Manjón, de nombreuses personnes affectées par le 11-M ont estimé que l'ancien chef de gouvernement était responsable du malheur les ayant frappés. Et c'est aussi pour cette raison qu'il leur fut impensable d'adhérer à l'AVT : celle-ci, en reconnaissance de l'implication d'Aznar dans la lutte contre ETA au cours de ses deux mandats consécutifs à la tête du gouvernement espagnol, venait en effet de le nommer membre d'honneur lorsque survint le 11-M (lui-même ayant, en outre,

réchappé à un attentat d'ETA en 1995)³⁷. Or, comme le déclara Pilar Manjón dans une interview en octobre 2004 : « je refuse de m'asseoir à côté de celui dont les décisions ont conduit à l'assassinat de mon fils³⁸. » La formule dit bien la part d'affects, pour ainsi dire viscérale, l'ayant conduit à former avec d'autres, qui partageaient ce ressenti, un public spécifique.

FAIRE (ENFIN) ENTENDRE LA VOIX DU PEUPLE

Il faut bien comprendre que ce n'est donc pas parce que certaines victimes du 11-M ont souhaité se distinguer de l'AVT qu'elles ont choisi *a posteriori* de se présenter publiquement comme des « affectés », mais plutôt parce qu'elles ont immédiatement eu le sentiment d'avoir été « indirectement et sérieusement affectées », pour reprendre l'expression de Dewey, par la décision de faire participer l'Espagne à la guerre en Irak qu'il leur a semblé indispensable de créer leur propre association. En dernière instance, c'est aussi pour cette raison que l'A 11-M peut s'analyser comme un public au sens de Dewey : en établissant un lien de cause à effet entre la participation espagnole à la guerre en Irak et le 11-M, les membres de l'association ont estimé qu'ils avaient été indirectement et sérieusement affectés par les conséquences d'une grave décision politique prise sans tenir compte de leur avis, et c'est donc encore ce problème que leur mobilisation visa à porter sur la place publique³⁹.

La création de l'A 11-M ne procède en ce sens pas simplement du « choc » du 11-M, mais également du réinvestissement d'engagements militants préalables, en particulier contre la guerre en Irak⁴⁰, et des « valuations » qui y sont liées, pour reprendre le mot de Dewey (1939/2011). C'est ce qui explique que figure explicitement dans ses statuts une visée pacifiste⁴¹, témoignant d'une volonté de parvenir à enfin faire entendre, par la voix des victimes du 11-M, ce refus de la guerre massivement exprimé par le peuple espagnol un an auparavant, auquel le gouvernement Aznar avait fait la sourde oreille.

On comprend mieux, dès lors, le titre que les dirigeants de l'association choisirent de donner au discours de Pilar Manjón au Congrès des députés lorsqu'il s'est agi de l'éditer : *La voix du peuple*. Parce que « n'importe qui » aurait pu être affecté par le 11-M, parce que les victimes sont des citoyens comme les autres, la voix que Pilar Manjón porte face aux parlementaires n'est à ses yeux comme à ceux des membres de l'association qu'un prolongement direct de la « voix du peuple » qui s'était exprimée un an auparavant, contre la guerre en Irak, par des manifestations ayant rassemblé des millions de personnes dans les rues d'Espagne (Morán, 2005). Elle ne fait que transposer cette voix des rues au Parlement, en espérant cette fois qu'elle sera entendue. Ainsi, lorsqu'à la fin de son discours, elle s'exclame « Nous avons de la voix et nous voulons que cette voix soit entendue. Nous avons de la voix, et nous savons juger par nous-même ! » (« *Tenemos voz y criterio* »)⁴², cela vaut pour les victimes du 11-M mais aussi, *a fortiori*, pour tous les citoyens espagnols : ils avaient de bonnes raisons de ne pas vouloir de la guerre en Irak et ils auraient donc dû être entendus par leurs dirigeants.

Ceci étant, même si une nette majorité d'Espagnols n'était pas favorable à la participation de leur pays à la guerre en Irak et s'ils furent, de tous les Européens, ceux qui descendirent le plus en masse dans la rue pour s'y opposer (on estime au total à 7,4 millions le nombre d'Espagnols ayant manifesté contre la guerre en Irak, soit 18,5% de la population totale du pays) (Reynié, 2004 : 43), on ne saurait affirmer que le « peuple espagnol », dans sa globalité, fut opposé à la guerre en Irak. Ce « peuple » dont se revendiquent Pilar Manjón et les dirigeants de l'A 11-M peut dès lors s'entendre en un sens davantage social (les couches populaires, dont ils sont effectivement issus) que strictement politique (l'ensemble des citoyens du pays). Reste en effet toute une partie de la population espagnole qui ne partage pas leur conviction, parmi lesquels se trouvent encore des victimes du 11-M.

UNE AUTRE VOIX : L'ASSOCIATION « AYUDA A LAS VÍCTIMAS DEL 11-M »

Toutes les victimes du 11-M n'ont pas considéré qu'au travers de cet attentat, elles avaient été indirectement affectées par la participation de troupes espagnoles à la guerre en Irak. Si l'A 11-M résulte d'une convergence entre des personnes issues des quartiers populaires de Santa Eugenia et El Pozo dans la banlieue « rouge » de Madrid, partageant les mêmes valeurs, les mêmes indignations, et une même lecture des événements, d'autres, résidant ailleurs et au profil sociologique différent, ne s'y sont pas retrouvées. Une seconde association de victimes des attentats du 11 mars a ainsi vu le jour quelques mois après l'A 11-M, en octobre 2004 : l'association *Ayuda a las Víctimas del 11-M* (Aide aux victimes du 11-M). Comme son nom l'indique, le souci principal des fondateurs de cette association fut moins d'obtenir une révision de la loi de 1999 que d'apporter aux victimes une aide psychologique et un soutien dans leurs démarches administratives. Elle fut aidée dans cette tâche par l'AVT, dont elle s'est d'emblée montrée très proche. De fait, si cette seconde association se présente bien, elle, comme une association de « victimes » du 11-M, c'est que ses adhérents estiment être des « victimes du terrorisme » au même titre que les autres : il n'y a pas, pour eux, de différence fondamentale entre les victimes d'ETA et celles du 11-M.

Certains d'entre eux en sont à ce point convaincus qu'ils expriment régulièrement des doutes concernant l'identité des terroristes responsables du 11-M. Ainsi, celle qui présida pendant 15 ans cette seconde association, Ángeles Domínguez, qui fut blessée dans le train ayant explosé à l'approche de la gare d'Atocha à hauteur de la *Calle Téllez*, n'a eu de cesse pendant des années, et y compris après le jugement rendu par l'Audience nationale en 2007 qui attribue les attentats à une cellule de terroristes islamistes, de remettre publiquement en cause cette thèse et de réclamer une réouverture de l'enquête. Il en va de même de la présidente de l'AVT de 2010 à 2016, Ángeles Pedraza, dont la fille, Myriam, fut tuée par l'une des explosions en gare d'Atocha.

Lors du procès des auteurs présumés des attentats en 2007, elle retira ses plaintes contre plusieurs accusés, au motif qu'elle avait la conviction que ces attentats étaient en réalité un complot impliquant ETA et que le dossier d'accusation avait été monté de toutes pièces pour faire croire à une attaque islamiste⁴³.

Bien des membres de l'association *Ayuda a las Víctimas del 11-M* ayant, comme elles, l'intime conviction d'avoir en réalité été victimes d'ETA, il n'est guère étonnant que plusieurs d'entre eux aient également adhéré à l'AVT. Et étant donné la forme de supériorité que certains Espagnols reconnaissent aux victimes d'ETA au nom de leur « sacrifice » pour la nation, il est encore moins surprenant que ce soit en particulier le cas des victimes du 11-M dont le profil sociologique est objectivement le plus proche d'une victime « type » d'ETA. C'est par exemple le cas de Gonzalo Villamarín, un capitaine de l'armée espagnole grièvement blessé dans une des explosions en gare d'Atocha⁴⁴, qui fut candidat à la direction de l'AVT en 2012. Par ailleurs marathonnier, il fut particulièrement sollicité par les médias en mars 2005, pour avoir, en dépit de ses séquelles, réussi à prendre part aux « 100 kms de Madrid » quelques jours avant le premier anniversaire du 11-M. Il fut ainsi érigé en une « sorte de héros populaire », comme le souligne un journaliste de *Diario de León*⁴⁵, à ce point que la chaîne de télévision américaine NBC réalisa un reportage sur lui l'année suivante. Longtemps, à chaque anniversaire du 11-M, son nom a resurgi dans les médias, le plus souvent ceux marqués à droite, telle la chaîne de télévision en ligne *Libertad Digital*, à laquelle il accorda en 2012 une interview qu'il termine en réclamant la « vérité » sur les causes des attentats, pourtant jugés alors depuis cinq ans⁴⁶.

Mais des profils de ce type sont minoritaires parmi les victimes du 11-M. C'est pourquoi l'association *Ayuda a las Víctimas del 11-M*, qui n'a jamais compté plus de quelques centaines d'adhérents, n'a été reconnue d'utilité publique qu'en 2013, bien après l'A 11-M, et n'a réellement pu se développer que grâce à des subventions allouées par la mairie et la communauté de Madrid, tenues par la droite espagnole

depuis 20 ans (à l'exception d'une parenthèse de 4 ans, entre 2015 et 2019, pour la mairie). Ses subventions ayant été directement impactées par la crise économique de 2008, qui frappa très durement l'Espagne, l'association faillit disparaître au début des années 2010⁴⁷. Elle n'aura finalement dû son salut qu'à des financements européens obtenus in extremis via la mise en place d'un réseau européen d'associations de victimes du terrorisme visant à prévenir la radicalisation (le *Network of associations of victims of terrorism*, puis le *Radicalisation awareness network*), qu'elle a elle-même initiée et dirigée de 2008 à 2012 (Truc, 2012 ; Milošević & Truc, 2021).

CONCLUSION

Prendre au sérieux le mot « affectés » par lequel l'A 11-M désigne les victimes du 11-M nous a donc conduit à montrer que cette association gagnait à être analysée comme un public au sens de Dewey. En faisant appel à cette notion, on comprend en effet que le choix du terme « affectés » engage bien plus qu'un souci de distinction vis-à-vis d'associations préexistantes. C'est d'abord une manière de constituer en problème public la catégorie juridique, politique et sociale de « victimes du terrorisme » et, d'un même geste, une façon de revendiquer un principe de continuité entre les personnes frappées par l'attaque terroriste et le reste de la société, en inscrivant leur mobilisation dans un horizon résolument démocratique. Dit autrement : une façon d'affirmer que ces victimes sont des citoyens comme les autres, dont les droits et la dignité doivent être pleinement reconnus, et qui n'ont pas plus à être tenus pour des citoyens de second rang du fait de leur « traumatisme » que pour des héros en raison de leur « sacrifice ». Cela vaut non pas seulement pour les victimes du 11-M, mais plus généralement pour toutes les victimes civiles d'attentats perpétrés à l'aveugle. Lorsqu'une médaille nationale de reconnaissance aux victimes du terrorisme fut créée en France, des victimes des attentats du 13 novembre 2015 objectèrent ainsi qu'elles ne voyaient pas en quoi elles avaient mérité une médaille pour s'être simplement trouvé « au mauvais endroit, au mauvais moment »⁴⁸.

Considéré à la lumière des concepts de John Dewey, le combat de l'A11-M permet donc d'interroger, par contraste, le caractère aristocratique du registre de reconnaissance publique des victimes du terrorisme comme « héros nationaux » qui prévaut dans la société espagnole, et semble devoir inspirer aujourd'hui d'autres pays, telle la France. Il met enfin en exergue l'importance des traces laissées dans la société espagnole par le mouvement d'opposition à la guerre en Irak, puisque les adhérents de l'A11-M estiment avoir eu à subir, au travers du 11-M, les douloureuses conséquences de la décision prise par José Maria Aznar en 2003 d'engager des troupes espagnoles en Irak contre l'avis de son peuple. Et s'ils inscrivent donc leur mobilisation dans un horizon démocratique, c'est aussi que celle-ci, au-delà du choc de l'événement, doit se comprendre en définitive comme la continuation par d'autres moyens d'une lutte contre une décision anti-démocratique.

BIBLIOGRAPHIE

- ALONSO Rogelio, DOMÍNGUEZ Florencio & Marcos GARCÍA REY (2010), *Vidas Rotas. Historia de los hombres, mujeres y niños víctimas de ETA*, Madrid, Espasa.
- APOSTOLIDÈS Jean-Marie (2003), *Héroïsme et victimisation. Une histoire de la sensibilité*, Paris, Exils.
- ARGOMANIZ Javier (2015), « State Responses to Victims of Terrorism Needs in Spain », in J. Argomaniz & O. Lynch (eds), *International Perspectives on Terrorist Victimisation. An Interdisciplinary Approach*, Basingstoke / New York, Palgrave Macmillan, p. 124-148.
- BARCELLINI Serge (2008/2010), « L'État républicain, acteur de mémoire : des morts pour la France aux morts à cause de la France », in P. Blanchard & I. Veyrat-Masson (dir.), *Les Guerres de mémoire*, Paris, La Découverte, p. 209-219.
- BARREÑADA Isaías, MARTÍN Iván & José Antonio SANAHUJA (2004), « L'Espagne et la guerre en Irak », *Critique internationale*, 23, p. 9-21.
- BARTHE Yannick (2017), *Les Retombées du passé. Le paradoxe de la victime*, Paris, Seuil.
- BIDET Alexandra, QUÉRÉ Louis & GÉRÔME TRUC (2011), « Ce à quoi nous tenons. Dewey et la formation des valeurs » in John Dewey, *La Formation des valeurs*, Paris, La Découverte, p. 5-64.
- CEFAÏ Daniel (2009), « Comment se mobilise-t-on ? L'apport d'une approche pragmatiste à la sociologie de l'action collective », *Sociologie et sociétés*, 41 (2), p. 245-269.
- CEFAÏ Daniel (2016), « Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ? », *Questions de communication*, 30, p. 25-64.
- CEFAÏ Daniel & Dominique PASQUIER (2003), « Introduction », in Id. (dir.), *Les Sens du public. Publics politiques, publics médiatiques*, Paris, Presses universitaires de France.
- DEWEY John (1927/2010), *Le Public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1938/1993), *Logique. La théorie de l'enquête*, trad. fr. G. Deledalle, Paris, Presses universitaires de France.
- DEWEY John (1939/2011), *La Formation des valeurs*, trad. fr. A. Bidet, L. Quéré & G. Truc, Paris, La Découverte.
- FASSIN Didier & Richard RECHTMAN (2007/2011), *L'Empire du traumatisme*, Paris, Flammarion.
- GOODWIN Jeff, JASPER James A. & Francesca POLLETTA (eds) (2001), *Emotions and Social Movements*, Chicago, University of Chicago Press.
- GUSFIELD Joseph (1981/2009), *La Culture des problèmes publics*, Paris, Economica.
- JASPER James M. (1997), *The Art of Moral Protest*, Chicago, The University of Chicago Press.

- JASPER James M. (2011), « Emotions and Social Movements : Twenty Years of Theory and Research », *Annual Review of Sociology*, 37, p. 285-303.
- LATTÉ Stéphane (2008), *Les « Victimes ». La formation d'une catégorie sociale improbable et ses usages dans l'action collective*, Thèse pour le doctorat en sciences sociales, Paris, EHESS.
- LATTÉ Stéphane (2012), « La "force de l'événement" est-elle un artefact ? Les mobilisations de victimes au prisme des théories événementielles de l'action collective », *Revue française de science politique*, 62 (3), p. 409-432.
- LAWTHER Cheryl (2015), « The Construction and Politicisation of Victimhood », in O. Lynch & J. Argomaniz (eds), *Victims of Terrorism. A Comparative and Interdisciplinary Study*, Oxon / New York, Routledge, p. 10-30.
- LEFRANC Sandrine & Lilian MATHIEU (2010), « De si probables mobilisations de victimes », in Id. (dir.), *Mobilisations de victimes*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- LYNCH Orla & Javier ARGOMANIZ (eds) (2015), *Victims of Terrorism : A Comparative and Interdisciplinary Study*, Oxon/New York, Routledge.
- MILOŠEVIĆ Ana & Gêrôme TRUC (2021), « (Un)shared Memory : European Parliament and EU Remembrance Day for Victims of Terrorism », *Politique européenne*, (à paraître).
- MORÁN Maria Luz (2005), « Viejos y nuevos espacios para la ciudadanía : la manifestación 15 de febrero de 2003 en Madrid », *Política y Sociedad*, 42 (2), p. 95-113.
- QUÉRÉ Louis (2002), « La structure de l'expérience publique d'un point de vue pragmatiste », in D. Cefaï & I. Joseph (dir.), *L'Héritage du pragmatisme. Conflits d'urbanité et épreuves de civisme*, La Tour d'Aigues, Éditions de L'Aube, p. 131-160.
- QUÉRÉ Louis (2012), « Le travail des émotions dans l'expérience publique. Marées vertes en Bretagne », in D. Cefaï & C. Terzi (dir.), *L'Expérience des problèmes publics*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 22), p. 135-162. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/19582>).
- REINARES Fernando (2014), *¡Matadlos! Quién estuvo detrás del 11-M y por qué se atentó en España*, Madrid, Galaxia Gutenberg.
- REYNIÉ Dominique (2004), *La Fracture occidentale. Naissance d'une opinion européenne*, Paris, La Table Ronde.
- ROLLAND Denis (dir.) (2005), *L'Espagne et la guerre du Golfe. D'Aznar à Zapatero : démocratie, violence et émotion*, Paris, L'Harmattan.
- SÁNCHEZ-CARRETERO Cristina (2006), « Trains of Workers, Trains of Death : Some Reflections after the March 11 Attacks in Madrid », in J. Santino (ed.) *Spontaneous Shrines and the Public Memorialization of Death*, New York, Palgrave, p. 333-347.
- SÁNCHEZ-CARRETERO Cristina (dir.) (2011), *El Archivo del Duelo. Análisis de la respuesta ciudadana ante los atentados del 11 de marzo en Madrid*, Madrid, CSIC.

- SEGURA Hernández Antonio (2010), « Aportaciones al Proyecto de Ley de reconocimiento y protección integral a las víctimas del terrorismo », *IIMagina*, 2, p. 32-36.
- STAVO-DEBAUGE Joan (2012), « Des “événements” difficiles à encaisser. Un pragmatisme pessimiste », in D. Cefaï & C. Terzi (dir.), *L'Expérience des problèmes publics*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 22), p. 191-224. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/19592>).
- TAHIR Nadia (2015), *Argentine, mémoires de la dictature*, Paris, Presses universitaires de Rennes.
- TRUC Gérôme (2011), « Le politique aux marges de la commémoration. Une ethnographie des cérémonies de commémoration officielle des attentats du 11 mars 2004 à Madrid », in M. Berger, D. Cefaï & C. Gayet-Viaud (dir.), *Du Civil au politique. Ethnographies du vivre-ensemble*, Bruxelles, Peter Lang, p. 205-227.
- TRUC Gérôme (2012), « Aux victimes du terrorisme, l'Europe reconnaissante ? Portée et limites de la Journée européenne en mémoire des victimes du terrorisme », *Politique européenne*, 37, p. 132-155.
- TRUC Gérôme (2016), *Sidéérations. Une sociologie des attentats*, Paris, Presses universitaires de France.
- ZASK Joëlle (2001), « Pourquoi un public en démocratie ? Dewey versus Lippmann », *Hermès*, 31, p. 63-66.

NOTES

1 Je remercie Louis Quéré, Daniel Cefai et Cédric Terzi pour leurs utiles remarques sur une première version de ce texte.

2 Voir le beau témoignage de François Rudetzki : *Triple peine*, Paris, Calmann-Lévy, 2004.

3 D'après le bilan humain établi par l'Audience nationale espagnole, dans son jugement n°65 de 2007. Une victime décédée en 2014 après avoir passé dix ans dans le coma a depuis porté le nombre de morts à 192.

4 Il est en effet fréquent que les mobilisations de victimes passent par une dépolitisation de leurs revendications, c'est-à-dire un évitement des prises de position partisans et la mise en avant d'un registre plus consensuel, qu'il soit moral, juridique ou psychologique. Cf. Lefranc & Mathieu (2010 : 20).

5 Asociación 11-M. Afectados del Terrorismo, *La Voz del pueblo*, Madrid, 2008, p. 18.

6 De sa création en juin 2004 jusqu'en novembre 2004, l'association fut dirigée par Clara Escribano (blessée par l'explosion s'étant produite en gare de Santa Eugenia). Des contestations à l'encontre de sa gestion la conduisirent à démissionner, et une direction collégiale fut mise en place pendant deux mois. C'est à cette période que Pilar Manjón fit son discours

face à la commission parlementaire d'investigation en tant que porte-parole de ce collège de direction. Elle fut ensuite officiellement élue présidente de l'association lors d'une assemblée générale extraordinaire au début de l'année 2005, et l'est restée ensuite pendant 11 ans, jusqu'en juin 2016, date à laquelle son ex-mari, Eulogio Paz, lui a succédé.

7 Interview de Pilar Manjón avec Antton Iparraguirre, « Iremos a los países donde se ocultan autores del 11-M », *Diario Vasco*, 4 décembre 2009. En ligne : (<http://www.diariovasco.com/20091204/politica/iremos-paises-donde-ocultan-20091204.html>) (consulté le 16 juin 2020).

8 Jesús Abril, « La Asociación 11-M Afectados del Terrorismo », *Imagina*, n°0, 2010, p. 9-10.

9 Mais bien entendu, il n'y a rien de systématique ni d'automatique dans la formation d'un public. Des personnes affectées par un même problème peuvent aussi bien ne pas s'organiser collectivement pour le résoudre, en particulier lorsqu'elles sont sous le coup d'un traumatisme trop important. Pour une discussion de Dewey sur ce point : Joan Stavo-Debaugé, 2012.

10 Loi 32/1999, du 8 octobre, de « *Solidaridad con las víctimas del terrorismo* ».

11 Entretien avec Jesús Abril, 4 mars 2010.

12 Voir par exemple Pablo Ximénez de Sandoval, « Hay víctimas que no tienen ni para comer. Entrevista a Pilar Manjón », *El País*, 11 mars 2009. En ligne : (http://elpais.com/diario/2009/03/11/espana/1236726018_850215.html) (consulté le 16 juin 2020).

13 Amanda Meyer, « El largo camino de la reparación y la justicia », *IIMagina*, n°3, 2011, p. 32-36.

14 Entretien avec J. Abril, 4 mars 2010.

15 Loi 29/2011, du 22 septembre, de « Reconocimiento y Protección Integral a las Víctimas del Terrorismo ». À propos des améliorations apportées par cette nouvelle loi, voir l'article de l'un des avocats de l'association : Antonio Segura Hernández, 2010.

16 Sur la tension entre « passivité » et « activité » dans la formation d'un public selon Dewey, voir aussi Zask (2001 : 63-66).

17 Film réalisé par Sebastián Arabia, sorti en salles en 2010.

18 Asociación 11-M. Afectados del Terrorismo, *La Voz del pueblo*, op. cit., p. 41-42.

19 Jesús Abril, « Madrid, 11 de marzo de 2004 », in Collectif, *Des vies brisées. Recueil de témoignages*, Paris, SOS Attentats – SOS Terrorisme, 2007, p. 21-23.

20 Asociación 11-M. Afectados del Terrorismo, *La Voz del pueblo*, op. cit., p. 44-45.

21 Asociación 11-M. Afectados del Terrorismo, *La Voz del pueblo*, op. cit., p. 12.

22 Pilar Manjón, « La ternura de este pueblo con las víctimas del 11 M se la ha cargado el Partido Popular », *Mundo Obrero*, n°180, septembre 2006. En ligne : (<https://www.mundoobrero.es/pl.php?id=446&sec=5%22>) (consulté le 16 juin 2020). Je souligne.

23 « Pilar Manjón, au nom des victimes », *La Libre*, 11 mars 2005.

24 Cf. Jesús Abril « Madrid, 11 mars 2004 », art. cit., p. 22.

25 Loi 32/1999, du 8 octobre, de « Solidaridad con las víctimas del terrorismo ». (« Mediante la presente Ley, la sociedad española rinde tributo de honor a cuantos han sufrido la violencia terrorista. Los Grupos Parlamentarios del Congreso de los Diputados y del Senado – por unanimidad – quieren hacer de esta iniciativa una expresión de reconocimiento y solidaridad en orden a ofrecer a las víctimas del terrorismo la manifestación de profundo homenaje que, sin duda, merece su sacrificio. »)

26 Sur l'opposition entre « valeurs aristocratiques » attachées à la figure du héros et « valeurs démocratiques » attachées à celle de la victime, voir

Jean-Marie Apostolidès (2003 : 190 sq. et p. 381 en particulier).

27 Leur proportion correspond très exactement à 58 % des personnes tuées par ETA de 1960 à 2009. Voir Alonso, Dominguez & Garcia Rey (2010 : 1210 et 1226).

28 Interview de Pilar Manjón dans « El Intermedio », *TéléSeis*, 12 mars 2012 - vers 21h00. Je souligne.

29 Ainsi, lorsque la mort d'Oussama Ben Laden fut annoncée en mai 2011, l'association publia un communiqué de presse déclarant qu'elle aurait préféré le voir jugé pour ses crimes par une cour pénale internationale plutôt que tué et jeté à la mer : « *Comunicado en relación con el asesinato extrajudicial de Osama Bin Laden* », 2 mai 2011. En ligne : (<https://asociacion11m.org/comunicado-en-relacion-con-el-asesinato-extrajudicial-de-osama-bin-laden/>) (consulté le 16 juin 2020).

30 Voir Jesús Abril, « La Red Internacional de Paz », *IIMagina*, n°2, 2010, p.14-20 ; Juan Gutiérrez, « La Red Internacional de Paz, paso a paso », *IIMagina*, n°2, 2010, p. 8-12.

31 Voir la dépêche d'EFE du 9 mars 2012 intitulée « 'No me gustaría hablar con quien me puso la bomba', dice una víctima de ETA ».

32 Pour reprendre une formule répétée à maintes reprises par les dirigeants de l'association. Voir par exemple le résumé de la comparution

d'Ángeles Pedraza, alors présidente de l'AVT, devant la Commission des droits de l'homme du Parlement Basque, le 29 octobre 2010. En ligne : (<https://avt.org/es/n/454/yesumen-de-la-compabecencia-de-angeles-pedbaza-ante-la-comisin-de-debechos-humanos-del-pablamento-vasco>) (consulté le 16 juin 2020).

33 Asociación 11-M. Afectados del Terrorismo, *La Voz del pueblo*, op. cit., p. 13.

34 Baromètre de l'*Instituto Real Elcano*, 6^e vague, résultats de mai 2004, Madrid, juin 2004, p. 25.

35 Sur la distinction entre « morts pour » et « morts à cause de » : Barcellini, 2010.

36 Voir par exemple François Musseau, « Funérailles d'État sous haute tension à Madrid », *Libération*, 25 mars 2004, p. 11.

37 La décision, prise par la direction de l'AVT le 20 février 2004, ne fut pas modifiée après le 11-M.

38 Pilar Manjón, « No me rendiré en la búsqueda de la justicia », *Mundo Obrero*, n°157, 2004. En ligne : (<https://www.mundoobrero.es/pl.php?id=176&sec=1%22>) (consulté le 16 juin 2020).

39 On sait aujourd'hui que le projet du 11-M est antérieur à la guerre en Irak : il a vraisemblablement été émis pour la première fois en décembre 2001 à Karachi, par l'ancien

membre d'une cellule d'Al-Qaida en Espagne démantelée à la suite du 11-Septembre, souhaitant alors se venger. Il est vrai, en revanche, que ce projet, tandis qu'il est en cours de préparation par des membres du « Groupe islamique combattant marocain », reçoit ensuite l'aval et le soutien de la direction d'Al-Qaida fin 2003, une fois l'Espagne engagée dans la guerre en Irak (Ben Laden menace explicitement l'Espagne dans une vidéo diffusée par Al-Jazeera le 18 octobre 2003). Voir Fernando Reinares, 2014.

40 Sur la nécessité d'inscrire les mobilisations de victimes dans des histoires sociales en longs cours, en tenant compte des engagements des individus antérieurs à l'événement dont ils ont été victimes, voir Latté, 2012.

41 Voir en ligne : (<https://asociacion11m.org/quienes-somos/estatutos/>) (consulté le 16 juin 2020).

42 Asociación 11-M. Afectados del Terrorismo, *La Voz del pueblo*, op. cit., p. 47.

43 Voir la retranscription intégrale du procès, disponible en ligne : « *Calificación de las acusaciones* », 4 juin 2007, (<http://especiales.libertaddigital.com/11-m/transcripcion.php?id=04-06-2007---18>); « *Informe de conclusiones definitivas de la acusación particular Ángeles Pedraza Portero y otros* », 18 juin 2007, (<http://especiales.libertaddigital.com/11-m/transcripcion.php?id=18-06-2007---01>) (consulté le 16 juin 2020).

44 Ayant dû prendre sa retraite de manière anticipée à cause du 11-M, il fut promu au grade de commandant à titre honorifique en juin 2012.

45 Roberto Arias, « 'No podía respirar, sólo movía un brazo y lo único que tocaba eran trozos de gente' Entrevista a Gonzalo Villamarín Barredo », *Diario de Leon*, 24 mars 2005. En ligne : (http://www.diariodeleon.es/noticias/bierzo/no-podia-respirar-solo-movia-un-brazo-y-lo-unico-que-tocaba-eran-trozos-de-gente-_188391.html) (consulté le 16 juin 2020).

46 Voir la vidéo en ligne : (<https://www.dailymotion.com/video/xu2y81>) (consulté le 16 juin 2020).

47 Luis F. Quintero, « La Asociación de Ayuda a las Víctimas del 11-M, al borde del cierre », *Libertad Digital*, 4 décembre 2011. En ligne : (<http://www.libertaddigital.com/nacional/2011-12-04/la-asociacion-de-ayuda-a-las-victimas-del-11-m-al-borde-del-cierre-1276443302/>) (consulté le 16 juin 2020).

48 Voir par exemple l'interview d'Emmanuel Domenach, rescapé du Bataclan, sur i-Télé, le 9 septembre 2016, disponible en ligne : (<https://www.youtube.com/watch?v=rUVpcz9ADmg>) (consulté le 16 juin 2020).

LA NOUVELLE ORLÉANS APRÈS KATRINA

LES RELÈVES DES PUBLICS
DE LA RECONSTRUCTION
ET LEURS PORTÉES
POLITIQUES

JEAN SAMUEL BORDREUIL

Ce texte porte sur les engagements des publics de la Nouvelle Orléans post Katrina : pour la sauver des eaux, puis la maintenir durablement à l'abri de leurs flots. D'un pas à l'autre leur problème aura glissé de la reconstruction de la ville à celui, plus ample, de la restauration de son assise deltaïque. Cette recherche, inspirée par l'approche pragmatiste du politique de John Dewey dans *Le Public et ses problèmes*, souscrit à sa dimension foncière d'émergence : il n'y a pas de publics sans problèmes. Mais l'évidence écrasante du trouble initial invite à suivre les efforts des publics en vue d'institutionnaliser la relève des problèmes qui les ont assaillis. Dans l'arène publique post Katrina, les luttes qui ont scellé le retour des habitants dans leurs quartiers auront dramatisé les débats. En apprenant à porter leurs causes, à travers leur engagement, les membres de ces collectifs ont fortifié leur intelligence politique. En conclusion d'une enquête – moins sur que *dans* le sillage des enquêtes de ces publics – on situera ce que notre terrain nous a appris dans le compas de la littérature consacrée aux mobilisations environnementales. Dénî ? Résilience ? Catastrophisme ?

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; KATRINA ; LA NOUVELLE ORLÉANS ; APPROCHE DRAMATURGIQUE ; MOBILISATIONS ENVIRONNEMENTALES ; PUBLICS ÉMERGENTS.

* Jean Samuel Bordreuil est directeur de recherches émérite au LAMES (AMU-CNRS), à la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH) à Aix en Provence [sambordreuil@gmail.com].

I. PREMIÈRE SÉQUENCE : UNE VILLE À FAIRE REVENIR

Est-il besoin, ici, d'insister sur la magnitude du désastre qu'a représenté Katrina ? Pour rappel, l'ouragan Katrina qui s'abat sur le delta du Mississippi, le 30 août 2005, est d'une puissance maximale (5, sur l'échelle Safir-Simpson)¹. On dénombrera par la suite, dans son aire de dévastation, 1700 victimes (dont 1300 pour la ville). 80% des habitations de la Nouvelle Orléans se retrouveront inondées, et ce pendant plusieurs semaines. Quelques quartiers auront été épargnés, mais l'immense majorité des citoyens ne pourront revenir que dans les mois qui suivent. Parmi les quelque 300 000 en diaspora dans le reste de l'« Union », 130 000 (majoritairement afro-américains) ne reviendront jamais. Quant à ceux pris au piège de l'ouragan (et n'ayant pas les moyens d'évacuer à temps), ils seront – pour les survivants – entassés dans les deux seules grandes enceintes à disposition : le stade couvert du Superbowl (pour 25 000 d'entre eux) et le Palais des Congrès pour 25 000 autres. De ces rescapés, du sort qui fut le leur, les télévisions du monde entier ont aussi donné des images frappantes : des jours entiers avant que les instances fédérales ne passent à l'action, envoyant des militaires pour contrôler des gangs, avant que des secouristes et des vivres pour les rescapés. Si bien qu'au désastre du cataclysme aura succédé, toujours en direct, le spectacle d'un autre désastre : un effondrement organisationnel de l'administration des secours aux désastres. Et cela, que la société la plus développée du monde se soit révélée incapable, pendant de longs jours, d'apporter les secours les plus élémentaires à des dizaines de milliers de ses sociétaires, aura scellé aux yeux d'une audience planétaire la signification proprement politique de l'événement.

Sans doute est-ce l'un des effets inévitables de telles catastrophes, qu'elles somment instamment leurs contemporains d'arrêter une signification politique quant à « ce qui vient de se passer » (sur le fond d'un « plus jamais ça ! »). Une saisie *politique* au sens classique où elle essaie de cadrer l'événement au plus large, pour mieux dégager

l'éventail des responsabilités en cause dans la tournure qu'aura prise l'événement et ainsi, d'une part, mieux asseoir le dossier des réclamations à porter quant aux réparations des dommages subis et, d'une autre, tracer des lignes d'action pour le futur. Et, *a fortiori*, à cette requête pressante, tout sociologue est-il encore plus exposé ! Reste qu'à cet automne 2005 où nous mettons en place notre projet d'enquête, ce cadrage – si l'on veut, en structures de la « société américaine »² – n'aide guère à répondre à une question plus pressante – au premier chef pour les habitants de la ville – et, à l'époque, dramatiquement ouverte : celle de savoir si, *oui ou non*, une ville de 500 000 habitants reviendrait à l'existence. En bref, la Nouvelle Orléans serait-elle ou non un nouveau Galveston – cette autre cité côtière ravagée par un autre ouragan, en 1908, et qui a depuis pratiquement disparu de la carte ? Or, s'il est bon d'avoir en tête quelques-uns des éléments structurels explicatifs de ce qui s'est passé, il est plus hasardeux d'en inférer qu'ils suffiraient à prédire ce qu'il va advenir de la zone sinistrée. Sauf évidemment à considérer que, *peu importe*, ville ou pas (un détail ! ?), l'essentiel étant de démontrer (CQFD) qu'on retrouvera bien la même logique sociale à l'œuvre à l'arrivée.

La ville reviendra-t-elle, et si oui, quand et comment ? Telle est *a contrario* l'interrogation initiale, puis l'objet central de notre suivi sur cinq ans. Un suivi patient, anxieux, sans doute plus proche du format journalistique du reportage que de l'essai sociologique cherchant à vérifier des hypothèses, mais qui, pourtant, éloigne moins de la sociologie qu'il ne la met en meilleure posture pour saisir ce qu'il en est de la dimension foncièrement processuelle de son objet : au plus court, faisant droit à une intuition pragmatique princeps, qu'il est « toujours en train de se faire ». Remarquons que telle est la position d'écriture du journaliste : qu'il commente et (rétro)agit sur un tel monde et sur ce que l'actualité y déverse comme autant « d'ordres du jour » ; dont lui et ses lecteurs sont autant de *contemporains*. En ce sens, cela décrit bien notre posture d'enquête (voire d'écriture) : saisir, habiter, la succession de ces « ordres du jour », c'est-à-dire les incertitudes qui cherchent à s'y réduire, pour mieux ancrer l'analyse de ce

qui s'y passe. Dans la langue des habitants de la Nouvelle Orléans, cela signifie les rejoindre dans les « cônes d'incertitude³ » qui surplombent leur ordinaire. On y gagne alors, suivant les remarques précieuses de Hennion et Monnin (2020, § 14), citant William James (1897), de mieux arrimer le questionnement à ce qui s'engage d'« options vitales » dans les conduites des acteurs.

Pour autant, sinon d'autant mieux, ce suivi sera-t-il aimanté à tirer la signification politique de ce retour de la ville sur elle-même, des formes qu'il aura revêtues, des forces qui l'auront agi, en faisant entrer dans le tableau politique d'ensemble, et comme une de ses pièces centrales, la part prise par les publics qui ont émergé dans la relève post-catastrophe de la ville.

On ajoutera que, si le souci de cadrer en structure globale est bel et bon, il risque de manquer de substance si l'on n'a pas idée de ce qu'il s'agit de « cadrer » ! Or la fréquentation sur cinq ans, et autant que faire se peut, d'une société se relevant progressivement de ses décombres, met tout sociologue en position de traiter immédiatement un objet sociologique de plein droit, incroyablement lourd et profond : celui, quasi durkheimien, de ce qu'il en est d'un « bris sociétal ». La meilleure anthropologie des catastrophes, et nous pensons ici aux travaux de Kai T. Erikson (1976), n'est-elle pas celle qui est capable de hausser sa vision à la hauteur de cet objet. La catastrophe est alors cette loge dramatique depuis laquelle le sociologue, ou l'anthropologue, peut discerner ce qui, de nos vies, tient aux liens sociaux qui les enserrant – et comme ils se brisent. Mais il peut tout autant tracer comment ils se rétablissent non sans se renouveler, et avec quels effets⁴. En prélude de ce qui suit, on citera un texte de William James écrit dans le sillage immédiat du séisme de San Francisco en 1906 :

Avec le recul, deux points m'ont particulièrement frappé et, de toutes mes impressions, ils restent les plus marquants ; les deux réconfortants quant à ce qu'il en est de la nature humaine.

Le premier d'entre eux porte sur la rapidité avec laquelle de l'ordre s'est improvisé à même le chaos. Il est clair que, de même que dans tout millier d'êtres humains on trouvera statistiquement tant d'artistes, d'athlètes, de penseurs ou tant de potentiels bons soldats, de même trouvera-t-on, en situation d'urgence, autant d'organiseurs potentiels. De fait, non seulement dans la grande ville mais dans les bourgades avoisinantes, ces fabriquants d'ordre, qu'ils soient officiels ou amateurs, sont-ils immédiatement montés au front. Comme s'il n'y avait aucune possibilité pour que ces personnes n'y fussent pas et n'y aient pas dans les 24 heures délivré leur travail. (James, 1906/1911 : 221)

Au-delà, et si l'on a en tête les débats entre holistes et individualistes sur l'existence ou pas de quelque chose qu'on appellerait « société », le suivi de la situation de la ville délivre une expérience somme toute peu fréquente, celle selon laquelle on « sent la société », on sent son pouls battre. Pulsation est sans doute le bon mot, qui dit par exemple la poussée spectaculaire des « élans de solidarité » (la Flottille Cajun, la force sur le long terme du bénévolat...)⁵. Mais aussi une « reprise de corps » voire un « plus de corps » au gré, pour se référer à Simmel, des sociations qui s'y contractent comme la vie revient dans certains quartiers, que des théâtres, des scènes d'exposition s'y multiplient, où se dramatisent, se nouent et se cristallisent des forces.

I.1. LE PRISME DU PUBLIC ET LA QUESTION DE LA CITOYENNETÉ

Cette effervescence d'arrière-plan est évidemment difficile à restituer, mais il nous a paru qu'une manière de procéder était de privilégier dans l'observation la couverture des manifestations *publiques* qui ont scandé les années post-Katrina. Quantitativement, cela ne réduit guère la masse des faits à traiter⁶ ! Mais on peut justifier ce principe sélectif au motif qu'on y « isole » ces engagements d'acteurs instanciés à peser au plus large et au plus ouvert sur les engagements

d'autres acteurs par ailleurs inconnus : bref les ingrédients essentiels, voire constitutifs, de tout « faire public ».

ENCART MÉTHODOLOGIQUE

L'enquête⁷ à mener supposait donc que l'on traîne d'abord (et d'un quartier à l'autre) dans les parages, les coursives de ces arènes foisonnantes dans le bain desquelles se fomentaient, puis se décanteraient, les formes mêmes que prendrait la ville à venir ; à revenir.

Bien sûr, lors de l'enquête nous avons eu recours à la figure convenue – et privée – de l'entretien ; une rencontre en tête à tête, donc, dûment instanciée au recueil d'informations. Mais, à vrai dire, pour la plupart, ces « tête à tête » se sont noués, impromptus, comme autant de conversations de couloir, une modalité de bavardage pour laquelle toute arène publique constitue un terreau particulièrement fertile ! Autant d'apartés si l'on veut, mais ancrés dans le sol public dont ils sourdaient. Et, de fait, souvent lestés de dire qui, s'ils peuvent bien se proférer « entre quatre yeux », le font d'autant plus, qu'au grand air de la publicité ils se taisent. Une prise, si l'on veut, sur les filtres qui amènent à tamiser les prises de position publiques⁸.

On ajoutera enfin que c'est la manière publique dont, sur ces scènes, nous nous sommes affichés comme enquêteurs qui aura aidé à nourrir ce flot conversationnel. « *French film makers* », « cinéastes français » : le filmage ostensible, outre que patient, d'une vingtaine de meetings publics aura en effet suffi à ce que les participants nous confèrent cette identité et ce statut public⁹. Suscitant donc autant de curiosités et ouvrant ainsi autant d'opportunités d'échanges, ceci sans qu'on y passe par le format obligé de la prise de rendez-vous pour interview ; voire même y invitant, pour la promesse d'un intérêt partagé pour la « cause », ce que notre ténacité à filmer ne laissait pas, semble-t-il, d'augurer. On joint à ce texte quatre liens Youtube, pour autant de clips vidéo d'un meeting public concernant la planification urbaine du quartier de Mid City (le 24/04/2008), lesquels donneront

une idée plus concrète de notre *modus operandi* et des contextes dans lesquels nous avons travaillé, quitte à revenir *infra* sur l'analyse de ces documents visuels : (<http://www.youtube.com/watch?v=YI8s-8gHK-SE>) ; (<http://www.youtube.com/watch?v=WRuLdVzfwY>) ; (<http://www.youtube.com/watch?v=vVo5Ztm070s>) ; (http://www.youtube.com/watch?v=oq0D0_xXBHE).

Le premier élément de ce « terrain public » que nous voudrions prélever, nous est arrivé par la voie des ondes, dans l'immédiat contre-coup de la catastrophe. Un *sound bite*, une « petite phrase », un cri, qui a fait le tour de la terre¹⁰ ; une « manifestation publique » par excellence. Le cri de cette femme noire, qui se lève dans une salle du Convention Center, le Palais des congrès, où sont entassés les rescapés et jette face à la caméra qui la filme et donc à la face du monde : « *Are we American !?* » La phrase dit bien la profondeur du bris sociétal, mais – en seulement trois mots – elle permet d'esquisser quelques déterminations du sens d'effondrement en question.

Tout d'abord, elle donne une idée de la portée – maximale – du bris sociétal éprouvé. Ce n'est pas ici l'effondrement des liens de proximité d'une vie communautaire qui est visé, mais un tissu d'attentes qui relie des individus à une entité extrêmement large, et qui a pour nom « Amérique ». C'est bien au nom de cette identité d'appartenance que la supplique s'exprime. Au nom d'une identité sociétale, et, par exemple, pas au nom d'une « commune humanité » : non pas « *Are we human !?* » mais « *Are we American !?* » Au nom, donc, d'une identité citoyenne.

Et il faut alors marquer que le moment précis où s'enlève cette supplique fait plus et autre chose que de ramener une catégorie légitime – celle de la citoyenneté – à la conscience. Il la charge au passage d'un sens profond, et pour ainsi dire foncier. Il fait venir ce sens au temps même de son effondrement et, dans ce défaut cruel, en nommant sa perte, désigne aussi tout ce qui en fait le prix : qu'elle vaut comme un

pacte de protection (de co-immunité dirait Sloterdijk, 2011), celui-là même dont tout montre tragiquement qu'il a été trahi.

Ce sens-là habite tous ceux qui viennent de traverser l'épreuve de la catastrophe. « *The government failed us!* », clament-ils. « Il (nous) a failli », traduirait-on : il nous a manqués, nous a lâchés. Mais, si ce sens est omniprésent, on doit à la vérité ethnographique de dire qu'il ne se verbalisera que rarement en termes de « citoyenneté ». Notablement absent est ce cas de figure attendu où le rappel du sens que « Citoyens on l'est bien ! » suffirait à gonfler les voiles des combattants.

De fait, on notera que si le sens d'une carence des gouvernants à honorer le pacte citoyen est omniprésent, il s'exprimera selon deux modalités différentes qui auront pour effet commun d'estomper la prégnance pratique de son thème. Le « *Are we American?* » de la jeune femme noire, bien qu'il soit phrasé comme une question, sonne, on l'entend bien, comme le constat amer que non – comme noirs – ils ne le sont décidément pas, sinon de seconde zone. Mais cette stance flèche vers un problème états-unien bien plus ample et profond, dont Katrina n'offre qu'une énième illustration : soit le racisme enkysté de cette société, lourd passif aux effets toujours vivaces d'une nation qui s'est construite pendant près de deux siècles (avant la Déclaration d'Indépendance) sur des bases esclavagistes¹¹. Par différence, du côté de la population blanche de la ville, leur citoyenneté ils n'en doutent guère ; bien plutôt c'est le compte qui en a été tenu par ceux qu'ils avaient élus pour assurer leur protection qui constitue le scandale. C'est les pieds dans l'eau qu'ils remonteront au créneau et, s'il n'est pas exclu qu'ils enveloppent *in fine* leurs engagements dans l'idéal de la cité (et comme sa réincarnation), retrouver un (son) logis, le retaper, voilà l'urgence pratique qui ne saurait attendre un éventuel rafraîchissement des institutions citoyennes de la société. C'est cette tension-là, entre la disponibilité d'un motif et sa faible actualisation pratique que nous voudrions placer en fond de plan de notre réflexion sur les portées politiques des dynamiques de la reconstruction post-Katrina.

Trois mois plus tard, une autre femme noire se dressera, sur une autre scène publique, cette fois-ci face au maire de la ville : « Vous avez été élu pour nous protéger et vous nous abandonnez ! » Même supplique, même outrage face à l'abandon. Mais, cette fois-ci, sur cette scène de l'hôtel Sheraton où se tient un *town hall meeting*, une assemblée municipale, publique, où elle est entourée de centaines de citoyens qui, laborieusement, ont réussi à faire leur retour en ville. Et tous viennent de découvrir les grandes lignes du premier plan de reconstruction proposé par la ville (le plan dit BNOB pour *Bring New Orleans Back*). Une carte a circulé dans la presse¹², trouée de points verts, huit zones en pointillé, désignant les terrains devant retourner à l'état marécageux. Ces gens-là viennent de revenir, et voilà qu'on leur signifie, du moins pour ceux dont les domiciles sont dans ces zones, qu'ils sont désormais indésirables : « double peine », donc. Devant l'émotion considérable que le plan suscite, le maire aura tôt fait de le retirer¹³, des élections s'annonçant au printemps suivant. Mais plutôt que d'abattre les revenants, cette carte va dynamiser leur riposte. De fait un trait structurel sépare les populations en diaspora, piégées par la catastrophe, et la population qui découvre le BNOB. Celle-ci a bien commencé à effectuer son retour, mais ce retour s'est d'autant mieux accompli qu'il s'est accompagné de – *qu'il en est passé par* – l'émergence de formes d'organisation collectives. Il a été « coopéré », entre voisins notamment.

Entre la « mobilisation citoyenne » et le « chacun pour soi », il nous faut donc glisser la prolifération de ces faire collectifs qui, en un ou deux mois, ont « fabriqué » des collectifs, et des collectifs qui ne pré-existaient guère à ce moment du retour : une sorte – pour reprendre la formule de René Char – « d'héritage (de la catastrophe) précédé par aucun testament »¹⁴. Voilà donc de quoi réduire la tension évoquée ci-dessus [entre la disponibilité du motif citoyen et sa faible actualisation, *ndlr*].

On esquissera donc à grands traits ce processus de cristallisation progressive des « publics de la reconstruction », indiquant quelques

lignes de leur prise de consistance, mais pour s'interroger sur les ressorts et les limites de la persistance de ces publics et leur capacité à traduire en politiques spécifiées leurs engagements. Et c'est principalement autour de la question de la planification de la reconstruction de la ville que l'on tentera d'instruire ce dossier de la portée politique de ces agir collectifs.

I.2. LA NOUVELLE-ORLÉANS 2006-2009 : « UN SUPERBOWL DU PLANNING »¹⁵

I.2.1. L'EFFERVESCENCE PLANIFICATRICE ET SES PHYLUMS « GRASSROOTS »

À MÊME LE CHAOS, L'ÉMERGENCE DE PREMIERS GERMES DE PUBLICS : PLANCHES DE CONVERSATIONS, ÉQUIPEMENTS, FIGURES

La manière la plus directe de rendre tangible la poussée coopérative de ce temps des premiers retours est de les cadrer dans le caractère d'*esseulement* angoissant dans lequel ils s'effectuent. Le plus souvent dans la nuit d'une ville sans électricité, encombrée de détritux douteux, zébrée d'équipées mobiles, tantôt bienfaisantes (tournées de la Croix Rouge), tantôt redoutables (bandes dont la rumeur enfle les portées de désastre), tantôt l'on ne sait (la garde nationale). Le tout dans un univers chaotique. Un univers duquel l'orthogonalité semble avoir disparu : poteaux de guingois, maisons affaissées, voitures retournées ; le seul élément de régularité restant, nous confiera-t-on, étant, où que le regard se tourne et implacablement égale à elle-même, la ligne ocre du niveau maximal des eaux de l'inondation sur les murs des maisons. Mais un chaos moral aussi, où les conditions du « *basic trust* » se sont évaporées¹⁶ et dans lequel, par exemple, la réparation des toitures offre des boulevards pour des arnaques en tout genre, et des deux côtés des parties contractantes.

Dans les coulisses d'un meeting tenu fin juillet 2006 dans l'enceinte de l'église de Holy Angels, sur l'avenue Saint Claude dans le quartier de Bywater, nous pressons Nathan S. – qui tient là un des stands devant lesquels les citoyens en quête d'informations critiques font « noria » – de nous en dire plus sur les premiers jours post-catastrophe, entendu qu'il nous aura dit être rentré rapidement chez lui (c'est-à-dire dans les toutes premières semaines du mois de septembre – là où pour la majorité des citoyens ayant fait retour ceci a été une affaire de mois). « Comment cela a-t-il commencé ? », lui demandons-nous, le « cela » portant sur les premiers ferments d'organisation collective. Il réfléchit, fouille dans sa mémoire, et nous répond : « autour de feux », allumés au carrefour principal de son quartier (jouxant le quartier historique de Tremé). Au soir et dans la nuit, à palabrer. Le feu, explique-t-il, c'était la seule manière de... se protéger des nuées de mouches, pullulant dans l'atmosphère pestilentielle et toxique de la ville. (*Entretien, en sortie de meeting*)

Comment, de fait, faire public hors le train soutenu de conversations, fussent-elles à bâtons rompus, dans le bain nourricier desquelles se fomentent des lignes d'action. Cette considération peut bien être toute prosaïque, mais c'est parce qu'elle l'est que, du coup, on peut la généraliser et la faire valoir y compris pour le cercle, aussi nébuleux soit-il, des dirigeants¹⁷. En l'occurrence, comment donc planifier l'avenir de la ville quand les planificateurs ont, eux-mêmes, les pieds dans l'eau ? Si, pour revenir à la citation de William James, on pourra facilement ajouter à sa liste la levée « spontanée » de planificateurs subséquente à la catastrophe, on le fera d'autant plus que les planificateurs en titre (politiques, services techniques) auront eux-mêmes été dévastés dans la dévastation générale ; et pour la plupart des urbanistes, licenciés. Comment simplement se concerter entre responsables quand les domiciles de ces responsables sont eux-mêmes noyés et éventrés et l'accès au centre-ville ressemble à un parcours d'obstacles ?

L'équipe rapprochée du maire, Ray Nagin, va ainsi bivouaquer pendant une bonne première semaine au deuxième étage du Hyatt Hôtel : « bivouaquer », parce que pas d'eau potable (sinon en bouteilles), des sanitaires défectueux (l'eau des égouts, le système d'évacuation ayant craqué, étant rejetée directement dans le fleuve), et pas de douches possibles. Au troisième jour, autre rumeur, concernant cette fois le Superbowl, cette gigantesque arène couverte dédiée au football américain, où sont parqués près de 25 000 réfugiés. Ce Superbowl s'est transformé entre-temps, via les médias américains, en marmite infernale d'où remontent les pires histoires que l'on puisse imaginer : des viols, bien sûr, mais ici commis dans les toilettes et sur des enfants – des bébés. Des gangs qui imposent leurs lois. Une émeute qui s'y foment ? C'est en tout cas ce que colporte quelqu'un, s'il en est un de bien informé, à savoir le chef même du NOPD (New Orleans Police Department), Eddie Compass, lui-même membre de l'équipe du maire retranchée dans le grand hôtel. Or une passerelle permet de passer directement du stade à l'hôtel. D'où que – alerte rouge – en pleine nuit l'équipe, avec femmes et enfants, déménage, monte à pied les 25 étages qui les séparent du dernier et entreprend de s'y barricader ! Négocier, planifier ?... Pendant une bonne semaine (avant de faire retraite dans le Texas) le maire, faute de pouvoir se changer, étrennera le même polo jaune vanille. Outre qu'il est dévasté par ce qui s'est abattu sur la ville, le simple fait d'être et de se sentir sale suffira à ce qu'il sursoit à toute rencontre stratégique (lire avec des « puissants ») ; il renâcle¹⁸.

L'appui sur l'autre – cette fois dans les quartiers – est en effet extrêmement précieux, et le partage d'un même sort un bon adjuvant de fiabilité. Des tuyaux – dans les deux sens du terme – s'échangent, des camions et des bennes se prêtent, des générateurs électriques sont prélevés de leurs sites dédiés (grandes entreprises, offices municipaux) pour d'autant mieux s'offrir aux piratages des voisins de circonstance... C'est dans ce bain d'entraide primaire – et d'abord pour

faire face à une colossale corvée de nettoyage et sur le fond tonique d'un « retrouvons tous nos manches ! » – que vont se dégager progressivement des figures d'organiseurs qui vont, dans la foulée, acquérir un statut de « personnes publiques ». Ces organisateurs vont ainsi pallier à l'absence des secours sanitaires, comme dans le cas de l'essor des « *free clinics* »¹⁹, mais au plus simple et plus immédiat, il peut s'agir aussi de simples personnes capables de relayer aux particuliers les informations vitales quant aux proches dont ils n'ont plus de nouvelles (où sont-ils ? Sont-ils encore en vie ?), ceci dans un paysage dans lequel les réseaux techniques de communications ont failli. Elles le feront au départ via des *e-mails* mais, se trouvant vite submergées par l'intensité des trafics, elles ouvriront (quand, telle Denise Thorton de Lakeview, elles en ont la compétence) des sites dédiés où trouver les nouvelles des proches. Le Web est alors cet espace qui fait transiter de particuliers à particuliers (*mais aux yeux de tous*) les informations critiques, l'entraide entre proches s'y trouvant ainsi relevée par un tel agencement public ; soit l'ouverture d'un site et d'une « liste de messages de détresse » ouverte à tous (Shklovski *et al.*, 2010). De même, et au niveau du retour et du nettoyage, si des formes d'organisation naissent – par exemple pour la mise à disposition de bennes, voire de générateurs –, si elles élisent, d'abord de proche en proche, leurs bénéficiaires, elles n'en portent pas moins en puissance cette vocation publique : au sens où elles s'offriront aussi à des moins connus ; bref « au tout-venant ».

DE L'AUTO-ORGANISATION DES SECOURS À L'AUTO-ORGANISATION DES RETOURS

Maintenant, on gagne à plonger la valeur de ces « germes de publics » dans un autre bain d'incertitude plus diffus, mais à portée plus ample et non moins décisive. C'est qu'en effet le retour, pour ceux qui s'y résolvent (et qui sont propriétaires), vaut engagement, au sens trivial où ils y gagent leur avenir et les sommes considérables qui vont avec. La réussite de leur pari tient alors, et pour l'essentiel, aux autres, aux décisions de leurs voisins de naguère : si personne ne

revient, construire dans un désert n'a en effet aucun sens. Comment contacter ces autres et, dans l'autre sens, s'en rendre joignable ? Les sites où se quêtent et s'échangent des nouvelles sur les proches qu'on a perdus de vue étofferont cette fonction initiale d'une autre qui viendra s'y greffer tout naturellement, dans la mesure où, ce faisant, ils donneront *aussi* des nouvelles du (ou des) quartier(s) ; des « signes de vie » tangibles de ces quartiers et de la possibilité effective de leurs rebonds. Si l'on fait la biographie des multiples initiatives qui vont marquer la reconstruction, on trouvera le plus souvent à leur amorce, ces dispositifs de circulation d'informations vitales qui fonctionneront comme autant de chambres d'écho pour prendre le « pouls » du collectif : listes de discussion, mais surtout forums (les deux *on line*). Puis, au gré des retours (et *off line*), quand aucun local public n'est disponible, « maisons ouvertes » ou places de rencontre de fortune (par exemple tentes, églises, groupes scolaires vides d'élèves).

Cette montée progressive en organisation va être dramatisée (nous l'avons vu) par la publication du BNOB. Les quartiers visés par les sinistres « taches vertes » vont intensifier leurs efforts d'organisation des retours. Mais même le retrait du plan les incitera à poursuivre sur leur lancée. Il s'assortit en effet d'une condition : le 9 janvier 2006, le maire, tout en retirant son soutien au BNOB, n'accorde aux quartiers menacés qu'un délai de grâce – quarante jours initialement – pendant lequel, s'en remettant aux forces du marché, ils auront tout loisir de faire la preuve de leur viabilité et de leur attractivité, ajoutant qu'ils ne bénéficieront des raccordements aux réseaux publics que sous condition de densité minimale (au moins 50 % de retour)²⁰. Les enjeux sont donc fixés. Cinq jours plus tard, un chapiteau est monté, dans un des quartiers menacés, *Broadmoor*, au carrefour de ses deux avenues principales (*Napoleon* et *Claiborne*) : plus de 100 personnes assistent à ce premier meeting. Un premier document est rédigé et soumis à débats : une feuille de route décline la liste des différents comités thématiques à monter, programme l'échéancier sur quatre mois des meetings à tenir (culminant dans la rédaction d'un plan pour le quartier), et répartit les responsabilités principales²¹. On prélèvera

dans l'architecture intriquée de cet organigramme une ligne d'action dévolue à des « Bloc Capitaines » : ceux qui se chargeront, pâté de maisons par pâté de maison et sur un fond de plan cadastral, de faire l'enquête sur les intentions de retours des propriétaires ; soit qu'ils les contactent à partir des données administratives dont ils disposent, soit qu'ils organisent des rondes périodiques dans le quartier pour contacter qui est revenu et avec quelles intentions. Le tout stocké dans une base de données numérique alimentée en direct au gré de l'avancée de l'enquête (ceci avec l'appui technique d'étudiants de la Harvard Kennedy School of Government).

« JUSTIFIER L'EXISTENCE DU QUARTIER » : DE L'AUTO-ORGANISATION DES RETOURS À LA PLANIFICATION PARTICIPATIVE

La barre du défi du retour est alors placée un cran plus haut. Et très vite, et à l'échelle des quartiers, on va voir se développer des initiatives de nature à doter de cette double crédibilité (technique et de soutien populaire) les scénarios de ces retours. Le public en voie de constitution de ces quartiers se fait ainsi – en occupant l'espace *délaissé* par les autorités – planificateur. Cinq mois plus tard les premiers plans de quartiers font l'objet d'une première finalisation, en premier lieu à *Broadmoor* et à *Gentilly* ; des documents de 135 pages pour *Gentilly*, de 335 pages pour *Broadmoor* (et dans les deux cas des centaines de participants). Entre-temps, il faut imaginer un tissu serré de réunions, selon un pas de temps hebdomadaire, et une floraison de comités et sous-comités (chargés de définir, qui des politiques culturelles, qui, scolaires, urbanistiques, économiques...). Le tout dans une sorte d'éthique et d'esthétique du « *planning* », au sens aussi bien organisationnel qu'urbanistique du mot, dont un des témoins, lui-même « *urban planner* », nous dira qu'elles avaient pour valeur cruciale de lier les énergies. Dans le même ordre d'idées, un autre témoin de ce moment tempérera la portée de l'ironie, sinon les sarcasmes, visant cette compulsion à faire du « *planning* », la référant au chaos

ambiant et la dotant ainsi d'une valeur cathartique permettant d'estomper l'horizon de ce chaos.

Cette course de vitesse, parce que c'en est une, se fait alors en intégrant largement dans les collectifs toutes les compétences requises. Le flux du bénévolat, considérable, s'élargit alors en direction d'intervenants qualifiés, du côté des universités aussi bien que des urbanistes. Mais elle ouvre aussi une dynamique d'émulation et de contagion entre les quartiers²², prompts à « s'entre pirater » leurs accomplissements mutuels. Ainsi, en mai 2006, le responsable de l'association de quartier de *Mid City* s'étant procuré fin avril 2006 la version électronique du « brouillon de plan » de *Broadmoor*, la fait-il circuler début mai dans la « liste de discussion » ouverte par l'association ; fin mai ils se lancent à leur tour dans leur planning, multipliant les comités *ad hoc*, pour rendre enfin leurs « copies » au mois d'octobre suivant²³.

Au total, dès l'automne 2006, les premiers linéaments du New Orléans post-catastrophe s'esquissent et ils sont à mettre au compte des accomplissements des publics de quartiers (ceux de *Lakeview*, *Gentilly*, *Broadmoor*, *HolyCross*, *Holy Groove*, *Mid City*, *East New Orleans* et *ByWater*). Reste que ces plans sont des plans nés à l'échelle de ces quartiers, et que si leurs promoteurs auront le souci qu'ils soient pris en compte à l'échelle d'une planification proprement urbaine, aucun d'entre eux ne formule de préconisations à cette échelle englobante.

D'autres initiatives, cette fois à l'échelle de la ville vont prendre la relève, mais on marquera que, dans leurs travaux de diagnostics et de préconisation, elles se sentiront toutes tenues de marquer une déférence respectueuse par rapport à ces travaux pionniers, affirmant – les légitimant – qu'elles en endosseront les résultats.

I.2.2. « LE POLITIQUE » ET LES ENJEUX DE LA PLANIFICATION URBAINE

DES QUARTIERS À LA VILLE : L'ENTRÉE EN LICE DE NOUVELLES AGENCES PLANIFICATRICES ET LEUR OFFICIALISATION RÉSISTIBLE

Trois vagues planificatrices vont se succéder du printemps 2006 au printemps 2010. Et si les initiatives de quartier ne « s'autorisent que d'elles-mêmes », ces initiatives-là ne peuvent se concevoir sans l'obtention d'un blanc-seing quant à leur légitimité et leur autorité. Mais décerné par qui et sur quels critères ?

La première d'entre elles, le *Lambert Plan*, amorcée en avril 2006, peut se prévaloir du fait qu'elle est lancée par le *Conseil de la Ville* (le CC, pour *City Council*)²⁴, la branche législative du pouvoir municipal. Elle s'enlève en réaction différée à l'initiative de l'exécutif de la ville – le maire et son fameux BNOB : non seulement la question de savoir qui était « derrière » ce plan avait fait l'objet de bien des soupçons, mais, comme on l'a vu, le maire lui-même l'a fusillé en plein vol. Cependant, à peine lancée, cette initiative du CC va être critiquée d'un double point de vue. Technique, au sens où elle ne porte que sur les quartiers inondés (les *wet districts*, soit 50 sur les 73 subdivisions que compte la ville) et qu'ainsi elle échoue à satisfaire au critère d'une planification « *comprehensive* » ; mais socio-politique aussi, le *City Council* l'ayant confiée aux soins d'un urbaniste de Miami qu'il avait déjà dans ses cartons, faisant ainsi l'économie d'un appel d'offres public lancé en direction d'urbanistes qu'on pourrait supposer être plus qualifiés.

Les choses vont se préciser dès le mois de juin 2006, quand il devient plus clair que les porteurs de ces critiques en « publiquement bien-fondé » sont aussi les porteurs d'un nouveau projet, un « Plan Unifié pour la Nouvelle Orléans » (dit UNOP, pour *United New Orleans Plan*), « Unifié » visant aussi bien l'unité de la ville que l'unification des

plans dont elle est alors l'objet. Ce projet est porté par le secteur du « *non profit* » et des fondations. C'est le GNOF, « la Fondation pour un grand Nouvelle Orléans » (*Greater New Orleans Foundation*), qui en est le socle organisationnel, la fondation Rockefeller qui le finance (pour 3 millions de dollars) et Steve Bingler – architecte local de la firme Concordia, et qui a à son actif des réalisations urbanistiques de caractère social – qui en est la cheville ouvrière.

Né en dehors du périmètre institué des pouvoirs politiques locaux, le Plan UNOP va imposer sa crédibilité au titre de sa publicité, c'est-à-dire à la fois de la transparence de ses démarches, mais aussi de l'extension de son audience publique. C'est à ce prix qu'il va progressivement arracher son homologation politique et en venir, au début de l'année 2007, à être considéré, par la ville et par l'État de la Louisiane, comme le document sur la base duquel l'aide fédérale, ventilée en financements d'une liste de projets spécifiés, parviendra à la ville. Deux moments sont critiques à cet égard.

Le moment initial, où toutes les garanties de transparence se doivent d'être exhibées : appel d'offres ouvert au plus large à des équipes nationales (courant juin 2006), elles-mêmes évaluées par un jury (en juillet), lui-même représentatif de cet « état de l'art » national. Sur la lancée de quoi (un week-end fin juillet-début août), les 13 équipes sélectionnées plancheront dans un meeting surchauffé à *City Park*, devant les représentants des 73 districts de la ville regroupés en 13 super districts, le but du rassemblement étant que chaque quartier « recrute » son équipe d'urbanistes.

La tonalité de cette séance de départ est saisissante. Steve Bingler s'y recommande d'une démarche de démocratie directe, qu'il a d'autant moins de mal à assumer que, dit-il, « c'est cela ou rien ». Mais l'image du forum y fait bon ménage avec un autre format public, celui de la « foire » ou de la place du marché, sur lequel chacun vient faire ses courses, cherchant l'urbaniste le mieux ajusté à ses goûts : « *Ne ratez pas cette chance, lance Bingler à*

l'audience : aujourd'hui c'est vous les employeurs ! » Si la séance en laisse plus d'un perplexe (côté demande, les acquéreurs putatifs n'ont pas vraiment préparé leurs dossiers ; côté offre, il est difficile de faire la différence entre des projets qui redondent de généralités bien intentionnées), il reste qu'elle est néanmoins perçue comme un temps fort de mobilisation, ce moment d'effervescence où la ville aura été en présence d'elle-même et prête à agir son destin. (*Vignette extraite du journal de terrain*)

La suite sera plus délicate, les premiers meetings tenus à l'échelle de la ville étant peu peuplés (250 en septembre) et surtout par des représentants de classes aisées et blanches²⁵. Le deuxième moment (de fait un tournant) critique va s'opérer au printemps 2007 quand, comme le montre bien Abigail Williamson²⁶, les officiels – notamment ceux du *Conseil de la Ville* – vont « acheter » le processus à raison de sa visibilité publique, et ceci dans le sillage d'un troisième meeting d'UNOP, en décembre 2006, qui aura réuni plus de 2 500 participants, lesquels vont en outre se trouver en duplex avec des membres de la diaspora de Katrina (à Houston, Baton Rouge et Atlanta et dans près de 40 autres villes)²⁷. C'est à une organisation spécialisée sur le créneau de l'*e-démocratie* que l'on devra le montage de cet événement public : « *America Speaks* ».

Si donc l'homologation politique de ces processus met du temps à prendre corps, on notera avec intérêt que « les politiques », (en l'occurrence les membres du Conseil de la Ville) ne « voteront » en faveur de cette dynamique qu'après avoir pris acte de l'ampleur publique de ces initiatives. On relèvera également le fait que, très largement, les publics qui vont peupler ces meetings planificateurs sont constitués de membres de ces publics que nous avons décrits plus haut : ils se sont déplacés des quartiers à la ville, ne serait-ce que pour veiller au grain.

**À BONNE DISTANCE DES PERCÉES PLANIFICATRICES,
UNE POLITIQUE MUNICIPALE DES « COUPS PARTIS » :
L'AFFAIRE DE « CHARITY HOSPITAL » (OU « LSU/VA »)**

Des initiatives parties des quartiers, et reprises par le politique ? On pourrait conclure à une opération de récupération bien réussie. On voudrait montrer pourtant en quoi l'invocation de cette sorte d'oscillateur critique (subversion/récupération et pas de troisième voie) est bien mal ajustée pour décrire ce qui se passe.

Tout d'abord rabattre le processus décrit sur une opération de récupération ne vaudrait son pesant de potentiel critique que s'il était asserté que cette récupération conduise au pire. Or, dans la Nouvelle Orléans post-Katrina, de funestes destins (qui ont leurs propagandistes) s'envisagent concurremment, par exemple celui de transformer la ville en un nouveau Disneyland. Les promoteurs de ces projets auraient-ils avancé cette cause que « les politiques » (et notamment la municipalité) se seraient empressés de la récupérer ! Il y a donc récupération *et* récupération : toutes ne se valant pas. Ensuite, le schème de la récupération a pour effet de transformer les accomplissements des publics mobilisés, non moins que le renforcement de l'éthos public qui les a nourris, en un simple jeu de dupes, dans lequel – les innocents ! – des acteurs croyant s'être mis à leurs propres comptes n'auront fait que de travailler pour des puissances aussi mal-faisantes qu'opaques : la preuve, refermant le jeu de l'oscillateur critique sur lui-même : ils auront *in fine* échoué à subvertir le système (le reste, le solde de leurs luttes, le retour de la ville, important peu).

Nous reviendrons plus bas sur ce thème de la subversion comme constituant la métrique obligée des évaluations quant à la portée politique des engagements d'acteurs. Mais, auparavant, une autre manière de desserrer l'étau récupération/subversion est – prenant précisément du recul par rapport au chantier planificateur – de considérer que celui-ci n'est qu'un des multiples chantiers sur lesquels « politiques » et « publics » s'affairent. Ainsi ceux de l'éducation (avec

la crise de l'école publique, se soldant par leur quasi-fermeture), de la santé (avec l'effondrement post-Katrina des infrastructures sanitaires et particulièrement des soins psychiatriques), de la sécurité et de la réforme de la police... En ajoutant à ceci que les aires d'évolution des « politiques » les mènent à distance de la ville, du côté des instances supérieures de gouvernement où se jouent notamment la possibilité de décrocher des aides. Autant d'enceintes, à Baton Rouge, dans les coursives de la gouvernance de l'État de la Louisiane, aussi bien qu'à Washington, dans celles du Congrès Fédéral, où ils se produisent sans guère de « publics » pour les accompagner, ceci inhibant d'autant moins leur vocation à en être les représentants. On a donc là, en principe, deux types de scènes et/ou d'arènes bien distinctes. Ce qui n'empêche pas, comme on va s'y attarder, que ce qui se passe sur les unes ne vienne à éclabousser ce qui se passe sur les autres.

On l'a dit – on y revient – les initiatives de planification participative, amorcées à l'échelle des quartiers, se sont développées largement dans les « délaissés »²⁸ de l'action publique. C'est très clair pour la ville même, dont le staff du CPC (*City Planning Commission*), l'Agence planificatrice de la Ville, a été démantelé post-Katrina (passant de 32 à 7). En substance, la ville se retire du jeu planificateur et laisse cela à d'autres, dans une attitude un peu condescendante²⁹. Cette distance, sinon du personnel municipal du moins de son maire, Ray Nagin, par rapport à ce qui se passe sur les nouvelles scènes publiques qui ont éclos, se manifeste par exemple dans une sorte de « service minimum » : le maire se contentant, vers la fin de meetings, de serrer quelques paluches, comme en tournée électorale, et se gardant bien de donner le sentiment qu'il serait pour quelque chose dans ce qui se passe.

Ainsi, du premier meeting auquel nous assistons fin juillet 2006, celui où nous avons pris langue avec Nathan S., lequel meeting, s'il s'est ouvert par une prière de l'architecte afro-américain chargé de présenter et soumettre à discussion les plans qu'il a dans ses cartons, se clôt par l'apparition inopinée du maire,

revêtu de son iconique polo jaune vanille ; un polo à manches courtes faisant valoir les biceps du monsieur. Mais cette fois-ci un polo dûment lavé et repassé, dans lequel – cela se sent – il semble enfin parfaitement à son avantage. (*Vignette extraite du journal de terrain*)

Mais cette indifférence, quoiqu'affable et polie, se manifestera en d'autres occasions sous des formes plus discutables. Ainsi de la décision de la ville, rendossant ses habits de « prestataire de services publics », de lancer une vaste campagne de récurage (*gutting*) des maisons sinistrées, *sans même réaliser* que pour une grande part le travail avait déjà été accompli par les dits « *organizers* » (de quartiers aussi bien que d'associations nationales comme ACORN)³⁰.

Surtout, elle n'empêchera pas une incursion « par la bande » et néanmoins disruptive dans le *turf* même des planificateurs de la reconstruction (profanes et/ou experts, on le répète). Or le motif de cette incursion découle de négociations que Ray Nagin, le maire, a su mener dans les sphères officielles que nous venons de mentionner. D'où il est revenu après avoir « emporté le morceau » concernant un projet de nature à peser lourd dans le rétablissement économique de la ville : celui de maintenir sur la ville le « V.A. », *Veteran Administration Hospital*, l'Hôpital des Anciens Combattants, alors même qu'il était question de sa délocalisation du côté de la Floride – mais sous condition de le refaire entièrement. Cependant que dans le « paquet » de ce projet et comme condition dirimante s'ajoute un élément clef : ce nouveau V.A. se devra (économie d'agglomération) d'être jouté à la construction d'un hôpital flambant neuf dont la construction simultanée sera confiée à LSU, l'Université de la Louisiane, avec comme visée pour celle-ci – profitant de l'effet (d'aubaine) Katrina – de conforter l'emprise de son complexe hospitalo-universitaire.

Or, d'une part, l'avancée de ce projet s'est faite en toute opacité. On en apprendra les tenants et les aboutissants qu'un an plus tard : un « MOU », traduire un Mémoire d'Entente Préalable (*Memorandum*

of Understanding), découvrira-t-on, aura été signé (en 2007) entre les parties prenantes de ce projet, dont le texte ne sera rendu public qu'en 2008. D'autre part, cette tactique du *done deal*, en langage d'urbanistes du « coup parti », prendra tout son sens à la lumière du contenu du projet et de sa portée dévastatrice : il n'y s'agit de rien de moins que de l'arrêt de mort de l'hôpital public de la ville, l'hôpital de la Charité. Cette portée dévastatrice tient d'abord à ce que *Charity Hospital* était de longue date (67 ans) un des emblèmes majeurs de l'identité nouvelle orléanaise³¹, et particulièrement pour sa composante Afro-Américaine : « Je suis un bébé Charité ! » (*I am a Charity baby!*) scandent et arborent sur leurs tee-shirts les manifestants qui, en riposte, défilent dans les rues autour de l'Hôpital ; un « bébé Charité », parce que c'est là que je suis, que nous sommes, né(s). Sur tous ces points on se référera avec profit à ce qu'en a écrit Anne M. Lovell (2011a, 2011b, 2014). Nul doute que dans le tableau de l'évolution sociopolitique de la Nouvelle Orléans post-Katrina la fin de cet établissement marque un tournant majeur. Mais cette portée socialement dévastatrice se double aussi d'une trouée catastrophique dans le registre même de la planification urbaine. *Charity Hospital* jouxte en effet l'hypercentre de la ville (le CBD, pour *Central Business District*). Le nouveau complexe hospitalier va se développer un peu plus loin, préemptant une bonne dizaine d'hectares, non seulement rasant un quartier entier, mais un quartier où plus de deux cents ménages venaient de traverser et de surmonter les épreuves de leur retour. Tout ceci pour développer en lieu et place de ce quartier cœur de ville un environnement suburbain tout nappé de parkings. Cependant que la tour Art Déco de l'hôpital historique, du haut de ses trente étages flamboyants exhibera sa déshérence inéluctable et, qu'au sol, comme il en est de tout espace portant les stigmates de l'abandon, sauve qui peut la vie urbaine³² ! Les urbanistes de l'agence en charge du plan directeur de la ville s'en trouveront consternés³³...

Si, donc, les élus politiques ont laissé les coudées franches aux nouveaux publics dans certains domaines de la reconstruction de la ville, on sent bien qu'à fixer le cadran de « l'oscillateur critique »

évoqué ci-dessus, à se demander si sa flèche va pencher côté subversion ou coté récupération, on risque de passer à côté de ce qui se passe de substantiel *entre* « politiques » et « publics » dans le NOLA post-Katrina. On proposera de parler, de manière plus neutre, d'une *réalité en tension*, entre politiques publiques et « politiques du public » telles qu'elles se déploient dans les arènes publiques que la vie citadine multiplie.

Reste que, bien que les agir de ces deux types d'acteurs publics se déploient à partir de sites d'affairement disjoints, leurs effets se répercutent sur une surface qui est la même : celle de la ville à laquelle ils appartiennent. Surtout, la *poussée* planificatrice continue des publics de la reconstruction – cette poussée issue des initiatives de quartiers et « continuée » d'avoir vu ses préconisations ratifiées par la relève des agences urbanistiques – n'en est pas moins toute tendue à forger *la traduction institutionnelle* des solutions qu'après enquête ces publics auront élues comme critiques. Il y va ici de ce que, selon la logique du Dewey du *Public et ses problèmes*, un public veut et cherche *in fine* à obtenir : que les solutions qu'il avance soient relevées par (et garanties dans) des dispositions à instituer (y compris la nomination d'un personnel dédié à les mettre en œuvre) ; qu'elles inscrivent donc leurs différences dans les registres institutionnels de la ville. Or, dans ce paysage, le *Master Plan*, ou Plan Directeur de la ville, est l'outil juridique de nature à valider de telles prétentions. L'élaboration de ce document princeps va ainsi constituer le terrain où les lignes d'engagements de nos différents acteurs publics (« officiels » ou « profanes ») auront à croiser leurs effets. « Le terrain » ? De fait un *théâtre* – battant son plein, de 2008 à 2010, au long d'une séquence de plusieurs centaines de meetings publics –, c'est-à-dire un chapelet de scènes où les deux types d'acteurs se doivent de *composer leurs présences*, ceci dans des dramaturgies de circonstance. Pour son caractère théâtral, le suivi de cette séquence autorise donc, en vérité nécessaire, que, s'agissant de la prise de poids institutionnel des publics de la reconstruction, on prête alors attention à ce qu'il en est de *leur « main » sur ces dramaturgies*.

I.2.3. LE MASTER PLAN : QUAND « OFFICIELS » ET « PUBLICS » FOULENT LE MÊME SOL ; APPROCHE DRAMATURGIQUE, FENÊTRES MICRO SOCIOLOGIQUES

Pourtant, avant d'ouvrir ces fenêtres, et pour mieux contrôler les éléments d'analyse à tirer de ce qui se passe sur les tréteaux de ce théâtre, il faut dire un mot du processus qui a amené à leur montage : dire en particulier quels en ont été et seront les acteurs et faire ressortir qu'il y va là d'un déplacement institutionnel significatif et, on le verra, *critique*. L'acteur clef de l'élaboration de ce plan directeur n'est autre que la CPC, l'Agence planificatrice de la ville. Or l'attribution de ce rôle prépondérant ne va pas de soi, ni en fait, ni en droit.

QUELS TRÉTEAUX : MONTÉS PAR QUI ET POUR QUELS TYPES DE FIGURATIONS PUBLIQUES ?

« En fait », nous avons évoqué en quoi cette agence a été littéralement torpillée par le maire (ses effectifs passant de 32 personnes à 7) ; en quoi elle s'est ainsi trouvée évincée, privée de voix et de pesée dans tous les débats publics post-catastrophe. Pourtant, en théorie, il se trouve que c'est elle qui a la main quand il s'agit d'instruire et de rédiger le *Master Plan* : ce mandat est le sien, catastrophe ou pas. De fait, l'Agence s'était attelée à cette tâche depuis les années 1990, Katrina survenant au mitan de ce *work in progress*. C'est du fond de cet « en cours » qu'elle³⁴ va alors se proposer d'« héberger » les contributions des différents essors planificateurs, constituant ainsi leurs apports successifs comme autant de maillons critiques dans l'élaboration du Plan directeur dont la ville, sa municipalité, (se) doit (de) se munir. Ce recadrage sera perçu favorablement par les urbanistes et participants des différentes vagues planificatrices dans la mesure – « *Real politik* » – où l'exercice planificateur est à la fois conditionné à l'obtention de subsides pour le mener à bien, et destiné, par la qualité de son travail, à en justifier l'obtention d'autres (Olshansky *et al.*, 2008). La dimension de garant officiel qu'apportera la tutelle de l'Agence

sera ainsi appréciée par les initiateurs de l'UNOP qui exciperont de son concours dès leur tour de table initial (2006). Elle aura tout autant de valeur en direction des instances supérieures (le fédéral, mais via l'État de Louisiane et sa LRA – *Louisiana Recovery Authority*) censées traduire les documents reçus en autant de lignes budgétaires pour financer des listes de projets bien construits.

Mais, d'un autre côté, « en droit », celui des prérogatives traditionnellement dévolues aux pouvoirs locaux, cette montée en puissance de la CPC fera-t-elle ombrage. S'y lisant un *transfert de compétences*³⁵ passant des sept élus du Conseil de la Ville (CC) à son Agence planificatrice, au point que ces élus feront valoir qu'un tel recadrage suppose un amendement à la *Charte de la Ville* (espérant quant à eux qu'il soit retoqué) et donc un vote des habitants de la ville sur la question. Ce vote sur la Charte sera ainsi soumis à la population, le 4 novembre 2008, parmi d'autres votes à accomplir (le plus conséquent d'entre eux portant sur l'élection d'Obama). Il se conclura à une courte majorité ratifiant l'amendement et les nouveaux droits qu'il confère à l'Agence vis-à-vis du Conseil de la Ville, non moins que le devoir qu'à cette Agence d'incorporer les « conseils de quartier » dans la fabrique des documents princeps.

Ainsi, si le maire a mis quasiment à la porte les employés de l'Agence planificatrice de la ville (la CPC), la mission en cours de la fabrique d'un « plan directeur » autorisera les personnels restant de l'agence à une entrée par la fenêtre, leur permettant de recoller avec l'effervescence planificatrice qui a saisi la ville en ses différents quartiers³⁶. Concrètement la CPC lancera début 2008 un appel à contribution à cet effet (finaliser un Plan directeur à l'horizon 2011) auprès d'agences nationales d'urbanistes, au critère qu'elles se sont *fortement investi* dans le programme UNOP : 13 districts, autant d'équipes ayant mené entre 2006 et 2007 des réunions intensives avec les publics locaux – compter quatre ateliers par districts au gré des allers et retours entre propositions, analyses, corrections pour mieux décanter des lignes d'action probantes. L'agence Goody Clancy de Boston,

financée à hauteur de 2 millions de dollars, héritera de la mission. Ce faisant elle aura, d'une main, à faire vivre l'héritage d'exercices planificateurs nés à distance des institutions et, de l'autre, à en amener à bon port les acquis critiques de sorte qu'ils fassent institution.

QUEL CHORÉGRAPHE POUR ORGANISER LE BALLET DES DIVERS TYPES DE FIGURANTS PUBLICS ?

Ce cadrage d'amont (« macro », si l'on veut) donne donc une idée de ce qui va se jouer entre les divers figurants évoluant sur les scènes des différents meetings du *Master Plan*. Il offre ainsi un *principe de perspicacité* pour entrer dans le vrac des situations à observer. Mais, tout uniment (et réciproquement) confère-t-il tout son *prix* à l'approche en plans serrés, typique de l'analyse micro. Dans ce qui suit, notre analyse passe ainsi en mode « micro » et, en un sens, elle est parfaitement affine à l'approche développée par Mathieu Berger (2015), sur des scènes similaires de « démocratie participative » ; elles, saisies aussi bien aux États-Unis (Los Angeles) qu'en Europe (Belgique). S'y partage notamment le même outillage micro analytique d'inspiration goffmanienne. Si bien que c'est du fond de cette *même* inspiration que l'on peut mieux pointer les différences entre les scènes semblablement « auscultées ». Le pivot autour duquel tourne cette différence tient à ce que le « scope » des analyses de Mathieu Berger porte sur des situations qui se laissent bien lire selon une tension entre mainmise des organisateurs et « part maudite » des publics rameutés³⁷. Or, dans le fil de ce qui précède, on saisira que ce cadrage s'inscrit en porte-à-faux par rapport à « ce qui se passe » ou « qui est en cours » et *en jeu* sur nos scènes : pour la raison que, sur nos scènes, l'organisateur qui convie les publics se veut lui-même l'émanation ou l'héritier de publics précédemment convoqués.

Un point clef est ici que la trame organisatrice de ces « occasions sociales » (pour user d'un langage goffmanien) *reconduit* pour l'essentiel celle des scènes sauvages de planification participative dans les quartiers. Une trame peaufinée par les successives équipes

d'urbanistes, dont celle de l'agence Goody Clancy, désormais « aux manettes » de la finalisation du Plan directeur.

Ce qu'on pourrait appeler une ingénierie de la démocratie y prévaut. Tout d'abord au sens minimal où le souci des organisateurs est de recueillir et de faire droit aux « *inputs* » de la communauté. Mais tout autant en un sens plus fort – et par excellence *pragmatiste* – dans la mesure où la sollicitation des « pensées » du public y est indissociable de leurs mises à l'épreuve en termes de solutions *actives* à explorer. *L'instrument cartographique* y est souvent le médium de cette métabolisation. Cela peut se voir quand il est demandé aux membres du public participant d'apposer sur un plan leurs choix de localisation de tel ou tel type d'activités jugées souhaitables. On les aura munis de gommettes, de couleurs différentes selon les fonctions urbaines (« civiques », « culturelles », résidentielles, commerciales – de proximité ou centrales) que remplissent ces types d'activité. Outre que les membres y apprennent les rudiments du langage urbanistique, du fait qu'ils discutent entre eux (le plus souvent par « tabléés ») les conséquences pratiques de leurs choix, ils s'y mettent en position discursive d'affiner leurs prises pratiques sur leurs problèmes et les moyens de les résoudre. Ces « briques élémentaires » de propositions sont ensuite confrontées les unes aux autres par les urbanistes maîtres d'œuvre, qui en font la synthèse, en présentent les contradictions et tensions *conséquentes* et réitèrent l'exercice dans une étape supplémentaire (et ainsi de suite). Cependant qu'au cœur de ces dispositifs prévaut le souci majeur de favoriser l'expression (démocratique) de tous et de *chacun*, ceci en apprêtant, en amont de la séquence, les lignes d'entrée des participants.

Au plus court, cet apprêt s'ouvre dès le franchissement du seuil de l'arène : tout groupe d'accointances qui y accède s'y trouvant scindé, affublé que chacun de ses membres aura été d'un badge comportant nom et adresse ainsi qu'un chiffre distinct pour chacun. Ce chiffre correspond au numéro d'une tablée (de discussion) ; en conséquence les membres du groupe se

retrouvent dispersés dans l'arène, et l'univers de tablées qui la strie³⁸. En chacune des tables, les participants sont accueillis par un facilitateur qui rappelle les « règles constitutives » (les *ground rules*) – foncièrement civiles – qui doivent présider aux échanges et qui les invitent à se présenter. Outre carte et gommettes, ils trouvent à leur disposition post-it aussi bien que crayons pour les remplir³⁹. (*Notes de terrain ; meeting Plan Directeur du printemps 2008 dans le quartier de East New Orleans à l'église San Maria Goretti*)

Dans tout ce qui précède il est évidemment question d'idéalité normative et déplier ce patron protocolaire ne signifie certes pas que ces idéaux soient forcément au rendez-vous⁴⁰. Il n'empêche que d'un point de vue strictement ethnographique il importe d'asserter la prégnance remarquable de ce patron-là, imprimant les lignes de ses protocoles sur des centaines de meetings. Lui, en tout cas, qui constitue le fond de plan des scènes que nous avons observées.

ZOOM IN : DES « POLITIQUES » PRIS AU TAMIS DES INTERACTIONS PARTICIPATIVES : SCÉNOGRAPHIE DE TROIS MOMENTS CRITIQUES

a) Le premier de ces moments a pour cadre un meeting se déroulant dans le *Lower 9th* au printemps 2008. Ce soir-là, ce meeting est ouvert par l'élue au Conseil de la Ville du district (le 6^e) dans lequel se situe le meeting. De fait c'est elle, Cynthia Willard Lewis, qui assure cette ouverture. Elle le fait à la manière flamboyante qui est la sienne, mais qui est là d'autant plus appropriée que son intervention liminaire consiste à tresser une couronne de lauriers aux valeureux urbanistes pour le « travail acharné qu'ils mènent pour le bien-être de la population ». Et c'est bien du haut de sa grandeur publique légitime qu'elle peut se permettre, se répandant d'éloges à leur sujet, d'en faire bénéficier ces urbanistes ; ceci non sans les cadrer au passage et *ipso facto* comme ses *protégés* d'un soir. On retrouve ici un des éléments d'analyse bien dégagé par Mathieu Berger (2015) sur la convocation

de la dimension *cérémonielle* pour faire tenir des événements participatifs : Cynthia Willard Lewis aura drapé l'événement de son *numen* pour mieux le transférer à tous les protagonistes. Mais cette intervention cérémonielle est d'autant plus saillante qu'elle va être suivie par une *disparition* totale dans le jeu public qui va s'ouvrir ; plutôt, donc, une « apparition ». Ayant intronisé, sacralisé l'événement, elle reste sur ses bords bien qu'elle vienne de l'ouvrir, campant sur ce que Goffman (1974/1991) appellerait le *rim*, la bordure extérieure de la situation. Elle s'efface aussitôt, laissant ainsi les clefs des déroulements à suivre à leurs véritables « MC », aux Maîtres d'une cérémonie, dira-t-on, plus prosaïque : le ballet des « *break out groups* », des tablées, des gommettes, des facilitateurs se met en place ; l'élue n'en sera pas, bien qu'elle demeure dans ses parages. Sans doute la difficulté à troquer une position énonciative la situant sur les hauteurs pour une autre qui la ramènerait sur terre explique-t-elle cette abstention⁴¹.

Cependant que le déroulé de la soirée va rendre palpable cette tension entre participer au jeu et s'en tenir à l'écart. C'est que, comme relevé là encore par Mathieu Berger, la soirée va se clore sur l'épisode rituel des questions adressées à la salle entière : une sorte de « voiture-balai » discursif pour éclopés du parcours participatif. Or cet épisode sera fourni en récriminations de toute sorte et l'ambiance y sera chaude. Pour l'essentiel, la critique frontale portera moins sur la procédure urbanistique que sur son peu d'enjeu par rapport au véritable problème, resté à ce jour sans solution, qui est que le quartier a incomparablement plus souffert que les autres et qu'il a incomparablement moins reçu que ces autres. Bref l'équilibre d'un développement urbain est bel et bon mais l'exercice a quelque chose de dérisoire, « d'enfantin »⁴², par rapport aux véritables urgences. Pourtant, bien que cette disqualification foncière mette les urbanistes sur la sellette on ne surprendra de leur part aucune de ces parades manifestant une *démo phobie* sous-jacente.

Il arrive bien que nombre de ces objections soient délivrées sous la forme « tirade », une forme dont la ponctuation gestuelle se manifeste

souvent par une pirouette finale du locuteur, se retournant vers la salle et tournant ainsi *ostensiblement* le dos à ceux à qui il s'est néanmoins adressé ; la « tribune » pourtant n'en prendra pas ombrage, ses secrétaires prenant même des notes. De même certaines des interventions du type à déplacer le problème – par exemple celle de Patricia Jones⁴³, – pointent de véritables questions qui seront reçues, quoique hors champ Plan directeur, pour leur valeur propre. Ainsi de la question cruciale qui porte sur le fait que les aides accordées pour la réparation des dommages aux habitations (le *Road Home Program*) sont indexées sur la valeur d'échange (de revente) de ces habitations et non sur les coûts nécessaires pour en restituer la simple valeur d'usage domiciliaire⁴⁴. Au bilan, si la trame participative, pour le serré de son calibrage, se trouvera contestée dans les débats pour l'étroitesse de ses objets, il n'en restera pas moins que le souci d'assurer le suivi de son protocole par une assistance *fournie* aura ouvert l'espace pour que s'y mènent des débats sur des thématiques élargies ; de s'exfiltrer ainsi du module des « tablées » imposées pour passer ainsi au modèle révéral dans le *New Orleans* de l'époque : celui de multiplier les connexions entre les « tables de conversation ».

C'est, au fond, pour y revenir, surtout pour Cynthia Willard Lewis, que la situation s'avérera inconfortable. En effet ses électeurs s'en prenant aux MC de l'événement, l'auront fait en leur objectant des analyses qui auraient mérité rebonds de sa part : elles émanaient de ceux qu'elle représente ; elles étaient de plus articulées. Mais, à le faire, c'eût été alors rejoindre le front d'attaques contre ses « protégés d'un soir ». Ainsi s'abstiendra-t-elle, son silence radio en devenant alors assourdissant.

b) Par glissement, on peut passer de ce premier cas de figure à un second dans lequel ce seront cette fois deux « officiels publics » qu'on verra entrer dans la danse collective. On le fera sans changer de lieu – la scène se passe également dans les halls de la *Martin Luther King School* – mais en changeant de saison, sautant d'une soirée d'avril à une autre de fin octobre (toujours en 2008). On y retrouve Cynthia

Willard Lewis, y rééditant son intronisation cérémonielle, mais on y détectera aussi la présence d'un autre officiel, un autre élu, en l'occurrence un sénateur de l'État de la Louisiane. En vérité on mettra un certain temps à le repérer comme tel pour autant que, pris dans le champ de nos caméras, c'est en tant que « simple » facilitateur d'une de la douzaine de tablées de discussions que nous aurons commencé à filmer ses évolutions. Hors caméra, cependant, et dans cet espace de circulation « entre tablées » où nous sommes libres de croiser différents acteurs qu'on pourrait qualifier de superviseurs (ainsi de responsables associatifs, journalistes, outre le staff du cabinet Goody Clancy), nous en apprendrons plus sur le *pedigree* de ce facilitateur : un officiel politique, donc, et non des moindres puisqu'il – Edwin R. Murray – est sénateur de l'État de Louisiane (mais pour le district n°4 de la ville). Et, tout autant que la livraison de cette « nouvelle », importera alors le ton d'inquiétude selon laquelle elle nous sera transmise. Les organisateurs – qui ne sont pas sans savoir qui il est – n'avaient aucun titre pour l'évincer du jeu et de fait il remplira parfaitement sa mission, faisant fidèlement la synthèse des discussions de sa table ; il n'empêche qu'ils sont sur les dents. Or cette mission est intrinsèquement tendue puisqu'elle l'oblige à effacer ou neutraliser toute position qu'il pourrait avoir sur les sujets débattus alors même que, comme élu politique, il est censé chercher à les faire partager. Plutôt que de rester « entre deux chaises » comme l'avait fait Cynthia Willard Lewis, il choisit là de se défaire de sa défroque officielle pour entrer, *incognito*, dans le ballet participatif tel que réglé par l'Agence d'urbanisme. Mais dans quel but ? Au gré de nos circulations « entre tablées », et de ce qui s'y délivre de confidences latérales, nous cernerons mieux le motif de l'inquiétude des organisateurs. Edwin Murray est en effet un des opposants à l'amendement de la Charte de la Ville qui conférerait plein pouvoir à l'Agence planificatrice de la ville, rognant ainsi sur ses pouvoirs d'élu. De là à ce que l'équipe de Goody Clancy recadre sa visite comme un *test* (en interne) du sérieux de la trame participative qui préside à l'élaboration du Plan directeur. Dans la foulée, nous apprendrons, toujours en temps réel, que, pour ce qui est de Cynthia Willard Lewis, elle

aussi émet en coulisse des doutes sur ce sérieux ; au point que, dans l'hypothèse d'un maintien de la Charte telle quelle, elle serait favorable à l'organisation d'un référendum de nature à annuler dans la simplicité d'une réponse des mois d'efforts et de mobilisation collective. Au reste, le vote sur l'amendement de la Charte est prévu pour le 4 novembre ; nous sommes ce soir-là le 19 octobre. Aussi bien plantés que semblent être les tréteaux de la participation publique, on saisit alors que leur sol en est mouvant, la partie politique qui s'y joue en sous-main étant loin d'être gagnée.

c) On peut ensuite, par un dernier glissement, passer à un troisième cas de figure dans lequel on tamisera l'opposition entre « officiels publics » et publics participatifs en insérant une catégorie intermédiaire qui est celle de membres de public, sinon « officiels » du moins *mandatés* en engagements publics – au premier chef des membres d'organisations militantes. Dans le cadre du déroulé des meetings instruisant le Plan directeur, il en est un qui se tient le 24 avril 2008 concernant le quartier dit MCNO (pour *Mid City New Orleans*) où cette catégorie d'acteurs politiques va particulièrement se manifester. C'est en effet dans le périmètre de ce quartier que se situe le projet controversé de l'hôpital LSU/VA.

Ici le politique officiel n'est représenté que par le délégué politique du Conseil de la Ville à l'Agence planificatrice de la Ville⁴⁵ : au plus direct, il est « l'œil » de ce conseil sur cette agence ; « *watching* », surveillant donc agence non moins que public. De fait, tout du long de la séance, il se tiendra prudemment dans l'ombre du grand écran sur lequel sont projetés plans du quartier et PowerPoint des urbanistes. Il n'en ressortira que pour clôturer (clip n°4) *in extremis* la soirée, se contentant, sous les quolibets de l'audience, de remercier les présents « pour l'effort généreux qu'ils ont consenti pour y assister ». C'est Mary Maines (numéro 2 de l'agence *Goody Clancy*) que l'on voit ouvrir la session (clip n°2), assertant (sur fond de PowerPoint) qu'il *est bien entendu* que le rectangle orangé, qui figure (en bas et à gauche) du périmètre du quartier, est *hors sujet*, sous-entendu que les

conclusions du meeting, ne pouvant porter sur cette zone, ne pourront valoir comme agrément de ce qui y est projeté. Le camp adverse – les militants pour la réouverture de l'ancien hôpital⁴⁶, ce qui ne les empêche pas d'être aussi habitants du quartier – occupe donc l'espace. Mais ils vont, dans un premier temps, se plier eux aussi (et patiemment !) aux règles du jeu (on peut les voir, chacun à leurs différentes « tabléés », jongler avec leurs gommettes, les apposant sur tel ou tel carrefour), s'y effaçant donc comme porteurs vocaux de leur cause. Mais au moment du débat récapitulatif, quand ils exprimeront ces causes de manière très articulée et véhémence, ce sera au nom même des règles du débat public auxquelles ils se sont *ostensiblement* pliés. Ainsi d'une intervenante disant : « nous avons obéi à vos règles, c'est vous-mêmes qui n'êtes pas à la hauteur » (vidéo n°3). Ou bien, puisque le jeu est de changer démocratiquement les « couleurs » du *zoning* proposé, « pourquoi ne peut-on pas changer ici les couleurs de cette zone-là ! ? » (Ce grisé qui signe l'emprise foncière du futur hôpital.) Bref, l'arène publique offre ici l'opportunité de faire avancer la cause d'un combat politique en cours. Ces militants endossent d'autant plus l'ethos public qu'à la dénonciation « en contenu » du projet hospitalier de la ville, ils peuvent alors ajouter celle du caractère manœuvrier de ses promoteurs. En d'autres termes, ils se sont pliés aux astreintes du jeu participatif, et c'est depuis l'intérieur de ce « là » qu'ils peuvent d'autant mieux dénoncer le caractère illégitime de ce projet félon.

On gagnera ici encore à avoir recours à l'analytique goffmanienne en spécifiant ces astreintes comme portant sur des contraintes de *footing* (Goffman, 1981/1987), c'est-à-dire de manières de se placer ou de se camper (soi et ses propos) dans le cadre d'une situation. Ainsi, si nous avons vu en quoi elles contraignaient les officiels, littéralement, à y « marcher sur des œufs », nous voyons là des militants en user pour la position ou le pouvoir d'interpellation que ce *footing* leur délivre. C'est que ces règles sur lesquelles ils ont aligné leurs pas (qu'ils ont gestuellement incorporées) leur permettent alors de colporter l'ethos public même qui soutient ces « jeux de jambes ». Dans un raccourci – on l'assumera, poétique ! – celui-ci serait le vent de leurs semelles.

En épilogue, cette soirée-là aura une séquelle inattendue. Les débats de la séquence rituelle des questions ouvertes à la salle auront donné lieu à des échanges très fournis, entre interlocuteurs, à vrai dire sachant comment se pratiquer. Représentants syndicaux, défenseurs du patrimoine, avocat des droits civiques, ils ont tous commerce avec les agences des gouvernances urbaines. Aussi intenses que seront ces échanges ils n'en resteront pas moins « bien orientés », au sens où l'essentiel des griefs adressés aux organisateurs le sera sur le fond d'un horizon d'attente, en principe partagé, quoique là déçu. Le problème, articulera un des orateurs (défenseur du patrimoine) est que, oui, vous ne cessez de nous dire, chaque fois que nous vous rencontrons, que « vous nous entendez », mais nous, jamais, « *nous n'entendons ce que vous avez entendu* » (clip n°3). Quatre mois plus tard, des témoins de ce meeting auront l'occasion d'entendre, dans le cadre d'une audition au Conseil de la Ville, ce que les officiels de ce Conseil auront « entendu » de ce meeting : qu'aucune objection n'y a été levée par le public contre le projet LSU/VA et donc que ce silence vaut approbation ! Ceux des militants présents et au meeting évoqué et à l'audition du CC, ceux-là nous ayant vu filmer, nous contacterons en urgence pour qu'on leur communique nos *rushs* (dont le clip n°2), ce que nous nous ferons un devoir (outre qu'un plaisir) de faire : pour ce qu'ils les aideraient à montrer que ce silence était moins l'expression d'un agrément que la conséquence d'une censure.

ZOOM OUT : LA TRAME PARTICIPATIVE, SES EXIGENCES SCÉNOGRAPHIQUES COMME ÉPERONS D'UN APPRENTISSAGE POLITIQUE

Si, en sortie de ces analyses micro, la manière dont les engagements politiques apparaît comme significativement contrainte par la grammaire participative de ces meetings (selon les acteurs, il leur faudrait tantôt « marcher sur des œufs », tantôt y prendre appui pour mieux en étendre le champ) ; si, en outre, ce format a bien pour *effet* de déposer et de faire peser des modèles de conduite des affaires collectives se réclamant d'un ethos public réaffirmé⁴⁷, alors, (ne serait-ce

que) pour ces effets politiques là, on saisira qu'on gagne à considérer le travail de ceux qui ont « la main » sur cette matrice dramaturgique, qui essaient à la fois de l'élargir et de la garder, comme un travail *immédiatement, intrinsèquement, politique*. Un travail, dira-t-on, « travaillant » le sens politique de ceux qui le mènent à bien.

On traite en général cette idée de « sens politique » en termes de « conscience politique », et de *niveau* d'une telle conscience, guettant ainsi son élévation éventuelle et bénéfique. Selon ce schéma il est supposé que, dans l'épreuve, les acteurs apprennent à passer de leurs soucis personnels à un cadre élargi pour s'en prendre aux responsables, sinon au « système », de leurs conditions présentes : ils « montent en généralité ». Empressons-nous de dire que, dans la Nouvelle Orléans post-Katrina, cette « dialectique » est puissamment à l'œuvre, ajoutant qu'elle monte de multiples sources, multipliant des enquêtes circonstanciées dans ce registre-là. Ainsi, entre autres, d'une communauté *on line* locale extrêmement active : la compagnie des *NOLA bloggers* (Bordreuil, 2011a). La cible de ces dénonciations argumentées ? Souvent le Corps des ingénieurs, c'est-à-dire l'État fédéral. D'où le baptême de Katrina comme « inondation fédérale » (*federal flood*). En réalité, et la lecture de ceux qui, investis dans les publics de la reconstruction, sont aussi blogueurs, le confirme, ceux qui entrent dans ces arènes sont tous déjà armés d'une telle conscience politique⁴⁸. Reste que leur prise de part dans les mobilisations y vise moins à élever ce niveau de conscience, quoiqu'elle ait pour effet collatéral d'en aviver les prises. Elle est plus immédiatement d'aboutir ; de faire progresser des dossiers ; de faire revenir des quartiers ; de trouver les bonnes médiations pour décrocher des subventions⁴⁹. À cet égard, les collectifs initiateurs de la planification se féliciteront dès l'été 2007 de « reconnaître leur bébé » dans le schéma des dix-sept zones cibles ratifié par la ville et l'État, dessinant sa future armature urbaine. En corrélat, ils mèneront une critique serrée, via la blogosphère, des acrobaties comptables de la ville détournant des fonds alloués à la reconstruction pour des projets qui n'ont rien à voir, et le faisant au nom du fait que ce sont *grâce à*

eux que ces fonds fédéraux et étatiques sont arrivés en ville ; qu'ils leur « appartiennent » donc (pour se référer au « *owning* » de Joseph Gusfield, 1989).

Si, donc, « l'élévation du niveau de conscience » est un *index* précieux de l'essor politique de la mobilisation des publics de la reconstruction, sa visée ne suffit cependant pas à en rendre raison puisqu'elle apparaît tout autant comme un corrélat du *owning* de ces publics – on traduira de leur prise de contrôle de l'intelligence critique de la situation. La question se déplace ainsi du côté des ressorts de cette *capitalisation politique*⁵⁰, au principe de laquelle on situera la capacité de ces publics à avoir su placer leurs enquêtes (et les y maintenir) au cœur de l'attention collective ; en un mot à avoir su « les rendre publiques ».

« Rendre les choses publiques », *Making Things Public*, reprenant ici le titre de l'exposition de Bruno Latour et Peter Weibel (2005), cela signifie bien, au plus *profond*, transmuter l'intelligence même de ces choses, comme le soulignent Antoine Hennion et Alexandre Monnin (2020). Mais cela s'accomplit d'autant mieux que l'on réussit à élargir la *surface* du cercle des enquêteurs sur ces « choses », augmentant donc l'empan de ce public. Ou bien : si dans cette logique pragmatiste *approfondir l'enquête et élargir le cercle des enquêteurs* sont les deux faces d'une même monnaie, alors il convient d'honorer cette intuition par l'analyse – non moins pragmatique – des conditions et des savoir-faire qui assurent cette circulation possible des « contenus d'enquêtes » ouvrant à une reconfiguration des problèmes et de leur solution. Un *art des surfaces*, donc, de leurs apprêts comme supports à la discussion publique. Formulé différemment, on revient ainsi au thème évoqué de la pesée de la « main dramaturgique » des opérateurs du *Master Plan*, mais, d'une part, en ayant lesté la pesée de cette main des enjeux qui s'y visent et, d'autre part – et « *zooming out* » –, en deçà et au-delà des chorégraphies que nous avons décrites, pour mieux faire entrer dans le cadre d'analyse les opérations à engager pour élargir la prise de cette « main » et y guetter ce qui entre de politique dans cet art-là.

Un premier volet de ces savoir-faire s'atteste dans les opérations de préparation des séquences théâtrales décrites plus haut ; en coulisse, si l'on veut, mais en « coulisse temporelle ». Nos *déambulations* de terrain nous ont offerts, en trois scènes, de quoi mieux en saisir la nécessité et les effets, tous deux politiques.

La première se déroule début octobre 2008, un soir, dans une église perdue du quartier de Holy Cross⁵¹. Le pasteur ouvre la séance, puis cède la parole à un responsable de l'association du quartier, flanqué d'un architecte. Une vingtaine de personnes y sont présentes, et la thématique de la discussion aura quelque chose de déconcertant. Celle-ci se noue autour des vertus comparées de « R+2 » ou « R+4 », entendre qu'elle porte sur les effets qu'aurait sur la valeur foncière des terrains avoisinants l'érection de pavillons *vs* immeubles collectifs. L'assistance est attentive, sinon passionnée.

La seconde scène se trouve être la première des trois sur lesquelles nous avons ouvert nos fenêtres microsociologiques. Celle du 19 octobre 2008 dans le *Lower 9th* où nous nous étions arrêtés sur le « silence radio » de Cynthia Willard Lewis. On peut alors d'autant mieux s'arrêter sur un autre « silence radio », celui de ce même tandem du responsable de l'association et de l'architecte que nous avons « découvert » quinze jours avant et que nous retrouvons à l'œuvre ce soir-là. Nous y avons bien saisi ce silence comme les installant en *comparses* (Goffman, 1956/1973) de « l'équipe en représentation », les « MC » de Goody Clancy.

Un an plus tard, le 2 décembre 2009, toujours dans le même quartier, et à l'occasion de la venue du « Conseil consultatif de l'État de la Louisiane sur la restauration côtière », le même associatif, quoique spécialiste de l'environnement et responsable du « Centre du *Lower 9th* pour des politiques de développement durable », interviendra cette fois-ci pour rappeler aux organisateurs officiels de l'événement que, tant que des signes tangibles d'aide à la population n'arriveront pas, ils prêcheront dans le désert (se faisant cette fois-là la voix de la

population). Faire que les habitants viennent à ces meetings, nous dira-t-il, est de sa responsabilité. Et cela passe bien par l’affichage public, cette fois face aux officiels, d’une sensibilité aux préoccupations de la population.

Dépliant donc le fil de ces trois scènes, on saisira que le passage de la première à la seconde permet de préciser ce qu’il en est de leur fonction de *comparse* dans la représentation publique. Cette fonction, certes, s’atteste dans la dimension scénique (ici, le 19 octobre, sinon applaudir la tribune, du moins faire silence, ne pas abonder les critiques, quand elle est « attaquée »), mais elle renvoie à une coopération préalable où se sont noués les intérêts des deux parties. On dira une « prise de langue » où se cherche la *traductibilité* possible entre les problèmes réels du quartier et le codage urbanistique de leurs traitements. Faire en sorte, autant que possible, que les publics à venir puissent – usant ici d’une expression fréquente en anglais – s’y trouver « sur la même page » (la première scène se reconfigurant au passage en « un stage de formation »).

Ce que fait maintenant ressortir la troisième scène, placée sur le fond de la seconde, est que « le silence radio » du responsable associatif dans celle-ci, alors même qu’y grondent les protestations, s’inverse radicalement dans la troisième. De fait, accueillant dans son quartier, le comité consultatif de la Louisiane, il *préfacera* la rencontre en faisant état de ces grondements et de leurs bien-fondés. Interrogé dans un entretien ultérieur, sur ce changement de registre, Charles A., l’animateur dont il est question, nous confiera, non sans émotion, qu’il est le neveu du pasteur du quartier, lequel pasteur a été une figure proéminente de la lutte pour les droits civiques des années 1960. C’est mon mentor, nous dit-il : de lui que j’ai appris que, selon les circonstances, « *you give them salt or you give them sugar* » – vous faites passer tantôt du sel, tantôt du sucre... L’emprise de la dramaturgie du *Master Plan* implique donc des prises d’appui plus larges visant à brasser des publics plus étendus et l’on conçoit alors en quoi une intelligence politique y est à l’œuvre.

On peut ensuite étendre ces considérations à une échelle « macro », toujours suivant ce motif de la dimension politique d'un brassage périphérique des populations visant à ce qu'elles « entrent dans la danse » et à faire en sorte qu'elles puissent aussi y mieux danser, de s'y trouver « sur la même page » ? À cette échelle macro, cela suppose, si l'on y prête attention, un investissement *logistique* conséquent : un travail considérable de fourniture d'accessoires (*props*) (Cefaï, 2016, § 11 et 32) de nature à ordonner, soutenir et alimenter les conversations ; et donc la reprographie de milliers de cartes, la circulation de dossiers statistiques manipulables, tout un effort dans la fixation d'une signalétique stabilisant l'identité des opérateurs pour mieux figurer l'extension de leur emprise. En résumé, il faut équiper les aires des débats de « praticables », rendant plus aisés les mouvements de ceux qui monteront sur les tréteaux ; outre que ces praticables soient bien les mêmes d'un tréteau aux autres.

On doit enfin souligner que le problème pour les animateurs de la trajectoire du *Master Plan* n'est pas simplement de prouver qu'ils se sont mis à l'écoute des populations, qu'ils ont su recueillir (au travers des vertus du *joint reasoning*, du raisonnement en commun) les *inputs* des communautés, mais qu'il leur faut de surcroît bien mettre en scène ce recueil. Parce que, tout autant que recueillir, il s'agit aussi de faire en sorte que ce recueil soit un *bon événement public*⁵² ; que toutes les séquences prévues s'enchaînent parfaitement et sans anicroches. L'organisation quasi industrielle de l'événement fait alors partie du « show ». Nous avons dit plus haut l'importance de ce « management des apparences » dans le ralliement des politiques au public (citant le travail d'Abigail Williamson, 2007). Mais on peut inverser le signe de cette dimension de manipulation en faisant valoir que l'enjeu profond est de donner des gages par rapport au péché originel de ces mobilisations spontanées, celui de la cooptation et de « l'entre soi » : bref, il s'agit de raturer la sombre hypothèse de la conspiration que ceux qui ne sont pas part de l'action sont prompts à entretenir – on l'a vu, pour mieux en saborder les actifs.

De fait les initiateurs de la planification ne pouvaient faire reposer le caractère public de leur entreprise sur des titres qu'ils auraient, en dépôt, de mandat public (élus). Il a fallu qu'ils *performent* dans l'action cette publicité. D'où le souci d'un appui au plus large venant de leurs « constituants » potentiels. En ce sens, donc, pas d'orchestration du public qui ne passe par une compétence proprement politique : celle, donc, du ciblage des causes et du soin quant à leur mise en circulation. Dans le bain de ces débats publics émerge alors une levée de nouveaux organisateurs, une relève d'acteurs proprement politiques⁵³. Dans le sillage de la catastrophe de nouveaux liens se tissent ainsi entre politiques et publics ; entre des manières de construire des politiques qui tiennent compte d'une conscience publique élargie et surtout plus « aiguisée »⁵⁴ ; le tout au gré d'accomplissements de publics qui auront appris à construire leurs débouchés institutionnels : bref, présidant ainsi à une maturation politique effective.

1.2.4. POUR MIEUX DRESSER LE BILAN POLITIQUE DE CES ENGAGEMENTS, ÉLARGIR L'ÉVENTAIL DE SES LIGNES DE COMPTE

On conçoit donc, s'agissant de prendre la mesure de la portée politique... qu'il convienne de placer cette maturation au centre du tableau. Pour autant, cette focale n'interdit pas, bien au contraire, qu'on interroge les *effets* de cette maturation du point de vue de *ce que* ses agents auront su mettre à leur actif en termes de résolution de leurs problèmes.

Si, pour ramasser en une formule l'approche du Dewey du *Public et ses problèmes*, il n'y a de publics que d'*issues*, on relèvera que les publics que nous avons suivis se sont constitués autour d'*une* telle question centrale, celle – pour ainsi dire – de leur retour à « la case départ », objet central de leurs attachements. Il y avait pourtant foule d'autres *issues* à traiter dans l'après-coup de la catastrophe : crises sanitaire, sécuritaire, scolaire, tensions raciales. Et dans leurs essors les publics de la reconstruction auront bien croisé les ferments de publics

se vouant à ces questions⁵⁵. Mais le problème du « retour en quartier » aura constitué la planche initiale de leurs engagements et, surtout, le retour effectif dans ces quartiers, ce moment où « ensemble » ils retroussent leurs manches, et font ensemble de le faire, aura donné à leurs collectifs le coffre nécessaire pour mieux peser sur la suite des débats publics. Cette *poussée* effective procède donc largement du *cadre écologique* dans laquelle elle s'est formée⁵⁶. Et s'y ajoute aussi une dimension affirmative, au sens où les résolutions adoptées s'y décryptent moins comme un affinement des positions dans un champ de controverses préalables⁵⁷, qu'elles ne s'enlèvent pour ainsi dire *ex nihilo*, et se valorisent comme telles. Emprisons-nous d'ajouter que cet *ex nihilo* là est socialement construit, et est, comme on l'a vu, consécutif à une annihilation préalable et radicale des capacités gouvernantes à simplement refaire surface.

On peut donc « critiquer » les engagements des publics de la reconstruction au titre des *issues* qu'ils ont fait primer, mais on peut aussi mesurer leurs actifs du point de vue du traitement des questions, des *issues* auxquelles ils s'attaquaient. Qu'en est-il ainsi du solde comptable en matière de retour de la ville et notamment quant aux *réparations des dommages* qu'ils ont obtenues ? De ce point de vue, et en résumé, on dira ce bilan comptable à la fois non négligeable et très inégal. « Non négligeable » avec cet effet inattendu que, pour autant que les aides fédérales auront mis trois ans à parvenir à la ville, le poumon d'oxygène qu'elles ont représenté a atterri en 2009 en pleine crise des *subprimes*, faisant ainsi de la cité l'une des plus prospères dans la récession qui s'est ensuivie. « Très inégal », ensuite : d'abord, parce que 130 000 ex-résidents ne sont pas revenus à la Nouvelle Orléans (environ 100 000 Afro-Américains et 30 000 blancs) ; puis, pour la raison que les aides à la réparation du *Road Home Program* ont été attribuées sur la base de la valeur locative des domiciles et non sur la base des coûts de ces réparations (leur valeur d'échange et non leur valeur d'usage, en termes marxistes).

Pour autant – élargissant les lignes d'évaluation – cette lecture comptable, quoique fondée, fait passer à la trappe une composante centrale de l'apport des engagements des publics de la reconstruction. Et elle la manque dans la mesure même où ces engagements auront bouleversé les cadres d'appréciation (ou de « calcul ») de *ce qui compte comme dommage*. En substance, et par voie de conséquence, au-delà des pertes individuelles sera venue se déplorer une perte à tous égards matricielle⁵⁸, celle d'une ville *en tant que telle* (à l'existence de laquelle – cela va de soi – tous les avoirs individuels se trouvaient suspendus). C'est alors cet accent de « *valuation* » de l'urbanité pour elle-même, d'une urbanité à restaurer, que les cortèges déposeront dans leur sillage. Qui se traduira, par exemple, dans les projets, par la destruction de la passerelle d'autoroute (l'I 10) qui enjambe et écrase le centre-ville, et particulièrement le quartier historique de *Trémé*. Qui se réclamera ainsi de Jane Jacobs plutôt que de Robert Moses, propulsant ainsi une esthétique de la vie urbaine qui remplacerait le piéton en son cœur⁵⁹. Au total, cette urbanité qu'ils ont à cœur de revivifier apparaît tout autant comme le sous-produit obligé de leurs luttes que comme le meilleur adjuvant de leur succès. La ville, forte des dédommagements obtenus, des subventions décrochées (notamment pour la consolidation des digues), n'en retombera donc que mieux dans son assiette.

Enfin – en guise de dernière ligne de compte – si l'on juge des succès des mobilisations publiques à l'aune des solutions apportées à leurs problèmes, dans les réparations obtenues « le compte y est-il » vraiment ? La question à cet égard est de savoir si ces dédommagements se traduiront en bénéfices *effectifs* permettant à leurs récipiendaires de continuer la vie qu'ils veulent mener (dans leur ville). Au plus cru : les bénéficiaires en auront-ils pour leur argent récupéré ? Ou, plus direct : revenir habiter dans sa ville, une ville exposée à tous les vents, était-ce une bonne idée ? Tel est pourtant l'apport indéniable des luttes que nous avons décrites. Un apport, en ce cas, envisagé sous son angle critique, dont on dira que les solutions auxquelles il a conduit n'en restent pas moins problématiques. Quel est

alors « le » public qui traitera de cette problématique-là ? Qui saura mieux traiter la matrice d'où résulte ce qu'il reste de problématique dans leurs « solutions ». Or, cette matrice tient foncièrement à la fragilité écologique de la ville. Une fragilité, certes aussi vieille que la ville (Campanella, 2011), mais que la crise climatique ne cesse de considérablement accentuer.

II. DEUXIÈME SÉQUENCE : UNE VILLE À FAIRE TENIR ET POUR CELA UN DELTA À RESTAURER

Sur ce fond de plan, faisant un crochet par la confrontation entre Dewey (1927/2010) et Lippmann (1925/2008) quant aux capacités des « faire public » à être en prise avec les problèmes de la « grande société » (lire mondialisée), on conçoit qu'un des enjeux du suivi des mobilisations post-Katrina porte sur les capacités des publics de la reconstruction à se hausser au niveau des exigences requises pour maîtriser les conséquences problématiques (diffuses tout autant que confuses) d'une nouvelle couche *vectrice* de monde, venant s'ajouter aux précédentes : la couche atmosphérique (chargée de gaz à effet de serre), qui vient elle aussi lier (violemment) le monde à lui-même et en tous lieux. En d'autres termes, en actualisant les termes de la confrontation, peut-on – *contra* Lippmann – plaider pour cette capacité des publics de la reconstruction (marginalisant ou recadrant le recours indispensable aux experts) à affronter et maîtriser les défis de la crise écologique ?

On avancera dans ce qui suit quelques éléments de réponse, ceci en confrontant ce que nous avons appris de notre terrain à des approches sociologiques récentes portant sur les mobilisations dans ce nouveau cadre problématique écologique ; ce, en organisant cette confrontation autour de trois thématiques prégnantes dans ces approches.

La première porte sur le poids des attitudes de *déni* des populations sinistrées au regard de l'événement qui les a affectés (et donc des sinistres à venir).

La seconde propose un format pour penser les dynamiques de rebond des populations affectées : celui du « *traumatisme* et de la *résilience* » (Fassin & Rechtman, 2011).

La troisième, symétrique de la première, interroge sur un mode critique la prégnance croissante des scénarios catastrophe, lesquels, destinés à emporter les convictions, peuvent aussi bien les écraser.

Comment donc situer les trajectoires des publics de la ville dans ce triple compas-là ?

II.1. DÉNI DE LA CRISE ENVIRONNEMENTALE ?

Quant au déni, on sait (ou on ne sait pas) qu'il y va d'une thèse largement partagée dans le champ des spécialistes des désastres : cette propension funeste – et avérée – qu'ont les sinistrés de catastrophes à se réinstaller « sur les lieux même du crime ».

Or, à rembobiner le déroulé du soulèvement de la population tel que narré en début d'article, on rangerait bien la mobilisation suivie dans cette catégorie-là : non seulement pour son « résultat », mais dès son début, si l'on a en mémoire que c'est bien l'épisode de la publication des fameuses « taches vertes » qui l'aura déclenchée : « Cachez ces taches que l'on ne saurait voir ! » Et pourtant, pas besoin d'être un écologiste chevronné pour conférer un minimum de bon sens à la proposition. Rendre à la nature (au moins) une portion de ce qui lui appartient, et César pourrait d'autant mieux gérer ce qu'il lui reste...

Y va-t-il, cependant, dans ce refus frontal des populations de *même* en discuter, de la preuve de leur inconscience des dangers ? Ici on doit encore à la vérité ethnographique de poser que la chose est plus complexe. En simplifiant, la question – celle formulée en termes de *réduction de l'empreinte écologique de la ville* (« *Shrink the foot print !* ») – est

plus « tue » qu'elle n'est ignorée. Ou bien, du fait qu'elle ne soit pas relevée, on ne peut inférer qu'elle ne soit pas « sue ». Le problème est moins que les citoyens ne sachent pas la fragilité écologique de leur ville (encore que ce savoir soit inégal), mais il est plutôt de maîtriser les conséquences envisageables qu'il y aurait à poser immédiatement le problème en ces termes. C'est donc affaire de prudence politique élémentaire ; et doublement. « En externe », simplement engager la discussion sur ce terrain des « taches vertes » risquait d'offrir du grain à moudre à ceux moulinant le discours (et ceci dès septembre 2005, alors que les citoyens n'avaient même pas pu faire retour dans leur ville) selon lequel il serait temps que les habitants regagnent les hautes terres et cessent de grever les comptes publics avec leurs demandes inconsidérées. Mais en interne, tout autant, la simple mention discursive des taches est-elle prohibée, porteuse qu'elle pourrait être de germes de division de la population à l'heure où il importe qu'elle se mobilise dans son entier.

Karen G. (une des figures publiques de la reconstruction de la ville) nous raconte que le jour de l'apparition des taches dans le *Times Picayune*, le quotidien de la ville, voilà qu'elle discute avec le curé de sa paroisse (elle est croyante et l'église, de style mexicain, est juste en face de son domicile, dans le quartier de Holy Grove), lequel, ouvrant le journal lui dit : « Karen, ne sois pas inquiète, les taches, c'est pour les autres », nous dit Karen, sur le ton d'un « tu te rends compte ! » ; après quoi, silence, nous laissant ainsi l'espace-temps d'apprécier le message. Sans doute se sera-t-elle tue, face à son curé. Choquée, manifestement, mais par quoi d'autre – infère-t-on – que la trahison par le prêtre de sa mission apostolique et de l'injonction à « aider son prochain comme soi-même »... Veda, de même et dans le quartier de Bayou Saint John, nous narre comment, en pleine corvée de nettoyage des débris du quartier, chacun avec pelle et seau, un de ses compagnons de chantier s'interrompt pour lui lancer un « quand même ces taches vertes ce n'est pas complètement stupide ». Et Veda, interloquée, d'en laisser tomber sa pelle... qu'elle reprend

aussitôt ; de n'avoir rien entendu, faisant comme si. (*Vignette extraite du journal de terrain, 24 et 30 avril 2008*)

De fait, quand on pose cette même question de manière frontale aux « opérateurs » de la reconstruction, ils n'en nient pas la pertinence, opposant au contraire d'autres manières de la traiter. Pourquoi, par exemple, faudrait-il sacrifier un quartier sur l'autel de la raison écologique ? Ainsi : que chaque quartier définisse ses sanctuaires, et s'éviterait ainsi qu'on en mutile un au profit des autres. Puis ces transvasements *intra* quartiers n'allant pas de soi – « *Non, c'est un truc qui ne marchera pas* », nous confie un doctorant de la Harvard Kennedy School of Government qui milite activement dans l'association de Broadmoor ; « *même pas la peine d'y penser* »⁶⁰ ! Pourquoi, alors, ne pas pulvériser la contrainte à l'échelle des lots de chacun ? Que chacun réserve donc de la place dans son jardin pour les plantes absorbantes, lesquelles, accompliront au centuple la besogne des « *green dots* », des « taches vertes ».

Nous avons évoqué plus haut la visite du « Conseil Consultatif de l'État de la Louisiane sur la Restauration Côtière », le 2 décembre 2009 dans le quartier martyr du *Lower 9th*. L'esprit de la mission de l'État était de faire le tour des « bonnes pratiques » sur lesquelles appuyer la restauration de cette côte. Cette mission visite donc ses hôtes non au titre que ce quartier aura été reconnu dans les médias comme « le » quartier martyr, mais à celui que ses habitants pourraient être les porteurs de relèves conjurant les catastrophes à venir. De fait, si dans la géographie sociale de la ville il est par excellence le quartier noir et pauvre, dans la géographie écologique de la ville il se trouve plus que d'autres directement exposé aux aléas climatiques (sous le niveau de la mer, du mauvais côté du canal, etc.). Et l'on ne manquera pas – accentuant la thématique de la justice environnementale – de faire le lien entre précarité écologique et précarité sociale. Pourtant ce sont moins des victimes exemplaires que la mission étatique vient visiter que des animateurs⁶¹ d'une politique écologique à engager : ceux-là qui dirigent l'association de quartier hôte

de l'événement, le « *Centre du Lower 9th pour des politiques de développement durable* »⁶². Il faut rappeler que cette association a vertébré les mobilisations publiques post-Katrina ; et ajouter que sa « raison sociale » date d'avant la catastrophe. Dans la reconstruction du quartier, elle aura cadré les retours au regard de leur pertinence environnementale : habitat bioclimatique, micro-turbines dans le Mississippi, usage de bétons perméables et expérimentations de plantes absorbantes. Enfin, et surtout, elle aura initié un programme de revitalisation du bayou avoisinant, le bayou Bienvenue.

Or, ce dernier programme touche à l'une des racines de la fragilité écologique de la ville : la disparition des marécages et bayous⁶³ faisant *tampon* entre la mer, d'où viennent les ouragans, et les villes qui s'en trouvent balayées, atténuant ainsi la puissance des tempêtes. À l'époque de Katrina tout ceci commence à se savoir, sauf que la science – parfois si lente – n'a pas encore validé en bonne et due forme cette conclusion. L'association du quartier a formé le projet d'une reconquête de son bayou, par désalinisation de son eau et par plantation d'espèces végétales susceptibles d'y prospérer. Un document audiovisuel restitue parfaitement la philosophie écologique et publique de ce programme, ce à partir d'un équipement tout ce qu'il y a de prosaïque : une plateforme *d'accès visuel et public* à ce bayou (Tonnelat, 2011 et 2012). De cette plateforme on peut voir que des plantes flottent pour l'heure sur des planches, l'escompte étant que leurs racines, plongeant dans l'eau, finissent par atteindre le sol et s'y ramifier. Cela peut se suivre en direct, du haut de cette estrade juchée sur la crête de la palplanche qui sépare le quartier de « son » bayou. Un médiateur y attend les visiteurs (Mr Taylor) ; d'un âge avancé, il a grandi dans le quartier. D'un côté, il détaille l'expérimentation en cours, de l'autre, il restitue ce qu'il en était de la vie de son quartier avant que, suite à l'ouragan Betsy (1965), un mur ne vienne à séparer le quartier de « son » bayou. Il narre ainsi comment, dans ces jours anciens, les habitants allaient y pêcher crabes et poissons-chats. Plus largement, ce type de récit est repris et amplifié dans des expositions (toujours à l'initiative de l'association) et inséré dans les programmes scolaires

du quartier. On parlerait volontiers de « patrimonialisation », sauf qu'ici le retour de ce passé est destiné à asserter la plausibilité d'un futur qui ne soit pas hors de portée. Celui – nous allons le développer – de la restauration côtière et, partant, du delta du Mississippi. La vidéo de Stéphane Tonnelat s'intitule : « Rendre publique la durabilité » ; aussi bien son thème est-il de « rendre durable la préoccupation publique ».

Une chose reste frappante, à déplier les composantes des initiatives de cette association : le souci, certes, de s'engager dans des reconstructions effectives, cependant que non « aveuglement » et, bien au contraire, se mobilisant pour rendre les habitants plus lucides sur les « *issues* », les problèmes environnementaux qui les assaillent. L'on notera alors qu'ils mettent en valeur leurs expérimentations en se plaçant aux « *confins de l'habitable* ». Il faut se tourner vers ce quartier pour ce qu'il recèle de réponses aux défis environnementaux et pour *toute population* se trouvant, elle aussi, située sur ces confins. Des victimes ? Bien sûr ! Mais des pionniers sur un nouveau front de lutte, tout autant. « Déniant » donc ? Pas vraiment : bien plutôt relevant le défi.

II.2. TRAUMATISME ET RÉSILIENCE : LA RELATIVISATION DU PARADIGME VICTIMAIRE

Une autre manière d'approcher les effets de cette catastrophe écologique et, plus généralement ceux des crises à venir, consiste à cadrer les dynamiques collectives qui s'y déploient en privilégiant leur dimension *traumatique* et, en conséquence, en orientant l'attention du côté de ce que leurs traitements réservent (ou pas) en termes de *résilience* des communautés ou des individus traumatisés. On doit à Didier Fassin et Richard Retchman (2007) d'avoir reconstruit la généalogie de cette figure du traumatisme et la genèse de son « empire ». Ils décrivent comment le « traumatisé » sera passé du statut de témoin douteux à celui de porteur d'une vérité qui compte. Ce faisant, le souci de son sort, l'exploration des conditions du recouvrement de

son trauma, auront profondément affecté les agendas en situations de crise, les vouant à restaurer les capacités de résilience des sinistrés. Par ailleurs, si l'on place au centre du tableau des désastres celui, clinique, du syndrome du PTSD (Désordre du stress post-traumatique), on conçoit bien qu'il puisse transiter des horreurs de la guerre (lieu de naissance de sa clinique) à celles propres aux catastrophes naturelles.

Appliqué à la Nouvelle Orléans, il faut commencer par dire que ce prisme-là est tout sauf déplacé. Il est même... surplombant. Il dit bien les réactions sociétales qu'a déclenchées l'événement Katrina. En tout premier lieu, c'est bien la sensibilité qui s'y exprime qui aura présidé à l'afflux massif – et compassionnel – des bénévoles venus du pays entier pour porter secours à la ville martyre (3 à 5 millions, on le rappelle) et épauler les habitants à nettoyer ou retaper leurs maisons ; de même pour les architectes et urbanistes. Parmi les aidants, nombre de psychologues vont aussi faire le déplacement, au titre de spécialistes du PTSD, en général, dans des formats type « cellule de crise ». La réaction du public local sera là plus mitigée. Ainsi de cette journée « portes ouvertes » (à laquelle, observatrice participante, Anne Lovell s'est rendue) tenue au printemps 2009 au *Convention Center*, où tout personnel soignant disponible vient offrir gratuitement ses services à des habitants en manque de soins : surnombre de psychologues, cependant que pas assez de médecins et de médicaments pour simplement distribuer leurs doses d'insuline aux diabétiques, en surnombre dans la population notamment noire de la ville, qui viennent en quémander.

De cet exemple on n'inférera pas l'idée que les habitants n'aient eu à souffrir d'aucun désordre psychologique. C'est même l'inverse : ils ont même un mot pour désigner ce trouble qui est le leur, ils parlent de « *Katrina mind* ». Mais ils l'évoquent plutôt entre eux parce que, entre eux, « ils savent qu'ils savent ». Ce qui est moins vrai des autres : ils n'étaient pas là. Non qu'ils refusent leur compassion : elle se monnaie en aides concrètes et précieuses, ce dont ils leur sont reconnaissants. Mais sans doute qu'ils craignent ce qui, en elle, sanctifierait leur

statut de victimes. De fait ce sont bien plutôt des (re)bâisseurs *ès qualités* qui en sont les récipiendaires. Est-ce pour cette raison que, sur le terrain, la pose victimaire n'apparaît pas comme dominante dans les publics de la reconstruction ?

Ou bien, si ! Victimes, ils expriment bien qu'ils le sont, mais sur un mode émotionnel saisissant : moins celui de la déploration que celui de la *rage*. À quoi il faut ajouter que chacune des avancées concrètes dans le retour des quartiers vaut moins comme manière d'apaiser cette rage, que comme façon de la justifier et de la chauffer. Les quartiers qui se reconstruisent sont, en effet, comme autant de clous que l'on enfonce dans les flancs de ceux qui étaient en principe en charge ; une manière de dramatiser le mépris dans lequel on les tient ; de stigmatiser leur incapacité à raison même de l'étalage de la leur, de capacité. Or, on ne réclame pas à quelqu'un que l'on méprise (Bordreuil, 2008). On travaille, activement, à sa destitution. Et c'est ainsi, croyons-nous, qu'ici, la posture victimaire se trouve, sinon exorcisée, du moins « excédée »... et, partant, la notion de « résilience » recadrée. C'est en effet plutôt à l'enseigne de leur *pugnacité* que les activistes de la reconstruction en sont venus à épingleur leur grandeur, c'est-à-dire à une capacité à contrer (dans la lutte) ces *autres* corps (municipaux, étatiques, pétrolifères) qui (les « choquant »⁶⁴) ont attenté à l'intégrité des leurs ; et non pas simplement, comme y incite la thématique de la résilience, à puiser du fond de leurs ressources internes de flexibilité de quoi se remettre d'un choc, ceci sans mordre sur ce qui l'aura causé. Laissant ici parler Mary Howell, avocate historique pour les droits civiques, lors d'un panel organisé par nos soins dans le cadre du meeting annuel de l'Association Américaine d'Anthropologie (AAA), le 19 novembre 2010 :

Tout le monde sait pourquoi nous sommes ici – nous sommes ici [dans cette ville, ndlr] parce que nous voulons y être... y rester ! Il faudra quelque chose de bien pire que Katrina pour que vous vous débarrassiez de nous. Pour moi, la leçon « d'ici » c'est que « ici » est un lieu qui vaut que l'on se batte pour lui, parce que

nous l'aimons, parce que nous avons le souci de sa communauté. Et nous sommes devenus bien plus coriaces que nous l'étions ; et bien moins naïfs ; nous ne tenons rien pour acquis. Je n'ai, de ma vie, jamais vu un tel engagement civique ; des meetings sur les égouts, réseau électrique, équipements, soins médicaux, quoique ce soit. Les gens sont là ; la population est dans l'action... Cette ville est notre mère, et je le sais bien parce que nous n'arrêtons pas de nous disputer avec elle. (Howell *in* Lovell, Bordreuil & Adams, 2011 : 125-126)

En substance, reprenant le titre d'un ouvrage de Roberta Brandes Gratz (2015) : *We are still here, ya bastards !* Nous sommes toujours là, bande de salopards !

II.3. LA CATASTROPHE ? OUI, MAIS À PORTÉE DE MAIN

Défi tout autant que déni ; pugnacité plutôt que résilience. Reste qu'il faut, pour attribuer la portée politique effective de ces mobilisations, spécifier, d'un côté, en quoi elles auront avancé dans la saisie cognitive de la matrice écologique de leurs problèmes et, de l'autre, en quoi elles auront dû élargir, pour ce faire et pour ainsi dire, l'onde de leurs luttes, les portant jusqu'aux confins deltaïques.

Comme on peut le pressentir, ces deux questions n'en font qu'une. Elles flèchent toutes deux vers la continuité d'un processus d'enquêtes (qu'on dira « combatives »), exhibant à la fois *ce* qui, des traits de la fragilité écologique de la ville, pourra être dérivé de causalités plus profondes, et exposant *ceux* qui, faute d'agir sur ces causes, s'en verront attribuer la responsabilité. Il faudrait alors déplier ce double processus dans toute sa longueur (c'est-à-dire jusqu'à nos jours) faute de quoi on risquerait de passer à côté de ce qu'il y a de cumulatif en lui, aussi bien qu'à côté de ce que ce processus doit (voire continue à devoir) à l'impulsion initiale des publics de la reconstruction. Et bien que la matière à brasser soit considérable, on peut distinguer

quelques séquences dans le continu de ce processus, lesquelles, d'une part, exhibent la partie liée entre « ondes d'enquêtes » et « ondes de luttes », et, d'une autre, éclairent le fait que l'on soit passé (par extension et approfondissement) d'un objet problématique (la ville) à un autre (le delta).

Un bon point de départ est fourni par ce qui se passe dans l'immédiat *contrecoup* de la catastrophe (cf. *The Big Uneasy* en annexe), soit dès la semaine qui l'a suivie. L'élément clef en est la réalisation que, certes l'ouragan était puissant (quoiqu'en principe négociable), mais que pour expliquer le naufrage consécutif de la ville, ce sont vers les digues (leur vétusté) que les regards doivent se tourner. Et se tournent très vite, de fait. La coopération effective entre la presse locale et le LSU Hurricane Center, le Centre d'études des ouragans, est ici critique. Et le diagnostic technique de cette vétusté s'y instruit quasiment « dans les conditions du direct ». Il se résume très bien dans un titre choc du *Times Picayune* (daté du 14/10/2005) « *Bricks built on jelly* » : « Des briques sur de la gelée »⁶⁵. La gelée en question désigne ce qu'il en est de la solidité du substrat de la ville, faisant ainsi entrer sa géologie dans la sphère de l'attention publique. Le mot-clef est ici celui de *subsidence*, savoir le tassement progressif du sol de la ville (laquelle se trouve en grande partie sous le niveau de la mer), mais tout autant le caractère *composite* de ce sol, désormais mis sous les projecteurs⁶⁶. L'enquête en géologie vaut alors accusation contre les maîtres d'ouvrage des digues – le Corps (fédéral) des ingénieurs – au motif que leur génie civil aura fait l'impasse sur cette dimension critique. Et cette charge accusatrice se redoublera à la découverte subséquente que le Corps a bâti ces digues sur la base de cartes périmées. Et cet outrage se trouvera aiguillonné – de fait alourdi – à la réalisation que, sur ce sol mouvant, la péremption accélérée des cartes est leur destin le plus usuel. En cause, précisément le fait que la subsidence est un phénomène *auto-entretenu*, reposant sur un *feedback* négatif : non seulement que la ville, ses bâtiments pèsent, mais surtout que pour les maintenir hors de l'eau il y faut la drainer sans relâche, de sorte que la composante hydratée des sols s'y réduise à néant, tassant

ainsi les sols. En conséquence de quoi, se profile la notion que l'entretien des digues supposera l'interminable de leur surélévation et avec elle la promesse de factures constamment révisées en hausse.

Un autre front d'enquête s'ouvre, cette fois en hydrologie. On doit là aussi à l'équipe d'Ivor Van Heerden, à l'époque directeur adjoint du LSU Hurricane Center, d'avoir recomposé la dynamique des flux qui ont submergé la ville ; et là aussi avec une contribution notable de la presse locale, et notamment de ses *lecteurs*⁶⁷. S'y trouve notamment épinglée une autre entité menaçante : celle du canal dit « *MR-GO* » pour *Mississippi River-Gulf Outlet Canal*. Ce canal a lui aussi été construit par le Corps des ingénieurs, mais à la demande des autorités portuaires et pour sa valeur de tracer une ligne directe entre la haute mer et le port de la ville : un raccourci, permettant aux navires d'esquiver les méandres du fleuve. À l'analyse, l'intersection de ce canal avec un autre canal longeant les basses terres du golfe du Mexique, le *Gulf Intracoastal Waterway*, se révèle avoir fonctionné comme un gigantesque entonnoir dans lequel s'est engouffré le front d'inondation (*surge*) de l'ouragan, le rétrécissement de cet entonnoir ayant eu l'effet mécanique d'avoir haussé la vague de la tempête. C'est de ce canal-là que sera venue l'inondation violente qui a balayé en quasi-totalité le *Lower 9th*. « *Mister Go must Go !* », clament les populations riveraines. En sus, la clinique des effets de ce canal fait apparaître qu'il est pour beaucoup dans un autre fléau qui corrode et fragilise le delta : sa *salinisation*. Les publics, attentifs non moins que réactifs, ajoutent alors une autre flèche au carquois de leurs « ontologies », brassant cette fois-ci des matières hydro-bio-géologiques. La fenêtre que nous avons ouverte plus haut sur les engagements écologiques des habitants du *Lower 9th* pour « ressusciter » le bayou Bienvenue et sa flore donne précisément et directement sur les effets de désastre biologique de la salinisation. Elle se situe au débouché immédiat de l'entonnoir et l'on y voit au plus près ce qui en résulte : ces bayous transformés en cimetières d'arbres morts⁶⁸. Ainsi, dans le viseur de l'expérimentation une autre composante importe qu'on n'a jusque-là qu'esquissée : celle de l'apport d'eau douce pour contrer

la salinisation (un apport, dans ce cas attendu, d'un rejet des eaux douces d'une usine à traitement d'eaux usées située à proximité). On débouche alors sur la pièce centrale d'une stratégie qui va s'amplifier : celle de la *diversion* des eaux du fleuve et de leurs alluvions pour, d'une part, désaliniser et, d'autre part, réensemencer de terre les marais du delta. Et cette stratégie va donner lieu à une génération d'expérimentations destinées à mieux en contrôler les effets. Ainsi de la construction d'une maquette à l'échelle 1/20 (100 m pour 2 km), montée en laboratoire à Baton Rouge. Dans son « praticable » il est en effet possible de faire varier l'emplacement des brèches ouvertes dans la digue du Mississippi non moins que de doser les débits des flux qui s'y déversent pour ainsi en mieux maîtriser les effets induits⁶⁹. Plus récemment une autre couche problématique est venue s'ajouter, mettant en jeu la *toxicité* des ingrédients ainsi diffusés, élargissant ainsi le front d'enquêtes et de luttes. Ce sont alors les engrais du nord du pays, leurs phosphates et nitrates, qu'il faut entrer dans l'équation, pour leurs effets délétères sur la vie même du delta : les algues qu'ils y font prospérer creusent en son sein une « *dead zone* » (par effet d'hypoxie) qui ne cesse de s'étendre. Et le bassin d'où dérivent ces toxines est gigantesque : soit le bassin-versant du Mississippi, lequel couvre la moitié de la surface états-unienne, une surface au demeurant marquée par une agriculture intensive non moins qu'industrielle.

On s'arrêtera là concernant l'éventail des matières critiques à brasser, l'essentiel étant de donner une idée de la nécessité toute pragmatique de l'*enchaînement* qui conduit d'un type d'enquête à un autre, pour autant que, faisant face à ce qui résiste aux solutions escomptées, les enquêteurs doivent alors enquêter sur les tenants et les aboutissants de ce qui – dira-t-on – résiste dans ce qui résiste.

À ce point, pour expliquer la poussée, sinon la félicité, de ces percées enquêtrices, il convient de faire entrer dans le cadre trois éléments de contexte.

Le premier tient à ce que la notion d'une fonction protectrice des basses terres en cas d'ouragan – son rôle de *tampon* –, si elle n'a jamais vraiment échappé à la conscience des populations, aura du moins, post-Katrina, gagné en acuité.

Le second tient à ce que l'élection du delta comme objet problématique princeps, tout autant qu'un sujet d'inquiétude, est un possible objet d'espoir. En effet, il ne laisse pas *sans prises* ceux qui y vivent. D'où une attention accrue sur la question. À la clef de cette assumption optimiste il y a le constat que si, en tous lieux, « la mer monte » et submerge, en certains cas deltaïques (et sous certaines conditions), la terre peut mordre sur la mer (l'enterrer). Les grands deltas planétaires se signalent ainsi et souvent par le boursoufflement qu'ils provoquent sur les traits de côte, dû aux charges d'alluvions qu'ils y déposent. Que se passe-t-il quand ces charges ne se déversent plus ? Les deltas reculent, s'affaissent, l'eau de mer pénètre marais et mangroves, accélérant érosion et subsidence. Or cette semence alluviale a été radicalement tarie par l'endiguement continu des berges du Mississippi depuis le Midwest jusqu'au golfe du Mexique⁷⁰, dans les profondeurs duquel ils viennent sombrer : d'où la stratégie des diversions comme inversion d'une dynamique. On objectera que c'est un n+1^e projet de géo-ingénierie, mais on ne peut écarter le fait qu'il ne s'agit là de rien d'autre que de faire en sorte que la nature retrouve son cours : ce que la main de l'homme a fait, elle peut tout aussi bien le défaire⁷¹.

Enfin, le troisième élément de contexte tient à ce que la prise en charge du problème public de la restauration du delta est, à la différence de ce qui s'est passé pour la reconstruction de la ville (relativement délaissée par la gouvernance municipale et laissée ainsi aux « publics de la reconstruction »), sous la responsabilité d'une gouvernance officielle, celle de l'État de la Louisiane, via *The Louisiana Coastal Protection and Restoration Authority (CPRA)*. De fait, ce projet de restauration est pharaonique : il pèse 50 milliards de dollars et court jusqu'en 2067, date à laquelle il est escompté, qu'enfin, le delta

regagnera du terrain sur la mer. C'est, aux dires de Bob Marshall⁷², « le plus grand projet planétaire de restauration écologique ».

Pour condenser, d'une période à l'autre, de la ville au delta, l'arène publique s'est reconfigurée de manière à ce que les publics de la reconstruction, y bénéficiant moins du champ libre qu'ils avaient su ménager à leurs agir, vont avoir à rencontrer et/ou à affronter d'autres interlocuteurs, sur d'autres scènes publiques : ceux « d'en haut », les officiels en charge, mais tout aussi bien « *ceux d'en bas* », en l'occurrence ceux des basses terres. Pour ces derniers ils ont, en quelque sorte, sortant de la ville, à en passer par leurs villages, leurs habitats plantés aux confins de l'habitable, souvent sur pilotis. Quoi qu'il en soit, c'est dans ce triangle-là qu'on peut mieux prendre le sens du rôle qu'ils n'en continueront pas moins de jouer dans le foisonnement d'enquêtes et de contre-enquêtes que suscite le « dossier delta ».

Commençant par « ceux d'en bas », la tonalité qui y domine est celle d'un fort scepticisme à l'égard du projet grandiose de l'État, et de son « âme » : la multiplication des diversions. De cela, une observation de terrain nous avait alertés dès le printemps 2010.

La scène se passe dans un local municipal à Saint Bernard (une petite ville jouxtant le *Lower 9th*). La séance est pilotée par une animatrice d'une agence écologique de Miami. Cette agence a été missionnée et financée par la *Louisiana Authority* (CPRA). L'événement a une fonction de sensibilisation des publics à la question du delta. Au centre de l'attention, posé sur des tréteaux, se tient un grand parallélépipède (deux mètres sur trois), nappé d'une toile blanche. L'animatrice s'en approche pour mieux en retirer le voile. Découvrant d'un geste une maquette figurant les effets d'une dispersion projetée sur le bras ultime du Mississippi, vingt kilomètres en amont de son embouchure. Explicitant ensuite par le menu la logique qui préside à l'installation de ce prototype. Suite à quoi, la parole est donnée à la salle, soit une cinquantaine de présents. Une dizaine d'interventions

s'ensuivent, toutes émanant d'auditeurs sagement assis sur leurs sièges. L'un d'entre eux – un homme d'âge mûr, à moustache imposante – va pourtant se lever pour dire ce qu'il a à dire. Il prend appui sur sa canne au pommeau doré. Tous les présents se tournent alors vers lui. À pleine voix il lâche alors son message, lequel tient en une phrase : « Toutes ces diversions ! Et vous trouvez qu'on n'a pas assez d'eau comme ça ! » Puis il se rassoit.

(Vignette extraite du journal de terrain 22 février 2010)

L'intervenant, plutôt l'*orateur*, n'est pas n'importe qui. Il est la figure publique d'une communauté singulière, celle des *Islenos* : une communauté hispanique venue des îles Canaries au XVIII^e siècle, pour s'établir sur les presqu'îles et barrières dunaires du delta. Les membres de cette colonie vivent des produits de la mer. On pensera qu'ils sont les premiers concernés par les troubles qui affectent le delta, par la salinisation de ses eaux. On pensera mal, pour autant que si ces troubles y font diminuer la population des poissons-chats, ils font croître celle des crevettes : les casiers restent pleins. En outre, et cela est vrai aussi de *toutes* les communautés dispersées dans les basses terres (les Cajuns notamment), la survie de leurs ménages dépend de leur emploi partiel par les compagnies pétrolières, lesquelles sont pourtant la source première de la salinisation du delta, en raison des centaines de canaux qu'ils y tracent et qui en perforent l'étendue. Des centaines de canaux pour des milliers de plateformes⁷³. Commencer par ceux des basses côtes est commode, parce qu'on y met en scène des *réfractaires* dont le sort est pourtant au cœur d'un projet étatique de restauration... dont rien ne garantit qu'à terme il réussira à les sauver des eaux.

Du côté maintenant du Plan de restauration du delta, on a dit ses objectifs et son budget impressionnant. Mais à suivre ses avancées le tableau est plus sombre. Sur les 50 milliards escomptés, seuls 18 avaient été collectés en 2017. Quant aux projets de restauration lancés, selon le *Master Plan* de cette même année, si le bilan en est impressionnant (135 projets en cours), il reste qu'il acte une révision

en baisse des objectifs initiaux : en substance on n'arrivera à sauver des portions significatives du delta que sous condition d'en *sacrifier* d'autres (et notamment sa partie orientale, là où, entre autres, vit la communauté Islenos)⁷⁴. Ce sacrifice est affaire de moyens insuffisants, mais sans doute renvoie-il à une tension temporelle inscrite au cœur même de ce projet : si la stratégie de la diversion a pour elle sa vertu « naturaliste », elle en hérite alors un de ses traits qui est celui de sa lenteur (millénaire). Et, cette tension ne fait que s'accroître dans un contexte où la mer monte (plus vite qu'ailleurs), elle, à un rythme décennal⁷⁵. Le dilemme alors pour les autorités est de savoir que faire des sacrifiés ? Des politiques d'aide à la relocalisation des exposés sur les hautes terres se multiplient certes, mais elles se heurtent aux volontés d'enracinement de ces populations. Des initiatives, parties des villages menacés d'abandon par l'État (tel celui de Jean Lafitte situé à 30 km au sud de la Nouvelle Orléans)⁷⁶, réclament alors de celui-ci un financement de digues protectrices. Ce qui ne va pas sans inverser la logique du plan, dans la mesure où les financements de toute initiative défensive de ce type, seront pris sur les fonds alloués aux diversions. La position de compromis en cours est alors de concéder l'érection de ces digues, mais sous condition que les communautés fassent preuve de la vitalité sociale de leurs enclos. Faisant valoir par exemple qu'école, bibliothèque, lieux culturels, on y trouverait. Autant de *biens collectifs* qu'il est plus *légitime* de protéger que de simples biens individuels dans la mesure où il est entendu que, pour ceux-ci – menacés qu'ils sont par la dévalorisation des habitations consécutive à l'augmentation des polices d'assurance –, une simple incitation et assistance administrative les aideraient à opter pour une conduite d'acteurs « rationnels », sans trop grever les deniers publics. On relèvera au passage, et sous réserve des communautés qui passeront le test de leur valeur « sociable », que la restauration du delta, visant foncièrement à asseoir la robustesse de la ville métropole pourrait se monnayer en multiplication de micro-forteresses, type Nouvelle Orléans, disséminées, ça et là.

C'est sur cet arrière-plan d'enquêtes et d'expérimentations, mais aussi de tensions, que l'on peut mieux évaluer la partie que joueront, dans ce concert, les publics (issus) de la reconstruction. On le fera sur deux scènes : la scène judiciaire et la scène médiatique.

Sur la première, ils pèseront de leur poids sur la question du financement du « projet pharaonique ». Dix-huit milliards seulement avons-nous dit sur les cinquante escomptés. Sur ces dix-huit obtenus, huit l'auront été suite à une plainte déposée contre BP pour les désastres écologiques de la marée noire de 2010 : *Deep Water Horizon*. Une semblable poursuite, concernant cette fois l'ensemble des opérateurs pétroliers, sera lancée en 2013, par John M. Barry, l'auteur historique de *Rising Tide* (1997), mentionné plus haut. On notera tout d'abord qu'il aura l'autorité de la lancer *au titre* de membre du *levee board*⁷⁷ de la Nouvelle Orléans. Cette poursuite n'aboutira pas, sabordée de fait par Gareth Graves, pourtant responsable au niveau de l'État de la restauration du delta⁷⁸. Mais *Rising Tide*, la « Marée montante », est tout autant le nom de code de la rencontre annuelle des *NOLA Bloggers*, qui se tient chaque 29 août (date de l'impact de Katrina). Cette « compagnie des blogueurs » a été l'un des foyers importants où s'est cristallisée l'attention critique sur les causes et les effets de la catastrophe (Bordreuil, 2011a). C'est donc de ce giron-là que montera la plainte en justice.

Ce qui conduit à la seconde scène, la scène médiatique, et spécifiquement au *renouvellement* de celle-ci dans la foulée des luttes pour la reconstruction. En particulier, c'est de cette mouvance qu'est sorti le premier *pure player*, le premier journal en ligne de la ville : *thelensnola.org*. En particulier, les colonnes de ce site, rejeton s'il en est de Katrina, ont accueilli après 2011 le journaliste environnemental Bob Marshall, faisant ainsi bénéficier ce site du capital symbolique que représentaient ses deux Prix Pulitzer. Et c'est ainsi, depuis ce site, qu'aura été menée en continu l'enquête sur la restauration problématique du delta. Sur cette question, ce journaliste a sans doute été le cristallisateur d'attention publique le plus efficace : pour son

rôle de journaliste environnemental reconnu, couvrant au plus près les ontologies pertinentes de l'équation critique du delta, mais aussi pour sa capacité de traduction politique des problèmes sur lesquels butait sa couverture « naturaliste » du delta. En substance, une capacité à monnayer ces incidences problématiques en termes de mesures à prendre et de responsabilités à établir⁷⁹. En somme, le rôle actif de ce site aura-t-il consisté à « rendre public le delta », ceci dans les deux sens de la formule évoqués plus haut : d'une main, rendant bien publique la « chose » delta, en relayant les percées de l'intelligence ontologique des entités instables qui s'y entrelacent, ce au plus près des opérations et des opérateurs *qui s'en saisissent* ; de l'autre, et plus classiquement, mobilisant l'attention des publics concernés par ces instabilités.

En sortie, récapitulant sur l'état du delta (au-delà des contributions des publics de la reconstruction), on sent bien qu'à explorer les moyens de le stabiliser, on ouvre la boîte de Pandore des instabilités qui le minent. En d'autres termes, « la catastrophe imminente et les moyens de la conjurer » (Lénine, 1917) y restent toujours d'actualité !

Catastrophisme, collapsologie ? Doit-on alors verser notre écot à cette « cause⁸⁰ », ou, à l'inverse, est-ce que, puisant dans les deux ou trois choses que nous avons apprises de la ville sur laquelle nous avons enquêté, on y trouverait de quoi la saper ? Au reste, le lieu d'où monte cette injonction à répondre n'est pas quelconque : rien moins qu'une ville élue au titre de « sombre précurseur » de l'horizon de catastrophe qui nous attend.

Qu'en est-il en premier lieu de l'horizon de la catastrophe pour les populations locales ? Qu'en est-il ensuite du cas qui s'y fait du potentiel d'effondrement des terrains sur lesquelles elles vivent ?

Sur le premier point, en un sens, ses habitants sont, *littéralement et déjà*, passés au travers de cet horizon-là. Durement catastrophés, donc, quelque compte qu'ils aient tenu des prophéties alarmistes.

Celles-ci n'étaient pas ignorées, se formulant en termes de « *Big One* » ; supposant donc toute une kyrielle de « *little ones* » et ainsi une temporalité plus périodique qu'irréversible, à laquelle ils étaient rompus⁸¹. Ce, depuis l'époque même de la fondation de la ville et son « dilemme de Bienville » (Campanella, 2011). L'horizon de l'ouragan majeur était pourtant bien envisagé, suscitant la mise en œuvre de mesures préventives, qu'elles portent sur des plans de crise ou sur le renforcement des digues. Du moins, la relève de la ville aura-t-elle amorcé tout un tas de *suppléments d'enquêtes*, post-catastrophe, pour en prévenir d'autres. Mais ces « suppléments d'enquêtes » nous mènent au second point et à la saisie « habitante » de leur univers en termes d'effondrements.

On tracerait en effet la trajectoire de ces enquêtes comme amenant les enquêteurs à déceler, sous la plaque d'une corrosion, le jeu d'une corrosion à la fois plus large et plus profonde : sous les digues, un sol instable ; « sous » cette instabilité un processus millénaire de valse des cônes de déjection du fleuve Mississippi (compter 7 500 ans). Puis, sur ce fond, à réaliser que l'*ajout* d'un simple siècle aura suffi pour en suspendre le pouls : un siècle de « politique nationale de la nature », vouant la moitié du bassin-versant états-unien à la promotion d'une agriculture industrielle, exempte d'inondations mais surabondante en produits chimiques : à la fois rétrécissant le delta et le tuant à petit feu, de le transformer en « *dead zone* », frappant ainsi de plein fouet la production piscicole qui est un des atouts économiques de la Louisiane. Non moins que, relevant, entre ces strates, les prospérités néfastes de leurs frictions résultant en *boucles de rétroaction* négatives (subsidence, hypoxie...) entretenant, accélérant effondrements et corrosions. Or, n'est-ce pas ce motif de réactions en chaînes fatales qui nourrit l'imaginaire « collapsologique » ? De quoi « collapser », le sol de la ville en est bel et bien saturé !

La différence, proposera-t-on, est qu'ici le diagramme de l'irréversible n'est pas en surplomb : il est en quelque sorte en face et s'il est à mieux dessiner c'est pour mieux le rogner, le domestiquer. Il

s'appréhende, se découvre pas à pas, au fur et à mesure que s'éprouve l'ampleur de tout ce qu'il faudra de réversions de dynamiques, pour que les choses tiennent⁸². Il est affaire de prises, et cognitives, et actives, et politiques. Et il est vrai que, plus l'enquête avance, plus les réversions à opérer sont lourdes et amples ; supposant des efforts croissants, élargissant l'assiette des concernés ; nouant, quoiqu'en tension, de multiples acteurs, « en ville », « en région » (hautes et basses terres), « en nation » (agriculteurs du nord et pisciculteurs du littoral) aussi bien « qu'en planète » (la mer monte). Pourtant c'est bien cette quête de co-immunité écologique qui est l'âme de ce jeu : « co-immunité cherche son, ses pacte(s) », dirait-on. Une quête, ajoutera-t-on, à la longue durée de laquelle on gagnera à se rendre synchrone⁸³.

CONCLUSION

Pour revenir à notre entame, nous avons été frappés par ce paradoxe que Katrina faisait émerger ce qu'il y a de foncier dans le contrat citoyen – un pacte d'immunité – et que, pourtant, l'étendard de la citoyenneté n'y était que peu brandi : des « nous » de publics, plutôt que des « nous » de cité, voilà ce que l'on y voyait. Or, si l'on fait du pacte d'immunité quelque chose qui *reste à construire*, on peut dissoudre cette antinomie : non que les nous publics aient révoqué les nous citoyens (il est difficile de ne pas faire partie des deux !), mais plutôt que ces nous publics auront agi les sens de citoyenneté – les « nous de cité » –, mais sur un autre mode que celui de l'affiliation à une commune bannière. Ainsi, souvent sous la forme polémique de relance de débats où les citoyens sont pris à témoin de ce que *con*-citoyenneté veut dire et exige des uns et des autres pour résoudre les tensions qui les opposent – creusant donc des lignes de faille, dans les ensembles concitoyens, par exemple entre agriculteurs du Nord et pisciculteurs du Sud (aussi bien que profilant les passerelles à construire entre ces collectifs⁸⁴). Mais tout autant du fait que d'autres lignes d'engagements des publics de la reconstruction – et particulièrement celles dont les membres se situent « *aux confins de l'habitable* » – ne peuvent

qu'esquisser l'horizon inclusif d'une cité protectrice qui reste à bâtir – une « grande communauté » comme l'appelait Dewey...

Des pointillés, si l'on veut, comme cela se dit d'une histoire à suivre...

ANNEXE 1: DOCUMENTS VISUELS

I. PHOTOGRAPHIES

II. DOCUMENTS VIDÉOS

*
* *

I. PHOTOGRAPHIES



Photo 1: « générique » (Cliché JSB). Photo prise au printemps 2010, dans le quartier de l'*Upper 9th Ward*: un quartier « nommé Desire »; durement frappé par Katrina, quoique moins couvert par la presse que le *Lower 9th Ward*.

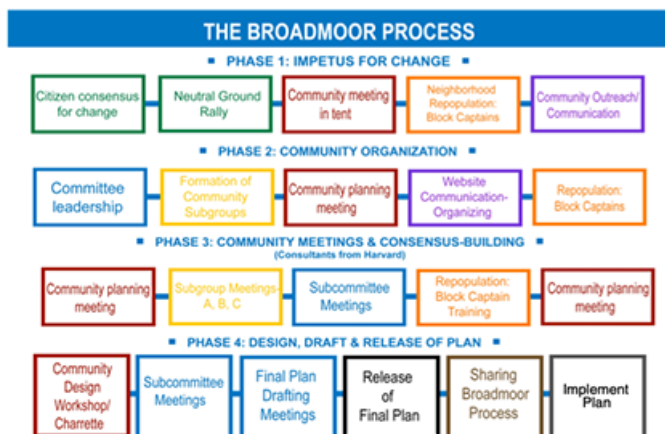


ISS023E032398

Photo 2: l'embouchure du Mississippi, la ville, le delta, le pétrole
(Cliché NASA, repris par un web site japonais).

En haut à droite, le lac Pontchartrain; en face de lui vers la gauche le cours du Mississippi. Il y dessine un epsilon grec; sur la boucle inférieure de cet « E » est sise la ville de la Nouvelle Orléans: « Crescent City », pour la forme en croissant de cette boucle. En aval, le fleuve suit son cours jusqu'au *bird foot* final: sa « patte d'oie ».

On voit bien que le fleuve y surplombe le niveau de la mer jusqu'au bout : les terres émergées qui le jouttent sont celles qui résultent des apports alluviaux qu'il a charriés jusque-là. Plus bas, en pleine mer, la sorte de nuage sombre, type Cirrus, offre la trace visuelle de la marée noire (signée BP) « Deep Horizon » de 2010. Sa surface huileuse a pour effet d'y noyer les luminescences d'un soleil couchant. Plus de 10 000 plateformes de forage constellent les côtes de la Louisiane; la plupart sous-marines.



GOALS-16

Photos 4b : La montée en organisation (doc BIA : Broadmoor Improvement Association).

Stay on top of your group activity without leaving the page you're on - [Click here to get the Yahoo! Toolbar](#)

WiFi

mcno

Messages

Message #

Search: [Advanced](#)

Broadmoor has a plan [Message List](#)

[Reply](#)

Broadmoor Improvement Association has published a draft version of their Urban Design Plan. Check it out here:

<http://broadmoorimprovement.com/node/77>

Hopefully this will provide us some inspiration and food for thought in our own planning process.

-- Bart Everson

PS: I notice they're also promoting the Mid-City Bayou Boogaloo on their home page. That's nice.

Thu May 25, 2006 8:19 pm

[Show Message Option](#)

Editor B-ch@...>
[bpeverso](#)
[Offline Offline](#)
[Send Email](#) [Send Email](#)

? Already a member? [Sign in to Yahoo!](#)

Yahoo! Groups Tips

Did you know...

Hear how Yahoo!

Message #64 of 17827 <Prev | Next>

Photo 4c : capture d'écran, printemps 2006, la contagion planificatrice inter quartiers (Post extrait de la Yahoo List de l'association de Mid City).



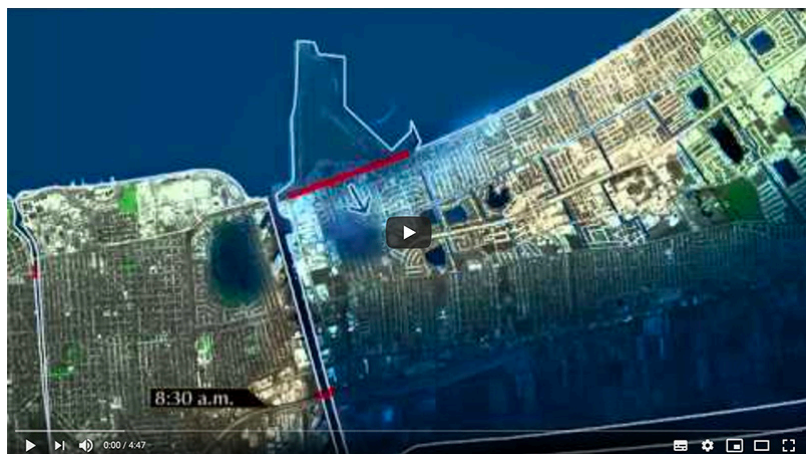
Photo 5: L'affaire LSU/VA et l'abandon de Charity Hospital (document de l'association « Save Charity Hospital »). Ci-dessus, le périmètre de l'implantation à venir et avec, en bas à droite sur l'image, celui de l'ancien hôpital de la Charité.



Photo 6: Silhouette d'un des militants de *Save Charity Hospital*, face à l'Hôpital (cliché communiqué par l'association « Save Charity Hospital »).

II. DOCUMENTS VIDÉOS

II.1. « The Big Uneasy » ; *Time Line* des premières 24 heures de la catastrophe



The Big Uneasy- The flo#287887C

Accès en ligne :

(<https://www.youtube.com/watch?v=YtHdvtShPBI>).

La première personne à apparaître en incrust est Ivor Van Heerden, l'océanologue auquel on doit les données qui ont permis de reconstituer le déroulé du premier jour de la catastrophe.

II.2. Vidéos : 4 extraits du Meeting Mid-City du 24 avril 2008

II.2.1. MidCity1.m4v



Accès en ligne :

(<http://www.youtube.com/watch?v=YI8s8gHK-SE&authuser=0>).

Dans ce segment, on peut voir Mary Maines (Goody Clancy) et sa première associée expliquer que le projet LSU/VA, engageant et le l'administration fédérale (VA) et l'État de Louisiane (LSU), échappe à la juridiction de la ville (assiette du plan directeur). Elle cède la parole à Jim Mc Namara qui dirige le GNOBBED (prononcer « DJI – No bed ») pour le « Grand Nouvelle Orléans District de développement biologique » (un « corridor Bio-Tech »), lequel explique que ce groupement d'intérêt n'a aucun pouvoir planificateur mais va coopérer au futur avec la maîtrise d'ouvrage du plan directeur. Au bout de quatre minutes dans le clip il est interrompu par un militant qui cite une déclaration du même Jim Mc Namara qui stipule l'inverse. Ce militant nous tend le document ; nous le filmons : les enjeux de la controverse sont posés pour tous. En même temps (ce que nous ignorions) qu'il prendra valeur de « pièce à conviction » pour les combats futurs de ces militants lors de réunions plénières du Conseil de la Ville [noté plus bas CC, *ndlr*], censées parachever la confection du *Master Plan*.

II.2.2. MidCity2.m4v



Accès en ligne :

(<http://www.youtube.com/watch?v=WRuLdVzfwmY&authuser=0>).

On peut voir sur l'écran le périmètre « rosé » qui est soustrait à la discussion. Plus avant on voit les grandes feuilles remplies au marqueur par un des animateurs qui a synthétisé les « *inputs* » de sa tableée d'habitants du quartier. La dame en pull bleu clair qui vient chuchoter à l'oreille des récalcitrants pour les calmer fait partie du soft service d'ordre du CC. Cette séquence se place juste avant le débat final.

II.2.3. MidCity3.m4v



Accès en ligne :

(<http://www.youtube.com/watch?v=vVo5Ztm070s&authuser=0>).

Troisième séquence : le ton aura monté comme le débat commence : « Laissez-le parler ! Madame, Laissez parler ce gentleman !

Vous êtes une fraude! » dit la dame en rouge. Le gentleman est Walter Gallas, dirigeant d'une association pour le patrimoine (200 maisons historiques menacées d'être rasées), qui suit depuis plusieurs années la situation du quartier. Il dit, en substance : chaque fois que l'on vous voit vous dites que vous entendez et prenez en compte nos remarques, et quand on vous revoit rien n'a changé : puis, haussant la voix, « Le problème est que nous n'entendons pas ce que vous entendez! » Applaudissements.

II.2.4. MP/MidCity4.m4v



Accès en ligne :

(http://www.youtube.com/watch?v=oqOD0_xXBHE&authuser=0).

Dernière séquence. Le « politique » du CC qui s'est tenu dans l'ombre de l'écran protecteur (vérifier sur les vidéos précédentes) fait enfin sa première apparition publique sous les quolibets pour... remercier tout le monde d'être venu. Un dernier « pourquoi ne pouvons-nous pas changer la couleur du périmètre LSU/VA! » se fait entendre. Suite à quoi, Mary Howell, avocate des droits civiques, figure de la ville et voisine du quartier, essaie d'arracher un calendrier d'auditions spécialement consacrées au problème. En pure perte.

*

ANNEXE 2 : LIENS NUMÉRIQUES

Liens sur le symposium « Learning from New Orleans Post Katrina », MMSH d'Aix en Provence, 28-29 mars 2011 (AMU-LAMES/CNRS; CERMES 3, INSERM; IMERA de Marseille)

- (<http://mediamed.mmsh.univ-aix.fr/chaines/lames/Pages/default.aspx>).
- (<http://mediamed.mmsh.univ-aix.fr/chaines/lames/katrina/Pages/campanella.aspx>).
- (<http://mediamed.mmsh.univ-aix.fr/chaines/lames/katrina/Pages/tonnelat.aspx>).
- (<http://mediamed.mmsh.univ-aix.fr/chaines/lames/katrina/Pages/marshall.aspx>).
- (<http://mediamed.mmsh.univ-aix.fr/chaines/lames/katrina/Pages/gadbois.aspx>).

Liens *Metropolitiques.eu*. In dossier special Katrina (sous la direction de J. Samuel Bordreuil et Stéphane Tonnelat), juin 2011

- (<https://www.metropolitiques.eu/La-Nouvelle-Orleans-apres-Katrina.html>).
- Richard Campanella : « The Bienville Dilemma ». (<https://www.metropolitiques.eu/Bienville-s-Dilemma-New-Orleans.html>).
- J. Samuel Bordreuil : « Les usages du net par gros temps ». (<https://www.metropolitiques.eu/New-Orleans-post-Katrina-les.html>).
- Stéphane Tonnelat : « Rendre publique la durabilité ». (<https://www.metropolitiques.eu/New-Orleans-post-Katrina-les.html>).
- Anne M. Lovell : « Qui se soucie des soins ? La disparition d'un hôpital public après Katrina ». (<https://www.metropolitiques.eu/Qui-se-soucie-des-soins-La.html>).

Kroeber Journal of Anthropology (Berkeley University)

- (https://kas.berkeley.edu/documents/Issue_99-100/9-PublicPolicy.pdf).

Sources numériques Bob Marshall

- *Losing Ground*. (<https://projects.propublica.org/louisiana/>).
- *Louisiana's Moon Shot*. (<https://projects.propublica.org/larestoration/>).

BIBLIOGRAPHIE

- BARRY John M. (1997), *The Rising Tide*, New York, Simon & Schuster.
- BERGER Mathieu (2015), « Des publics fantomatiques. Participation faible et démophilie », *Sociologies*, (« Pragmatisme et sciences sociales »). En ligne : (<https://journals.openedition.org/sociologies/4935>).
- BLONDIAX Loïc & Jean Michel FOURNIAU (2011), « Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ? », *Participations*, 1, p. 8-35.
- BORDREUIL J. Samuel (2008), « Politique de la reconnaissance, politiques de la sociologie », in J.-P. Payet & A. Battegay (eds), *La Reconnaissance à l'épreuve*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion.
- BORDREUIL J. Samuel (2011a), « Les usages du net par gros temps », *Metropolitiques*. En ligne : (<https://www.metropolitiques.eu/La-Nouvelle-Orleans-apres-Katrina.html>).
- BORDREUIL J. Samuel, LOVELL Anne M. & Adams VINCANNE (2011b), « Introduction : How Critical Topics Circulate and Shape Recovery Policy », *Publics in Post-Katrina New Orleans. Kroeber Anthropological Society*, 100 (1), p. 104-128 (panel du 19 novembre 2010, meeting annuel de la AAA, org. J. S. Bordreuil & Anne Lovell).
- CAMPANELLA Richard (2011), « The Bienville Dilemma », *Metropolitiques*. En ligne : (<https://www.metropolitiques.eu/Bienville-s-Dilemma-New-Orleans.html>).
- CEFAÏ Daniel (2016), « Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ? », *Questions de communication*, 30 (2), p. 25-64.
- CHATEAURAYNAUD Francis & Josquin DEBAZ (2017), *Aux bords de l'irréversible : Sociologie pragmatique des transformations*, Paris, Petra.
- DEWEY John (2003), *Le Public et ses problèmes* (trad. fr. J. Zask), Pau, Publications de l'Université de Pau, et Tours, Farrago, Léo Scheer.
- ELIASOPH Nina (2003), « Une ethnographie de la citoyenneté dans la vie associative », in D. Cefaï & D. Pasquier (eds), *Les Sens du public*, Amiens, Curapp et Paris, Presses universitaires de France, p. 223-268.
- ERIKSON Kai T. (1976), *Everything in Its Path : Destruction of Community in the Buffalo Creek Flood*, New York, Simon and Schuster.
- FASSIN Didier & Richard RECHTMAN (2007), *L'Empire du traumatisme*, Paris, Flammarion.
- GOFFMAN Erving (1956/1973), *La Présentation de soi*, Paris, Éditions de Minuit.
- GOFFMAN Erving (1974/1991), *Les Cadres de l'expérience*, Paris, Éditions de Minuit.
- GOFFMAN Erving (1981/1987), *Façons de parler*, Paris, Éditions de Minuit.
- GRATZ Roberta Brandes (2015), *We're Still Here, Ya Bastards*, New York, Nation Books.

- GUSFIELD Joseph R. (1981/2009), *La Culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, (trad. fr. D. Cefaï), Paris, Economica.
- GUSFIELD Joseph R. (1989), « Constructing the Ownership of Social Problems : Fun and Profit in the Welfare State », *Social Problems*, 36 (5), p. 431-441.
- HENNION Antoine & Alexandre MONNIN (2020), « Du pragmatisme au méliorisme radical : enquêter dans un monde ouvert, prendre acte de ses fragilités, considérer la possibilité des catastrophes », *SociologieS* (« Du pragmatisme au méliorisme radical »). En ligne : (<http://journals.openedition.org/sociologies/13931>).
- HORNE Jed (2006), *A Breach of Faith*, New York, Random House.
- JACOBS Jane (1961/2011), *The Death and Life of Great American Cities*, New York, Random House.
- JAMES William (1897/2005), *La Volonté de croire*, Paris, Les Empêcheurs de toutner en rond.
- JAMES William (1906/1911), « On Some Mental Effects of the Earthquake », in Henry James Jr. (ed.), *Memories and Studies*, New York, Longmans, Green & Co, p. 207-226.
- LATOUR Bruno & Peter WEIBEL (2005), *Making Things Public : Atmospheres of Democracy*, Cambridge, Mass., The MIT Press.
- LÉNINE Vladimir Illich O. (1917/2011), *La Catastrophe imminente et les moyens de la conjurer*, Paris, Éditions Les bons caractères.
- LIPPMANN Walter (1925/2008), *Le Public fantôme*, (trad. fr. L. Decréau), Paris, Demopolis.
- LOVELL Anne M. (2011a), « Debating Life after Disaster : Charity Hospital Babies and Bioscientific Futures in Post-Katrina New Orleans », *Medical Anthropology Quarterly*, 25 (2), p. 212-235.
- LOVELL Anne M. (2011b) « Qui se soucie des soins ? La disparition d'un hôpital public après Katrina », *Métropolitiques*. En ligne : (<https://metropolitiques.eu/Qui-se-soucie-des-soins-La.html>).
- LOVELL Anne M. (2014), « Reformers, Preservationists, Patients and Planners : Embodied Histories and Charitable Populism in the Post-Disaster Controversy over a Public Hospital », in R. Huret & R. Sparks (eds), *Hurricane Katrina in Trans-Atlantic Perspective*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, p. 100-120.
- LOVELL Anne M., BORDREUIL J. Samuel & Adams VINCANNE (2011), *Publics in Post-Katrina New Orleans*. *Kroeber Anthropological Society*, 100 (1).
- KLEIN Naomi (2008), *La Stratégie du choc*, Arles, Actes Sud.
- MACFARLANE Robert (2016), « Generation Anthropocene : How Human Have Altered the Planet for Ever », *The Guardian*, 1st April. En ligne : (<https://www.theguardian.com/books/2016/apr/01/generation-anthropocene-altered-planet-for-ever>).

- MARSHALL Bob (2011), « On Being a Journalist Post Katrina », *MediaMed*. En ligne : (<http://mediamed.mmsh.univ-aix.fr/chaines/lames/katrina/Pages/marshall.aspx>).
- MARSHALL Bob (2014), *Losing Ground*. En ligne : (<https://projects.propublica.org/louisiana/>).
- MARSHALL Bob (2014), *Louisiana's Moon Shot*. En ligne : (<https://projects.propublica.org/larestoration>).
- OLSHANSKY Robert B., JOHNSON Laurie A., HORNE Jedidiah & Brendan NEE (2008), « Planning for the Rebuilding of New Orleans », *NOLA Plans.com*. En ligne : (<https://nolaplans.com/wp-content/uploads/2008/10/JAPA-Planning-for-the-Rebuilding-of-New-Orleans.pdf>).
- RIVLIN Gary (2015), *Katrina After the Flood*, New York, Simon & Schuster.
- SHIBUTANI Tamotsu (1966), *Improvised News: A Sociological Study of Rumor*, Indianapolis and New York, The Bobs-Merrill, Inc.
- SHKLOVSKI Irina, BURKE Moira, KIESLER Sara & Robert KRAUT (2010), « Technology Adoption and Use in the Aftermath of Hurricane Katrina in New Orleans », *American Behavioral Scientist*, 53 (8), p 1228-1248.
- SLOTERDIJK Peter (2011), « Penser le commun qui protège », *Multitudes*, 45, p. 42-45.
- SOLNIT Rebecca (2010), *A Paradise Built on Hell*, Londres, New York, Penguin Books.
- TONNELAT Stéphane (2011), « Rendre publique la durabilité », in *Learning from New Orleans Post-Katrina*, Symposium tenu à la MMSH d'Aix en Provence, les 28 et 29 mars 2011. En ligne : (<http://mediamed.mmsh.univ-aix.fr/chaines/lames/katrina/Pages/tonnelat.aspx>).
- TONNELAT Stéphane (2012), « La dimension sensible des problèmes publics. La plateforme d'observation du bayou et la viabilité d'un quartier de la Nouvelle-Orléans », in D. Cefaï & C. Terzi (eds), *L'Expérience des problèmes publics*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 22), p. 163-190. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/19587>).
- WILLIAMSON Abigail (2007), *Citizen Participation in the Unified New Orleans Plan*, Cambridge, Harvard University John F. Kennedy School of Government.

NOTES

1 Pour donner un fond de plan visuel des vingt-quatre premières heures de la catastrophe, ainsi qu'un premier repérage topographique des différents quartiers de la ville, on conseillera au lecteur de cliquer sur la vidéo *The Big Uneasy*. En ligne : (<https://www.youtube.com/watch?v=YtHdvtShPBI>) (accédée le 14/06/20).

2 Réputée être particulièrement inégalitaire, individualiste, foyer du néolibéralisme et quoique (en comparaison avec l'Europe) modérément xénophobe, du moins passablement raciste.

3 À chaque imminence d'un ouragan, le *National Hurricane Center* délivre le graphe de ses bulletins de prévision : l'œil du cyclone, quoiqu'à distance de la côte, projette la zone oblongue (le cône dont il est le sommet), déployant ses parcours possibles jusqu'à jour J+5 et la graduant en degrés de probabilité. Le compte à rebours qui s'y figure est d'autant plus éprouvant que cet œil est versatile, si bien que les habitants sont-ils suspendus à ses fluctuations éventuelles (salutaires à moins que catastrophiques).

4 Rebecca Solnit, in *A Paradise built on Hell* (2010), a su parfaitement explorer cette thématique.

5 La « Flottille Cajun » renvoie aux opérations de sauvetage massives et efficaces qu'ont conduites, dès le lendemain de la catastrophe, les

cajuns des basses terres du delta dans les quartiers noirs inondés. Le fait a été d'autant plus relevé que, si les cajuns excellent dans les environnements aquatiques, ils sont moins réputés quand il s'agit de naviguer dans les eaux troubles des conflits raciaux. Quant à l'afflux des bénévoles, les estimations, sur quatre ans, les chiffrent entre trois et cinq millions.

6 De fait plusieurs centaines de meetings publics sur les quatre ans de notre enquête.

7 La recherche dont le présent texte est issu a été menée avec Anne Lovell (CERMES 3) dans une collaboration liant le CNRS (LAMES – AMU, pour l'auteur de cet article) et l'INSERM (CERMES 3) ; elle a fait l'objet d'un financement de l'ANR. Cette recherche a également bénéficié du concours précieux de Stéphane Tonnelat (CNRS-LAVUE).

8 Voir sur ce point les travaux de Nina Eliasoph (2003).

9 Un statut à côte bien taillée, consonant bien avec la dimension « caméra stylo » (A. Astruc) de l'enquête.

10 Le « sociologue du public » n'a aucune raison de faire fi de cette déclaration au titre que par tous elle aura été captée ; plutôt l'inverse.

11 Voir là-dessus l'impressionnant carnet spécial (en six livraisons) qui a été publié en août 2019 par le *New York Times* pour marquer le 400^e anniversaire de l'arrivée des premiers esclaves en Amérique du Nord. En ligne : (<https://www.nytimes.com/interactive/2019/08/14/magazine/1619-america-slavery.html>).

12 Dans le *Times Picayune*, le journal local, daté du 29 novembre 2005. On trouvera d'autres cartes publiées en décembre 2005, qui montrent les zones ciblées, ainsi de cette carte : (<https://www.wwno.org/post/katrina-debris-green-dot>). On ajoutera que l'outrage ressenti par les habitants des quartiers visés aura été d'autant plus intense que le quartier de *Lakeview* (à gauche de la carte), pourtant le plus profondément inondé (plus de deux mètres), ne figure pas dans les zones à condamner : sa population est blanche et *middle class*.

13 Le 9 janvier 2006, et dans un autre *town-hall meeting*.

14 À la lecture des premiers documents planificateurs concoctés par les associations de quartiers – au premier rang desquels la première version du plan de reconstruction de Broadmoor (voir ci-dessous) – perce souvent ce sens d'effarement qui assaille ses rédacteurs à découvrir que le quartier n'a jamais vraiment existé comme communauté. Et donc qu'ils n'ont rien fait pour, quand il était encore temps ! La forme la plus prosaïque du « testament » qui leur fait défaut est le plus souvent celle de

la liste d'adresses et de numéros de téléphone sur laquelle ils ne pourront s'appuyer.

15 On doit à Richard Campanella cette formule « vernaculaire » pour décrire l'effervescence planificatrice du moment. En « *second best* » on en signalera aussi une autre : « Plandemonium ». Voir le dossier spécial Katrina consacré sur (<https://www.metropolitiques.eu>), édité par J. Samuel Bordreuil et Stéphane Tonnelat.

16 Steven Lukes, « Questions about Power : Lesson from the Louisiana Hurricane ». En ligne : (<http://understandingkatrina.ssrc.org/Lukes/>).

17 « Nébuleux », dans la mesure où les contours de ce cercle se gonflent ou se rétrécissent au gré des rumeurs qui balayent la ville. Joe Canizaro, promoteur immobilier et un des initiateurs du premier plan de reconstruction de la ville (le « BNOB » – voir supra) fait ainsi beaucoup parler : il bénéficierait d'une ligne directe avec Karl Rove, lui-même conseiller principal de G. W. Bush. Une « rumeur », de fait, loin d'être dépourvue de tout fondement ! Mais, pour se référer ici au travail de Tamotsu Shibutani (1966), on pourra toujours discuter le vrai du faux de la rumeur (la saisissant au titre qu'elle serait fausse), mais ce qui compte avant tout c'est l'intensité de ces discussions, à comprendre comme quête ardente de sens, et ce d'autant plus au vu

du caractère proprement insensé de la situation dans laquelle tous pataugent.

18 On prend ici appui sur le remarquable travail d'enquête de Gary Rivlin (2015 : 44-45), journaliste du *New York Times*, tel qu'il a été synthétisé dans un ouvrage paru pour les dix ans de Katrina.

19 On pourra à ce propos se référer à la page que Wikipedia consacre à Malik Rahim, le promoteur de ces « *free clinics* ». En ligne : (https://en.wikipedia.org/wiki/Malik_Rahim) (consultée le 01/06/2020).

20 Plus en amont, la nouvelle Agence étatique chargée de canaliser les aides fédérales, la LRA (*Louisiana Recovery Authority*), définira une politique selon laquelle les aides nationales à la compensation des dommages et à la re-domiciliation (le *Road Home Program*) seront subordonnées à une démonstration et de crédibilité technique et d'adhésion populaire aux initiatives reconstructrices (le rejet du BNOB aura fait son effet!).

21 Voir les photos 4a et 4b de l'annexe visuelle jointe à l'article.

22 Pour reprendre les termes utilisés par Leslie Alley, *Deputy Director* de la *City Planning Commission*, l'Agence planificatrice de la Ville, lors de l'entretien qu'elle nous a accordé.

23 Voir la photo 4c dans l'annexe visuelle mentionnée plus haut (note 21).

24 Le *City Council* est une entité de 7 élus, représentant les populations de 6 districts cantonaux (à quoi se rajoute un élu dit « *at large* »). Il est à distinguer de l'équipe municipale, entretenant avec elle un rapport typique de l'idéal américain du *check and balance*. Le « CC » en serait la branche législative et la municipalité l'exécutif. C'est pour accentuer cette différence que nous n'avons pas traduit *City Council* par Conseil municipal.

25 Pour autant les meetings à l'échelle des 13 quartiers tiendront pour l'essentiel leurs ateliers au rythme de quatre sessions sur l'année.

26 « Citizen Participation in the UNOP » ; Harvard Kennedy School, March 2007.

27 Tous munis de tablettes électroniques qui leur permettent en instantané de cocher leurs réponses à des tas de questions, de manière à ce que les comptes puissent être faits, séance tenante.

28 « Délaissé », au passage, serait une bonne traduction du concept de *disowning* (versus *owning*) que l'on doit aux travaux de Gusfield (1981/2009 et 1989).

29 À la Sarah Palin qui snobait Obama au titre qu'il n'était jamais qu'un « *community organizer* ».

30 Scandale dûment relevé par cette autre composante cruciale de la sphère publique Post Katrina,

la blogosphère locale riche d'une bonne centaine de bloggeurs. Voir sur cette « affaire » : (<http://www.squanderedheritage.com/>). Post du 14 janvier 2010.

31 L'hôpital de la ville était l'un de la dizaine d'hôpitaux semblables dans l'État de la Louisiane, autant d'hôpitaux financés sur fonds publics (prélevés sur les revenus fiscaux des exploitations pétrolières), donnant accès aux soins pour les plus pauvres (« charité »), un système de santé remontant aux années 1930 et dû au gouvernorat populiste de Huey Long.

32 Voir les photos 5 et 6 dans l'annexe photographique infra.

33 Comme nous l'a confié David Dixon, directeur de *Goody Clancy*, l'agence d'urbanisme bostonienne en charge de l'élaboration du Plan Directeur de la Nouvelle Orléans.

34 « Elle » ? Aussi bien l'Agence que sa directrice, Leslie Alley, dont l'entretien en profondeur que nous avons eu avec elle informe tout le présent passage.

35 Ce transfert de compétences vise à retirer aux élus du CC leur faculté à procéder à ce qui, en langage local se dit comme « *planning by surprise* ».

36 De fait, dans notre couverture de terrain nous avons eu l'occasion de croiser deux de ces urbanistes licenciés agissant comme bénévoles dans les initiatives planificatrices des quartiers.

37 La thématique critique, parfaitement fondée, en est alors celle d'un simple usage cosmétique de ces « publics rameutés » ; et elle a donné lieu depuis les années 2000 à nombre d'études de cas. Voir là-dessus Loïc Blondiaux et Jean Michel Fourniau (2011).

38 Technique dite du *Break out group*. Du « fractionner les groupes ».

39 Destinés à aider les discutant à surmonter leurs inhibitions, lissant ainsi leurs dénivellations de statut.

40 Cela peut même, voire plus sûrement, inviter à scruter en quoi et comment ils ne le sont pas !

41 Au passage un cas exemplaire « d'injonction paradoxale ».

42 On l'y entendra dire.

43 Militante du quartier, dirigeant le NENA (Neighborhood Empowerment Network Association).

44 Une question critique pour ce quartier, les habitations n'y valant rien. Et dont c'est l'occasion de dire que c'est *la première fois* que nous l'avons entendu relevée à l'attention de tous, ce dans le sillage « ingrat » d'un meeting participatif.

45 Pour ce qui suit, on se reportera aux quatre clips vidéo mentionnés dans l'encart méthodologique et consignés dans le segment vidéo de l'annexe visuelle.

46 Qu'il s'agisse de représentants syndicaux du secteur hospitalier, ou bien de défenseurs du patrimoine.

47 Et ceci, que ces idéaux se gravent dans les lois, comme c'est le cas pour les dispositifs participatifs inscrits dans le *Master Plan*, ou bien inspirent des manières de faire, comme ce sera le cas pour la mise en place de l'administration du maire, Mitch Landrieu (2010-14), qui recrutera dans ses « *task forces* » un nombre non négligeable de figures issues des mobilisations post Katrina. Dans tous les cas ils s'offrent comme points d'appui normatifs *rafraîchis* pour dénoncer toute entreprise ou procédure faisant l'économie d'un examen public.

48 Penser que pas serait leur faire offense.

49 De ce point de vue les publics de la reconstruction seront plus immédiatement soucieux « d'équiper » la population en tuyaux pour se sortir des situations kafkaïennes dans lesquelles ils sont pris – ce sera une de leurs missions effectives de « service public » – que de les éduquer en théorie.

50 Autre traduction proposée du terme de *owning*.

51 Le journal local a mentionné qu'un meeting s'y tiendrait, nous nous y rendons en compagnie d'Anne Lovell.

52 Le premier meeting de l'UNOP étant resté dans la mémoire comme un *fiasco* retentissant.

53 De fait, la nouvelle maire de la Nouvelle Orléans (depuis début 2018) est La Toya Cantrell, la face publique sinon l'âme de la reconstruction du quartier de Broadmoor.

54 « *Astute* » pour citer une dernière fois les propos de Leslie Alley.

55 Sans exclure que les publics de la reconstruction pouvaient bien émarger à ces publics adjacents.

56 On notera à ce sujet que les populations afro-américaines, très largement en diaspora, n'auront pas eu le luxe de bénéficier de ce tremplin pour faire collectif.

57 Une voie pourtant royale pour traiter des mobilisations environnementales à suivre le travail de Francis Chateauraynaud (2017) et de son équipe, mais qui ici semble fortement bousculée par l'irruption massive de la catastrophe et son impact direct sur des *corps*.

58 Quoique difficilement *commensurable* d'avec les métriques en usage dans l'instruction des dommages.

59 Dans ces années-là les animateurs des quartiers organisent-ils tous les 8 mai des « *Jane's march* », pour entretenir, dirait-on, cette flamme.

60 Ceci, pourtant dans une ville où il est courant de déplacer une maison, à la manière dont on peut le voir faire – mais s'agissant de stocks de marchandises – dans des entrepôts de supermarché lorsqu'un engin motorisé fait glisser ses lattes d'acier sous les palettes où elles sont stockées pour aller les porter ailleurs.

61 Dont Charles A. Allen, déjà « croisé » plus haut.

62 Sous la houlette de Pam Dashiell, tragiquement décédée, à son ordinateur, dans la nuit précédant la visite du Conseil Consultatif.

63 La différence entre les deux est que, si les plantes qui y poussent ont toutes deux les pieds dans l'eau, les premières sont des roseaux ou ajoncs, les secondes sont des arbres – soit des forêts de cyprès.

64 « Résilience » se dit d'un corps capable de réagir à des chocs.

65 « Dans les conditions du direct » ? De fait les télévisions locales relayées par les nationales consacreront un sujet où l'on peut voir Ivor Van Heerden, chaussé de bottes et casque sur la tête, pataugeant au pied de l'accroche métallique d'une digue, au point précis où elle s'ancre dans le sol : faisant ainsi la « démo » qu'au regard de la géologie son manque de profondeur apparaît flagrant.

66 Ce caractère tient à la dynamique pendulaire des épanchements alluviaux des deltas : si, pour un

temps, ils font dépôt ici, du fait des amas accumulés, ils iront faire dépôt ailleurs, initiant ainsi la lente valse du delta à échelle millénaire. En tout point les sols stockent en strates disparates le solde de ces fluctuations.

67 Ivor Van Heerden est un océanologue sud-africain qui a élu domicile à la Nouvelle Orléans – il y est arrivé venant du Cap... sur son voilier. Il a animé, un an avant Katrina, une simulation/test de catastrophe (type Katrina), laquelle, ayant pourtant reçu une large publicité (un cahier de 100 pages dans le *Times Picayune*), verra ses conclusions enterrées. On signalera que son enquête sur le time line de l'inondation (voir la vidéo *The Big Uneasy*) a revêtu une dimension participative inusitée. Ivor Van Heerden aura posté dans le *Times Picayune* une requête adressée à tous les habitants ayant fait retour à leurs domiciles, leur demandant de lui communiquer l'heure exacte à laquelle leurs horloges se sont arrêtées. Ces données ont nourri le tracé du graphe exact de la propagation des eaux.

68 Et le fait que de ces arbres ne subsistent que leurs troncs dénudés en rend-il le spectacle encore plus macabre... Se reporter à la vidéo de Stéphane Tonnelat (2011).

69 En bref, les localisations des brèches ne sont pas sans affecter les trafics fluviaux ; et les variés de débit sont critiques, leur effet pouvant en

être de lessiver les terres plutôt que d'en déposer.

70 Et, ce depuis 1927, date de la crue historique du Mississippi et en réponse à celle-ci. La référence absolue en la matière est l'ouvrage de John M. Barry, *The Rising Tide* (1997).

71 À condition toutefois qu'elle soit agile dans son bio-mimétisme ! C'est qu'on n'apprend pas à « un vieux singe à faire la grimace » et cette main, on l'a évoqué, a par exemple beaucoup de mal à doser la force des flots relâchés de manière à ce que de la terre se dépose, plutôt qu'elle n'emporte tout sur son passage, non moins qu'à filtrer les ingrédients qu'elle sème dans le delta.

72 Dires recueillis lors d'une présentation de ses travaux le 15 octobre 2019 dans un département de l'Université de Tulane. Bob Marshall a à son actif deux Prix Pulitzer, pour sa couverture du New Orleans post-Katrina, pour le *Times Picayune*, avec Mark Schlifstein.

73 Voir sur ce point les documents visuels produits par Bob Marshall (2011).

74 On retrouve là un thème critique des réflexions sur la démocratie : le « partage des maux ».

75 Outre que cette montée n'est pas « étale », mais se manifeste dans la multiplication de submersions violentes, portées par des ouragans comme on sait plus fréquents et qui

ont tendance à balayer les maigres reconquêtes de terrain.

76 En ligne : (<https://www.nytimes.com/interactive/2018/02/24/us/jean-lafitte-floodwaters.html>).

77 Du conseil de gestion de l'entretien des digues de la Nouvelle Orléans.

78 Au motif spécieux qu'elle engageait des responsabilités fédérales alors qu'elle aurait dû se cantonner d'en rester au niveau de l'État.

79 On fléchera ici vers deux documents audiovisuels « sponsorisés » par *The Lens et Propublica* – un site national, mais lui aussi résolument orienté « *Accountability and Consequences* » (Marshall, 2014).

80 En effet, le motif du *collapse*, de l'effondrement, est moins une théorie des mobilisations environnementales que quelque chose qui vise à les déclencher et/ou justifier. Au risque, souvent noté, de les décourager : « *Outrage, Outage* », (outrage et court-circuit) cela se dit parfaitement, du moins dans l'anglais de Robert Macfarlane (2016), une référence en matière de « *nature writing* ».

81 Ne serait-ce que dans les routines estivales d'exodes pour cause d'ouragans.

82 Un angle d'approche, au passage, affine à celui qu'ouvrent Francis Chateauraynaud et Josquin Debaz dans *Aux bords de l'irréversible* (2017).

83 Ce que la collapsologie interdit d'envisager, pour autant que son cadrage en effondrement final, s'il n'insulte pas complètement l'avenir, ne le réserve qu'à des cohortes *insulaires* de *preppers* ou de survivalistes.

84 Voir à ce sujet les deux enquêtes consacrées par thelensnola.org, qui balisent les voies de coopération

possibles entre professionnels des « choses » agricoles et piscicoles, les uns du Minnesota et de l'Iowa, les autres de la Louisiane. (<https://thelensnola.org/2019/09/05/shrinking-the-gulf-coast-dead-zone-part-1-downriver/>) ; (https://thelensnola.org/2019/09/09/shrinking-the-gulf-coast-dead-zone-part-2-upriver/?preview=true&thumbnail_id=446961).

ENTRETIEN

DU LANGAGE ORDINAIRE ET DU SAVOIR PRATIQUE À LA DÉMOCRATIE

CHEMINEMENTS
INTELLECTUELS CROISÉS

CAROLE GAYET-VIAUD,
SANDRA LAUGIER ET
ALBERT OGIER

Si beaucoup d'auteurs prônent le dialogue entre sociologie et philosophie, peu l'ont mis en œuvre de manière aussi concrète que Sandra Laugier et Albert Ogien. Dans leurs enquêtes sur la démocratie, ils font converger des héritages intellectuels pluriels afin d'éclairer les ressorts du jugement et de l'action (de l'expression à l'action collective), inscrivant leur réflexion à la croisée d'une sociologie de l'action et d'une philosophie du langage et du *care*, qui se renouvellent mutuellement. Cet entretien revient sur les sources intellectuelles de cette collaboration (milieu, parcours, travaux) et redessine les trajectoires indissociablement personnelles et collectives dont la trilogie d'ouvrages co-écrits (*Pourquoi désobéir en démocratie ?*, 2010 ; *Le Principe démocratie*, 2014 ; *Antidémocratie*, 2017 – tous parus à La Découverte) a été l'instrument autant que le fruit. Il donne accès à un pan de l'histoire de la réception du pragmatisme en France et à une forme de coopération entre philosophie et science sociale rendue possible par cette réception.

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; ETHNOMÉTHODOLOGIE ; POLITIQUE ORDINAIRE ; CONTEXTUALISME ; EMERSON ; WITTGENSTEIN.

* Carole Gayet-Viaud est sociologue, chargée de recherche CNRS au CESDIP (Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales) et chercheure associée au CEMS (EHESS) [carole.gayetviaud[at]cesdip.fr].

Carole Gayet-Viaud (CGV) : *Vos travaux se trouvent à mi-chemin entre la philosophie et la sociologie, se nourrissant de recherches empiriques mais aussi de réflexions conceptuelles adossées à certains auteurs. Comment vos sources intellectuelles respectives convergent-elles ou divergent-elles ? Sandra, tu as en particulier beaucoup travaillé sur la philosophie du langage et Wittgenstein, et toi Albert tes sources puisent dans plusieurs traditions dont l'ethnométhodologie de Garfinkel. Comment ces auteurs se sont-ils composés dans vos travaux communs, à la fois en termes de définitions des objets, de méthode de réflexion, de façon de définir l'articulation entre le social et le politique ? Comment les traditions « pragmatistes » s'inscrivent-elles dans ces influences ?*

Albert Ogien (AO) : Ce qui a facilité la convergence de nos approches est un travail en commun qui a été conduit durant de longues années (depuis plus de vingt ans) entre un groupe de sociologues amateurs de l'ethnométhodologie et un groupe de philosophes qui travaillaient dans la perspective de la philosophie américaine et également sous influence de Wittgenstein. Ce travail peut être retracé en se reportant à un certain nombre de volumes de la collection « Raisons Pratiques ». C'est dans ce cadre que l'analyse des travaux de Wittgenstein, Peirce, Dewey, Mead, Austin a été croisée collectivement avec celle des textes de Garfinkel, Goffman et Cicourel (sans compter les différentes pistes de recherche qui ont été explorées en parallèle : phénoménologie, sciences cognitives, psychologie expérimentale, épistémologie des sciences, etc.). Il serait difficile de démêler aujourd'hui ce qui relève de telle approche ou de telle autre car, en définitive, une perspective dynamique, pluraliste et contextuelle s'en est dégagée, dont le point central est l'attention portée au détail des pratiques telles qu'elles s'accomplissent dans leur séquentialité. En tout cas, dans le travail que Sandra et moi faisons, nous constatons à chaque instant l'absence du moindre écart dans notre appréhension des phénomènes dont nous traitons. C'est peut-être un cas unique qui dépend de nos personnalités. Mais j'aime penser qu'il s'agit aussi d'un accord tacite qui s'est bâti au fil des ans et que nous

n'avons jamais besoin de nous répéter. Il procède du fait que nous avons également tiré, au fil de nos discussions, une même manière de comprendre une directive : la primauté absolue de la pratique sur la théorie. Directive qui s'est enrichie d'une sensibilité analytique teintée par la maxime de Wittgenstein : la signification, c'est l'usage. Tels sont les deux piliers du contextualisme radical que nous endossons.

Ce qui guide nos réflexions aujourd'hui, c'est une série de positions de méthode qui se sont peu à peu imposées comme une base suffisamment robuste pour appréhender, de façon réaliste, la manière dont les gens agissent : 1) le caractère fragmenté du monde social, c'est-à-dire le fait qu'on ne peut en donner une description unique et monolithique (ni *a fortiori* en proposer une explication déterministe), mais uniquement produire des descriptions particulières des situations ; 2) l'irréductible pluralité des ordres normatifs ; 3) l'existence d'une multiplicité de rationalités de l'action ; 4) l'inanité d'une définition abstraite et générale des faits sociaux, c'est-à-dire l'illusion d'une explication qui se justifierait par le recours à des facteurs « objectifs » construits à partir d'une théorie et qui seraient plaqués de l'extérieur sur l'action en train de se faire ; 5) le vraisemblable, ou l'ajustement permanent au cours des choses, comme régime ordinaire de l'action en commun. Pour ce qui concerne le travail sociologique, il me semble que suivre ces principes permet de donner une validité « scientifique » (au sens de description fondée sur des faits documentés de façon rigoureuse) au type particulier de recueil et de traitement des données empiriques que l'ethnométhodologie cherche à réaliser afin de saisir les conditions formelles et les méthodes (ou les procédures conceptuelles¹) qui permettent aux personnes en interaction de produire, *in situ* et de façon séquentielle, l'intelligibilité mutuelle au sujet de ce qui se passe et d'assurer la continuité des échanges dont cette action est constituée². J'espère que c'est clair !

Sandra Laugier (SL) : Très clair, oui, et je confirme que c'est au départ un travail commun dans les années 2000 sur Wittgenstein et ce qu'Albert appelle « les formes sociales de la pensée » (Ogien, 2007a).

On en trouve les résultats dans les volumes de la collection « Raisons Pratiques », déjà mentionnée, sur *La Régularité* (Chauviré & Ogien, 2002) ou *La Croyance et l'enquête* (Karsenti & Quéré, 2005), qui réunissaient des philosophes et des sociologues pour traiter de concepts ou d'outils de pensée nouveaux. Pour moi, c'était une façon de démontrer l'importance de Wittgenstein comme penseur, au-delà de l'exégèse wittgensteinienne, qui ne m'a jamais intéressée de près et était envahissante, et au-delà aussi de la doxa « analytique ». Je viens moi-même de la philosophie analytique et Wittgenstein en est un des pères fondateurs. Mais les lectures dominantes de Wittgenstein en font un penseur de la règle et de la conformité, loin de l'idée, pour moi essentielle, de forme de vie, l'idée que le langage est toujours dit, dans un contexte, par une voix humaine. Ce rapport à la vie, et à la vie ordinaire a guidé ma lecture de Wittgenstein depuis des années et elle s'est développée dans deux ouvrages, *Les Sens de l'usage* (Laugier, 2009) et *Le Mythe de l'inexpressivité* (2010a). Si je les mentionne, c'est que j'y tenais à démontrer que Wittgenstein n'était pas un auteur conservateur, ni un penseur de l'« accord de communauté » ou de l'acceptation des règles comme certaines lectures y invitaient ; et que Wittgenstein était un auteur de référence pour penser le social. C'est la première chose que je dois à Albert.

La philosophie du langage ordinaire était pour moi une ressource pour penser la voix individuelle dans la société. L'énigme centrale de l'usage du langage (et ce que j'entends par le problème politique du scepticisme) est la possibilité pour un sujet de parler au nom des autres. Il ne suffit pas d'invoquer la communauté ; reste à savoir ce qui m'autorise à le faire. D'où mon insistance sur le sens naturel et biologique des formes de vie chez Wittgenstein, souvent entendues comme un ensemble d'institutions, dans une interprétation sociale ou horizontale de la forme de vie. Le « donné » des formes de vie, justement, ce n'est pas seulement les structures sociales ou les habitudes culturelles, mais tout ce qui a à voir avec la réalité et la dimension du corps humain, la voix, l'expressivité. Ce que je propose, c'est un sens « vertical » de la forme de vie, ancré dans les limites même

de l'humain, même si celles-ci sont mouvantes. Et j'en arrive à une pensée de l'individualité dans un contexte de réflexion collective sur les *pratiques*. Ce qui évidemment nous a réunis avec Albert était un refus des approches cognitivistes ou psychologiques de l'esprit, et une approche du langage par les usages. Avec un ajout : il ne suffit pas de parler d'usage, car c'est justement cela qui reste à explorer. Le concept de langage ordinaire a été ici très précieux car dès lors qu'on s'intéresse au langage de tous les jours, et non pas au langage des philosophes ou théoriciens, on étudie des pratiques « rassemblées » autour des mots et on s'intéresse à ce qui est dit, par une voix humaine, dans une situation donnée. D'une certaine façon, on rejoint une certaine racine du pragmatisme, celle de la pragmatique du langage (Kreplak & Lavergne, 2008). Cette radicalité de la philosophie du langage ordinaire, partagée par Wittgenstein et Austin, est tout juste en train d'être redécouverte.

Ici je dois parler de l'influence de Stanley Cavell, qui est celui qui a découvert cette radicalité et l'a combinée avec une autre tradition philosophique apparemment fort différente, celle du transcendantalisme américain de Ralph Waldo Emerson et de Henry David Thoreau, qui est aussi une pensée de l'ordinaire, de la voix individuelle et de la confiance en soi (Laugier, 2010b), et, au bout du compte, une pensée de la démocratie radicale (Laugier, 2004).

Et là, bien sûr, on avait une convergence intéressante entre Wittgenstein et le pragmatisme, avec l'idée que c'est ce que nous en faisons qui définit les objets de notre monde : l'enfant n'apprend pas *ce qu'est* une fleur, une chaise, il apprend à cueillir une fleur ou à s'asseoir sur une chaise. Apprendre (le sens de) ce qu'est la longueur, c'est comprendre comment on mesure une longueur. Le début du *Cahier bleu* de 1933-34 de Wittgenstein (1958/1996) a été pour moi une vraie révélation, mais y revenir au fil des années m'a fait comprendre ce qu'est le pragmatisme, y percevoir la même radicalité même si j'en avais une connaissance moins approfondie. Notamment pour le périmètre des concepts moraux, dont très vite j'ai eu l'intention de montrer qu'il

était tracé par nos façons de faire et d'être attentifs. Ce qui m'a aussi aidée c'est qu'avec des différences indéniables, le pragmatisme succède à Emerson. Chez Emerson, j'ai trouvé d'emblée une définition de la démocratie radicale, comme donnant sa voix et sa compétence à chacun. La différence du pragmatisme avec Emerson étant que la voix de l'individu, comme singulière et revendiquant l'universel, y prime sur la communauté et le consensus. Cette voix individuelle et « revendicative » est commune au sens politique (*je suis représentatif de ma société*) et à l'usage ordinaire (*je dis ce que nous disons*). À chaque instant, je risque d'être en rupture avec ma communauté, soit que je n'y reconnaisse pas ma voix, soit qu'elle ne me reconnaisse pas ; le dissentiment est essentiel à toute conversation. Le dissensus et la désobéissance nous sont ainsi d'emblée apparus comme des éléments non pas marginaux mais définitoires d'une pensée politique fondée dans l'ordinaire.

Un autre élément important de cette nouvelle approche a été l'éthique de l'ordinaire qui émergeait aussi d'une lecture de Wittgenstein et d'une auteure que tu apprécies et connais bien Carole (Gayet-Viaud, 2008), Cora Diamond, qui a construit une éthique « réaliste » à partir de l'attention aux particularités de chacun et à leurs expressions morales, à leurs principes spontanés. Ce qui est extraordinaire, c'est qu'avec des références si hétérogènes nous sommes parvenus d'emblée, dans *Pourquoi désobéir en démocratie ?* (Ogien & Laugier, 2010), à un accord politique total. Certainement parce que le sujet désobéissance était au cœur de la réalité politique et sociale, même s'il a fallu très longtemps pour le faire reconnaître. Nous avons l'impression que c'est seulement maintenant qu'on voit l'importance politique de la désobéissance, le fait que ce n'est pas un phénomène marginal ou, comme on le disait en 2010, une « pathologie » – alors que c'est « sous nos yeux » (comme dit Wittgenstein) depuis une décennie.

CGV : *Vous définissez la démocratie à partir de deux dimensions : un régime (défini par des institutions et des lois communes) et une forme de vie (définie par une aspiration à la vie collective déprise de toute*

domination, la défense du pluralisme des manières d'être). Ces deux dimensions sont institutionnelles d'un côté et pratiques de l'autre. On croit y retrouver la division du travail disciplinaire entre la science politique (aspect institutionnel) et la sociologie ou la philosophie des pratiques ordinaires du politique. Cette composition entre deux versants de la démocratie qui sont souvent mis en concurrence dans des épistémologies opposées (focalisation sur l'État et les institutions d'un côté, focalisation sur les situations sociales de l'autre) est très stimulante, mais on se demande comment s'opère selon vous l'articulation entre ces deux dimensions. Comment définissez-vous le lien (le passage, la dynamique) entre la forme de vie et le versant plus institutionnel de la vie démocratique ? D'autre part, de façon peut-être corrélée, comment décririez-vous le lien entre la vie morale ordinaire et les capacités d'agir politique ? Comment passe-t-on des phénomènes et expériences analysés par la philosophie morale des formes de la sensibilité (de la formation morale se réalisant au fil du cinéma, de la littérature, des séries télévisées, de la culture populaire ordinaire) aux formes de mobilisation et d'engagement politique ? Les sciences humaines et sociales (SHS) ont-elles un rôle selon vous dans ce schéma et cette dynamique de l'expérience démocratique ?

AO : Nous avons proposé d'envisager la démocratie à partir de l'observation des pratiques ordinaires, constitutives des activités collectives qui s'organisent autour d'un rapport aux institutions ou à l'esprit de la démocratie. C'est là un fil directeur de notre trilogie et c'est aussi par là qu'on peut la raccrocher à une conception pragmatiste de l'expérience et de l'enquête – plus spécifiquement, celle de Dewey, dans son petit texte sur « La démocratie créatrice » et, plus largement, dans nombre de ses *Écrits politiques* (2018). Cette approche diffère de celle qu'adoptent la science et la philosophie politiques pour lesquelles la démocratie est un type de système constitutionnel dont la vocation est de se confronter à l'impossible réalisation de l'association institutionnelle de la liberté et de l'égalité. C'est pour cette raison que politistes et philosophes admettent souvent que la conduite des affaires publiques est le domaine réservé de professionnel-le-s mandaté-e-s

pour assurer la charge de gouverner de façon rationnelle dans le respect des institutions du système représentatif. Qu'est-ce que notre perspective change ? Cela conduit d'abord à appréhender la démocratie comme un concept à deux faces. Côté pile, il renvoie à un type de régime politique, fondé sur l'élection, l'alternance, la séparation des pouvoirs et une gamme élargie de droits et de libertés individuels (ce que Manin a nommé le gouvernement représentatif). C'est dans ce cadre que les organisations politiques sont censées « concourir à l'expression du suffrage ». Côté face, il renvoie à une « forme de vie » – au sens que Wittgenstein donne à cette notion, c'est-à-dire un ordre de relations sociales idéalement délivré de toute trace de domination, qu'elle soit de classe, de compétence, d'origine, de genre, et fondé sur un principe : le respect inconditionnel de l'égalité de tous et toutes – ce qui est un principe exigeant dès lors qu'on considère qu'il doit s'appliquer à toutes les sphères de l'activité publique (en politique, en entreprise ou dans la vie privée). Deux leçons peuvent être tirées de cette dualité : 1) C'est dans les incessants échanges entre démocratie comme forme de vie et démocratie comme régime que la loi d'un État s'ajuste à l'évolution des mœurs telle qu'elle se produit au sein d'une entité politique ; 2) c'est la démocratie comme forme de vie qui fournit le principe qui organise la démocratie comme régime qui favorise l'autonomie individuelle et garantit le pluralisme des manières d'être. C'est ainsi que nous rendons sa dimension pratique, et proprement sociale, au concept de démocratie. D'où il découle trois propositions : 1) Si la démocratie comme régime est un domaine d'activité qui concerne un petit groupe de personnes qui font du service de l'État et de l'administration leur métier, la démocratie comme forme de vie est une réalisation continue à laquelle participe l'ensemble des citoyen-ne-s ; 2) entre la démocratie comme régime et comme forme de vie, le va-et-vient est permanent : l'état des mœurs influe sur la nature des institutions politiques et le contenu de la loi commune et inversement. L'existence et la reconduction d'une société se fabriquent dans ce va-et-vient et dans les pratiques qui le constituent ; 3) il ne suffit pas qu'un acte politique soit en conformité avec l'expression d'une majorité de voix pour être qualifié de « démocratique », mais il faut

également qu'il soit en accord avec une fin qui n'attente ni à l'égalité, ni à la liberté, ni à la dignité des personnes. Ce qui caractérise le raisonnement démocratique est l'engagement à maintenir cet accord, car en récuser la nécessité et décréter que le camp qui a réuni une majorité de suffrages a tout droit de faire ce que bon lui semble réduit la démocratie à un rapport de force indigne. Faire de cet accord le critère de l'activité politique et s'attacher à l'atteindre en dépit des difficultés et, parfois, des objections de la majorité, c'est cela faire vivre l'esprit de la démocratie.

Si on se place du point de vue des pratiques ordinaires, ce qui retient l'attention de l'analyste est l'importance du savoir pratique que les citoyen-ne-s accumulent jour après jour à propos de ce que *vivre en démocratie* veut dire – savoir qui se constitue dans l'usage que chacun et chacune fait des droits, des devoirs, des procédures et des mœurs dont sont tissées les relations sociales entre membres d'une société d'État et les rapports entre gouvernants et gouvernés. Lorsqu'on envisage la démocratie comme *expérience*, une tout autre façon de comprendre ce qui en fait la singularité s'impose. Elle repose sur un constat : l'idée même de démocratie introduit dans l'espace public une tension entre les promesses de l'égalité et la crainte des effets sociaux de leur réalisation. C'est cette tension que toutes les personnes impliquées dans la résolution d'un problème public ont continûment à résoudre. Et comme cette tension est à jamais irréductible, elle ne cesse d'alimenter les évolutions que la vie en régime démocratique enregistre. La tension entre les promesses de l'égalité et la crainte de ses effets sociaux est contenue dans la fameuse maxime : le gouvernement du peuple par le peuple pour le peuple. C'est que, au fil du temps, les sociétés qui vivent en régime démocratique remettent constamment sur le métier trois questions : 1) Qu'est donc ce peuple au nom duquel il faut gouverner ? 2) Qui est habilité à assurer cette tâche de gouvernement ? et 3) Comment déterminer les besoins d'une population et comment est-il possible de les satisfaire sans causer de tort à personne ? C'est précisément la contribution que les sciences sociales et humaines, qui adoptent une approche

dynamique, pluraliste et contextuelle, apportent à la compréhension de l'expérience de la démocratie.

SL : Pour ma part, je crois que la question de la démocratie est devenue le terrain de la « vie morale ordinaire », comme tu le dis, Albert. Je me suis de longue date intéressée à l'élaboration d'une éthique ordinaire à partir de sources diverses : le perfectionnisme moral d'Emerson (Laugier, 2010b) qui soutient la capacité de chacun-e à devenir meilleur-e, ce qui, dit ainsi, peut paraître naïf ou moraliste, mais qui est en réalité le moteur esthétique des films et séries populaires tels que je les étudie dans *Nos vies en séries* (2019) (sachant que chacun-e explore différemment ce qu'est devenir meilleur, qui n'est jamais un état définitif). Encore une fois, Cavell avait ouvert la voie (Cavell, 1981/2017 ; Cerisuelo & Laugier, 2001). Cela a pris d'emblée une pertinence politique. En effet, sans cette volonté individuelle et collective d'être meilleur, la démocratie radicale, l'expression de chacune une fois livrée à ses passions, et notamment à l'agressivité ou l'envie, peut facilement mal tourner et virer à la foule haineuse (je pense à l'ambiance des meetings de Trump). Cela oblige aussi à se poser des questions difficiles sur la démocratie et notamment notre réel amour du « peuple » si, dès qu'il agit de façon déplaisante ou incompréhensible pour nous, on va douter de ses capacités politiques et parler de « populisme » avec mépris ; c'est ce que nous avons tenté d'analyser dans *Antidémocratie* (Ogien & Laugier, 2017). C'est aussi pour cela que je prends totalement au sérieux la culture populaire comme source de pensée politique, car les séries télévisées portent constamment ce progressisme et misent sur la capacité morale de chacun-e. La seconde source, je le disais, est une approche particulariste, wittgensteinienne mais reprise chez Iris Murdoch (Murdoch & Halais 2010), Cora Diamond (2004) et l'anthropologue Veena Das (2006 et 2020). Concevoir la morale sur le modèle de la justice et de la légalité (et c'est une tendance forte de la pensée morale « analytique ») conduit à négliger des aspects parmi les plus importants et difficiles de la vie morale – nos proximités, nos motivations, nos relations – au profit de concepts très éloignés de nos questionnements ordinaires

– l’obligation, la rationalité, le choix. Les qualités morales comme la gentillesse, la générosité semblent alors échapper aux capacités de description ou d’appréciation des théories morales disponibles. Il serait injuste de considérer que la réflexion morale contemporaine néglige entièrement ces questions, mais elles ne sont pas au cœur de ses analyses, alors que la sociologie morale y a porté attention. De ce point de vue, un penseur comme Goffman, même s’il est trop peu mentionné en philosophie morale, a joué un rôle crucial dans l’élaboration de cette éthique et c’est aussi cet arrière-plan que nous partageons Albert et moi, et qui m’a permis d’avoir des échanges avec Patricia Paperman et avec Daniel Cefaï³.

Ce qui me conduit à la troisième source de pensée morale, l’éthique du *care*, conçoit précisément comme éthique de l’attention (c’est le sens de *care* que j’ai privilégié contre le « soin », à la fois trop médicalisé et moralisé) et de sensibilité à la spécificité humaine du questionnement moral, à cette vie morale enchevêtrée avec les autres. Il s’agit d’une sensibilité au « dit » et à l’expression, et bien entendu à la vulnérabilité des personnes qui est devenue un concept politique central depuis la publication du *Souci des autres* (Paperman & Laugier, 2006). Mais le *care* est aussi d’abord un enjeu démocratique car l’éthique du *care* a imposé la validité de l’attention au particulier, mais aussi aux compétences des « *care givers* » et, en général, de celles et ceux qui contribuent à la fluidité des vies ordinaires. Comme on l’a indiqué dans *Le Principe démocratie* (Ogien & Laugier, 2014), nos manières d’envisager l’action ont ceci de commun qu’elles rompent avec le fil de la tradition de nos disciplines respectives (philosophie et sociologie), en prenant pleinement en compte une dimension de la vie qui est négligée, *inaperçue* par ces disciplines : le poids de l’existence ordinaire et des émotions dans la détermination des choix que font les individus lorsqu’ils sont pris dans une forme de vie et d’action commune. Il faut reconnaître aussi que c’est le travail de la philosophie féministe d’avoir fait place à la question de la sensibilité et de l’attention au particulier et d’avoir analysé leur dévalorisation par la pensée dominante du fait même de leur association au « féminin ».

Le « souci des autres » a ouvert un champ de recherches qui se développe largement aujourd'hui en SHS, certainement dans un élargissement du féminisme, en tout cas dans l'usage d'outils tirés du féminisme pour repenser la domination et le politique, et la démocratie. Le *care* s'étend aujourd'hui jusqu'aux animaux et à l'environnement (Laugier, 2012), et plus généralement à l'exploitation de la ressource féminine (Blanc, Laugier & Molinier, 2020). C'est dans ce sens que nous sommes allées dans le livre, *Qu'est-ce que le care ?*, que nous avons co-écrit avec Patricia Paperman et Pascale Molinier (Molinier, Laugier & Paperman, 2009). Caroline Ibos (2012) a aussi enquêté sur les nounous et la globalisation du *care*. Intégrer les voix des femmes, de toutes les femmes, dans les définitions de la vie morale et politique, est bien affaire d'élargissement du public et d'intégration de l'ordinaire et du contingent dans la préoccupation publique.

Mais pour mettre en évidence le lien intime entre le *care* et le décentrement actuel du politique, il fallait « désentimentaliser » le *care* et en montrer l'enjeu démocratique : l'intégration d'une pluralité de voix, différentes et dissonantes, dans le politique. La démarche féministe du *care* ne visait en effet pas une réhabilitation des « sentiments moraux » de la philosophie britannique mais, comme l'a montré Patricia Paperman (Paperman & R. Ogien, 1995), une revendication des *sentiments* comme subversion concrète des hiérarchies de la pensée, morale et politique. Dans ce changement de perspective, le problème de l'éthique ET de la politique cesse d'être celui de l'autonomie (la capacité à se diriger soi-même de façon rationnelle) pour devenir celui de *la place* que l'autonomie occupe dans la vie morale ordinaire, et des formes qu'elle y prend. Il est aussi celui, inséparable, de la démocratie du *care*, de l'organisation de la vie ordinaire par des rapports de *care*. Le *care* rejoint aussi clairement nos approches pragmatistes, car il trouve sa meilleure expression, non sous la forme d'une théorie, mais d'une action (*caring about*, *taking care*, *caring for*) et d'un fil conducteur assurant l'entretien, la maintenance d'un monde humain et social. Changer le politique et radicaliser la démocratie, c'est changer le regard sur la vie ordinaire, faire

attention au travail quotidien de ceux dont nos vies dépendent et qui sont souvent à la marge de la citoyenneté. C'est se poser la question de *qui* décide « ce qui compte » pour tous, une question qui est devenue criante ces dernières années. Car – c'est là encore une idée développée dans *Le Principe démocratie* – toute personne doit être tenue pour la mieux placée pour dire ce qui est important pour elle.

CGV : *La prise en compte de la forme de vie permet d'adjoindre un critère normatif substantiel à la vision classiquement procédurale de la démocratie, portée par l'aspect institutionnel (délibération, vote, prise de décision par les gouvernants sous le contrôle des gouvernés), en l'occurrence le critère du refus de la domination et du principe d'égalité (dont l'ouvrage Le Principe démocratie faisait son objet à partir de l'étude notamment des mouvements de place). Mais ce seul critère est-il bien suffisant ?*

AO : Il nous semble en effet que se donner l'égalité inconditionnelle de chacune et chacun comme critère pour formuler un jugement sur une action ou une décision est une proposition suffisante pour justifier l'usage de l'adjectif « démocratique ». C'est sur cette base que nous avons pu établir la distinction entre une désobéissance civile fidèle à son principe (une action qui vise à l'extension des droits individuels) et ce qu'on a pu désigner comme une instrumentalisation de cette forme d'action politique à des fins qui ne correspondent pas à ce principe (comme le refus des maires de marier les homosexuels une fois la loi votée par le Parlement français par exemple).

SL : Oui, radicaliser la démocratie, c'est dire que ce critère suffit et qu'on n'a même pas commencé à le mettre en œuvre, y compris dans le monde intellectuel. Bien sûr ici intervient le savoir SHS sur les difficultés de l'égalité et les causes diverses des inégalités, etc. Mais notre position est que l'exigence première est celle de l'égalité et elle s'est exprimée de nombreuses façons dans les mouvements de ce siècle, que ce soit en termes d'égalité des voix ou de ce qui compte (et très

récemment encore, de #MeToo aux Gilets Jaunes et désormais avec la reprise de *Black Lives Matter* en France).

CGV : *Cette radicalisation de la quête d'égalité est-elle suffisante ? Ne faut-il pas l'articuler avec d'autres dimensions plus concrètes et substantielles du développement humain, à partir par exemple de la question des capacités ? N'est-ce pas aussi cela qui traverse l'enquête sur les formes de vie ?*

AO : Tout le monde comprend que se pose là la délicate question du passage de l'individuel au collectif en politique. Pour les responsables des pouvoirs publics, elle se présente comme un casse-tête : comment prendre des mesures pour l'ensemble d'une population (parce que c'est leur fonction) sans brider ou heurter les préférences de ceux et celles qui la composent. La réponse « démocratique » est dans l'invention de dispositions collectivement élaborées (recherche du plus fort consensus) et qui sont le moins contraignantes ou coercitives possibles – en un mot, des décisions dont l'application repose plus sur la responsabilité individuelle que sur la police des conduites. De plus, ces mesures devraient être assorties de la garantie que le refus de s'y conformer n'entraînera aucune sanction et aucun ostracisme. On sait que cette équation n'est pas toujours facile à tenir. Mais on doit espérer que, dans la délibération publique d'où émane la décision, la pluralité des points de vue des membres de la collectivité aura été portée à la connaissance de tous et de toutes. Ce genre d'exercice devrait permettre à l'ensemble des personnes concernées par cette décision de connaître les avantages et les limites qu'elle a pour les uns et les autres (ce qui devrait élever le taux de compréhension et de tolérance mutuelle à l'écart).

La vie à plusieurs est, comme l'a écrit Étienne Tassin (2012), un maléfice. Une politique bien pensée et bien faite, respectueuse des capacités des unes et des autres, devrait se construire sur la reconnaissance de cet état de fait et s'efforcer de trouver, en toutes circonstances, les moyens de se défaire de ce maléfice en en faisant un objet

d'attention commune. Je ne vois, pour ma part, pas d'autre réponse à apporter à ce qui reste une sorte de point aveugle du raisonnement politique.

SL : Il est regrettable que la notion de capacités soit sous-utilisée dans la réflexion critique en France, alors qu'elle permet de rendre compte des difficultés récurrentes de la théorie de la justice (qui elle, a été très bien accueillie au point de faire naître des formes de conformisme théorique) et de rendre justice aux expériences « ordinaires ». Cela a été notre premier sujet de recherche, en lien avec la désobéissance. Il ne s'agit cependant pas d'une mise en question frontale de la justice, mais d'un déplacement : les prétentions de l'éthique de la justice à couvrir en totalité le domaine moral sont contestées au départ par les données empiriques produites par l'éthique du *care*.

L'éthique du *care* s'oppose à une conception « impartialiste » de la justice, et propose une véritable alternative morale, ancrée dans les expériences et les pratiques morales ordinaires. Les analyses du *care* visaient à infléchir ou transformer la définition de *ce qui compte* d'un point de vue éthique et politique, ce qui revenait à faire apparaître, dans le champ politique, des voix subalternes, jusqu'alors disqualifiées. Ces voix demandent *qui* décide de ce qui est important moralement et politiquement et de ce qui l'est moins – donc de qui est rejeté ou dévalorisé. Ces voix ne sont pas seulement celles des femmes, mais celles de tous les groupes sociaux défavorisés, désavantagés, racisés. Ce sont les voix de tous ceux qui réalisent majoritairement le travail de *care* dans la sphère domestique, dans les entreprises et institutions de soin comme dans les services publics, c'est-à-dire de toutes ces personnes qui occupent des métiers prioritairement réservés aux femmes, aux pauvres, aux immigrés, qui prennent pratiquement en charge les besoins d'autres qu'elles-mêmes, que ces autres soient officiellement dépendants ou pas. Et toutes ces personnes sont mal payées, mal considérées, leurs besoins sont ignorés, leurs savoirs et savoir-faire rabaissés et dévalorisés. Cette armée invisible, reléguée dans les coulisses du monde de la performance économique qui veut

les ignorer, est indispensable au fonctionnement et à la reproduction de la vie ordinaire, comme cela est clairement apparu aux yeux de tous au moment de la récente crise (Blanc, Laugier & Molinier, 2020).

C'est une question épistémologique autant que morale. Beaucoup de théories féministes l'ont affirmé, mais aucune ne l'a montré empiriquement comme Gilligan : les critères qui disent ce qui est bien, mal, valorisable ou méprisable se présentent comme universels, ils sont de fait ceux, androcentrés, d'une société patriarcale. La force de l'analyse de Gilligan est dans sa démonstration du caractère genré de nos jugements de valeur, moraux et intellectuels. Et c'est en cela que j'ai indiqué depuis longtemps qu'il s'agissait d'une éthique *pragmatiste*, établissant l'« injustice épistémique » (Medina, 2013) d'une situation dans laquelle les critères de jugement sont systématiquement en défaveur d'une classe, d'un sexe, d'un groupe. L'approche pragmatiste permet de problématiser le genre ou la race comme vecteur de moralisation, puis de politisation et, personnellement, c'est sur ce point que j'en ai perçu la puissance théorique (même si, bien sûr, je me suis toujours intéressée au pragmatisme dans la lignée du transcendentalisme d'Emerson et comme philosophie du langage).

CGV : *Si l'on considère vos travaux du point de vue de la production de connaissances, et la division du travail qu'elle requiert, votre ouvrage le plus récent, Antidémocratie, montre la diversité des formes de dis-crédit jetées sur les compétences ordinaires des citoyens et débusque, derrière les jugements supposés éclairés d'élites et d'experts inquiets de l'irrationalité présumée des foules, un vrai scepticisme, très répandu, portant sur les possibilités de la démocratie à faire émerger les orientations les meilleures pour les affaires communes. Dans le fil de cette défense des compétences ordinaires, ne risquez-vous pas de produire une horizontalisation des compétences et de leur contribution collective ? Je pense à certains des débats qui se sont tenus au sein des commissions de Nuit Debout au printemps 2016, ou en marge de ces commissions : les militants aguerris, en matière de féminisme ou d'anti-spécisme par exemple, se sentaient frustrés du fonctionnement qui, parce*

que se voulant résolument ouvert et égalitaire, n'autorisait pas les arguments d'autorité, mais rendait aussi assez difficile toute cumulativité dans l'avancement des réflexions collectives. Les plus anciens et les plus assidus ne pouvant pas bénéficier d'un crédit qui menaçait toujours de basculer dans « l'expertise » et l'argument d'autorité, ils se sentaient pénalisés de ne pouvoir faire valoir la qualité particulière de leur expérience et de leurs connaissances sur le sujet. Cela renvoie à : 1) la question de la division du travail entre citoyens et institutions (et pose le problème du statut de la science, à laquelle les pragmatistes étaient si attachés) ; 2) la question des corps intermédiaires, qui sont relativement absents de vos travaux : n'a-t-on pas besoin de (re)penser de tels corps pour servir de relais aux initiatives citoyennes, qui semblent (un peu comme on le reproche d'ailleurs à l'épistémologie émergentiste), dans une sorte d'éternel recommencement des choses, remettre toujours les compteurs à zéro ? Comment ne pas en rester à un effet réactif et dispersé des mouvements citoyens ? Comment se forme une communauté qui ne soit pas privée de mémoire – pour ne pas peiner à se donner des projets ?

SL : C'est en effet une question cruciale et très actuelle – et toute personne qui s'est sentie frustrée dans ce genre de débat « horizontal », donc ressenti comme « nivelant » (un terme très antidémocratique), a eu l'impression que ses propres compétences, citoyennes et politiques étaient, sinon méconnues, en tout cas sous-utilisées. Ce qui est d'autant plus désagréable que les expertises et connaissances SHS commencent à être mobilisées par les politiques sur des questions au-delà de l'économie (comme on l'a vu de façon assez ridicule sur les questions de « radicalisation » et sur les « banlieues »). Et qu'on n'a pas envie comme tu dis de toujours repartir de zéro. Mais il n'est pas souhaitable de revenir à des positions d'expertise, y compris dans nos propres domaines qui sont souvent liés à des revendications d'égalité. Il me semble pour ma part que la notion d'éducation (ce que Cavell appelle l'éducation des adultes pour définir la philosophie) (Hadot, 2010) est pertinente et que, dans Nuit Debout, il y avait un désir de connaissance, de formation de la part des jeunes qui était

extraordinaire, et qu'il faut simplement répondre à ces demandes et donner des outils pour que chacun puisse les utiliser. Le concept de *care*, par exemple, est très accessible à chacun, les revendications environnementales aussi et beaucoup d'outils de critique sociale... Quant à nous, nous avons beaucoup à apprendre, aussi. L'intelligence collective, si on l'entend dans un sens pragmatiste (Dewey, 1927/2010), ce n'est pas le nivellement mais l'éducation réciproque. Sur ce point, j'ai beaucoup appris, encore une fois, des séries télévisées, qui transmettent des contenus très complexes parce qu'elles font confiance au jugement moral et au « métier » des publics, mais aussi parce qu'elles les forment.

AO : Rien n'est en effet jamais acquis. Sauvegarder l'esprit de démocratie est un combat permanent, qui appelle la vigilance des citoyen·ne·s, au risque d'une certaine impossibilité à s'entendre et à prendre des décisions collectives – mais cela fait pleinement partie de la question démocratique et on doit s'en remettre à l'intelligence collective pour trouver les réponses. D'où le recours à la notion de « laboratoire politique » pour qualifier ces tentatives et l'observation empirique sans préjugés des manières de faire mises en œuvre par les citoyen·ne·s assemblé·e·s pour les accomplir. C'est là un des problèmes à résoudre : comment maintenir les gens en éveil pour qu'ils refusent de céder à l'autorité et à ce que des chef·fe·s providentiel·le·s leur prescrivent de penser. La réponse est empirique : y parvient-on et comment ? Par chance, les manifestations d'autonomie ne cessent de se déployer sur les places publiques (ou les ronds-points). On ne peut pas faire mieux !!!

SL : Ce qui est à comprendre, comme on l'a dit dans *Antidémocratie*, c'est le lien entre épistémologie et démocratie. C'est quand on acceptera l'égalité dans l'accès aux connaissances qu'on pourra surmonter les réflexes antidémocratiques, qui sont aussi les nôtres, nous « intellectuels ». Pour Dewey, le mot « démocratie » ne renvoie pas à un régime politique défini par un système spécifique d'institutions, mais sert à qualifier la nature de toute procédure expérimentale : esprit de

découverte, libre disposition des informations, discussions ouvertes sur des hypothèses, partage des intuitions et des résultats, etc., une entreprise collective de production de connaissances pour l'action, à laquelle toute personne concernée par un problème public contribue, à égalité de compétence, afin de lui apporter une solution satisfaisante. Le public est alors défini comme l'ensemble de celles et ceux qui sont affectés par les décisions prises. De ce point de vue, le fait *d'être affecté* est constitué en compétence qu'il est possible de faire valoir pour exiger le droit de peser sur ces décisions (Laugier, 2018). Cela implique aussi une approche des émotions, régulièrement décriées, comme source de connaissance.

Le développement de la participation traduit l'évolution du concept de public, qui, comme on l'a dit dans *Antidémocratie*, désigne non plus une masse ignorante dont il faudrait calmer les peurs, mais une communauté capable d'apprécier les enjeux pratiques et de se constituer en intelligence collective. L'invocation rituelle des dangers du populisme ou des *fake news* par les gouvernants conduit insensiblement à reconduire l'idée que le « peuple » est une masse dont il faudrait endiguer les peurs et élans irraisonnés, au lieu de le voir comme une force capable de s'organiser en intelligence collective. Cette conception paternaliste, voire patriarcale, permet d'exclure du débat public les revendications de démocratie exprimées par celles et ceux qui déploient leur compétence politique de citoyen-ne-s pour inventer et proposer des solutions aux questions d'intérêt général qui les concernent. Bien sûr, il y a des connaissances spécialisées, qui ne sont pas acquises ou accessibles à tous ; mais, dès lors que les conditions d'une information complète des citoyen-ne-s et du pluralisme des débats sont garanties, rien ne devrait les empêcher d'exercer pleinement la fonction de contrôle et d'initiative qui doit être la leur en démocratie.

Nous voulions, dans *Antidémocratie*, accomplir un pas de plus et signaler une profonde ambivalence dans tout ce qui touche à la démocratie. Intellectuels, nous proclamons notre amour de la démocratie,

mais nous nous méfions, suite à certains événements consternants, des mouvements et goûts du « peuple ». La situation actuelle ne manque donc pas d'ambiguïté : dans le cadre conceptuel des démocraties représentatives contemporaines, il paraît tout aussi impensable de refuser ouvertement de prendre en considération les points de vue des citoyens sur la conduite des affaires publiques... que de les tenir pour des personnes qui disposent d'un véritable savoir politique. Cette contradiction tient à une habitude bien ancrée chez les politiques et intellectuels de distinguer entre un « peuple » nécessairement ignare ou craintif, et des « élites » naturellement rationnelles et lucides. Quant à ceux qui s'enthousiasment en attribuant au « peuple » toutes les qualités, et notamment leurs propres idées, ils ne cherchent pas plus à savoir ce que pensent les gens ordinaires – et surtout pas les femmes. La crise liée à la pandémie a mis en évidence les compétences des personnes ordinaires, mais les a « en même temps » négligées. On a vu s'installer rapidement un monopole de la connaissance, associé à tout un discours insidieux et paternaliste de dénigrement des capacités civiques des citoyens, soupçonnés d'indiscipline, d'égoïsme, de crédulité. Il y a eu un contraste fort entre ce discours de défiance ou de condescendance, et la réalité du terrain où l'on a vu se déployer la capacité des citoyens, partout dans le pays, à prendre des responsabilités, à s'organiser pour lutter contre l'épidémie et pallier les insuffisances des pouvoirs publics, y compris dans des conditions très difficiles de dénuement, dans des quartiers habituellement catalogués comme des lieux de désobéissance et de chaos.

Le « monde d'après », comme on dit, sera-t-il celui d'un gouvernement organisé en concertation avec l'expérience des citoyen·ne·s, qui ont collectivement révélé leur capacité à prendre en charge une situation impossible, où l'assurance martiale des gouvernants a constamment été laminée par le spectacle de leur impuissance et leurs errements et par celui du travail des citoyens ordinaires ? C'est la question de la démocratie : saura-t-on adopter des formes de représentation et de délégation qui restreignent le monopole de pouvoir dont se prévalent aujourd'hui ses détenteurs, et instituer une méthode de

gouvernement dans laquelle le point de vue de chacun et chacune compte autant que celui de n'importe quel autre ? C'est un des enjeux politiques du pragmatisme aujourd'hui.

CGV : *Ne faut-il pas alors des processus d'institutionnalisation, d'accumulation et d'organisation de l'expérience collective, afin de faire le poids et de pérenniser les luttes ? Et si on envisage ces enjeux dans leur dimension mondiale, afin de peser face aux stratégies de congrégats transnationaux par exemple ?*

AO : Je pense que c'est en effet une étape nécessaire, qui ouvre une question incroyablement compliquée : celle du passage de systèmes démocratiques locaux à des systèmes démocratiques internationaux. On peut les imaginer, un peu sur le modèle des organismes qui actualisent aujourd'hui le multilatéralisme, à cette différence près que l'orientation des politiques conduites par ces institutions (que sont l'OCDE, le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC, l'OMS, l'OIT, etc.) serait au service d'un autre régime de valeurs qui échapperait à la domination des pouvoirs financiers et des forces productivistes. Il me semble que tout cela est un peu présomptueux. Ce serait une anticipation qui excéderait une nouvelle de politique-fiction (de type *Star Wars* en somme). Au point où nous en sommes, il est peut-être préférable d'en rester à la pensée d'une démocratie dans les cadres nationaux que nous connaissons (avant qu'ils ne disparaissent). Dans ce cadre, les processus d'institutionnalisation de formes nouvelles d'action et d'organisation politiques sont incessants. Les sociétés sont constamment soumises au changement social. Pour n'observer que ce qui se passe en France, on voit comment les rouages de la démocratie participative se développent (conférences de consensus, consultations, etc.), comment des associations gagnent en puissance au détriment des pouvoirs en place (qu'il soit exécutif, législatif, judiciaire ou médiatique), comment des collectifs se constituent en assurant leur permanence dans la durée (par exemple le comité Adama Traoré ou des groupes issus des Gilets jaunes), la création de « listes citoyennes » qui modifient les pratiques de la représentation et de la délégation, la

formation de « mouvements » qui substituent l'horizontalité à la verticalité des partis, la mise en place de la Convention citoyenne pour le climat (avec la reconnaissance officielle de la légitimité du tirage au sort), l'essor de formes de propriété collective dans l'économie solidaire et sociale ou dans l'occupation de « zones d'autonomie ». Toutes ces innovations marquent autant d'avancées de la démocratisation des régimes démocratiques. Et on ne peut douter que cette dynamique continuera de déployer ses potentialités inattendues.

Si on voulait rapporter ce phénomène à un thème deweyen, on pourrait dire que la démocratie est une expérience dans laquelle son contenu et ses propriétés sont l'objet d'une enquête collective qui s'inscrit dans une longue durée et suscite des reformulations continues des pratiques qui la constituent.

SL : Cela m'intéresse beaucoup de voir quels types de politisation sont possibles, aujourd'hui, à partir de l'expérience collective, et du partage des valeurs. Albert et moi avons toujours travaillé en politique à partir de la validation de l'expérience ordinaire. La démocratie définie comme forme de vie partagée, c'est la base d'une « conception ordinaire du politique » où le politique s'ancre dans les actions concrètes – au départ, la désobéissance civile, revenue au premier plan de l'activisme depuis le début du siècle, puis les mouvements d'occupation des places qui, par une forme d'exemplarité dans leur fonctionnement horizontal, montraient la possibilité de la démocratie radicale ici et maintenant, puis, encore, les grandes mobilisations de celles et ceux qui réclament d'être enfin entendus et pris en compte (emblématiquement *#MeToo* et *Black Lives Matter*), de compter, sans passer par des porte-parole ou des représentants mais par une adhésion de tous. Ces trois types d'action ont été la source, respectivement, des trois ouvrages de notre « trilogie démocratique » (*Pourquoi désobéir en démocratie ?*, *Le Principe démocratie* et *Antidémocratie*). L'enjeu en est d'analyser des formes d'espoir dans la démocratie comme formes de vie. L'idée constante qui court le long des trois ouvrages, c'est que les mouvements de protestation extra-institutionnels reflètent la

sensibilité politique d'une nouvelle génération de citoyen·ne·s, ce qui semble aussi confirmé par les enquêtes.

Il s'agit de tirer les conséquences de ce qui est admis en théorie par beaucoup de chercheurs – que les nécessités de la vie collective suscitent naturellement une activité à laquelle tous ses membres prennent part et qui consiste à travailler ensemble l'ordre des relations sociales entre les ressortissants d'un même espace territorial. Autrement dit, que toute société se forme et se maintient dans un « travail politique ». Une formule en est ce que Cavell appelle « conversation politique », laquelle se réalise sur deux plans : celui, ordinaire, du politique et celui, institutionnalisé, de la politique. Les passages de l'un à l'autre sont permanents et c'est dans ces allers-retours que peut se faire le changement politique. Tout cela indique que les citoyens ordinaires disposent de ce qu'on peut nommer un « savoir politique », qu'ils mobilisent régulièrement lorsque les circonstances les conduisent à agir pour faire monter une protestation publique.

Plus nous avons avancé et plus nous avons compris que reconnaître cette compétence n'a rien d'évident. En effet, accorder ce savoir politique aux citoyens ordinaires et en admettre pleinement la pertinence reste objet de controverse. On le constate encore avec la crise du COVID, où le pouvoir citoyen est à peu près nié. L'attrait qu'exerce aujourd'hui la théorie de l'enquête, la reconnaissance du fait que les gens ordinaires ne sont pas des impotents politiques, suscite la demande croissante de « participation », si hypocrite que soit cet appel, et même ce mot, qui suggère qu'on prenne part à quelque chose de déjà existant. L'analyse ethnographique de ces mécanismes de participation semble montrer qu'ils manquent encore à donner un véritable pouvoir d'agir, de discuter et de décider aux citoyens (Carrel, Cefaï & Talpin, 2011). La revendication de démocratie réelle déborde ce que ces techniques d'*empowerment* citoyen peuvent produire. Elle pose une exigence radicale et ordinaire : tout ressortissant d'une société possède un savoir politique qui suffit à lui conférer de façon inconditionnelle la responsabilité de prendre des décisions

qui engagent l'avenir d'une collectivité. Les mobilisations actuelles de la jeunesse, que ce soit sur l'environnement ou contre le racisme, sont impressionnantes car elles se fichent de ces mécanismes et ne demandent pas à participer, mais simplement qu'on laisse le pouvoir aux personnes concernées.

CGV : *Où se forge selon vous la portée subversive et critique des compétences et des vertus démocratiques si on les décrit depuis l'expérience ordinaire ? Peuvent-elles bien subvertir des états de fait et être à la source de transformations profondes de la société, si elles en sont le produit ?*

Autrement dit, votre confiance dans les façons dont la culture ordinaire produit une sensibilité et des compétences peut-elle conduire, comme c'est souvent reproché aux approches pragmatistes, à l'irénisme, ou du moins à négliger la dimension idéologique (voire aliénée) de la culture, dans certains contextes politiques et institutionnels ? Comment savoir et comment faire pour apprécier cette dimension ?

AO : Notre travail porte sur la possibilité d'une démocratie et sur le fait que toutes les formes d'aliénation – pour autant qu'elles puissent être empiriquement attestées – sont surmontables à condition de bien vouloir admettre que les gens disposent des capacités politiques nécessaires pour débattre et arriver à des accords pratiques. Nous essayons, à partir de l'association (que certains pourraient trouver étrange mais qui nous semble appropriée) de thèses qui proviennent de l'ethnométhodologie, de Goffman, du pragmatisme de Dewey, du perfectionnisme d'Emerson et des analyses de Wittgenstein et d'Austin, de fonder la validité d'une perspective analytique qui reconnaisse la place du savoir pratique des citoyen·ne·s ordinaires au sujet des affaires politiques qui les concernent, tout en montrant comment, dans son actualisation dans l'action en commun (ou dans l'enquête, au sens de Dewey, 1938/1993), ce savoir pratique manifeste une autonomie relative par rapport aux contraintes qu'exercent les rapports de domination.

SL : Pour ma part je répondrais différemment, en indiquant que là aussi notre travail vise directement cette conception de « l'ordinaire ». Car la question suggère (ainsi que beaucoup de chercheurs en sciences sociales le supposent) que la pensée ordinaire est nécessairement conservatrice et idéologique et que seule une approche distanciée et critique peut produire un changement. Mais notre définition de la démocratie dit précisément l'inverse : ce n'est que dans le mouvement interne à l'ordinaire que la démocratie peut exister. Cela me fait penser à des débats en anthropologie, par exemple à la divergence entre Veena Das et Joel Robbins sur les effets de la description et ce que serait une anthropologie morale si on reste au niveau de l'ordinaire. Ce que nous apprend le concept de forme de vie comme celui de l'ordinaire⁴, c'est la force subversive et la plasticité de nos formes de vie. Là aussi, c'est Cavell qui nous oriente avec son idée de forme de vie inséparablement sociale et vitale, où tout est constamment objet de dissensus. Si la réflexion politique se prive de cette critique immanente, elle ne peut qu'échouer à mettre en œuvre la démocratie, même si c'est difficile. Je crois que le « principe démocratie » est une profonde rupture avec l'idée que ce qui vient de la société ou en est « le produit » ne peut engendrer les forces de sa subversion. Si l'on ne part pas des ressources de la société dans son ensemble en faisant confiance dans les capacités de chacun-e, d'où viendra la transformation ?

Sur ce point aussi, la réflexion sur la culture populaire (Cavell, 1981/2017, sur les comédies de Hollywood, et mon travail sur les séries télévisées, 2019) nous a été très utile. Car la tendance, là aussi, chez les chercheurs et intellectuels, est de s'inquiéter de l'influence délétère ou aliénante de l'idéologie sur les spectateurs. Et pourtant, rares sont ceux qui s'inquiètent d'être eux-mêmes soumis à cette influence. Pourquoi pense-t-on si facilement que l'autre est vulnérable à la pression idéologique, ou pas capable de faire la part des choses, et que soi-même on est à l'abri ? C'est une vraie question morale et de démocratie, de démocratie morale. Sur ce point, j'ai été aidée par le travail d'Arnaud Esquerré (2019) sur la censure, qui fonctionne sur des préjugés

similaires, puisque ceux qui « interdisent » à d'autres de voir des films le font sur la conviction qu'ils sont eux-mêmes dignes de regarder et de juger – donc sur un principe d'inégalité. Même si ce n'est pas attendu, ni tellement perçu, c'est bien sur ces questions de culture ordinaire que se jouent en ce moment des enjeux démocratiques.

CGV : *La question du changement climatique peut nous aider à creuser cette réflexion. Les aveuglements qui sous-tendent la pensée occidentale hégémonique (sur l'homme « dans la nature », sur le progrès, sur les ressources et la production, etc.) configurent aussi nos critères du bien vivre ensemble, nos formes de vie démocratiques elles-mêmes. Comment produire une sortie de ces arrière-plans normatifs, de cette anthropologie, de cette ontologie, depuis le cours ordinaire de la vie ? Comment sortir des impasses où peut nous placer la démocratie dévoyée ? Je pense par exemple aux travaux de Robert Proctor (2012/2014) et, en France, Mathias Girel (2017) sur la production de l'ignorance collective : l'industrie du tabac a corrompu les formes institutionnelles pour produire de l'ignorance collective (empêcher que les faits scientifiques soient reconnus, que des discussions entre citoyens bien informés aient lieu et que les conséquences pratiques qu'elles impliquent soient tirées). Le sens commun (et peut-être la culture ordinaire telle que vous l'entendez) sont dès lors pris dans ces mensonges, cette stratégie cynique.*

En l'occurrence, la question ne porte dès lors plus seulement sur la capacité du peuple à s'autogouverner ou à faire preuve de discernement, mais sur les conditions de possibilité du plein exercice par le public de ses compétences démocratiques. Face à des stratégies de ce type, de quelles armes dispose-t-on pour protéger l'intérêt commun ?

AO : Si on se place du point de vue des pratiques effectives, on s'aperçoit que tout ce qui semblait orienter la décision vers la défense des monopoles de pouvoir (tabac, industrie, pollutions, etc.) est aujourd'hui largement battu en brèche. Certes la désinformation et les manipulations ont tenu le haut du pavé et donné un avantage

aux puissants. Mais comment rendre compte du fait que ces monopoles sont aujourd'hui menacés, mis en procès, vilipendés, obligés de faire amende honorable, etc. C'est l'observation de ce qui se passe (et déborde les injonctions qu'on pouvait croire éternelles) qui nous conduit à mettre l'accent sur toutes les forces qui s'organisent pour s'opposer et contrer les aliénations et domination agissantes. Nous prenons acte de ces développements et les mettons au premier plan. Peut-être au détriment de tout ce qui pèse comme reproduction du pouvoir des dominants.

SL : Même chose : c'est le cours ordinaire de la vie qui permettra de prendre conscience des transformations climatiques, il n'y a pas des experts qui voient ce qui se passe et des gens ordinaires qui sont attachés à leur train-train... la plupart des gens – on le voit notamment aux États-Unis, où les sociétés humaines sont en avance sur le gouvernement anti-environnementaliste piloté par les grandes entreprises. Chacun voit que, par exemple, le climat se détraque, que le vin se transforme... et, par ailleurs, les nouvelles générations changent aussi la vie quotidienne et les valeurs ordinaires de leurs parents. L'environnement et l'écologie sont précisément des domaines scientifiques qui ont été construits à partir d'observations et de mobilisations de terrain, de compétences locales et de prise de conscience collective (par exemple avec la parution de *Silent Spring* de Rachel Carson (1962/1963) aux États-Unis par épisodes dans *The New Yorker*). La « pensée occidentale hégémonique » qui est un produit artificiel des plus puissants et, comme cela a été analysé de multiples façons, un mode de consolidation du pouvoir des plus favorisés par le déni de l'intérêt commun, n'est pas la *pensée ordinaire*, qui est démocratique, et qui est la production de tous – y compris de très jeunes, comme on le voit avec le cas de Greta Thunberg. Les attaques contre elle, quoi qu'il en soit sur le fond, sont essentiellement motivées par des réflexes antidémocratiques visant à exclure sa génération des décisions collectives. Proctor et Girel parlent d'ignorance construite, c'est-à-dire de connaissances délibérément soustraites au public, et pour une raison : quand le public a accès à des connaissances, il les met

à profit. Le problème que soulèvent ces auteurs c'est donc la quantité de choses qui sont inaccessibles à la connaissance et à la circulation et l'impossibilité d'une vie démocratique dans un monde où la connaissance est affaire de pouvoir. Sur ce point, le pragmatisme est devenu une arme politique puissante, mais que l'on n'ose pas toujours mobiliser, car nous sommes aussi dans un univers académique où la pensée engagée est vite déconsidérée. Un certain type d'engagement social progressiste, en tout cas, parce que l'engagement conservateur ou conformiste y est beaucoup plus toléré. Le prochain défi pour la communauté pragmatiste va être de trouver les méthodes et arguments contre les tentatives de plus en plus fréquentes de fragiliser le travail critique en le qualifiant de « militant ».

CGV : *Je reviens sur le terme « populisme » et ce qu'il désigne. Vous démontez un certain nombre de soubassements de l'usage du terme populisme et suggérez de renoncer à ce terme. Mais, parallèlement, vous évoquez les façons de faire de « démagogues » (par exemple dans Antidémocratie, 2017 : 19 et 26) pour décrire des discours ou des représentants politiques qui « font appel aux affects », « aux instincts les plus bas », qui « banalisent des programmes réactionnaires ou à tonalité ouvertement fasciste qui feignent de parler au nom du peuple ». Cette notion ne réintroduit-elle pas le versant péjoratif de « populisme » qu'on trouve couramment usité ? Ne reconduit-elle pas cette identification normative d'un type de rhétorique politique que vous proposez d'abandonner ? Comment proposez-vous de distinguer entre ceux qui feignent de parler au nom du peuple et ceux qui le font effectivement : quel critère d'authenticité vous donnez-vous ?*

Corrélativement, un pan de la réflexion que vous suscitez touche, pour le dire de façon assez générale, au problème du mal en démocratie, en régime majoritaire. Dans certains passages, on entrevoit la nécessité de substituer un critère normatif substantiel à un critère procédural pour fonder la légitimité du vote lui-même : « quelle que soit la tournure que puisse prendre un scrutin [...] on peut soutenir que le fascisme ou le national-socialisme ne sont pas plus justes lorsqu'ils sont portés au

pouvoir par les urnes : ils restent du fascisme et du national-socialisme donc des idéologies et une pratique du pouvoir illégitimes du point de vue des règles de la démocratie (qui sont celles de l'état de droit) » (Ogien & Laugier, 2017 : 62). Comment justifiez-vous cette dérogation au principe de la légitimité du vote populaire dans votre perspective ? N'est-ce pas encadrer la définition ouverte que vous donnez au départ par une définition substantielle très forte à la fois du peuple et de la démocratie ?

SL : C'est en effet une question permanente et fondamentale qui se pose à nous quand nous traitons ces sujets, et c'est difficile. Nous avons bien analysé, comme tu l'as dit, la tonalité péjorative de « populisme » qui permet d'écarter toute revendication radicalement démocratique et est assez contradictoire avec la sacralisation du « peuple » (qui n'est pas dans notre style). En même temps, nous n'avons pu que constater l'arrivée au pouvoir (et cela s'est aggravé depuis la parution de *Antidémocratie*) de leaders qui usent d'une rhétorique terrifiante en prétendant s'appuyer sur une volonté populaire. Effectivement, comme Albert le disait en donnant l'exemple de la désobéissance civile, il y a dans notre concept de démocratie une dimension normative : il ne suffit pas de désobéir à une loi pour être démocrate, il ne suffit pas de parler au nom du peuple, il ne suffit pas d'avoir été élu (d'autant que la plupart de ces dirigeants, de Trump à Bolsonaro, sont le produit de systèmes électoraux foncièrement biaisés et excluants) pour être démocrate – il faut réellement donner la parole à tou-te-s et considérer les citoyen-ne-s à égalité. On en revient toujours à ce principe, qui est aussi un principe d'authenticité. Des discours qui sont racistes ou sexistes ne sont pas démocratiques, même s'ils prétendent exprimer la voix du peuple. Par ailleurs oui, nous ne nous gênons pas pour dire – depuis le début de nos recherches – que tel dirigeant a un discours fasciste ou répugnant, car pour nous il s'agit de qualifications morales ordinaires et aussi valides, en un sens, que des analyses politiques plus techniques. De fait, les réactions à Trump et consorts que l'on peut observer sont des émotions morales ordinaires, même si elles ne sont pas partagées par tous les citoyens américains. La question demeure, toujours la même – pourquoi admire-t-on le

peuple quand il vote majoritairement pour Obama, un noir démocrate, et pourquoi le considère-t-on avec consternation ou mépris quand il vote pour un Trump ? Et effectivement, il y a là une dimension morale incontournable, et très concrète, qui est celle du perfectionnisme (rappelons-nous que toute la rhétorique d'Obama est inspirée d'Emerson !), la volonté de faire appel à ce qu'il y a en chacun-e de meilleur. Cela rejoint bien sûr, comme tu le dis très bien, Carole, la vision que Dewey (1927/2010) défend de la démocratie (*versus* un système mafieux, corrompu ou censitaire), quand il lui attribue pour vertu d'offrir les conditions collectives de possibilité de croissance les plus larges pour l'ensemble des individus.

En tout cas j'assume de dire que certains à droite ou à gauche font appel à ce qu'il y a de plus « bas » – mais attention ce meilleur et ce pire sont en chacun-e de nous, ils ne sont pas l'apanage des catégories sociales ou culturelles. Et quoi qu'il en soit, on ne pourra répondre à la question du « populisme » et au mystère de majorités votant pour des personnes immondes, qui de surcroît travaillent contre le bien commun, celui de leurs électeurs, en particulier, que lorsqu'on aura des systèmes électoraux véritablement démocratiques. La question par exemple de la suppression des votants aux États-Unis et ailleurs est une question politique aussi essentielle que le vote des femmes à une autre époque.

AO : Il faut penser que la seule invocation des propriétés intrinsèques de la démocratie (telles qu'elles découlent de son principe : l'égalité inconditionnelle de chacun et chacune) suffit pour affirmer que le fait majoritaire n'est pas nécessairement (voire jamais) une expression de la démocratie. On se trouve là au cœur du paradoxe de la démocratie, car si celle-ci doit garantir que la voix de chaque membre d'une collectivité puisse s'exprimer et être entendue, il faut que cette expression ne trahisse pas ce qu'on peut nommer l'esprit de la démocratie, qui est LE principe, l'égalité réelle. Autrement dit, la démocratie ne se réduit pas à la règle de la majorité : pour qu'une revendication ou une décision soit « démocratique », elle ne doit défier

d'aucune manière les règles de l'État de droit qui garantissent l'égalité et la dignité de l'ensemble des ressortissant-e-s qu'elles concernent.

CGV : *Comment pensez-vous par ailleurs la question des échelles et plus concrètement le rapport aux territoires dans votre théorie de la démocratie ? L'ancrage territorial des pratiques que vous décrivez n'est pas très présent, l'attention étant fortement portée aux discours. Chez Dewey par exemple, on trouve de nombreux développements qui lient fortement les possibilités de vie démocratique à l'ancrage des communautés dans des périmètres restreints, où le face-à-face reste possible (c'est une forme de crédibilité et d'accountability des élus). Qu'en pensez-vous ?*

SL : C'est une question importante en ces temps d'accent mis sur les démocraties locales.

AO : Il faut revenir ici à la nature de notre travail, qui est ce que nous nommons une « enquête conceptuelle ». Elle repose sur un double postulat (qui se construit sur la base de la manière dont nous entremêlons Wittgenstein, Dewey, Austin, Goffman et Garfinkel) : le premier pose que la signification de « ce qui se passe » se dégage du cours même des échanges qui se nouent dans le fil de l'action en commun telle qu'elle se déroule séquentiellement ; le second pose qu'on ne peut pas établir de séparation entre la pensée, le monde et l'action, et que toute tentative de fixer une séparation (qui est au fondement de la démarche explicative en sciences sociales, qui a besoin de définir des causes pour saisir des effets) introduit un biais inacceptable dans l'analyse. On reconnaît là la critique du causalisme ou de l'objectivisme étroit (rappel du refrain de Wittgenstein : « il faut passer de l'explication à la description »). Pensée, monde et action sont inextricablement mêlés et ce que l'observation nous apprend, c'est comment ces trois éléments sont mobilisés par les individus dans le travail épistémique qui se réalise dans le cours de l'action afin de lui donner une intelligibilité et en permettre la continuation. Pourquoi dire tout cela ? Parce que la question de l'ancrage local n'est, dans notre perspective,

qu'un élément du contexte dont nous faisons l'hypothèse que les personnes engagées dans l'action en commun ont une connaissance approximative mais suffisante pour orienter les échanges de façon acceptable en raison des données auxquelles elles peuvent faire référence de façon mutuellement compréhensible (et souvent de façon purement implicite). De ce point de vue, le local ou le territoire ne sont qu'une dimension annexe du phénomène premier qui nous intéresse : comment une communauté d'« enquêteurs » au sens de Dewey (1927/2010), ou de « membres » pour Garfinkel (1967/2007), ou d'usagers d'un même « jeu de langage » pour Wittgenstein (Ogien, 2007a ; et Laugier, 2009), parvient à se coordonner pour conduire l'enquête qu'ils mènent afin de résoudre un problème public qui les concerne ? Cette capacité épistémique est au principe de la crédibilité et l'*accountability* de toute personne qui intervient dans le processus de l'enquête.

C'est pour cette raison que, pour ma part en tout cas, je rejette les démarches qui hypostasient aujourd'hui l'ancrage territorial et y voient une source de légitimité qui permet d'expliquer la réussite ou l'échec d'initiatives politiques locales. En se focalisant sur le résultat, on ignore le caractère absolument contingent de l'aboutissement d'une action en commun engagée. Je continue à penser que notre travail (et celui du pragmatisme) consiste à mettre en lumière l'essentielle contingence de notre monde et les modalités de résolution provisoire de cette contingence dans l'action en commun.

CGV : *C'est une réponse de principe et de méthode tout à fait recevable. Et pourtant, n'y a-t-il pas des conditions pratiques (dignes d'être étudiées donc, y compris dans la perspective que tu décris où le monde et les cours d'action ne sont pas séparés) qui sont plus ou moins favorables à ce que les publics adéquats se forment (se connectent, se concertent, se coordonnent), à ce qu'ils aient accès aux tenants et aboutissants des cours d'action qui les concernent ? Par exemple, pour la production alimentaire, ou industrielle, ou la financiarisation de l'économie, le fait que l'amont et l'aval des activités même dans lesquelles nous sommes*

pris, comme travailleur, habitant, consommateur, ou citoyen soit plus difficilement discernable, et descriptible précisément, n'est-il pas une entrave au processus d'enquête et aux dynamiques de publication et d'action qui le portent et en font un moteur de transformation du monde ?

AO : Tu as tout à fait raison. Mais c'est précisément ce que le travail empirique doit mettre au jour en montrant comment cela pèse au cas par cas sur l'émergence et le développement d'une « enquête ». Ce ne sont pas des choses dont le sociologue devrait préjuger. Il doit savoir que ce sont là des éventualités, être attentif à les débusquer, à les circonscrire, à rendre compte de leurs possibles interactions, et ainsi de suite. Bref, faire le travail sociologique de description. Reste à savoir quelle forme ça prend en philosophie.

CGV : *Mais donc, dans les travaux que vous avez pris en compte pour adosser votre enquête conceptuelle, au fil de vos ouvrages, il n'y a rien de décisif ou significatif qui se dégageait relativement à cette question des échelles et des territoires ?*

SL : Cette question est essentielle, si l'on observe des gens qui font le style de travail politique que nous décrivons : se mettre en désobéissance, faire des rassemblements, créer des partis-mouvementistes, etc. Les mouvements que nous avons étudiés ne sont pas justement des « mouvements » : il s'agit d'occupations, de revendications d'un territoire comme étant à soi. Les mobilisations de femmes en particulier, pour la protection des territoires, par exemple en cas de pollution, sont évidemment locales : je pense aux actions environnementalistes de femmes autour de Vandana Shiva, ou à celles des femmes au Japon dans la région de Fukushima où la terre est invivable suite à la contamination nucléaire... Il s'agit bien de phénomènes *grassroots*, des groupes et de réseaux de femmes qui luttent en collectif pour préserver ou recréer un environnement viable, maintenir ou reconquérir leur accès aux ressources vitales, mais aussi pour diffuser les informations et dénoncer publiquement l'indifférence des gouvernants

ou leur corruption. Pour moi cet enracinement local tire sa force politique et son sens du *care* et des responsabilités qu'il engage.

En fait, cette question m'importe à cause d'un tournant présent de la réflexion sur le *care* qui contraint à le considérer à différentes échelles dès lors qu'on sort d'une approche purement éthique pour voir la variété des formes du *care*, que j'ai étudiées dans un ouvrage collectif récent sur *Le Pouvoir des liens faibles* (Gefen & Laugier, 2019). En effet, les analyses du *care* aujourd'hui sont situées nécessairement à différentes échelles, qui vont des relations interpersonnelles locales aux relations transnationales. On peut être en relation de *care* avec des personnes qu'on ne connaît pas (qu'il s'agisse de « la souffrance à distance », ou de la production de nos vêtements au loin), aussi bien qu'avec du proche. La difficulté du *care* est bien aujourd'hui la suivante : comment peuvent être articulées ces approches du *care* à différentes échelles ? Les relations de *care* sont d'abord interpersonnelles (mère-enfant, ou travail de soin). Mais elles sont également prises dans un processus social plus large, impliquant des protagonistes multiples (des individus, des groupes, des entreprises, des institutions – et un niveau global comme pour les migrations de *care* qui arrivent à notre porte). La question de l'échelle se pose en termes de responsabilités. Ce qui crée notre responsabilité ce n'est pas un principe moral abstrait et impartial, c'est le lien, le fait d'être en relation, même lointaine. Cette approche en termes d'échelle est essentielle pour défendre l'éthique du *care* contre ceux et celles qui croient qu'elle ne peut fournir une base morale suffisamment solide pour aborder les questions éthiques massives qui se posent à l'échelle globale. Car une attention aux liens particuliers est, paradoxalement, un principe moral plus puissant qu'une approche universaliste, et là encore c'est de la puissance de l'ordinaire qu'il est question.

AO : Ce sont les gens qui donnent signification à des éléments de contexte qu'ils prélèvent dans leur environnement et les rassemblent de façon acceptable aux fins même de la coordination de leur action. Ce qui n'exonère pas le sociologue de l'obligation de démontrer,

preuves empiriques à l'appui, la validité de l'opération au terme de laquelle il va intégrer des données d'environnement dans la situation au prétexte qu'il les considère comme « objectives » et potentiellement déterminantes. Il lui faut également admettre que personne – et pas plus le sociologue – n'a la possibilité de se trouver hors du contexte dans lequel il agit. Ce qui veut dire que ce sont toujours les êtres humains en interaction qui font (en tant qu'ils sont engagés dans une action en commun) un usage opérationnel des ressources qu'ils mobilisent pour s'orienter les uns par rapport aux autres dans une activité pratique. Au rang de ces ressources, il peut arriver que se découvrent des notions inventées par les sciences sociales. C'est vrai pour celles de classe sociale, d'identité, d'inégalité, de détermination ou de justice. Pourquoi pas celle de territoires et d'échelles ? Pour le dire autrement, la position de méthode que j'essaie de tenir admet que si ces notions pèsent sur l'organisation de l'action en commun, on doit pouvoir les mettre en évidence à travers les effets concrets qu'elles y produisent. Position dure, non ?

*
* *

ADDENDUM. RETOUR SUR QUELQUES CONNEXIONS AU PRAGMATISME⁵

Pragmata : *Quand et comment avez-vous rencontré le pragmatisme ? Quelles espèces de pragmatismes vous ont retenus ? Et comment progressivement avez-vous été amenés à vous rapprocher et à collaborer sur un certain nombre de projets ?*

AO : Mon intérêt pour le pragmatisme est né dans la dynamique du travail que j'avais engagée pour reprendre la théorie sociologique de la connaissance esquissée par Durkheim dans les *Formes élémentaires de la vie religieuse*. Cette reprise s'inscrivait dans la suite des recherches de Goffman et Garfinkel sur l'usage du savoir pratique dans l'interaction située. Et elle a intégré les éléments du pragmatisme à

l'occasion de séminaires organisés à l'EHESS, avec Louis Quéré et Michel de Fornel dans les années 1990, sur le thème du savoir pratique et des théories de la signification et de la perception. S'est ensuite nouée une collaboration avec des philosophes du laboratoire EXeCO (EXpérience et CONnaissance) de Paris 1, Christiane Chauviré et Sandra Laugier, et leurs étudiants (Mathias Girel, Guillaume Garreta, Layla Raïd, Stéphane Madelrieux). Le premier produit de cette rencontre a été un volume de la collection « Raisons Pratiques », *La Logique des situations*, édité en 1999 par Michel de Fornel et Louis Quéré. *La Logique* de Dewey (1938/1993), republiée par les Presses universitaires de France, en avait donné l'impulsion initiale. Dans ce volume, je mettais en dialogue les notions d'expérience et de situation telles qu'elles étaient envisagées par Goffman et Dewey afin d'asseoir la thèse selon laquelle une théorie de la connaissance doit irrémédiablement être une théorie de l'action. Et cette réflexion commune s'est ensuite prolongée au contact de la seconde philosophie de Wittgenstein et de la philosophie du langage ordinaire. Trois autres volumes de la collection « Raisons Pratiques », consacrés à l'apport du pragmatisme aux sciences sociales, découleront de ces échanges : *La Régularité* (n°13, 2002) par Chauviré et Ogien ; *La Croyance et l'enquête* (n°15, 2005) par Karsenti et Quéré ; *Dynamiques de l'erreur* (n°19, 2009) par Chauviré, Ogien et Quéré.

Ce qui a été crucial à mes yeux, dans cette étroite fréquentation du pragmatisme, est la conception de l'enquête qu'il propose. Cette conception est au cœur de la « théorie expérimentale du sens » de Peirce, qui admet le principe d'« indétermination radicale », lié aux contingences de la relation triadique indice-icône-symbole dans l'activité de compréhension (cette « logique du vague » analysée par Chauviré, 1995). L'élément clé de la position de Peirce est la primauté qu'il attribue au doute comme origine du mouvement de la pensée. Pour lui, la connaissance est un processus au cours duquel une croyance se fixe de façon provisoire afin de satisfaire aux exigences constamment changeantes de la réalisation de l'action. Cela conduit à admettre qu'elle n'est jamais indexée sur la vérité, mais

sur l'acceptable ou le probable. Ce processus prend la forme d'une enquête au cours de laquelle la pertinence d'hypothèses initiales (élaborées à partir des intuitions du sens commun) est testée et vérifiée dans le cours même de l'activité pratique dans laquelle les personnes sont engagés et qu'elles doivent conduire à son terme de la façon la plus fluide possible. C'est en ce sens que Durkheim (1913-14/1955) a écrit que les pragmatistes attribuaient à la pensée la fonction créatrice d'ordonner le monde réel en le modelant à son idée, en faisant émerger de nouveaux contenus, et en modifiant les objets mêmes de la perception.

Ce que Durkheim n'a pas vu est que cette fonction n'a pas la même extension dans la théorie de l'enquête de Peirce et Dewey et dans l'empirisme radical de James. Ce dernier défend en effet la thèse d'une « expérience pure », c'est-à-dire une pensée qui se suffit à elle-même pour créer une réalité (ou fixer une croyance) qui peut être totalement déliée d'un ancrage dans un monde extérieur. Cette idée a pris un tour spiritualiste et s'est développée en un relativisme absolu (qui s'appuie parfois sur la thèse de Rorty, 1994, au sujet du rôle de la « communauté » dans la confirmation du bien-fondé d'une proposition ou d'une croyance). Cette version du pragmatisme a souvent justifié des dérives subjectivistes qui ont heurté les sociologues. Nous avons montré que ces dérives sont étrangères à la conception que Dewey donne de l'enquête dans la *Logique*, où il détaille les étapes du raisonnement pratique que les individus enchaînent afin de résoudre collectivement les problèmes qui ne manquent jamais de se poser dans le cours même des interactions qui constituent une action en commun en train de se faire.

De ces années de collaboration intensive entre sociologues, linguistes et philosophes s'est dégagée une sorte de « modèle contextualiste de l'action » partagé par cette petite communauté de chercheurs et chercheuses. Pour ma part, ce que j'ai retenu du pragmatisme en général et de sa conception de l'enquête en particulier, c'est une série d'éléments permettant de fonder une théorie sociologique

de la connaissance. Dans ce projet, je me suis inspiré de l'analyse que Hilary Putnam (1995 : 152) a faite de l'esprit du pragmatisme, qu'il définit par quatre caractéristiques : a) l'antiscepticisme, c'est-à-dire que le doute doit être considéré comme l'origine de la connaissance et comme un facteur positif puisqu'il suscite l'enquête ; b) le faillibilisme, c'est-à-dire qu'il n'existe aucune garantie métaphysique qui immunise toute croyance contre la révision ; c) le rejet de la dichotomie fait/valeur (les faits objectifs ne peuvent être considérés comme totalement séparés de la valeur que les gens leur attribuent immédiatement) ; et d) la primauté de la pratique sur la théorie (l'action en commun est le cadre dans lequel se déroule la vie ordinaire).

Voilà donc comment la confrontation entre philosophie du langage ordinaire, pragmatisme et interactionnisme réaliste a conduit à dégager trois principes d'analyse qui permettent d'éviter les écueils de l'essentialisme, du fondamentalisme et du déterminisme en sociologie : l'indétermination radicale (c'est-à-dire admettre l'incomplétude de l'action et la labilité constante des significations) ; le caractère irrémédiablement contextuel de l'expérience (c'est-à-dire prendre en compte le fait que toute activité sociale est nécessairement partie intégrante de l'environnement dans lequel elle se déploie) ; l'émergence de la « facticité » des objets et des événements dans le processus sensible de l'accomplissement séquentiel de l'action en commun (ce qui implique de renoncer aux distinctions *a priori* entre causes et effets et de se consacrer à la description des pratiques de production de l'intelligibilité mutuelle d'un état de faits en constante reconfiguration).

Ce n'est qu'après ce travail consacré à la connaissance en acte que Sandra et moi avons engagé, en 2010, une collaboration de tonalité un peu moins théorique sur le thème de la désobéissance civile. Et c'est alors que je me suis intéressé d'un peu plus près à la conception de la démocratie de Dewey, qui prend pleinement au sérieux la capacité politique des citoyens ordinaires et conçoit ce qu'il nomme « l'enquête sociale » (c'est-à-dire l'activité politique) comme un exercice collectif de délibération entre personnes également concernées par

un problème d'intérêt général qui les constitue en « public ». Et c'est ainsi que nous sommes passés avec Sandra d'une approche ouverte, dynamique et pluraliste de la connaissance en acte, à une analyse des mouvements de protestation extra-institutionnels qui se sont développés à travers le monde depuis 2011, et à une réflexion sur les conditions de radicalisation de la démocratie.

SL : L'histoire est un peu différente de mon côté. J'ai rencontré le pragmatisme de façon évidente, d'abord parce que mes premières recherches (dès la maîtrise de philo) ont porté sur le philosophe états-unien W. V. Quine (Laugier, 1992) qui était fortement influencé par le pragmatisme, notamment Peirce, Dewey, et C. I. Lewis, pour sa philosophie du langage et de la connaissance. Donc j'ai été très vite et très tôt plongée dans cet univers : *From a Logical Point of View*, un des premiers ouvrages importants de Quine (1953), se revendiquait du pragmatisme, ainsi que son essai le plus influent, « Epistemology Naturalised » (1977). Ensuite, quand je suis allée étudier à Harvard à l'époque de mon DEA et du travail préparatoire à la thèse, je me suis retrouvée au cœur des différentes modalités d'héritage du pragmatisme. Il y avait Quine bien sûr, Nelson Goodman, et Hilary Putnam, qui, lui, revendiquait et enseignait William James. Le débat faisait rage à l'époque avec Richard Rorty qui, parmi les premiers, affirmait l'importance de Dewey et plus généralement la portée politique et sociale du pragmatisme. C'est une évidence aujourd'hui, mais qui était peu acceptée dans les années 1980, où c'était plutôt la théorie de la connaissance du pragmatisme qui était mise au goût du jour (voir le premier chapitre de mon livre *Recommencer la philosophie*, 2014, qui est une histoire de la réception de la philosophie américaine classique). Je m'étonne toujours que des auteurs comme Quine, Davidson, Putnam, qui ont été de puissants héritiers et interprètes du pragmatisme et ont joué un rôle essentiel pour le transmettre en philosophie analytique, soient si peu connus et discutés aujourd'hui en philosophie, même si on les mentionne toujours par obligation. C'est vraiment un déni de sa propre histoire par la philosophie analytique actuelle, et c'est dommage car elle en perd en pertinence et en

profondeur. En tout cas aux États-Unis, à la fin du siècle dernier, la vie philosophique s'articulait beaucoup à des héritages concurrents et variés du pragmatisme.

En France aussi, en réalité, car beaucoup d'ouvrages de Putnam, Rorty, Quine, Davidson... ont été traduits et discutés et cela a en partie organisé la réception de la philosophie analytique et plus largement de la philosophie américaine. Le Seuil et la collection « L'ordre philosophique », la collection « Tiré à part » de Jean-Pierre Cometti aux Éditions de l'Éclat (Valensi, 2018) ont joué un rôle essentiel dans la consolidation de cet espace d'interrogation. Un événement significatif en a été le colloque autour de la philosophie américaine, organisé en 1994, à Cerisy, par Christiane Chauviré, Claudine Tiercelin et moi-même, auquel ont participé Rorty, Putnam, Cavell, mais aussi de nombreux jeunes philosophes qui ont émergé plus tard. Je m'en souviens puisque c'est aussi le moment où un milieu un peu unifié autour de ces héritages du pragmatisme a explosé, entre tenants d'une approche wittgensteinienne et « sociale » et d'une philosophie analytique qui se revendiquait « pure et dure ». Au départ, il y a probablement eu des questions de personne et des rivalités institutionnelles plutôt que des questions proprement théoriques, puisqu'il est difficile de définir le pragmatisme de façon univoque. Il n'en reste pas moins que ces divergences se sont durcies, et que le milieu analytique français a organisé une forme d'orthodoxie autour d'un paradigme excluant, appuyé sur le développement des sciences cognitives, rejetant l'histoire à quelques exceptions près et revendiquant le monopole de la pensée argumentative et rationnelle, avec, en tête, la conquête de positions institutionnelles fortes. De l'autre côté, celui des wittgensteiniens au sens large, il y a eu bien sûr l'héritage de Dewey et James, l'étude de l'œuvre de Wittgenstein, devenue de plus en plus influente, de l'histoire de la philosophie analytique, de la philosophie d'Oxford, mais ce qui a permis à cette « branche » au départ minoritaire et dépréciée de la philosophie analytique de se développer jusqu'à avoir une place intellectuelle centrale, c'est bien la convergence avec la sociologie et l'anthropologie. Les rencontres

systématiques entre philosophes, sociologues, économistes au sein du séminaire « Le mental et le social » à l'Institut d'histoire et de philosophie des sciences et des techniques (IHPST) à Paris 1 (que j'ai animé avec Christiane Chauviré à partir de 1996) ont joué un rôle très important – également pour les recherches sur Wittgenstein et la philosophie de l'esprit – au moment où le mouvement du « New Wittgenstein » (Crary & Reid, 2000) a relancé et radicalisé les études wittgensteiniennes. Il est significatif qu'un autre séminaire, le GEPPA (Groupe d'études sur le pragmatisme et la philosophie américaine) se soit ajouté au séminaire Wittgenstein : il était animé par deux jeunes doctorants, Mathias Girel et Guillaume Garreta, qui ont joué un rôle crucial dans cette jonction extrêmement féconde entre philosophie et sciences sociales autour du pragmatisme, sans dogmatisme. D'autres jeunes chercheurs, tels que Layla Raïd et Stéphane Madelrieux, sont venus plus tard. Mais nos séminaires se sont ouverts sur l'extérieur et les volumes de la collection « Raisons Pratiques » (par exemple ceux sur *La Régularité* ou *L'Enquête* qu'Albert a déjà signalés) sont nés de nos échanges avec Louis Quéré et Albert Ogien et des réseaux de chercheurs agrégés autour du Centre d'étude des mouvements sociaux (CEMS).

Albert, en particulier, est intervenu de nombreuses fois dans le séminaire « Le mental et le social » et dans ceux sur Wittgenstein – c'est là qu'il a élaboré ses ouvrages *Les Formes sociales de la pensée. La sociologie après Wittgenstein* (2007a) et *Les Règles de la pratique sociologique* (2007b). Je mentionne ces deux ouvrages parce qu'ils ont été la base de notre collaboration ultérieure sur la démocratie, laquelle, de mon côté, partait de la philosophie du langage ordinaire... et d'une autre branche de l'héritage de la philosophie américaine, le transcendantalisme d'Emerson. Tout cela pour dire qu'au tournant du siècle, cette alliance entre spécialistes de Wittgenstein ou du pragmatisme et sociologues qui s'étaient intéressés aux méthodes ethnométhodologiques a incroyablement fédéré et attiré, et produit ensuite un ensemble de recherches varié, fort, au point de constituer aujourd'hui un paradigme alternatif en sciences sociales qui n'a

rien à envier en matière d'innovation aux approches analytiques plus scientistes. Roberto Frega a joué un rôle crucial, tout en poursuivant son propre projet sur la démocratie, pour coordonner, créer des liens et rendre visibles différentes formes de pragmatisme, en Italie et en France. Il a été à l'origine de l'European Pragmatist Association et, avec les collègues italiens, de l'*European Journal of Pragmatism and American Philosophy* (EJPAP). L'expérience de Pragmata, association et revue, est également capitale, et elle concrétise en France, grâce à l'activisme entre autres de Daniel Cefaï, mais aussi en Belgique et en Suisse, une énergie collective – une façon de mélanger les genres de la philo et des sciences sociales qui en fait la richesse. Le fait que des jeunes chercheurs de plus en plus nombreux s'intéressent à Dewey et James est évidemment lié à cette grande ouverture, libératrice, et à la radicalité toujours préservée de leurs travaux. Et au plan de l'histoire de la théorie, ce travail commun entre sociologues et philosophes wittgensteiniens/pragmatistes a compté énormément dans la consolidation d'une pensée empirique (qu'on peut dire scientifique mais non scientiste) et réaliste, bref une sorte de Troisième voie entre cognitivisme et phénoménologie.

Pragmata : *Ces quelques points sont très intéressants pour comprendre les échanges qui ont eu lieu entre philosophie et sociologie. Mais est-ce qu'il n'y aurait pas une autre racine, Sandra, de ta relation avec le pragmatisme du côté de la philosophie du langage, de Stanley Cavell et de sa philosophie du cinéma ?*

SL : C'est juste ! J'ai par ailleurs rencontré le pragmatisme par un autre chemin, et là aussi à Harvard, à savoir en 1984 par Stanley Cavell, qui lui-même s'était donné pour tâche de faire réentendre les voix d'Emerson et de Thoreau. Et je dois dire que la lecture de *Sens de Walden* (1972/2007) fut pour moi une expérience extraordinaire, aussi révélatrice que la lecture de Wittgenstein auparavant ; sans parler de *Pursuits of Happiness* (1981/2017), le livre de Cavell sur les comédies de Hollywood qui est fortement inspiré d'Emerson et de Thoreau. Une partie de la lutte théorique pour une philosophie

américaine élargie en France – et sans doute une source permanente de conflit avec la philosophie analytique orthodoxe – a été l'intégration de l'œuvre de Cavell dans la discussion. J'y insiste car ce travail m'a pris beaucoup d'énergie au fil des années, depuis les premières traductions de Cavell dans les années 1990. J'ai également eu des collaborations intenses autour d'Emerson avec des collègues américanistes qui le connaissaient remarquablement (Christian Fournier, Philippe Jaworski, François Brunet, Joseph Urbas) et j'ai beaucoup écrit sur le sujet (Emerson, 2005) pour faire connaître ce courant et le perfectionnisme moral. Du coup, comme ceux qui me connaissent bien le savent, j'ai toujours eu une sorte de complexe de *free-rider* du pragmatisme, car contrairement à Christiane Chauviré à qui j'ai succédé à la Sorbonne, et qui est une véritable érudite à la fois de Wittgenstein et du pragmatisme, je n'ai jamais pu investir suffisamment dans l'étude des corpus. Je me suis focalisée sur Wittgenstein, sur la philosophie du langage ordinaire en général – Austin a été l'objet d'un important et précurseur programme de recherche organisé à Amiens dans les années 2000 –, sur Cavell, et bien sûr Emerson et Thoreau, qui attirent de nombreux jeunes chercheurs.

De mon point de vue, tout cela entre heureusement sous le chapeau du pragmatisme, en tant que mouvement théorique. Par ailleurs, j'ai pas mal travaillé sur la place du transcendantalisme et du perfectionnisme moral, comme l'appelle Cavell, dans l'histoire de la philosophie américaine en général et du pragmatisme en particulier. Et j'ai compris, progressivement, en discutant avec les spécialistes que l'idée directrice de Cavell, d'un refoulement d'Emerson par le pragmatisme, était exagérée, et motivée par un contexte états-unien où le pragmatisme était intégré de force dans la philosophie analytique, opération empêchée en France par le travail... des sociologues. L'importance philosophique de l'œuvre d'Emerson me paraît fortement sous-estimée, malgré la reconnaissance de sa présence culturelle (je pense au cinéma américain), et en dépit de son influence réelle sur James et Dewey. Ce qui m'a d'emblée fascinée chez Emerson et Thoreau (et Cavell) c'est une pensée non métaphysique,

non phénoménologique, ordinaire donc, de l'expérience. Il me semble que c'est cela qui fait l'essentiel de son inscription dans le pragmatisme et que c'est cela qu'il faut revendiquer ! Dans « L'importance de l'importance » (2005a), ou dans mon essai « En quête de l'ordinaire » (2005b), j'ai tenté de mettre en évidence l'importance de l'expérience et de la confiance en soi comme confiance en l'expérience – un point de la philosophie pragmatiste.

Pragmata : *Emerson, Thoreau, et au-delà le mouvement transcendantaliste... Pourrais-tu nous en dire plus sur ce mouvement qui reste assez peu connu en France et préciser comment tu vois son articulation avec le pragmatisme ?*

SL : Le mouvement transcendantaliste est né en Nouvelle-Angleterre dans les années 1830, dans les milieux de l'église unitarienne de Boston attirés par la philosophie, la littérature allemande et l'œuvre de Coleridge. Ce mouvement a eu son moment de célébrité, et tout un folklore lui est attaché : les réunions du Club Transcendantal chez George Ripley et Amos B. Alcott (le père de Louisa May qui a écrit *Les Quatre filles du Docteur March*), la communauté utopique de la Brook Farm, la figure romanesque de Margaret Fuller (l'éditrice du *Dial*), la retraite de Henry David Thoreau construisant sa cabane au bord de l'étang de Walden... Emerson, le premier philosophe états-unien, a eu d'emblée un statut ambigu : à la fois chantre de l'individualisme et de la démocratie américaine, messie d'une « Nouvelle Amérique », prônant le rejet des traditions et autorités, et figure morale parfois encombrante : père fondateur refoulé (Laugier, 2005b).

Emerson partage avec Dewey la forme de la revendication démocratique : l'un et l'autre sont soucieux de communauté, à la fois dans leur référence à la vie ordinaire, partagée par tous les hommes, et dans leur appel à une communauté idéale. L'appel à l'*expérience ordinaire* a bien une pertinence pour l'idéal démocratique, d'Emerson à Dewey, et c'est cela que nous reprenons, Albert et moi, pour analyser la démocratie. Chez Emerson, cet appel implique aussi l'élaboration

de catégories nouvelles, celles de l'ordinaire et d'un nouveau mode d'approche du réel. Le recours au quotidien est aussi démocratique, et l'esthétique de l'ordinaire rejoint la politique. J'adore ce passage de « *The American Scholar* » (1837, traduit par « *L'intellectuel américain* », 2000) qui a déterminé ma vision de la démocratie : « L'un de ces signes est le fait que le même mouvement qui a produit l'élévation de ce que l'on appelait la plus basse classe de l'État a pris en littérature un aspect très marqué, et tout aussi heureux. Au lieu du sublime et du beau, c'est le proche, le bas, le commun qui ont été explorés et poétisés. Ce qui avait été négligemment foulé aux pieds par ceux qui s'équipaient pour de longs voyages en des pays lointains se trouve être soudain plus riche que toutes les terres étrangères. La littérature du pauvre, les sentiments de l'enfant, la philosophie de la rue, le sens du domestique, tels sont les sujets du jour. »

Le pauvre, l'enfant, la rue, le « domestique » (que je lis en lien avec le genre) : tels sont les nouveaux objets qu'il va falloir penser, et pour cela la liste de catégories héritées de l'Europe ne fonctionne pas. L'appel à l'ordinaire est forcément démocratique et pratique. Mais l'originalité d'Emerson (et qui selon Cavell disparaît dans le pragmatisme) est dans le lien entre l'ordinaire et le scepticisme, « l'inquiétante étrangeté de l'ordinaire ». Le recours à l'ordinaire n'a rien, chez Emerson, comme chez Wittgenstein, d'une solution (encore moins d'une solution « scientifique ») à la question de la connaissance du monde. L'ordinaire est toujours objet d'enquête, il n'est jamais donné. Le bas (*the low*, dit Emerson) est toujours à atteindre, et telle doit être notre ambition, dans une inversion du sublime européen et de son ambition à s'élever au-dessus du réel. Bien sûr, tout cela a plus tard trouvé une traduction esthétique dans l'intérêt pour le cinéma populaire (ou pire, pour les séries).

Il y a chez Emerson l'idée qu'un nouvel ensemble de concepts doit être *inventé* pour décrire l'ordinaire. On voit alors la révolution opérée par le transcendantalisme. La question transcendantale n'est plus : comment connaître à partir de l'expérience (question qui, on le sait

depuis Hume, conduit inévitablement à la réponse : on ne connaît rien du tout), mais plutôt : comment se rapprocher du monde ? Cette difficulté à être proche ou prochain (*next*), à se tenir dans cette proximité au monde est exprimée par Emerson dans son essai majeur, « Expérience » (1844, *in* Emerson, 2005), à propos de l'expérience du deuil. Là est précisément le scepticisme : dans l'incapacité ou le déni de vivre le deuil, bref *d'avoir une expérience*. « Expérience » n'a pas tant pour but de décrire ou d'expliquer l'expérience que d'en questionner la possibilité même.

Selon Cavell, Emerson conçoit le deuil comme un caractère général de ce que nous connaissons comme l'expérience (ordinaire), alors que pour Dewey il est clair que la philosophie n'a pas à considérer le deuil comme faisant partie de « la signification et l'importance de notre expérience quotidienne ». On peut noter que William James suit ce fil de la pensée emersonienne, par exemple dans *La Volonté de croire* (James, 1896/2005). Chez Emerson, l'expérience ne peut rien nous apprendre, non parce qu'elle est insuffisante, comme le dit l'épistémologie traditionnelle, mais parce que nous ne l'avons pas : elle ne nous touche pas. Notre volonté de savoir, notre rapacité cognitive (*the rapaciousness of the new power*) nous conduisent à sacrifier autrui dans le but d'entrer en contact avec la réalité. La conceptualisation et la saisie sont explicitement une volonté de capturer le monde, de le maîtriser. C'est à l'activité conceptuelle comme prise des objets qu'il faut arriver à renoncer, cette rapacité qui est « la part la plus ignoble de notre condition » – *unhandsome* (cette main et ces doigts qui agrippent avec impuissance) – pour arriver à une véritable *pratique*, qui soit transformation. Emerson rejoint Wittgenstein dans sa critique de « pulsion de généralité ». Mais, à la saisie, il oppose la confiance. L'enquête qui mène à la confiance en soi est un renoncement à l'Instruction au profit de l'Intuition. L'ensemble des connaissances (*tutions*) se fonde sur un rapport antérieur à la vérité (*intuition*), qui est réception et instaure un rapport directement sensible et expérimental à la vie. La *self-reliance* n'est pas une nouvelle forme de fondation subjectivante, ou de fondement de la connaissance, mais

se définit par la constitution d'un soi fragile et paradoxal, passif et réceptif.

Pragmata : *Quand on te lit, et que tu parles de « formes de vie », il faut donc non seulement revenir à Wittgenstein, ou en-deçà, retrouver cette idée chère à des auteurs qui ont contribué à forger notre sens du « quotidien », Simmel et le jeune Schütz. Il faut entendre, aussi, peut-être, les « Lebensformen » dont parlait Wilhelm von Humboldt quand il écrivait sur le langage, irréductible au sens de la « life-form », que l'on rencontrait en biologie ou en physiologie au XIX^e siècle et jusque dans la psychologie pragmatiste. Et il faut surtout replonger dans ce bain de confiance dans l'expérience ordinaire qui était celui du transcendantalisme d'Emerson ?*

SL : Le transcendantalisme est mal nommé, car ce que propose Emerson est bien une forme d'empirisme, qu'on appellerait volontiers *empirisme radical* si la dénomination n'avait été proposée par James, lequel reprend à Emerson cette dimension passive de l'expérience. La confiance en soi n'est donc pas une énième fondation métaphysique dans le sujet : elle est *confiance en notre expérience*. Mais sur quoi cette confiance se fonde-t-elle ? Car elle n'a pas de soi à qui se confier, un soi qui soit fondement premier de la confiance en soi. « Parler de confiance en soi, c'est une manière de s'exprimer misérable et extérieure. Parlez plutôt de ce qui confie (*what relies*) – car cela marche, cela existe. » (Emerson, 2005). On voit à quel point le concept de confiance est renouvelé *ensemble* par le pragmatisme et le transcendantalisme. Parler de *self-reliance*, c'est donc renvoyer à une réflexivité déjà trop statique par rapport à ce qu'est réellement la confiance. L'expression « *self-reliance* », comme celle de « confiance en soi », implique un retour sur soi (*self*), quand la confiance est pratique. C'est pour mettre en évidence la dimension pratique et dynamique (et non théorique ou épistémique) de la confiance en soi qu'Emerson note que l'expression « *self-reliance* » est misérable, extérieure, et qu'il propose pour « *reliance* » *that which relies*. *Relies* employé absolument, dans un refus de la réflexion sur soi, décrit une attitude

libérée de la réflexivité propre aux définitions du sujet, de toute illusion d'un savoir qu'aurait le soi regardant en lui-même, pour y trouver quelque chose, une certitude ou confiance. La pratique (*it works and is*), ajoute Emerson, permettant de récuser à la fois la mythologie de la réflexivité et de l'*agency*.

On a là une source et un angle de lecture du pragmatisme. La confiance en soi n'est alors pas confiance en un soi donné, mais *en sa propre expérience*. Le transcendantalisme ordonne à chacun et chacune – contre le scepticisme – de faire confiance à son expérience. Cavell a exploré cette idée sur son terrain privilégié, le cinéma et l'usage (l'expérience) que nous en avons. Dans *À la recherche du bonheur*, il examine le fait de « contrôler son expérience », c'est-à-dire, à la fois d'examiner sa propre expérience, et de « laisser à l'objet qui vous intéresse le soin de vous apprendre à le considérer ». Et s'intéresser au cinéma veut dire s'intéresser à notre *expérience* du cinéma et en apprendre. Cela signifie un déplacement radical de l'objet de l'enquête, de l'objet à l'expérience que j'ai de l'objet et à ce je fais compter dans ma vie : c'est la ligne que j'ai suivie avec l'étude des séries TV (Laugier, 2019) : « Si bien qu'examiner et défendre l'intérêt que je porte à ces films, c'est examiner et défendre l'intérêt que je porte à ma propre expérience, aux moments et aux passages de ma vie que j'ai partagés avec eux. » (Cavell, 1981/2017 : 18). On voit l'enjeu démocratique de la confiance en soi, qui est la *défense* de mon expérience. Pour Cavell, c'est la vision (répétée et souvent collective et publique) des films qui conduit à faire confiance à sa propre expérience, et à acquérir, par là même, une autorité sur elle. Il renvoie alors à « l'empirisme que pratiquent Emerson et Thoreau ». Car, au-delà des étiquettes de transcendantalisme et de pragmatisme, c'est bien d'empirisme qu'il est question ici : consulter sa propre expérience et la soumettre à l'examen pour qu'elle se trouve, qu'elle trouve sa propre voie (*ibid.* : 19).

Alors s'établit le lien crucial entre expérience et confiance : il faut éduquer son expérience pour lui faire confiance. On a cette approche de l'expérience aussi bien dans le pragmatisme de James et de Dewey

(1934/2010 : « Having an Experience »), ou encore dans les premières approches de la critique « moderniste » de la culture populaire, avec *The Immediate Experience* de Robert Warshaw (1962/2001), et aujourd'hui avec Richard Shusterman (1991/1992) : ce qui est important, c'est d'avoir une expérience. Et avoir une expérience veut dire : percevoir ce qui est important, ce qui *compte*. C'est le développement d'une capacité à *voir l'importance*, le signifiant, qui permet de redéfinir l'expérience – et l'ontologie : car pour définir les objets « il n'existe qu'une seule source de données, l'apparition et la signification de ces objets, *qui comptent pour nous* » (Cavell, 2010). L'attention à l'ordinaire devient alors la perception de ce qui compte et en cela Emerson est bien un père fondateur du pragmatisme.

On retrouve aussi cette idée chez Henry James, dans sa réflexion sur l'apport du roman comme éducation de la sensibilité et de la perception (Laugier, 2006). Le roman nous apprend ainsi à regarder la vie comme « la scène de l'aventure et de l'improvisation ». Henry James propose de faire de l'expérience même de la lecture une aventure au sens strict. Il y a de l'aventure, selon James, dans toute situation qui mêle l'incertitude et le « goût de la vie ». On peut citer un passage culte de *La Création littéraire* (1884/1980) qui explicite cette *forme* aventureuse que prend l'expérience. « Une "aventure" humaine, personnelle n'est pas une chose *a priori*, positive, absolue et inextensible, mais juste une question de relation et d'appréciation – dans les faits, c'est un nom que nous donnons, avec à propos, à tout passage, toute situation qui a ajouté le goût tranchant de l'incertitude à un sens aiguisé de la vie. C'est pourquoi la chose est, tout à fait admirablement, une question d'interprétation et de conditions particulières ; et faute d'une perception de celles-ci, les aventures les plus prodigieuses peuvent vulgairement *compter pour rien*. » (Henry James, 1884/1980).

Je cite ce passage en entier et souvent, car il est pertinent au-delà de l'expérience de la littérature. *L'expérience elle-même*, si on lui fait confiance, la pensée devient une aventure – « toute situation qui a ajouté le goût tranchant de l'incertitude à un sens aiguisé de la vie ».

Refuser la confiance c'est *passer à côté de l'aventure*. L'absence d'attention à l'expérience, le manque de perception de l'importance, font passer à côté de l'aventure, de l'aventure intellectuelle aussi ; et c'est bien ce que m'a apporté tout ce parcours en philosophie américaine.

Bien entendu, cette question de la confiance en l'expérience est aussi au fondement de nos réflexions politiques, et de l'éthique du *care* telle que je l'ai développée en direction du pragmatisme. Ce point de départ dans Emerson permet une forme de cadrage, voire d'unification des approches pragmatistes, que ce soit en politique (démocratie), éthique (*care*, littérature), ou esthétique (cinéma et séries). C'est en tout cas ce que j'ai essayé de développer.

BIBLIOGRAPHIE

- BLANC Nathalie, LAUGIER Sandra & Pascale MOLINIER (2020), « Le prix de l'invisible. Les femmes dans la pandémie », *la Vie des Idées*, mai 2020. En ligne : (<https://laviedesidees.fr/Le-prix-de-l-invisible.html>).
- CARREL Marion, CEFAL Daniel & Julien TALPIN (eds) (2012), « Ethnographies de la participation », n° spécial *Participations*, 3. En ligne : (http://www.revue-participations.fr/numero_revue/2012-3-ethnographies-de-la-participation/).
- CARSON Rachel (1962/1963), *Printemps silencieux*, Paris, Plon.
- CAVELL Stanley (1972/2007), *Sens de Walden*, Courbevoie, Théâtre Typographique.
- CAVELL Stanley (1979/1996), *Les Voix de la raison*, Paris, Seuil (trad. fr. S. Laugier & N. Balso).
- CAVELL Stanley (1981/2017), *À la recherche du bonheur*, Paris, Cahiers du cinéma 1993 et réédition Vrin, (trad. fr. C. Fournier & S. Laugier).
- CAVELL Stanley (2010), « Qu'advient-il des choses à l'écran ? », in Id., *Le Cinéma nous rend-il meilleurs?*, Paris, Bayard.
- CEFAÏ Daniel & Laurent PERREAU (eds) (2012), *Erving Goffman et l'ordre de l'interaction*, Amiens, Curapp-Ess et Paris, Cems-Imm.
- CERISUELO Marc & Sandra LAUGIER (eds) (2001), *Stanley Cavell, cinéma et philosophie*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle.
- CHAUVIRÉ Christiane (1995), *Peirce et la signification. Introduction à la logique du vague*, Paris, Presses universitaires de France.
- CHAUVIRÉ Christiane & Albert OGIEN (eds) (2002), *La Régularité. Habitude, disposition et savoir-faire dans l'explication de l'action*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 13). En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/10930>).
- CHAUVIRÉ Christine, OGIEN Albert & Louis QUÉRÉ (eds) (2009), *Dynamiques de l'erreur*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 19). En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/12711>).
- CRARY Alice & Rupert READ (2000), *The New Wittgenstein*, Londres, Routledge.
- DAS Veena (2006), *Life and Words : Violence and the Descent into the Ordinary*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press.
- DAS Veena (2020), *Textures of the Ordinary : Doing Anthropology after Wittgenstein*, New York, Fordham University Press.
- DEWEY John (1927/2010), *Le Public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1934/2010), *L'Art comme expérience*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1938/1993), *Logique. La théorie de l'enquête*, Paris, Presses universitaires de France.
- DEWEY John (1939/2011), *La Formation des valeurs*, Paris, Les empêcheurs de penser en rond.
- DEWEY John (2018), *Écrits politiques*, Paris, Gallimard.

- DIAMOND Cora (2004), *L'Esprit réaliste. Wittgentstein, la philosophie et l'esprit*, Paris, Presses universitaires de France.
- DURKHEIM Émile (1913-14/1955), *Pragmatisme et sociologie. Cours inédit prononcé à La Sorbonne en 1913-1914 et restitué par Armand Cuvillier d'après des notes d'étudiants*, Paris, Vrin.
- EMERSON Ralph Waldo (1837/2000), « L'Intellectuel américain/The American Scholar », trad. fr. S. & D. Chaput, *Horizons Philosophiques*, 10 (2), p. 25-52.
- EMERSON Ralph Waldo (1844/1922), « Expérience », in Stanley Cavell, *Statuts d'Emerson. Constitution, philosophie, politique*, Paris, Éditions de l'Éclat.
- EMERSON Ralph Waldo (2005), *Essais : Histoire, Destin, Expérience, Compensation*, Paris, Michel Houdiard Éditions (trad. C. Fournier, préface S. Laugier).
- ESQUERRÉ Arnaud (2019), *Interdire de voir. Sexe, violence et liberté d'expression au cinéma*, Paris, Fayard.
- FASULA Pierre & Sandra LAUGIER (eds) (2021), *Concepts de l'ordinaire*, Paris, Éditions de la Sorbonne.
- FERRARESE Estelle & Sandra LAUGIER (eds) (2018), *Formes de vie*, Paris, CNRS éditions.
- FISHER Berenice & Joan TRONTO (1991), « Toward a Feminist Theory of Caring », in Emily Abel & Margaret Nelson (eds), *Circles of Care*, Albany, State University of New York Press, p. 36-54.
- FORNEL Michel de & Louis QUÉRÉ (eds) (1999), *La Logique des situations. Nouveaux regards sur l'écologie des activités sociales*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 10). En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/10618>).
- FORNEL Michel de, OGIER Albert & Louis QUÉRÉ (eds) (2001), *L'Ethnométhodologie. Une sociologie radicale*, Paris, La Découverte.
- GARFINKEL Harold & Harvey SACKS (1967/2007), « Les structures formelles des actions pratiques », in H. Garfinkel, *Recherches en ethnométhodologie*, Paris, Presses universitaires de France, p. 429-474.
- GAUTIER Claude & Sandra LAUGIER (eds) (2006), *L'Ordinaire et le politique*, Paris, Presses universitaires de France-Curapp.
- GAYET-VIAUD Carole (2008), *L'Égard et la règle. Déboires et bonheurs de la civilité urbaine*, Paris, Thèse de doctorat EHESS.
- GEFEN Alexandre & Sandra LAUGIER (eds) (2019), *Le Pouvoir des liens faibles*, Paris, CNRS éditions.
- GIREL Mathias (2017), *Science et territoire de l'ignorance*, Paris, Éditions Quae.
- HADOT Pierre (2010), « La philosophie comme éducation des adultes », in S. Laugier (ed.), *La Voix et la vertu. Variétés du perfectionnisme moral*, Paris, Presses universitaires de France, p. 437-447.
- IBOS Caroline (2012), *Qui gardera nos enfants ? Les nounous et les mères*, Paris, Flammarion.

- JAMES Henry (1884/1980), *La Création littéraire. Préfaces de l'édition de New York*, Paris, Denoël-Gonthier (trad. fr. M.-F. Cachin).
- JAMES William (1896/2005), *La Volonté de croire*, Paris, Les Empêcheurs de Penser en Rond (trad. fr. L. Moulin).
- JOUAN Marlène & Sandra LAUGIER (eds) (2009), *Comment penser l'autonomie ? Entre compétences et dépendances*, Paris, Presses universitaires de France.
- KARSENTI Bruno & Louis QUÉRÉ (eds) (2005), *La Croyance et l'enquête. Aux sources du pragmatisme*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 15). En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/11161>).
- KREPLAK Yael & Cécile LAVERGNE (2008), « Les pragmatiques à l'épreuve du pragmatisme. Esquisse d'un "air de famille" », *Tracés*, 15 (2), p. 127-145.
- LAUGIER Sandra (1992), *L'Anthropologie logique de Quine*, Paris, Vrin.
- LAUGIER Sandra (2004), *Une autre pensée politique américaine. La démocratie radicale, de R. W. Emerson à S. Cavell*, Paris, Michel Houdiard.
- LAUGIER Sandra (2005a), « L'importance de l'importance. Expérience, pragmatisme, transcendantalisme », *Multitudes*, 4 (23), p. 153-167. En ligne : [<https://www.cairn.info/revue-multitudes-2005-4-page-153.htm>].
- LAUGIER Sandra (2005b), « En quête de l'ordinaire. Emerson et la confiance en soi », in Bruno Karsenti & Louis Quéré (eds), *La Croyance et l'enquête. Aux sources du pragmatisme*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 15), p. 247-287. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/11233>).
- LAUGIER Sandra (2006), « Emerson, père fondateur refoulé ? », *Raisons politiques*, 4 (24), p. 9-31.
- LAUGIER Sandra (2009), *Les Sens de l'usage*, Paris, Vrin.
- LAUGIER Sandra (2010a), *Wittgenstein. Le mythe de l'inexpressivité*, Paris, Vrin.
- LAUGIER Sandra (ed.) (2010b), *La Voix et la vertu. Variétés du perfectionnisme moral*, Paris, Presses universitaires de France.
- LAUGIER Sandra (2012), *Tous vulnérables ? Le care, les animaux, l'environnement*, Paris, Payot.
- LAUGIER Sandra (2014), *Recommencer la philosophie. Stanley Cavell et la philosophie en Amérique*, 2^e édition, Paris, Vrin.
- LAUGIER Sandra (2018), « La démocratie comme enquête et comme forme de vie », *Multitudes*, 2 (71), p. 157-166.
- LAUGIER Sandra (2019), *Nos Vies en séries. Philosophie et morale d'une culture populaire*, Paris, Climats.
- LAUGIER Sandra, LOVELL Anne M., PANDOLFO Stefania & Veena DAS (2013), *Face aux désastres. Une conversation à quatre voix sur la folie, le care et les grandes détresses collectives*, Paris, Ithaque.
- MEDINA José (2009), *The Epistemology of Resistance : Gender and Racial Oppression, Epistemic Injustice and Resistant Imaginations*, New York, Oxford University Press.
- MOLINIER Pascale, LAUGIER Sandra & Patricia PAPERMAN (2009), *Qu'est-ce que le care ?*, Paris, Payot.

- MURDOCH Iris & Emmanuel HALAIS (2010), « Vision et choix en morale », in S. Laugier (ed.), *La Voix et la vertu. Variétés du perfectionnisme moral*, Paris, Presses universitaires de France, p. 63-88.
- NUSSBAUM Martha (1990/2010), *La Connaissance de l'amour*, Paris, Le Cerf.
- NUSSBAUM Martha (2006), « Flawed Crystals : James' The Golden Bowl and Literature as Moral Philosophy » ; « La littérature comme philosophie morale », trad. fr. J.Y. Mondon et S. Laugier, in S. Laugier (ed.), *Éthique, littérature, vie humaine*, Paris, Presses universitaires de France.
- OGIEN Albert (2007a), *Les Formes sociales de la pensée. La sociologie après Wittgenstein*, Paris, Armand Colin.
- OGIEN Albert (2007b), *Les Règles de la pratique sociologique*, Paris, Presses universitaires de France.
- OGIEN Albert (2011), « Créativité de l'objet, inventivité des données. L'imagination sociologique dans et pour l'enquête de terrain », in B. Olszewska, M. Barthélémy & S. Laugier (eds), *Les Données de l'enquête*, Paris, Presses universitaires de France, p. 109-123.
- OGIEN Albert (2012), « La perspective de l'ordinaire », in R. Keucheyan & G. Bronner (eds), *La Théorie sociale contemporaine*, Paris, Presses universitaires de France, p. 163-177.
- OGIEN Albert & Sandra LAUGIER (2010), *Pourquoi désobéir en démocratie ?*, Paris, La Découverte.
- OGIEN Albert & Sandra LAUGIER (2014), *Le Principe démocratie. Enquête sur les nouvelles formes du politique*, Paris, La Découverte.
- OGIEN Albert & Sandra LAUGIER (2017), *Antidémocratie*, Paris, La Découverte.
- PAPERMAN Patricia & Ruwen OGIEN (1995), *La Couleur des pensées. Sentiments, émotions, intentions*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 6). En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/10084>).
- PAPERMAN Patricia & Sandra LAUGIER (2006), *Le Souci des autres. Éthique et politique du care*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 16) (réédition 2011). En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/11599>).
- PETTIT Philip (2004), *Républicanisme*, Paris, Gallimard.
- PROCTOR Robert (2012/2014), *Golden Holocaust. La conspiration des industriels du tabac*, Paris, Les Équateurs.
- PUTNAM Hilary (1995), *Words & Life*, J. Conant (ed.), Cambridge, Harvard University Press.
- QUINE Willard Van Orman (1953), *From a Logical Point of View*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- QUINE Willard Van Orman (1969), « Epistemology Naturalized », in Id., *Ontological Relativity and Others Essays*, New York, Columbia University Press, p. 80-81.
- QUINE Willard Van Orman (1977), « L'épistémologie devenue naturelle », in Id., *Relativité de l'ontologie et autres essais*, Paris, Aubier-Montaigne, p. 83-105.

- RAWLS John (2000), *Justice et démocratie*, Paris, Points-Seuil.
- RORTY Richard (1994), *Objectivisme, relativisme et vérité*, Paris, Presses universitaires de France.
- SEN Amartya (1985), *Commodities and Capabilities*, Amsterdam, North-Holland.
- SHUSTERMAN Richard (1991/1992), *L'art à l'état vif. La pensée pragmatiste et l'esthétique populaire*, trad. fr. Ch. Noille, Paris, Éditions de Minuit.
- TASSIN Étienne (2012), *Le Maléfice de la vie à plusieurs. La politique est-elle vouée à l'échec ?*, Paris, Bayard.
- THOREAU Henry David (1854/1991), *Walden*, New York, Vintage Books, The Library of America.
- VALENSI Michel (2018), « L'édition comme expérience : La collection "Tiré à part" des Éditions de l'Éclat. Entretien avec Olivier Gaudin et Thibaud Trochu », *Pragmata*, n° 1, p. 372-389. En ligne : (https://revuepragmata.files.wordpress.com/2018/09/pragmata-2018-1_valensi.pdf).
- WARSHOW Robert (1962/2001), *The Immediate Experience : Movies, Comics, Theatre and Other Aspects of Popular Culture*, New York, Doubleday (rééd. Harvard University Press, 2001, postface de S. Cavell).
- WITTGENSTEIN Ludwig (1958/1996), *Le Cahier bleu et le cahier brun*, Paris, Gallimard.

NOTES

1 Pour cet amendement à la démarche de l'ethnométhodologie, voir Ogien (2011). On trouve de nombreux éléments sur la réception de l'ethnométhodologie en France dans l'ouvrage, issu d'un colloque de Cerisy qui a eu lieu en 1997, *L'Ethnométhodologie. Une sociologie radicale* (Fornel, Ogien & Quéré, 2001).

2 On peut se reporter au texte clef de Garfinkel et Sacks, « Les structures formelles des actions pratiques » (1967/2008).

3 C'est l'une des interrogations qui a conduit à ce que nous coorganisons en 2009, avec Daniel Cefaï et Laurent Perreau, le colloque de l'Université de Picardie Jules Verne à Amiens sur « Goffman et l'ordre de l'interaction » (Cefaï & Perreau (eds), 2012).

4 Voir le traitement que nous donnons à ce concept dans le collectif *Formes de vie*, coordonné avec Estelle Ferrarese, (2018) ; quant à la notion d'ordinaire, beaucoup a été publié, depuis Gautier & Laugier (2006), jusqu'à *Concepts de l'ordinaire* (Fasula & Laugier, 2021).

5 Cette seconde partie, beaucoup plus courte, résulte de questions de relance après que l'entretien était achevé et « bon à tirer ». Une partie des réponses a été intégrée au corps de l'entretien, une partie n'y trouvait pas sa place, mais nous les avons jugées suffisamment intéressantes pour ne pas en priver, avec l'assentiment de Carole, Sandra et Albert, les lecteurs de *Pragmata* (Daniel Cefaï).

TRADUCTIONS

***SOCIAL
SETTLEMENTS:***
**LE PRAGMATISME EN
ACTION**

POLITIQUE PRAGMATISTE ET SOCIAL SETTLEMENTS

DE NOUVEAUX PUBLICS
AUX ÉTATS-UNIS À L'ÈRE
PROGRESSISTE

DANIEL CEFAL

Pourquoi étudier encore les *social settlements*, ce type d'organisation civique qui paraît dépassé depuis près d'un siècle ? Après une description des activités proposées en matière de travail social, de droits des femmes et des enfants, d'accueil des migrants, d'éducation ou de santé, l'article livre quelques éléments d'analyse de ce mouvement social. Le lien des *settlements* avec le pragmatisme est examiné à travers les relations personnelles qui existaient à Chicago entre Dewey, Mead, Tufts ou Thomas et leurs familles et Jane Addams, Mary McDowell ou Graham Taylor – les fondateurs de Hull House, du University of Chicago Settlement ou du Chicago Commons. Mais les *settlements* sont surtout des lieux d'enquête, d'expérimentation et d'éducation progressiste. Ils se battent pour la liberté politique de migrants anarchistes. Ils contribuent à inventer de nouvelles formes de travail social et d'organisation communautaire, en rupture avec la charité et la philanthropie privées. Ils articulent une nouvelle rhétorique civique et politique et posent les fondements de certaines politiques sociales de l'État-Providence. Et tout en restant soucieux de « reconstruction sociale » de leurs quartiers d'implantation, ils sont partie prenante de réseaux d'organisations civiques à l'échelle nationale et internationale. Ce texte de présentation introduit à un certain nombre de traductions de Jane Addams, Mary K. Simkhovitch, George H. Mead et John et Evelyn Dewey.

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; JANE ADDAMS ; ÈRE PROGRESSISTE ; SOCIAL SETTLEMENTS ; TRAVAIL SOCIAL ; ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE.

Dans la nouvelle édition de *The Encyclopedia of Social Reform* (1908), les *social settlements* sont définis comme « des maisons dans les quartiers les plus pauvres de la ville où des femmes et des hommes éduqués vivent en contact personnel et quotidien avec les travailleurs » (Montgomery, 1908 : 1106)¹. Des personnes qui proviennent des classes supérieures, habitées par un idéal de justice sociale, désireuses de surmonter les barrières de statut et aspirant à sortir des murs de l'Université, viennent vivre en « résidence » au sein d'une population défavorisée pour tenter de résoudre, en pratique, avec leurs voisins, un certain nombre de problèmes. On l'a oublié, mais un véritable engouement s'était emparé des jeunes privilégiés, souvent passés par une éducation supérieure, des années 1890 à la Première Guerre mondiale, pour le projet de bâtir leur « foyer au milieu d'autres foyers » dans des quartiers populaires. Aller vivre dans un *settlement*, ou participer à ses activités, était une véritable « aventure » dans laquelle Jane Addams (1892-93), qui venait de créer Hull House, voyait « une nouvelle impulsion vers un vieil évangile » et Robert A. Woods (1893 : 57), qui venait de prendre en charge Andover House à Boston, décelait une « impulsion morale » analogue à celle des Croisades. Un certain nombre de fonctions étaient assignées aux *settlements* : celle d'éduquer les masses de migrants « entassés dans des quartiers congestionnés », inconscients de leurs droits les plus élémentaires en matière de droit du travail ; les aider à se battre contre le travail de nuit des enfants et des femmes ou pour la mise en place d'assurances accident, chômage ou maladie ; servir de médiation entre les leaders naturels de groupes en mal d'américanisation et les institutions publiques (Woods, 1899 : 79) et, donc, lancer un pont entre les élites des beaux quartiers et « l'autre moitié » (*The Other Half* : Riis, 1890) ; parfois aussi, « américaniser » les migrants au sens de réorienter leur loyauté vers leur nouveau pays, les aider à surmonter leurs différences linguistiques, culturelles et religieuses et leur permettre de prendre pied et de trouver place aux États-Unis (Daniels, 1920) ; ou encore restaurer dans les quartiers des métropoles quelque chose de « la vie saine de village, afin que les gens se connaissent et prennent soin les uns des autres » (Woods, 1893) ; parer aux déficiences les plus

criantes des institutions de santé ou d'éducation – en créant une médecine et une infirmerie communautaires et en opérant comme une « Université pour les oubliés (*overlooked*) » (Brooks, 1925 : 732); suivre les enfants depuis le berceau, leur créer un milieu de vie acceptable, les éloigner des gangs et les envoyer à l'école, éviter que leurs familles n'explosent ou qu'ils ne choisissent le chemin de la délinquance, et leur offrir de vraies chances de réussite sociale.



Chambre à coucher prise au flash, Tenement House NYC
(Robert W. DeForest & Lawrence Veiller, 1903, *The Tenement House Problem*,
New York, Macmillan, vol. 1, p. 437).



Trois gamins de rue, Lower East Side, NYC (légende initiale : « Street Arabs in the Area of Mulberry Street ») (Jacob Riis, 1890, *How The Other Half Lives : Studies Among the Tenements of New York*, New York, Charles Scribner's Sons).



Chambre garnie pour une famille de cinq enfants, Chicago (Sophonisba Breckinridge & Edith Abbott, 1910, « Chicago's Housing Problem : Families in Furnished Rooms », *American Journal of Sociology*, 16, 3, p. 302).

Mais, on l'oublie souvent, le *settlement* n'était pas seulement une œuvre d'assistance aux plus déshérités. Il avait aussi pour projet, aux yeux de plusieurs de ses promoteurs, de réaliser l'idée d'une « nation auto-gouvernée » (Woods, 1893 : 57-58), en tout cas à l'échelle locale, de former des communautés fortes, efficaces et autonomes, capables de s'auto-organiser et de s'auto-administrer. Première version du *community organizing*, le mouvement des *settlements* se voulait au cœur de la « reconstruction sociale » (Cefaï, 2020b) d'une République fondée sur l'égalité et sur le droit. Cette expression de « reconstruction sociale » émerge dans les discours de L. T. Hobhouse, Sidney Webb ou Charles Booth, en Angleterre, au début des années 1890, on la retrouve sous la plume de pionniers de la sociologie comme Albion Small ou Edward A. Ross, et elle finit par devenir un leitmotiv cristallisant les espoirs de réforme sociale de toute une génération, des chrétiens sociaux aux socialistes municipaux². Rapidement, le succès des *settlements* est tel que certains craignent d'y voir une mode passagère, pour gens de bonne famille, où se perde le projet de « service social », et, pire encore, une façon pour certaines élites de satisfaire une espèce d'exotisme social³. Woods (1899 : 67) se méfie de l'imagerie répandue à l'époque de « la fleur de la jeunesse du pays, enflammée par un nouveau sens de la chevalerie, établissant des avant-postes de civilisation parmi les hordes supposées barbares qui menacent la ville moderne ». Mais peut-on réduire ce mouvement social à l'engouement d'une partie des élites, tourmentés par leurs sentiments moraux ? Plus tard, la critique se fera plus mordante encore. On verra tour à tour dans les *settlements* une réaction de milieux protestants, provenant de petites villes, vivant la modernité urbaine et industrielle comme une menace pour leur statut, substituant au mieux l'Évangile par Darwin et endossant une idéologie scientiste et technocratique. Ou encore on les confondra avec ces associations qui formulaient leurs revendications progressistes sur fond de sectarisme, de nativisme et de racisme, obsédées par la restauration de l'ordre moral contre la boisson, la prostitution et la délinquance, et aspirant à restaurer une communauté organique – un idéal régressif, au déni des violences de la lutte de classes et des enjeux du capitalisme agressif du tournant du

siècle. Cette vue sera fixée, avec talent, par les enquêtes interprétatives de Richard Hofstadter sur la réforme sociale (*The Age of Reform*, 1955), ou par celles de C. W. Mills sur la sociologie des problèmes sociaux (Mills, 1943) et sur la pensée pragmatiste (*A Sociological Account of Pragmatism*, Ph. D. 1942/1964), qui ont forgé une bonne part des critiques que l'on continue d'adresser à ces expérimentations sociales. En sociologie, on en retrouve des échos dans l'analyse de la « politique de statut » que mène Joseph Gusfield dans *Symbolic Crusade* (1963), à propos de la ligue antialcoolique, la Woman's Christian Temperance Union, analyse qui, sous certains aspects, serait applicable à la population de certains *settlements*. William F. Whyte (1941) et Herbert Gans (1964) ont formulé, eux aussi, des critiques sociales, fondées sur une connaissance de première main des *settlements* des années 1940 et 1960. La New Left a enfin alourdi la charge avec le portrait de « l'invention de la délinquance », brossé par Anthony Platt dans *The Child Savers* (1969), publié en pleine période de contestation des années 1960, d'incubation d'une « sociologie insurgée » et d'une « criminologie radicale ». Dans les *settlements*, les femmes et les filles de la classe dominante, débordantes de bons sentiments, réparent les dégâts et soulagent les maux causés par leurs pères et maris ! La main gauche exploite et réprime, la main droite cajole et soigne – ce que restitue assez bien l'expression *Charities & Corrections* née sous l'ère victorienne.

Pourquoi revenir, alors, sur cette forme d'organisation civique, dont tout le monde s'accorde pour dire qu'elle est historiquement dépassée depuis un siècle ? De quoi s'agissait-il précisément ? Quelle a été sa portée ? De quelle façon le pragmatisme a-t-il infusé dans les *settlements*, et au-delà dans le mouvement progressiste ? Et comment celui-ci a-t-il, en retour, nourri les visions du civisme et de la politique que nous percevons aujourd'hui comme étant celle des « pragmatistes » ? Par quels processus les coordonnées du Social Gospel se sont-elles sécularisées et transformées, et la croyance dans les pouvoirs de la discussion, de l'enquête et de l'expérimentation s'est-elle diffusée et généralisée pour une bonne partie de ces activistes (Fischer, 2013b) ?

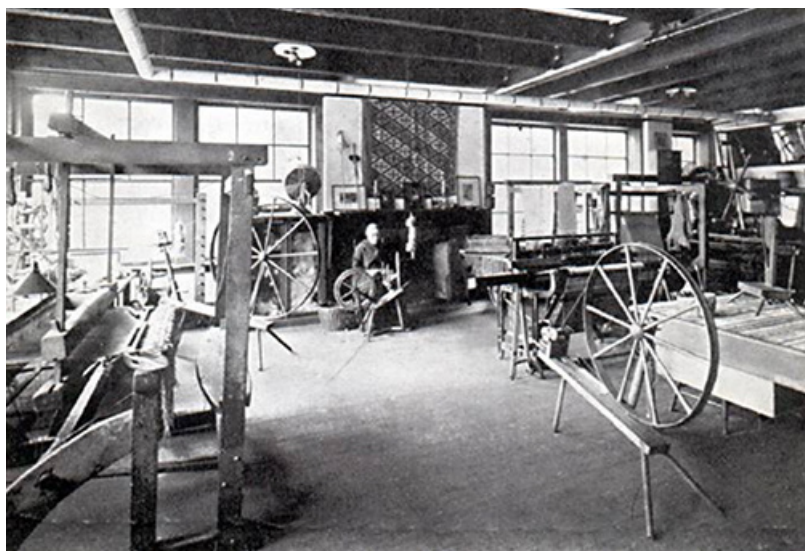
De quelles façons la politique du pragmatisme – celle de Dewey et Mead, mais aussi celle d'Addams ou de Follett – est-elle débitrice, au moins des années 1890 à la Grande Guerre, de l'expérience des *settlements*? On peut, sans trop de risque, voir en ceux-ci une forme prototypique de l'organisation communautaire et du travail social qui se professionnaliseront après la Grande Guerre. On peut aussi retracer les actions des *settlements* en matière de loisir, de santé et d'éducation : on y compte ainsi, en 1911, dans les 413 *settlements* recensés, approximativement 90 stations de distribution de lait, 210 cours de cuisine, 310 de couture et 70 de broderie, une vingtaine de camps d'été et plus de 200 centres aérés (*Fresh Air agencies*) organisant pique-niques ou excursions, plus d'une centaine de gymnases et près de 250 cours de gymnastique, 110 cours de danse, 40 menuiseries et environ 25 imprimeries, divers ateliers de ferronnerie, de chapellerie ou de vannerie, une centaine de salles de lecture et 340 bibliothèques (de livres ou d'images), souvent des annexes (*branches*) du système de bibliothèques publiques de la ville, des chorales et des cours de musique, sans compter des bureaux d'aide légale, des salles des fêtes et des salles de billard, des terrains de jeux, des caisses d'épargne (*penny provident banks*), des cours du soir et de soutien scolaire, ou des clubs pour garçons et filles de tous âges.



Acteurs du théâtre de Hull-House dans une pièce irlandaise non identifiée (The Jane Addams Memorial Collection. University of Illinois, Chicago).



Lewis W. Hine, Classe de tricot au Henry Street Settlement (Mai 1910, Library of Congress, Domaine public: LC-DIG-ncllc-04574).



Musée du travail de Hull House (Labor Museum) (Hull House Year-Book 1916).



Équipe de basket féminine de Hull House, 1909 (Jane Addams Papers Project : <https://janeaddams.ramapo.edu/2019/12/womens-hoops-at-hull-house/>).

Les *settlements* ont la charge, avec d'autres groupes d'activistes, de « reconstruire » certaines institutions (comme les œuvres charitables – les *Charities*), « d'élargir leur fonction et de faire progresser leur idéal », nous dit Addams (1902 : 78), ou, en leur absence, de créer des alternatives de toutes pièces. Ils sont le fer de lance des agences qui assurent la médiation avec les migrants, inventent de nouvelles formes de pédagogie, traduisent en actes les droits des enfants et des femmes, accompagnent la naissance d'un droit au loisir et revendiquent le droit de vote féminin. Ils expérimentent et développent des dispositifs sociaux et sanitaires, souvent repris, amplifiés, professionnalisés et normalisés par les pouvoirs publics. Ils obtiennent de véritables succès en matière de droit des entreprises, droit du travail, droit de la consommation, droit électoral, droit des enfants et des adolescents et contribuent à semer les graines des futurs mouvements en faveur des droits civiques et des libertés publiques. Les *settlements* sont les opérateurs d'une nouvelle solidarité sociale, en passe de se substituer à la charité privée. Cette solidarité s'inscrit dans le registre du droit et se fonde sur un compromis entre justice

sociale, propriété commune et liberté individuelle⁴. Les *settlements* sont partie prenante d'une dynamique collective, hétéroclite, mais en même temps fortement articulée autour d'objectifs communs et de perspectives communes, qui va tenter de rompre avec les conséquences néfastes du « laisser-faire laisser-aller », et les thématiser comme des problèmes publics auxquels donner une réponse. Ce faisant, ils vont poser quelques bases de l'État-Providence qui se mettra petit à petit en place et trouvera sa pleine expression sous le New Deal.

Mais, au tournant du siècle, ce sens de la solidarité sociale cherche encore à se nommer. Il se dit dans les catégories du « social » ou du « commun », mais il se perçoit aussi dans les relations ordinaires entre personnes sous la figure de la fraternité ou de l'amitié, de la loyauté ou de l'hospitalité, autant de catégories que l'on retrouve au fondement d'une « éthique sociale »⁵. Il trouve à s'exprimer dans des actions qui visent les lois et les institutions au niveau municipal, étatique et fédéral, mais il continue de prendre pour référent le voisinage (*neighborhood*) comme lieu et milieu de la vie communautaire. Les *settlements* ont cette caractéristique de mener des politiques d'envergure, qui vont avoir des conséquences à grande échelle et dans le long terme, et de développer de plus en plus dans le temps des standards d'efficacité et de rationalité dans leurs activités : travail social et organisation communautaire vont se professionnaliser et s'institutionnaliser. Mais, en parallèle, les *settlements* continuent de privilégier le travail de proximité dans leurs quartiers d'implantation et persistent à défendre une conception du service social qui ne soit ni celle de la charité privée, portée par les missions religieuses, ni celle de la « charité abstraite », développée par les organisations caritatives. Après 1918, cependant, une bonne partie de leurs innovations auront été reprises par des communautés professionnelles ou seront inscrites dans des institutions publiques : les *settlements* tendront à devenir des agences de loisir, de travail social et d'éducation populaire, et oublieront petit à petit leurs idéaux réformateurs (Trolander, 1987). Nombre de leurs activistes vont devenir des fonctionnaires, des experts ou des lobbyistes, et continuer leur service social tout en se pliant à de

nouveaux standards venus d'en haut – la distribution de budgets par des agences fédérales et par des caisses communautaires étant assortie de l'imposition de contraintes réglementaires. On laissera ouverte la question de savoir si le projet civique et politique, ancré dans un sens de la proximité (*neighborliness*), investi dans les relations et les affiliations au quartier, est délaissé en raison du peu de succès de la bataille pour un « bon voisinage »⁶, ou au contraire s'il s'est éteint parce qu'il a trop bien réussi à se fixer dans des formes institutionnelles ; ou encore si les transformations du capitalisme contemporain, des conflits sociaux et des politiques publiques l'ont rendu caduc dans sa première formule. Il en restera, outre la redéfinition de la notion de « service social » et le déploiement du projet d'« organisation communautaire », une nouvelle architecture de la société civile et de ses transactions avec les pouvoirs publics. John Dewey et James H. Tufts ont été de bons sismographes de ces séismes sociaux dans leur chapitre « Civil Society and Political State » de l'*Éthique* (1908 : chap. XXI). Ils y énoncent un « critère moral de l'activité politique » (*ibid.* : 482-483) auquel Addams, Woods ou Wald auraient sans doute souscrit : « Le critère moral qui permet de juger [ou de tester : *to try*] les institutions sociales et les mesures politiques peut se résumer comme suit : il s'agit de savoir si une coutume ou une loi donnée libère les capacités individuelles de manière à les rendre disponibles pour le développement du bonheur général ou du bien commun. Cette formule énonce le critère en mettant l'accent du côté de l'individu. Du point de vue de la vie associée, on peut l'énoncer dans ces termes : le test (*test*) est de savoir si l'organisation et l'ordre publics, généraux, sont organisés de manière à égaliser les chances (*equalize opportunity*) pour tous. » (*Ibid.*). On peut s'interroger sur cette coïncidence présumée entre réalisation de l'intérêt public et épanouissement de la personne privée, et se demander si réformisme et pragmatisme ne sous-estimaient pas les contradictions et les paradoxes qui grèvent les passages de l'un à l'autre processus. Ce point serait ici trop long à traiter. Ce que l'on retiendra, c'est la congruence de l'action de nombreux *settlements* avec l'interrogation de Dewey et Tufts sur le lien entre moral, légal et politique, et avec leur diagnostic du développement de nouveaux

standards sociaux, droits civils et obligations économiques. L'action des *settlements* inventera de nouvelles grammaires de la responsabilité, du droit et du tort (qui auront des traductions institutionnelles et juridiques) et des conceptions du pluralisme culturel, de la justice sociale et de l'État Providence. Et, sans surestimer la portée des idées dans le déploiement de ces processus sociaux, le pragmatisme (en particulier celui de Jane Addams) est la philosophie (dans les domaines de la connaissance, de la morale et de la politique) qui a le mieux incarné cette petite révolution de l'ère progressiste.

UN PREMIER APERÇU PAR JULIA LATHROP

Voyons ce qu'en dit Julia Lathrop, l'une des pionnières de cette histoire, longtemps résidente de Hull House, si proche de Jane Addams que celle-ci lui consacrera un livre, *My Friend, Julia Lathrop* (1935).

En 1896, Lathrop n'est encore qu'une des résidentes permanentes de Hull House. Elle vient de publier sa contribution aux *Hull House Maps and Papers* (1895) sur « The Cook County Charities ». Elle a pendant des années, à la demande du gouverneur Altgeld, enquêté pour le compte de l'Illinois Board of Charities sur les institutions caritatives du comté de Cook : le County, le vieil hôpital sur-congestionné, où les élus politiques avaient encore, par un système de patronage, le pouvoir de nommer leurs protégés aux postes de médecins et personnels soignants, sans égard pour leurs compétences ; Dunning, l'asile psychiatrique, lié à un hospice d'indigents (décrit en 1889 par le juge Prendergast comme « une tombe pour les vivants ») ; et la Chicago House of Corrections, la prison du comté (avant la construction en 1928 de la Cook County Jail), laquelle prison comprenait une clinique psychiatrique où se mêlaient fous, handicapés, vieillards et misérables. Lathrop conclut son enquête par une profession de foi qui vaudrait pour les réformateurs de l'époque, en particulier pour les résidents des *settlements*, et dont l'écho s'est fait entendre chez les pragmatistes : « Il n'y a pas de mauvaise administration qui soit suffisamment forte pour perdurer, une fois portée à l'attention et à

la connaissance du public » (1895 : 161). Dans la foulée, Julia Lathrop, Jane Addams et Lucy L. Flower ont fait voter le projet d'un nouveau tribunal pour mineurs par l'Assemblée de l'Illinois, grâce au financement de Mrs Dummer et Mrs Bowen, avec le soutien d'un groupe de femmes des clubs civiques de la ville et des avocats de l'association du barreau de Chicago (Chicago Bar Association). Leur action donnait naissance au fameux tribunal pour mineurs (Juvenile Court) de Chicago (Jeter, 1922), situé à deux pas de Hull House. Elle instituait, en parallèle, une prison séparée pour les mineurs, où le travail et l'étude devenaient des facteurs de rééducation des enfants et des adolescents ; et bientôt l'Institut de psychopathologie pour enfants et adolescents (Juvenile Psychopathic Institute), où William Healy (1915) délivrerait des diagnostics sur leur compte, en croisant histoires de vie et milieux de vie, et qui abriterait une bonne part des enquêtes sur la délinquance de la sociologie de Chicago. On ne répétera jamais assez combien la réforme sociale, le service social et la science sociale étaient étroitement intriqués l'un en l'autre⁷ (Lengermann & Niebrugge-Brantely, 2002 ; Recchiuti, 2007 ; Williams & MacLean, 2015). Notre perception de leur différence résulte d'un processus de spécialisation, d'autonomisation et de professionnalisation, qui a connu un tournant juste après la Grande Guerre⁸.

Ces actions de réforme sociale comptent parmi les finalités principales de ce « mouvement lâche et inorganisé, sans centre ni tête », d'une diversité telle qu'il y a « peu en commun entre certains des *settlements*, sinon le nom et le fait de la résidence » (Lathrop, 1896). Les *settlements* partagent néanmoins une capacité à mener des enquêtes, à produire des faits, à aider à formuler des problèmes et à attirer sur eux la lumière de la publicité. Ils ont la foi en une « éthique sociale » de la solidarité et de l'entraide et en une éthique publique du pilotage de la réforme sociale par des politiques et des institutions intelligentes – qu'ils veulent instaurer à la place du « laisser-faire de la vieille économie politique » et à la place des méfaits du clientélisme et de la corruption politiques. L'enquête en vue de faire émerger, d'éclairer et d'éduquer le public, d'identifier les problèmes sociaux et de leur

donner une solution collective, est au cœur de leur entreprise. Dans son texte « What the Settlement Work Stands For » (1896), Lathrop dessine encore le programme des *settlements* et énonce les grands axes de leur action : une morale de l'intervention pour contrer les maux de la révolution industrielle, mais aussi pour explorer les possibilités offertes par de nouvelles formes d'interdépendance sociale ; une pratique de la « double hospitalité » qui rend possible la « connaissance personnelle » entre voisins de milieux différents et tisse de nouveaux liens sociaux par-delà les nationalités, les races et les classes ; le lancement d'enquêtes sociales, qui développent des techniques d'observation directe et d'analyse statistique, afin d'« acquérir une connaissance un peu plus précise des conditions sociales » ; l'invention de nouveaux types de services publics et d'institutions publiques qui répondent à de nouveaux besoins et qui articulent un nouvel environnement d'entraide sociale, de pédagogie et de loisir ; la mise en place de nouvelles formes de « coopération avec les autorités publiques » afin de résoudre les problèmes de l'urbanisation – hygiène publique, eau et gaz, tout à l'égout, inspection sanitaire, parcs publics et embellissement de la ville.

Et puis Lathrop interprète cette petite révolution qui agite les États-Unis en la rapportant à l'émergence de nouveaux idéaux. « Au moment de la Révolution américaine, il y avait des hommes qui avaient un idéal clair et beau de la démocratie sociale, et il ne fait aucun doute que, dans les conditions plus simples de ce temps-là, elle semblait être assurée par la liberté personnelle et politique qu'ils avaient acquise. » (*Ibid.*). « Ce fut un temps de patriotisme et de sacrifice pour gagner l'Indépendance, un moment de bataille pour de grandes causes : la liberté de la presse et la liberté de religion, le jury populaire et l'assemblée municipale, comme instances de pouvoir indépendantes. » (*Ibid.*). Mais ce qui sonnait héroïque du temps du *Federalist* est devenu, par la force des choses, « du baratin à deux sous, totalement vain » (*idlest and cheapest of clap-trap*). Si l'indépendance nationale et la liberté politique étaient au cœur des revendications de la fin du XVIII^e siècle, à la fin du XIX^e siècle ce sont désormais les

problèmes économiques, industriels et urbains qui l'emportent. Ce dont les contemporains prennent conscience, c'est qu'une nouvelle phase s'est ouverte après la Guerre de Sécession, qui n'a fait que s'accélérer par la suite – une époque qualifiée dans les livres d'histoire de *Gilded Age* (Âge d'or). « La complexité de la vie qui a transformé chaque ménage de producteur autarcique en acheteur, [qui nous a enserrés dans] toutes sortes d'échanges ramifiés, qui nous sont si familiers, mais qui leur [aux anciens] étaient absolument inconnus, n'appelle-t-elle pas un réajustement, une nouvelle compréhension de notre interdépendance sociale ? Notre morale ne serait-elle pas être trop étriquée pour nos relations ? » (*Ibid.*). Suit un diagnostic sur la *Bigness*, représentatif de l'expérience des années 1890, quand tout semble devenir énorme et hors de portée. Comme William James l'écrivait peu de temps après dans une lettre à Mrs Whitman (7 juin 1899) : « Pour ce qui me concerne, ma religion est faite (*my bed is made*) : je suis contre le gros (*bigness*) et le grand (*greatness*) sous toutes leurs formes ! »⁹.

Lathrop, tout comme Jane Addams, Florence Kelley, Mary McDowell ou Lillian Wald auraient pu contresigner le diagnostic de *Bigness*, mais elles ne se seraient pas contentées de cette sorte de détestation esthétique et morale qui était celle de James (Livingston, 2016). Sans doute, groupes d'intérêt et forces physiques donnent naissance à de gigantesques combinaisons d'argent et d'hommes, qui concentrent toujours plus de pouvoir sur leurs semblables. Ces grandes combinaisons semblent s'équilibrer dans des rapports de force, de façon analogue à la « paix armée qui existe entre les puissances européennes », et menacent « le sens éthique de la civilisation » (Lathrop, 1896 : *ibid.*). Comment faire pour forger dans ces conditions une nouvelle nation américaine ? Comment affronter les nouveaux enjeux engendrés par le développement d'un capitalisme sauvage, et, sans renoncer à la liberté politique, restaurer droit et justice ? Comment créer un nouveau régime politique, qui, à la fois, hérite de la matrice républicaine de la révolution de 1776 et institue une forme de « démocratie sociale » ? Les femmes de Hull House ou des *settlements* ont choisi un mode d'action rapproché, centrée sur le quartier,

guidée par une vision familiale ou amicale du lien social – une vision de la citoyenneté qui pourrait se remettre à nous parler, aujourd’hui, où la relocalisation de l’économie et de la politique, à proximité, séduit à nouveau. En même temps, ces femmes ont été aux avant-postes de la lutte nationale et internationale contre l’esclavage et pour le suffrage, elles ont créé d’énormes réseaux civiques qui ont refaçonné la société américaine et elles ont participé au développement des politiques sociales, d’éducation et de santé, de l’échelon du gouvernement municipal à celui de l’État fédéral. Elles ont travaillé comme des fourmis à l’échelle microsociale sans jamais négliger les enjeux institutionnels, législatifs et politiques, pour certains d’envergure nationale et internationale. C’est ainsi que Lathrop, qui avait commencé au début des années 1890 par diriger le Plato Club, club philosophique de Hull House, par faire bénévolement du porte-à-porte dans le Near West Side pour documenter les besoins des familles alentour et par contribuer à la création du tribunal pour mineurs, sera chargée par le président William Howard Taft, en 1912, de mettre en place le Bureau de l’Enfance (Children’s Bureau), qu’elle dirigera jusqu’en 1921.



Children's Bureau 1918-19, Année de l'enfant : « La santé de l'enfant fait la puissance de la nation » (Library of Congress Prints and Photographs, ID cph 3g09867).

Elle sera au centre de la dynamique d’institutionnalisation par le gouvernement fédéral des combats des femmes progressistes pour les droits des enfants, contre leur travail et pour leur scolarité obligatoire. Sous sa direction, le Children’s Bureau engagera la bataille

contre la mortalité infantile et fera voter en 1921 le Sheppard-Towner Act, un moment fort de la création d'une politique de la maternité et de l'enfance, entre la Conférence de la Maison Blanche de 1909 (sur les standards du bien-être de l'enfant) et le Social Security Act du New Deal en 1935 (incluant le bien-être des mères et ciblant les enfants dépendants et handicapés). Les femmes des *settlements* ont été des actrices de premier plan de cette histoire.

UN MOUVEMENT SOCIAL : DE TOYNBEE HALL AUX ÉTATS-UNIS

Où naît cette « impulsion » à s'établir dans des milieux défavorisés avec des visées de réforme (Shapiro, 1978) ? Le mouvement des *settlements* peut être vu comme un mouvement social, qui participait du mouvement progressiste, dont on fixe souvent les bornes entre 1890 et la Grande Guerre¹⁰. Ce n'était pas un mouvement unifié et on croise dans les archives des conceptions multiples, et parfois contradictoires, de la communauté, du conflit et du pluralisme, de la religion, du droit, de la représentation et du gouvernement. Sans doute les *settlements* se rejoignaient-ils sur certains grands thèmes : la restitution du pouvoir au peuple, en tout cas la participation des citoyens, des travailleurs et des consommateurs aux affaires publiques ; la critique des intérêts particuliers des trusts économiques et des machines politiques qui étaient, au début du siècle, les deux bêtes noires des activistes ; le souci de bâtir des environnements de lois et d'institutions qui concrétisent de nouveaux droits et obligations et refondent l'ordre moral ; les appels à la sympathie, à l'esprit de famille, au bon voisinage, à la camaraderie ou à l'amitié en contrepoint des préoccupations de justice sociale (Simkhovitch, 1902).

Cette entreprise s'inscrivait, à l'époque, dans le prolongement d'une histoire commencée en Angleterre avec la création, en 1854, par F. D. Maurice, du Working Men's College, l'ancêtre des Universités populaires, où des étudiants de Cambridge allaient donner des cours. Cette histoire se poursuit avec l'idée de colonie dans les quartiers

déshérités de Londres que développent des réformateurs, chrétiens et socialistes, nommés Thomas Carlyle, Charles Kingsley ou John Ruskin, lecteurs de Woodsworth et de Dickens autant que de Bentham et Mill. Elle se réalise pour la première fois en 1867 avec l'installation d'Edward Denison, fils d'un évêque et neveu d'un parlementaire, dans le district de Stepney – il meurt trois ans plus tard. Elle prend un nouveau tour quand de 1875 à sa mort, en 1883, le jeune Arnold Toynbee passe l'été dans le quartier de Whitechapel, l'un des plus « dégradés » de Londres, auprès de Samuel et Henrietta Barnett, installés depuis 1872 à St Jude's (Barnett & Barnett, 1897/1909 : 239). En juillet 1884, le premier *settlement* est créé et prend le nom de Toynbee Hall. La visée est celle d'un « socialisme praticable » (Barnett & Barnett, 1888), qui projette des postes avancés de culture, d'éducation et de loisir parmi les plus déshérités, qui crée des centres communautaires, sous le leadership d'un résident principal (*head resident*), et dont les membres, en vivant au milieu des gens, apprennent avec eux à identifier leurs problèmes et les aident à les résoudre. Toynbee Hall, à sa fondation, est encore très pris dans une vision religieuse. Dans la conférence donnée à St John's College, qui lui donne naissance, Barnett écrit : « Il y a donc pour le résident de l'University Settlement un idéal qui vaut le sacrifice. Il ne se tourne pas vers une église qui tire sa force de l'esprit de parti, ni vers une communauté qui s'auto-attribue sa propre respectabilité. Il cherche plutôt une communauté [...] où il n'y a plus de faim et de misère, parce qu'il n'y a plus d'ignorance et de péché – une communauté dans laquelle les pauvres ont tout ce qui donne de la valeur à la richesse, dans laquelle la beauté, la connaissance et la justice sont nationalisées. » (*Ibid.* : 108). Cette déclaration, au parfum de christianisme social, va de pair avec des visées civiques. Henrietta Barnett décrira Toynbee Hall, rétrospectivement, comme un « centre d'effort social », irréductible à une agence philanthropique, une institution charitable ou une mission religieuse, un club socialiste ou une université polytechnique. Elle en fera un lieu où « catholiques, religieux, juifs, contestataires, agnostiques » travaillent à la réalisation de leur « devoir civique » (1897/1909 : 263) – le « test de succès » étant « l'atténuation de la suspicion de classe » et le développement

du « gouvernement local » (*ibid.* : 265 sq.). Quelques-uns des ingrédients qui feront les *settlements* nord-américains sont déjà là.

Colonie résidentielle dans l'East End, Toynbee Hall devient l'un des hauts lieux du mouvement réformiste britannique et un lieu de rencontre et de passage de réformateurs du monde entier. Il héberge des étudiants d'Oxford et de Cambridge. Il accueille des programmes de conférences et de cours. Il fonctionne comme un nœud de réseau institutionnel de toutes sortes de sociétés éthiques et organisations philanthropiques – on parlerait aujourd'hui d'une couveuse de projets associatifs. L'un des plus notables est la recherche collective de Charles Booth et de l'équipe de *Life and Labour* (1899 et 1902-03) – dont Beatrice Potter, Stephen Fox, Henry Llewellyn-Smith, Ernest Aves – qui deviendra un modèle pour les enquêtes sociales (*social surveys*) à venir. Ils s'installent à Toynbee Hall et s'en servent comme de leur quartier général, base d'où partent et où reviennent les enquêteurs et où ils élaborent leurs descriptions et leurs analyses. Ils rendent ainsi compte des conditions de vie des ouvriers au moyen de cartes et de tableaux statistiques, mais aussi de budgets par lesquels Booth liste les dépenses et les revenus des familles ouvrières, ou d'ethnographies comme celle de l'atelier de confection où Potter se fait employer (Webb, 1926). Les institutions sociales de leurs quartiers, écoles et églises, clubs et coopératives, sont décrites en détail. En retour, une liste détaillée des activités de Toynbee Hall et Oxford House – l'autre grand *settlement*, créé en 1884 et situé dans un autre quartier populaire, Bethnal Green – nous est aujourd'hui accessible parce qu'elle est recensée dans *Life and Labour* (Booth, 1889 : 122-124)¹¹. Et c'est là, à Toynbee Hall et à Oxford House, qu'est exposée pour la première fois la carte de l'East End de Londres (Topalov, 2004 : 131). On peut imaginer que l'activisme idéaliste de T. H. Green et l'utilitarisme d'Alfred Sidgwick y nourrissaient une sorte d'esprit commun. Les *Fabian Essays in Socialism* rassemblés par George Bernard Shaw (1889) y ont été abondamment discutés. Leonard B. Hobhouse, tenant d'un socialisme libéral et premier détenteur, avec Westermarck, de la chaire de sociologie de l'Université de Londres en 1907, y a fait

ses premières classes (Kloppenber, 1986 : 305). On retrouve Samuel et Henrietta Barnett dans un autre projet, crucial dans l'histoire de l'urbanisme. Ils créent le Hampstead Garden Suburb Trust Ltd et embauchent Raymond Unwin, pour concevoir une cité-jardin, à faible densité – l'antidote de la congestion –, avec de larges voies bordées d'arbres, des haies au lieu des murs entre les maisons, des parcs publics accessibles à tous et une population qui mêle différentes classes sociales. La réalisation d'une utopie urbaine, marquée par la visée de *self-government*, qui soit l'antithèse de la ville surpeuplée et insalubre, s'inspirait de Letchworth Garden City, conçue par Ebenezer Howard (1898/1902) et bâtie à partir de 1903. Le « socialisme praticable » allait de pair avec un effort de « reconstruction sociale » de nouveaux quartiers, qui devait avoir pour conséquence la « reconstruction sociale » de la personnalité de ses habitants – la formation de nouveaux citoyens-citoyens.

Ce mouvement d'établissement dans des quartiers déshérités en Angleterre fait école aux États-Unis, où il est entré dans le répertoire d'action du mouvement progressiste¹², au point de constituer lui-même un véritable mouvement social. On utilisera le terme générique de *settlements*, qui recouvre des *social settlements*, mais aussi des *Church, College, et University Settlements*. Le premier connu a été créé par Charles B. Stover et par Stanton Coit, qui venait de passer trois mois à Toynbee Hall. Ils ouvrent la Neighborhood Guild en 1886 dans le Lower East Side (Orchard Street, puis 184 Elridge Street) de Manhattan – qui sera rebaptisée University Settlement par la suite. La catégorie de « guilde » était une référence directe au socialisme des guildes, un courant puissant parmi les Fabiens. Celui-ci pouvait, en Angleterre, s'inspirer du désir de restauration des corporations médiévales (Penty, 1906), à la façon de la Guilde de Saint George de John Ruskin (1871, qui écrit les lettres de *Fors Clavigera* pour recruter des compagnons)¹³, autant que d'un communisme libertaire à la William Morris (par ailleurs pionnier des Arts & Crafts), sinon d'un anarchisme coopérativiste (Kropotkine, 1906 : chap. V et VI, « L'entraide dans la cité du Moyen-Âge »). Transférée aux États-Unis, la catégorie de

« guildes » impliquait un attachement à la liberté individuelle, à l'encontre du socialisme autoritaire, un pari pour l'organisation communautaire et le *self-government*, une valorisation de la démocratie industrielle autant que de la démocratie politique, l'affirmation du primat du bien commun sur le profit privé, dans une « démocratie éthique » (Coit *et al.*, 1900). La guilde menait autant une critique de l'inefficacité et de la corruption en politique, virant parfois à des déclarations de méfiance pour le parlementarisme, qu'elle luttait contre l'asservissement et la standardisation du travail industriel¹⁴. Pour Coit (1892 : 7), très marqué par le transcendantalisme d'Emerson, et créateur par ailleurs avec Felix Adler de la Société pour une culture éthique (Society for Ethical Culture) de New York en 1877¹⁵, il s'agissait de multiplier des « clubs » à l'échelle de la rue et du quartier, qui prennent en charge « toutes les réformes – domestique, industrielle, en matière de prévoyance, d'éducation ou de loisir – que réclame l'idéal social ». Ces guildes devaient entretenir une relation de coopération avec les autres agences d'assistance sociale – selon le précepte du Général Booth, le fondateur en 1865 de l'Armée du Salut. Le premier à porter le nom de *settlement* est le College Settlement sur Rivington Street, fondé en 1889 dans le Lower East Side (Woods & Kennedy, 1911 : 193-195), où, dans les années 1890, Eleanor Roosevelt enseignait aux enfants à danser, une expérience qui aurait sensibilisé Franklin D. Roosevelt à la pauvreté et à ses méfaits.

Des dizaines de ces centres vont alors pousser aux États-Unis, en particulier dans l'État de New York, en Nouvelle-Angleterre et dans le Midwest. Une liste extensive en a été établie par Woods et Kennedy, dans un guide, le *Handbook of Settlements* (1911), qui en détaille l'année de fondation, l'objectif déclaré, les activités engagées, le quartier d'implantation et le statut des résidents¹⁶. Le corpus de littérature les concernant ne va cesser de croître, regroupant des bilans, des témoignages et des biographies d'organisations, plus ou moins réflexifs, un matériau historique qui sera exploré moyennant diverses hypothèses, qu'elles soient partisans, apologétiques ou critiques. Pour donner une idée de la diversité des *settlements* états-uniens, on peut prendre

l'exemple de Boston. Robert Woods avait séjourné six mois à Toynbee Hall, en 1890, peu après le passage d'Addams et Ellen Gates Starr. De retour à Boston, il s'était vu confier par William J. Tucker, professeur à l'Andover Theological Seminary, la direction du *settlement* Andover House, établi en octobre 1891 – qui deviendra en 1895 la South End House. Il décrit en 1898, dans le chapitre « Social Recovery » de *City Wilderness*, la multitude d'agences sociales, caritatives ou philanthropiques, qui émergent pour les pauvres, les orphelins, les infirmes, les sans-abri, les alcooliques, les prostituées... et la multitude de *settlements* en train de germer à Boston : deux *college settlements*, South End House pour les hommes, Denison House (1893) pour les femmes, puis les Dorothea Dix House, Lincoln House, Hale House, St. Stephen's House, Marenholz House... Ces maisons sont d'une grande variété, même si on les présente souvent comme ancrées dans des quartiers misérables, des *slums*, remplissant une « fonction d'interprétation » (Woods *et al.*, 1898 : 166 ; Mead, 1908/2021 et 1910/2021 ; Addams, 1910a : 167) de l'Amérique pour les immigrants et des immigrants pour les Américains. St Stephen's est liée à une paroisse catholique ; Hale, créée par le Club Tolstoï, est majoritairement juive ; elle est la seule maison mixte, les autres sont exclusivement masculines ou féminines. Toutes les femmes de Dorothea Dix travaillent à l'extérieur, dans des métiers d'aide aux enfants. Denison est située dans le South Cove, quartier plutôt prospère, et propose des salles pour des « rassemblements sociaux » – fêtes entre amis, club de professeurs, troupe de théâtre. La South End House s'est établie dans un quartier pauvre, où elle est associée à la Marenholz House qui s'occupe d'enfants en bas âge. Si Denison et South End touchent environ 300 personnes dans leurs quartiers respectifs, Lincoln a le double d'adhérents réguliers, et, sur l'ensemble de Boston, en 1898, Woods estime qu'environ 7 % de la population de la ville a affaire aux *social settlements*. Il insiste sur le brassage de personnes et d'idées que favorisent les rencontres, par exemple dans les discussions à Denison House sur des questions sociales entre employeurs, syndicalistes et étudiants ou, à Lincoln House, lors de la participation d'environ 200 jeunes gens à des réflexions sur les abus de la machine politique (Woods *et al.*, 1898 :

275). Et South End House développe un spectre impressionnant d'activités : outre les habituelles listes de cours et conférences et le parc de logements de location, essentiellement pour célibataires, elle a un fort département d'enquêtes sociales et urbaines ; elle agit pour améliorer logements, éducation, loisirs et santé à l'échelle du quartier en travaillant avec les différents corps de métiers concernés ; elle est un pôle d'initiative locale et lance différentes associations de quartier au cours du temps, dont la South End Improvement Association (1908, 700 cotisations) ; elle nourrit des liens étroits avec les syndicats masculins et féminins, jouant un rôle central dans le comité de secours de Central Labor Union pendant la crise de 1893-94, ou servant de poste de distribution de charbon pendant la grève des mineurs de 1902 ; elle est impliquée en politique au sein de la Municipal Bath Commission et de la Public Franchise League (destinée à municipaliser les tramways) ; elle est active dans la lutte contre la « dipsomanie » (alcoolisme) ou dans les campagnes contre la tuberculose, en lien avec le Dispensaire de Boston ; elle entretient une école d'été et plusieurs centres de loisirs et colonies de vacances à la campagne ; et elle propose toutes sortes de services, dont des concerts et des expositions d'art... La fin en vue de South End House est la « reconstruction sociale » du quartier (Woods, 1914/2020 ; Cefai, 2020b).

John Daniels, longtemps *fellow* de la même South End House de Boston, donne le chiffre de 225 agences adhérentes à la Fédération nationale des *settlements* dans *America Via the Neighborhood* (1920 : 157), mais estime qu'en prenant en compte toutes sortes d'organisations qui accomplissent le même type de travail, et qui n'ont pas adhéré à la fédération « américaine », le nombre devrait monter à plus de 500 (contre 74 en 1897, 103 en 1900, 204 en 1906 et 413 en 1911). Différents statuts et fonctions se combinent dans l'organisation des *settlements* : résidents à plein temps ; volontaires non-résidents et travailleurs associés ; sponsors financiers ; bureau ou conseil des gouverneurs ; participants du quartier... Bien entendu, le contrôle des fonds – d'origine privée – et de la politique sociale ou culturelle dépend des décisions du Bureau, et souvent des résidents qui le dirigent. Le

settlement est rarement l'émanation d'une communauté de quartier, plutôt parachuté de l'extérieur (*ibid.* : 170) ; sa « clientèle » est changeante, au gré des processus de succession écologique. Et des distorsions peuvent se produire, explique Daniels (*ibid.* : 172) en raison des différences d'expérience, d'éducation et de culture entre résidents et voisins, et du fait qu'ils hébergent essentiellement des célibataires, parfois des couples, mais pas de familles. Ces *settlements* touchent essentiellement les enfants, pour lesquels ils proposent toutes sortes de biens et services non disponibles sur le marché ou auprès des institutions publiques, et les mères qui y trouvent leur compte en suivant des ateliers d'administration de la maison, en y fréquentant des clubs sociaux – parfois mixtes culturellement –, en y apprenant à parler anglais et en ayant accès à une offre de santé, d'éducation et de loisir. Enfin, la diversité des *settlements* est aussi liée à leur degré de professionnalisation et d'institutionnalisation, et ce même s'ils continuent de se penser comme des « familles » ayant affaire à des « voisins » : en 1920, la phase pionnière des *settlements* semble bouclée, l'exaltation des années 1890 et 1900, retombée. Ils ne sont plus guère victimes de leur succès, comme lorsqu'ils attiraient des « dilettantes » dont le séjour restait « éphémère ». Le constat est fait que le succès des *settlements* a été moins dû à la rencontre, de personne à personne, entre voisins, qu'à l'offre de services de loisir, d'éducation et de santé, en particulier destinés aux enfants et adolescents. La dimension institutionnelle, souvent décriée dans les textes des fondateurs, est celle qui a assuré la pérennité de cette forme d'organisation, alors même que les rêves de dépassement des clivages sociaux, ethniques et raciaux dans une communauté de quartier bien intégrée ont fait long feu. « En général, le *settlement work* en est venu à être perçu comme une profession, ou comme une formation en vue de postes plus rémunérateurs de travail social. » (*Ibid.* : 173). Il faut garder à l'esprit cette transformation au cours du temps, depuis les moments initiaux où, malgré les difficultés matérielles, les *settlements* étaient dans un moment de découverte et attisaient les idéaux progressistes de jeunes privilégiés, à l'inclination sociale. Cette phase pionnière a laissé la place à un travail soutenu d'apprentissage, d'enquête et

d'expérimentation (pour un aperçu, Cefai, 2020a) conduisant à inventer de nouveaux dispositifs d'intervention, lesquels, après-guerre, vont être peu à peu standardisés, au croisement de la formation des métiers du travail social et de l'organisation communautaire et de la reprise en main par des programmes de fondations privées et de politiques publiques, principaux pourvoyeurs de ressources et contrôleurs de résultats (Trolander, 1987). Petit à petit, les services proposés vont l'être par des experts se voulant rationnels, objectifs et impartiaux, « répondant à l'appel de la science plutôt qu'à celui du sacrifice de soi », traçant une limite entre leur vie personnelle et leur vie professionnelle (Kirschner, 1986 : 56-57). Le New Deal finira de concentrer et de centraliser un certain nombre de politiques urbaines, sociales ou éducatives entre les mains du gouvernement fédéral (*ibid.* : 184), réalisant, paradoxalement, à une autre échelle, le traitement de problèmes publics engagé par les *settlements* et confiant, du reste, une partie de cette tâche à des pionniers et pionnières de cette histoire.

AFFINITÉS AVEC LA MATRICE PRAGMATISTE : UN MICRO-MILIEU RÉFORMATEUR

En quoi les *settlements* entretiennent-ils un lien avec le pragmatisme ? Les *settlements* sont une des expériences clefs auxquelles se réfèrent des auteurs que l'on classe aujourd'hui parmi les pragmatistes pour penser la vie communautaire, la pédagogie ou la politique. Les catégories de discussion, d'enquête ou d'expérimentation doivent beaucoup à des expériences vécues directement par Dewey, Mead, Tufts ou Follett. Elles sont le produit de leur coopération avec Jane Addams ou Mary McDowell à Chicago, Lillian Wald ou Mary K. Simkhovitch à New York, ou encore Julia Lathrop et Florence Kelley. On peut donc – c'est une première stratégie de recherche – pister, dans les textes d'auteurs qui se sont depuis fait une réputation de « pragmatistes », des traces de leur lien avec les *settlements*. Follett, par exemple, qui avait créé Highland Union dans le Ward 17 à Roxbury, était davantage impliquée dans le mouvement des centres

sociaux – un mouvement d’occupation des écoles publiques hors des heures de cours afin d’y tenir des assemblées publiques de citoyens autour des affaires locales, ou d’y organiser des cours d’éducation pour adultes et des centres de loisirs pour enfants. Mais elle connaissait les leaders des *settlements* de Boston, Woods et Kennedy (South End), Meyer Bloomfield (North Boston Civic Service House), Vida Scudder, Helena S. Dudley et Emily Green Balch (College Settlements Association et Denison House). Et elle sera élue vice-présidente de la Boston Social Union, la fédération de *settlements* de la ville, conçue initialement par Robert Woods¹⁷. Elle se réfère toujours de façon positive au travail des *settlements*, vus comme des vecteurs de la vie collective des quartiers (Follett, 1918 : 240 et 245 et 1924 : 21) et partie prenante des constellations d’organisations civiques à l’échelle de Boston. Si l’on suit cette hypothèse de travail, on peut relire les textes comme des documents consignant, de façon plus ou moins explicite, l’expérience vive du mouvement progressiste et on peut, en contrepoint, voir dans certaines entreprises civiques des manifestations d’un *esprit pragmatiste, en contexte et en action*. Mary E. McDowell, par exemple, si proche de Mead, n’a jamais écrit d’articles de philosophie, mais tout dans ses actions de mobilisation et de revendication, d’enquête et d’expérimentation, dans sa confiance dans l’expérience empirique, affective et sensible, dans son ouverture aux luttes syndicales des ouvriers des Stockyards et son accueil des revendications des activistes de la cause noire, tout dans son talent pour amener des personnes et des organisations de cultures diverses à coopérer intelligemment en vue de résoudre des problèmes et dans sa façon de susciter des dynamiques collectives dans la communauté locale autour du 4638 South Ashland Avenue, tout semble indiquer en elle les attitudes d’une praticienne pragmatiste ! Il suffit de la voir à la manœuvre au sein de la Commission des déchets de la ville (City Waste Commission) ou au Comité *ad hoc* du Woman’s City Club, entre élus et experts, ingénieurs et journalistes, militantes et voisines pour améliorer la collecte des ordures et combler le cloaque de Bubbly Creek (Wilson, 1927 ; McDowell, 1938) !

Les *settlements* nous offrent un des postes d'observation d'où suivre les trajectoires des concepts et des textes à travers les opérations de leur production, de leur circulation et de leur réception. Qui les produit, où et quand, pour quoi faire, en réaction à quels événements ou en phase avec quelles expériences, en relation à quelles arènes de conflit et de controverse ? Que fait Mead quand il écrit ses trois textes sur les *settlements* (Mead, 1907/2021, 1908/2021 et 1909-10/2021), à quel auditoire s'adresse-t-il, directement et indirectement, et comment cette entreprise sociale entre-t-elle en résonance avec les questions philosophiques qu'il se pose sur la sympathie, l'enquête ou l'expérimentation ? En retour, sans surestimer la part de la philosophie dans l'action ou dans la réflexion sur l'action, comment Addams se saisit-elle des textes de James, Mead ou Dewey, pour faire quoi et avec quelles conséquences, escomptées ou effectives – quel « avantage » tire-t-elle du pragmatisme ? Le pragmatisme fournit un répertoire de schémas de pensée et d'action. Il promeut une méthode d'enquête et d'expérimentation, en phase avec le succès de l'imagerie du laboratoire à l'époque. Il a surtout la capacité d'éclaircir un certain nombre d'hypothèses de travail pour un programme civique à réaliser ; en retour, il peut enrichir sa pensée morale et politique par l'étude de situations concrètes. Il articule des catégories et des arguments qui aident à expliciter ou à justifier l'activisme réformateur que l'on retrouve dans les écoles et les églises, les associations, les ligues, les syndicats, les *settlements*, les commissions municipales, les départements universitaires ou les agences fédérales. Il se diffuse dans l'archipel des multiples publics, parfois fragmentés, parfois coalisés de la réforme sociale (Abbott, 2010), et s'y confronte et s'y compose avec d'autres perspectives (en particulier celle du Gospel social). Les philosophes, qui sont aussi des acteurs, contribuent ainsi à énoncer ou à éclaircir une *grammaire civique et politique, en prise sur des institutions* : ainsi de Dewey (alors directeur de la Lab School et du département d'éducation de l'Université de Chicago) quand il écrit « School as a Social Center » (1902), de Mead (comme professeur de philosophie et de sociologie et membre du Conseil du *settlement* de l'Université de Chicago) quand il tente d'éclaircir ce qu'est

« Le *social settlement* : son fondement et sa fonction » (1907/2021)¹⁸, ou encore de Follett (au titre de présidente du comité sur l'extension de l'usage des bâtiments scolaires de la Women's Municipal League, Boston), quand elle publie « Evening Recreation Centers » (1913). Jane Addams, l'auteure de « La fonction du *social settlement* » (1899/2021), est un cas hybride : femme d'action, à la tête de Hull House pendant un demi-siècle, elle raisonne aussi sur des problèmes de philosophes, mais toujours sur des cas, en partant d'expériences vivantes. Ses livres témoignent de sa faculté à s'approprier les réflexions abstraites des universitaires, en les convertissant en une pensée beaucoup plus lyrique et concrète. Inversement, les nombreuses activités d'organisation communautaire, d'identification et de résolution de problèmes, d'apprentissage en pratique du pluralisme, d'enquête sur des thèmes sensibles ou d'expérimentation en coopération avec les « voisins », engagées par Addams et les femmes de Hull House, Julia Lathrop, Alice Hamilton, Mary Kelley, Sophonisba Breckinridge, les sœurs Edith et Grace Abbott, Mary Kenney, Alzina Parsons Stevens, Ellen Gates Starr, Rachelle Yarros ou Frances Perkins, ne peut-on pas les examiner à travers les lunettes d'un *pragmatisme en action* ? En tout cas, montrer leurs affinités avec les hypothèses de l'école de philosophie de Chicago sur l'éthique, l'éducation, l'enquête et l'expérimentation (Carson, 1990 ; Seigfried, 1996 et 1999 ; Knight, 2005 et 2006) ? N'y a-t-il pas une grande proximité du « *learn about life from life itself* » d'Addams avec la philosophie de l'expérience de James ou Dewey ? Une question qui se pose est de savoir si l'on doit repérer dans les engagements civiques des femmes de Hull House l'élan initial de la réflexion de Dewey sur le politique et de son lien à la réforme sociale, ou si ses idées en la matière ont découlé de son imprégnation par l'expérience de Hull House dès son arrivée à Chicago en 1894 ? « Peut-être qu'Addams a poussé (*nudged*) la pensée de Dewey ou que Dewey a poussé la pensée d'Addams. Ou plus vraisemblablement, que leurs conversations les ont poussés tous les deux », nous dit Knight (2005 : 258) ! Et une telle consonance ne se retrouve-t-elle pas, également, dans les *settlements* de New York et de Boston – où le jeu d'attractions se fait davantage avec James ou Royce et avec les philosophes,

historiens ou politistes de Harvard et du Radcliffe Institute ? On peut à cette fin découvrir des relations entre personnes et examiner leurs coopérations dans l'action.



Femmes de Hull House. De gauche à droite, en haut : Grace Abbott, Sophonisba Breckinridge, Charlotte Perkins Gilman, Edith Abbott, Lucy Flower ; au milieu : Mary Rozet Smith, Florence Kelley, Mary McDowell, Jane Addams, Alzina Parsons Stevens, Frances Kellor ; en bas : Alice Hamilton, Ellen Gates Starr, Rachelle Yarros, Mary Kenney O'Sullivan.

Tenons-nous en à Chicago et commençons par les relations interpersonnelles, redoublées par des relations plus institutionnelles pour les *settlements* universitaires, que leurs pensionnaires entretiennent avec des auteurs aujourd'hui comptés comme pragmatistes. Les échanges entre Graham Taylor, Jane Addams ou Mary McDowell et les professeurs Mead, Thomas, Tufts et Dewey étaient nombreux et forts à Chicago. Les professeurs de philosophie et de sociologie donnaient des conférences à Hull House. Dewey y intervient et y séjourne une première fois en janvier 1892, alors qu'il est encore professeur à Michigan, il en devient un trustee actif (« *Unlike many trustees, he actually worked on the job* », dixit Addams) jusqu'à son départ de Chicago en 1904. Pour Jay Martin (2002 : 164), à son arrivée à Chicago,

« Hull House est devenu sa nouvelle église, “justice” son mot d’ordre, plutôt que “loi et ordre”, Jane Addams son pasteur, et l’instrumentalisme son credo ». Christopher Lasch (1965a : 76) remarque qu’Addams et Dewey « s’influençaient l’un l’autre et reconnaissaient généreusement leurs obligations mutuelles »¹⁹. On peut citer à l’appui de cette affirmation les nombreuses citations d’Addams par Dewey, qui avait lu *Philanthropy and Social Progress* (Addams et al., 1893), *Democracy and Social Ethics* (1902), ou *Newer Ideals of Peace* (1907). Plus encore, on remarquera que les premières lignes du chapitre XVI de l’*Éthique* (Dewey & Tufts, 1908 : 348), sur « Morale et problèmes sociaux » sont une citation sur la « moralité sociale » du livre d’Addams de 1902, un livre que Dewey avait en haute estime, qu’il utilisait dans ses cours, parfois en y invitant Addams en personne (Lagemann, 1989 : 194). On peut par ailleurs pister leur relation à travers les bouts de correspondance qui nous restent d’Addams et de Dewey²⁰.

On a déjà beaucoup commenté dans la littérature le choc qu’a été la grève Pullman de 1894, un tournant dans la vie d’Addams et de Dewey. C’est un moment d’irruption de la lutte de classes la plus brutale dans leur vie, après que la compagnie des chemins de fer, qui contrôle les transports dans le Midwest et au-delà, coupe les salaires d’un quart, dans le contexte de la crise économique de 1893. La crise est aggravée dramatiquement par l’envoi de troupes fédérales, contre l’avis du gouverneur Atgeld, par le Président Grover Cleveland, après que les grévistes ont fait dérailler un train postal. La violence explose : 6 000 militaires, 3 100 policiers et 5 000 marshals adjoints ne contrôlent plus les 6 000 grévistes, qui, le 6 juillet, détruisent des centaines de wagons. Le jour suivant, 30 grévistes sont tués et 57 blessés par balle. Addams et Dewey se reconnaissent davantage dans les revendications d’Eugen Debs, arrêté avec plusieurs syndicalistes de l’American Railway Union, que dans les déclarations de Pullman, « partisan de la compétition pour les salaires, du monopole pour les loyers » (Addams, 1895/1912a). Mais ils ont encore une lecture chrétienne pour elle, hégélienne pour lui, des événements. « Le grand réveil de la conscience sociale dans le mouvement ouvrier a été l’une des choses les plus

profondément religieuses des temps modernes », écrit Addams, qui va jusqu'à parler d'« éveil à une nouvelle vie ». Elle défendait encore, deux ans plus tôt, dans « The Necessity for Social Settlements » (1892) un programme où le service social, la fraternité et la coopération incarnaient « l'esprit du Christ ». Le mouvement des *settlements* était rêvé par Addams comme la « renaissance de l'humanitarisme chrétien primitif » (1892) et cela allait de pair avec le désir de forger une communauté d'intérêts entre classes sociales – un projet de réduire et cicatriser (*heal*) la fracture sociale (Carson, 1990). Ce point suscite une discussion entre eux, sans doute à la suite d'une conférence de psychologie sociale de Dewey à Hull House, le 9 octobre 1894, dont il reste une trace dans une lettre du 12 octobre de Dewey à Addams (*Correspondence* : 00619). Addams rejetait l'antagonisme comme inutile et dangereux et en niait la nécessité, alors que Dewey continuait de penser que les tensions sont incontournables. On pourrait imputer la position d'Addams à son christianisme social, ou à la non-violence tolstoïenne qu'elle endossait à l'époque, mais il est plus juste de la mettre sur le compte d'une méfiance pour des formes de conflit qui, en virant à la polémique ou en nourrissant l'hostilité, rendent impossible leur intégration dans une communauté élargie. « Dans les moments de réelle excitation, “le public équitable (*fair-minded public*)”, sur lequel on devrait compter comme arbitre, disparaît pratiquement. Cela a tout au moins été notre expérience à Chicago lors de la grève des Teamsters. » (Addams *in* Commons, 1908 : 771). La médiation du public disparue, les camps s'affrontent sans entendre raison. La foi qu'Addams mettait dans la conversation a plongé Dewey dans une grande perplexité : « Je voudrais revenir sur ce que j'ai dit l'autre soir. Non seulement l'antagonisme réel (*actual antagonizing*) est mauvais (*bad*), mais l'hypothèse selon laquelle il y a ou qu'il pourrait y avoir un antagonisme est mauvaise. » (*Correspondence* : 00619). On peut comprendre cette phrase de deux manières. La rédemption passe par l'unification. Les divisions et conflits sont malvenus eu égard à un idéal de communauté organique, ils doivent être répudiés au nom de la concorde ou du consensus. Ou alors : le conflit pour le conflit n'est pas souhaitable, mais les divergences d'opinions et d'intérêts

sont irrépressibles dans une démocratie. Le conflit doit être médiatisé, régulé, pacifié et, surtout, il est promis à des formes de dépassement, par l'exercice d'une intelligence collective, vers de nouvelles synthèses (pour différentes lectures : Westbrook, 1991 : 90 ; Menand, 2001 : 313 sq. ; Martin, 2002 : 164-168 ; Knight, 2005, chap. 13). Quand Addams lui transmet son essai intitulé « Un Lear moderne », à propos de l'affaire Pullman (qui ne sera publié par *The Survey* qu'en 1912a), Dewey, le 19 janvier 1896, lui envoie un mot : « Il est tout à fait impossible de dire quoi que ce soit sur le mode de la "critique" ou même de faire des remarques sur l'article Pullman – sinon que c'est l'une des choses les plus fortes que j'aie jamais lues, du point de vue de sa forme et de sa philosophie éthique. » Addams bougera pourtant dans ses positions : dès 1895, dans « The Settlement as a Factor in the Labor Movement », sous le coup soit des discussions avec Dewey soit de l'apprentissage des luttes sociales, elle évoque l'utilité et la nécessité de la grève comme « forme d'antagonisme » qui réveille la « conscience publique », attire l'attention sur les réclamations des ouvriers, resserre les liens de « fraternité » entre eux et impose une relation plus « démocratique » avec leurs employeurs.

Dans les lettres envoyées à la famille restée à Ann Arbor ou en voyage en Europe, Dewey, qui signe parfois par le surnom de « Johnnie », raconte ses journées et soirées à Hull House. Les Mead sont présents à sa conférence du 27 octobre 1894. Ils ont ensuite visité le nouvel atelier de couture et le four où sont produites soixante miches de pain par jour, destinées aux nécessiteux du quartier. Ils ont constaté à quel point Polk Street et les allées alentour avaient été nettoyées – c'était le temps d'une bataille des *settlements* pour le ramassage des ordures, au nom de l'hygiène urbaine et de la santé publique. Peu avant, le 7 octobre 1894, Dewey avait également pris part, avec Addams et Mary McDowell, au meeting de fondation de l'University of Chicago Settlement, à la Chapelle de l'Université. Sa fréquentation intense de Hull House, pendant les premières années à Chicago, permet à Dewey de rencontrer Miss Culver, une des bienfaitrices du *settlement*, et, en décembre 1896, une autre philanthrope,

Anita McCormick Blaine, qui financera l'école de Francis W. Parker et, en partie, la Lab School (Addams, Dewey et Mead seraient du même bord lors du conflit à propos de l'intégration de l'école Parker à la Lab School). Dewey y croise également John Graham Brooks (1895), qui vient de conclure une énorme enquête sur les assurances chômage, maladie, accident, invalidité et vieillesse, obligatoires en Allemagne. En juillet 1898, Alice Hamilton, la future spécialiste de toxicologie industrielle et Frederick Deknatel, responsable du Boys' Club, tous les deux résidents, se rendent chez les Dewey avec une trentaine d'enfants italiens – il est question de vente de drapeaux, peut-être à l'occasion de la fête du 4 juillet. Début mars 1900, Addams écrit à Lillian Wald pour planifier un voyage à New York avec Mary Rozet Smith et Alice Chipman Dewey.

On pourrait continuer ainsi, tout au long des années. Cette amitié se déclare publiquement lors du « toast à John Dewey » (Addams, 1929b, publié dans *The Survey* en novembre 1929). Addams (1910a : 435) rappelle la participation de Dewey au conseil d'administration de Hull House et ses conférences données au Plato Club organisé par Julia Lathrop. Elle salue sa vision nouvelle d'une « société en changement permanent, dans le besoin constant d'exploration ou de redécouverte », une vision qui s'exprime dans les conceptions d'une écologie de l'éducation formulées dans le « livre jaune », *The School and Society* (1899). Addams évoque encore l'équipe de Tufts, Dewey, Mead et Angell qui fait tomber les barrières entre philosophie, psychologie et pédagogie, et dont le travail sera appliqué dans les écoles publiques de la ville. À son éloge des idées de « *social welfare* », « responsabilité mutuelle » et « intelligence générale », Dewey répond aimablement, à l'occasion de son 70^e anniversaire. « J'ai appris beaucoup de choses de Jane Addams. Je remarque que sa modestie habituelle lui a fait m'attribuer certaines des choses qu'elle a réalisées avec ses collègues de Hull House. L'une des choses que j'ai apprises d'elle est l'énorme valeur de la non-résistance mentale, la nécessité de briser l'armure des préjugés et des conventions, et de sortir de l'isolement qui empêche de partager pleinement le spectre des possibilités les

plus vastes, les moins familières et les plus étrangères, de la vie et de l'expérience humaines. » (Dewey, 1930/1984 : 421)²¹.

Jane Addams entretient également des liens forts avec William Isaac et Harriet Park Thomas, ou avec George Herbert et Helen Castle Mead, qu'elle accompagne dans l'un de leurs voyages à Hawaii (Addams, 1930). On a là un groupe d'amis, arrivés à Chicago en 1893 pour les Thomas, en 1894 pour les Mead, qui se fréquentent régulièrement dans le quartier de l'Université, à Hyde Park. Une incursion dans les fichiers de l'U.S. Census montre que les Dewey et les Thomas vivent, au moment du recensement de 1900, dans des maisons voisines sur Jefferson Avenue, au 6036 et au 6044, respectivement ; Mead habite quelques rues plus loin au 5536 sur Madison Street. On apprend dans le recensement de 1910, alors que Dewey est parti pour New York, que les Thomas et les Mead (et leurs domestiques) résident à présent dans la même maison sur Jackson Park Avenue, au 6016 (US Census, 1900 et 1910). Tous vont être fortement impliqués dans la vie des *settlements* de Chicago. Deegan (1999 : xxv-xxix) reprend ainsi l'emploi du temps d'une visite de Dewey à Chicago, tel que raconté dans une longue lettre que G. H. Mead adresse à son épouse, H. Castle Mead, le 1^{er} juillet 1906 (SCRC, Mead Papers, B1F5). On y voit la proximité des familles de Dewey et Mead avec celles des Thomas, de James et Sarah Angell et d'Ella et Addison Moore, avec qui des rencontres sont organisées. Le circuit de Dewey passe aussi par un dîner en tête à tête avec Ella Flagg Young, sa collègue de la Lab School, devenue entre-temps la directrice de la Chicago Normal School. Il visite le lendemain Hull House où la discussion avec Jane Addams, alors entrée au Conseil de l'éducation (Board of Education) de la ville, porte sur le devenir des écoles publiques de Chicago. La soirée suivante est plus détendue et se passe chez les Thomas en présence de Mead.

Mead était lui aussi un familier de Hull House, où il donne par exemple une conférence en 1907 sur la « Chicago School Situation » (Mead, 1907b ; Huebner, 2014 : 34). Il y défend une conception de

l'école comme « institution sociale » qui « représente intelligemment les intérêts sociaux des groupes d'enfants les plus étendus » ; et il rejette la réforme du Conseil de l'éducation (Board of Education) par le maire Fred A. Busse, qui l'a remis entre les mains d'un Inspecteur général et d'un conseil d'administration composé d'entrepreneurs – le gouvernement par commission d'experts commence à gagner du terrain à cette époque. Cette vision technocratique de l'administration scolaire est aux antipodes du projet d'ancrer les écoles dans les communautés locales (Dewey, 1899, 1902 ; Stokes, 1904 ; Dewey & Dewey, 1915/2021). La même année, son admiration pour Addams s'exprime dans sa recension de *The Newer Ideals of Peace* (1907). Addams y montre le dénuement des migrants, main-d'œuvre non-qualifiée, souvent importée pour répondre aux besoins des plantations, des mines et des usines, et auxquels rien n'est concédé en retour, sinon la violence de la police pour les maintenir à leur place et la doctrine abstraite des droits de l'homme, trop éloignée de leur situation. Au lieu d'une « communauté intelligente », règne un ordre social fait d'affairisme économique, de corruption politique, de répression physique et de légalisme formel. Mead est sensible à cette critique de la citoyenneté qui ne retient que l'héroïsme du soldat sur le champ de bataille et qui valorise les « idéaux militaires » dans le gouvernement industriel et politique. Il prête à Addams et à l'action des *settlements* une série d'idéaux qui forgent la conscience sociale : « C'est le contraste entre l'éducation et la répression, entre la relation sociale vivante et la formule abstraite, entre l'instinct pour la qualité du travail et la corvée du dur labeur des usines, entre le niveau de vie et le salaire économique, entre la valeur de l'enfant pour la communauté et le droit légal à la liberté de contrat, entre l'intelligence née de la fonction sociale et l'utilisation de concepts doctrinaires au service d'intérêts particuliers. » (Mead, 1907 : 127-128). Et, en soulignant qu'Addams ne se fie pas à un credo ou à un dogme socialiste mais à la force de l'expérience, Mead salue dans son action « l'expression d'une intelligence sociale éclairée, en contact sympathique avec des hommes, des femmes et des enfants, dont la réalité est d'autant plus impressionnante que nos yeux en ont été détournés par des abstractions économiques et politiques »

(*ibid.*). Enquête, éducation, sympathie et droits concrets : le *settlement* montre la voie pour de nouvelles formes de contrôle social qui naissent de « relations humaines immédiates » et qui accordent plus d'importance aux conséquences effectives des actions qu'aux principes, légaux ou moraux, qui prétendent les orienter.

Le 13 novembre 1899, Mead donne une conférence à Hull House sur les îles Hawaii où il évoque sans doute sa participation à la fondation du Palama Settlement à Honolulu en 1896 (Huebner, 2014 : 74-75). Mais il est surtout extrêmement actif quand l'Université de Chicago crée son propre *settlement*, au cœur du quartier des Stockyards, confié en 1894 à Mary McDowell. Mead rejoint le Conseil des directeurs de l'University of Chicago Settlement, de 1908 à 1922, qu'il présidera à partir de 1919, et se battra tout ce temps-là, en tant que trésorier, pour lever des fonds²². En parallèle à ses interventions sur le fonctionnement de la bibliothèque publique de la ville (alors victime d'un système de patronage clientéliste) et sur la nécessité de cursus de formation professionnelle dans les écoles publiques (par exemple dans « Educational Aspects of Trade Schools »), il suit de près, en tant que directeur du Committee on Studies and Publications du *settlement* de l'Université (à partir de 1911), les enquêtes dans le quartier des abattoirs et des conserveries de viande d'Ernest L. Talbert (1912, *Opportunities in School and Industry for Children of the Stockyards District*) et de Louise Montgomery (1913, *The American Girl in the Stockyards District*). En matière d'enquête, Mead se mobilise à la même époque pour mener une enquête sur la grève des travailleurs du vêtement de l'entreprise Hart, Schaffner et Marx. Ses co-enquêtrices sont Sophonisba Breckinridge, résidente de Hull House, qui dirige avec Edith Abbott le département de recherches sociales de la Chicago School of Civics and Philanthropy, et Anna Nicholes, responsable d'un autre *settlement*, la Northwestern's Neighborhood House. Breckinridge avait étudié avec Thomas et Mead. Elle cosigne avec Mead et Nicholes, en 1910, le rapport sur cette grève, « Concerning the Garment Workers' Strike. Report of the Sub-Committee to the Citizens' Committee, Nov. 5th, 1910 », destiné à servir de base à un

« arbitrage » entre les différentes parties²³. Mead et Helen Castle Mead se mobilisent à cette occasion en faveur de la Ligue des syndicats de femmes (Women's Trade Union League – WTUL), dont William Walling, ancien résident de Hull House, et nombre de femmes des *settlements* de la ville, Addams, Breckinridge, Hamilton, Kelley ou McDowell, mais aussi, à l'origine, Mary Kenney O'Sullivan (syndicat des relieuses, initialement à Hull House puis à Denison House avec sa famille) et Alzina Stevens (membres des Knights of Labor, coorganisatrice d'un symposium sur l'esclavage des enfants dans *The Arena* en 1894, décédée en 1900), font partie.



Piquet de grève de femmes dans les ateliers de couture 1909-10 : « Uprising of the 20000 » contre la Leiserson, les Rosen Brothers, et la Triangle Shirtwaist Company (Library of Congress, LOT 10855 [item] [P&P]: Digital Id cph 3a49619 //hdl.loc.gov/loc.pnp/cph.3a49619).

Les réseaux de réformatrices se battent pour l'amélioration du gouvernement municipal, revendiquent le droit de vote des femmes, se battent pour la cause du travail des enfants ou de l'absentéisme scolaire, proposent de nouvelles solutions à la délinquance juvénile ou rejoignent le camp des pacifistes. Mead les accompagne. Il recense en 1917 *Truancy and Non-Attendance in the Chicago Schools* d'Abbott et Breckinridge pour *The Survey*. Il prend parti avec Helen pour la Ligue de l'égalité politique (Political Equality League) et le Parti des femmes pour la paix (Women's Peace Party), tout au moins jusqu'en 1917. Et il continue de s'investir dans la cause de l'école publique et de la justice pénale, en particulier pour les mineurs, tout comme il condamne les violences raciales de 1919. L'histoire du pragmatisme comme activisme social s'écrit au féminin et les « épouses » des pédagogues, philosophes ou sociologues, étaient souvent bien plus engagées qu'eux dans les *settlements*. On apprend de l'oraison funèbre d'Helen Mead par Jane Addams, en 1929, qu'elle était une « démocrate absolue [...] libre du préjugé que l'on appelle poliment *race antagonism* ».

Si l'on en vient à W. I. Thomas, celui-ci fréquente Hull House au moins jusqu'au milieu des années 1910. Mais il a dû très tôt développer des liens avec ce groupe de femmes, puisque son épouse, Harriet Park Thomas est mentionnée dès 1895 aux côtés de Julia Lathrop dans des motions du Chicago Woman's Club – un lien ménagé par son amie Helen Culver (Throop & Ward, 2007). Harriet Thomas était très impliquée dans la Juvenile Protective Association, participait aux Conférences nationales du travail social et était extrêmement attentive aux menaces pesant sur les femmes (la prostitution), ou sur les enfants (le Nickelodeon). De même, elle se tient aux côtés de Jane Addams pendant le mouvement pour la paix, prend des responsabilités dans le Woman's Peace Party et participe, avec Helen Mead, au Congrès international des femmes pour la paix de La Haye en 1915 (Addams, Balch & Hamilton, 1915). C'est sans doute par l'intermédiaire de Harriet, et à travers la fréquentation de Mead, que W. I. Thomas s'intéresse à William Healy dont il reprend la méthode des cas (Abbott & Egloff, 2008), aussi bien dans *Le Paysan polonais*

(1918-20) que dans *The Unadjusted Girl* (1923). Thomas est régulièrement appelé sur des comités de recherche ou de consultation du tribunal pour mineurs, aux côtés de Julia Lathrop, Ethel Dummer ou Jane Addams, tout comme de Mead, Adolf Meyer et James R. Angell. Dans une lettre à Addams (27 décembre 1909), il lui fait parvenir copie d'une petite « appréciation » de *The Spirit of Youth and the City Streets* (1909) que William James a écrite pour l'*American Journal of Sociology*, en s'excusant de ne recenser aucun livre. L'éloge est appuyé : « Elle ne peut s'empêcher d'écrire la vérité ! » « *She can't help writing truth* » (Thomas & James, 1910 : 553). Ce mot paraît en même temps que la recension extensive du livre par Harriet Park Thomas, qui en fait d'emblée « un classique » et qu'elle met en résonance de l'*Ode : Intimations of Immortality from Recollections of Early Childhood*, de William Wordsworth (1807) et des poèmes de Robert Louis Stevenson, écrits pour les enfants. Elle y voit une « série de scènes de genre fortes, dans lesquelles le brut (*crude*) et l'habituel deviennent, d'un seul coup, suggestifs de potentialités et d'idéaux étranges ; des tableaux qui montrent la vie et la réalité avec une compréhension si rare et une vérité si directe qu'ils obligent à une reconnaissance instantanée ; des portraits dont le réalisme de la véritable artiste sert à nous éveiller plutôt qu'à nous submerger » (Thomas & James, 1910 : 550). Addams, la « Lady Abbess de Chicago », a « sélectionné et organisé ses matériaux à partir de son expérience singulière de compréhension », et cette qualité esthétique est mise au service d'une connaissance des jeunes et de leur « fonction dans les processus de vie régénérateurs ».

Harriet Thomas apparaît dans nombre d'activités militantes, portées par Addams dont elle était une amie proche et qui étaient presque toutes ancrées à Hull House : l'Association de l'Illinois pour l'égalité du suffrage, les programmes de la Juvenile Protective Association. Elle est en 1910 au Bureau exécutif de la Women's Trade Union League (dont la première réunion avait eu lieu à University Settlement à New York) et elle sera très impliquée dans le Woman's Peace Party, présidé par Addams, et dans le Bureau exécutif du People's Council of

America, réduit au silence par le Sedition Act de mai 1918 (Throop & Ward, 2007). C'est sur un autre registre que se joue la relation entre William I. Thomas et Addams. Thomas, dans une lettre à Addams (21 décembre 1911), revient sur une discussion, probablement liée à la réflexion en cours d'Addams sur la prostitution. Elle écrivait alors une série d'articles qui deviendrait *A New Conscience and an Ancient Evil* (1912c), en plein émoi public autour du problème de l'esclavage sexuel et de la traite des blanches. La Commission du Vice du Chicago se réunit depuis mars 1910 et publie, un an plus tard, le résultat de ses enquêtes et délibérations, *The Social Evil in Chicago* (1911) – on peut en lire le compte rendu qu'en fait Graham Taylor (1911), qui y côtoyait William Healy, C. R. Henderson et W. I. Thomas. Les jeunes filles décidaient souvent de se prostituer parce qu'elles multipliaient leurs revenus par rapport à ce qu'elles gagnaient pour des places de domestique, ouvrière ou vendeuse – l'une des conséquences de la Commission du Vice sera de lancer la discussion sur le salaire minimum... Le nœud du problème semblait être celui de l'argent, et Katherine Joslin, dans son « Introduction : Slum Angels » à une nouvelle édition du livre (2002), a raison de faire un lien entre la position d'Addams et celle de Charlotte Perkins Gilman (alors Stetson), dans *Women and Economics* (1899). À propos de son affirmation que la prostitution prospère dans les « sociétés avancées » – les filles y sont moins surveillées par leurs familles et plus dépendantes de l'économie – Thomas écrit cependant à Addams (lettre du 12 décembre 1911, archive digitale Jane Addams) : « Il existait une classe de prostituées en Mélanésie, chez les Omaha en Amérique, dans l'ancien Pérou et la pratique est quelque peu répandue parmi les Africains. Voir, par exemple, "Origin and Development of the Moral Ideas" de Westermarck ». C'est dans son livre sur la prostitution, financé et préfacé par Ethel Dummer, *The Unadjusted Girl* (1923), que Thomas développera la notion de « définition de la situation » – qui est une application sociologique de la théorie pragmatiste de l'expérience et de l'enquête²⁴. Outre cet intérêt pour les prostituées, c'est peut-être à Hull House que l'on trouve le point de départ de l'enquête sur le paysan polonais, si importante dans l'histoire de la sociologie : elle a été rendue possible par le Helen Culver Fund for

Race Psychology (Haerle, 1991) qui a financé les séjours de Thomas en Europe et amplement contribué à la publication de ses livres (à hauteur de 40 000 dollars, ce qui était une somme considérable). Mead (philosophie) et Thomas (sociologie) étaient, avec James E. Field (économie politique), les trois professeurs de l'Université de Chicago à travailler comme lecteurs pour la Chicago School of Civics and Philanthropy, à l'invitation de Graham Taylor et de Addams, Lathrop, Abbott ou Breckinridge.

James H. Tufts est souvent en retrait dans les histoires du pragmatisme. Il a pourtant eu une importance capitale en tant qu'éditeur de la revue *The International Journal of Ethics* (de 1914 à 1934), et en tant que directeur du Département de philosophie (de 1906 à 1931). Comme ses collègues, il était en cohérence avec ses idées quand il s'investissait dans la vie institutionnelle : on ne peut changer les perspectives quotidiennes et les idées philosophiques qu'en façonnant des milieux de vie, d'expérience et d'action, y compris à l'université. Le raisonnement écologique, mis en œuvre pour rendre compte des trajectoires des jeunes délinquants, vaut tout autant pour les universitaires, les politiciens ou les entrepreneurs. Tufts était lui aussi un proche de Hull House, où il allait donner des conférences et participer à des dîners, tandis qu'Addams était régulièrement invitée à son domicile. Addams, dans un pli du 15 octobre 1907, lui envoie une copie de son texte « Why Girls Go Wrong » (1907), en le remerciant de son éditorial dans *The School Review* qui analyse la situation des écoles publiques (à une époque de trouble vis-à-vis des décisions de la Mairie en politique de l'éducation). Tufts est en 1910 le président du Comité sur les conditions de logement (Housing Conditions Committee) du City Club de Chicago. Le City Club était une espèce de lieu de rencontre, créé en 1903, entre élites économiques, politiques, civiques et intellectuelles de la ville. Nombre de problèmes publics y étaient discutés et les financements des organisations civiques y étaient facilités par une espèce de patriotisme municipal des entrepreneurs, qui, par ailleurs, s'assuraient de pérenniser la privatisation d'une bonne partie des actions urbaines, éducatives ou sociales, entravant la formation

de véritables politiques publiques (Clemens, 2010). Mead et Tufts en étaient deux membres éminents. Tufts donne ainsi la conférence plénière, « Housing in Illinois Cities » (James Hayden Tufts Papers 1908-1942, Box 4 Folder 2) lors de la 14^e réunion annuelle de l'Illinois State Conference of Charities and Correction en 1909. Il est amené à collaborer avec Sophonisba Breckinridge et Edith Abbott (1936), qui enquêtent sur les conditions de logement dans la ville. Et tous sont impliqués dans la tenue de l'Exposition sur le logement (Housing Exhibition) (James Hayden Tufts Papers 1908-1942, Box 4 Folder 7) qui commence le 7 mars 1913 au City Club, et en particulier la section « Darker Chicago : Bad Housing in the City » (Civics Committee du Woman's Club et Woman's City Club)²⁵. En 1915, Tufts occupe à nouveau une position publique quand il préside le Comité de l'État de l'Illinois sur la législation sociale, composé de 28 agences indépendantes, destiné à faire pression sur l'Assemblée Générale (qui regroupe les deux chambres législatives) de l'Illinois pour passer un certain nombre de lois (salaires minimums, prêts financiers, indemnités aux familles de prisonniers, colonie de soins pour épileptiques et faibles d'esprit) (James Hayden Tufts Papers 1908-1942, Box 4 Folder 14-15). L'estime de Tufts pour Addams se manifeste dans une lettre d'indignation qu'il envoie à Marion Talbot, suite au refus du Conseil d'administration de l'Université d'accorder en 1916 un doctorat *honoris causa* à Jane Addams. Et sa sympathie est sensible dans les recensions de ses deux livres, *Spirit of Youth* et *Twenty Years*. Il y insiste sur le « refus de trouver une panacée aux maux sociaux au prix de quelque "isme" », la « flexibilité des méthodes » et la « capacité à voir le bon côté des choses », la « disposition à reconnaître ses erreurs et à essayer d'autres moyens » et la « réceptivité à l'humour et au pathos rencontrés dans toutes sortes de conditions humaines » (Tufts, 1911 : 207). Autant de vertus pragmatistes.

Le lien entre Hull House et Mead, Dewey, Thomas ou Tufts a donné lieu à une réflexion approfondie sur les rapports entre pragmatisme et féminisme. Le livre de Charlene H. Seigfried (1996) en est la pièce centrale en philosophie, l'interrogation en sociologie a été

lancée par Mary Jo Deegan (1988). Cette mise en regard se retrouve également dans un nombre croissant d'articles, dans la revue *Hypatia* (Seigfried, 1993 ; Whipps, 2004), d'abord, dans des ouvrages collectifs de relecture féministe de la pensée de Dewey (Seigfried, 2001) ou de James (Tarver & Sullivan, 2015), dans le développement de réflexions contemporaines à partir du pragmatisme (Whipps, 2004 sur le *settlement* comme modèle communautariste ; McKenna, 2013 : 225, sur l'éthique d'Addams élargie aux animaux), ou dans l'exhumation d'une science sociale des *settlements* (Lengermann & Niebrugge-Brantley, 2002 ; Williams & MacLean, 2012 et 2015). Pragmatisme féministe et féminisme pragmatiste ont désormais droit de cité universitaire (Whipps & Lake, 2020), et une bonne partie des auteures que l'on y croise ont partie liée avec les *settlements*. Charlotte Perkins Gilman séjourne en 1895 à Hull House, à l'invitation de Jane Addams avec qui elle échange beaucoup sur le statut des femmes et des enfants – il est plausible qu'en 1895, elle y rencontre Dewey (Hill, 1980 : 174 et 287 ; Upin, 1993), qui en fera un portrait élogieux dans une lettre à Scudder Klyce (Nankin, 8 mai 1920/lettre 04621). Jessie Taft (1913) soutient sa thèse avec Mead et Tufts sur le mouvement des femmes et l'élargissement de la conscience sociale ; elle fréquente Hull House alors qu'elle est étudiante. Elsie Ripley Clapp étudie avec Dewey autour de 1910-13 et écrit « The Colored Social Settlement » (1913-14) à propos d'un College Social Settlement fondé en 1902 dans le sud de Washington. Lucy Sprague, ancienne étudiante de Radcliffe, éducatrice proche de Dewey, qui épouse Wesley Clair Mitchell, étudiant de Veblen et Dewey, visitait Hull House, enfant, puis se rapproche à New York du Henry Street Settlement, nouant amitié avec Lillian Wald et Florence Kelley. On pourrait continuer ainsi à montrer l'intrication étroite entre les milieux d'universitaires qui se perçoivent comme pragmatistes, instrumentalistes ou expérimentalistes, et les milieux de femmes proches des *settlements* qui se reconnaissent dans cette philosophie ou qui en développent une semblable.

On a mentionné le petit mot d'éloge de James à Addams. On peut conclure sur ce point. Addams tenait James pour le philosophe le

plus sage des États-Unis et citait à son propos une phrase d'Émile Boutroux, dans « Pragmatism in Politics » (1912b), sur cette « pensée qui, persuadée qu'elle ne se suffit pas, se plonge avidement dans la réalité elle-même, dans la science et dans la vie, pour s'y retremper et s'y rajeunir » (Boutroux, 1911 : 132-133). Addams entretenait une espèce de dialogue à distance avec James. Quand ce dernier recherchait un « équivalent moral à la guerre », et proposait d'« enflammer le tempérament civique » à la place de l'ardeur militaire, en recrutant les jeunes pour des travaux utiles socialement (James, 1911 : 291 et 293), Addams (1907 : 24) voyait dans le mouvement ouvrier et la réforme sociale deux substituts à l'héroïsation du conflit armé : l'enrôlement dans des combats animés par la solidarité sociale, comme les luttes pour éradiquer la tuberculose ou pour développer le secours mutuel (*ibid.* : 25) et, plus tard, la bataille pour mettre en place une rationalité pacifique dans les relations entre nations (James, 1911 : 275 ; Addams, 2003). Il se pourrait même qu'Addams ait inspiré James sur ce point puisqu'elle avait, dès 1904, publié un petit article dans un magazine quaker, intitulé « A Moral Substitute for War » : « L'ampleur de l'occasion qui s'offre à l'Amérique devrait nous inciter à redoubler de courage et à étendre nos idéaux au-delà des vieilles idées guerrières. La conception non militaire de la vie et du commerce requiert une forme plus élevée de courage que celle qui consiste à se battre. Le soldat n'en est pas capable. Je ne crois pas à la non-résistance. Ne laissez pas les choses se faire toutes seules, mais saisissez-les d'une main ferme, guidés par une moralité plus élevée et plus raffinée que celle du code de la guerre. » Ce point s'exprimera pleinement dans la revendication internationaliste d'Addams au Congrès de la Haye (Addams, Balch & Hamilton, 1915) et son désir d'étendre la compréhension entre personnes de nationalités différentes à Hull House à une véritable entente entre nations à l'échelle mondiale (Fischer, 2008 ; pour une mise en perspective d'Addams et Dewey : Knight, 2014). Une communauté internationale qui ne soit plus faite de la juxtaposition d'États-nation, enclos dans leurs frontières, prêts à lever des armées pour défendre leur souveraineté. James, de 1903 à sa mort, était le vice-président de la section du Massachusetts de la Ligue anti-impérialiste (American

Anti-Imperialist League). Disparu en 1910, il n'a pu participer au mouvement pacifiste, mais on retrouve sous la plume d'Addams la même indignation contre le chauvinisme et le militarisme que chez James, remonté contre la nouvelle politique impérialiste des États-Unis, au moment de la guerre hispano-américaine sur les théâtres de Cuba et Porto-Rico, en 1898, puis de la guerre avec les Philippines de 1899 à 1902, tombées dans l'escarcelle américaine. Tandis que Dewey avait fini, en avril 1917, par se rallier à la déclaration de guerre de Wilson, au nom de la démocratie, et en était même venu dans *The New Republic* à critiquer les positions d'Addams (Knight, 2014), tandis que Royce avait été ébranlé par l'attaque allemande contre le Lusitania le 7 mai 1915 et s'était déclaré favorable à l'entrée en guerre, ou que Mead, qui avait participé avec son épouse Helen à la convention de Washington de janvier 1915, donnant naissance au Women's Peace Party, change de position en février 1917, après que l'Allemagne s'engage dans une guerre sous-marine sans restriction, Addams reste sur la même ligne que James (et ce quel que soit le « sexisme omniprésent » de celui-ci – cf. Seigfried, 1996, chap. 6).

EXPÉRIENCER, ENQUÊTER, EXPÉRIMENTER, ÉDUIQUER

Les *settlements* se veulent des lieux d'apprentissage, d'enquête et d'expérimentation. La chimie des relations entre leurs membres et de leurs interactions avec les habitants du quartier est supposée accoucher de nouvelles formes d'expérience collective. Mary K. Simkhovitch, après avoir fréquenté Denison House à Boston, dirige à partir de 1897 la College Settlement House de New York, puis l'unitarienne Friendly Aid House en 1898. Elle lance ensuite l'Association des travailleurs de quartier (Association of Neighborhood Workers, 184 Eldridge Street) le 11 décembre 1900 (Woods & Kennedy, 1911 : 188), et fonde Greenwich House le 27 novembre 1902 à Greenwich Village, New York. Elle rassemble dans le Conseil d'administration (*trustees*) Jacob Riis et Felix Adler, l'anthropologue Franz Boas, les économistes Vladimir G. Simkhovitch, Edwin R. A Seligman et Henry

Seager, et la mécène Gertrude Payne Whitney, future fondatrice du Whitney Museum of American Art. Mary White Ovington, l'une des leaders du NAACP, en sera l'une des résidentes. Amie personnelle de Dewey, Simkhovitch (1906/2021) croit identifier trois étapes de l'établissement du *settlement* – trois moments de sa transplantation dans l'écologie du voisinage.

La première étape, qu'elle qualifie d'impressionnisme social, est celle de l'immersion et de l'imprégnation des résidents : ils et elles sont affectés par toutes sortes d'épreuves, heureuses et malheureuses, grâce à leur « contact vital » avec les habitants alentour. L'idée d'être plongés dans des *Lebensformen* partagées avec leurs voisins, et de fonder la compréhension et l'action sur le tourbillon des « relations orageuses de la vie humaine » (Addams, 1910a : viii), est centrale. Le *settlement*, c'est un tourbillon d'affects, de percepts et de concepts, d'expériences en fusion qui plonge les *settlers* dans un état de « perplexité », entre enthousiasme et découragement. C'est un « processus vital » (*life-process*) dans un « groupe vital » (*living group*) (Follett, 1918). L'expérience est le point de départ et le point d'arrivée de l'action des *settlements*.

La deuxième étape, celle de l'interprétation, naîtrait, selon Simkhovitch, de ce premier bain. C'est le moment de la production d'un savoir qui peut prendre des formes multiples – drames, histoires, investigations, nouvelles ou conversations –, en tout cas d'articulation d'une compréhension destinée à des auditoires multiples : les publics d'activistes, les lecteurs de la presse, les agents municipaux, les représentants de la ville, les usagers-électeurs-administrés, les voisins... De fait, les résidents des *settlements* mènent des enquêtes scientifiques, interviennent dans les journaux et les revues, organisent des expositions artistiques, reformulent les besoins et les désirs des habitants pour les rendre audibles et intelligibles, développent de nouvelles conceptions du service social, du loisir éducatif, de la médecine communautaire ou de la politique réformatrice.

Troisième étape, enfin : ce parcours n'est pas seulement de l'ordre du savoir, nous dit Simkhovitch, mais doit se traduire en action. « Agir sur la base des connaissances acquises est le but du *settlement*. Sans une telle action, son existence est stérile : il n'est alors qu'un lieu de vie intéressant et pédagogique pour ses résidents. » (1906/2021). C'est ainsi que Simkhovitch sera présidente du Committee on the Congestion of Population à partir de 1907, un poste éminemment politique à une époque où les conditions de logement étaient au cœur des mobilisations de citoyens. Elle se rapprochera de Woodrow Wilson à l'élection de 1912. Beaucoup plus tard, elle aurait un rôle clef, avec son amie Edith Elmer Wood, elle aussi passée par le College Settlement, en tant que présidente de la Public Housing Conference (1931-48), et accompagnerait Roosevelt pendant tout son mandat, avec la complicité d'une autre amie, Eleanor. Le programme de logements collectifs à bas coût de la Public Works Administration, lancé en 1933, grâce au National Housing Act, en était une conséquence. Le *settlement* agit en direction du quartier, mais se risque aussi à développer des politiques d'envergure.

Se laisser impressionner, en tirer des interprétations, passer à l'action. En bon pragmatisme, dans la théorie de l'enquête que Dewey est en train d'élaborer et dont il donne une première formulation dans *How We Think* (1910), il faudrait inverser le schéma de Simkhovitch et remettre « la dialectique sur ses pieds ». Commencer par des activités, des actions et des interactions qui sèment le trouble, laissent perplexe, dans le lexique d'Addams, se démener au cœur des mille et une surprises et autant de malentendus qui font la vie quotidienne des résidents et découvrir, à travers les conflits de leurs propres standards avec ceux de leurs voisins (Addams, 1902 : 27), quels sont leurs « problèmes » (Burke, 2010). En devenant des habitants (*dwellers*), ce qui est une espèce d'engagement expérimental, en accomplissant tout un travail sur leurs propres préjugés, en rectifiant leurs hypothèses de travail et en en produisant de nouvelles, les résidents des *settlements* sont engagés dans une dynamique de définition et de résolution de problèmes, co-accomplie avec les autres habitants. C'est seulement

depuis cet enracinement pratique dans l'action, un engagement quotidien, existentiel, avec ses échanges et ses retranchements, ses illuminations et ses incompréhensions, ses sympathies et ses hostilités, ses attractions et ses animosités, que les deux premières étapes de Simkhovitch deviennent possibles. On ne peut être affecté par la situation et l'on ne peut comprendre la situation qu'en étant impliqué en elle et en y agissant.

Il devient possible d'identifier des problèmes et d'imaginer des solutions, à travers des collaborations avec les voisins, en étant pris dans des « événements de la vie », comme Dewey l'écrivait souvent. Cette thèse était aussi celle de Jane Addams (Shields, 2006 ; Lake, 2014 ; Fischer, 2019). Cela requiert une espèce d'observation sympathique (Cooley, 1909 : 31) et participante (Lindeman, 1924 : chap. VIII ; Follett, 1924 : 11 ou 13), qui entretienne une « attitude expérimentale envers l'expérience » (Follett, 1924 : Part II). « Plus que d'observation, nous avons besoin d'expérimentation », écrit Follett (*ibid.* : 178), « nous voulons des observateurs-participants qui tentent expérience après expérience (*experiment*) et qui nous disent ce qui marche et ce qui échoue » (*ibid.*). Le *settlement* a une fonction d'articulation des hypothèses de travail de la réforme sociale (Mead, 1899/2020), d'accompagnement de leur mise à l'épreuve et d'enregistrement des résultats afin que les expérimentations laissent des traces et deviennent objets d'évaluation. Les solutions peuvent prendre la forme de biens ou de services, qui parviennent à être produits et distribués à l'échelle du quartier (créer des crèches ou des cours d'alphabétisation, servir repas et goûter à des enfants dont les parents travaillent toute la journée, amener les femmes à consulter pour un suivi médical...) grâce à l'engagement des résidents et à leur coopération avec les voisins (Gross, 2009). Ces solutions, à une autre échelle, peuvent être moins immédiates, requérant un travail politique sur des dispositifs législatifs et institutionnels (les batailles pour la mise en place d'une législation sociale, les campagnes pour l'interdiction de l'alcool), ou une implication dans des campagnes électorales (des élections au poste d'*alderman* aux présidentielles).

Le *settlement* se donne pour fonction d'aider les habitants du quartier à identifier quels sont leurs besoins, leurs désirs ou leurs aspirations et de trouver les moyens matériels et intellectuels pour les satisfaire. Addams (1910a : 167-168) raconte comment les femmes de Hull House passent « de nombreuses heures à essayer d'obtenir un soutien pour des femmes abandonnées, une assurance pour les veuves désemparées, une réparation pour des ouvriers blessés », et à faire la navette entre des institutions qui ne savent pas s'y prendre avec les pauvres et les migrants auxquelles elles sont confrontées et ces bénéficiaires potentiels qui ignorent quel est le mode d'emploi des institutions qui pourraient répondre à leurs besoins. Le *settlement* opère comme un « bureau d'information et d'interprétation » (*ibid.* : 167), à double sens. La connaissance qu'il fait ainsi émerger peut devenir le point de départ d'une critique sociale et politique. Le *settlement* fait entendre des voix qui ont du mal à trouver leur chemin dans l'espace public et il peut se transformer en plateforme d'expression de griefs, de dénonciation de torts et de revendication de droits – une activité de réclamation (*claim-making*) qui porte la marque des interactions avec les voisins. Et, en accomplissant ce travail sur l'expérience collective, il peut influencer sur une politique publique (imposer un ramassage des ordures plus efficace) ou conduire à la réforme d'une institution (de la prison et du tribunal pour mineurs).

Le *settlement* est aussi un dispositif expérimental qui vise à une participation commune de riverains qui vivent dans des mondes très différents : il met en contact des milieux sociaux et culturels qui resteraient sinon isolés et tente de les faire communiquer. Il peut s'adresser à des groupes nationaux, raciaux ou religieux plus spécifiques, proposer, par exemple, de façon plus ciblée des soins de santé aux membres de la communauté chinoise (True Shining Mission à San Francisco), ou de la communauté noire (Stillman Branch for Colored People du Henry Street Settlement à New York) – effet en retour de la discrimination qu'elles subissent dans les hôpitaux. Mais, en général, le *settlement* est ouvert et accessible, en droit, à tout le monde, « *irrespective of race, politics or parish* » comme le proclame la Gordon House (Woods

& Kennedy, 1911 : 321). Cela ne va toutefois pas sans épisodes d'intolérance religieuse, de racisme et d'antisémitisme. Dans les faits, il y a souvent une segmentation, sinon une ségrégation des publics que les différents *settlements* atteignent (Hounmenou, 2012) – un fait qui n'a rien de surprenant quand on sait comment la ligne de couleur traverse territoires, gangs, professions et organisations. Les *settlements* ont ainsi l'ambition de faire communiquer les points de vue des femmes migrantes, qui maîtrisent mal l'anglais et qui travaillent à domicile, pour qu'elles se rencontrent, se parlent, constatent les similitudes de leur condition et constituent une expérience collective. L'objectif est, selon Addams (1896 : 538), qu'elles atteignent « la dignité d'une personne morale (*corporate body*) ». L'effort des femmes de Hull House est orienté vers la connaissance des situations de vie de ces femmes (l'enquête de porte-à-porte financée par le Bureau du travail de l'Illinois, Illinois Bureau of Labor), l'expression de leur point de vue et leur organisation – ce qui sera réalisé en 1903 avec la naissance de la Ligue des syndicats de femmes (Women's Trade Union League). Mais cet effort est sans arrêt entravé par une écologie des relations raciales, qui rend compte de certaines des ambiguïtés de leurs leaders, parfois réticentes à accueillir des voisins noirs pour ne pas incommoder les autres résidents (pour deux angles de lecture des hésitations d'Addams : Sullivan, 2003, ou Fischer, 2014). Cette ligne de couleur est redoublée par une ligne de nationalité, de langue et de religion : le catholicisme des Napolitains du quartier de Hull House qui fréquentaient la Holy Family Church n'était pas vraiment compatible avec celui des Québécois de Notre-Dame de Chicago, quelques rues plus loin, et pas davantage avec celui des paroissiens tchèques de Saint Procopius, un peu plus au sud, à Pilsen, ou des paroissiens irlandais de Old St Patrick's Church, à l'Est de Halsted. En outre, les *settlements*, alors même qu'ils aspirent à organiser des migrants récemment arrivés aux États-Unis et à leur donner accès à leurs droits, contre les abus des machines politiques et leur surexploitation par des filières de travail et de logement, entrent en conflit avec les *bosses* politiques (peu enclins à partager leur pouvoir avec des réformateurs perçus comme des concurrents ou des empêcheurs de tourner en rond et disposant

d'un moyen de pression fort sur leurs administrés) (Davis, 1960 et 1964), ou avec les leaders ethniques (se voyant mal déposséder de leur autorité par quelques femmes, blanches, protestantes, célibataires et à l'évidence d'une autre classe sociale !) (Lissak, 1989).



Women's Trade Union League 1907, de gauche à droite : Hannah Hennessy, Ida Rauh, Mary Dreier, Mary Kenney O'Sullivan, Margaret Dreier Robins, Margie Jones, Agnes Nestor, Helen Marot (<https://spartacus-educational.com/Jrauh.htm>).



Avec toutes ces limites, utiles à penser pour une théorie de la démocratie de quartier, du public ou de la communauté politique,

le *settlement* peut en tout cas remplir sa fonction d'interprétation entre différents groupes (linguistiques, religieux, sociaux, raciaux...), contribuer à formuler des diagnostics, communiquer vis-à-vis du public, trouver des fonds, localiser des experts, interpeller des élus, bref, importer dans le quartier des ressources et des compétences de l'extérieur qui lui manquaient. Il est aussi, de l'intérieur, un *vecteur d'organisation communautaire*. On peut produire de nombreuses vignettes de ce processus, qui en révèlent également les difficultés. On en retiendra deux.

Sur le *settlement* comme opérateur de sociabilité et de socialisation, d'abord. Eleanor Woods (1929 : 241-242), dans un livre de souvenirs sur Robert A. Woods, le « champion de la démocratie » de Boston, se souvient des « réunions de cottage » qui étaient des moments de sociabilité et de socialisation importants pour les gens du quartier. « Le *settlement* apprend que les personnes qui ne disposent pas d'un langage civique pour s'exprimer, rouspètent, tout au moins, à propos des défauts de l'administration locale. Il découvre quelles sont les causes de plaintes les plus communes. Il incite les gens à se plaindre en commun, en spécifiant leurs griefs dans chaque cas. Il aide à orienter la pression commune de manière à obtenir un résultat concret et général. Les gens ont, à ce jour, reçu une initiation de jardin d'enfants à la démocratie. Ils ont, pour ainsi dire, goûté au sang [une métaphore que l'on retrouve dans *The Settlement Horizon*, 1922 : 357] en matière de citoyenneté et sont impatients de la prochaine étape. Les résidents du *settlement* sont eux-mêmes mordus et piqués... » (Woods, 1929 : 241). La politique se joue dès le « cercle de connaissances » des « citoyens locaux », qui doit être renforcé par un effort d'association – avec son inimaginable « pouvoir créatif » (Woods, 1906 : 78) – afin que ces voisins découvrent ce qu'ils ont en commun et ce qui donne une assise morale – le sens de l'appartenance – à leur communauté. C'est ainsi qu'ils se découvrent des points communs : Sarah Henry Lederman (2009) raconte comment Hilda Satt Polacheck (1989), juive polonaise de Chicago, craignait de se faire tuer si elle mettait le pied dans une mission chrétienne, jusqu'à une fête de Noël à Hull

House. Les couples sont nombreux à s'y former, ainsi du philosophe Morris Raphael Cohen qui rencontre sa future épouse Mary Ryshpan à Educational Alliance. Woods voit dans les *settlements* des générateurs de solidarité : ses membres « établissent des relations naturelles et positives, sur le simple fondement de leur commune humanité, avec les gens du quartier » (Woods, 1896 : 144). Ils éprouvent un sens de l'obligation les uns vis-à-vis des autres, ils enquêtent sur ce qui compte pour eux et ils se mobilisent pour résoudre leurs problèmes en commun, découvrant leur capacité à prendre en charge « les affaires du gouvernement ». Ils apprennent à se mettre à la place de leurs vis-à-vis et changent de point de vue, dans le meilleur cas, développant ensemble, par l'enquête et l'expérimentation conjointes, une nouvelle perspective (Woods, 1899 : 80). Woods cite William James sur le fait de faire le premier pas. « L'acceptation de ce qui s'est passé est la première étape pour surmonter les conséquences de toute infortune²⁶. » Une fois que cette prise de conscience a eu lieu, la confrontation aux problèmes peut s'engager. L'indifférence, le ressentiment, la peur ou le mépris entre voisins peuvent commencer à se transformer en confiance. Ils découvrent le plaisir et la puissance de la proximité (*neighborliness*). Ils forment des idées en commun et se mobilisent pour que ces idées aient un « pouvoir d'agir » (*power to work*). Le cercle vertueux de l'auto-engendrement de la citoyenneté est lancé. On retrouve là des propositions omniprésentes dans les textes de Dewey, de Cooley (1909) ou de Follett (1918 et 1919/2018) sur l'importance des attachements au quartier, des problèmes pratiques qui y naissent et que les personnes qui y vivent tentent d'y résoudre, des sentiments moraux qui s'y nouent et des obligations qu'elles contractent les uns vis-à-vis des autres, des pouvoirs et des droits dont elles font expérience, autant de dimensions de la vie démocratique pour les philosophes pragmatistes (cousines et affiliées y compris).

Attachement, confiance, loyauté, obligation : ces qualités du quartier bien intégré ne vont toutefois pas de soi. Daniels (1920), Addams (1910a), Wald (1915), Woods (1923) ou Taylor (1930) décrivent la complexité des interventions des *settlements* qui doivent composer et

trouver un *modus vivendi*, sinon des liens coopératifs, avec les *aldermen* et les machines politiques, les agences techniques de la ville, les leaders d'organisations professionnelles ou criminelles, les chefs de la police et de la justice, les représentants des institutions sociales de communautés migrantes, les entrepreneurs et commerçants implantés dans le quartier, les propriétaires de logements et les responsables d'écoles ou d'hôpitaux et les multiples clubs et associations – des interactions qui sont encore compliquées par le contrecoup des contacts nationaux et internationaux des résidents avec des réseaux d'organisations communautaires, ecclésiastiques ou syndicales. Les problèmes rencontrés dans les banlieues ouvrières autour des sites industriels (G. R. Taylor, 1915), dans les zones désarticulées de bidonvilles (*slums*) et d'immeubles de rapport (*tenements*), ou dans les quartiers du « vice », du jeu, de la boisson et de la prostitution (l'*underworld* des *red light districts*), ne sont pas du même ordre. Enfin, les quartiers de migration ou d'urbanisation récente se caractérisent par leurs multiples clivages sociaux, linguistiques, religieux et raciaux qui rendent difficile la réalisation même de l'idée de « communauté ». La communication est souvent difficile pour les résidents des *settlements* du fait que le processus d'américanisation des migrants est à peine engagé, que la barrière de l'anglais est forte et que la méfiance est grande pour ces femmes célibataires, qui en appellent à l'esprit civique et réclament le droit de vote, et veulent imposer des règles d'hygiène ou de diététique incompréhensibles. L'épisode de la nouvelle cuisine (New England Kitchen), que boudront les voisins, s'en tenant à leur régime alimentaire habituel, est exemplaire de ces échanges avortés (Addams, 1910a : 130). Par ailleurs, les haines entre groupes raciaux et nationaux prennent parfois un tour parfois féroce – que l'on pense à la vague antiallemande pendant la guerre ou à l'émeute contre les Noirs de 1919 à Chicago ; et elles se surajoutent à la transplantation des hiérarchies statutaires d'Europe ou d'Asie et à la formation d'un racisme nativiste des personnes nées en Amérique vis-à-vis des nouveaux arrivants. Enfin, l'action des *settlements* bouscule certains intérêts particuliers. Ils entrent en conflit avec les propriétaires d'ateliers de couture qui fournissent du travail à la plupart des familles du

quartier : lorsque les femmes et enfants ne sont pas employés dans des *sweatshops*, ils travaillent à l'aiguille et à la tâche à la maison. Ils se mettent à dos les gros industriels qui sont parfois leurs mécènes : les positions d'Addams après l'affaire Pullman ont mis en péril les finances de Hull House. Ils se battent contre les machines politiques dont dépendent les décisions de l'administration municipale, en tout cas à Chicago – à Boston, Woods trouve plus facilement des compromis avec les politiciens. Et ils sont souvent aux avant-postes du mouvement prohibitionniste et veulent fermer les saloons et interdire l'alcool – alors que certains de ces saloons, contrôlés par les *aldermen* ou par leurs proches, sont les principaux lieux de sociabilité pour les hommes et les centres névralgiques de la politique locale²⁷...

Deuxième point : les *settlements* n'en sont pas moins des vecteurs d'organisation communautaire quand ils aident les habitants à exprimer et formuler leurs besoins et à orienter les décisions des pouvoirs publics concernant les biens et services mis à leur disposition. Henry S. Curtis, un ancien résident de l'University Settlement à New York, fondateur avec Luther H. Gulick en 1906 de l'Association américaine des terrains de jeu (Playground Association of America), se rappelle combien le nombre d'emprunts de livres à la bibliothèque du *settlement* était élevé en comparaison avec celui de la bibliothèque publique. Un phénomène similaire était constaté dans les maisons de loisirs de Chicago (Curtis, 1914 : 239-240). Pour qu'une bibliothèque fonctionne, elle doit être située à un lieu stratégique, avec un fort flux d'usagers potentiels, disposés à fureter dans les rayonnages, et à même d'y trouver des ouvrages qui présentent quelque intérêt à leurs yeux : les livres d'économie rurale auront plus d'attrait sur des agriculteurs que des romans à l'eau de rose « pour des jeunes filles romantiques de seize ans ». Curtis, à une époque où fleurit le Country Life Movement, qui s'efforce d'organiser en la « modernisant » la vie dans les communautés rurales, examine l'apport à la vie locale des « centres sociaux ruraux » (*ibid.*, 129 sq.). Ceux-ci n'arrivent pas dans un *no man's land*, mais leur utilité doit être établie en relation avec les organisations professionnelles, les écoles d'agriculture, les institutions

politiques, les églises locales, les agences de santé et d'éducation (inspection des écoles publiques du comté, sections du YMCA et YWCA). Il peut manquer d'écoles et les premières *settlement schools*, celle de Hindman, fondée en 1902, ou la Pine Mountain Settlement School, en 1913, dans le comté de Harlan, dans le Kentucky, ouvrent la voie, valorisant, au-delà de l'enseignement élémentaire, l'artisanat local et la chanson folklorique. Un autre manque, sensible à l'époque, est celui d'occasions de divertissement (sinon les Boys Scouts et les Camp Fire Girls pour les plus jeunes). Le mouvement des centres sociaux a offert une solution, analogue à celle des *social settlements*. L'idée est de créer des districts à l'échelle des *townships* – l'équivalent des « unités de voisinage » (*neighborhood units*) des grandes villes –, de recenser toutes les demandes des riverains-usagers-citoyens de ces districts et de les confier à un agent spécialisé – un directeur d'école ou un notable local, au risque de leur confiscation et de leur transformation en relais des institutions officielles ou des machines politiques – qui les centralise tout en restant en constante interaction avec les publics qui se forment. On n'est pas loin du travail accompli par les mouvements d'éducation populaire en Europe, en l'occurrence, les équipes des Jeunesses agricoles catholiques en France à partir des années 1930 (avec la vocation évangélique en moins), ou, en Allemagne, de l'organisation de pique-niques, fêtes collectives et compétitions sportives par un inspecteur des jeux (*Spiel-Inspektor*), également chargé de superviser stades, piscines et patinoires (Curtis, 1914 : 192). Une fonction sociale se trouve ainsi remplie, avec des styles différents selon les pratiques d'animation, dans le « rayon d'influence » (Lindeman, 1921 : 161) des centres sociaux ou, de façon analogue, des *social settlements* qui ont été cruciaux dans la promotion des arts pour tous, des jeux et des loisirs en contrepoint du travail (une mission chère à Dewey ou Mead – Deegan, 1999), et qui ont été parmi les premiers à prendre la mesure du décalage entre ce que la culture d'élite avait à proposer et ce à quoi les habitants pouvaient aspirer. En tout cas, le développement de l'organisation communautaire est allé de pair avec la multiplication de « maisons communautaires », ou de « salles communautaires », mises à disposition

par les *social settlements* ou bâties par les habitants du quartier ou du district – à moins qu’il ne s’agisse des écoles publiques investies par les centres sociaux – en vue de « fournir un lieu aux occasions de rassemblement et de divertissement social et de créer un centre de jeux qui permette de tirer garçons et filles des rues »²⁸ ou d’organiser des réunions du type « forum ouvert » où les habitants puissent définir leurs propres besoins, s’attaquer à leurs problèmes communs et leur chercher des solutions pratiques. À New York, un Comité des arts et des festivals serait ainsi créé par l’Association des travailleurs de quartier (Association of Neighborhood Workers), qui lui-même engendrerait une Guilde des industries des *settlements* (Guild of Settlement Industries), destinée à promouvoir les produits des ateliers d’artisanat des *settlements* et à proposer des écoles de formation aux femmes intéressées par les Arts & Crafts.

Besoins locaux, émergeant dans des unités de voisinage, moyennant l’intervention de réseaux d’organisations qui leur donnent leur soutien, une voix publique et une force politique : pour mettre en place des cours pour les adultes à Chicago, en 1916, ce ne sont pas seulement les *settlements* locaux qui se mobilisent dans leur quartier, mais c’est une configuration de soutiens qui se forme, comprenant l’École normale de Chicago, la Chicago Woman’s Aid et la Ligue de protection des immigrants, des associations de notables (Chicago Association of Commerce, Union League Club, City Club, Woman’s City Club, Chicago Woman’s Club), toutes liguées dans un Comité mixte d’éducation pour adultes étrangers (Immigrants’ Protective League, 8th Annual Report, 1917 : 13). Les *settlements* sont des nœuds de réseaux qui coopèrent pratiquement autour de tâches concrètes, aident leurs voisins à identifier des problèmes et s’efforcent avec eux de les résoudre. Un bon exemple de cet effort collectif, et de ses difficultés, est lié à la propreté de la ville²⁹. Les rues étaient, au début des années 1890, couvertes d’excréments d’animaux, de graisse des essieux, de papiers sales, de détritits et de cendres, passant de l’état de boues à celui de poussière. Des dizaines de milliers de véhicules étaient stationnés en permanence le long des trottoirs : outre qu’ils

offraient des abris aux prostituées et aux voleurs et qu'ils servaient de toilettes publiques, ils rendaient impossible un véritable nettoyage de la voie publique. La ville empestait des émanations de la « pourriture noire » qui jonchait la chaussée, des « égouts bouchés et malodorants » et des « bacs à ordures ménagères pathogènes » (Waring, 1898 : 13 et 179). En plus des ordures ménagères, il n'y avait aucune politique d'élimination des déchets industriels et des déchets organiques à proximité des marchés aux poissons ou des abattoirs des Stockyards. Tandis qu'à New York, le nettoyage des rues semble avoir été une réussite, en raison de la conjonction entre une véritable volonté politique et l'initiative de l'University Settlement de mettre en place des ligues de jeunes (comme le raconte David Willard, travaillant pour le commissaire de la Ville de New York George E. Waring, 1898 : chap. XIV). Ces jeunes, apprend-on, avaient montré de l'enthousiasme dans des Clubs d'histoire civique (Civic History clubs) et dans une Ligue anti-cigarette et s'étaient engagés dans un travail de sensibilisation dans les écoles dans les 10^e et 11^e circonscriptions du Lower East Side. Ils étaient volontaires, avec une possibilité de promotion d'aide à contremaître, puis à superviseur au sein de leur ligue, et semblaient fonctionner à la « fierté civique » et au « sentiment patriotique ».



« La fin d'une carrière », Auteur: Byron photographe. Enfants jouant à côté d'un cheval mort dans la rue, New York entre 1900 et 1906 (Library of Congress, LC-D4-13645 [P&P]: Digital Id det 4a09038 //hdl.loc.gov/loc.pnp/det.4a09038).



MARCH, 1890.

EAST HOUSTON STREET, LOOKING WEST FROM NO. 285



JUNE, 1890.



MARCH, 1890.

NORTHEAST CORNER OF FOURTH STREET AND AVENUE D.



MAY, 1890.

Harper's Weekly, 22 juin 1895: Nettoyage des rues East Houston et 4th Street, NYC, avant et après (domaine public).

Dans les années 1890, la croissance anarchique de la ville de Chicago, l'inefficacité et l'incompétence des administrations municipales chargées de l'hygiène publique et le clientélisme des *aldermen* avaient conduit à une situation critique. Ils distribuaient les charges d'éboueurs à leurs protégés, signaient les contrats de ramassage et d'élimination des ordures avec des entreprises patronnées par leur machine politique et recevaient des commissions par rétrocession d'une partie des subventions publiques. Louise W. Knight, dans « Garbage and Democracy » (2006), a décrit les nombreuses mobilisations qui se sont succédé dans les années 1890. Florence Kelley écrit une lettre au *Chicago Tribune* (3 juillet 1892) dénonçant la situation dans le 19^e arrondissement : « Des montagnes d'abats et d'ordures empestent et fermentent dans la tempête et sous le soleil », et à un bloc de distance de Hull House : « La rue Desplaines, de Polk à Taylor, est depuis des mois un marécage, humide et nauséabond, ses pavés en bois noyés et pourris, loin sous ses eaux troubles. » Les

clubs d'amélioration de citoyens ne parvenaient pas à faire bouger la situation. Les wagons d'ébouage ne passaient qu'une ou deux fois par mois au lieu des trois fois par semaine. Dans une première phase, seules des femmes se sont organisées : Knight mentionne la Ligue pour l'ordre municipal (MOL), qui rassemble Addams et les femmes des *settlements*, Frances Willard et l'Union chrétienne des femmes pour la tempérance, les membres de clubs de femmes de Chicago et l'Alliance des femmes de l'Illinois, sous la houlette d'Ada Sweet, femme d'affaires. La stratégie de faire pression sur le Conseil municipal, sur les commissaires à la santé pour le nettoyage des allées et sur les commissaires aux travaux publics pour celui des rues échoue : les femmes ne sont pas électrices, et la machine politique n'est absolument pas réactive à leurs revendications de licencier les inspecteurs de la santé qui ne font pas leur travail, ou de dénoncer les contrats avec leurs entreprises ; quant à l'effort de pression auprès des services municipaux, il ne prend pas, en partie à cause du manque d'éducation civique de femmes migrantes récemment arrivées, mais aussi parce que les femmes sont découragées par les hommes de leur entourage.

C'est seulement dans une deuxième phase que cette mobilisation va porter ses fruits. Une fois passée l'Exposition Internationale, des hommes et des femmes s'unissent dans la fondation de la Fédération civique (Civic Federation). Celle-ci tient son premier meeting le 15 février 1894. Son Comité sanitaire (Sanitation Committee) désigne un inspecteur par arrondissement (Jane Addams pour le 19^e *ward*). Addams lance un appel d'offres pour la mise en place de poubelles en métal et d'usines d'incinération, qui échoue, en partie parce que contré par John Powers, l'*alderman* du *ward*. Puis elle est désignée comme inspectrice rémunérée, toujours dans l'arrondissement de Hull House : « [Addams] et son assistante, Amanda Johnson, ont commencé à parcourir le quartier trois fois par semaine pour suivre les tombereaux de ramassage des ordures dans leurs tournées, jusqu'à la décharge municipale située à l'angle de Western et de la 35^e rue. Elles ont également persuadé l'entrepreneur de rajouter huit wagons supplémentaires » (Knight, 2005 : 343) et installé des incinérateurs

complémentaires. Elles ont exhumé une chaussée oubliée sous un demi-mètre d'immondices (Addams, 1910a : 286) ! Au bout du compte, les ruelles du quartier sont remarquablement propres – ce que Dewey commente avec humour : « Telle est certainement la méthode américaine idéale : laisser le gouvernement à sa corruption et faire tranquillement les choses par soi-même. » (Lettre du 13 septembre 1894 à Alice Chipman Dewey & enfants). À côté de ce modèle, une autre stratégie que celle du lobbying sur le pouvoir municipal est développée. Un véritable effort d'éducation des femmes est mené dans le 4^e *ward*, derrière Harriet A. Shinn de la Fédération civique : elles sont invitées à visiter les allées, elles apprennent des règles d'hygiène contre les risques de diphtérie, elles deviennent elles-mêmes une armée d'inspectrices qui vérifient la situation locale, bout de quartier par bout de quartier. Ces différentes actions portent leurs fruits. Les femmes des *settlements* (Addams, 1910a : chap. XIII), des clubs et autres associations, montrent leur capacité collective d'auto-organisation, d'innovation, d'enquête et d'expérimentation, ainsi que de persévérance dans la résistance à un pouvoir corrompu et non-réactif.

La situation ne sera pas réglée pour autant (pour la suite de l'histoire, jusqu'en 1917 : McGurty, 1998). On retrouve par exemple une trace de l'action de Mary McDowell de l'University of Chicago Settlement et de Graham Taylor du Chicago Commons en 1916, à l'époque de W. H. Thompson, et, en 1927, où l'ingénieur en chef, travaillant pour le Board of Sanitary Trustees, exige des industries de la viande et de la Corn Products Company de prendre en charge leurs propres déchets : les seuls Stockyards en produisaient 35 millions de gallons par jour, soit l'équivalent d'une ville d'un million et demi d'habitants, et Bubbly Creek, l'affluent de la rivière Chicago au bout du Whiskey Row, n'était plus qu'un énorme cloaque – une « fosse d'aisances » (*cess-pool*) à ciel ouvert, dégageant toutes sortes de gaz toxiques, contaminant les alentours. Le problème était en suspens depuis le siècle précédent et McDowell se souvient que les maisons à proximité étaient noires de mouches en été et qu'un nouveau-né sur trois y mourait (McDowell, 1938 : 2). En 1911, McDowell avait voyagé à Glasgow et Francfort où des

modèles de recueil et d'incinération des ordures avaient été expérimentés. De retour à Chicago elle décrit comment la solution du problème proposée par la municipalité n'était pas rapportée à des considérations de santé publique, mais d'économie privée : les entreprises auraient pu tirer profit des cendres et des mâchefers pour produire des engrais et compresser des briques et récupérer les graisses animales. De surcroît, la municipalité aurait pu recycler la vapeur provenant de la réduction de l'eau pour produire de l'électricité. Le Comité des déchets de la ville (City Waste Committee) du Woman's City Club avait, pendant cinq ans, régulièrement insisté auprès des commissions de la santé et des finances du Conseil municipal pour que soit nommé un groupe d'études pour un plan d'élimination scientifique des ordures. La réponse aura été négative jusqu'à ce que les femmes de l'Illinois obtiennent, en juillet 1913, le droit de vote municipal !

PANIKES ANARCHISTES : UN RÉVÉLATEUR DES ATTITUDES VIS-À-VIS DES MIGRANTS

Inutile de dire que ces *settlements* étaient souvent perçus comme des lieux d'extrémisme et s'attiraient réprobation morale et condamnation politique. Graham Taylor reproduit dans son livre de souvenirs, *Pioneering on Social Frontiers* (1930 : 293), un article de journal où ils étaient vilipendés comme des « centres socialistes » et « anti-chrétiens », prônant l'abolition du mariage et la propriété des enfants par l'État. Fer de lance de la réforme sociale (Davis, 1967), milieu de fécondation (Chambers, 1963, parle de « semailles ») d'un esprit social (Henderson, 1899), ces communautés dans la ville inquiètent et font naître toutes sortes de rumeurs (Addams, 1916 : chap. I et II). Quand elles se battent contre le pouvoir social des tenanciers de saloons, qui étaient à l'époque de véritables gérants de clubs et faiseurs d'opinion, quand elles bousculent le pouvoir des propriétaires d'immeubles, celui des médecins ou des pédagogues, quand elles prennent parti pour les travailleurs ou les consommateurs contre le pouvoir économique de gros entrepreneurs (Goldmark, 1953), ou qu'elles essaient d'imposer leurs innovations sociales contre le pouvoir politique, le



Tribunal pour mineurs, Cook County Juvenile Court, fondé en 1899 (Halsted et Ewing Streets, Photo de 1944, Chuckman Chicago Nostalgia/chuckmanchicagonostalgia.wordpress.com).



La réforme par le travail : délinquance et menuiserie. Centre de détention du tribunal pour mineurs (Chicago History Museum DN-0071323).



Enfants à Hull House West Polk Street 1908 (Chicago Daily News - Chicago History Museum DN-0005531_pm).

clientélisme et la corruption des élus (Davis, 1960 et 1964), elles ne se font pas que des amis. Et les efforts des *settlements* pour réhabiliter les jeunes délinquants, à travers des dispositifs spécifiques de jugement, de formation, de loisir, de psychothérapie, d'accompagnement et de rééducation, suscitent les sarcasmes des plus conservateurs, favorables à des méthodes répressives et opposés à ce gaspillage de l'argent public.

On étudiera ailleurs plus en profondeur la façon dont la question migrante et la question raciale sont traitées par les *settlements*, avec plus ou moins de succès, et non sans œillères parfois (Fischer, 2011 et 2014), mais il est incontestable que ceux-ci ont été parmi les premiers à se confronter à « l'inextricable confusion » du « clivage de classes, clivage de races, clivage de croyances » des grandes métropoles, comme l'écrit Vida D. Scudder dans *A Listener in Babel* (1903 : 74). On note souvent que, pour beaucoup de progressistes, la différenciation sociale, ethnique et religieuse était devenue un problème, parce qu'elle allait à l'encontre d'un désir de communauté organique. Sans doute, mais aussi, tout simplement, parce que les villes américaines connaissent à l'époque un boom urbain et industriel sans précédent dans l'histoire. Chicago, de petit comptoir indien des années

1830, est devenue en 1890 une ville forte d'un million d'habitants – trois millions en 1930. Au tournant du siècle, elle est le principal nœud ferroviaire des États-Unis, elle collecte le bétail et le blé de tout le Midwest, et au-delà (Cronon, 1991/2020) ; tandis que l'Illinois Steel Company devient le plus grand conglomérat d'aciéries du pays, avant d'être absorbée par l'U. S. Steel en 1901 et de dominer la production mondiale. Chicago est le lieu où le capitalisme le plus brutal et le plus dérégulé se déploie, et en parallèle, sur des modalités différentes de New York, de Boston ou de Philadelphie, Chicago est le creuset d'une contestation sociale, d'un réformisme social et d'une science sociale qui tentent de prendre à bras-le-corps les problèmes de migration et de misère, d'industrialisation et d'urbanisation. Elle se développe de façon anarchique, soumise à des machines politiques marquées par leurs liens avec le monde des affaires et du crime organisé, souvent sans politique publique, ni plan directeur³⁰. Elle se transforme en une marqueterie de quartiers, souvent identifiés par leur dominante ethnique et bientôt par leur caractère racial, avec la Grande Migration des Noirs du Sud qui se déverse dans la Black Belt et la progressive constitution de Chinatowns. C'est une ville neuve, sans passé, où la brutalité des rapports d'argent et de pouvoir s'exprime sans régulation, mais aussi où toutes les possibilités semblent ouvertes, qui n'est donc pas entravée par l'histoire, comme en Europe – que ce soit une histoire de la hiérarchisation sociale, qui prévient le mélange des classes, ou une histoire de l'intervention étatique, qui remet le bien public entre les mains de fonctionnaires ou de spécialistes. Mead (1899/2020) l'exprime ainsi, de façon sans doute lapidaire : « Ni la France avec sa société en mille-feuilles et ses castes sociales, ni l'Allemagne, avec sa croyance fondamentale que la société doit être contrôlée par des bureaux d'experts, n'ont offert un terreau favorable au développement de ces *social settlements*. » Aux États-Unis, les *settlements* vont être aux avant-postes de la défense des droits des groupes que l'on appellera, après la Première Guerre mondiale et les débats de la Société des Nations, des « minorités ethniques et raciales », un combat qui s'entrelace avec celui pour les libertés civiles et politiques.

Un fait divers servira ici de révélateur des préjugés envers certaines communautés de migrants et de la place des *settlements* dans la défense des libertés les plus élémentaires : l'assassinat du Père Leo Heinrichs, prêtre franciscain, dans l'église St Elizabeth of Hungary, à Denver, Colorado, le 23 février 1908, par un anarchiste sicilien, Giuseppe Alia. Mead écrit sous le coup de l'émotion son article « Social Settlements and Anarchy » (1908/2021). Ce commentaire à chaud avait été refusé dans un premier temps par le *Record-Herald*³¹, le 22 mars 1908, avant d'être accepté, trois semaines plus tard, le 17 avril, sous la forme d'un court essai par *The Public*. Entretemps, l'affaire se redouble d'une seconde, à Chicago. Lazarus Averbuch, un juif russe, emballleur d'œufs de métier, qui avait échappé au pogrome de Kichinev en 1903 et vivait dans le Near West Side, était devenu célèbre malgré lui. Il avait été tué par George Shippy, le chef de la police de Chicago, au domicile de ce dernier, le 2 mars 1908, dans des conditions troubles, une semaine après l'assassinat du Père Heinrichs. Shippy disait l'avoir identifié comme un anarchiste venu pour l'agresser et n'avoir fait qu'exercer son droit à la légitime défense. Quand il a été révélé qu'Averbuch était juif russe, la vague anti-anarchiste, endémique depuis l'attentat de Haymarket en 1886 (Taylor, 1930 : chap. X ; Avrich, 1984), s'est redoublée d'une vague antisémite. Et les *settlements* se sont retrouvés au cœur de la tourmente.

Ce n'était pas la première fois. Après l'assassinat du Président William McKinley à Buffalo, NY, le 6 septembre 1901, lors de la « panique publique » qui s'est ensuivie, Hull House avait commencé à être la cible de la presse. Courageusement, Addams, accompagnée de Raymond Robins³², alors résident du Chicago Commons (Taylor, 1930 : 137), s'était rendue au bureau du maire, Carter H. Harrison Jr., pour défendre le cas d'Abraham Isaak et de Clement Pfuetzner, arrêtés en même temps que le perpétrateur du meurtre du président, Leon Czolgosz. La règle de l'amalgame prévalait et tous les anarchistes, après un acte terroriste, étaient associés dans la vindicte publique et la répression policière. Adams et Robins avaient demandé à rencontrer Isaak et Pfuetzner. Ils avaient réaffirmé leur conviction qu'ils

étaient innocents et insisté pour qu'ils puissent rencontrer un avocat, ce qui leur avait jusque-là été refusé. Abe Isaak était né dans la colonie mennonite de Chortitza, dans l'Ukraine actuelle, et, après un passé nihiliste à Odessa, avait rejoint les rangs anarchistes au moment de la rupture de la Seconde Internationale en 1889. Après avoir fui à Rio de Janeiro, il avait rejoint les États-Unis en 1890. Il avait fondé et édité les hebdomadaires *Firebrand* (1895-97) à Portland, Oregon, puis, après sa fermeture par la police, *Free Society* (1897-1904), à San Francisco. Arrivé à Chicago en 1901, il s'était lié au milieu radical, devenant un proche d'Addams et de Graham Taylor, de Clarence Darrow et de Thorstein Veblen. La maison de *Free Society* s'était transformée en lieu de rassemblement des anarchistes de la ville, et en particulier en base de défense de l'égalité des sexes et de l'amour libre. Avec Maria, son épouse, et leurs trois enfants, ils en partiraient en 1904 pour New York, puis participeraient à partir de 1909 à la création de la communauté Aurora, à côté de Lincoln, Californie. L'anarchisme des Isaak était resté conforme aux exigences d'entraide et de pacifisme des Mennonites. Ils avaient du reste émis un avertissement dans leur journal contre un présumé espion de la police, Nieman, qu'Emma Goldman identifiera comme Czolgosz (Goldman, 1931/2009 : 212 et 216 et chap. 23-24 ; Drinnon, 1961 : 68). Quoique Goldman, Isaak et toutes les personnes arrêtées avec eux fussent libérés et exemptés de toute charge peu de temps après, le Congrès américain n'en passait pas moins, en 1903, l'Anarchist Exclusion Act – qui retenait comme indésirables anarchistes, épileptiques, mendiants et souteneurs³³.

Addams et Robins avaient donc rendu visite au maire, avant qu'Emma Goldman, traitée dans la presse de bête sanguinaire, traquée dans tout le pays comme la « grande prêtresse de l'anarchisme », ne soit arrêtée. Graham Taylor, absent de la ville, s'était joint à eux dans la presse pour attester que les deux accusés, habitués des réunions du Chicago Commons, n'avaient « jamais professé de vues radicales ni prôné de bain de sang ». Si l'anarchisme était leur « religion », ils n'étaient pas favorables à la propagande par le fait. L'assassinat du président n'était pas, selon Addams et Robins, le résultat d'une

conspiration (*Inter Ocean*³⁴, 10 septembre 1901). Le 11 septembre, Clarence Darrow, avocat des causes progressistes, envoie une lettre à Addams où il lui dit être prêt à prendre la défense des Isaak et de la couturière Julia Mechanic, prise dans les mailles du filet. La justice conclurait plus tard au désordre mental de Czolgosz, ce qui n'empêcherait pas de le condamner à mort et de l'exécuter. Tous les présumés coupables, y compris Goldman, avaient été relâchés. Sept ans plus tard, on assiste à un nouvel épisode d'« hystérie collective » autour d'Averbuch. Jane Addams qui ne croit pas en sa culpabilité, est choquée par l'impossibilité faite à sa sœur Olga d'organiser des funérailles. Averbuch est enterré dans le carré des indigents (*potter's field*). Avec le soutien de notables de la communauté juive (Roth & Kraus, 1998), dont Julius Rosenwald (directeur de Sears and Roebuch, cofondateur du Fonds Rosenwald et mécène de nombreuses causes progressistes à travers le Rosenwald Fund, qui financera plus de 5 000 écoles noires dans le Deep South), le juge Julian Mack (professeur à la Law School de l'Université de Chicago, militant des droits des Noirs et des enfants, impliqué dans la Juvenile Protective League et dans la Chicago School of Civics and Philanthropy) et le rabbin Emil Hirsch (de la Congrégation du Sinaï, leader du judaïsme progressiste, « le mieux payé au monde », une façon pour la communauté de « mesurer sa grandeur », Wirth, 1928/2006 : 186, républicain, professeur à l'Université de Chicago, éditeur du *Reform Advocate* à partir de 1891, inventeur des services du dimanche, dont les homélies sur la justice sociale, disait-on, attiraient autant de Gentils que de Juifs), Addams organise un comité, lève des fonds, et paie Harold Le Clair Ickes, jeune avocat (sorti en 1907 de l'École de droit de l'Université, Républicain qui rejoindra les Partis progressistes en 1912 et 1916, futur secrétaire à l'Intérieur du gouvernement Roosevelt, l'un des principaux artisans du New Deal à travers la Public Works Administration) pour mener une nouvelle enquête. Le corps d'Averbuch est alors exhumé (Addams, 1908 : 159), examiné par un pathologiste, avant d'être réenterré selon les rites juifs. Preuve avait été faite que le coup avait été tiré par derrière, mais le jury, au grand émoi de la communauté juive russe, avait innocenté Shippy, le chef de la police.

Problème collatéral : la condamnation d'Averbuch se traduit par une campagne médiatique qui prend pour cible les *settlements*. Ceux-ci étaient accusés d'être des « écoles pour les anarchistes » – une rumeur attisée par la visite à Hull House, du 7 au 17 avril 1901, du Prince Kropotkine (Addams, 1910a : 402-404), qui avait publié peu de temps avant en anglais *Fields, Factories and Workshops* (1898) et *Memoirs of a Revolutionist* (1899) et qui devait travailler sur le manuscrit de *Mutual Aid* (1902 ; *L'Entraide*, 1906, en français). L'aide aux pauvres et aux migrants et les activités d'organisation communautaire étaient supposées cacher le vice de la sédition. En 1908, la même dynamique se met en place. Le journal catholique de Chicago, *New World*, les décrit comme des « soi-disant clubs éducatifs » qui propagent « l'irréligion et le désordre social, déversent du poison dans les esprits trop faibles et les cœurs trop noircis par le péché pour le rejeter, puis arment leurs victimes et les envoient à l'étranger pour tuer ou être tuées » (Rigney & Lundy, 2015). Du coup, plusieurs voix se font entendre pour les défendre. Albion W. Small, par exemple, le Chair du département de sociologie, très impliqué dans le mouvement progressiste, en particulier à Hull House, envoie une lettre à Addams le 19 mars 1908, où il signale qu'il a écrit au *Chicago Tribune* pour protester contre les attaques dont les immigrants ont été les victimes à la suite de l'affaire Averbuch. Mais la presse pouvait être d'une grande partialité. Alice Hamilton, longtemps résidente de Hull House et qui accompagnerait Addams et Balch au Congrès international des femmes de La Haye en 1915, se souvient dans son autobiographie, *Exploring the Dangerous Trades* (1943 : 77-78), de la déclaration d'un journaliste à Addams : « Autant vous le dire, Miss Addams, mon journal m'a ordonné de faire le lien entre Averbuch et Hull House et c'est ce que je vais faire ! »

C'est dans le cadre de cette bataille de l'information que Mead publie son essai « Social Settlements and Anarchy » (1908/2021), où il avance plusieurs arguments en faveur des *settlements*. Mead appelle le public au calme. Il démonte et dénonce toute forme de conspiration au-delà des actes individuels des principaux coupables, Lazarus

Averbuch ou Giuseppe Alia. Ceux-ci ont agi de façon solitaire. Il déplore le torrent de vindicte qui s'est abattu, de façon inacceptable, sur les *settlements*. Ceux-ci sont des organisations sociales indispensables pour promouvoir la vie commune des différentes communautés, en particulier pour créer des liens de compréhension mutuelle entre les Américains natifs et ceux nés à l'étranger. Ils ont la capacité d'interpréter le monde des immigrants pour le reste de la société, au lieu de leur imposer un processus d'américanisation sans se demander qui ils sont³⁵. Mead critique encore l'hostilité que le public a pour ces étrangers – italiens ou juifs russes – traités comme des terroristes potentiels. L'ignorance et l'intolérance se nourrissent et se perpétuent grâce aux stéréotypes. Les *settlements* ne sont pas seulement des organisations de service social : d'un côté, ils s'efforcent de jouer un rôle d'ambassadeurs et de médiateurs entre différents groupes culturels, et ils se battent contre la propagande nativiste ; de l'autre, ils promeuvent un type de politique qui rejette la violence terroriste de la propagande par le fait et ils incitent les migrants à jouer le jeu de la démocratie pacifique. Proches du terrain, ils peuvent identifier des problèmes et proposer des solutions, moyennant un travail de réflexion collective – ce que Mead (1909-10/2021) appelle cultiver la « conscience du quartier » (*neighborhood consciousness*) et élargir la « conscience sociale » (Mead, 1912) – qui mette en contact différentes perspectives les unes avec les autres. Et cette discussion publique, qui s'efforce de fixer une espèce de consensus autour d'une réalité commune, est indissociable de processus de coopération pratique, autour d'enjeux de logement, de loisirs, de santé ou d'éducation, afin de faire émerger de nouvelles conditions de vie commune. C'est une tâche cruciale aux yeux de Mead. La haine contre les étrangers et contre les *settlements* ne peut que conduire à augmenter le degré d'incompréhension entre les différentes communautés – la haine nourrit la haine.

Les tensions intercommunautaires étaient des problèmes publics de première importance tant les événements de rupture contre protestants et catholiques, Noirs et Blancs, juifs et gentils, sont récurrents, sans compter les tensions entre les groupes de nationalité, de langue

et de culture différentes : Allemands, Polonais, Italiens, Bohémiens, Russes, Chinois et Mexicains, Grecs et Litوانيens ne vivent pas toujours en bonne entente. Les récits de l'époque fourmillent de manifestations d'hostilité de la « race anglo-saxonne » contre les catholiques, les juifs et les orientaux – jusque dans la plate-forme politique de Woodrow Wilson en 1912 ; et l'on sait la résistance des Italiens de Hull House à se mêler aux Mexicains, et plus encore l'hostilité d'un certain nombre de *settlements* à accueillir des Noirs en leur sein.



Chicago, Ghetto du Near West Side : membres de la communauté juive.

Addams (1899/2021 : 37-38, éd. ang.), indique une voie esthétique pour revaloriser les expériences et les réputations des migrants venus se faire une place en Amérique et contribuer à sa richesse matérielle tout en forgeant une nouvelle nation. C'est celle qu'Israel Zangwill explore en mettant en scène *Children of the Ghetto* (1892). Ses vignettes, tantôt comiques, tantôt tragiques, ont le pouvoir d'émouvoir le lecteur et de rendre sympathiques et compréhensibles les tensions et les conflits culturels des enfants et des petits-enfants du ghetto de Whitechapel à Londres. Mais la portée de l'œuvre romanesque va bien au-delà : elle donne des clefs de lecture des situations vécues par les Juifs de Maxwell Street à Chicago. Elle permet de saisir une commune humanité avec ces migrants exotiques, enfermés dans leurs

rites, balbutiant un mauvais anglais, vivant dans la misère, de même qu'Addams, dans ses récits de la rumeur du « *Devil's Baby* » (de 1914 à 1930), nous rendra accessibles les drames des femmes italiennes de son quartier. La migration est recadrée comme un « cadeau » pour la société américaine. Au tout début du siècle, le débat sur l'américanisation commence à peine à être lancé et l'on verra Addams comme Dewey se distancier de la version de la fusion assimilatrice dans le creuset du « *melting pot* » (Zangwill, 1908) et développer l'idée d'un maintien, au moins transitoire, des différences communautaires (ce qu'Alain Locke ou Horace Kallen nommeront « pluralisme culturel »). Les *settlements* ont en tout cas une fonction cruciale, celle d'aider à l'intégration de l'Amérique, alors que les paniques nativistes créent de la rupture et de la dissension. Sur la question raciale, Addams se lie d'amitié avec Ida B. Wells, la première à lier la dénonciation des lynchages à une enquête rigoureuse, qui créera elle-même en 1910 la Negro Fellowship League, une sorte de *settlement*, dans un immeuble de trois étages à 2840 South State Street, l'étage inférieur étant dédié à des réunions, à une agence d'emploi et aux offices du dimanche, et les étages supérieurs abritant des dortoirs pour hommes sans toit, en particulier fraîchement arrivés du Sud. Hull House aura de bons rapports avec le Frederick Douglass Center, le *settlement* noir ouvert par Celia Parker Wooley, en 1904, dans le Southside de Chicago (Wabash 3032). À New York, Lillian Wald soutient la formation d'infirmières noires au Nurses' Settlements et est très impliquée, avec Mary White Ovington, Mary Brewster et Florence Kelley dans la cause de la NAACP. On pourrait encore rappeler le soutien logistique du College Settlement of Philadelphia, financé par Susan Wharton, alors piloté par Emily Greene Balch, au Starr Center, son annexe dans le quartier noir, sur St. Mary's Street. Les Du Bois, W. E. B. et son épouse Nina, y séjournent à leur arrivée. *Les Noirs de Philadelphie* (1899/2019) a surpassé le modèle des *Hull House Maps and Papers*. Le livre contient la contribution d'Isabel Eaton, recommandée par Addams, sur les employées de maison noires. Eaton, de la College Settlements Association, avant de mener cette enquête sur les gens de maison (1899/2019 : 491-585), avait établi, à l'occasion d'une

résidence de trois mois à Hull House, une comptabilité ethnographique (1895 : 79-88), comparée entre New York et Chicago, des budgets des ouvriers du vêtement (salaires, loyers, dépenses en nourriture et en vêtement, endettement) et de leur chute pendant la crise de 1893-94. Eaton deviendra, entre 1910 et 1914, *headworker* de la Robert Gould Shaw House, dans le South End de Boston. On peut enfin examiner l'implication des *settlements* dans le bureau chargé d'enquêter sur les émeutes raciales de Chicago de juillet 1919, qui publie *The Negro in Chicago*. Les principaux enquêteurs et rédacteurs en sont Charles S. Johnson, alors élève de master de Robert E. Park (qui agit en sa capacité de professeur de l'Université et de premier président de la Chicago Urban League³⁶) et Graham Romeyn Taylor (qui est à l'époque journaliste du magazine *The Survey*, connu pour ses investigations sur les parcs de loisirs de Chicago et sur le développement des « villes-satellites »). La direction en est confiée à Graham Taylor, le père du susdit et fondateur du Chicago Commons. Le bureau de la commission d'enquête est constitué de Charles W. Folds (président de l'Union League Club et de United Charities of Chicago), Harriet Vittum (Northwestern University Settlement, très impliquée dans les luttes pour la santé des enfants) et T. Arnold Hill (secrétaire exécutif de la Chicago Urban League, aux côtés de Park et de Breckinridge).

Revenons à l'affaire Averbuch. La séquence de publications ne s'arrête pas là. Le 2 mai 1908, Jane Addams publie un nouveau texte, « Chicago Settlements and Social Unrest » (1908), dans un hebdomadaire dont le public lui est favorable, *Charities & The Commons*. Il vaut la peine de lire cet article, en parallèle à ceux de Mead sur « *The social settlement : son fondement et sa fonction* » (1907/2021) et « *Social Settlements and Anarchy* » (1908/1921), pour juger de la convergence de leurs perspectives. Entre-temps, un nouvel attentat avait eu lieu à New York, sur Union Square, le 28 mars 1908 : Selig Silverstein, membre de la Fédération anarchiste, avait été mortellement atteint par la bombe qu'il s'apprêtait à lancer sur la police. Addams avait lu une première version de son texte le 11 avril au Chicago's Quadrangle Club, le club des professeurs de l'Université de Chicago. Elle y reprend

le thème du *settlement* comme « interprète des colonies étrangères pour le reste de la ville ». Cette interprétation est « fondée sur une information de première main et sur l'opportunité d'échanges libres avec ces personnes étrangères » (1908 : 155). Les relations de voisinage rendent possible une connaissance par accointance et donc une proximité d'expérience avec les immigrants. Les *settlements* se présentent comme des « bureaux d'information et d'interprétation » (Addams, 1910a : 167), des postes avancés, chargés d'une mission pionnière à la nouvelle « frontière » du pays – une frontière sociale, et non plus géographique (Taylor, 1930). Cette mission est de faire connaître au plus grand nombre la condition des migrants, de sensibiliser aux difficultés qu'ils rencontrent, de faire valoir leurs droits et, tout simplement, de les faire exister publiquement – que ce soit sur les cartes colorées des *Hull House Maps and Papers* (1895), en accueillant le week-end des spectacles de danses folkloriques, ou en racontant leurs histoires de vie dans des monographies. Il s'agit d'une médiation à double sens. D'une part, les *settlements* mettent en place des bureaux d'accueil des migrants à leur arrivée à la gare centrale de Chicago, ou à leur débarquement à Ellis Island, traduisent pour eux les informations les plus élémentaires concernant la vie en Amérique et leur apprennent petit à petit à s'orienter dans des forêts d'institutions – telle était la fonction de l'Immigrants' Protective League, basée à Hull House, dont Mead était avec Addams l'un des co-fondateurs et pour laquelle il sert de vice-président de 1909 à 1919 (Cook, 1993 : 99-104). D'autre part, les *settlements* ont pour mission de faire comprendre à leurs concitoyens et aux autorités publiques qui sont les migrants, comment ils vivent, d'où ils viennent et ce qu'ils veulent. Les *settlements* s'installent aux interfaces des communautés nationales et raciales et se retrouvent au cœur des politiques migratoires (Nackenoff, 2014). Ils tentent d'insuffler une dose d'hospitalité et de protection à l'endroit des futurs concitoyens, et enquêtent à cette fin sur leurs parcours des « vieux » continents européen et asiatique au Nouveau monde. Ils essaient de débrouiller le sens des tensions statutaires et culturelles dans lesquelles ces primo-arrivants sont projetés, accompagnent les femmes et les enfants dans des dispositifs de science domestique et de soutien

scolaire, et étudient les mécanismes conduisant certains adolescents à prendre le chemin de la délinquance et du crime pour se faire une place en Amérique. On a là en germe certaines des hypothèses de travail que redéveloppera la sociologie de Chicago – en particulier dans les travaux de William I. Thomas, Robert E. Park et Ernest W. Burgess et de leurs étudiants (Cefaï & Huebner, 2019)³⁷.

La proximité du bon voisinage est ce qui rend possible de prêter attention et de prendre soin, d'avoir une attitude de sympathie et de compréhension, et de faire exploser les images stéréotypées qui, en s'interposant dans les contextes d'interaction, empêchent l'intercompréhension (Lippmann, 1922). *A contrario*, ne pas comprendre, c'est laisser se développer l'incompréhension, dont naît l'intolérance, dont naît la violence. Addams déplore la « confusion médiévale » entre celui qui nourrit et héberge l'hérétique et l'hérétique lui-même. Aux yeux et aux oreilles du public, parce que les *settlements* sont en contact avec des anarchistes, qui participent parfois à leurs meetings et avec qui ils nouent des liens personnels, ils sont eux-mêmes gagnés à l'anarchisme. Addams défend la réputation des *settlements* et tente de les protéger contre la vindicte publique, mais elle appelle aussi à l'apaisement vis-à-vis des immigrants. Elle décrit des scènes de « panique publique » qui auraient pu figurer parmi les exemples de pathologie du comportement collectif (*collective behavior*) que Robert E. Park étudiera au département de sociologie de l'Université de Chicago. « Au cours des quelques semaines qui ont suivi, les pires craintes se sont réalisées. Tous les membres de la colonie, à divers degrés, ont ressenti directement les effets de la panique publique. Le contrat de vente d'une grande parcelle de terrain située près de Paris, Ill., qui avait été négociée pour la création d'une colonie agricole de Juifs russes, a été annulé par le vendeur au motif que les habitants du voisinage ne souhaitaient pas que des anarchistes s'y installent, alors même qu'il ne restait plus que quelques ultimes arrangements à trouver. La société en charge de l'affaire a été contrainte d'abandonner. Des élèves d'école ont été hués et lapidés dans les rues. Des jeunes gens inoffensifs qui rentraient du travail en tramway ont été traités avec le plus

grand mépris. Un étudiant a été obligé de quitter la faculté d'odontologie en raison de la persécution de ses collègues. Des cas similaires pourraient être cités par centaines. Le vieux sentiment antisémite a gagné du terrain, encouragé et soutenu par le sentiment que l'assouvir reviendrait à "anéantir l'anarchie". » (Addams, 1908). Cet antisémitisme est venu conforter la peur d'actes terroristes, accomplis par des *newcomers* qui trahissaient ainsi l'hospitalité qui leur avait été accordée. La haine de l'autre est devenue une « marque de patriotisme ».

Au lieu de quoi, nous dit Addams, les immigrants juifs russes, qui ont fui l'autocratie du régime tsariste, sont avant tout attachés à la liberté de la presse, d'association et d'expression. Ils ont tout pour devenir de bons Américains ! « Les expressions que l'on entend le plus souvent chez les immigrants juifs russes sont "presse libre", "liberté d'expression" et "liberté de réunion". Ce sont sans aucun doute les mêmes mots qui étaient si souvent répétés dans le dialecte de l'Oxfordshire par les premiers fondateurs de la colonie de Pennsylvanie. » (Addams, 1908). Les juifs russes sont scandalisés par la brutalité de la persécution de la police de Chicago, pire, selon eux, que la police tsariste : elle saccage leurs imprimeries, perquisitionne un restaurant suspect qui « fournit de la nourriture à prix coûtant aux chômeurs », saisit dans des résidences privées des documents et photographies de révolutionnaires, confisque la bibliothèque du groupe David Edelstadt et maltraite les parents et les connaissances d'Averbuch, sa sœur en particulier. De fait, Hull House, tout en subissant les foudres de l'opinion publique, relayées et excitées par la presse, s'efforce de mener une contre-enquête, en finance les frais, et, en rupture avec les partis et les églises, trop timides selon Addams, refuse de laisser dans la confusion des « membres de la communauté qui, angoissés, recherchent de l'aide pour se faire leur opinion ».

« Quand le sens de la justice cherche à s'exprimer hors des canaux habituels du gouvernement en place, il se lance dans un dangereux voyage qui se termine inévitablement par un échec, et ce en dépit du fait que l'aventure ait pu être inspirée par de nobles motifs. » (Addams,

1908). Selon Addams, le problème du terrorisme n'incombe pas tant à certaines philosophies anarchistes – ce qui serait discutable – qu'à la « torsion morale » qu'elles ont subie quand ceux qui les défendent ont été la cible d'une violence inique de la part du gouvernement tsariste, puis traités sans aucun égard par le régime économique et politique américain. Le désastre qui en découle est la justification des méthodes violentes aux yeux des Russes installés aux États-Unis et une défiance totale vis-à-vis des médiateurs de l'expérience publique : presse, police et justice, organisations civiques et institutions étatiques. Addams finit par rappeler les événements de l'émeute de Haymarket, après l'explosion d'une bombe lors d'une manifestation de travailleurs le 4 mai 1886, qui s'était soldée par l'arrestation de huit anarchistes, dont quatre avaient été pendus. L'hystérie collective de la presse et la répression policière et judiciaire ne résolvent rien : elles ne font qu'entretenir les cycles de la violence. La « parole libre » (*free speech*) et la « discussion ouverte » (*open discussion*) sont le seul remède aux « actes de l'anarchie » et aux maux du terrorisme. Cette défense de la liberté civique et politique et du droit élémentaire d'exprimer ses opinions est cruciale. Mead, ainsi que Thomas, Tufts, Addams ou Taylor du côté des *settlements*, se mobiliseront à nouveau, dans le cadre de la Ligue de protection des immigrants (Immigrants' Protective League) à l'occasion de l'affaire Christian A. Rudowitz, accusé d'homicide, vol et incendie à Benen (dans le Courland, dans l'actuelle Lettonie) et menacé d'extradition à la demande de la Russie (Giffin, 1982). Rudowitz était membre du Parti social-démocrate de l'actuelle Lettonie, qu'il avait rejoint à l'occasion de la Révolution de 1905. Défendu par Clarence Darrow et un groupe d'avocats, soutenu par la Ligue de défense des réfugiés politiques (Political Refugee Defense League) qui développe des sections dans 185 villes, le cas Rudowitz suscite une énorme mobilisation, dont les réunions hebdomadaires du conseil exécutif à Hull House sont le cœur. Des meetings de plusieurs milliers de personnes se tiennent au Seventh Regiment Armory Building, dans le Near South Side. Eugene V. Debs, candidat à la présidentielle en 1908, le soutient au nom du droit d'asile politique – on estimait en effet à 20 000 environ les radicaux russes

encourant le même risque de retrouver les geôles et les tortures des prisons impériales. Addams organise une conférence, le 29 décembre 1908 au Colonial Theater, où des membres du Congrès, des juges et des avocats, des professeurs et des pasteurs prennent la parole. Les Thomas, Mead et Tufts sont invités et très probablement dans la salle. Rudowitz, qui avait été condamné le 7 décembre par le commissaire à la migration, Mark A. Foote, est finalement gracié par Elihu Root, secrétaire d'État (Affaires étrangères), qui casse la décision le 26 janvier 1909.

LES LIMITES DE L'ACTION DES SETTLEMENTS : LE GHETTO JUIF DU NEAR WEST SIDE DE CHICAGO

Si nous nous sommes attardés sur ce moment fort de bataille de Mead, Addams et Darrow contre les paniques anarchistes, c'est aussi pour montrer la puissance d'intervention des *settlements* les plus en vue, dans une affaire civique, à travers la combinaison de différents modes d'action : contre-enquête, appel à l'opinion publique à travers la presse, pression sur les élites municipales et nationales, dénonciation judiciaire de la persécution au nom du droit d'asile et de la liberté politique, mobilisation civique par les comités *ad hoc* de la Ligue de défense des réfugiés politiques (PRDL) à travers les États-Unis et action plus ciblée de la Ligue pour la protection des immigrants (IPL). Les *settlements* pouvaient travailler main dans la main avec des syndicats, en premier lieu la Ligue nationale des syndicats de femmes (Women's Trade Union League – WTUL), avec des organisations caritatives plus classiques (Charity Organization Societies – COS), ou encore avec des sociétés philanthropiques marquées religieusement ou ethniquement – par exemple, le Conseil national des femmes juives (National Council of Jewish Women – NCJW). À chaque fois, la pluralisation de leurs modes d'action – politique, syndicale, philanthropique, moyennant des organisations ethniques ou religieuses – allait de pair avec la pluralisation des publics concernés, des dispositifs de cadrage des perspectives sur des problèmes,

des objectifs visés et des moyens mobilisés. L'organisation de la vie publique, et corrélativement de l'expérience publique, était alors faite – comme aujourd'hui – d'un enchevêtrement de contextes d'expérience et d'action. Ceux-ci variaient selon le type d'enjeu (les campagnes pour éradiquer la tuberculose, pour sauver des militants emprisonnés, pour améliorer les conditions de logement, créer de nouvelles pédagogies ou instituer des assurances sociales n'ont pas la même configuration), la taille (le nombre de personnes concernées ou mobilisées, alliées ou adversaires – depuis les cours d'art ou les performances de théâtre aux réseaux internationaux de femmes pacifistes), la portée (de la création de chambres d'accueil pour résidents au lobbying sur les élus de l'Illinois pour la suppression du travail des enfants et à la mise en place par le gouvernement fédéral du Bureau de l'enfance), la puissance de feu (la quantité d'argent, d'élus, de spécialistes, de médias, etc., impliqués), la spatialité (du voisinage direct à la ville, l'État ou la fédération) et la temporalité (de l'action ponctuelle à l'organisation qui dure des dizaines d'années). Ils variaient aussi par les répertoires d'action et de connaissance (plus ou moins institués ou novateurs : des grèves et meetings aux expérimentations des infirmières-visiteuses, de la sensibilisation de l'opinion publique par voie de presse à des enquêtes inédites jusque-là du type *community studies*) et, pour les *settlers*, par les modalités et intensités d'engagement (selon le degré d'intérêt pour les dossiers, la spécialisation et l'urgence – du ramassage des ordures, de l'accueil des migrants ou de l'éducation des enfants à la lutte contre l'expansion impérialiste). On retrouve là les enjeux d'une sociologie des arènes publiques, bien plus complexe que les quelques propositions que la philosophie morale et politique retient d'ordinaire du concept pragmatiste de « public » et dont certaines dimensions ont été explorées par les sociologies des problèmes sociaux et des mobilisations collectives. On y trouve également une invitation à ne pas s'en tenir au mythe efficace ou à la fiction opérante de la « communauté », dont Follett a fixé la version la plus sophistiquée, que Woods a fait jouer dans sa conception idéale du quartier et qui était aux États-Unis un des principaux opérateurs de constitution des collectifs. Comprendre l'action des *settlements*

requiert, au-delà de leurs déclarations d'intention et de leurs bilans d'action, de déplacer le regard vers les quartiers où ils opéraient et de s'interroger sur les conséquences effectives de leurs interventions.

À cette fin, centrons-nous sur la « communauté » juive, et en particulier juive russe, dont Averbuch et Czolgosz étaient issus, pour mieux comprendre les liens de Hull House avec les mondes juifs du Near West Side – ceux-là mêmes immortalisés par *Le Ghetto* de Louis Wirth (1928/2006). Mais au lieu de les traiter en termes d'écologie d'une aire naturelle, nous allons nous intéresser à leurs formes d'auto-organisation et aux liens qui s'y nouent avec les *settlements* du quartier. Rappelons que New York et Chicago étaient, avec Varsovie, les villes au monde où les Juifs étaient les plus nombreux. Le mouvement migratoire vers les États-Unis n'avait cessé de s'accélérer, la population juive étant estimée à 400 000 en 1888, 938 000 en 1897, 1 778 000 en 1907 et 3 300 000 en 1918³⁸.



Maxwell Street (Chicago Historical Society).



Marché aux poissons vers 1905 (Photo de Barnes-Crosby, Chicago Historical Society CHS/ICHi-19155).



Marchande d'ustensiles de cuisine, neufs et d'occasion, 1906, Jefferson Street au sud de 12th Street (Chicago Historical Society, CRC144F).

À Chicago, le Conseil national des femmes juives était lié à Hull House, qui se trouvait à proximité du ghetto juif. Hannah Solomon, sa fondatrice³⁹, se rappelle comment la création du Maxwell Street Settlement (185 Maxwell Street jusqu'en 1896, puis 1214 South Clinton Street) a été discutée à Hull House en 1892. Fondé l'année suivante, le 11 novembre 1893, par Jacob Abt et Jesse Lowenhaupt (et en présence de Julian Mack, Lessing Rosenthal, fils de Julius, et Moritz Rosenthal, avocat) (Bregstone, 1933 : 48), il est financé par des dons privés (complétés à partir de 1906 par une aide des Associated Jewish Charities). En 1911, il compte 4 femmes résidentes, tandis que 49 femmes et 33 hommes y font du volontariat (Woods & Kennedy, 1911 : 78). Le Maxwell Street Settlement (mentionné par Wirth, 1928/2006 : 188, éd. 1928) s'occupera autant de faire paver et éclairer les rues, que d'installer des bains publics, d'organiser des sorties en plein air et d'accueillir un grand nombre de clubs de sport et de loisir, d'éducation, de théâtre et de musique. C'est une époque de croissance très rapide de la population juive. Celle-ci se composait initialement de familles allemandes, les premières arrivées en 1843, qui rapidement créent la première société religieuse et la première synagogue, en 1849, sur Clark et Jackson. Ces familles, plutôt éduquées et prospères, se rassemblent dans la Congrégation Kehillath Anshe Maarabh (KAM : Allemands du Sud), ou dans la Kehillath Bnai Shalom (Prussiens de Posen et alentours), plus conservatrice. En 1857, la loge Ramah n°33 du B'nai B'rith se monte – elle sera à l'origine de la fondation en 1913 d'une association de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, l'Anti-Defamation League of B'nai B'rith. Un autre petit groupe qui fait sécession avec la KAM est à l'origine de l'Association juive réformée de Chicago en 1858, puis de la Congrégation du Sinaï en 1861. Certaines de ces familles vont se déplacer vers le West Side, où la Congrégation de Zion achète d'abord une église sur Desplaines, en 1864, puis construit sa propre synagogue sur Jackson et Sangamon. D'autres migrent vers le « Golden Ghetto » du South Side, après l'incendie de 1871, autour du KAM Temple à Kenwood, au nord de Hyde Park et du South Shore. Petit à petit, la communauté juive organise son milieu de vie en faisant émerger un ensemble d'institutions sociales qui répondent à un

certain nombre de ses besoins. Elle crée en 1845 la première société funéraire (le premier cimetière se situe dans Lincoln Park) et, en 1851, la Hebrew Benevolent Society (son cimetière Graceland est installé au nord de Lake View) ; elle fonde dès 1859 l'Association juive unifiée de secours (United Hebrew Relief Association) ; elle ouvre le club social et civique, le Standard Club en 1869, et la Clay Literary and Dramatic Association ; elle institue en 1882 le Michael Reese Hospital (29^e rue, qui recevait tous les patients sans distinction de race ou de religion, après la destruction par le feu du Jewish Hospital de 1868), puis le Drexel Home, résidence pour personnes âgées, en 1891 (sur Drexel et la 62^e), et la résidence pour orphelins, Chicago Home for Jewish Orphans de Woodlawn, en 1899. Cette « communauté » a un dynamisme collectif et un désir d'autonomie qui n'en font pas, *a priori*, une bonne cliente pour les *settlements*.

Les Juifs des *shtetls* de Pologne, Ukraine et Russie arrivent quant à eux à partir des années 1860, en majorité petits commerçants, camelots et colporteurs, couturiers à la pièce, ouvriers et artisans. Ils s'installent dans la zone du Near West Side étudiée par Louis Wirth (1928/2006), et décrite avant lui par Zueblin dans les *Hull-House Maps and Papers* (1895). Cette migration est une conséquence des multiples vexations et discriminations subies en Russie (dès 1891, une Society in Aid of Russian Refugees s'occupe de l'accueil des exilés russes) et accélérée par les pogroms de Bessarabie-Moldavie, Ukraine et Russie en 1903-06. Beaucoup de juifs récemment arrivés ne parlent pas anglais et ne l'apprennent pas, si rien ne les y contraint professionnellement – le yiddish reste la langue commune. Beaucoup ne votent pas, soit parce qu'ils n'y ont pas encore droit, soit parce qu'ils n'en voient pas l'utilité, soit parce qu'ils le récusent, sensibles à la propagande anarchiste (Zueblin, 1895 : 94). Ils créent leurs propres congrégations (B'nai Jacob, Beth Hamedrash Hagadol, Ohave Emuno pour les Russes et Polonais). Le ghetto du Near West Side – entre Halsted à l'est et la rivière à l'ouest, Polk Street au nord et la 16^e au sud – est un labyrinthe de petites rues, bordées de magasins aux enseignes en hébreu, un sas d'accueil où les immigrants trouvent des opportunités de logement et

d'emploi. Ils gardent leurs habits traditionnels, continuent de parler leur langue maternelle et de manger *za kouski*, *tcholent*, *knisch* et *borchtch* ; ils fréquentent l'une des 40 synagogues ; ils trouvent à proximité des biens de consommation courante, dans le bazar à ciel ouvert, et des services économiques, sociaux, éducatifs ou religieux. Ils bénéficient du développement des organisations juives de la ville, financées en partie par des souscriptions locales, et plus encore par la communauté allemande : le Jewish Women's Congress, couplé avec la Young Ladies Aid Society de Mrs Adler, fonde en 1895 la Conference of Jewish Women, et, dans la foulée, une maternité, la Chicago Maternity Center, en 1895, tandis que les hommes créent une école professionnelle, la Jewish Training School en 1890, puis, en avril 1900, l'Associated Jewish Charities au Sinai Temple. La question de la charité est l'un des moteurs les plus puissants de formation d'organisations communautaires. Le Conseil national des femmes juives va ainsi soutenir et sponsoriser à travers le pays une série d'écoles professionnelles et de colonies de vacances, de jardins d'enfants et de tribunaux pour mineurs, d'associations de travail social et de postes d'accueil de migrants. Par ailleurs, certaines institutions sont plus spécifiquement contrôlées par et adressées aux juifs orthodoxes, comme les Federated Orthodox Charities, créées en 1913. Le Maxwell Street Settlement, et a fortiori Hull House, n'étaient ainsi que des initiatives institutionnelles parmi beaucoup d'autres.

Cette histoire organisationnelle est indissociable d'une histoire sociale : le ghetto est un milieu de rencontres et d'interactions, où un travail permanent de reprise et de réinvention des usages, des habitudes et des standards moraux est à l'œuvre. Les transactions avec la société américaine introduisent des lignes de tension, de conflit et de rupture entre orthodoxes et progressistes, entre nationalités et entre générations. Hull House joue sa part dans ce processus d'acculturation, en particulier autour des années 1900, mais de façon plutôt marginale (Lissak, 1989 : 80). Elle entretient des relations avec les plus radicaux – comme les anarchistes, qui continuent de parler russe ou yiddish entre eux (Zimmer, 2015) – et avec les plus assimilés

– qui voient dans les *settlements* des occasions de rencontre et d'apprentissage hors de leur milieu de vie habituel. Un bon exemple, resté dans les mémoires, est celui de Hilda Satt Polacheck : c'était une fille du voisinage qui a raconté comment sa venue à Hull House a été un événement clef de bifurcation de son parcours existentiel, qui l'a conduite à devenir écrivaine et à militer pour la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (Women's International League for Peace and Freedom)⁴⁰. D'un point de vue écologique, comme le décrit Wirth, les familles qui ont connu une ascension économique, ou leurs enfants qui décident de s'éloigner du noyau le plus conservateur de la communauté, se déplacent vers de nouveaux quartiers périphériques (North Lawndale, Albany Park, South Shore, Rogers Park...). Par ailleurs, les conflits sociaux ont à l'époque une dominante ethnique : les syndicats de fabricants de cigares (Cigarmakers' Union) et de manteaux (Cloakmakers' Union) sont tenus par une large majorité de travailleuses et travailleurs juifs qui se battent pour établir un âge minimum de travail des enfants et pour réguler les conditions de travail pour les adultes (Carsel, 1940). Ils contribuent au développement d'un syndicat unifié, le United Hebrew Trades (Fareynikte Yidishe Geverkschaftn) à partir de 1896. Ils seront à l'origine des premiers systèmes de négociation collective, comme celui mis en place après la fameuse grève de 1911, qui donnera naissance à l'Amalgamated Clothing Workers of America. Mead et Tufts avaient servi d'arbitres entre direction et ouvriers, sur la base d'une enquête menée avec Sophonisba Breckinridge, résidente de Hull House, et Anna Nicholes, responsable de la Northwestern's Neighborhood House. Par ailleurs, les idées du Jewish Labor Bund, créé à Vilna en 1897, celles du mouvement anarchiste, Bakounine et Kropotkine en premier lieu, et celles du mouvement sioniste et de Theodor Herzl (qui donne son nom à une école de North Lawndale dès 1913), circulent largement, relayées par des brochures et des journaux en russe et en yiddish, en particulier à New York et Chicago. Plusieurs organisations sionistes (Hovevei Zion 1886, Knights of Zion, B'nai Zion) émergent ainsi et gagnent de nombreux adhérents à la fin des années 1890.

Enfin, cette histoire sociale et organisationnelle abrite toutes sortes d'histoires de vie. On a mentionné les activistes anarchistes qui vont être l'une des principales forces d'organisation de la classe ouvrière jusque dans les années 1910. On pourrait aller puiser dans les enquêtes du jeune Wirth des exemples de dissidence des plus jeunes vis-à-vis des anciens, choisissant de s'engouffrer dans la délinquance plutôt que dans les affaires, la religion ou le militantisme. On pourrait également retracer les *success stories* de petits entrepreneurs devenus de puissants industriels et financiers – les chaussures Florsheim, les meubles Spiegel, la vente par correspondance Aldens, les vêtements Kuppenheimer et Hart, Shaffner & Marx, la banque d'investissement A. G. Becker, la vaisselle puis les hôtels Albert Pick, les billards et bowlings Brunswick, les aciéries Inland Steel, les montres puis les grands magasins Sears & Roebuck (Julius Rosenwald sera l'un des principaux philanthropes de la ville – en particulier des *social settlements*). On s'en tiendra ici à une personne clef de cette histoire, à New York cette fois-ci, Lee K. Frankel, qui entretenait des relations aussi bien avec les *charities* qu'avec les *settlements*. C'est lui qui, titulaire d'un doctorat en chimie, prend la tête de l'United Hebrew Charities de New York de 1899 à 1908, et qui, en 1906, incorpore la revue *Jewish Charity* à *Charities*, dirigée par Edward T. Devine pour la Charity Organization Society de New York, à *The Commons* dirigée par Graham Taylor pour le Settlement Chicago Commons, contribuant à la naissance de la revue hebdomadaire *Charities & The Commons*. Cette revue a été une plate-forme cruciale de mutualisation des informations, des méthodes et des résultats pour les travailleurs sociaux en voie de professionnalisation. En 1903, Frankel insiste sur le fait que le problème majeur pour les United Hebrew Charities est l'assistance aux juifs pauvres – 98 % des 10 061 familles concernées en 1902 étant des familles immigrantes (Frankel, 1903 : 391). Il rejoint alors la New York School of Philanthropy, contribue à la mise en place d'une école de formation de travail social pour la communauté juive et participe à la création de l'Association nationale des travailleurs sociaux juifs en 1908. Quand il n'enseigne pas, Frankel accompagne Lillian Wald dans son effort de santé communautaire, en particulier

dans la campagne pour l'éradication de la tuberculose de New York⁴¹. Il met alors au point un dispositif qu'il va roder avec le Henry Street Settlement en juin 1909 (Woods & Kennedy, 1911 : 307) : il s'agit de vendre à tempérament, moyennant le versement de petites sommes hebdomadaires, des polices d'assurance-vie sur le soutien de famille (*breadwinner*). Les infirmières de Henry Street (Wald, 1915 : 62-63), qui suivaient ce projet expérimental avec les yeux des « infirmières visiteuses », ont pu témoigner des conséquences positives des assurances en termes de réduction de la mortalité, d'accélération de la convalescence, de protection des chômeurs et de bien-être des personnes âgées. En l'espace de six mois, elles vont elles-mêmes proposer ce produit dans tous les arrondissements de Manhattan et du Bronx et dans les villes de Baltimore, Washington, Boston, Cleveland, Chicago, St Louis et Montréal – tout en distribuant des millions de brochures de « guerre contre la tuberculose » (Frankel, in Henderson, 1910 : 496). Frankel obtient alors une bourse d'étude de deux ans de la Russell Sage et devient l'un des meilleurs spécialistes des problèmes d'assurance et de *social welfare* en Europe et aux États-Unis, sur lesquels il publie deux ouvrages (1910 et 1914). Il se lance à corps perdu dans sa campagne d'assurance vie, maladie et accident, accompagné par le statisticien de la Metropolitan Life Insurance Company, Louis I. Dublin, et soutenu par les réseaux d'infirmières-visiteuses (Wald, 1933 : 72). Il lit à la Conference of Charities and Correction de Buffalo en 1910 la proposition « The Industrial Insurance Agent as a Social Worker », qui expose cette coopération entre assurance privée et santé communautaire. Quelques années plus tard, Frankel est devenu le vice-président de la Metropolitan Life, tout en donnant accès à une couverture santé et décès à des millions de travailleurs et en contribuant à une réduction de l'épidémie de tuberculose. Il ouvre la voie à d'autres polices d'assurance, comme celle de la John Hancock ou de la Prudential Insurance Company (*ibid.* : 109). Il préside, en 1919, l'Association américaine de santé publique.

Cette tranche de biographie est à l'image de l'effervescence de la période qui précède la guerre. Elle laisse entrevoir les entrecroisements

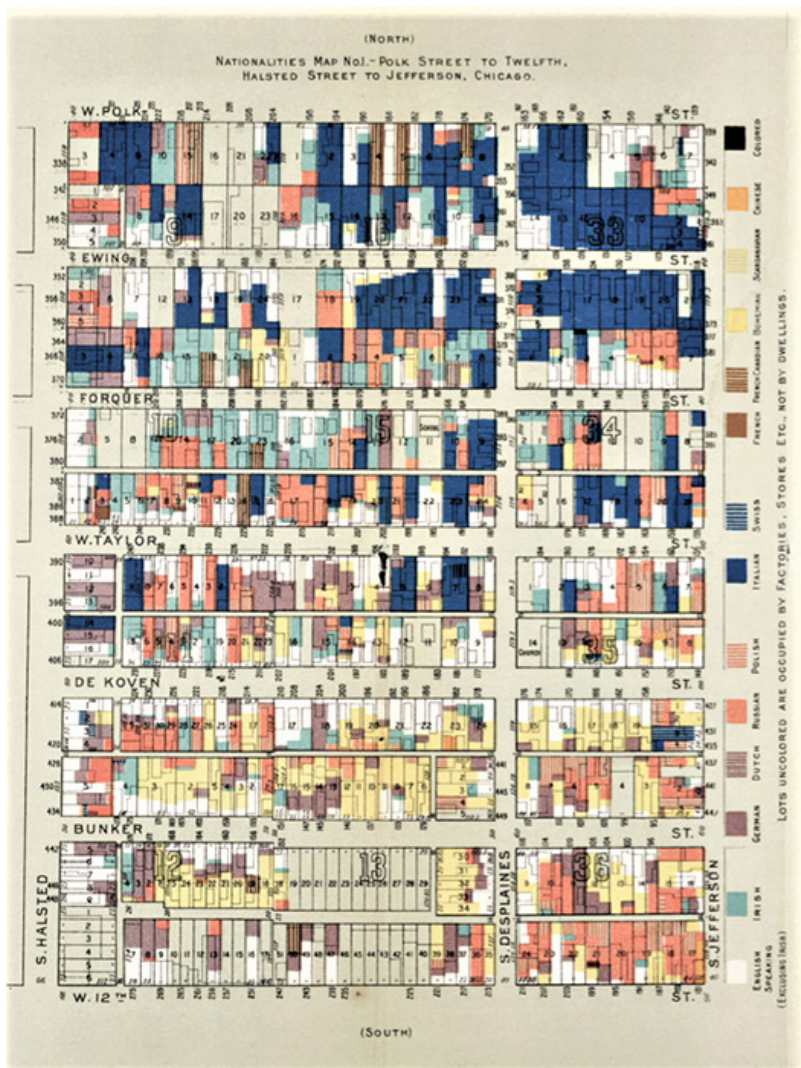
multiples entre trajectoires migratoires, formations professionnelles, préférences religieuses, initiatives personnelles et innovations organisationnelles – qui se matérialisent dans des histoires de vie. L'action des *settlements* de Maxwell Street et de Hull House dans le « ghetto » ne se comprend que dans cette écologie spécifique d'associations et d'organisations, où les expériences des immigrants sont étroitement entretenues les unes avec les autres, quoique divisées selon des lignes de couleur, langage, nationalité, ou religion. Différentes « communautés » se constituent en se donnant leurs organes de gouvernement (conseils de notables, exerçant la justice, collectant des dons et gérant les institutions, représentant la communauté auprès des pouvoirs publics), leurs institutions sociales (écoles, églises, associations de commerçants, postes de santé, services sociaux, sociétés funéraires, crime organisé...) et leurs médiations expressives (presse en anglais et dans les langues maternelles, théâtres, fanfares...). La communauté juive est elle-même fragmentée, ancrée localement dans le Near West Side de Chicago ou le Lower East Side de New York, avec ses sous-groupes d'Allemands, de Roumains et de Russes, allant des plus orthodoxes ou plus assimilés, tout en ayant une véritable amplitude nationale et internationale – que ce soit par les liens avec ceux qui sont restés au pays ou par la constitution de réseaux internationaux de femmes (ethniques, syndicaux, philanthropiques, plus tard pacifistes). La communauté juive côtoie différentes populations, avant 1910, dans le quartier de Hull House, dans un contexte de retrait des Irlandais et des Allemands et d'arrivée des Juifs russes, d'Italiens et de Grecs, aux niveaux de vie très variables.

« La rue Halsted, longue de trente-deux miles, est l'une des grandes artères de Chicago ; la rue Polk la traverse à mi-chemin entre les parcs à bestiaux des Stock Yards, au sud, et les chantiers de construction navale, sur le bras nord de la rivière Chicago. Sur les six miles qui séparent ces deux industries, la rue est bordée de boutiques de bouchers et d'épiciers, de saloons miteux et somptueux, et d'établissements prétentieux de vente de prêt-à-porter. Polk Street, à l'ouest de Halsted Street, devient rapidement plus prospère ; en parcourant un

mile vers l'est jusqu'à State Street, elle se dégrade régulièrement, et croise une zone de vice aux coins de Clark Street et de la 5^e Avenue. Hull House se trouvait autrefois en banlieue, mais la ville l'a progressivement englobée et son site donne à présent sur trois ou quatre colonies étrangères. Entre Halsted Street et le fleuve vivent environ dix mille Italiens – Napolitains, Siciliens et Calabrais, avec ici et là quelques Lombards ou Vénitiens. Au sud, sur la 12^e rue, on trouve de nombreux Allemands, et les rues secondaires sont presque exclusivement habitées par des Juifs polonais et russes. Plus au sud encore, ces colonies juives se fondent dans une immense colonie bohémienne, si vaste que Chicago est la troisième ville bohémienne du monde. Au nord-ouest se trouvent de nombreux Canadiens français, claniques malgré leur longue résidence aux États-Unis, et, au nord, des Irlandais et des Américains de première génération. Dans les rues situées directement à l'ouest et plus au nord se trouvent des familles anglophones aisées, dont beaucoup sont propriétaires de leur maison et vivent dans le quartier depuis des années. » (Addams, 1910a : 97-98).

Il y a une relative compartimentation de ces mondes sociaux, qui malgré tout s'observent, se côtoient dans le travail à l'usine ou les courses au marché, et parfois dans les fêtes, au Musée du travail ou dans la salle à manger de Hull House. Leurs membres échangent commercialement tout en ayant des clientèles captives (boucheries kasher). Ils ne se marient pas hors de leur groupe (avec parfois des transgressions – Wald, 1915 : 21). Ils cultivent leurs propres fêtes et écoles religieuses (yeshivas, Talmud-Torah et Chedorim – *ibid.* : 97-100 et 253). Ils entretiennent leurs propres théâtres (en yiddish – *ibid.* : 270-272 ; ou Zueblin, 1895 : 101-102, sur Metropolitan Hall), certaines des pièces étant accueillies par la Neighborhood Playhouse de Henry Street ou le Hull-House Players. Ces mondes sociaux s'accommodent malgré tout les uns aux autres. Leurs membres, tout en vivant dans des mondes sociaux relativement segmentés, assimilent le mode de vie américain à des vitesses et selon des modalités différenciées et, inversement, le transforment – les plus jeunes étant les plus sensibles aux formes de présentation de soi, aux croyances

d'action, aux habitudes de pensée et aux modes de consommation de leurs pairs. Quelle est la part des *settlements* dans cette communauté juive ? Ils contribuent au développement d'activités sociales, éducatives et culturelles pour ces jeunes, à la fois en russe, yiddish ou anglais. Certains sont généralistes et s'adressent à des publics sans distinction d'ethnicité, de culture ou de religion, comme Hull House (800 South Halsted), ou la Henry Booth House, créée par la Société éthique de Chicago (701W 14th Place, pas loin de Halsted et Roosevelt) ; d'autres ont une sphère d'intervention plus restreinte, comme le Maxwell Settlement. À New York, les *settlements* généralistes, installés dans le Lower East Side, à prédominance juive, sont également nombreux, comme les célèbres Henry Street (299-301 Henry Street), Jacob A. Riis (48-50 Henry Street) et University Settlements (184 Eldridge Street). On y rencontre aussi des structures plus petites, spécifiquement destinées à la communauté juive, comme le Recreation Center and Neighborhood Rooms (316E 5th Street), tenu par la Sororité Sisterhood of the Spanish and Portuguese Synagogue. Le Welcome House Settlement (223E 13th Street) propose aux immigrantes de participer à un club de jeunes filles hongroises ou de suivre des cours en yiddish sur l'hygiène des voies publiques. Le Recreation Rooms and Settlement, dans le Bowery (186-188 Chrystie Street), créé en 1899 par le Council of Jewish Women, dans un quartier où, en 1911, les Juifs sont progressivement remplacés par des Italiens, essaie d'organiser un groupe de mères en « corps coopératif » et d'améliorer leur « responsabilité civique ». L'Emanu-El Brotherhood Social House (309-311E 6th Street) offre un « centre de loisirs pour les jeunes gens de confession juive dans un quartier où les influences pernicieuses des music-halls et les opérations des missionnaires sont un problème trop important pour être ignoré » – la Harlem Federation for Jewish Communal Work, 238-240E 105th Street, avait la fonction similaire à l'autre bout de Manhattan de « sensibiliser [ses membres] au caractère sacré de la vie et de résister aux tentations d'un environnement peu fortuné » (Woods & Kennedy, 1911).



Mosaïque de populations dans le quartier de Hull House
(*Hull House Maps and Papers*, 1895).



Carte des revenus des foyers résidant dans la zone entre les rues Halsted et Jefferson, Polk et 12th Street (Hull House Maps and Papers, 1895).

Zueblin (1895 : 100) – professeur de sociologie à l’Université de Chicago dont l’avis peut être partial, parce qu’il est le fondateur en 1891 du Northwestern University Settlement – juge positivement l’action de ces *settlements*, en particulier de celui de Maxwell Street, « indépendant de toute religion » (*ibid.* : 109), mais destiné aux jeunes juifs. En 1895, il vient juste d’ouvrir sa douzaine de chambres de résidence, de monter trois clubs de garçons et trois de filles (85 enfants), et un club pour une dizaine d’adolescentes. Le Maxwell Street Settlement lance en 1894 le Self Educational Club qui organise des concerts, en concurrence avec les théâtres et les bals du quartier, et qui propose des conférences et des cours du soir, extrêmement fréquentés. L’objectif en était d’enseigner l’anglais et l’histoire américaine sans que les jeunes, en s’américanisant, oublient leur judéité. Résultat d’une initiative sioniste, le Chicago Hebrew Institute, créé en 1903 (1258 W Taylor St), ainsi que la Chicago Zionist Society ou le Jewish Workingman’s Educational Club, tentent également de répondre à ce risque, mais sur un autre mode. Copié sur Hull House, l’Institut propose des cours et des loisirs, en anglais et en hébreu, met en place un Bureau de conseil sur la naturalisation, des écoles primaire et secondaire et une école professionnelle ; il développe encore l’école du Shabbat, une bibliothèque hébraïque, un théâtre en yiddish et en hébreu et créera en 1917 une société musicale, la Hebrew Oratorio Society. La finalité était, tout en augmentant les chances de réussite aux États-Unis, d’inventer une identité judéo-américaine – un point qui, quelques années plus tard, travaillera Horace Kallen quand il développera son concept de « pluralisme culturel ». Lissak (1983 : 26) a montré qu’après 1907 l’Institut a prospéré tout en récupérant une bonne partie des enfants et adolescents juifs russes qui fréquentaient le *boys’ club*, les clubs littéraires, les ateliers de théâtre et les cours de l’extension universitaire de Hull House. « Le nombre de visiteurs hebdomadaires de l’Institut est monté de 11 368 en 1910 à 16 363 en 1912, tandis que le total des visiteurs, juifs ou non-juifs, à Hull House atteignait 9 000 par semaine. » (*Ibid.*). Hull House n’était, par ailleurs, pas fréquentée par les adultes juifs, sinon par les plus radicaux, les militants socialistes ou anarchistes, au cours des décennies 1890 et 1900.

Addams (1910a : 394) nous apprend que la Young People's Socialist League donnait des pièces au théâtre de Hull House en yiddish et en anglais. Le poème « Sweatshop » de Morris Rosenfield, invité à Hull House en 1901, avait été traduit et mis en musique par Eleanor Smith, de Hull House. En 1906-07, Abraham Bisno, fondateur en 1890 du syndicat (juif) des fabricants de manteaux (*cloakmakers*) et inspecteur du travail en guerre contre le système des *sweatshops*, y donne une conférence sur le travail des femmes. La communauté juive du quartier a particulièrement collaboré avec Hull House à l'époque des affaires Averbuch et Radowitz (1908) et du procès Beilis, accusé de crime rituel à Kiev (1913), devenu un point de focalisation de la lutte contre l'antisémitisme. Mais cette collaboration restait ponctuelle : à partir de sa fondation en 1906, l'Institut est progressivement devenu le véritable centre communautaire des Juifs d'Europe de l'Est. Sur d'autres questions, les coopérations étaient plus étroites. On a vu ailleurs le rôle crucial que ces différents *settlements* ont joué dans la réduction de la mortalité infantile, l'accès à la prime éducation des enfants, l'interdiction de leur embauche en usine, les progrès du travail social auprès des jeunes délinquants, l'amélioration de leur traitement judiciaire et pénitentiaire. On pourrait encore raconter comment le Conseil national des femmes juives a servi de modèle à la Ligue nationale des syndicats de femmes ou à la Ligue de protection des immigrants à Chicago.

Le Conseil national des femmes juives (NCJW) commande une enquête en 1903 au Comité de recherche sur la vie domestique (Committee on Household Research) de New York sur les conditions d'arrivée à Ellis Island. L'équipe de l'enquête est supervisée par Margaret Dreier, alors même qu'elle vient d'entrer en 1902 à la Ligue municipale des femmes et qu'elle est en train de rejoindre la Ligue des syndicats de femmes de New York. Suite à cette enquête, le NCJW crée un poste d'aide à l'immigration en 1904 à Ellis Island (Rogow, 1993 : chap. 5), qui vise pour bénéficiaires les néo-arrivantes non accompagnées, particulièrement vulnérables aux escrocs et proxénètes en tous genres.



L'agente du NCJW, Ray Perlman, accueille et oriente les femmes immigrantes qui débarquent à Ellis Island (Photo par Underwood Park Place/ NCJW).

L'évitement de la traite des blanches et l'orientation vers un logement sûr pouvaient être complétés ultérieurement par des soins aux enfants, une formation en anglais et la recherche d'emploi. Le NCJW aurait aidé 20 000 filles et femmes à passer la frontière et à s'installer entre 1904 et 1907 (*ibid.* : 152). Ce modèle d'action sera repris par les bureaux d'accueil installés par la Ligue de protection des immigrants (IPL) à Chicago à partir de 1908 – une initiative pilotée par Grace Abbott, relevant de Hull House et de la Ligue des syndicats de femmes, consistant initialement à leur éviter des déboires avec de faux porteurs, taxis et logeurs, ou avec des employeurs indécis. Puis l'IPL coopère avec le procureur fédéral et la police (quand elle n'est pas elle-même corrompue par le « commerce du vice », comme le raconte Addams dans *A New Conscience and and Ancient Evil*, 1912 : 45), engageant des poursuites dans 91 cas pour l'année 1909, établissant une jurisprudence en la matière et faisant pression sur les discussions entamées au Congrès depuis le Howell-Benett Act de 1907 (*ibid.* : 21-26). Enfin l'IPL met au point un programme de prévention, de réintégration et de réparation des jeunes filles victimes de la « traite des blanches » (Addams, 1910a : 146 ; ou 1912 : chap. 2), qu'elles soient « importées » à cette fin, ou jeunes migrantes de la campagne

ou de l'étranger, séduites et détournées : l'objectif est de leur donner la chance d'une seconde vie, de tenter d'effacer leurs « stigmates » de « parias (*outcasts*) » (1912 : 3 et 144) et de leur éviter ceux de prisonnières récidivistes (*jailbirds*) (*ibid.* : 149).

Tous ces éléments invitent à s'interdire d'adhérer aux descriptions des *settlements* qui confondent leurs ambitions prométhéennes et la réalité de leurs actions, et, à l'opposé, à ne pas porter des jugements à l'emporte-pièce sur leur impuissance sociale ou sur leur condescendance culturelle. Un dernier dossier, celui des gangs, témoigne de la difficulté à évaluer l'efficacité des *settlements*. L'enjeu est crucial puisqu'une bonne partie de leur activité – organiser des loisirs et des sorties, lutter pour la régulation de la vente d'alcool et des dancings, rendre l'école obligatoire jusqu'à 14 ans, séparer les prisons d'adultes et d'adolescents, prôner la rééducation plutôt que la répression, suivre de près les anciens condamnés pour éviter leur récidive, augmenter les salaires des jeunes travailleurs... – est de sortir les jeunes de la rue, de leur donner le goût de l'étude et de la culture et de les préparer à la vie active, dans les bornes de la légalité. Addams écrit un diagnostic remarquable, avec son livre pionnier, *The Spirit of Youth and the City Streets* (1909), cité plus haut, sur les attraites de la rue, à une époque où la sociologie de la délinquance n'existe pas encore. La clinique dirigée par William Healy, l'Institut de psychopathologie pour enfants et adolescents (Juvenile Psychopathic Institute), vient à peine d'être créée (avec l'argent de Ethel Sturges Dummer), comme une excroissance du tribunal pour mineurs ; des dispositifs d'assistance scolaire et sociale sont mis en place tout autour. Sans disqualifier le travail des *settlements* (Platt, 1969), les témoignages révèlent que la réalité de la rue restait relativement peu perméable au travail social. Frederic M. Thrasher (1927) fournit un certain nombre d'indications dans son livre, plus tardif, *The Gang*. Quelle était par exemple la situation des gangs juifs à Chicago dans les années 1920 ?

On en dénombre une vingtaine (sur 880 gangs recensés, *ibid.* : 191), comme les « Jews from Twelfth Street », la « Black Hand Society »

(*ibid.* : 310-317), organisation de pickpockets dirigée par Itschkie, les WWW, connus pour leurs prouesses pugilistiques (*ibid.* : 214), ou les TTT, spécialisés dans le trafic d'alcool pendant la Prohibition (*ibid.* : 12-14, 93). Des gangs de l'extérieur viennent à « Jewtown » parce que les opportunités de vol au marché de Maxwell Street y sont plus nombreuses (*ibid.* : 142) ; et les altercations sont violentes entre gangs juifs de Lawndale et de Humboldt Park, et gangs polonais, à l'antisémitisme notoire (*ibid.* : 196-197), ou entre Juifs et Lituanais qui s'affrontent à Stanford Park, considéré comme territoire juif. Quoique ces querelles soient nombreuses, les gangs juifs et noirs sont connus pour fraterniser (*ibid.* : 216), de même que les gangs irlandais et juifs, qui étaient en conflit jusqu'à la fin de la décennie 1900, jusqu'à ce que se mette en place une relation symbiotique : les gangs irlandais se battent pour le compte des Juifs de Maxwell Street et, en échange, les femmes irlandaises travaillent pour les familles juives le shabbat (*ibid.* : 200). Contre cette dynamique, Hull House ne peut pas grand-chose. Pour attirer les jeunes du quartier, elle crée un club athlétique – dont Thrasher (*ibid.* : 67) nous dit qu'ils sont souvent des « gangs conventionnalisés », qui peuvent être liés à des *settlements*, mais qui reçoivent pour beaucoup des subsides des propriétaires de saloons et des politiciens du cru (*ibid.* : 457), leur fournissant, en retour, quand nécessaire, des hommes de main. Si les jeunes fréquentent les *settlements*, c'est parce que c'est une des sources de distraction du coin. Mais on apprend que les jeux de cartes, dominos, Parcheesi, Loto, mis à disposition par Hull House sont souvent détournés (et parfois volés) en vue d'organiser des jeux de paris (*ibid.* : 89) et que les dégradations des équipements des *settlements* sont monnaie courante – un sabotage juvénile, selon Thrasher (*ibid.* : 95). Les garçons suivent les cours de cuisine de Hull House (*ibid.* : 170), un savoir-faire utile quand on traîne à la rue ; et ils recourent aux services du médecin du *settlement* (*ibid.* : 237) quand, après une tournante (*shag*), ils partagent la même maladie vénérienne. Mais rien n'indique que l'action sociale et culturelle de Hull House parvienne à casser la logique des gangs ! La chose est vraie pour les Juifs comme pour les Italiens du quartier de Halsted-Maxwell. Le membre du gang 42 interviewé par

John Landesco (1933 : 969) est ainsi enfant de cœur, assidu à l'école, habitué de Hull House, avant de rejoindre une bande armée qui vole automobiles et dévalise camions. En 1931, Hull House découvrira que la moitié des 92 membres du West Side Sportmen's Club qui occupait ses locaux était fichée par la police (Lissak, 1983 : 35). La relation est pour le moins compliquée entre gangs et *settlements* : l'action de ces derniers peut convertir quelques jeunes, les amener « dans le droit chemin », et leur offrir des voies alternatives dans une société où ils partent avec un lourd handicap ; mais elle semble être peu opérante avec les enfants de paysans italiens qui privilégient la loyauté à leurs pairs – un choix vital –, moins en tout cas qu'avec les Allemands ou les Anglais aspirant à une ascension sociale de classe moyenne. Les *settlements* sont surtout instrumentalisés par les jeunes comme l'une des ressources disponibles, accueillantes et peu chères alentour (en particulier après l'introduction du billard et du bowling pour les plus de seize ans). Et ils touchent principalement les femmes et les filles, tandis que les hommes restent à distance et que les adolescents, à l'approche de l'âge adulte, rejoignent d'autres lieux de sociabilité.



Membres du Purple Jewish Gang, dit « Koshier Nostra », vers 1920 à Detroit (domaine public).



Membres du Five Points Gang, Manhattan, New York, menés par Paul Kelly, vers 1900
(<http://www.museumsyndicate.com/item.php?item=73469>).

Il faut donc tempérer les discours tenus par Addams, Woods, Wald, Simkhovitch ou Taylor, et ne pas tomber dans une espèce de mythologie qui a pu parfois se développer à propos des *settlements*. Ne pas confondre l'idéal civique et la pratique effective – c'est ainsi que la dernière partie de cette étude doit être lue. Ne pas sous-estimer les difficultés rencontrées sur le terrain, que ces auteurs nous décrivent du reste en détail. La posture de réalisme sociologique⁴² n'implique pas pour autant de dégrader le projet civique comme illusoire, ou, pire, de le traiter exclusivement comme un mode de contrôle, de domestication et de moralisation des pauvres par les classes supérieures. Les ambiguïtés ont existé, les malentendus de classe n'ont pas manqué, des discriminations raciales, nationales ou religieuses ont pu se perpétuer, et certains *settlements* ont emboîté le pas aux vieilles missions et *charities*. Mais les *settlements* ont joué un rôle central dans la naissance de l'urbanisme, du travail social, de l'organisation communautaire, de la santé publique. Ils ont mis au point de nouvelles techniques d'éducation pour enfants et adultes, ont imposé la nécessité du loisir

et de la récréation, ont participé à la formation d'une législation du travail, ont inventé la justice pour mineurs et développé des dispositifs d'accueil de migrants. Ils ont fonctionné comme des têtes de réseaux dans le déploiement de publics, autour de multiples causes, pour la configuration desquels ils ont offert des bases de mobilisation, mis à disposition des ressources et des compétences, mené des enquêtes et tenté des expérimentations. Ils ont contribué à rendre ces causes sensibles, audibles et visibles, crédibles et légitimes – façonnant des opinions publiques, et plus largement des expériences publiques ; et ils ont fait pression sur les pouvoirs publics pour que ceux-ci mettent en place de nouvelles politiques et votent de nouvelles législations. Ils ont participé à l'organisation d'une société civile et d'un ordre public (Dewey & Tufts, 1908 : chap. XX-XXII), accouchant d'un nouveau sens des droits, des obligations et des responsabilités, cherchant des solutions dans le paysage émergent d'« organisations impersonnelles » de la vie économique, nourrissant une « conscience publique » et promouvant un « *Welfare* public » (*ibid.* : 538 sq.), non sans verser parfois dans un projet de démocratie radicale – développant une réflexion nouée en pratique et en théorie avec celle du pragmatisme naissant.

DE LA POLITIQUE PRATIQUE AUX RÉSEAUX D'ORGANISATIONS CIVIQUES

Mary P. Follett, l'une des égéries des centres sociaux, avait elle-même travaillé dans un *settlement* non-résidentiel, situé dans un quartier difficile, Roxbury (le Ward 17 de Boston, annexé en 1868). Elle y avait embauché Henri Bruere, le futur directeur du Bureau de recherche municipale de New York, à l'époque étudiant de dix-neuf ans de Harvard, pour créer en 1901 l'équivalent de la Civic Service House que Meyer Bloomfield venait d'ouvrir, avec le soutien de Pauline Agassiz Shaw, dans le North End de Boston⁴³ (Tonn, 2003 : 128). Après le départ de Bruere, elle avait monté en 1902 son club de discussion, Highland Union, en vue de « promouvoir camaraderie et coopération civique et de stimuler un intérêt intelligent pour les questions économiques locales » (Tonn, 2003 : 138 sq.). L'enjeu était

de former de jeunes Irlandais à la discussion et de leur enseigner des éléments d'histoire de la république américaine et du mouvement ouvrier, ainsi que des rudiments d'économie, par exemple sur la politique tarifaire ou sur la doctrine Monroe (*ibid.* : 140). Highland Union est un bon exemple d'expérimentation en matière d'éducation civique et d'éducation des adultes, destiné à former de bons citoyens autant que de bons Américains. Puis Follett s'était lancée dans l'aventure des centres sociaux qui ont bourgeonné et se sont multipliés de façon virale, les années précédant la Première Guerre mondiale, trouvant un relais politique dans l'organisation de l'effort de guerre, sous la présidence de Woodrow Wilson, à travers les réseaux de centres communautaires (*community centers*). Selon Follett (1919), le succès de cette expérimentation *in vivo*, à l'échelle nationale, posait le germe d'une démocratie de quartier (*neighborhood democracy*). Les centres communautaires opéraient comme des « clubs de quartier » et des « forums et capitales communautaires » (Jackson, 1919). Étendus à des conseils de fabriques dans l'industrie et à des conseils de paysans dans l'agriculture, ils fournissaient un maillage serré du territoire pour la gestion des affaires publiques.

Fournir les outils de l'intelligence collective et du gouvernement direct (Follett, 1918 : 366), c'est ce que Follett appelle faire de la « *politique pratique* » (*practical politics*) (*ibid.* : 265), une expression reprise à Edward J. Ward (1913 : 123-151), l'un des leaders du mouvement des centres sociaux. Theodore Roosevelt, pas encore entré en politique, avait lui-même utilisé cette expression dès 1888, pour parler de la politique telle qu'elle se fait, et non pas telle qu'elle est imaginée par les « chercheurs-réformateurs », ou par les profanes en quête de « remèdes universels qui sont des remèdes de charlatan ». Chez Ward ou Follett, le sens de l'expression est un peu différent. Quand les habitants d'un quartier sont capables de discuter de leurs problèmes et de les prendre à bras-le-corps, moyennant des opérations de « coordination délibérative » – en mettant en œuvre, comme à Rochester, leur « droit à la libre discussion et au contrôle démocratique » (Ward, 1913 : 175) –, quand ils s'assemblent, s'interrogent, enquêtent, évaluent,

critiquent, proposent tous ensemble et parviennent à prendre des décisions, ils jouent le « jeu » de la « politique pratique ». Ils mettent les mains dans le cambouis, s'attaquent à leurs problèmes avec les soutiens, les armes et les ressources du cru ; ils gagnent en capacité collective d'agir et de juger par le contact, la discussion et la coopération (Tufts, 1919). Ce faisant, ils exercent un « contrôle populaire sur le gouvernement » (Follett, 1918 : 175 et 183). Le leadership des responsables (*head residents*) des *settlements* émerge de même de la « politique pratique » de « citoyens créatifs », sensibles aux problèmes vécus dans leur quartier et capables de les détecter, de les définir, de les évaluer et de les résoudre en mobilisant les moyens et les talents du bord. Cette « politique pratique » réussit à intégrer des individus en un collectif orienté vers les mêmes objectifs et capable de partager les mêmes expériences – à en faire les membres d'un groupe, qui n'abdiquent pas leurs droits, leurs savoirs et leurs pouvoirs pour les remettre entre les mains d'un chef (*herd collectivism*), qui ne jouent pas chacun une carte personnelle en s'accrochant au pré carré de ses croyances et de ses intérêts personnels (*false individualism*). Ils composent et synthétisent une pluralité de points de vue. Le quartier, une fois qu'il devient une communauté intégrée, est pour Follett (1919/2018) une « personne collective » avec des émotions, une volonté et un intérêt de groupe et il a une « personnalité » qui lui est propre – il en a la spontanéité, l'amour-propre et, parfois, la résistance au changement (Woods, 1929 : 239). De ce point de vue, *social settlements* et *social centers* opèrent de façon similaire.

« La politique de groupes est faite du matériau même de la vie » (Follett, 1918) : faire de la politique ce n'est pas seulement organiser des campagnes électorales autour de *bosses* pour des machines partisans, ou tenter d'assainir les affaires publiques en créant des écoles d'agents du service public. C'est aussi prendre en compte la vie quotidienne, dans les milieux de vie des citoyens ordinaires (Woods, 1923), en se mettant à l'écoute de leurs histoires de vie (Addams, 1916). C'est participer à la définition de problèmes sociaux à partir de l'expérience des habitants de quartiers déshérités, avec un regard politique,

écologique et historique, plutôt que de parachuter des solutions toutes prêtes au nom d'une raison experte et plutôt que de régler les difficultés privées de tel ou tel administré au gré d'une bienveillance clientéliste et paternaliste. C'est aussi mettre en œuvre des pratiques de discussion et de réflexion collective, d'enquête sociale avec les principaux intéressés et d'expérimentation sociale des propositions qui ont pu émerger dans l'enquête et la discussion. Tout en réglant de façon coopérative des problèmes de collecte d'ordures et d'entretien des rues, de création de crèches et d'aires de jeux pour les enfants, de développement de loisirs qui concurrencent les saloons, tout en tentant d'assurer des conditions d'hygiène et de santé publique et d'aider les malades, les chômeurs et les retraités par le secours mutuel (Addams 1902 : 267) – autant de tâches recensées par Charles Zueblin, par exemple, dans son *American Municipal Progress* (1916) –, l'objectif est aussi d'amener des communautés à s'auto-organiser et à s'auto-administrer sur un modèle de *self-government*. La force des *social settlements* et des centres communautaires est d'être ancrés dans des groupes primaires (Cooley, 1909 : chap. I-VIII), soudés par des relations d'« association et coopération en face à face », d'« identification mutuelle » et de « sympathie naturelle », qui vont se mobiliser dans un processus de reconstruction sociale (Woods, 1914/2020). Ils misent sur les « contacts sympathiques » entre personnes plus que sur des « contacts catégoriels » (Shaler, 1904 : 207 sq.), médiatisés par des types sociaux, cette vie partagée dans des « petites communautés » étant promise à devenir le fondement de la vie publique de plus « grandes communautés », allant de l'entraide entre voisins jusqu'à la coopération entre nations. La vraie réforme du gouvernement urbain viendra de la « fédération dans toute la ville des bons citoyens, du type bons voisins, devenus tels grâce à l'expérience intense, à une petite échelle, de la réalisation (*achievement*) de leurs quartiers ». Au cœur de cet « électorat coopératif », les travailleurs sociaux feront « passer à la réforme les dures épreuves de la démocratie locale du coin de la rue (*local street-corner democracy*) » (Woods, 1909 : cité 1929 : 239).

Ces « institutions sociales » vont bien au-delà de la production de biens et de services destinés à la population et ne pratiquent pas seulement une forme d'assistance caritative. Elles soutiennent le processus de *self-government* des communautés dont elles participent, elles y insufflent de la discussion publique, de l'enquête et de l'expérimentation. Elles travaillent à faire de la communauté un micro-public actif, dans les termes de Dewey, capable de définir et prendre en charge ses propres problèmes. Comme le souligne Dwight Sanderson (1919 : 84), « le mot communauté est sur toutes les lèvres [...] la signification partagée aujourd'hui du mot communauté est venue en usage pendant la dernière décennie. Elle semble avoir été dans un premier temps synonyme du mot quartier (*neighborhood*) et il y a encore beaucoup de confusion entre ces termes. L'invention du *social center* est une excroissance directe du *neighborhood center* qu'est le *social settlement* »⁴⁴. Il endosse la plupart des fonctions qui étaient celles du *social settlement* vingt ans plus tôt – galerie d'art, salle de concert, théâtre ou cinéma, bureau d'embauche, agence de santé, collège de conférences... – sinon qu'il n'est plus une communauté de résidence de personnes venues d'ailleurs. Une autre différence selon Ward (1913 : 253) serait que « le centre social est toujours une institution *publique* » tandis que le « *social settlement* est toujours une institution *privée* ». Mais s'il est de droit privé, le *social settlement* n'est pas réductible aux limites étroites de la philanthropie privée, que dénonce Addams, il est un pivot central de la création de biens et de services publics et il tente d'organiser la communauté de voisinage comme une « petite république ». L'un comme l'autre ne saurait donc être confondu avec de simples centres de loisirs (*recreation centers*), la « confusion la plus commune et la plus dommageable » selon Ward (1913 : 253). Le centre social, parfois appelé centre civique, est de plus en plus qualifié dans les années 1910 de centre communautaire (*community center*). Jesse Steiner (1922 : 12) abonde dans le même sens : l'histoire de l'organisation communautaire « s'entretisse intimement » avec celle du travail social, de même qu'elle hérite de l'histoire du *social settlement* – sinon que celui-ci était beaucoup plus informel, se concevant souvent comme une « famille », usant de

démarches davantage personnalisées, tendant à agir « isolément », tandis que le travail communautaire met en œuvre des méthodes qui se sont entre-temps professionnalisées et peut d'emblée s'appuyer sur un réseau d'organisations (Betten & Austin, 1990).

Et Jesse Steiner (1922 : 13-17) de recenser une série de mouvements civiques qui ont pris la relève, mais qui portent encore la trace de l'impulsion initiale donnée par les *social settlements* : School Community Center Movement, Playground and Recreational Movement, Community Council of National Defense Movement, Central Council of Social Agencies, Cincinnati Social Unit Organization – on pourrait rajouter la General Federation of Women's Clubs (GFWC) (sans compter la participation de nombreux membres de *settlements* à la plus ancienne Women's Christian Temperance Union, WCTU, fondée en 1874). Le point qu'il soulève de l'isolement des *settlements* est à vrai dire contestable (Raymond, 1897 ; Montgomery, 1905 ; Woods & Kennedy, 1911). Les *settlements* ont toujours couplé leur travail à l'échelle du quartier avec un effort d'information, de coopération, de discussion, de conseil et de fédération entre eux. À l'échelle de la ville, d'abord. Dès 1894 se crée à Chicago la première association – la Chicago Federation of Settlements – qui unifie les efforts de Hull House (dirigée par Jane Addams), du Chicago Commons (dirigé par Graham Taylor), des *settlements* des Universités de Chicago (dirigé par Mary McDowell) et de Northwestern (dirigé par Charles Zueblin), et de structures comme St. Elizabeth, Eli Bates House, Clybourn Avenue, Forward Movement, Maxwell Street et Onward Neighborhood. À Boston, le South End Social Union est créé en 1899, puis étendu au North End et West End, avant que ces regroupements ne fusionnent en 1908 dans la Boston Social Union, fédération des vingt-huit *social settlements* de la ville, que préside Robert Woods (Woods & Kennedy, 1922 : chap. IX). Celle-ci impose une adhésion des membres à un et un seul *settlement* et engage une coopération entre *settlements*, spécialisés selon des frontières géographiques, raciales ou économiques. L'Association des travailleurs de quartier (Association of Neighborhood Workers) est enfin fondée en 1900, à New York, et devient l'Union des maisons de

quartier (United Neighborhood Houses) en 1919. Sous la présidence de Mary Simkhovitch, cette refondation est actée lors d'un meeting à l'Hôtel Pennsylvania. On y compte les représentants de trente et une maisons et Franklin H. Giddings y donne une conférence sur « The University and the Settlement » (*N. Y. Times*, 2 mars 1919). Et il en va de même à Baltimore, Washington, Brooklyn, Buffalo, San Francisco, Philadelphie, Cleveland, Minneapolis et Richmond (Woods & Kennedy, 1922 : 376-377).

Le pouvoir des *social settlements* réside ainsi dans leur capacité à se constituer en une force civique en nouant des liens avec les réseaux d'associations civiques qui se multiplient à l'époque, en contrepoint des services officiels des municipalités, des États fédérés et du gouvernement fédéral. La Fédération des Associations unies pour l'autogouvernement local (United Societies for Local Self-Government), qui semble s'être formée en 1906, rassemble en 1915 plus de 900 organisations, dont 150 sociétés tenues par des femmes (Zueblin, 1916 : 147), qui se battent à Chicago pour la moralité publique, en particulier contre l'alcool et la prostitution et contre la complicité des officiers de police avec la pègre (Yarros, 1938 : 95). Les coopérations entre *settlements* ont porté sur des enjeux d'éducation, de sports ou de loisirs, mais aussi de politiques de l'emploi ou de migration. À Chicago, par exemple, elles étaient en pointe dans les revendications contre le « mal social » (*social evil*) qui ont conduit à la création de la Commission du Vice à Chicago (1911) et à l'éradication du quartier de la Levee, où étaient concentrés les commerces de l'alcool, du jeu et de la prostitution (de fait, le « vice » se déplacera un peu plus au sud, dans le couloir du Southside, où se caleront les communautés noires, et nourrira une vie artistique, qui fleurira une quinzaine d'années plus tard dans la Black Renaissance). Ces coopérations ont eu des conséquences collatérales sur le fonctionnement de la Conférence nationale du travail social (National Conference of Social Work), dont de nombreux présidents étaient directement issus du mouvement des *settlements*, par exemple, Jane Addams, Graham Taylor, Robert A. Woods, ou Julia C. Lathrop.



Membres fondateurs de la National Federation of Settlements, 1911
(<https://socialwelfare.library.vcu.edu/>).



Réunion en vue de la création de la National Federation of Settlements à White Plains, NY, 30 mars 1908. Premier rang : Graham Taylor, Mary McDowell, Robert A. Woods. Deuxième rang : Cornelia Bradford, Jane Addams, Lillian Wald (assise), Elizabeth Williams, Dr James Hamilton. Troisième rang : Helen Greene, Helena Dudley, John Lovejoy Elliott, Meyer Bloomfield, Mary K. Simkhovitch, Ellen W. Coolidge (Union Settlement Association Records, Columbia University Rare Book & Manuscript Library).

Certains leaders de la profession de travail social en formation, à l'échelle locale, ont gagné, par leur action dans les *settlements*, une réputation à l'échelle nationale : ainsi de George A. Bellamy, de Cleveland ; Eva W. White, de Boston ; Mary E. McDowell ou Harriet E. Vittum, de Chicago ; John Lovejoy Elliott, fondateur de la Hudson Guild en 1897, à Chelsea, New York ; et, toujours à New York, Jane E. Robbins (University Settlement), Gaylord S. White (Union Settlement), Lillian D. Wald (Henry Street Settlement) ou Mary Kingsbury Simkhovitch (Greenwich House).

Ce tropisme des *settlements* qui, tout en maintenant leur autonomie, tendent à se regrouper pour avoir plus de poids, est lié à une tendance de fond. L'époque des *settlements* est aussi le moment de naissance de l'ère de l'organisation : c'est le moment de la « *bigness* », décrite par James, du *big business* des chemins de fer, du pétrole et de l'acier qui conduit à une régulation du marché par les lois anti-trusts Sherman (1890) et Clayton (1914), ainsi que par la Federal Trade Commission (1914), et à un contrôle des produits de consommation par la Drug and Food Administration (1906). Les *settlements* étaient directement impliqués dans l'action de la Ligue nationale des consommateurs (National Consumers League) dirigée par Florence Kelley depuis 1899, qui se bat également pour la réduction de la journée de travail des femmes à dix heures (Muller v. Oregon, 1908) et contre le travail des enfants. C'est aussi une période de progrès en matière de protection infantile, de travail social, de gouvernement municipal, de santé communautaire, d'école publique, d'éducation pour adultes et de formation professionnelle – des batailles dans lesquelles les *settlements* sont en première ligne. Theodore Roosevelt et Woodrow Wilson vont prendre des mesures dites « progressistes », puis « populistes », sous la pression de ce qui ne s'appelait pas encore « organisations non-gouvernementales ». Roosevelt a favorisé des mesures contre la corruption de la police ou pour l'amélioration du logement (Tenement Law : Hunter, 1901), en tant que gouverneur de New York, puis fait voter des lois contre les trusts (contrôle des compagnies d'assurances), pour le contrôle des aliments et la protection des

consommateurs (Meat Inspection Act de 1906), en faveur d'une politique de conservation des Parcs et des Monuments nationaux, et d'une régulation des tarifs ferroviaires (Hepburn Act de 1906). Wilson, porté par la vague populiste, a poursuivi la bataille contre les trusts en faisant voter le Clayton Antitrust Act (1914), qui autorisait piquets, grèves et boycotts, et en créant la Federal Trade Commission, agence de surveillance des pratiques de compétition. En outre, Wilson, encore gouverneur du New Jersey, avait défendu ces « garde-fous de la politique » que sont les outils de démocratie directe – révocation, initiative et référendum –, que l'on retrouve au cœur du programme du Parti progressiste de Roosevelt en 1912. Wilson se rallierait, enfin, en 1918, au suffrage des femmes, porté par les militantes des *settlements*, et voté en 1920 (Addams, 1910b ou 1914).



Label de la National Consumers' League.

On peut suivre à travers les minutes de ses réunions annuelles (*Proceedings*, à partir de 1913) l'histoire de la Fédération nationale des *settlements* et des centres de quartier (National Federation of Settlements and Neighborhood Centers of America, fondée en 1911). Au-delà, la première Conférence internationale des Settlements se réunit à Londres en juin 1922. Paradoxalement, après plus de trente ans d'existence, la création de cette fédération à l'échelle mondiale en est sans doute le chant du cygne. L'après-guerre marque une véritable rupture. Politiquement, aux États-Unis, c'est une phase de repli conservateur, après le raz-de-marée républicain aux élections de 1920 (William Harding), la première panique, post-Révolution russe, contre les communistes (Red Scare) et une vague de racisme et de nativisme

(allant de pair avec une envolée du Ku Klux Klan). La révolution taylorienne et fordiste se fait sentir avec des changements impressionnants dans l'écologie de la fabrication, de la distribution et de la consommation des marchandises industrielles, moyennant une réduction des coûts de production et une amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs. C'est une époque de commercialisation d'un grand nombre de services, à commencer par les loisirs – de la Victrola qui introduit l'orchestre dans le domicile privé à la boîte de nuit que l'on rejoint par automobile dans des quartiers périphériques. La République de la consommation et de la culture de masse trouve son élan (Friedman, 1933 ; Cohen, 1989). Les grands magasins, Marshall Field's pour les plus fortunés, Goldblatt's pour les plus pauvres, offrent à profusion des produits manufacturés, du prêt-à-porter aux boîtes de conserve. La radio et le cinéma transforment l'horizon de repères de la vie quotidienne et prennent le relais des théâtres et des magazines – tout en continuant à ménager des niches ethniques ou raciales. Le sens du « quartier » se transforme. Cette période est aussi un moment d'accélération des dynamiques de professionnalisation et d'institutionnalisation (Trolander, 1987) : développement des écoles de travail social dans toute l'Amérique, naissance de profils d'experts de la question sociale, création de cursus de formation à l'organisation communautaire (Rainwater, 1920) et, progressivement, standardisation des législations, des financements et des fonctionnements des centres sociaux à la faveur de la concentration des ressources dans des caisses de bienfaisance communautaire (*community chests*) (Carson, 1990 : 182 sq.), ou de leur prise en charge par l'administration fédérale (Abbott, 1941).

Ce que la sociologie des organisations appelle aujourd'hui l'isomorphisme institutionnel, pour décrire la tendance des organisations autonomes à s'aligner sur les logiques du marché ou de l'État, jouait déjà à plein à la fin de la Grande Guerre. Les réseaux progressistes étaient le premier terreau, la matrice de ce que l'on appellerait aujourd'hui « *organisations civiles* » de la « *société civile* » (Dewey & Tufts, 1908 : chap. XXI)⁴⁵. Arthur Bentley, le futur co-auteur de *Knowing and the Known* avec Dewey, qui découvre Veblen et les jeunes

pragmatistes alors qu'il enseigne en 1895-96 à l'Université de Chicago, a été le premier, dans *The Process of Government* (1908), à décrire les mesures gouvernementales et les choix législatifs comme le résultat de « pressions sociales » de « groupes d'intérêt ». Ces groupes d'intérêt pouvaient représenter des « intérêts particuliers » (*specific interests*), de la façon la plus égoïste, tout comme ils pouvaient exprimer « de plus larges intérêts relevant de ce qu'ils appellent eux-mêmes "le public" » (Bentley, 1908 : 431)⁴⁶ ; rangés sous la bannière des « groupes d'organisation », ils pouvaient être plus ou moins liés à des « groupes de discussion » et à des « groupes d'opinion ». Des années 1890 aux années 1920, de nouveaux leaders civiques émergent, qui façonnent une « société civile » jusque-là prisonnière des croyances du marché économique et de la confession religieuse – une « société civile » encore embryonnaire, malgré la vie associative qui avait autant fasciné Tocqueville, et qui était facilitée par la proximité des activistes, au tournant du siècle, des élites économiques, politiques et intellectuelles. Les membres des *settlements* étaient parmi les citoyens les plus engagés, et parfois les plus en vue de leurs villes, et ils entretenaient des liens étroits avec les groupes dominants les plus éclairés. C'était le cas à Chicago où universitaires et leaders communautaires, entrepreneurs, élus et experts se rencontraient au sein de la Chicago Civic Federation, du City Club, du Chicago Woman's Club (formé en 1876, très impliqué dans la création du tribunal pour mineurs, d'écoles, crèches et aires de jeu), du Woman's City Club (créé en 1910, groupe de pression féminin très actif dans les affaires municipales), sans compter les ligues de femmes pour le droit de vote. Ces liens étroits leur permettaient de trouver les financements nécessaires à leurs entreprises, en particulier auprès de mécènes comme Ethel S. Dummer, Helen Culver et Emmons Blaine, Julius Rosenwald, Louise de Koven Bowen (qui finançait le camp d'été de Hull House à Waukegan, à mi-chemin entre Chicago et Milwaukee). Sans ces fonds, la City Homes Association, la Juvenile Protective Association, l'Immigrant's Protective League et la Public School Art Society n'auraient pas vu le jour. L'action municipale des *settlements* doit encore être pensée en synergie avec les centres communautaires, les écoles nouvelles, les clubs civiques, les

églises progressistes, les commissions de citoyens et de citoyennes, les bureaux de recherche municipale ou des organisations cruciales à l'époque, en matière de travail communautaire ou d'éducation populaire, comme la Croix Rouge, le YMCA et le YWCA. Les femmes, en particulier, créent leurs propres syndicats (Delzell, 1919), sont impliquées dans de multiples clubs, qui poussent leurs racines jusqu'au milieu du XIX^e siècle et finissent par former une Fédération nationale des clubs de femmes (General Federation of Women's Clubs) (Wood, 1912; Wood & Pennybacker, 1914), laquelle s'entrecroise avec les fédérations de *settlements*, d'associations de suffragistes (Catt & Shuler, 1926), d'organisations de lutte pour le droit du travail (American Association for Labor Legislation) et contre le travail des enfants (National Child Labor Committee) (Gordon, 1977). Ces réseaux ont pris une envergure nationale, avec des bastions dans l'Est du Pays – New York, Boston, Philadelphie, Baltimore et Washington –, dans des plus petites villes des États de New York et du New Jersey, du Massachussets, de la Pennsylvanie, du Maryland, dans le Midwest, avec Chicago et St. Louis, Cleveland ou Cincinnati, Detroit ou Des Moines, mais aussi en Californie, avec les gros pôles de Los Angeles et San Francisco.

C'est ainsi que les leaders des *settlements* ont été parmi les premiers à inventer les formes organisationnelles du « lobby du peuple » (Clemens, 1997). Elles et ils ont aussi formulé un *nouveau langage civique et politique*, dont les activistes américains sont encore en partie redevables (pour un panorama : *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 1914). Ils et elles ont eu une véritable puissance de façonnage ou de guidage de politiques publiques et d'agences gouvernementales – que ce soit en matière d'éducation et de loisir, d'aide sociale et de secours mutuel, d'accueil des migrants, de justice des mineurs et de réhabilitation des délinquants, ou de développement de services publics de prévention et de soin. Si l'on reste à Chicago, Jane Addams ou Raymond Robins se sont battus, on l'a vu, pour sauver des anarchistes injustement condamnés. On les retrouve au Conseil de l'éducation de la ville et, quelques années plus tard, aux premières loges de la campagne du Parti progressiste de 1912.

Graham Taylor, tout en ayant un rôle clef à l'Université de Chicago et en étant l'un des ancêtres du travail social, a bâti le domaine des Chicago Commons, avec son imposant immeuble de cinq étages. Il a été appelé pour enquêter sur le drame de la mine de Cherry en 1909 et sur les émeutes raciales de 1919, il a siégé dans les commissions des parcs publics de la ville ou au conseil d'administration de la bibliothèque publique. Mary McDowell a été de tous les combats, dépannant les familles irlandaises, bohémiennes, allemandes ou polonaises des Stockyards, militant aux premiers rangs de la Women's Trade Union League et déposant au Congrès sur les droits des femmes. Nommée membre de la City Waste Commission, elle a fait fermer des décharges d'ordures jusqu'à devenir commissaire du bien-être public (*public welfare*) sous la mandature du maire Denver, dans les années 1920. Nombre de ces activistes ont gagné une réputation bien au-delà de la ville et ont fini par avoir des carrières nationales. Julia Lathrop, par exemple, commence par un emploi au Conseil des Charités de l'État d'Illinois (Illinois State Board of Charities) en 1893, alors qu'elle vivait à Hull House, plaidant pour la formation des travailleurs sociaux et la réforme des institutions charitables et hospitalières. Elle porte ensuite avec Jane Addams et Lucy L. Flower, de Hull House, et avec le soutien du Women's Club et de la Chicago Bar Association, le projet de tribunal des mineurs qui se concrétise en 1899. Elle est nommée par le président William Taft en 1912 à la tête du Bureau fédéral de l'enfance, première femme à ce niveau de pouvoir, où elle reste jusqu'en 1921, développant les enquêtes et multipliant les réformes sur la mortalité infantile et maternelle, le travail des enfants et la délinquance juvénile, les pensions des mères monoparentales et les aides pour mineurs en situation de handicap. Moins connue, Frances A. Kellor, liée à Hull House et au Henry Street Settlement, après avoir publié *Out of Work* (1904) avec une bourse de la College Settlements Association, devient secrétaire et trésorière de la Commission à l'immigration de l'État de New York en 1909, et enquête pour le Bureau des Industries et de l'Immigration entre 1910 et 1913. Elle est ensuite chargée de la direction du Comité national d'américanisation (National Americanization Committee). Florence

Kelley (Hull House, 1891-99) s'est battue dans les années 1890 contre le travail des enfants, pour la journée de travail de huit heures et le salaire minimum. Elle a arraché au pouvoir législatif de l'Illinois, avec le soutien du gouverneur Altgeld, la première loi jamais votée contre les *sweatshops*. Elle a enquêté pour le Bureau des statistiques du travail et occupé un poste d'inspectrice du travail pour l'État d'Illinois. Elle a enfin déménagé à Henry Street (1899-1926), dirigé d'une main de maître la Ligue nationale des consommateurs et rejoint Mary White Ovington, de Greenwich House, à la tête de la NAACP. Addams et Kellor faisaient partie du « Female Brain Trust » du Président Roosevelt. Enfin, Frances Perkins (Downey, 2009), après avoir travaillé à Hull House et au Chicago Commons, et s'être occupée de femmes migrantes au sein de la Research and Protective Association à Philadelphie, rejoint en 1909 la New York School of Philanthropy et la Ligue des consommateurs de New York. Elle y réside dans les *settlements* Hartley House et Greenwich House et c'est là qu'elle deviendra commissaire industriel de l'État de New York en 1929, puis Secrétaire du Département du travail en 1933. Elle restera au gouvernement de Roosevelt jusqu'en 1945, œuvrant aux programmes de protection sociale dans des équipes où elle côtoiera Charles Merriam⁴⁷, Harold Ickes (proche pendant longtemps des Chicago Commons à travers Raymond Robins), nombre d'anciens étudiants de John Commons⁴⁸ et nombre d'anciens proches du Henry Street Settlement, comme Sidney Hillman, Adolph A. Berle Jr. ou Henry W. Morgenthau Jr. Frances Perkins sera à l'origine d'une bonne part de la législation sociale du New Deal, en particulier du Social Security Act. L'idéalisme initial avait accouché d'une véritable politique.

SELF-GOVERNMENT, CITOYENNETÉ SOCIALE, RESPONSABILITÉ CIVIQUE ET INTELLIGENCE COLLECTIVE

Le pragmatisme, dans ses versions éthique et politique, est enraciné dans toutes les expériences du « commun » (Follett, 1918), ou du « public » (Dewey, 1927), que nous venons de décrire. J. Graham

Phelps Stokes, le socialiste millionnaire, qui deviendrait plus tard l'époux de Rose Pastor Stokes⁴⁹, avec qui il s'installe à l'University Settlement de New York en 1903, est l'un des tout premiers à écrire que « l'objectif fondamental du *settlement* est de contribuer à préparer les enfants et les jeunes à une vie de citoyenneté sociale, utile, autonome et respectueuse de soi » (Stokes, 1901). Ce que couvre ce qualificatif de « social » n'est pas clairement explicité, encore que l'on puisse l'imaginer pour Stokes, partisan de Eugene V. Debs à l'élection de 1904 et l'un des cofondateurs de l'Intercollegiate Socialist Society en 1905. Il donne une piste : l'accent qui est sans cesse mis sur le « succès » ou le « triomphe » personnels tend à favoriser des « propensions égoïstes », sinon des « attitudes non-sociales, des rivalités inamicales et toutes sortes de mauvais sentiments (*ill-feelings*) et de mauvaises actions (*wrong-doings*) ». Les « ambitions égocentrées » l'emportent sur le souci de bien-être collectif, par manque de culture de la « nature sociale » des individus (Stokes, 1904 : 49 et 50). La société tout entière est imprégnée de l'idéologie du marché libéral qui interdit, au-delà de la compétition entre individus pour acquérir toujours plus de richesses, indice de réussite sociale, de ressaisir la puissance de la vie collective, faite de connexions, d'interdépendances et d'interactions sans lesquelles les individus ne seraient rien.

On peut entendre encore plusieurs choses dans le mot « social ».

D'abord, tout simplement, le capitalisme sauvage du XIX^e siècle ne répond plus du tout à la promesse idéale, au XVIII^e siècle, d'une articulation heureuse entre propriété privée, enrichissement matériel, commerce pacifique et société civile. La situation catastrophique dans laquelle est plongée une bonne partie de la population urbaine, immigrante et industrielle appelle un nouveau diagnostic. Les causes imputées sont souvent la concentration des richesses entre les mains de quelques familles qui contrôlent trusts économiques et circuits financiers, alors que la propriété devrait être considérée comme sociale, au moins en partie : ce serait une juste reconnaissance et rétribution du « travail coopératif » qui engendre les richesses que

s'approprient quelques individus (un leitmotiv de la pensée anarchiste et socialiste). Mais, plus largement, la représentation de l'individu libre de forger son destin, à même de réaliser le rêve américain, à la croisée du sujet de droit du libéralisme politique et de l'entrepreneur sur le marché du libéralisme économique, paraît bien altérée. Le « social » est celui de la question sociale ou de la *soziale Frage* qui s'impose, avec un temps de retard par rapport à l'Europe, aux États-Unis, au cœur d'une constellation de « problèmes sociaux », le terme consacré par les sociologues pour désigner tous les troubles de la société urbaine et industrielle en train de naître. Le « mouvement » des *settlements* est un « mouvement social », comme Robert A. Woods le désigne dès 1891, à son retour de Toynbee Hall, dans sa revue des « mouvements sociaux anglais », aux côtés des mouvements ouvrier et socialiste, de l'élan philanthropique et de l'extension universitaire. Ce mouvement des *settlements* est destiné à s'attaquer à la « question sociale » (Addams, 1910a : 115). Il se fixe pour tâche de mener des enquêtes sociales sur les processus, les forces et les conditions de l'environnement social qui émerge, à la faveur de la révolution industrielle et urbaine, et, sur la base de cette connaissance, de promouvoir le « progrès social » (*ibid.*). Mais il agit aussi directement en s'immergeant dans des quartiers déshérités (plus rarement, dans des communautés rurales), en œuvrant à la définition de problèmes et à l'expérimentation de solutions. Le mouvement des *settlements* est animé par des « croyances sociales (*social faiths*) » (*ibid.* : 57) et par une « émotion authentique » de fraternité qui, dans l'action, élargissent l'horizon des préoccupations sociales (*social concerns*) (*ibid.* : 362). Il « concerne tous les membres de la société » capables de s'engager dans une « coopération intelligente » (*ibid.* : 327). De ce point de vue, il s'oppose à la vision libérale de l'ajustement harmonieux des intérêts individuels sur un marché, et il identifie, au cœur des dynamiques collectives, des « intérêts sociaux » qui doivent être transformés et organisés intelligemment jusqu'à s'élever à un « esprit public organisé » (*organized public spirit*) (*ibid.* : 266 et 364). Par ailleurs, la plupart des leaders des *settlements* refusent de rabattre la question sociale sur la « lutte de classes » (*ibid.* : 213) et sont plus portés à rechercher des

formes d'intégration de ces « intérêts sociaux » – encore que William English Walling, l'un des principaux fondateurs de la NAACP, Ernest Poole ou Arthur Bullard adoptent des positions plus radicales, que ce soit en organisant un meeting à Carnegie Hall en soutien aux grévistes de Lowell à Lawrence, Mass., ou en couvrant la Révolution russe en 1905 et 1917, et quoique nombre de leurs collègues de l'University Settlement rejoignent le Parti socialiste d'Amérique (Socialist Party of America).

On peut encore entendre derrière le mot d'ordre du « social » un certain nombre d'exigences éthiques qui sont inhérentes aux relations sociales, qu'elles prennent place dans la famille ou dans la rue, entre voisins ou entre collègues, et, plus largement, vis-à-vis de toute personne – une *Sittlichkeit* incorporée aux habitudes (Dewey, 1922) ou aux mœurs (Park & Burgess, 1921), en vertu de laquelle nous avons des droits et des obligations les uns vis-à-vis des autres, y compris de personnes de statuts différents. Nous retrouvons la question de la « compréhension sympathique », ainsi que de l'éthique du soin (*care* et *cure*) et de la coopération, qui a déjà affleuré à de nombreuses reprises. Dès 1892, Addams mentionne l'éducation des jeunes filles à qui leur famille inculque l'« oubli de soi » et le « sacrifice de soi », l'« obligation sociale » de « considérer le bien du tout avant le bien de l'ego », et qui s'oppose à elles dès qu'elles endossent la « revendication sociale » en faveur de ceux que William Booth, le fondateur de l'Armée du Salut, qualifiait de « dixième submergé » (*submerged tenth*, dans *In Darkest England*, 1890 – Addams, 1910a : 119). Addams parle du « choc de l'inaction » (*ibid.* : 120) à propos de leur altruisme contrarié : alors que l'esprit de la jeunesse est celui de la « divine impatience eu égard à l'héritage du mal et à l'injustice dans le monde » (Addams, 1909 : 143), on leur impose la passivité, au nom des bonnes mœurs. Elles sont contraintes au silence alors qu'elles ressentent une impulsion au « service social », où se mélangent une aspiration franciscaine à « partager la vie des pauvres » et un désir de donner corps aux solidarités internes de l'organisme social. Parfois, la moralité sociale semble une extension du sens de la responsabilité pour la vie et du bien-être

d'autrui propre au maternage (*mothering*) – la référence aux « mères » revient une bonne centaine de fois dans *Twenty Years*, un point qui deviendra sensible, plus tard, dans l'interrogation féministe (voir la reprise par Leffers, 1993 ; et la critique de Seigfried, 1996). Parfois, elle est clairement articulée, au-delà des métaphores familiales, comme une éthique sociale, fondée dans la reconnaissance des réciprocités et des interdépendances, au cœur de l'expérience des relations sociales.

Cette éthique sociale a une dimension de « moralité réflexive » qui l'ancre dans « moralité coutumière » et l'en arrache (Dewey & Tufts, 1908 : chap. IX). Elle devient consciente des fins qu'elle vise et des moyens pour y parvenir en s'affranchissant « des coutumes, préjugés, traditions et intérêts de classe incorporés dans des institutions dont les résultats sont principalement fixés par le pouvoir supérieur détenu par ceux qui les administrent » (LW.15.158). Elle remet en cause l'autorité et la légitimité des standards des classes sociales et des milieux culturels dont proviennent les *settlement workers*, à l'épreuve des standards des pauvres, des migrants ou des délinquants avec lesquels ils entrent en contact. Addams découvre que l'éthique sociale se forme, s'apprend et se transmet par expérience, mais que cette expérience, nous l'avons vu, est ébranlée par la confrontation avec d'autres « codes de moralité sociale » qui se révèlent dans des situations de perplexité. La perplexité peut naître face à des dépenses jugées irrationnelles, excessives ou indécentes en vêtements (Addams, 1902 : 34-38), à un souci d'apparence ou de standing qui paraît décalé en relation à une condition économique ; elle peut naître encore face aux façons d'éduquer des enfants, au manque d'hygiène et de diététique, au travail imposé dès le plus jeune âge ou au despotisme des parents récupérant les salaires de leur progéniture (*ibid.* : 45). La compréhension sympathique n'est pas ici immédiate : elle requiert un effort d'interprétation, de dénaturalisation et de contextualisation, et, si l'enquête se poursuit, de *sociologisation* (comprendre qui sont ces paysans italiens débarqués des Abruzzes, ou ces artisans juifs de Galicie, et quelles transplantations de sens ils ont dû opérer pour s'adapter à leur nouveau milieu à Chicago) et de *historicisation*

(selon la « méthode génétique » qui éclaire la diversité des mœurs, des habitudes et des institutions comme résultant de la « croissance » de la moralité de ces groupes) (Dewey & Tufts, 1908). L'éthique sociale n'est pas une affaire abstraite. Elle est découverte par l'enquête et mise en œuvre par l'expérimentation pour reconstruire des milieux de vie. La moralité qu'elle vise est une « moralité sociale » et pas seulement une « moralité personnelle » (Seigfried, 1996 : 229). On pourrait rajouter qu'il s'agit aussi d'une moralité en action et en contexte qui requiert une *écologie de l'expérience morale*⁵⁰.

Le langage d'Addams, mais aussi celui de Dewey ou de Mead au tournant du siècle, peut sonner curieusement à nos oreilles, mais il faut bien prendre la mesure de la rupture en cours. Ce dont il est fait épreuve, c'est de nouvelles obligations, assorties de nouveaux droits : le test à appliquer aux conduites est un « test social » (Addams, 1902 : 4 et 176). « Atteindre une moralité personnelle en un temps qui requiert une moralité sociale, s'enorgueillir des résultats de son effort personnel lorsque l'époque exige une adaptation sociale, revient à échouer à appréhender la situation. » (Dewey & Tufts, 1932 : 348). Dans nombre de cas, la question « qui est responsable ? », au double sens de « à qui incombe la faute de la situation problématique qui a été diagnostiquée ? » et de « qui doit prendre en charge la solution du problème, et moyennant quelles méthodes ? » (Gusfield, 1981/2009), ne se pose plus dans des termes individualistes (Hanagan, 2013). Elle passe par l'examen des conséquences de nos processus d'association et de coopération pour bien diagnostiquer un problème et en examiner les causes et les raisons. Addams parle ainsi de « responsabilité de la communauté » dans la prostitution forcée (Addams, 1912c : 10), ou de « responsabilité publique » dans la délinquance juvénile (Addams, 1909 : 25). La responsabilité ne repose pas seulement sur la tête de la personne qui fait le choix d'une activité immorale et illégale. Elle doit être résituée dans un milieu, au carrefour des liens interpersonnels et institutionnels qui l'enserrent, dans le jeu des multiples inhibitions et incitations (*pushes and pulls*) qui lui rendent telle ou telle option d'action préférable. Sans que soit annulé le concept de « faute personnelle », il

n'en demeure pas moins que nos actions, bonnes ou mauvaises, sont le fruit d'une coopération avec des proches, des agents et des institutions. Prostitution et délinquance sont ainsi des problèmes sociaux qui ne peuvent être résolus à coup de déclarations d'intention, de vœux pieux et de bons sentiments. On touche là au second sens du mot responsabilité, celui de la « responsabilité civique » qu'invoque Lea Taylor (1954). La solution du problème ne se donne pas seulement dans la réorientation des motivations, mais dans *l'éducation des habitudes*, elle ne se donne pas dans des mots d'ordre institutionnels, mais à travers un *réaménagement de l'environnement*. Elle engage une nouvelle *combinaison des transactions* entre acteurs et un nouveau *réagencement des ressources et des compétences* vers une fin jugée désirable. Et, au lieu de se limiter à punir des coupables, il faut sans doute réformer leurs habitudes, mais ne pas perdre de vue la part de l'environnement dans la performance de leurs actes. D'où le projet des *settlements*, qui ne s'en tiennent pas à racheter des âmes ou à traiter des cas, mais développent une vision civique et politique. De même que les *settlements* se démarquent de l'administration de la pauvreté par les *charities*, de même remettent-ils en cause la philanthropie d'entreprise et le paternalisme dans l'ordre industriel. Et de même développent-ils une lecture politique des problèmes de genre et de race. Les *settlements* sont des communautés qui accueillent des femmes en révolte contre le statut d'inférieures ou de mineures qui leur est imposé, et qui se battent contre leur domination dans un monde taillé par les hommes pour les hommes (*man-made*) (Gilman, 1911), que ce soit en prônant le contrôle des naissances, en revendiquant le droit d'étudier, en réclamant des droits au travail, et ainsi de suite. Et si leur position vis-à-vis des Noirs est parfois plus problématique, une grande partie des fondateurs de l'Association nationale pour le progrès des personnes de couleur (NAACP) sont des leaders du mouvement des *settlements* (Du Bois, Addams, Wald, Ovington, Moskowitz, Brewster, Kelley, Wells-Barnett, Walling). La salle à manger du Henry Street Settlement sera le lieu de naissance de la NAACP en 1909.



NAACP à New York City : Cortège silencieux de protestation contre les émeutes de East St. Louis, 1917 (NAACP Collection, Library of Congress Prints and Photographs. Digital ID # cph-3a34294).

Les *settlements* défendent une *démocratie sociale*, ils inventent une nouvelle *citoyenneté sociale* – ce qui implique qu'ils se battent conjointement pour ce que nous appelons des droits civils, politiques et sociaux. L'ordre de coexistence entre les humains n'est pas simplement un ordre marchand (produit de la composition des intérêts des individus entrepreneurs ou travailleurs, producteurs ou consommateurs), il n'est pas simplement un ordre naturel (résultat de l'équilibre entre les forces des prédateurs et des proies dans le *web of life*), il est quelque chose en plus. Ce quelque chose en plus s'éprouve dans l'éthique sociale à l'œuvre dans les activités de travail social, d'éducation ou d'infirmierie des *settlements*, qui ne sont pas seulement des gestes de charité de la philanthropie privée, engageant une empathie ou une compassion personnelles, habitées par l'amour de Dieu : ce sont des *activités civiques*, qui impliquent une reconnaissance de droits entre égaux et une exigence de justice et de respect, qui ne se

limitent pas à un coup de main entre membres d'une même famille ou d'un même voisinage, mais qui requièrent une solidarité et une entraide, à l'écoute des réclamations ou des revendications (*claims*) des opprimés ou des déshérités. Le mouvement des *settlements* va être, en parallèle au mouvement pour l'éducation nouvelle, au mouvement ouvrier ou au mouvement noir, le catalyseur d'une dynamique de création de nouveaux droits et d'inclusion de personnes jusque-là maintenues à la lisière de la société – migrants, personnes stigmatisées pour leur couleur, misérables, personnes en situation de handicap... La posture est très proche de celle de Dewey et de Tufts (1908 : 390), pour qui le « don » de la philanthropie « paupérise » alors que le don qui provient de voisins avec qui des relations sont nouées et des intérêts partagés, qui définit en commun la nature des besoins dans certaines conditions de vie et qui aide des personnes à retrouver leur autonomie et à « s'aider elles-mêmes en toute indépendance », ce don-là est bénéfique. Les *settlers* se sentent personnellement concernés par des difficultés qui touchent des proches. Ils y sont réceptifs, sensibles, sont affectés ou ébranlés par d'autres situations sociales, se soucient de leurs voisins et prennent soin d'eux, non pas au nom de principes transcendants et abstraits, mais en éprouvant et en discutant avec eux de ce qui serait concrètement bon à faire, en enquêtant et en expérimentant conjointement et en rendant accessibles des ressources et des compétences qui leur manqueraient, en ayant pour seul critère d'évaluation les conséquences de ces actions pour ces personnes dans leur milieu de vie et la perception et l'appréciation qu'elles peuvent en avoir. Il leur faut prendre en compte les revendications (*claims*) concrètes de personnes ou de familles (Addams, 1902 ; Seigfried ; 1996), les interpréter dans leur perspective pour diagnostiquer quel est le problème et avoir une chance de pouvoir agir sur ses causes ; il leur faut ne pas porter de jugements infamants de l'extérieur sans compréhension de l'intérieur de formes de vie (comme Addams, 1909, sur le sens de la délinquance du point de vue des adolescents) – et en se remettant soi-même en cause (Addams, 1899a/2021, met ainsi en regard l'alcoolisme des pauvres, souvent vilipendé par les élites et la fraude fiscale des riches, qui a droit à leur complaisance) ;

il leur faut exercer ce que Mead (1930) appellera une « philanthropie intelligente », dont l'enjeu n'est pas de sauver des âmes et de gagner le paradis, mais d'enquêter sur des problèmes sociaux et de formuler des hypothèses pour les résoudre pour le plus grand bien des bénéficiaires immédiats et de la société tout entière – « faire en sorte que les relations sociales expriment le sens croissant de l'unité économique de la société et ajouter la fonction sociale à la démocratie », écrira Addams (1910a : 91). Le travail social doit être rapporté à ce que Dewey et Tufts (1908 : 451) appellent un « *ordre public* qui garantit, définit et fait respecter les droits et les obligations ».



National Association Women Suffrage Association, Comité du Congrès, 15 janvier 1913
(George Grantham Bain Collection, Library of Congress Prints and Photographs. LOT
11052-5 [item] [P&P]).



NAWSA Manifestation pour le vote des femmes, Annonce de réunion à Cooper Union, New York, 16 septembre 1916 : « Venez écouter cinq gouverneurs qui ont approuvé le vote des femmes ! ».

Les transformations du service social ne sont qu'une partie de l'histoire. Elles prennent sens dans un cadre politique plus large. Addams avait été co-fondatrice de la National Association for the Advancement of Colored People (NAACP) et vice-présidente de la National American Women Suffrage Association (NAWSA). L'année même où les femmes obtiennent de Woodrow Wilson le droit de vote, elle participe avec Dewey, Kelley ou Wald, à la fondation de l'American Civil Liberties Union en 1920, une riposte aux « raids » du Procureur général Michell Palmer qui faisait la chasse aux radicaux, en pleine panique antirouges, et qui avait, sous couvert de l'Espionnage Act (1917) et du Sedition Act (1918), arrêté et déporté des milliers de personnes, sans aucun égard pour les libertés constitutionnelles. Addams et la plupart des femmes des *settlements* se battent aussi bien pour le droit de vote des femmes (ainsi que la participation politique des migrants ou des Noirs), que pour le respect des libertés civiles (liberté de parole ou de religion, accès égalitaire à la justice) et des droits sociaux (les droits au *welfare* en matière de travail ou de chômage, d'assurance sociale, de santé ou d'éducation). La bataille sur les trois chapitres des droits civils, politiques et sociaux, est déjà

à l'œuvre dans l'action des *settlements*, alors que Thomas H. Marshall (1950), proche de L. T. Hobhouse, ne la théoriserait qu'un demi-siècle plus tard (en Angleterre, après la reprise du rapport de Beveridge par le Labour au gouvernement). Notons que certains lecteurs n'ont retenu des lectures d'Addams ou de Kelley, de Follett ou de Dewey, confortées par celles des réalistes juridiques, que la critique du formalisme du droit. Mais cette critique du déphasage des rites et des mythes du droit par rapport à l'expérience concrète, ou de l'utilisation et de la manipulation des règles de droit en vue de maintenir ou de reconduire une domination, va de pair avec le recours au droit pour faire valoir des droits et les inscrire dans les lois et les institutions : tout en se concentrant sur la proximité, et en jouant l'expérience concrète contre les faux-semblants du discours juridique, les *settlers* vont s'avérer des bâtisseurs institutionnels, la meilleure voie pour y parvenir, en régime de *rule of law*, étant le droit. Une dialectique se met en place entre la revendication d'une moralité collective et la promulgation de lois et de réglementations – la moralité collective se traçant son chemin en engendrant de nouvelles normes légales à travers l'activité législative et judiciaire, cette dernière ayant des effets en retour sur la moralité collective, tant les institutions sociales ont la puissance éducative de « former des intérêts et des habitudes », de façonner des croyances et des mœurs (Dewey & Tufts, 1908 : 433). L'ordre public qui se joue dans la dialectique entre moralité collective et légalité a des conséquences sur les choix éthiques et les conduites morales des personnes privées. Les leaders des *settlements* n'ignoraient pas ce point, coopéraient étroitement avec des associations de juristes (*bar associations*) et des organisations d'aide juridique (*legal clinics*) (ou *bureaus for legal advice* : Woods & Kennedy, 1922 : 271), et exerçaient un lobbying législatif intense, avec l'aide de juristes comme Florence Kelley, Ernst Freund, Clarence Darrow, jusqu'aux futurs juges de la Cour suprême Louis Brandeis et Felix Frankfurter.

C'est peut-être tout cela qu'il faut entendre derrière l'idée de « *socialisation de la démocratie* » – la toute dernière phrase de *Twenty Years at Hull-House* de Jane Addams (1910a). Et puis la conception de

la démocratie à laquelle Addams aspire, éthique et sociale, est habitée par la croyance en la capacité des citoyens ordinaires au *self-government*. Elle a une connotation de combat politique pour l'autonomie ; elle passe par le développement de capacités au *self-gouvernement*. C'est ce qu'entreprennent certains clubs de garçons, abrités par les *settlements*, mais aussi sponsorisés par d'autres organisations ou fondations. Pour prendre un exemple, dès 1893, la Neighborhood Guild, qui deviendra l'University Settlement de New York (Woods & Kennedy, 1911 : 227-232), fournit de l'espace pour les réunions du Young Potomac Club, club de garçons dont le nom a été choisi en hommage aux soldats de la Guerre de l'Union, assure le libre accès de ses membres à la bibliothèque et à la caisse d'épargne (*penny bank*) (Buck, 1903 : 67 et 88), encourage ceux-ci à élire leurs « officiers », à discuter et à voter leur « constitution » et leur « législation » (*ibid.* : chap. V et XII), à punir leurs déviants et à décider collectivement. Au Northwestern Settlement à Chicago, une « guilde de quartier » se réunit tous les mois, avec un délégué de chaque organisation du quartier à caractère social, éducatif ou civique, les directeurs d'écoles publiques et les responsables du *settlement*, pour en coordonner et en piloter les activités. Mais l'une des plus militantes, dans cette direction, est la Hudson Guild de New York, implantée à Chelsea (cf. note 10 ; et Woods & Kennedy, 1911 : 212-216), qui affirme se démarquer des fausses prétentions à la démocratie des « organisations philanthropiques qui conservent le réel pouvoir hors des mains des gens ». Sous l'impulsion de John Elliott, elle fonde un Conseil des Clubs et un Comité du district qui seront souvent cités comme modèles de délibération et de décision collective. *Self-government*, *self-support*, *self-improvement*, *self-education* sont les mots d'ordre. Le Comité du district est composé par les habitants des *tenements*, « gardiens de la localité », et par toutes les personnes qui rendent des services, quels qu'ils soient. Chacun des voisins fait remonter les problèmes de certaines familles et les signalements de cas de maladie, d'hygiène ou d'insalubrité. Le « système des blocs » permet aux membres de la Hudson Guild de connaître personnellement la population du quartier. Une partie des problèmes sont résolus par l'entraide et la coopération, les autres sont pris en charge par

les organisations charitables (COS) ou par les institutions municipales (The Hudson Guild, 1910). La Hudson Guild sera très active pour faire pression au moment du vote de la Loi sur les logements collectifs, la Tenement Law de New York en 1901 et dans la mobilisation pour la création du Chelsea Park. Ce qui se dessine, c'est une nouvelle forme d'organisation communautaire qui forme, informe, mobilise, implique, éduque, et agence des opérations de discussion collective, de co-enquête et de co-expérimentation.

L'idéal de citoyenneté sociale impose de réenraciner la vie politique dans les croyances, habitudes et idéaux de la vie sociale : il se réalise dans une *politique de la vie quotidienne*. Il faut faire entrer la santé et l'éducation, la sécurité dans les rues, le logement salubre et l'alimentation diététique dans l'horizon des problèmes pratiques sur lesquels tout le monde a le pouvoir et le droit d'avoir une prise ; et, donc, les sortir de la sphère privée, les transformer en enjeux d'enquête et de discussion publique, les convertir en enjeux politiques, et les inscrire à l'agenda législatif et gouvernemental, en les faisant passer dans les plates-formes des partis politiques – ce que les activistes réformateurs ont remarquablement réussi lors de la campagne présidentielle de 1912. Seigfried (1996 et 2002) ou Deegan (1988), Whipps (2004), Shields (2006) ou Fischer (2019) ont interprété l'œuvre de Jane Addams et des femmes des *settlements* comme un moment d'invention d'un lien entre féminisme et pragmatisme. On assiste par exemple chez Mary McDowell ou Charlotte Perkins Gilman, soixante ans avant que cet argument ne soit brandi à nouveau par les féministes des années 1970, à une reconnaissance de la valeur sociale du travail invisible des femmes dans l'« industrie domestique » et de la double journée de travail qu'elles doivent accomplir, comme employées ou ouvrières et comme mères et épouses. Un autre argument qui est utilisé est celui de la socialisation du ménage en « ménage civique » (*civic housekeeping*) : il faut nettoyer et assainir les rues au même titre que les intérieurs des maisons et étendre le soin (*care*) pour les proches aux choses de la vie collective (Addams, 1907). Les vertus de la tenue de la maisonnée et de l'éducation des enfants échappent à

leur naturalisation dans la sphère privée et sont revendiquées comme des vertus civiques dans la vie publique. Mais la transformation de ces questions jusque-là personnelles en problèmes publics amène à concevoir de surcroît la propriété publique d'un certain nombre de ressources vitales (Brown, 1906) – les transports en commun et les télécommunications, l'accès à l'eau, au gaz et à l'électricité, les parcs et les jardins, les hôpitaux, les crèches et les écoles. L'idée n'est pas tant d'étatiser, au nom d'un idéal communiste, que, d'une part, de pouvoir en assurer une bonne gestion municipale par le public des citoyens, et, d'autre part, d'éviter que ces biens et services publics, dégradés en marchandises, ne soient accaparés par les plus fortunés. Tous ces biens et services appartiennent à la communauté, ils lui sont vitaux pour que ses membres puissent vivre et bien vivre, ils concernent tout un chacun en ce que leur appropriation et leur administration ont souvent des conséquences néfastes pour le plus grand nombre et qu'ils ne peuvent donc être abandonnés à la main invisible du marché. Ce qui ne peut pas être communalisé doit être soumis au contrôle d'agences publiques, avec le soutien et le suivi des citoyens-citoyens eux-mêmes : le public, ou ses représentants que sont les pouvoirs publics, ont un droit de regard, de régulation, de contrôle et parfois de censure ou d'interdiction sur des biens et services privés – l'alimentation, certains loisirs ou certaines formations.

Cette conception de la citoyenneté sociale va plus loin que ce qu'impliquaient les débats contemporains sur le « *gouvernement populaire* »⁵¹. Cette notion connaît un regain de faveur au début du siècle. En général, les commentateurs reprennent les principes établis en Angleterre à partir du XVII^e siècle : égalité en droit, pénal ou civil, et souveraineté émanant du Peuple et non plus de Dieu et du Roi, à quoi se rajoutent la pratique directe et collective de la gestion des affaires publiques et l'exercice de la législation et de la justice – d'ordinaire régulés et limités par un système de *checks and balances* fondé sur la séparation du gouvernement et de la société et sur la séparation des pouvoirs (Albert Bushnell Hart, 1907, se rapporte explicitement à Locke et à Montesquieu). Les débats dans les années 1900 et 1910

avaient cours sur le « scrutin court » (*short ballot*) pour les postes exécutifs, et sur la « législation directe » par initiative, rappel ou référendum. Contre l'incompétence et la corruption, le contrôle direct par les citoyens paraissait la solution. À vrai dire, le problème de l'efficacité et de la transparence commençait à être réglé par d'autres solutions : l'une était le gouvernement municipal par une commission (*commission government*, selon le modèle expérimenté à Galveston, Texas, à partir de 1901, qui a substitué des *business men* à la tête de la mairie à la place des *aldermen*, une façon de court-circuiter la machine politique et de mettre en place une administration supposée efficace), l'autre, le gouvernement municipal par un *city manager* (directeur exécutif et administrateur municipal, qui supervise les opérations engagées par la commune, au jour le jour, qui a la responsabilité de l'efficacité budgétaire et qui met en œuvre les initiatives politiques et les choix législatifs du Conseil). Ces débats concernent les leaders des *settlements* les plus actifs – qu'il s'agisse d'Addams, Woods, Wald, Taylor, Scudder, Elliot, Lathrop ou Kelley – tout comme les défenseurs des centres sociaux – comme Follett, Perry ou Ward. Ils sont partagés entre la formation d'une expertise, orientée par l'enquête et l'expérimentation et le désir d'un *self-government* où les citoyens s'efforcent collectivement, à travers de libres discussions, enquêtes et expérimentations, de donner une définition des biens communs qu'ils désirent, de choisir les objectifs concrets qui les réalisent, de décider des moyens les plus adéquats pour y parvenir. Ils se constituent ainsi en tant que citoyens d'une « politique pratique » qui façonnent de façon autonome leur milieu de vie.

De ce point de vue, leur perspective a des accents pragmatistes. Le *self-government* (Zask, 2010) est le nerf du « libéralisme radical » de Dewey comme de la « nouvelle démocratie » de Follett, qui l'un et l'autre font référence à Jefferson. Follett revient sur l'échec du type de gouvernement que Jefferson avait imaginé et la victoire de la version de Hamilton, plus appropriée pour fédérer et unifier les anciennes colonies par-delà les forces centripètes du localisme et de l'individualisme, et pour engager des politiques publiques à la

hauteur du développement économique de ce grand continent. Et elle rappelle comment le système représentatif a donné naissance aux partis comme machines électorales, et de là a remis le pouvoir entre les mains des *bosses* politiques et des trusts économiques (Follett, 1918 : 166). L'alliance des partis et du business ne pouvait que signer la fin du *self-government* – la solution de Follett étant de fonder une « citoyenneté réelle » sur une politique de groupes, au-delà de la fiction des « droits individuels ». Et elle croyait apercevoir des éléments d'une telle « démocratie réelle » dans différents mouvements sociaux, qui combattaient pour la législation sociale (dont elle a une lecture originale, *ibid.* : 184), la démocratie industrielle (le socialisme de la guilde britannique est pris comme modèle au contrôle populaire sur l'agriculture et l'industrie, *ibid.* : 326 sq.) et la démocratie urbaine (en premier lieu, le réseau des centres communautaires à son acmé pendant la Guerre de 1917-18). Follett était une leader, à Boston et au niveau national, de ce mouvement des centres sociaux qui, sous bien des aspects, comme nous l'avons vu plus haut, rejoignaient les fonctions, les objectifs et les idéaux des *settlements*, avec un accent encore plus fort, peut-être, sur la pratique de la discussion publique.

Dewey a quant à lui une vision aussi radicale de la démocratie, qui s'exprimera dans sa philosophie de l'enquête et du public et dans ses engagements dans un grand nombre de syndicats et d'associations, puis, à la recherche d'un tiers parti, en faveur du People's Lobby (Lee, 2015). Dewey articulera un ensemble d'arguments dans son introduction aux textes de Thomas Jefferson, en 1940, à l'aube de la mobilisation des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale, au moment même où il publiera son petit texte sur la « démocratie créatrice » (1939). On peut ici rappeler la cascade d'échelons de pouvoir que Jefferson voyait comme républicains, depuis les *wards*, aux comtés, aux États fédérés à l'État fédéral (Dewey, LW.14.217). Le projet était de faire des *wards* des « petites républiques, avec un gardien à la tête de chacune, ayant droit de regard sur tous les problèmes (*concerns*) qui seraient ainsi mieux administrés que les plus grandes républiques du comté ou de l'État » (*ibid.*). Les *wards* devaient prendre soin « des pauvres,

des routes, de la police, des élections, de la nomination des jurés, de l'administration de la justice pour les petites affaires, des exercices élémentaires de la milice ». En bref, ils devaient exercer directement dans leurs propres affaires toutes les fonctions du gouvernement, civil et militaire. En outre, pour toute question plus ample et plus importante à trancher, des meetings seraient convoqués le même jour afin de former le jugement collectif de l'ensemble du peuple. Le plan n'a pas été adopté. » (*Ibid.*). L'action des *social settlements*, et plus tard des centres sociaux, avec leurs attachements locaux dans le quartier et leurs liens avec d'autres organisations civiques, pouvait revendiquer cette dynamique de résolution de problèmes et de contrôle populaire sur le gouvernement.

Cette démocratie organisée autour de commissions et de conseils, dédiés à un domaine problématique – du type du Board of Education, dont Addams fait partie –, fait émerger une « *intelligence collective* », à la fois créatrice, organisée et cumulative, qui est la source vive des institutions, de l'éthique et de la législation. Bien entendu, cette intelligence collective, tout en étant le fruit d'un effort coopératif et communicatif, tout en générant de la « conscience sociale » et de la « conscience de soi », de la confiance et de la communalisation, n'en est pas moins entravée par toutes sortes d'obstacles et animée par toutes sortes de conflits. Les pragmatistes, tout en montrant parfois une tendance irénique à la concorde (Feffer, 1993), ou en valorisant un sens de la « réciprocité sociale » (Mead), de l'amitié (*friendship*), de la camaraderie ou de la convivialité (*fellowship*) (Addams), en tout cas de la proximité qu'autorise la proximité (*neighborliness*) (Woods) dans leur conception du *commun*, n'en sont pas moins conscients du caractère inéluctable du *conflit* dans une démocratie. Ces conflits prennent de nombreuses formes. Il y a, bien sûr, les manifestations d'hostilité qui ne cessent de resurgir entre groupes religieux, raciaux et nationaux, et qui, malgré les signes d'une communication entre communautés, en particulier dans des situations de travail, conduisent certains à se demander s'il n'existe pas quelque chose de primordial dans le préjugé ethnocentrique (Park & Burgess, 1921 ; Dewey, 1922). Les

accommodations spontanées entre ces groupes sont accompagnées par un effort de régulation de leurs interactions par les *settlements* et des tentatives louables, quoique parfois naïves, d'organiser leur cohabitation et leur intercompréhension. Une double dialectique était souvent perçue comme étant de bon sens : ne pas aller trop vite en matière d'américanisation et promouvoir la richesse des héritages culturels de chaque communauté (Hull House célébrait certaines fêtes nationales, par exemple), tout en créant des connexions intercommunautaires lors de certains autres événements (avec souvent la limite du racisme contre les Noirs ou les Mexicains). Cette thèse que défendra Dewey, et dont on pourrait penser qu'elle lui vient de Kallen et Bourne, avait en fait été élaborée auparavant dans les *settlements*. Graham Taylor (*in Commons*, 1908 : 766) décrit quant à lui comment les lignes de fracture reproduisaient les affiliations religieuses grecque, grégorienne, romaine ou protestante des vagues de migrants plus anciennes, d'origine allemande, irlandaise ou norvégienne, et des vagues plus récentes, italienne, polonaise et grecque et arménienne. Et comment un « terrain commun » (*common ground*) était difficile à trouver entre marchands indépendants, camelots (*street vendors*) et ouvriers (*day laborers*), et entre personnes éduquées et non-éduquées lors des discussions libres (*free floor*) qui avaient cours au Chicago Commons. Le conflit, le malentendu et la mésentente sont partie prenante de la vie sociale.

Enfin, au-delà des conflits raciaux, nationaux, religieux et classistes, et des tensions entre différentes sensibilités et convictions idéologiques, les enjeux de dispute sont nombreux, tout simplement, autour de la définition des problèmes sociaux, des méthodes pour en prouver l'existence et pour en mesurer les caractéristiques, autour des outils pour décrire, analyser et évaluer la portée et la nature de conséquences, leur attribuer des causes et leur imputer des responsabilités, et dans l'action, autour des stratégies d'alliance et d'opposition à élaborer, des objectifs à se fixer et des ressources à organiser. Les auteurs que l'on dit « pragmatistes » diffèrent, bien entendu, sur le statut de ces conflits. Le « conflit constructif » de Mary P. Follett

semble devoir conduire à des formes supérieures de consensus des gouvernants et des gouvernés, et fonctionne comme une méthode d'intégration de nouvelles vues de l'esprit, sentiments et volontés. À l'opposé, Florence Kelley, proche de Engels dans sa jeunesse, partageant sa vision de la lutte de classes, se bat comme une lionne pour les Noirs, les enfants, les travailleuses et les consommateurs, et espère renverser des rapports de force autant que convaincre. Jane Addams, à la fois radicale et réformiste, allergique à tout dogmatisme idéologique, partisane d'un apprentissage fondé sur l'expérience, rejette de tout cœur le « conflit violent » et mènera une campagne sans faille contre l'entrée en guerre des États-Unis (Seigfried, 2009), mais elle a appris des événements de Haymarket et de la grève Pullman que la violence est parfois inévitable, dans une situation de trop grande injustice et se lance dans des batailles vigoureuses contre des politiciens corrompus (Addams, 1910a : 315 sq.). Robert E. Park, sans manquer de repérer la puissance des instincts sous le vernis de civilisation, fait du « conflit culturel » un mode de régulation de la compétition naturelle ; et, au-delà des processus d'accommodation et d'assimilation, il érige le « conflit politique », législatif et institutionnel en facteur de progrès. Tout comme Dewey et Mead pour qui la socialisation et la publicisation des conflits sont un vecteur d'intégration, d'innovation collective et d'engendrement de nouvelles formes d'expérience morale, légale et politique. Ils ne remettent pas en cause la légitimité des grèves et des boycotts, dès lors que ceux-ci sont orientés vers une reconstruction, et pas simplement vers une destruction.

Le point de convergence de toutes ces approches est en effet l'idéal de « reconstruction sociale »⁵². Il est au cœur de l'émergence des *settlements* – qu'ils soient autonomes, liés à des églises ou à des universités. Ce sont des organisations de transition, encore prises dans des attitudes philanthropiques et religieuses dans les années 1890, mais qui progressivement inventent un nouveau langage civique. Elles vont mener de l'impératif du christianisme pratique de réaliser les Évangiles dans chacun de ses actes à l'idéal de « citoyenneté chrétienne » qui habitait le projet d'une « démocratie sociale » comme

communauté réconciliée (ce qui était vrai pour une partie des *settlements* : Henderson, 1899 : 84) ; puis l'idéal religieux s'efface devant la quête sécularisée d'une intelligence collective et créatrice, à travers l'application de méthodes scientifiques et la transformation des habitants des quartiers en communautés d'enquêteurs et d'expérimentateurs. Tout en développant cette conception de la « ville comme laboratoire social », les femmes des *settlements* vont aussi proposer une forme de « ménage civique » (*civic housekeeping*) des environnements urbains (Addams, 1907 : 182 ; ou « ménage public », 1910b), étendant les vertus privées d'entretien de leur intérieur et d'éducation de leur progéniture en vertus publiques d'administration de la cité. En contrepoint de la discussion, de l'enquête et de l'expérimentation pour mieux comprendre les situations sociales, les *settlements* revendiquent également une attitude de sympathie dans la prise en charge de son prochain : la *caritas* va progressivement se transformer en *care*, « soin » et « compréhension » dans le service social. L'éthique se sécularise et devient « sociale », sinon « civique ». Les dames visiteuses vont laisser la place aux travailleuses sociales et aux organisateurs communautaires, lesquels vont se professionnaliser et s'éloigner de la corporation des sociologues. Il n'est jusqu'aux *church settlements* qui devront composer avec ces approches et ne pourront plus s'en tenir à leur seule mission charitable.

Les *settlements* vont ainsi, à un moment charnière des processus d'industrialisation, d'urbanisation et de migration, se porter à la pointe de la bataille pour les droits des migrants, des consommateurs et des travailleurs, des enfants et des femmes. Ils vont accompagner la découverte du « social », souvent confondu par eux avec le « commun » et le « public », et vont nourrir la connaissance de ce « social », en parallèle aux enquêtes sociales (*social surveys*) financées par les fondations, par des investigations de toutes sortes que l'on a rassemblées sous l'étiquette de *settlement sociology*. Cette découverte du « social » est indissociable de l'émergence conjointe d'une nouvelle configuration des relations entre citoyens et pouvoirs publics. La société civile ne se réduit pas à un marché de propriétaires : toutes

sortes de nouveaux droits et devoirs émergent, ou doivent être décelés, exprimés et formalisés dans les nouveaux systèmes d'interactions et d'interdépendances. La capacité au *self-government* des communautés de citoyens ne se réduit pas à l'échelle du quartier, même si celui-ci est l'unité d'intervention privilégiée des *settlements*. Ceux-ci vont quadriller les États-Unis de réseaux d'organisations civiques, qui s'entrecroiseront avec d'autres réseaux, mobilisés autour d'autres causes publiques (le vote des femmes, la régulation des trusts, l'école publique, la municipalisation des transports, la protection des immigrants, la lutte syndicale, l'amélioration du logement, l'embellissement des villes, la planification urbaine et le gouvernement municipal). Ils vont ainsi configurer de nouvelles écologies morales, sociales ou civiques, contribuer à de nouvelles politiques publiques et participer à de véritables forces politiques – l'acmé du processus se situant au moment de l'élection présidentielle de 1912. Ils vont rendre disponibles toutes sortes de biens et de services, qui n'existaient pas auparavant et vont être à l'origine de nombre de politiques de santé et d'éducation, de migration et d'éducation – le Bureau de l'enfance dirigé par Julia Lathrop à partir de 1912 en est l'un des premiers témoins. Les *settlements* ont aussi été l'un des vecteurs de la naissance de nouveaux répertoires et langages d'action collective, fixant les intérêts de différents secteurs de ce que l'on appellera désormais la « société civile », du niveau municipal au niveau métropolitain, étatique et fédéral, mixant souvent volontariat, initiative privée et intervention étatique. Ils contribuent à faire émerger un nouvel ordre public – qui encadre et engendre des droits civils, politiques et sociaux – et ils vont, au bout du compte, au-delà de la professionnalisation du travail social et de l'organisation communautaire, donner, entre 1890 et 1920, un nouveau sens au concept de *self-government*. C'est dans ce trésor d'expériences que le pragmatisme – celui d'Addams ou de Dewey, de Mead ou de Follett, que l'on aurait pu en d'autres temps qualifier d'intellectuels organiques du mouvement progressiste –, puisera pour élaborer ses réflexions sur la communauté et sur le public⁵³.

BIBLIOGRAPHIE

- ABBOTT Andrew (2010), « Pragmatic Sociology and the Public Sphere : The Case of Charles Richmond Henderson », *Social Science History*, 34 (3), p. 337-371.
- ABBOTT Andrew & Rainer EGLOFF (2008), « The Polish Peasant in Oberlin and Chicago : The Intellectual Trajectory of W. I. Thomas », *The American Sociologist*, 39 (4), p. 217-258.
- ABBOTT Edith (1941), *Public Assistance*, New York, Russell and Russell.
- ABBOTT Edith, BRECKINRIDGE Sophonisba & ASSOCIATES IN THE SCHOOL OF SOCIAL SERVICE ADMINISTRATION OF THE UNIVERSITY OF CHICAGO (1936), *The Tenements of Chicago 1908-1935*, Chicago, The University of Chicago Press
- ADDAMS Jane (1892-93), « A New Impulse to an Old Gospel », *Forum*, 14, p. 342-356 (republié comme « The Subjective Necessity for Social Settlements », in Addams, Woods et al. (1893), *Philanthropy and Social Progress*, p. 1-26, puis comme le chap. VI de J. Addams (1910a), *Twenty Years at Hull-House*, p. 113-128).
- ADDAMS Jane (1894), « Hull House as a Type of College Settlement », in *Wisconsin State Conference of Charities and Correction, Proceedings*, p. 97-115.
- ADDAMS Jane (1895), « The Settlement as a Factor in the Labor Movement », in *Hull-House Maps and Papers*, New York, Crowell, p. 183-204.
- ADDAMS Jane (1895/1912a), « A Modern Lear », *The Survey*, 29, 2 novembre, p. 131-137 (communication à la Conférence d'économie sociale de Chicago, le 3 septembre 1895).
- ADDAMS Jane (1896), « The Object of Social Settlements », *Union Signal*, 22, 5 mars, p. 148-149.
- ADDAMS Jane (1897), « Social Settlements », *Proceedings of the 24th National Conference of Charities*, p. 338-346.
- ADDAMS Jane (1899/2021), « A Function of the Social Settlement », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 13, p. 33-55 (*Pragmata*, 4, p. 520-553).
- ADDAMS Jane (1902), *Democracy and Social Ethics*, New York, Macmillan.
- ADDAMS Jane (1904), « A Moral Substitute for War », *Friends Intelligencer*, 51, 9 janvier, p. 30.
- ADDAMS Jane (1907), « Utilization of Women in City Government », in Id., *Newer Ideal of Peace*, New York, The Macmillan Company, chap. VII.
- ADDAMS Jane (1908), « Chicago Settlements and Social Unrest », *Charities and the Commons*, 20, 2 mai, p. 155-166.
- ADDAMS Jane (1909), *The Spirit of Youth and the City Streets*, New York, The Macmillan Company.
- ADDAMS Jane (1910a), *Twenty Years at Hull-House With Autobiographical Notes*, New York, The Macmillan Company.
- ADDAMS Jane (1910b), « Women and Public Housekeeping », New York, National Woman Suffrage Pub. Co. Inc. (traduction à paraître dans *Pragmata*, 5).

- ADDAMS Jane (1912b), « Pragmatism in Politics », *Survey*, 1, 5 octobre, p. 267-268.
- ADDAMS Jane (1912c), *A New Conscience and an Ancient Evil*, New York, The Macmillan Company.
- ADDAMS Jane (1914), « Women's Clubs and Public Policies », *General Federation of Women's Clubs, Biennial Convention Official Report*, p. 24-30 (10 juin).
- ADDAMS Jane (1916), *The Long Road of Woman's Memory*, New York, Macmillan.
- ADDAMS Jane (1929a), « The Settlement as a Way of Life », *Neighborhood*, 2, juillet, p. 139-146.
- ADDAMS Jane (1929b), « A Toast to John Dewey », *Survey*, 63, novembre, p. 203-204.
- ADDAMS Jane (1930), *The Second Twenty Years at Hull-House : September 1909 to September 1929, With a Record of a Growing World Consciousness*, New York, The Macmillan Company.
- ADDAMS Jane (1932), *The Excellent Becomes the Permanent*, New York, Macmillan.
- ADDAMS Jane (1935), *My Friend, Julia Lathrop*, New York, The Macmillan Company.
- ADDAMS Jane (1983), *Jane Addams on Education*, E. Condliffe Lagemann (ed.), New York, Teachers College Press.
- ADDAMS Jane (2003), *Jane Addams' Writings on Peace*, M. Fischer, J. Whipps (eds), 4 vol., Newton Abbot, Devon, Thoemmes Continuum.
- ADDAMS Jane, BALCH Emily G. & Alice HAMILTON (eds) (1915), *Women at The Hague : The International Congress of Women and its Results*, New York, The Macmillan Company.
- ADDAMS Jane, WOODS Robert A., HUNTINGTON J. O. S., GIDDINGS Franklin H. & Bernard BOSANQUET (1893), *Philanthropy and Social Progress : Seven Essays*, New York et Boston, Thomas Y. Crowell & Company.
- ADDAMS Jane & RESIDENTS OF HULL HOUSE (1895), *Hull House Maps and Papers*, Chicago, Thomas Y. Cromwell.
- AGNEW Elizabeth N. (2004), *From Charity to Social Work : Mary E. Richmond and the Creation of an American Profession*, Urbana and Chicago, University of Illinois Press.
- ANNALS OF THE AMERICAN ACADEMY OF POLITICAL AND SOCIAL SCIENCE (1914), n° spécial 56, « Women in Public Life ».
- AVRICH Paul (1984), *The Haymarket Tragedy*, Princeton, Princeton University Press.
- BARNETT Rev. Samuel A. & Henrietta BARNETT (1888), *Practicable Socialism : Essays on Social Reform*, Londres, Longmans, Green, and Co.
- BARNETT Rev. Samuel A. & Henrietta BARNETT (1897/1909), « "Settlements" or "Missions" », in Canon Barnett, Samuel Augustus Barnett & Dame Henrietta Barnett, *Towards Social Reform*, Londres et Leipzig, T. Fisher Unwin, p. 271-288.

- BEARD Charles (1913), *An Economic Interpretation of the Constitution of the United States*, New York, Macmillan.
- BEARD Charles (1915), *Economic Origins of Jeffersonian Democracy*, New York, Macmillan.
- BENEDICT Leonard (1907), *Waifs of the Slum and Their Way Out*, New York, Fleming H. Revell Company.
- BENTLEY Arthur F. (1908), *The Process of Government : A Study of Social Pressures*, Chicago, The University of Chicago Press.
- BETTEN Neil & Michael J. AUSTIN (1990), *The Roots of Community Organizing 1917-1939*, Philadelphie, Temple University Press.
- BLOOMFIELD Meyer (1911), *The Vocational Guidance of Youth*, Boston, Houghton Mifflin Company.
- BOOTH Charles (ed.) (1889), *Labour and Life of the People (vol. 1, East London)*, Londres, Williams and Norgate.
- BOOTH Charles (ed.) (1902-03), *Life and Labour of the People in London*, Londres, Macmillan.
- BOOTH Général William (1890), *In Darkest England and the Way Out*, Chicago, Charles H. Sergel & Co.
- BOSANQUET Bernard & Sidney WEBB (1909), *The Sociological Review*, II, 2, « The Majority Report », p. 109-126 et « The End of the Poor Law », p. 127-139.
- BOUTROUX Émile (1911), *William James*, Paris, Librairie Armand Colin.
- BOWEN-SPENCER Michele Andrea (1994), *The Institutional Church and Social Settlement, 1900-1904 : Reverdy C. Ransom's Church for the Black Masses*, Chapel Hill, University of North Carolina.
- BREGSTONE Philip (1933), *Chicago and Its Jews : A Cultural History* (privately published).
- BREMNER Robert H. (1956), *From the Depths : The Discovery of Poverty in the United States*, New York, New York University Press.
- BROOKS James Graham (1925), « Robert Archey Woods, 1865-1924 », *The Survey*, 53, mars, p. 732.
- BROOKS John Graham (1895), *Compulsory Insurance in Germany, Including an Appendix Relating to Compulsory Insurance in Other Countries in Europe*, Washington, Government Printing Office (Carroll D. Wright, Commissioner of Labor, dir.).
- BROWN William Horace (1906), « Public Ownership and Popular Government », *American Journal of Sociology*, 12 (3), p. 328-340.
- BUCK Winifred (1903), *Boys' Self-Governing Clubs*, New York, The Macmillan Clubs.
- BURCHARD Edward L. (1918), « Community Councils and Community Centers », *Proceedings of the National Conference of Social Work*, p. 470-472.
- BURGESS Ernest W. (1925), « Can Neighborhood Work Have a Scientific Basis ? », in R. E. Park, E. W. Burgess, R. D. McKenzie, *The City*, Chicago, The University of Chicago Press, chap. VIII.

- BURKE Tom (2010), « Empiricism, Pragmatism, and the Settlement Movement », *The Pluralist*, 5 (3), p. 73-88.
- CARSEL Wilfred (1940), *A History of the Chicago Ladies' Garment Workers' Union*, Chicago, Normandie House.
- CARSON Mina (1990), *Settlement Folk : Social Thought and the American Settlement Movement, 1885-1930*, Chicago, University of Chicago Press.
- CATT Carrie Chapman & Nettie Rogers SHULER (1926), *Woman Suffrage and Politics : The Inner Story of the Suffrage Movement*, New York, Charles Scribner's Sons.
- CEFAÏ Daniel (2020a), « La naissance de l'expérimentation démocratique. Quelques hypothèses de travail du pragmatisme », *Pragmata*, 3, p. 270-355.
- CEFAÏ Daniel (2020b), « Robert A. Woods et le projet de "reconstruction sociale" des quartiers de Boston », *Pragmata*, 3, p. 385-409.
- CEFAÏ Daniel & Daniel HUEBNER (2019), « Pragmatisme et sociologie aux États-Unis. De Mead, Addams et Du Bois à l'interactionnisme symbolique », *Pragmata*, 2, p. 378-480.
- CHAMBERS Clarke A. (1963), *Seedtime of Reform : American Social Service and Social Action, 1918-1933*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- CLAPP Elsie Ripley (1913-14), « The Colored Social Settlement (Incorporated) », Murray Brothers Press/ 16-18 L Street, Southwest, Washington D. C. (13 pages).
- CLEMENS Elizabeth S. (1997), *The People's Lobby : Organizational Innovation and the Rise of Interest Group Politics in the United States, 1890-1925*, Chicago, University of Chicago Press.
- CLEMENS Elizabeth S. (2010), « From City Club to Nation State : Business Networks in American Political Development », *Theory and Society*, 39 (3-4), p. 377-396.
- CLEVELAND Frederick A. (1919), « Popular Control of Government », *Political Science Quarterly*, 34 (2), p. 237-261.
- COHEN Lizabeth (1989), « Encountering Mass Culture at the Grassroots : The Experience of Chicago Workers in the 1920s », *American Quarterly*, 41 (1), p. 6-33.
- COIT Stanton (1892), *Neighbourhood Guilds : An Instrument of Social Reform*, Londres, Swan Sonnenschein Co.
- COIT Stanton (1894), « Reviewed Work : Philanthropy and Social Progress, by Jane Addams, Robert A. Woods, J. O. S. Huntington, Franklin H. Giddings and Bernard Bosanquet », *International Journal of Ethics*, 4 (2), p. 241-246.
- COIT Stanton & THE SOCIETY FOR THE ETHICAL PROPAGANDISTS (1900), *Ethical Democracy : Essays in Social Dynamics*, Londres, Grant Richards.
- COMMONS John R. (1908), « Is Class Conflict in America Growing and Is It Inevitable ? », *American Journal of Sociology*, 13 (6), p. 756- 783 (discussion par Graham Taylor, Jane Addams, Alvin S. Johnson, Henry R. Mussey, Robert F. Hoxie, Charlotte P. Gilman et réponse de John Commons).
- COMMONS John R. (1934), *Myself*, New York, The Macmillan Company.

- COOK Gary A. (1993), *George Herbert Mead : The Making of a Social Pragmatist*, Urbana, University of Illinois Press.
- COOLEY Charles H. (1909), *Social Organization : A Study of the Larger Mind*, New York, Charles Scribner's Sons.
- COOLEY Charles H. (1918), *Social Process*, New York, Charles Scribner's Sons.
- CREAGH Ronald (1981), *Histoires de l'anarchisme aux États-Unis d'Amérique. Les origines : 1826-1886*, Grenoble, La Pensée sauvage.
- CREAGH Ronald (1983), *Laboratoires de l'utopie. Les communautés libertaires aux États-Unis*, Paris, Payot (édition augmentée : *Utopies américaines. Expériences libertaires du XIX^e siècle à nos jours*, Marseille, Agone, 2009).
- CROLY Mrs. Jane Cunningham, alias Jenny June (1898), *The History of the Women's Club Movement in America*, New York, Henry G. Allen.
- CRONON William (1991/2020), *Chicago, métropole de la nature*, Paris, Zones sensibles.
- CURTIS Henry S. (1914), *Play and Recreation for the Open Country*, Boston, Ginn and Company.
- CUTLER Irving (1996), *The Jews of Chicago : From Shtetl to Suburb*, Urbana, University of Illinois Press.
- DANIELS Harriet McDoual (1914), *The Girl and Her Chance : A Study of Conditions Surrounding the Young Girl Between Fourteen and Eighteen Years of Age in New York City*, Londres et Edimbourg, Fleming H. Revell Company.
- DANIELS John (1920), *America via the Neighborhood*, New York et Londres, Harper & Brothers.
- DAVENPORT F. Garvin (1973), « The Sanitation Revolution in Illinois 1870-1900 », *Journal of the Illinois State Historical Society (1908-1984)*, 66 (3), p. 306-326.
- DAVIS Allen F. (1959), « Raymond Robins : The Settlement Worker as Municipal Reformer », *Social Service Review*, 33 (2), p. 131-141.
- DAVIS Allen F. (1960), « Jane Addams vs. The Ward Boss », *Journal of the Illinois State Historical Society (1908-1984)*, 53 (3), p. 247-265.
- DAVIS Allen F. (1964), « Settlement Workers in Politics 1890-1914 », *The Review of Politics*, 26 (4), p. 505-517.
- DAVIS Allen F. (1967), *Spearheads for Reform : The Social Settlement and the Progressive Movement 1891-1914*, New Brunswick, NJ, Rutgers University Press.
- DEEGAN Mary Jo (1988), *Jane Addams and the Men of the Chicago School, 1892-1918*, New Brunswick, Transaction Books.
- DEEGAN Mary Jo (1999), « Play from the Perspective of George Herbert Mead », in *Play, School, and Society*, New York, Peter Lang, p. xix-cxii + p. 125-150.
- DEEGAN Mary Jo (2014), *Annie Marion MacLean and the Chicago Schools of Sociology 1894-1934*, New Brunswick, NJ, Transaction Publishers.
- DEEGAN Mary Jo & John S. BURGER (1978), « George Herbert Mead and Social Reform : His Work and Writings », *Journal of the History of the Behavioral Sciences*, 14, p. 362-372.

- DELZELL Ruth (1919), *The Early History of Women Trade Unionists of America*, Chicago, National Women's Trade Union League of America (brochure 16 pages).
- DEWEY John (1891/1969), *Outlines of a Critical Theory of Ethics* (Ann Arbor, The Inland Press) repris dans *Early Works*, vol. 3 (EW.3), 1882-1898, Carbondale et Edwardsville, Southern Illinois University Press.
- DEWEY John (1899), *The School and Society*, G. H. Mead & H. Castle Mead (eds), Chicago, University of Chicago Press.
- DEWEY John (1902), « The School as Social Center », *The Elementary School Teacher*, 3 (2), p. 73-86.
- DEWEY John (1908), « What Does Pragmatism Mean by Practical ? », *The Journal of Philosophy, Psychology and Scientific Methods*, 5 (4), p. 85-99.
- DEWEY John (1910), *How We Think*, Boston, D. C. Heath & Co, Publishers.
- DEWEY John (1911/1978), « Is Co-Education Injurious to Girls ? », *Ladies' Home Journal*, 28, p. 22 et 60-61 (in *Middle Works*, vol. 6, 1910-1911, Carbondale, Southern Illinois University Press, MW.6.155-164).
- DEWEY John (1922), « Racial Prejudice and Friction », *Chinese Social and Political Science Review*, 6, p. 1-17 (MW13.242-254) (traduction à paraître dans *Pragmata*, 5).
- DEWEY John (1927/2010), *Le Public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1930/1984), « In Response », in *Later Works*, vol. 5, 1925-1953, Carbondale, Southern Illinois University Press (LW.5.418-423).
- DEWEY John, (1939/1977), « Creative Democracy : The Task Before Us », in *Later Works*, vol. 14, 1925-1953, J. A. Boydston (ed.), Carbondale, Southern Illinois University Press, p. 224-230.
- DEWEY John (1940/1977), « Presenting Thomas Jefferson », in *Later Works*, vol. 14, 1925-1953, J. A. Boydston (ed.), Carbondale, Southern Illinois University Press, p. 201-223.
- DEWEY John (2008), *The Correspondence of John Dewey, 1871-1952 (I-IV)*, Electronic Edition, Larry Hickman *et al.* (eds), Charlottesville, VA, IntelEx Corporation
- DEWEY John & Evelyn DEWEY (1915/2021), *Schools of To-Morrow*, New York, E. P. Dutton & Company (trad. fr. R. Duthil, *Les Écoles de demain*, Paris, Flammarion, 1931) (*Pragmata*, 4, p. 598-620).
- DEWEY John & James H. TUFTS (1908 et seconde édition, 1932), *Ethics*, New York, Henry Holt & Co.
- DILLING Elizabeth (1934), *The Red Network : A Who's Who and Handbook of Radicalism for Patriots*, Kenilworth & Chicago, à compte d'auteur.
- DORRIEN Gary (2009), *Social Ethics in the Making : Interpreting an American Tradition*, Malden, Mass., Wiley-Blackwell.
- DOWNEY Kirstin (2009), *The Woman Behind the New Deal : The Life of Frances Perkins, FDR's Secretary of Labor and His Moral Conscience*, New York, Doubleday.

- DREIER Mary E. (1950), *Margaret Dreier Robins : Her Life, Letters, and Work*, New York, Island Press Cooperative
- DRINNON Richard (1961), *Rebel in Paradise : A Biography of Emma Goldman*, Chicago, The University of Chicago Press.
- DU BOIS William Edward Burghardt & Isabel EATON (1899/2019), *Les Noirs de Philadelphie*, Paris, La Découverte (avec une introduction de N. Martin-Breteau).
- DUIS Perry (1998), *The Saloon : Public Drinking in Chicago and Boston, 1880-1920*, Chicago, University of Illinois Press.
- DYKHUIZEN George (1973), *The Life and Mind of John Dewey*, Carbondale, Southern Illinois University Press.
- EATON Isabel (1895), « Receipts and Expenditures of Cloakmakers in Chicago, Compared with Those of that Trade in New York », in *Hull-House Maps and Papers*, New York, Crowell, p. 79-88.
- ELIOT Thomas D. (1924), « Sociology as a Pre-Vocational Subject : The Verdict of Sixty Social Workers », *American Journal of Sociology*, 29 (6), p. 726-746.
- ENGELS Friedrich/Frederick (1845/1887), *The Condition of The Working Class in England in 1844*, with Appendix written in 1886, and Preface in 1887, trad. Florence Kelley Wischnewetzky, New York, John W. Lowell Company.
- FARIS Ellsworth, LAUNE Ferris & Arthur J. TODD (eds) (1930), *Intelligent Philanthropy*, Chicago, The University of Chicago Press.
- FEFFER Andrew (1990), « Sociability and Social Conflict : George Herbert Mead's Interactionism, 1900-1919 », *Journal of the History of Ideas*, 51 (2), p. 233-254.
- FEFFER Andrew (1993), *The Chicago Pragmatists and American Progressivism*, Ithaca, Cornell University Press.
- FILENE Peter G. (1970), « An Obituary for "The Progressive Movement" » *American Quarterly*, 22 (1), p. 20-34.
- FISCHER Marilyn (2008), « Caring Globally : Jane Addams, World War One, and International Hunger », in R. Whisnant & P. DesAutels (eds), *Global Feminist Ethics*, Lanham, MD, Rowman & Littlefield, p. 61-80.
- FISCHER Marilyn (2011), « Interpretation's Contrapuntal Pathways : Addams and the Averbuch Affair », *Transactions of the Charles S. Peirce Society*, 47 (4), p. 482-506.
- FISCHER Marilyn (2013a), « Addams's Democracy and Social Ethics as a Social Gospel, Evolutionary Idealist Text », *The Pluralist*, 8 (3), p. 17-31.
- FISCHER Marilyn (2013b), « Reading Dewey's Political Philosophy through Addams's Political Compromises », *American Catholic Philosophical Quarterly*, 87 (2), p. 227-243.
- FISCHER Marilyn (2014), « Addams on Cultural Pluralism, European Immigrants, and African Americans », *The Pluralist*, 9 (3), p. 38-58.
- FISCHER Marilyn (2019), *Jane Addams's Evolutionary Theorizing. Constructing "Democracy and Social Ethics"*, Chicago, University of Chicago Press.

- FOGARTY Robert S. (1990), *All Things New : American Communes and Utopian Movements 1860-1914*, Chicago, The University of Chicago Press.
- FOLLETT Mary P. (1913), « Evening Recreation Centers », *The Playground*, janvier, p. 384-400.
- FOLLETT Mary P. (1918), *The New State : Group Organisation, the Solution of Popular Government*, New York, Longmans, Green and Co.
- FOLLETT Mary P. (1919/2018), « La communauté est un processus », *Pragmata*, 1, p. 302-346.
- FOLLETT Mary P. (1924), *Creative Experience*, New York, Longmans, Green & Co.
- FRANKEL Lee K. (1903), « Jewish Charities », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 21, p. 47-64.
- FRANKEL Lee K. (1914), *The Principles of Life Insurance : Industrial Insurance and Social Welfare*, New York, NY, Metropolitan Life Insurance Company.
- FRANKEL Lee K., DAWSON Miles L. & Louis I. DUBLIN (1910), *Workingmen's Insurance in Europe*, New York, Russell Sage Foundation.
- FRIEDMAN Laura A. (1933), *A Study of One Hundred Unemployed Families in Chicago, January, 1927 to June, 1932*, M. A. Economics, University of Chicago.
- GANS Herbert J. (1964), « Redefining the Settlement's Function for the War on Poverty », *Social Work*, 9 (4), p. 3-12.
- GIDDINGS Franklin H. (1893), « The Ethics of Social Progress », in J. Addams, R. A. Woods et al., *Philanthropy and Social Progress*, New York et Boston, Thomas Y. Crowell & Company, p. 203-248.
- GIFFIN Frederick C. (1982), *The Rudowitz Extradition Case*, Springfield, Ill., Illinois State Historical Society.
- GILMAN Charlotte Perkins (STETSON) (1898), *Women and Economics*, Boston, Small, Maynard & Company.
- GILMAN Charlotte Perkins (1911), *The Man-Made World, or Our Androcentric Culture*, New York, Charlton Co.
- GILMAN Charlotte Perkins (1914/2004), *Social Ethics*, M. R. Hill, M. J. Deegan (eds), Westport, Conn., Praeger.
- GOLDMAN Emma (1931/2009), *Living My Life*, New York, A. A. Knopf (réédition par The Anarchist Library).
- GOLDMARK Josephine (1953), *Impatient Crusader : Florence Kelley's Life Story*, Urbana, University of Illinois Press.
- GOLDSTEIN Robert J. (1974), « The Anarchist Scare of 1908 : A Sign of Tensions in the Progressive Era », *American Studies*, 15, p. 55-78.
- GORDON Lynn (1977), « Women and the Anti-Child Labor Movement in Illinois, 1890-1920 », *Social Service Review*, 51 (2), p. 228-248.
- GOURLET Apolline de (1904), « Colonies sociales. La résidence laïque dans les quartiers populaires », *L'Action populaire*, 2^e série, n° 37.
- GREENSTONE David (1979), « Dorothea Dix and Jane Addams : From Transcendentalism to Pragmatism in American Social Reform », *Social Service Review*, 53 (4), p. 527-559.

- GRIFFIN Frederick C. (1982), « The Rudowitz Extradition Case », *Journal of the Illinois State Historical Society*, 75 (1), p. 61-72.
- GRIGGS Edward Howard (1913), *The New Humanism*, New York, B. W. Huebsch.
- GROSS Matthias (2009), « Collaborative Experiments : Jane Addams, Hull House and Experimental Social Work », *Social Science Information*, 48 (1), p. 81-95.
- GUSFIELD Joseph (1963), *Symbolic Crusade : Status Politics and the American Temperance Movement*, Urbana, University of Illinois Press.
- GUSFIELD Joseph (1981/2009), *La Culture des problèmes publics. L'alcool au volant : la production d'un ordre symbolique*, Paris, Economica.
- HAERLE Rudolph K. (1991), « William Isaac Thomas and the Helen Culver Fund for Race Psychology », *Journal of the History of the Behavioral Sciences*, 27 (1), p. 21-41.
- HAMILTON Alice (1943), *Exploring the Dangerous Trades : The Autobiography of Alice Hamilton M. D.*, Boston, Little, Brown and Company.
- HAMINGTON Maurice (2001), « Jane Addams and a Politics of Embodied Care », *The Journal of Speculative Philosophy*, 15 (2), p. 105-121.
- HAMINGTON Maurice (2009), *The Social Philosophy of Jane Addams*, Urbana, University of Illinois Press.
- HANAGAN Nora (2013), « Democratizing Responsibility : Jane Addams's Pragmatist Ethics », *Polity*, 45 (3), p. 347-371.
- HART Albert Bushnell (1907), « Growth of American Theories of Popular Government », *The American Political Science Review*, 1 (4), p. 531-560.
- HEALY William (1915), *The Individual Delinquent : A Text-Book of Diagnosis and Prognosis for All Concerned in Understanding Offenders*, Boston, Little, Brown & Co.
- HENDERSON Charles Richmond (1899), *Social Settlements*, New York, Lenthilhon & Company.
- HENDERSON Charles Richmond (1901), *The Social Spirit in America*, Chicago, Scott, Foresman and Company.
- HENDERSON Charles Richmond (1909), *Industrial Insurance in the United States*, Chicago, The University of Chicago Press.
- HENDERSON Charles Richmond (1910), « Improvements in Industrial Life Insurance », *American Journal of Sociology*, 15 (4), p. 478-501.
- HENDERSON Charles Richmond, assisted by Others (1904), *Modern Methods of Charity : An Account of the Systems of Relief, Public and Private, in the Principal Countries Having Modern Methods*, New York, The Macmillan Company.
- HERMAN Sondra R. (1969), *Eleven Against War : Studies in American Internationalist Thought 1898-1921*, Stanford, Hoover Institution Press, chap. V, « Jane Addams : The Community as a Neighborhood ».
- HILL Mary A. (1980), *Charlotte Perkins Gilman : The Making of a Radical Feminist, 1860-1896*, Philadelphie, Temple University Press.

- HOCHSCHILD Adam (2020), *Rebel Cinderella : From Rags to Riches to Radical, the Epic Journey of Rose Pastor Stokes*, Boston, Houghton Mifflin Harcourt.
- HOFSTADTER Richard (1955), *The Age of Reform : From Bryan to F. D. R.*, New York, Knopf.
- HOOFF Tay (1959), *Ministry to Man : The Life of John Lovejoy Elliott*, New York, Harper & Brothers.
- HOLDEN Arthur C. (1922), *The Settlement Idea : A Vision of Social Justice*, New York, The Macmillan Company.
- HOPKINS June (2011), « The Sacred and the Secular in Christodora Settlement House, 1897-1939 ». En ligne : (<https://socialwelfare.library.vcu.edu/settlement-houses/the-sacred-and-the-secular-in-christodora-settlement-house-1897-1939/>).
- HOUNMENOU Charles (2012), « Black Settlement Houses and Oppositional Consciousness », *Journal of Black Studies*, 43 (6), p. 646-666.
- HOWARD Ebenezer (1898/1902), *Garden Cities of To-Morrow*, Londres, Swan Sonnenschein & Co.
- HUEBNER Daniel R. (2014), *Becoming Mead : The Social Process of Academic Knowledge*, Chicago, The University of Chicago Press
- HUNTER Robert (1901), *Tenement Conditions in Chicago : Report of the Investigation Committee of the City Homes Association*, Chicago, City Homes Association.
- HUNTER Robert (1902), « The Relation Between Social Settlements and Charity Organization », *Journal of Political Economy*, 11 (1), p. 75-88.
- JABOUR Anya (2019), *Sophonisba Breckinridge : Championing Women's Activism in Modern America*, Champaign, University of Illinois Press.
- JACKSON Henry E. (1919), « The Practice of Citizenship », *Reconstruction Conference of the National Popular Government League*, Washington 9, 10 and 11 janvier 1919.
- JAMES William (1899a) « On a Certain Blindness in Human Beings », in Id., *Talks to Teachers on Psychology : and to Students on Some of Life's Ideals*, New York, Henry Holt and Company, p. 229-264.
- JAMES William (1899b), « What Makes a Life Significant », in Id., *Talks to Teachers on Psychology : and to Students on Some of Life's Ideals*, New York, Henry Holt and Company, p. 265-301.
- JAMES William (1911), « The Moral Equivalent of War », in *Memories and Studies*, New York, Longmans, Green & Co, p. 265-296 (écrit en 1910 pour l'Association for International Conciliation).
- JETER Helen Rankin (1922), *The Chicago Juvenile Court*, Washington, Government Printing Office.
- JOHNSTON Robert D. (2002), « Re-Democratizing the Progressive Era : The Politics of Progressive Era Political Historiography », *The Journal of the Gilded Age and Progressive Era*, 1 (1), p. 68-92.

- JOSLIN Katherine (1911/2002), « Introduction to the Illinois Edition », *A New Conscience and an Ancien Evil*, Urbana et Chicago, University of Illinois Press, p. ix-xxxii.
- KARL Barry D. (1974), *Charles E. Merriam and the Study of Politics*, Chicago, The University of Chicago Press.
- KELLEY Florence (1916), *Women in Industry : The Eight Hours Day and Rest at Night, Upheld at the United States Supreme Court*, New York, National Consumers' League.
- KELLOR Frances A. (1904), *Out of Work*, New York, G. P. Putnam's Sons.
- KENNEDY John Curtis et al. (1914), *Wages and Family Budgets in the Chicago Stockyards District, with Wage Statistics from Other Industries Employing Unskilled Labor*, Chicago, The University of Chicago Press.
- KIRSCHNER Don S. (1986), *The Paradox of Professionalism : Reform and Public Service in Urban America, 1900-1940*, Westport, Conn., Greenwood Press.
- KLOPPENBERG James T. (1986), *Uncertain Victory : Social Democracy and Progressivism in European and American Thought 1870-1920*, New York, Oxford University Press.
- KNIGHT Louise W. (2005), *Citizen : Jane Addams and the Struggle of Democracy*, Chicago, The University of Chicago Press.
- KNIGHT Louise W. (2006), « Garbage and Democracy : The Chicago Community Organizing Campaign of the 1890s », *Journal of Community Practice*, 14 (3), p. 727.
- KNIGHT Louise W. (2014), « John Dewey and Jane Addams Debate War », in B. Jackson & G. Clark (eds), *Trained Capacities : John Dewey, Rhetoric, and Democratic Practice*, Columbia, University of South Carolina Press, p. 106-124.
- KROPOTKINE Pierre (1906), *L'Entr'Aide : Un facteur de l'évolution*, Paris, Hachette.
- LAGEMANN Ellen Condliffe (1989), « The Plural Worlds of Educational Research », *History of Education Quarterly*, 29 (2), p. 185-214.
- LAKE Danielle L. (2014), « Jane Addams and Wicked Problems : Putting the Pragmatic Method to Use », *The Pluralist*, 9 (3), p. 77-94.
- LANDESCO John (1933), « The Life History of a Member of the "42" Gang », *Journal of Criminal Law and Criminology*, 23 (6), p. 964-998.
- LASCH Christopher (ed.) (1965a), *The Social Thought of Jane Addams*, Indianapolis, Bobbs-Merrill.
- LASCH Christopher (1965b), *The New Radicalism in America 1889-1963*, New York, Knopf.
- LATHROP Julia C. (1895), « The Cook County Charities », in *Hull House Maps and Papers*, Chicago, Thomas Y. Cromwell, p. 141-161.
- LATHROP Julia C. (1896), « What the Settlement Work Stands For », in Isabel C. Barrows (ed.), *Proceedings of the National Conference of Charities and Correction*, 23rd Annual Session held in Grand Rapids, Mich., June 4-10, Boston, Geo. H. Ellis, p. 106-110.

- LEDERMAN Sarah Henry (2009), « Settlements Houses in the United States », *Jewish Women : A Comprehensive Historical Encyclopedia*. 20 mars 2009. Jewish Women's Archive, en ligne : (<https://jwa.org/encyclopedia/article/settlement-houses-in-united-states>).
- LEE Mordecai (2015), *The Philosopher-Lobbyist : John Dewey and the People's Lobby*, Albany, The State University of New York Press.
- LEFFERS M. Regina (1993), « Pragmatists Jane Addams and John Dewey Inform the Ethics of Care », *Hypatia*, 8 (2), p. 64-77.
- LENGERMANN Patricia M. & Gillian NIEBRUGGE-BRANTLEY (2002), « Back to the Future : Settlement Sociology, 1885-1930 », *The American Sociologist*, 33 (3), p. 5-20.
- LEVINE Neil (2016), *The Urbanism of Frank Lloyd Wright*, Princeton, Princeton University Press.
- LINDEMAN Eduard C. (1921), *The Community : An Introduction to the Study of Community Leadership and Organization*, New York, Association Press.
- LINDEMAN Eduard C. (1924), *Social Discovery : An Approach to the Study of Functional Groups, with an Introduction by Herbert Croly*, New York, Republic Publishing Company.
- LISSAK Rivka S. (1983), « Myth and Reality : The Pattern of Relationship between the Hull House Circle and the "New Immigrants" on Chicago's West Side, 1890-1919 », *Journal of American Ethnic History*, 2 (2), p. 21-50.
- LISSAK Rivka S. (1989), *Pluralism & Progressives : Hull House and the New Immigrants 1890-1919*, Chicago, The University of Chicago Press.
- LIVINGSTON Alexander (2016), *Damn Great Empires ! William James and the Politics of Pragmatism*, New York, Oxford University Press.
- LOWELL Josephine S. (1884), *Public Relief and Private Charity*, New York et Londres, G. P. Putnam's Sons.
- LUBOVE Roy (1965), *The Professional Altruist : The Emergence of Social Work as a Career*, Cambridge, Harvard University Press.
- MACDONALD James Ramsay (1900), « The People in Power », in Stanton Coit (ed.), *Ethical Democracy : Essays in Social Dynamics*, Londres, Grant Richards, p. 60-80.
- MARSHALL Thomas Humphrey (1950), *Citizenship and Social Class*, Cambridge, Cambridge University Press.
- MARTIN Jay (2002), *The Education of John Dewey*, New York, Columbia University Press.
- MCDOWELL Mary E. (1901), « The University of Chicago Settlement », Chicago, s.n.
- MCDOWELL Mary E. (1909), « The Value of a Social Settlement in an Industrial Neighborhood », in Worth M. Tippy (ed.), *The Socialized Church*, New York, Eaton & Mains, p. 129-146.

- MCDOWELL Mary E. (1938), « City Waste », in Caroline Miles Hills (ed.), *Mary McDowell and Municipal Housekeeping : A Symposium*, Chicago, Lithographed by Millar Pub. Co., p. 1-10.
- MCGURTY Eileen M. (1998), « Trashy Women : Gender and the Politics of Garbage in Chicago, 1890-1917 », *Historical Geography*, 26, p. 27-43.
- McKENNA Erin (2001), *The Task of Utopia : A Pragmatist and Feminist Perspective*, Lanham, MD, Rowman and Littlefield Publishers.
- McKENNA Erin (2013), *Pets, People, and Pragmatism*, New York, Fordham University Press.
- McKENZIE Roderick D. (1923), *The Neighborhood : A Study of Local Life in the City of Columbus (Ohio)*, Chicago, University of Chicago Press, Chap. XIII, « The Neighborhood as the Unit of Political and Social Reform ».
- MEAD George Herbert (1899a/2020), « L'Hypothèse de travail dans la réforme sociale », *Pragmata*, 3, p. 356-363.
- MEAD George Herbert (1899b), « Reviewed Work : *The Psychology of Socialism*. by Gustave Le Bon », *American Journal of Sociology*, 5 (3), p. 404-412.
- MEAD George Herbert (1907), « Reviewed Work : *The Newer Ideals of Peace*. by Jane Addams », *American Journal of Sociology*, 13 (1), p. 121-128.
- MEAD George Herbert (1907/2021), « The Social Settlement : Its Basis and Function », *University of Chicago Record*, 1907-1908, p. 108-110 (*Pragmata*, 4, p. 564-571).
- MEAD George Herbert (1907b), « Our Public Schools », *The Public*, 10 (481), p. 281-285.
- MEAD George Herbert (1908/2021), « Social Settlements and Anarchy », (*Pragmata*, 4, p. 572-578).
- MEAD George Herbert (env. 1909-10/2021), « On the Role of Social Settlements (n.d.) », in *Special Collections Research Center, George Herbert Mead Papers*, Box 15 Folder 14 (12 pages), publié in G. H. Mead : *A Reader*, Filipe Carreira da Silva (ed.), New York et Abingdon, Routledge, 2011, p. 247-253 (*Pragmata*, 4, p. 580-597).
- MEAD George Herbert (1912), « The Mechanism of Social Consciousness », *Journal of Philosophy, Psychology and Scientific Methods*, 9, p. 401-406.
- MEAD George Herbert (1917), « Review of Truancy and Non-Attendance in the Chicago Schools. by Edith Abbott and Sophinisba P. Breckinridge », *The Survey*, 38, p. 369-370.
- MEAD George Herbert (1929), « Mary McDowell », *Neighborhood : A Settlement Quarterly*, 2 (2), p. 77-78.
- MEAD George Herbert (1930), « Philanthropy for the Point of View of Ethics », in Ellsworth Faris, Ferris Laune & Arthur J. Todd (eds), *Intelligent Philanthropy*, Chicago, University of Chicago Press, p. 133-148.
- MEAD George Herbert (1999), *Play, School, and Society*, M. J. Deegan (ed.), New York, Peter Lang.

- MENAND Louis (2001), *The Metaphysical Club : A Story of Ideas in America*, New York, Farrar, Straus & Giroux.
- MEYER Daniel Lee (1994), *The Chicago Faculty and the University Ideal 1891-1919*, Ph.D. History, University of Chicago.
- MILL John Stuart (1873), *Autobiography*, New York, P. F. Collier & Son Company.
- MILLS C. W. (1942/1964), *Sociology and Pragmatism*, New York, Paine-Whitman Publishers (Ph. D. Wisconsin-Madison, 1942, *A Sociological Account of Pragmatism*).
- MILLS C. W. (1943), « The Professional Ideology of Social Pathologists », *American Journal of Sociology*, 49 (2), p. 165-180.
- MONTGOMERY Caroline W. (1905), *Bibliography of College, Social, University and Church Settlements*, Chicago, The College Settlements Association (5^e édition).
- MONTGOMERY Caroline W. (1908), « Settlements (Social, University, College, and Church) », in William D. P. Bliss, Rudolph M. Binder & Edward P. Gaston (with the cooperation of many specialists), *New Encyclopedia of Social Reform*, New York et Londres, Funk & Wagnalls Company, p. 1106-1109.
- MORLEY John (1874), *On Compromise*, Londres, Chapman and Hall.
- NACKENOFF Carol (2014), « The Private Roots of American Political Development : The Immigrants' Protective League's "Friendly and Sympathetic Touch", 1908-1924 », *Studies in American Political Development*, 28, p. 129-160.
- PARK Robert E. & Ernest W. BURGESS (1921), *Introduction to the Science of Sociology*, Chicago, University of Chicago Press.
- PARSONS Frank (1909), *Choosing a Vocation*, Boston et New York, Houghton Mifflin Company.
- PENTY Arthur J. (1906), *The Restoration of the Gild System*, Londres, Swan Sonnenschein and Co.
- PETTEGREW John (2012), « The Religion of Democracy in Wartime : Jane Addams, Pragmatism, and the Appeal of Horizontal Mysticism », *American Journal of Theology & Philosophy*, 33 (3), p. 224-244.
- PLATT Anthony (1969), *The Child Savers*, Chicago, University of Chicago Press.
- POLACHECK Hilda Satt (1989), *I Came a Stranger : The Story of a Hull-House Girl*, D. J. Polaneck Epstein (ed.), Urbana, University of Illinois Press.
- RAINWATER Clarence E. (1920), *Community Organization*, Los Angeles, Southern California Sociological Society-USC.
- RAYMOND Josephine (1897), *The Social Settlement Movement in Chicago*, Madison, MA Letters Diss., The University of Wisconsin.
- RECCHIUTI John L. (2007), *Civic Engagement : Social Science and Progressive-Era Reform in New York City*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press (chap. 3 : « Social Settlements as Neighborhood Democracy or Benevolent Paternalism ? »).
- RICHMOND Mary E. (1907), *The Good Neighbor in the Modern City*, Philadelphie et Londres, J. B. Lippincott Company.

- RICHMOND Mary E. (1917), *Social Diagnosis*, New York, Russell Sage Foundation.
- RIGNEY Ernest G. & Timothy C. LUNDY (2015), « George Herbert Mead on Terrorism, Immigrants, and Social Settlements : A 1908 Letter to the Chicago Record Herald », *The Journal of the Gilded Age and Progressive Era*, 14 (2), p. 160-172.
- RIIS Jacob A. (1890), *How the Other Half Lives : Studies Among the Tenements of New York*, New York, Charles Scribner's Sons.
- ROBINS Raymond (1902), « The Tramp Problem and Municipal Correction », *Commons*, 6, septembre, p. 1-9.
- RODGERS Daniel T. (1982), « In Search of Progressivism », *Reviews in American History*, 10 (4), p. 113-132.
- RODGERS Daniel T. (1998), *Atlantic Crossings : Social Politics in a Progressive Age*, Cambridge, Mass., University of Harvard/ Belknap Press.
- ROGOW Faith (1993), *Gone to Another Meeting : The National Council of Jewish Women 1893-1993*, Tuscaloosa, AL, The University of Alabama Press.
- ROOSEVELT Theodore (1888), *Essays on Practical Politics*, New York et Londres, G. P. Putnam's Sons.
- ROTH Walter & Joe KRAUS (1998), *An Accidental Anarchist*, San Francisco, Rudi Publishing.
- ROWE Leo Stanton (1905), « The Relation of Municipal Government to American Democratic Ideals », *American Journal of Sociology*, 11 (1), p. 75-84.
- ROYCE Josiah (1892), *The Spirit of Modern Philosophy*, Boston et New York, Houghton, Mifflin, and Company.
- RUDIN A. James (1972), « From Kishinev to Chicago : The Forgotten Story of Lazar Averbuch », *Midstream*, 18 (7), août-septembre.
- RUSKIN John (1871), *Fors Clavigera*, Sunnyside, G. Allen.
- SALZMAN Neil V. (1991), *Reform and Revolution : The Life and Time of Raymond Robins*, Kent, Ohio, The Kent State University Press.
- SANDERSON Dwight (1919), « Democracy and Community Organization », *Publications of the American Sociological Society*, 14, p. 83-93.
- SAVICKAS Mark L. (2009), « Meyer Bloomfield : Organizer of the Vocational Guidance Movement (1907-1917) », *Career Development Quarterly*, 57 (3), p. 259-273.
- SCHNEIDERHAN Erik (2007-08), « Jane Addams and Charity Organization in Chicago », *Journal of the Illinois State Historical Society*, 100 (4), p. 299-327.
- SCHNEIDERHAN Erik (2009), *Help for Help's Sake : Jane Addams and the Rise and Fall of Pragmatist Social Provision at Hull-House, 1889-1908*, Ph.D. Sociology, University of Wisconsin-Madison.
- SCHNEIDERHAN Erik (2011), « Pragmatism and Empirical Sociology : The Case of Jane Addams and Hull House 1889-1895 », *Theory and Society*, 40, p. 589-617.
- SCUDDER Vida D. (1890), *An Introduction to the Writings of John Ruskin*, Boston et New York, Leach, Shewell & Sanborn.

- SCUDDER Vida D. (1898), *Social Ideals in English Letters*, Boston, Houghton Mifflin Company.
- SCUDDER Vida D. (1903), *A Listener in Babel : Being a Series of Imaginary Conversations Held at the Close of the Last Century and Reported*, Boston et New York, Houghton, Mifflin, and Company.
- SEIGFRIED Charlene Haddock (ed.) (1993), *Hypatia* (Special Issue on « Feminism and Pragmatism »), 8 (2).
- SEIGFRIED Charlene Haddock (1996), *Pragmatism and Feminism : Reweaving the Social Fabric*, Chicago, The University of Chicago Press
- SEIGFRIED Charlene Haddock (1999), « Socializing Democracy : Jane Addams and John Dewey », *Philosophy of the Social Sciences*, 29 (2), p. 207-230.
- SEIGFRIED Charlene Haddock (2001), *Feminist Interpretations of John Dewey*, University Park, Pennsylvania State University Press.
- SEIGFRIED Charlene Haddock (2002), « Introduction to the Illinois Edition », in Jane Addams (1902/2002), *Democracy and Social Ethics*, Champaign, Ill., University of Illinois Press, ix-xxxvii.
- SEIGFRIED Charlene Haddock (2009), « The Courage of One's Convictions or the Conviction of One's Courage ? Jane Addams's Principled Compromises », in M. Fischer, C. Nackenoff & W. Chmielewski (eds), *Jane Addams and the Practice of Democracy*, Urbana, University of Illinois Press.
- SHALER Nathaniel S. (1904), *The Neighbor*, Boston, Houghton, Mifflin and Co.
- SHAPIRO Edward S. (1978), « Robert A. Woods and the Settlement House Impulse », *Social Service Review*, 52 (2), p. 215-226.
- SHAW George Bernard (ed.) (1889), *Fabian Essays in Socialism*, Londres, The Fabian Society.
- SHIELDS Patricia M. (2006), « Democracy and the Social Feminist Ethics of Jane Addams : A Vision for Public Administration », *Administration Theory & Praxis*, 28 (3), p. 418-443 (repris comme « Jane Addams' Theory of Democracy and Social Ethics »).
- SIMKHOVITCH Mary Kingsbury (1902), « Friendship and Politics », *Political Science Quarterly*, 17 (2), p. 189-205.
- SIMKHOVITCH Mary Kingsbury (1906/2021), « Settlement Organization », *Charities and the Commons*, vol. XVI, p. 566-569 (*Pragmata*, 4, p. 554-563).
- SIMKHOVITCH Mary Kingsbury (1938), *Neighborhood : My Story of Greenwich House*, New York, W. W. Norton & Company.
- SMALL Albion W. & George E. VINCENT (1894), *An Introduction to the Study of Society*, New York, American Book Company.
- SOLOMON Hannah G. (1946), *Fabric of My Life*, New York, Bloch Pub. Co.
- STANKIEWICZ Mary Ann (1989), « Art at Hull House, 1889-1901 : Jane Addams and Ellen Gates Starr », *Woman's Art Journal*, 10 (1), p. 35-39.
- STEINER Jesse F. (1922), « Community Organization : A Study of Its Rise and Recent Tendencies », *The Journal of Social Forces*, 1 (1), p. 1-18.

- STEVENS Alzina P., WOODBRIDGE Alice L. & Thomas E. WILL (1894), « Child Slavery in America : A Symposium », *Arena Magazine*, 10, p. 117-144.
- STOKES J. Graham Phelps (1901), « On the Relation of Settlement Work to the Evils of Poverty », *International Journal of Ethics*, 11 (3), p. 340-345.
- STOKES J. Graham Phelps (1904), « Public Schools as Social Centres », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 23 (numéro spécial « Philanthropy and Penology »), p. 49-55.
- STOKES Rose Pastor (2002), *I Belong to the Working Class : The Unfinished Autobiography of Rose Pastor Stokes*, Athens, University of Georgia Press.
- SULLIVAN Shannon (2003), « Reciprocal Relations Between Races : Jane Addams's Ambiguous Legacy », *Transactions of the Charles S. Peirce Society*, 39 (1), p. 43-60.
- TAFT Jessie (1913/1915), *The Woman Movement from the Point of View of Social Consciousness*, Ph. D. Philosophy, University of Chicago / Menasha, Wi., Collegiate Press, George Banta Publishing.
- TARVER Eric C. & Shannon SULLIVAN (eds) (2015), *Feminist Interpretations of William James*, University Park, The Pennsylvania State University Press.
- TAYLOR Graham (1899), « The Social Function of the Church », *American Journal of Sociology*, 5 (3), p. 305-321.
- TAYLOR Graham (1904), *Chicago Commons : A Social Center for Civic Cooperation*, Chicago, Grand Avenue and Morgan Street.
- TAYLOR Graham (1911), « The Story of the Chicago Vice Commission », *The Survey*, 6, mai, p. 239-247.
- TAYLOR Graham (1913), *Religion in Social Action*, New York, Dood, Mead and Company (avec une « Introduction » de Jane Addams, p. vii-xxxv).
- TAYLOR Graham Romeyn (1915), *Satellite Cities : A Study of Industrial Suburbs*, New York, D. Appleton and Company.
- TAYLOR Graham (1930), *Pioneering on Social Frontiers*, Chicago, The University of Chicago Press.
- TAYLOR Graham (1936), *Chicago Commons Through Forty Years*, Chicago, Chicago Commons Association.
- TAYLOR Lea D. (1954), « The Social Settlement and Civic Responsibility-The Life Work of Mary McDowell and Graham Taylor », *Social Service Review*, 28 (1), p. 31-40.
- THE HUDSON GUILD (1910), *The Hudson Guild 436-8 West Twenty-Seventh Street*, New York City (brochure, 92 pages).
- THOMAS Harriet Park & William JAMES (1910), « Reviewed Work : The Spirit of Youth and the City Streets. by Jane Addams », *American Journal of Sociology*, 15 (4), p. 550-553.
- THOMAS William I. (1923), *The Unadjusted Girl : With Cases and Standpoint for Behavior Analysis*, Boston, Little, Brown, and Company.

- THOMAS William I. & Florian ZNANIECKI (1918-20), *The Polish Peasant in Europe and America : Monograph of an Immigrant Group*, Boston, Richard G. Badger, The Gorham Press (5 vol.).
- THRASHER Frederic M. (1927), *The Gang : A Study of 1.313 Gangs in Chicago*, Chicago, The University of Chicago Press.
- THROOP Robert & Lloyd Gordon WARD (2007), « A Beautiful and Impressive Southern Woman of Decidedly Individualistic Outlook : Notes on the Life of Harriet Park Thomas », Toronto, The Mead Project. En ligne : (https://brocku.ca/MeadProject/Scrapbooks/Holding/Harriet_Thomas2.html).
- TOLSTOÏ Leo (1885), *My Religion*, New York, Thomas Y. Crowell & Co.
- TONN Joan C. (2003), *Mary P. Follett : Creating Democracy, Transforming Management*, New Haven, Conn., Yale University Press.
- TOPALOV Christian (2004), « Raconter ou compter ? L'enquête de Charles Booth sur l'East End de Londres (1886-1889) », *Mil neuf cent*, 22 (1), p. 107-132.
- TRIGGS Oscar Lovell (1902), *Chapters in the History of the Arts and Crafts Movement*, Chicago, The Bohemia Guild of the Industrial Art League.
- TRÖHLER Daniel (2006), « The "Kingdom of God on Earth" and Early Chicago Pragmatism », *Educational Theory*, 5 (1), p. 89-105.
- TROLANDER Judith Ann (1987), *Professionalism and Social Change : From the Settlement House Movement to Neighborhood Centers, 1886 to the Present*, New York, Columbia University Press
- TUFTS James H. (1910), « Review of Jane Addams, The Spirit of Youth and the City Streets », *The School Review*, 18 (6), p. 428-429.
- TUFTS James H. (1911), « Reviewed Work : Twenty Years at Hull House by Jane Addams », *The School Review*, 19 (3), p. 207-208.
- TUFTS James H. (1918), *The Ethics of Cooperation*, Boston et New York Houghton Mifflin Company.
- TUFTS James H. (1919), « Reviewed Work(s) : *The New State : Group Organization the Solution of Popular Government* by M. P. Follett », *International Journal of Ethics*, 29 (3), p. 374-377.
- UPIN Jane S. (1993), « Charlotte Perkins Gilman : Instrumentalism beyond Dewey », *Hypatia*, 8 (2) (numéro spécial « Feminism and Pragmatism »), p. 38-63.
- VICE COMMISSION OF CHICAGO (The) (1911), *The Social Evil in Chicago : A Study of Existing Conditions with Recommendations By the Vice Commission of Chicago*, Chicago, Gunthorp-Warren Printing Company.
- WADE Louise C. (1964), *Graham Taylor : Pioneer for Social Justice, 1851-1938*, Chicago, The University of Chicago Press.
- WALD Lillian D. (1915), *The House on Henry Street*, New York, Henry Holt Company.
- WALD Lillian D. (1933), *Windows on Henry Street*, Boston, Little, Brown, and Company.

- WARD Edward (1913), *The Social Center*, New York et Londres, D. Appleton and Company.
- WARING George E. (1898), *Street-Cleaning and the Disposal of a City's Wastes : Methods and Results and the Effect Upon Public Health, Public Morals, and Municipal Prosperity*, New York, Doubleday & McLure Co.
- WATSON Frank Dekker (1922), *The Charity Organization Movement in the United States : A Study in American Philanthropy*, New York, Macmillan.
- WEBB Beatrice Potter (1926), *My Apprenticeship*, Londres, Longmans.
- WESTBROOK Robert B. (1991), *John Dewey and American Democracy*, Ithaca, Cornell University Press.
- WHIPPS Judy D. (2004), « Jane Addams's Social Thought as a Model for a Pragmatist-Feminist Communitarianism », *Hypatia*, 19 (2), p. 118-133.
- WHIPPS Judy & Danielle LAKE (2020), « Pragmatist Feminism », *Standard Encyclopedia of Philosophy*. En ligne : (<https://plato.stanford.edu/entries/femapproach-pragmatism/#pagetopright>).
- WHITE Gaylord S. (1911), « The Social Settlement after Twenty-Five Years », *The Harvard Theological Review*, 4 (1), p. 47-70.
- WHITMAN Alden (ed.) (1985), *American Reformers : An H. W. Wilson Biographical Dictionary*, New York, The H. W. Wilson Company.
- WHYTE William F. (1941), « The Social Role of the Settlement House », *Applied Anthropology*, 1 (1), p. 14-19.
- WILLIAMS Joyce E. & Vicky M. MACLEAN (2012), « In Search of the Kingdom : The Social Gospel, Settlement Sociology, and the Science of Reform in America's Progressive Era », *Journal of the History of the Behavioral Sciences*, 48 (4), p. 339-362.
- WILLIAMS Joyce E. & Vicky M. MACLEAN (2015), *Settlement Sociology in the Progressive Years : Faith, Science, and Reform*, Leyden et Boston, Brill (« Boston's South End House : A Sociological Laboratory », chap. 6 : « Greenwich House : The House that Mary Built », chap. 9).
- WILSON Howard E. (1927), *Mary McDowell and Her Work as Head Resident of the University of Chicago Settlement House (Illinois)*, MA UofC (158 p.).
- WIRTH Louis (1928/2006), *Le Ghetto*, Grenoble, Presses de l'Université de Grenoble.
- WOOD Mary I. (1912), *The History of the General Federation of Women's Clubs : For the First Twenty-Two Years of Its Organization*, New York, General Federation of Women's Clubs.
- WOOD Mary I. & Percy V. PENNYBACKER (eds) (1914), « Civic Activities of Women's Clubs », numéro spécial *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*.
- WOODS Eleanor Howard Bush (1929), *Robert A. Woods : Champion of Democracy*, Boston et New York, Houghton Mifflin Company.
- WOODS Robert Archey (1891), « The University Settlements », in Id., *English Social Movements*, New York, Charles Scribner's Sons, chap. III.

- WOODS Robert Archey (1893), « The University Settlement Idea », in J. Addams, R. A. Woods *et al.*, *Philanthropy and Social Progress*, New York et Boston, Thomas Y. Crowell & Company, p. 57-97.
- WOODS Robert Archey (1895), « The Social Awakening in London », in R. A. Woods *et al.*, *The Poor in Great Cities : Their Problems and What Is Doing to Solve Them*, New York, Charles Scribner's Sons, p. 1-41.
- WOODS Robert Archey (1896), « The Andover House », *The Advance*, 32 (1603), 30 juillet, p. 144.
- WOODS Robert Archey (1899), « University Settlements : Their Point and Drift », *The Quarterly Journal of Economics*, 14, p. 67-86.
- WOODS Robert Archey (1906), « Democracy : A New Unfolding of Human Power », in Former Students of Charles Edward Garman (James H. Tufts *et al.*), *Studies in Philosophy and Psychology*, Boston, Houghton, Mifflin, and Company, p. 71-100.
- WOODS Robert Archey (1912), « The Recovery of the Parish : An Address Before the Faculty and Students of Andover Theological Seminary », in Id. (1923), *The Neighborhood in Nation-Building. The Running Comment of Thirty Years at South End House*, Boston et New York, Houghton Mifflin Company.
- WOODS Robert Archey (1914/2020), « Reconstruction sociale : la place du quartier », *Pragmata*, 3, p. 410-427.
- WOODS Robert Archey (1923), *The Neighborhood in Nation-Building. The Running Comment of Thirty Years at South End House*, Boston et New York, Houghton Mifflin Company.
- WOODS Robert Archey (1923/1970), « University Settlements as Laboratories in Social Science », in Id., *The Neighborhood in Nation-Building. The Running Comment of Thirty Years at South End House*, New York, Arno Press, p. 30-46.
- WOODS Robert Archey & Albert J. KENNEDY (1911), *Handbook of Settlements*, New York, Charities Publication Committee pour la Russell Sage Foundation.
- WOODS Robert Archey & Albert J. Kennedy (1922), *The Settlement Horizon : A National Estimate*, New York, Russell Sage Foundation.
- WOODS Robert A. & RESIDENTS AND ASSOCIATES OF THE SOUTH END HOUSE (1898), *City Wilderness : A Settlement Study (South End Boston)*, Boston et New York, Houghton, Mifflin and Company.
- WOODS Robert Archey & RESIDENTS AND ASSOCIATES OF THE SOUTH END HOUSE (1903), *Americans in Process : A Settlement Study*, Boston et New York, Houghton Mifflin Company.
- WORDSWORTH William (1807), « Ode : Intimations of Immortality from Recollections of Early Childhood », in *Poems*, Londres, Longman, Hurst, Rees, and Orme, Paternoster Row (I : 147-158).
- YARROS Victor S. (1938), « The Police and the Settlements », in Caroline Mills Hill, *Mary McDowell and Municipal Housekeeping*, Chicago, Lithographed by Millar Pub. Co., chap. X.

- ZANGWILL Israel (1892), *Children of the Ghetto*, Philadelphie, The Jewish Publication Society of America.
- ZANGWILL Israel (1908), *The Melting-Pot*, New York, The Macmillan Company.
- ZASK Joëlle (2010), « Self-gouvernement et pragmatisme : Jefferson, Thoreau, Tocqueville, Dewey », *Etica & Politica*, 12 (1), p. 113-133.
- ZIMMER Kenyon (2015), *Immigrants Against the State : Yiddish and Italian Anarchism in America*, Urbana, University of Illinois Press.
- ZUEBLIN Charles (orth. Zeublin) (1895), « The Chicago Ghetto », in *Hull-House Maps and Papers*, New York, Crowell, p. 91-111.
- ZUEBLIN Charles (1916), *American Municipal Progress : Chapters in Municipal Sociology*, New York, Macmillan.

NOTES

1 Merci aux remarques des relecteurs, en particulier à Olivier Gaudin et à Pierre-Nicolas Oberhauser. Notre présentation reste générale, centrée sur le rapport au pragmatisme et soucieuse de présenter le dossier de traductions de ce n° 4 (dans lequel il faut inclure le texte de Robert A. Woods, 2020, « Reconstruction sociale : la place du quartier », *Pragmata*, n° 3, p. 384-427 et une série de traductions autour de « Jane Addams, organisations civiques et Parti progressiste : l'élection présidentielle de 1912 », à paraître dans *Pragmata*, n° 5). On traitera ailleurs des questions du mouvement ouvrier, des relations raciales, du travail social et des expérimentations éducatives, qui étaient au cœur de l'activité des *settlements*.

2 Pour prendre un exemple, les 23 mars et 13 avril 1903, la Women's Education and Industrial Union de Boston reçoit deux invités pour des « conférences sociologiques », Jane Addams venue parler de « The Present Day Attitude Toward Social Problems » et Edward Howard Griggs, l'un des orateurs les plus populaires de l'époque, sur « The Ethics of Social Reconstruction » (repris dans son livre *The New Humanism*, 1913, chap. VIII). La « reconstruction sociale » portait aussi bien sur l'ordre économique que politique et moral. Parmi les membres des *settlements*, on retrouve l'expression sous la plume de Graham Taylor, dans un texte qui témoigne de l'interpénétration

du Social Gospel et des Church settlements, « The Social Function of the Church » (1899 : 310) où les *settlements* sont présentés comme « le corps ministériel du Fils de l'Homme, incarnant l'esprit du Christ dans leur ministère en faveur des besoins physiques et sociaux, éducatifs et civiques, moraux et spirituels de nos centres-villes » en contribuant à des « projets de reconstruction sociale ou à des agences économiques de production ou de distribution ». Ou, pour choisir une version un peu plus séculière, Addams (1910a : 236), qui se réfère à la « reconstruction continue de l'expérience » selon John Dewey quand elle présente le Musée du travail dans ses mémoires de vingt ans de Hull House.

3 Arthur Cort Holden, qui deviendra un architecte et un urbaniste de renom à New York, écrit un livre plutôt favorable à « l'idée du *settlement* » (Holden, 1922), dès lors qu'il parvient à faire « reconnaître un intérêt commun et une vie commune entre des gens dont les vies et les environnements sont séparés » et à faire naître un sentiment de proximité (*neighborliness*), ou un « esprit de quartier » entre voisins qui « ouvrent leur esprit et leur cœur ». L'un des enjeux des *settlements* est de surmonter les « barrières de la méfiance et de l'indifférence », et ce même s'ils ne dissolvent pas tout à fait la « barrière des avantages et des privilèges » et la barrière de la culture et de la race. La « méthode

d'approche » des *settlements* est fondée sur l'amitié et la « confiance en l'humanité ». La « compréhension sociale » qu'ils visent requiert observation et enquête sur les grandes forces sociales et économiques, qui peuvent être maîtrisées par « l'application continue d'une intelligence directrice ». Mais Holden a aussi des remarques cinglantes sur l'absence de « conscience sociale » d'une élite qui va humer l'air des bidonvilles pour satisfaire sa curiosité et se donner des émotions (*to go slumming*, *ibid.* : 84), un peu comme les bourgeois allaient s'encanailler dans les quartiers populaires en Europe.

4 Beaucoup de progressistes auraient souscrit à la phrase de John Stuart Mill, dans son *Autobiography*, 1873, p. 149-150 : « *The social problem of the future we consider to be, how to unite the greatest individual liberty of action with a common ownership in the raw material of the globe, and an equal participation of all in the benefits of combined labour.* »

5 Le livre de Gary Dorrien, *Social Ethics in the Making* (2009), raconte la genèse de l'éthique sociale dans le Social Gospel, corrélativement à une transformation des conceptions du « salut social » et de la « justice sociale », et passe en revue une série de théologiens allant de Walter Rauschenbusch à Martin Luther King, en passant par Reinhold Niebuhr. Dorrien examine plus en profondeur les cas de Graham Taylor (du Chicago Commons) ; du pasteur méthodiste

Harry Ward (Northwestern University Settlement, 1898-1900), qu'Addams appelait « mon petit prêcheur » ; et de Reverdy C. Ransom, de l'African Methodist Episcopal Church (Institutional Church and Social Settlement, 1900-1904) (Bowen-Spencer, 1994).

6 On parlait encore, jusqu'au XVIII^e siècle, de « voisinance », « voisinois » ou « visinance » (Godefroy, *Dictionnaire de l'ancienne langue française et de tous les dialectes du IX^e au XV^e siècle*, Paris, 1895 : vol. VIII, 289 et 226) et l'on découvre que « dans les coutumes anglo-normandes, la réunion des voisins compris dans une certaine circonscription, et cette circonscription elle-même » pouvaient être qualifiées de « voisiné ». On peut retenir, pour traduire « *neighborliness* », le mot « vicinité » également en usage dans l'ancien français (Godefroy, *ibid.*, vol. VIII, 226), dont la racine se retrouve aujourd'hui dans la « vicinalité » des chemins (et qui était employé à côté de « voisineté », que l'on traduirait aujourd'hui par « proximité »).

7 Daniel Meyer donne un bon aperçu de ce bric-à-brac intellectuel qu'était, par exemple, le département de sociologie au moment de sa genèse : « L'étendue des recherches dans ces domaines interdépendants, en pleine croissance, est parfaitement illustrée par le département de sciences sociales et d'anthropologie d'Albion Small, un département omnibus qui

s'est développé dès le premier jour pour inclure des cours de sociologie, d'anthropologie, d'ethnologie, d'archéologie, de sciences sanitaires, de *social welfare*, de criminologie, de psychologie sociale et de philosophie politique. Une sorte de caravansérail administratif, provisoire, le Département de science sociale et anthropologie offrait un refuge à un assortiment d'universitaires migrant entre divers domaines disciplinaires. Ici se rencontraient l'administration professionnelle des œuvres de charité de Charles R. Henderson, la science sanitaire de Marion Talbot, l'économie réformatrice d'Edward W. Bemis, les enquêtes ethnographiques de Frederick Starr et bientôt, la psychologie sociale de William I. Thomas. » (Meyer, 1994 : 118).

8 Nombre de sociologues sont passés par les *settlements*, s'y sont formés, ont travaillé pour eux ou y ont acquis une sensibilité réformatrice. Pour prendre quelques exemples, Emory S. Bogardus, avant d'avoir son doctorat en 1911 à l'Université de Chicago et de diriger la sociologie à l'University of Southern California, a séjourné au Northwestern University Settlement, fondé en 1891 par Charles Zueblin, alors professeur à l'Université de Chicago, après avoir été résident de Hull House ; W. E. B. et Nina Du Bois ont été accueilli au College Settlement de Philadelphie, dans le 7th Ward, en 1896, au moment de l'enquête porte-à-porte en vue de la rédaction de *The Philadelphia Negro* ; Mary Roberts Smith (Coolidge), première professeure titulaire à plein temps de

sociologie, à Stanford University, qui publie *Almshouse Women* en 1896, est licenciée en 1904 et travaille au San Francisco Settlement Association's South Park Settlement – avant de rejoindre Carnegie à Washington en 1907. Mary K. Simkhovitch avait réuni, dans le Comité d'enquêtes sociales (Committee on Social Studies) de Greenwich House, les anthropologues F. Boas et E. R. A. Seligman, l'économiste E. T. Devine, le sociologue F. H. Giddings, le psychologue L. Farrand, les économistes H. R. Seager et V. Simkhovitch, le critique R. Bourne et le philosophe et pédagogue J. Dewey (responsable du comité d'éducation après qu'il fut arrivé à Columbia en 1906).

9 Une citation plus extensive de cette lettre de William James à son amie Mrs [Sarah Whyman] Whitman, artiste des plus en vue, mécène de Tuskegee ou Radcliffe, proche du mouvement Arts & Crafts, connue pour ses couvertures des livres de Houghton Mifflin et pour ses vitraux : « En ce qui me concerne, ma religion est faite (*my bed is made*) : je suis contre le gros (*bigness*) et le grand (*greatness*) sous toutes leurs formes et pour les forces moléculaires invisibles qui travaillent d'un individu à l'autre, s'infiltrant dans les anfractuosités de ce monde comme autant de racinelles molles ou comme le suintement capillaire de l'eau, et condamnant pourtant les monuments les plus forts de la fierté de l'homme, si vous leur donnez du temps. Plus l'unité à laquelle vous avez affaire est grande

(*big*), plus elle est creuse, plus elle est brutale, plus elle est mensongère. Je suis donc contre toutes les grosses (*big*) organisations en tant que telles, les nationales par-dessus tout, je suis contre les grands succès et les grands résultats, et en faveur des forces éternelles de la vérité, qui travaillent toujours de façon individuelle et infructueuse dans l'immédiat, et pour les outsiders toujours, jusqu'à ce que l'histoire advienne, après qu'ils sont morts de longue date, et les porte au sommet. » (Lettre à Mrs [Sarah Whyman] Whitman, 7 juin 1899, in *The Letters of William James*, H. James, ed., 1920, Boston, The Atlantic Monthly Press : II, 90).

10 Sur la variété des perspectives, organisations, finalités et publics autour des mots d'ordre du mouvement progressiste (une catégorie qui s'impose autour de 1910), on pourra lire les comptes rendus du débat lancé par la notice nécrologique, « Obituary », de Peter Filene (1970) dans les revues bibliographiques de Daniel Rodgers (1982 – plus de 5 ans avant son *Atlantic Crossings*, 1998) et Robert Johnston (2002).

11 Sur une semaine, on peut y suivre des cours de langues, de botanique ou de géographie, lire Spinoza ou Bacon, apprendre la menuiserie, la gravure ou la poterie, prendre des leçons de violon, assister à des concerts, à des expositions d'art ou à des pièces de théâtre, tandis que s'y rassemblent des clubs ou des associations comme la Pupil Teachers' Association. Il y

aurait 600 membres sur le registre des cours et 600 tickets auraient été vendus pour les conférences de l'extension universitaire – soit plus de 1 000 personnes par semaine. Les vingt universitaires qui résident à Toynbee Hall travaillent à « nouer des amitiés avec les gens et répondre à leurs besoins en matière de gestion scolaire, de coopération, de gouvernement local, d'organisation caritative et de vacances des enfants à la campagne ». S'y réunissent le Club Lolesworth (de locataires du quartier), le Whittington Club et les United Brothers (Booth, 1899 : 124).

12 La première tentative d'implanter un *social settlement* en France a été *L'Œuvre sociale* de Marie Gahery, qui s'installe en 1896, avec le soutien du Marquis Albert Costa de Beauregard, dans le quartier de Popincourt – une histoire que racontera Apolline de Gourlet (1904), qui traduit le terme en français par « colonies sociales ». Le mouvement des Maisons sociales est attaqué tant par la frange la plus conservatrice de l'Église que par les anti-cléricaux, qui y voient un déguisement des congrégations dissoutes. Il est interdit en 1909, suite au procès de Marie-Jeanne Bassot. Mais celle-ci recrée aussitôt en 1910 la Résidence sociale de Levallois-Perret. Le mouvement essaimera suite à la création de la Fédération des centres sociaux de France en 1922 – une histoire qui est relue aujourd'hui comme l'une des origines de l'invention de l'assistance sociale (Fayet-Scribe, 1990 ; Durand, 2006). On pourrait encore évoquer le Sillon

de Marc Sangnier, une entreprise qui s'inscrivait dans la perspective d'un catholicisme social et qui fondera un large mouvement d'éducation populaire, composant entre Église et République. Ce que nous enseigne la lecture, à Chicago, de Jane Addams ou de George H. Mead, à Harvard, de Josiah Royce ou de Mary P. Follett, c'est l'émergence aux États-Unis d'une nouvelle espèce d'éthique sociale, aussi différente, du reste, du catholicisme social, dans la version d'Albert De Mun ou de l'Abbé Lemire, que du christianisme social, mâtiné d'hégélianisme, qui avait cours en Angleterre.

13 Vida D. Scudder, première femme américaine à avoir étudié en graduation à Oxford, professeure à Wellesley College, co-fondatrice en 1887 avec Helena Dudley, Katharine Coman et Katharine Lee Bates de la College Settlements Association, membre à partir de 1888 de la Society of Christian Socialists et administratrice de Denison House à Boston de 1893 à 1913, a publié la très largement diffusée *Introduction to the Writings of John Ruskin* (1890) et mené l'enquête sur la genèse d'un certain nombre d'« idéaux sociaux » dans « L'Angleterre de nos pères » – remontant à William Langland, Jonathan Swift, Thomas More et Charles Dickens et William Trackeray, George Eliot (Mary Ann Evans), Thomas Carlyle, John Ruskin, Matthew Arnold. Cette galerie d'« idéaux sociaux » – les œuvres de David Thoreau et Walt Whitman sont parmi les américaines

entretissées avec les britanniques – sont reprises dans une réflexion sur la « reconstruction sociale » de la démocratie (Scudder, 1898 : chap. XI).

14 Un modèle de guilde était l'Art Workers' Guild fondée en 1884 par des proches de William Morris et liée au mouvement des « Arts et Artisanats » (Arts & Crafts) : elle rejetait l'opposition entre arts appliqués et beaux-arts et se battait contre la laideur engendrée par la révolution industrielle, donnant naissance en 1887 à l'Arts and Crafts Exhibition Society (et conduisant May Morris à fonder en 1907 l'alternative féminine Women's Guild of Arts). Ruskin et Morris étaient des références fortes dans le milieu des *settlements* américains. Une association Arts & Crafts est créée à Hull House en 1898, sous l'égide de Jane Addams et Ellen Gates Starr, dont faisaient partie Frank Lloyd Wright (Stankiewicz, 1989), ou Oscar Lovell Triggs, qui fonde l'Industrial Art League en 1899, publie *Chapters in the History of the Arts and Crafts Movement* (1902) et édite le *Bulletin of the Morris Society of Chicago*.

15 Ce mouvement pour une culture éthique défendait une morale non théologique (plus tard, Coit traduira l'*Éthique* de Hartmann en anglais et s'intéressera aux *Formes élémentaires de la vie religieuse* de Durkheim), prônait le développement d'une philanthropie républicaine, mettait l'accent sur l'éducation et la réforme de soi, comme complément de la réforme sociale. La Société pour

une culture éthique (Society for Ethical Culture) de Chicago, dirigée par William M. Salter à sa fondation en 1882, était très impliquée dans l'émergence d'une aide sociale, mais aussi médicale et légale (Joseph W. Errant au sein du Bureau of Justice) et a entretenu des liens étroits avec Hull House (Jane Addams, Ellen Starr, Charles Zueblin...) dès 1889. Salter proposa en 1898 la création d'une *neighborhood guild* (135W 14th Street) qui devint la Henry Booth House.

16 Woods Robert A. & Albert J. Kennedy, 1911, *Handbook of Settlements*, New York, Charities Publication Committee pour la Russell Sage Foundation. Il avait été précédé par une brochure de 75 pages, préparée par John Palmer Gavit (1897), le premier éditeur de la revue *The Commons* pour le compte de la College Settlements Association (qui dénombrait également les centres britanniques, indiens et japonais) et par la bibliographie de Caroline Williamson Montgomery, 1905, *Bibliography of College, Social, University and Church Settlements*, Chicago, The College Settlements Association. Pour Chicago, plus spécifiquement, voir la thèse de Master de Josephine Raymond, 1897, *The Social Settlement Movement in Chicago*, Madison, MA Letters Diss., The University of Wisconsin. Pour ceux qui veulent poursuivre l'enquête, un certain nombre d'informations sont accessibles sur le web dans le Social Welfare History Project. D'autres sont éparpillées dans James R. Grossman, Ann D. Keating, Janice L.

Reiff (eds), 2004, *The Encyclopedia of Chicago*, Newberry Library et Chicago Historical Society, University of Chicago Press, ou Kenneth T. Jackson (ed.), 2010, *Encyclopedia of New York City*, New Haven, Yale University Press. Voir aussi Domenica M. Barbuto, 1999, *American Settlement Houses and Progressive Social Reform : An Encyclopedia of the American Settlement Movement*, Phoenix, AZ, The Oryx Press.

17 Tonn (2003 : 122-125 et 243) raconte que Follett avait réussi à garder de bonnes relations avec les leaders des *settlements*, qui auraient pu tirer ombrage de la vague des centres sociaux qui leur faisaient concurrence. Elle participe en mars 1913 à une « Inter-City Settlement Conference ». Elle prend la parole à la même table que John Lovejoy Elliott de la Hudson Guild à Chelsea Village, New York, qui était, lui aussi, un fervent défenseur du *self-government* dans les communautés de quartier. Elliott avait organisé sur West 25th Street les Hurly Burles, un club de divertissement pour jeunes hommes et créé différents programmes sociaux et culturels dans ce quartier d'ouvriers à dominante irlandaise et allemande, qui avaient fini par se fédérer dans la Hudson Guild Settlement House (sur le modèle de la Neighborhood Guild). Un immeuble finirait par être construit sur 436 W 27th Street, avec salles de réunion, bains publics, imprimerie et bibliothèque. Précurseur de la « culture éthique », avec Felix Adler et Stanton Coit, Elliott serait l'un des fondateurs de la

NAACP en 1909 et de l'American Civil Liberties Union en 1920, chairman de la National Federation of Settlements (1919-23) et responsable de l'United Neighborhood Houses of New York (Hohoff, 1959).

18 La création de l'University of Chicago Settlement (avec ses terrains, son bâtiment, et son gymnase, situé à l'origine au 4630 Gross Avenue), dont le Conseil est perçu comme le Comité philanthropique de la Christian Union (composée de membres de l'Université, du YMCA et WMCA, de l'UoC Settlement et des organisations religieuses de l'Université et statuant sur la vie religieuse à l'Université), va de pair avec la mise en place par Mary McDowell d'une « organisation volontaire », l'University Settlement League of Women. L'institution du *Settlement Sunday* à partir de 1903 indique l'importance de cette organisation pour l'Université, même si elle a rechigné parfois à la financer. Les premiers orateurs, en 1903, ont été Mary McDowell, Jane Addams et Charles Zueblin (*Annual Register*, 1904). Mead intervient le 27 octobre 2007 avec « Le social settlement : son fondement et sa fonction », puis à nouveau le 16 octobre 1910 (*Annual Register*, 1910-1911 : 200), avec « Sur le rôle des social settlements ». Ces conférences s'inscrivent dans la série des prêches hebdomadaires à Mandel Hall, en compagnie de Mary McDowell et John Curtis Kennedy (qui sera l'auteur principal de l'enquête *Wages and Family Budgets in the Chicago Stockyards District*, menée sous l'égide du Conseil de UoC

Settlement et publiée par les Presses de l'Université en 1914).

19 Ces liens sont personnels et étroits. Dans une lettre, datée probablement de fin juin 1894, Alice Chipman Dewey écrit à son mari et raconte comment leur fils Frederick, alors âgé de 7 ans, est tombé en larmes à la vue d'un mendiant aveugle à St Cloud, à côté de Paris. « Cher Papa [...] je veux vivre dans le quartier le plus pauvre de Chicago où vivent les plus pauvres. Je ne savais pas que c'était le quartier le plus pauvre où habite Miss Addams jusqu'à ce que maman me dise : "Nous allons faire la même chose si tu veux bien." Je pense que Miss Addams est très gentille de faire cela et je veux [faire la même chose]. Je vais être très riche et à tous les pauvres de ce quartier qui veulent manger et n'ont plus d'argent, au lieu de donner de l'argent, je vais donner du travail. » Dans une lettre du 14 septembre 1894, Dewey répond à Frederick et Evelyn que Miss Addams serait d'accord pour les accueillir à Hull House. En novembre 1894, « Johnnie » prospecte autour du *settlement*, repère un bout de quartier sympathique dans le Near West Side et envisage d'apprendre à faire du vélo pour réduire le temps de transport jusqu'à l'Université ! Les enfants semblent attachés à Hull House. Le 16 décembre 1897, Dewey remet un cadeau de la part des enfants à Jane Addams et laisse un couteau, offert par Evelyn, pour Mrs Lathrop, avant d'aller aider Mary Smith à emballer les cadeaux de Noël pour les enfants du quartier – le vendredi soir, il dîne avec 25 habitants

du quartier. En 1900 naît Jane Mary Dewey, nommée d'après Jane Addams et Mary Rozet Smith (compagne et mécène d'Addams). Et dans des circonstances dramatiques, Addams et Mead envoient un télégramme le 1^{er} octobre 1904 aux Dewey après la disparition de leur fils Gordon en Italie, pour cause de diphtérie. Ils leur annoncent qu'un service funèbre s'est tenu avec 70 personnes au théâtre de Hull House – Tufts y lit un émouvant éloge (reproduit dans la *Correspondence*, n° 01282, 1904.10.01). Addams consacrera un chapitre de *The Excellent Becomes the Permanent* (1932, p. 61-73) à Gordon Dewey.

20 Une édition digitale de la correspondance et des écrits de Jane Addams de 1901 à 1935 est disponible à l'adresse suivante : (<https://digital.janeaddams.ramapo.edu>), tandis que celle de John Dewey a été rassemblée en 2008, dans *The Correspondence of John Dewey, 1871-1952 (I-IV)*, Electronic Edition, Charlottesville, VA, InteLex Corporation.

21 Dewey est présent aux côtés de Grace Abbott et de Frances Perkins à la remise du Carey Thomas Prize à Addams par Bryn Mawr College (*College News*, 6 mai 1931) : « Miss Addams a été à la tête de tous les mouvements de progrès social dans ce pays, a déclaré le professeur Dewey. Elle a parrainé des forums publics à Hull House où chacun peut avoir son mot à dire. Ses études sociales ont précédé l'introduction dans les collèges des départements de sociologie. Elle a été active

dans la formation des travailleurs sociaux, dans la lutte pour la santé publique, dans la mise en place d'un traitement plus intelligent des jeunes délinquants par les tribunaux. Elle a beaucoup fait pour développer la culture des étrangers, et prévenir la rupture si commune entre les immigrants et leurs enfants, pour préserver leur respect de soi. Elle ne s'est jamais alliée à un quelconque "isme" politique, mais elle a toujours conservé sa foi dans la démocratie. Enfin, elle a fait de Hull House, avec toute son efficacité, un lieu amical. »

22 Lettre de condoléances de Graham Taylor à Henry C. A. Mead, 26 septembre 1931 : « Plus que lui ou que quiconque d'entre nous ne le sait, les mouvements des *social settlements* et du *city club* devaient beaucoup à son enrôlement et à son orientation. » (Special Collections Research Center, George Herbert Mead Papers 1855-1968, Box 1, Folder 12).

23 Une partie de ces documents est accessible aux Special Collections Research Center, George Herbert Mead Papers 1855-1968, Box 15 Folder 27. Voir aussi Deegan & Burger (1978 : 365-368). Mead est sensibilisé au problème de la formation professionnelle et continuera de contribuer à la question dans un rapport à la Commission d'éducation publique du City Club de Chicago (Box 15 et 16).

24 Harriet Park Thomas était devenue une amie proche de Helen Castle Mead. C'est chez les Mead

qu'elle récupérera en 1921 après une hospitalisation, elle accompagnera les Mead à Honolulu en 1913, et, à partir de mars 1925, elle y séjournera pendant plusieurs mois (chez Harriet Castle Coleman, sœur de Helen). Elle y rencontrera Robert Ezra et Clara Cahill Park, alors qu'ils visitaient Hawaii dans le cadre de l'enquête sur les Pacific Race Relations.

25 Dans cette exposition, la section « Darker Chicago » est mise en regard de la section « Idealistic Housing » où sont présentés des plans de Riverside et Lake Forest, ainsi que de Forest Hills Gardens à New York et Roland Park à Philadelphie (Levine, 2016 : 81-82).

26 « *Be willing to have it so. Acceptance of what has happened is the first step to overcoming the consequences of any misfortune.* » (William James).

27 Mais des leaders éclairés comme Addams, Woods, ou McDowell ont une vision plus modérée et plus réaliste de la fonction sociale du saloon. « On compte un saloon pour quarante électeurs. Ces saloons sont des centres politiques et sociaux, le tenancier du saloon et le politicien du *ward* étant les interprètes des institutions américaines. Le saloon sert souvent d'agence pour l'emploi et de banque où les chèques peuvent être encaissés. C'est le seul endroit proche des Stockyards qui offre une place confortable à l'heure du déjeuner. » (McDowell, 1901 : 7).

28 On est tenté ici de continuer la citation tirée de la brochure de présentation de la Friendship House, un *settlement* de Washington D. C., en 1909, pour montrer comment la foi démocratique se superpose à la foi moralisatrice et religieuse dans la bataille des « agences de prévention » contre les « forces de destruction » (Taylor, 1899). « Les forces résidentes sont les forces rédemptrices », comme le formule Eduard Lindeman (1921 : 159) ; la démocratie de proximité a une tonalité « curative et salvatrice » (*healing and saving*) (Woods, 1893) ! L'objectif est « [...] de tirer les garçons et filles hors des rues et autres lieux de récréation malsains ; de promouvoir la tempérance, la frugalité et la maîtrise de soi et de former la main, l'œil et l'esprit par l'enseignement des arts et métiers (*useful arts*) ; de cultiver l'esprit de voisinage, éveiller l'intérêt pour l'amélioration de la vie civique et établir les bases d'une citoyenneté honnête et progressive ; de développer l'amour du beau et du bon, de bannir l'égoïsme par l'esprit de bienveillance fraternelle, de soulager les accablés et de fraterniser avec les affligés ; de saisir l'occasion pour les plus fortunés de se mettre au service des moins fortunés ; et, surtout, d'amener les hommes et les femmes à mesurer leur vie à l'aune de Jésus-Christ. En bref, d'être le centre social et de répandre une influence éducative et religieuse positive dans la communauté. » Ida A. Green avait étudié au Chicago Theological Seminary et travaillait pour les Associated Charities de Washington, la Ligue nationale anti-saloon et la

YWCA, avant de devenir pasteur congrégationaliste.

29 La question de la propreté des rues est devenue un véritable problème public dans les municipalités au cours des années 1890. Plusieurs thèses sont alors soutenues à l'Université d'Illinois sur les méthodes de traitement des déchets ménagers et industriels. Les rapports de santé publique se multiplient, au cours des années 1890-1910, municipalité après municipalité. George E. Waring, commissaire au nettoyage des rues de la Ville de New York, rend publiques en 1898 les solutions mises au point à New York dans *Street-Cleaning and the Disposal of a City's Wastes : Methods and Results and the Effect Upon Public Health, Public Morals, and Municipal Prosperity*, New York, Doubleday & McLure Co. Pour une présentation de cette guerre civique des ordures à Chicago dans les années 1890, dans laquelle Jane Addams, Florence Kelley ou Mary McDowell se sont beaucoup engagées : cf. Addams, 1910a : 98-100 et 281-289 ; et Louise W. Knight, 2006, « Garbage and Democracy : The Chicago Community Organizing Campaign of the 1890s », *Journal of Community Practice*, 14 (3), p. 727 ; et Eileen McGurty, 1998, « Trashy Women: Gender and the Politics of Garbage in Chicago, 1890-1917 », *Historical Geography*, 26, p. 27-43.

30 Le Plan Burnham-Bennett de 1909, par exemple, si souvent cité, ne sera que très partiellement réalisé. Pendant longtemps, n'ont prévalu

que quelques règles de régulation du marché immobilier, de protection contre l'incendie et les *frontage-consent ordinances*, qui protégeaient les quartiers résidentiels contre l'installation à proximité d'écuries ou de saloons et maintenaient les rues à distance des immeubles. Les premières ordonnances de zonage seront votées à Chicago en 1923, mais rien de comparable avec la planification urbaine engagée en Angleterre ou en France.

31 La lettre originale de Mead à Frank B. Noyes, l'éditeur du *Chicago Record Herald*, est reproduite par Rigley & Lundy (2015).

32 Le parcours de Raymond Robins, l'un des leaders du mouvement des *settlements* dans les années 1900, qui gagne ensuite une dimension politique à l'échelle nationale, vaut la peine d'être racontée. Il avait été mineur de charbon et d'argent dans le Tennessee et le Colorado, s'enrichit en prospectant or au Nouveau Mexique et kaolin en Floride, où il apprend le droit en 1895, et aurait fait fortune dans la ruée vers l'or du Klondike en 1897 (ce qui est mis en doute par Salzman, 1991), devient pasteur congrégationaliste à Nome, Alaska où il bataille contre vice et corruption de cette *boomtown* (Davis, 1959). Il rejoint Chicago en 1900 où il devient travailleur social (Taylor, 1936 : 260). Entre 1901 et 1903, il est le modérateur des débats du « *free floor* » du Chicago Commons dont il est résident (Taylor, 1930 : 303) avant de passer *head resident* du

Northwestern Settlement de 1903 à 1907. Il coopère avec Robert Hunter à l'inspection de parcs et aires de jeux. Il crée avec James Mullenbach et dirige le refuge pour sans-abri (Municipal Lodging House, 12 South Jefferson Street) (Robins, 1902). Il contribue à l'élection de William Dever comme *alderman* en 1902 et en 1906 sur la 17^e circonscription – le Club communautaire des Commons et le Club civique de Northwestern réussissant à contrer le pouvoir des machines politiques. Et, en 1905, il travaille avec le jeune Harold Ickes à la campagne du maire John Harlan et les deux rejoignent Charles Merriam en 1906 et 1907 pour l'inclusion d'une loi municipale sur les pratiques de corruption et la publication des dépenses de campagne et se bat pour la propriété municipale des tramways. Robins rejoint le Board of Education de Chicago entre 1906 et 1909, nommé par le maire Edward Dunne, où il côtoie Addams, Emmons Baine, Louis Post, Cornelia DeBey et John Sonestebey. Excellent orateur, Robins ne cesse de donner des conférences – ainsi le 9 février 1908, il parle à la Women's Trade Union League (WTUL) le même après-midi que Mead (« Educational Aspects of Trade Schools »). Il milite pour la *single tax* de Henry George et pour une politique de prohibition. Il est aux avant-postes en 1911-13 du Men and Religion Forward Movement, un mouvement de prosélytisme des églises protestantes. Il fait campagne pour William Jennings Bryan aux présidentielles de 1908, rejoint le Parti progressiste dont il est l'un

des leaders en 1912, se présente aux sénatoriales en 1914 et préside la Convention nationale du Parti progressiste en 1916 et 1917. Par la suite, on le retrouve à la tête de la Croix Rouge en Russie, il rencontre Lénine en 1918 – et deviendra actif dans les relations diplomatiques avec la Russie. En 1905, il épouse Margaret Dreier (Mary Dreier, 1950), membre de la Woman's Municipal League où elle intervient contre la prostitution, qui fonde avec Frances Kellor la New York Association for Household Research pour les travailleurs domestiques. Elle rejoint la Women's Trade Union League dès 1904, dont elle dirige la section de New York en 1905, puis celle de Chicago de 1907 à 1914 et le syndicat à l'échelle nationale de 1907 à 1922 – elle finance une partie de la première Convention de 1907. Les Robins, avec Elizabeth Robins, actrice célèbre et militante féministe, acquièrent Chinsegut Hill en Floride en 1905.

33 Les remarques d'Emma Goldman, juive russe (née à Kaunas en Lituanie), sur les *settlements* sont intéressantes en ce qu'elles montrent la perception par des militantes plus radicales de cette forme d'action. Goldman s'était sentie vexée de n'avoir pas été invitée à une soirée en hommage à Paul Orleneff à Hull House, alors qu'Addams et ses proches aimaient, écrit-elle, à se déguiser en paysans russes et avaient fait toute une histoire autour de la venue du Prince Kropotkine. Goldman explique à l'un de ses amis qui s'en indigne « qu'elle n'était pas venue à être connue par

Miss Addams comme une princesse » (Goldman, 1931 : 272). Elle connaissait bien par ailleurs le Nurses' Settlement sur Henry Street, où vivait sa meilleure amie, Emma Lee, et elle souligne l'intérêt de Lillian Wald, Lavinia Dock et Helene Mac Dowell pour « la condition économique des masses » (*ibid.* : 119). Mais, écrit-elle, « leur travail me semblait palliatif. C'est bien beau d'enseigner aux pauvres à manger avec une fourchette, mais à quoi ça sert quand ils n'ont pas de nourriture ? » Et elle décrit son malaise lors du mariage d'une jeune couturière, devenue « la protégée (*pet*) du settlement » (*ibid.* : 120), et qui, pour avoir appris les bonnes manières, se sentait supérieure à son milieu d'origine et à son futur époux...

34 L'*Inter Ocean* était un autre journal publié à Chicago. Un article du 21 octobre 1901 raconte comment la veille, dans une réunion de Hull House sur la « suprématie commerciale » des États-Unis, Pfuetzner a provoqué une tempête en appelant à une révolution par insurrection armée plutôt qu'au recours au scrutin électoral. *Le Chicago Daily Tribune* titre : « Hull House arrête un "Rouge" : Un anarchiste diffuse ses vues et il se fait siffler par les auditeurs. »

35 La question de « l'américanisation des immigrants par le médium du quartier » et de leur travail d'interprétation est posée par John Daniels, dans son enquête pour la série des « Americanization Studies »

financée par la Carnegie Corporation (Daniels, 1920 : 165-169). Il analyse l'approche des *social settlements* dans le chapitre VI. Il soulève le problème de la mobilité géographique des migrants : les *settlements* doivent soit accepter de les suivre, soit se résigner à changer de clientèle (*ibid.* : 171). Il remarque que le *settlement work* devient professionnel et rémunéré, que les membres qui y habitent constituent des petits groupes qui restent souvent étrangers au quartier (*ibid.* : 173-175), qu'ils atteignent plus facilement les enfants et les mères à travers l'organisation de « clubs » (*ibid.* : 181-182), que les « clubs de femmes mixtes racialement ne sont pas si fréquents, ni les plus fructueux » (*ibid.* : 187), mais que parfois de tels clubs (Bohémiennes et Polonaises de Chicago) peuvent être mobilisés sous la forme d'une Ligue civique (*ibid.* : 190)

36 La Ligue urbaine de Chicago (Chicago Urban League) était une association interracial (ni organisation de masse, ni organisation communautaire, lit-on dans l'*Encyclopedia of Chicago*) dont les travailleurs sociaux, noirs, aidaient les migrants noirs du Sud qui débarquaient à Chicago à régler leurs problèmes de travail et de logement.

37 Un certain nombre d'éléments sur les rapports de Hull House et du département de sociologie de Chicago sont accessibles dans le livre de Mary Jo Deegan, *Jane Addams and the Men of the Chicago School* (1988). Le livre contient une curiosité, un long

poème écrit par Ernest W. Burgess en hommage à « Saint Jane », « mère des pauvres et des désespérés et de toute l'humanité », qui témoigne de sa connaissance intime de l'œuvre d'Addams et du monde des *settlements* (Deegan, 1988 : 150-151). Burgess y fait référence au livre *The Red Network* d'Elizabeth Dilling (1934), le « *Who's Who in Radicalism* », « tableau d'honneur de ceux qui ont gardé la foi », où son nom, comme sympathisant communiste (Dilling, 1934 : 269), apparaît aux côtés d'un très grand nombre de membres des *settlements*. Dilling réservait une place de choix à Addams (*ibid.* : 51-53 et 259-261), en recensant toutes ses appartenances à des organisations qui avaient des liens avec le projet pacifiste, socialiste ou communiste. Cette ode de Burgess, qu'il aurait espéré publier dans *The Survey Graphic*, aux côtés de la notice de Graham Taylor, après le décès d'Addams en 1935, est d'autant plus surprenante que l'homme était connu pour sa discrétion.

38 Pour se faire une idée de l'ampleur des flux migratoires avant 1918, d'après *The American Jewish Year Book*, publié par le Bureau of Jewish Social Research (1922), on comptait, en 1918, 3 300 000 juifs aux États-Unis, dont 1 500 000 à New York (696 000 à Manhattan, 568 000 à Brooklyn, 211 000 dans le Bronx – et une augmentation entre 1907 et 1918 de 699 000 personnes dans l'État de New York), 225 000 à Chicago (augmentation de 137 000 personnes pour l'Illinois), 200 000

à Philadelphie (augmentation de 173 000 en Pennsylvanie), 100 000 à Cleveland (augmentation de 82 000 personnes dans l'Ohio) et 77 500 à Boston (augmentation de 100 000 personnes dans l'État du Massachussets). Par comparaison, les trois pays qui comptaient à l'époque les communautés juives les plus nombreuses étaient l'Ukraine 3 300 000 juifs, la Pologne 3 070 000 et la Roumanie 1 000 000 (Allemagne : 500 000, Hongrie : 450 000, Tchécoslovaquie : 349 000, Grande Bretagne : 286 000, Lituanie : 250 000, Autriche : 200 000, Turquie : 178 000 et 85 000 en Palestine). En proportion, la Lituanie arrive en tête avec 12,5 % de sa population juive, l'Ukraine 11 %, et la Pologne 11 %.

39 Hannah S. Solomon, la fondatrice en 1893 du NCJW, se souvient dans ses mémoires, *Fabric of my Life* (1946), de ses liens avec Addams, Starr et Lathrop, mais aussi Laura Dainty Pelham (actrice des circuits de Chautauqua et du Lyceum, qui devient directrice du théâtre Hull House Players), ou Ellen Martin Henrotin (la femme d'un des fondateurs de la Bourse de Chicago, très active dans le Chicago Woman's Club et le Woman's City Club et la fédération de clubs féminins à l'échelle nationale) (*ibid.* : 97 sq.). Elle crée un Bureau of Personal Service destiné à aider les immigrants juifs, en particulier de Russie, aide à réformer l'école de formation industrielle pour jeunes filles de l'Illinois en 1905, s'implique dans la fondation du tribunal pour mineurs et

est la première femme juive à entrer au Woman's City Club.

40 Dans *I Came a Stranger : The Story of a Hull-House Girl* (1989), Hilda Satt Polacheck raconte comment la vie de la petite fille de la Jewish Training School a été changée par la fréquentation de Hull-House. Elle devient la secrétaire de l'Ariadne Club, club de lecture et d'écriture, donne elle-même des cours d'anglais, participe au Musée du travail, suit des cours de danse. Et elle assiste au Hull-House Players, le théâtre du *settlement*, aux performances de *Ghosts* d'Ibsen ou *Mrs Warren Profession* de George Bernard Shaw, elle écoute William Butler Yeats réciter ses poèmes ou déclamer le poème de Morris Rosenfeld, traduit du yiddish, « The Sweat Shop », mis en musique par Eleanor Smith, responsable de l'école de musique. Polacheck elle-même en viendra à écrire une pièce, *The Walking Delegate*, jouée le 10 avril 1912.

41 En 1900, 194 Américains sur 100 000 mouraient de la tuberculose, l'une des principales causes de décès, derrière la pneumonie et la grippe. Le traitement efficace par antibiotiques (streptomycine et isoniazide) n'a été introduit qu'après la Seconde Guerre mondiale, mais un véritable mouvement contre la tuberculose s'est développé à partir du milieu de la décennie 1900. Les efforts de prévention (suppression des coupes communes aux fontaines publiques, lois interdisant de cracher, éducation à l'hygiène par des associations),

de santé communautaire (suivi par des infirmières-visiteuses, désinfection d'espaces contaminés, camps au plein air) et de santé publique (dispensaires, sanatoriums, hôpitaux) ont permis de réduire le taux de mortalité dû à la tuberculose à 113/100 000 en 1920 et 71/100 000 en 1930. Hull House et Henry Street Settlement étaient en première ligne de ce combat.

42 Le livre de Rivka Shpak Lissak, *Pluralism and Progressives : Hull House and the New Immigrants 1890-1919* (1989) est une éclairante tentative pour mieux comprendre empiriquement, avec des outils d'histoire sociale, l'action de Hull House vis-à-vis des communautés migrantes du Near West Side. Mais comme il arrive parfois avec l'histoire sociale, elle tend à démettre nombre de propositions de femmes de Hull House comme des discours idéologiques qui recouvrent des faits bien plus ambigus et problématiques. Son travail n'en est pas moins décapant. Elle a parfois quelques raccourcis sur le racisme de l'époque, mis sur le compte d'une espèce de darwinisme social anglo-saxon à l'encontre des Européens du Sud et de l'Est. Elle a la dent dure contre Woods (par exemple Woods & Kennedy, 1922 : 326) qui, de fait, était membre de la Ligue de restriction de l'immigration (Immigration Restriction League) de Boston, l'organisation la plus en pointe du mouvement de rejet des migrants non-anglo-saxons et de régulation des flux d'immigration. Il est difficile, toutefois, de savoir si

ses propositions de sélectionner les migrants en fonction de leur niveau d'éducation (sans même d'examen d'anglais) et de leur compatibilité avec les « valeurs américaines » (plus problématique), peuvent être qualifiées de racistes ou si elles découlaient du constat sur le terrain de l'incapacité d'intégration de nombreux migrants. Woods déplorait que certains d'entre eux, condamnés à un « mode de vie inhumain » aux États-Unis, n'avaient pas beaucoup gagné à quitter leur pays d'origine. Par ailleurs, Woods était assez représentatif d'une élite protestante et patriote : il avait un agenda de construction nationale et de sélection du meilleur « matériau humain » à cette fin (Woods, 1929 : 350) ; et au nom de la « ségrégation progressive de la communauté de ses types dégénérés et dégradés », en vue d'un « meilleur standard de moralité sociale », il était très actif dans les batailles juridiques contre le vagabondage (*tramp evil*) et contre l'alcoolisme (Woods & Kennedy, 1911 : 127). Ce profil était courant dans le mouvement réformateur. Lissak tire du coup un peu trop l'agenda des *settlements*, en particulier celui de Hull House, du côté des politiques d'assimilation. Là encore, il faut être prudent. Une partie des *settlements* fonctionnaient encore comme des « missions » et endossaient sans recul les visées des politiques d'américanisation. Mais celles-ci étaient très discutées et on ne peut ignorer les efforts expérimentaux, et nécessairement tâtonnants, d'une organisation

comme la Ligue de protection des immigrants (nom pris en 1910-1911 de l'Immigrants' Protective League), en matière de protection, information, traduction, assistance sociale, éducation pour adultes, soins de santé, aide à l'emploi, droit du travail (cf. ses *Annual Reports*. À Chicago, en 1909-1910, l'organigramme est le suivant : présidence, Julian W. Mack ; vice-présidence, G. H. Mead et J. Addams ; direction, Grace Abbott ; secrétariat, Sophonisba Breckinridge ; trésorerie, Charles L. Hutchinson – rapport publié par les Headquarters, Room 435, 158 Adams Street, Chicago, Illinois. Au cours des années 1909-1912, on retrouve parmi les trustees Julia Lathrop, Ernst Freund, Raymond Robins, Mary McDowell, Joseph T. Bowen, Harriet Park Thomas, Julius Rosenwald, Alexander A. McCormick, Edgar A. Bancroft...). Ces dispositifs étaient avant tout conçus comme permettant aux immigrants d'accéder à une vie décente et, au-delà de leur naturalisation, de devenir des citoyens à part entière ; et pour Addams, comme pour Dewey, Bourne, Kallen ou Locke, la valorisation et le maintien des cultures et des langues d'origine étaient une bonne chose, une source d'enrichissement de la nation américaine (pluraliste ou transnationale). Voir toutes les difficultés de cette supposée « assimilation » dans *Americans in Process* (Woods *et al.*, 1903), en particulier sur les rapports entre Noirs, Irlandais, Italiens et Juifs (Bushée, chap. III) et sur le concept d'assimilation comme « arme à

double tranchant (*two-edged sword*) » (Woods, chap. XII).

43 Meyer Bloomfield, né en Roumanie en 1878, avait fait ses classes dans le Lower East Side de New York, auprès du Henry Street et de l'University Settlement. Encore étudiant à Harvard, il crée la Maison de service civique (Civic Service House, avec des fonds fournis par Pauline Agassiz Shaw), un *settlement*, au 110-112 Salem Street, Boston, où il va expérimenter le projet de Vocation Bureau – agence d'emploi et d'orientation professionnelle – conçu avec Frank Parsons. Parsons est professeur à l'École de droit de Boston University. C'est un réformateur, proche de Bellamy et du christianisme social, qui se bat contre les monopoles (*The Telegraph Monopoly*, 1899) et qui se prononce pour la propriété municipale (*The City for the People*, 1899) et pour la législation directe (*Direct Legislation*, 1900). La Civic Service House abrite rapidement la Women's Trade Union League de Boston, organisée par Mary O'Sullivan, dès novembre 1903. Parsons crée avec Bloomfield le Breadwinners' College en 1904 et, le 13 janvier 1908, le Vocation Guidance Bureau. Mais Parsons meurt prématurément. Bloomfield édite son livre posthume, *Choosing a Vocation* (Parsons, 1909) (qui propose une classification des secteurs d'activités professionnelles, tente de déterminer les qualités personnelles et habiletés requises par tel ou tel emploi et qui contient une intéressante section sur les « Industries Open to Women »),

bientôt suivi par son propre *The Vocation Guidance of Youth* (1911). David Stone Wheeler, recommandé par Charles Zueblin, désormais bostonien, prend la tête de l'agence et reçoit bientôt une demande de service d'orientation de la part du directeur des écoles publiques de Boston. C'est ainsi qu'une expérimentation dans un *settlement* est à l'origine d'une nouvelle discipline, enseignée à l'Université (premier cours à Harvard en 1911) et d'une nouvelle institution de régulation du marché du travail (Savickas, 2009). Follett sera très impliquée dans la généralisation du dispositif et sa connexion avec les centres sociaux de la ville (Tonn, 2003).

44 Dwight Sanderson (1919 : 84) précise en note qu'« une chercheuse aussi affûtée que Mrs Follett dans *The New State* (1918), les utilise de manière interchangeable ». Tufts (1919 : 376-377) s'inquiète également de « la faisabilité du groupe de quartier, pour la tâche qui lui est confiée. Une difficulté ressentie par le citoyen (*city dweller*) – pour reprendre le mode d'expression de Miss Follett – est qu'il n'y a pas de quartier, du moins dans certaines régions. Là où les gens sont presque tous locataires, et se déplacent année après année, sinon de mois en mois, il est presque impossible d'obtenir une conscience de groupe. Et lorsque les conditions industrielles ou foncières classent les gens et déterminent leurs résidences, les voisins sont trop semblables pour que cela engendre des contacts de groupe fructueux. Nos églises sont

pour beaucoup paralysées par cette condition. Elles ont tendance à devenir des organisations de classe – et peut-être sans que ce soit de leur faute. » Ce diagnostic vaut pour les « communautés locales » qu'invoque Dewey dans *Le Public et ses problèmes* (1927/2010), quand il affirme que « la démocratie doit commencer à la maison (at home) et sa maison est la communauté de quartier » (LW.2.368) – une proposition où l'on entend encore l'aspiration à la proximité des *settlements*.

45 Dewey & Tufts (1908 : 451) : « Cet ordre public a un double rapport avec les droits et les devoirs : (1) En tant que contrepartie sociale de leur exercice par les individus, il constitue la *Société Civile*. Il représente ces formes de vie associée qui sont ordonnées et autorisées, parce que constituées par des individus dans l'exercice de leurs droits, ainsi que les formes spéciales qui les protègent et les assurent. Les familles, les clubs, les guildes, les syndicats, les entreprises relèvent du premier chef ; les tribunaux et les organes administratifs civils, comme les commissions publiques des chemins de fer et des assurances, etc., relèvent du second. (2) L'ordre public fixe également les conditions et les modalités fondamentales d'exercice des droits et de garantie des recours à un moment donné ; il est organisé dans le but de définir les méthodes élémentaires d'exercice des activités de ses éléments constitutifs, individuels et collectifs. Sous cet aspect, il s'agit de l'*État*. »

46 La perspective de Bentley, dont la science politique ne retiendra que la notion d'*interest group*, était donc plus nuancée, de même qu'il était moins guidé par une perspective économique que Charles Beard, quand celui-ci écrira *An Economic Interpretation of the Constitution of the United States* (1913), qui tend à faire de la Constitution des États-Unis une projection des intérêts financiers des *Founding Fathers*, rassemblés dans le groupe de pression des *Federalist Papers* (il poursuivra son analyse des conflits de classe aux États-Unis et de la Constitution comme contre-révolution dans *Economic Origins of Jeffersonian Democracy* (1915). À noter que les « organisations de réforme des services publics » (*civil-service-reform organization*) (Bentley, 1908 : 431) doivent justifier par des « tests pratiques » la « réalité » de leurs griefs, afin de valider leurs revendications. « Sa liste de membres peut être courte et sa force financière limitée, mais elle représente un groupement d'intérêts au sein de la population qui est lésée par les "abus" particuliers du gouvernement qui lui ont donné naissance. Son combat est celui de la force qui l'anime, dans la mesure où cette force peut être mise à contribution contre la puissance qui lui est opposée, son succès dépendant de la puissance qu'elle peut elle-même développer dans les moments et les lieux où elle exerce sa pression et où elle prouve la réalité de ses allégations (*contention*) par des tests pratiques (*practical test*). » Bentley avait déjà une perspective

pragmatiste sur les groupes d'intérêt, à la différence des lectures réductrices qui en ont été faites.

47 Charles Merriam avait donné un cours d'économie à la Hudson Guild de John Elliott dans les années 1890 et fréquenté l'University Settlement de New York (Karl, 1974 : 31), puis à Chicago, il avait côtoyé Addams, Ickes, Mead, Flagg, au City Club et à Hull House (*ibid.* : 53). Il gravitait dans les milieux progressistes qui l'avaient soutenu aux élections d'*alderman* en 1909 et 1913, et de maire en 1911, 1915 et 1919. Lors d'un dîner d'hommage à Addams à Chicago, en 1927, il la présentait comme « un homme d'État sans portefeuille, un professeur d'université sans chaire, une femme dirigeante dans un monde fait par l'homme ».

48 Richard T. Ely avait fait venir John Commons à l'Université du Wisconsin-Madison, où il a eu des rapports étroits avec l'administration de Robert M. La Follette. John R. Commons (1934 : 56 et 68) descendait à l'University Settlement à New York et fréquentait Hull House quand il venait à Chicago. Il parle aussi dans ses mémoires (*ibid.* : 75-76) du « *settlement* communiste/communautaire », Blithedale (du nom du roman de Nathaniel Hawthorne), que sa femme et lui ont partagé avec un groupe d'économistes à Washington. Ely avait de même des rapports réguliers avec Addams autour de 1901 – dans des lettres de janvier, il l'encourage à continuer son *Democracy and Social Ethics* et l'invite

à le tenir au courant de l'avancement du manuscrit, qu'il publiera dans sa collection « The Citizen's Library ». Plus tard, en février, Addams lui demande s'il inviterait Kropotkine à Madison, ce qu'il accepte de faire à domicile. Ni Ely ni Commons n'ont cependant pu fréquenter les *settlements* de Madison : Neighborhood House n'y sera créée qu'en 1916 dans le quartier italien.

49 Pour mieux comprendre le petit milieu des *settlers* et des réseaux socialisants de New York, James Graham Phelps Stokes était né dans l'une des familles les plus riches de la ville, épiscopaliennne, connue pour ses actions philanthropiques. Rose Pastor Stokes (2002 ; Hochschild, 2020) avait travaillé de l'âge de 12 ans jusqu'à ses 23 ans dans une fabrique de cigares à Cleveland. Elle est alors embauchée par le *Yidishes Tageblatt* à New York. Elle côtoie à l'University Settlement Leonard T. Abbott, Algernon H. Lee, William English Walling, Ernest Poole, Leroy Scott, Maud Younger, qui auront tous de brillantes carrières d'auteurs et de politiciens. Rose et James rejoignent en 1905 et 1906 le Parti socialiste (Socialist Party of America) après que James a été second sur la liste de la Ligue pour la propriété municipale de W. R. Hearst – contre l'avis de son épouse. Rose est proche de Eugen Debs et Max Eastman, mais aussi de Margaret Sanger et Emma Goldman, avec qui elle milite pour la contraception (*birth control*). La sœur de Stokes, Caroline Phelps, épouse en 1903 Robert Hunter (qui vient de piloter

l'enquête sur les *Tenement Conditions in Chicago*, 1901). En 1905, ils créent avec Florence Kelley, Jack London, Clarence Darrow et Upton Sinclair, l'Intercollegiate Socialist Society – Stokes en est vice-président alors que Sinclair et London la président, puis Stokes en devient président à son tour en 1907. Rose deviendra une leader du mouvement ouvrier, impliquée dans de nombreuses grèves avec Stokes, dont celle des couturières de chemisiers (*shirtwaist-makers' strike*) de 1909, se battant contre la guerre (alors que Stokes rejoignait la Garde nationale de l'Armée de New York). Elle est une des co-fondatrices du Parti communiste d'Amérique (1919).

50 Tous ces efforts ne vont pas sans difficultés : si Hull House parvenait à communiquer avec la frange la plus éduquée de la communauté italienne, à travers, notamment, Alessandro Mastro-Valerio, journaliste et résident du *settlement*, et, à travers lui, à organiser des événements à la mémoire de Mazzini et Garibaldi, et si Addams, comme personne, s'exerçait à interpréter le plaisir du vagabondage des apprentis gangsters ou le travail de la mémoire des mères italiennes, le trop petit nombre d'animateurs italiens rendait difficile de faire venir des gamins. Hull House se trouvait dans une situation de concurrence avec le Madonna Center, créé en 1898, financé par la famille Amberg, propriétaire de carrières de granit, centre paroissial attaché à l'église du Saint Ange Gardien. Les Italiens avaient leur propre réseau de sociétés de secours mutuels et de

lieux de divertissement. Ils étaient étroitement attachés à leurs paroisses, dont les prêtres condamnaient les *settlements* pour leur anticléricalisme (Hull House avait accueilli le Club Giordano Bruno et s'opposait au boss John Powers, favorable à la construction d'une nouvelle église catholique dans le quartier). Ils avaient leur propre système de patronage par des protecteurs-médiateurs et, à partir des années 1910, se développera le crime organisé de l'Outfit. Et tandis que les filles restaient à la maison aider leur mère, les garçons faisaient partie des *street corner gangs*.

51 On retrouve l'expression de « gouvernement populaire » dès les *Oceana* et autres écrits de James Harrington (1658). Les textes lus par les activistes réformateurs étaient, après les quatre essais de Henry Sumner Maine (*Popular Government*, 1885), toutes sortes de brochures sur l'institution de la propriété publique et la réforme des services publics puis, au moment du succès du Parti progressiste, le livre de William H. Taft (*Popular Government : Its Essence, Its Permanence and Its Perils*, 1913) ou le traité de A. Lawrence Lowell (*Public Opinion and Popular Government*, 1913).

52 Certains commentateurs ont souligné l'étrange mélange de radicalisme et de conservatisme qui transparait chez ces auteurs. Voir le jugement un peu sévère d'Edward S. Shapiro (1978) sur Woods, dont le rêve semblait être avant tout celui

de la restauration de la communauté locale, de la paroisse des petites villes de Nouvelle Angleterre contre leur désintégration par le conflit social, ethnique et religieux. Il y voit une « nostalgie fin de siècle » de l'élite bostonienne – à quoi on ne peut complètement réduire le projet de « reconstruction sociale » de Woods, quel que fût, et il était fort, son désir d'intégration organique de la vie collective. Un tel désir n'était pas non plus absent de chez Addams, chez qui Marilyn Fischer (2013b) piste des traces du livre de John Morley (1874, *On Compromise*). Elle se fonde sur une citation de son « Pragmatism in Politics » (1912b : 12) : « Les mesures appropriées pour le progrès social ne peuvent être mises en œuvre qu'avec le consentement de tout le peuple et la sagesse de tels plans est mieux discutée en relation avec la réalisation de l'opinion, pour utiliser la belle expression de John Morley. » De là, elle repère une relation avec Edmund Burke – ce qui là encore paraît excessif (lire en contrepoint l'interprétation de Seigfried, 2009).

l'intelligence générale est endormie, avec ses communications faibles et brisées, jusqu'à ce qu'elle dispose du public comme médium. Il semble par moments que nous soyons sur le point d'étendre indéfiniment ce que nous appelons notre public, et qu'à moins de l'étirer jusqu'aux dimensions du monde, les messages les plus significatifs de notre époque puissent facilement nous échapper. » Elle rejoint directement la discussion du *Public et ses problèmes* (1927/2010) sur la « grande communauté ». On pourrait relire le débat à distance entre Dewey et Addams autour du pacifisme comme celui de la création d'un public international, porteur d'une « conscience mondiale » (le thème du sous-titre des *Second Twenty Years*), qui met l'émotion, la moralité et l'intelligence collectives au service de la fondation d'agences et de dispositifs destinés à prévenir et à endiguer le risque de conflit international violent (Dykhuizen, 1973 : 162-165).

53 La dernière phrase des *Second Twenty Years at Hull-House* (1930 : 413), où Addams évoque l'ouverture de la recherche et de la discussion à l'échelle nationale et internationale, à travers l'implication du Social Science Research Council dans la recherche sur les migrations et la création de la Commission internationale de coopération intellectuelle de la Société des nations (ancêtre de l'Unesco) est la suivante : « Dewey nous a dit que

**UNE FONCTION
DU SOCIAL
SETTLEMENT
(1899)**

JANE ADDAMS

Le mot « *settlement* »¹, que nous avons rapporté de Londres, risque de grincer un peu aux oreilles des Américains. Il n'y a, après tout, pas si longtemps que les Américains se sont installés et ont créé des colonies (*settled*), après s'être aventurés dans ces nouvelles contrées, pionniers au cœur d'un environnement inhospitalier. *Settlement* : le mot sonne encore du sens de migrer vers des conditions de vie totalement différentes, et le résident des *social settlements* aux États-Unis devrait y rester vigilant.

Nous n'aimons pas reconnaître, en effet, que les Américains sont scindés en deux nations, ce que le premier ministre, en Angleterre, autrefois, n'avait pas hésité à faire². Nous ne voulons pas admettre ouvertement que les citoyens américains sont divisés en classes, et ce même si nous faisons de cet aveu le prélude d'un plaidoyer sur les devoirs de la classe supérieure envers la classe inférieure. Notre démocratie reste notre bien le plus précieux, et nous avons raison de nous indigner de toute atteinte qui peut lui être faite, même si celle-ci l'est au nom de la philanthropie.

Et pourtant, en raison même de cette démocratie, les privilèges des classes supérieures vont de pair avec un certain embarras, fondé sur le soupçon que la supériorité intellectuelle et morale repose trop souvent sur des fondements économiques, lesquels ne sont, après tout, que contingents. Pour un nombre croissant de jeunes gens, la seule façon possible de se sentir à l'aise avec ces privilèges, qui résultent d'avantages en matière d'éducation, est de s'efforcer de rendre commun ce qui était particulier et aristocratique. Au revers de ce scrupule altruiste, on peut facilement discerner quelque chose qui relève de l'égoïsme : les avantages détenus par un petit nombre s'effritent lentement et ne valent pas la peine d'être conservés.

Le *settlement*, aux États-Unis, ne répond pas tant à un sens du devoir des privilégiés pour les non-privilégiés, des possédants (*the haves*) pour les dépossédés (*the have-nots*), pour reprendre les mots du Chanoine Samuel Barnett³, qu'il n'exprime un désir de distribuer

de façon égalitaire, [34] moyennant un effort social, les bienfaits dont certains ont été mieux pourvus par un surcroît de chance (*superior opportunity*)⁴.

Mais le *settlement* signifie bien plus que l'expression d'un tel scrupule. Il ne serait sinon rien de plus que « le monastère du XIX^e siècle », comme on l'appelle parfois – un monastère qui aurait substitué le remède du travail à celui de la contemplation, et qui perpétuerait la vieille tentative de rechercher la fuite individuelle de la misère commune grâce au réconfort de la guérison.

Si tel était le fondement du *settlement*, celui-ci n'aurait plus aucune nécessité, une fois la société reconstruite et une fois garanties des chances équitables pour chacun. Il resterait au fond une entreprise philanthropique, formulée dans des termes sociaux et démocratiques. Ce que le présent texte voudrait par contre explorer, c'est un aspect plus rigoureux et plus durable de ce *settlement*.

On affirme souvent que le problème le plus urgent de la vie moderne réside dans la reconstruction et la réorganisation des connaissances que nous maîtrisons. Nous nous battons au bout du compte pour mettre en œuvre dans la vie des savoirs qui ont été découverts et confirmés et pour en faire les expressions saines et immédiates d'une vie libre (*free living*). Le Docteur John Dewey, de l'Université de Chicago, a ainsi écrit : « La connaissance n'est plus à elle-même sa propre justification : l'intérêt que nous y prenons s'est finalement transféré de son accumulation et de sa vérification à son application à la vie. » Et il rajoute : « Quand une théorie de la connaissance oublie que sa valeur réside dans sa capacité à résoudre le problème dont elle a émergé, à fournir une méthode d'action, cette connaissance commence à encombrer et à obstruer le terrain. Elle était un luxe ; elle devient une source de perturbation et une nuisance sociale.⁵ »

Plus avant, nous pouvons citer le Professeur William James, de l'Université Harvard, qui a récemment affirmé dans une conférence

devant l'Union philosophique (Philosophical Union) de l'Université de Californie : « Les croyances, en bref, sont de véritables règles pour l'action et la fonction de la pensée n'est rien d'autre qu'une phase dans la production d'habitudes d'action ». « Le test ultime de ce que signifie la vérité est pour nous la conduite qu'elle dicte ou qu'elle inspire.⁶ »

[35] Avec le soutien de ces deux philosophes, nous présumons que l'intérêt dominant pour la connaissance réside désormais dans les usages qui en sont faits, les conditions sous lesquelles et les chemins par lesquels elle peut être effectivement employée dans la conduite humaine. Et nous présumons, également, qu'un certain nombre de gens, tout au moins, ont constitué consciemment des groupes avec l'intention expresse de les appliquer. Ces groupes que l'on appelle *settlements* ont naturellement cherché les lieux où la pénurie de connaissances appliquées était la plus flagrante, à savoir les quartiers déshérités des grandes villes. Ils gravitent à proximité, non pas avec l'objectif de rassembler des matériaux cliniques, ni avec celui de fonder des « laboratoires sociologiques », et pas davantage avec celui de développer tel ou tel motif d'analyse. Mais plutôt par réaction, ils désirent utiliser de façon directe et synthétique toutes les connaissances qu'ils pourraient détenir, en tant que groupe, afin de tester leur validité et de découvrir les conditions de leur mise en œuvre.

De même que des groupes d'humains se sont, pendant des centaines d'années, organisés en collèges, avec le projet de transmettre et de disséminer des savoirs déjà établis, tandis que d'autres ont fait de même en créant des séminaires et des universités, en vue de mener des recherches et de repousser les frontières de la science⁷, un troisième type de groupe se dédie à l'application de ces connaissances à la vie. Cette troisième démarche pourrait revendiquer l'enthousiasme et le bénéfice de la vie collective. Elle concerne une communauté de gens qui partagent leurs méthodes et qui veulent rendre l'expérience continue, au-delà des limites de chaque individu. On pourrait rétorquer que cette fonction d'application a toujours été prise en charge par des personnes et par des groupes, à leur insu. Cela est indéniablement

vrai, aussi vrai que le fait que l'enseignement classique s'est diffusé à l'extérieur des collèges ou que quelques-unes des découvertes les plus notables de la science pure ont été accomplies hors des universités. Cela n'empêche pas ces institutions d'accomplir l'essentiel du travail de découverte et de dissémination ; et c'est sur cette même base que le troisième groupe peut établir sa valeur.

[36] Le *settlement*, dans l'idéal, parvenu à maturité, tenterait de tester la valeur des connaissances humaines en les soumettant à l'épreuve de l'action, de la même façon que l'université, dans son accomplissement idéal, se soucierait de découverte dans toutes les branches de la connaissance. Le *settlement* se bat pour l'application, à l'opposé de la recherche ; il se bat pour l'émotion, à l'opposé de l'abstraction ; il se bat pour l'intérêt universel, à l'opposé de la spécialisation. Cette exigence est certainement excessive, et même absurde, eu égard à ce que le *settlement* a de fait accompli jusque-là, mais elle ne l'est peut-être pas à la lumière de ses possibilités.

Telle sera donc ma définition du *settlement* : une tentative d'exprimer le sens de la vie dans les termes de la vie⁸ elle-même, ou dans les formes de l'activité. Il n'y a pas de doute que l'acte, souvent, révèle ce qui échappe à l'idée, tout comme l'art nous fait sentir et comprendre ce qui resterait incompréhensible et indicible dans la forme de l'argument. L'artiste éprouve la puissance de son art quand le récepteur ressent quelque chose qu'il savait déjà, mais qu'il n'avait pas été capable d'exprimer. De même, le *settlement*, qui tente de révéler et de mettre des connaissances en pratique, estime que ses résultats sont atteints quand il a rendu ces connaissances disponibles et communes, alors qu'elles étaient auparavant partielles et abstraites, ne pouvant être appréhendées que par l'intellect.

La principale caractéristique de l'art réside dans la libération de l'individu du sentiment de séparation et d'isolement qu'il éprouve dans son expérience émotionnelle⁹ : cette libération est en général le fruit de la peinture, de l'écriture ou du chant. Mais cela ne rend pas

le moins du monde impossible qu'elle soit à présent visée, fût-ce de façon consciente et fort maladroite, nous l'admettrons tous, dans les termes de la vie elle-même.

Un *settlement* met au service de cette libération toutes les méthodes possibles pour rendre sensible et commune sa conception de la vie. Tous ces arts et procédés qui expriment les relations bienveillantes de l'homme à l'homme, depuis l'effort charitable jusqu'aux rapports sociaux les plus spécialisés, sont constamment mis à l'épreuve. Il y a la déclaration historique, la présentation littéraire, le compagnonnage [37] qui se crée lorsque de grandes questions sont étudiées dans l'espoir de modifier les conditions existantes, la mise en avant de l'essentiel de telle sorte que le trivial paraisse sans importance, ce qu'il est, la tentative de sélectionner les formes les plus représentatives et les plus durables de la vie sociale, et d'éliminer, autant que faire se peut, les choses inutiles qui encombrant la vie réelle. Ces procédés sont ce qu'on appelle les concerts, les expositions artistiques ou les représentations théâtrales, tout ce qui rend possible le fonctionnement de la vie alentour, cette conception de la vie que défend le *settlement*. La démonstration en est faite non par le recours à la raison, mais par la vie elle-même¹⁰. Bien entendu, il doit exister un certain talent pour la conduite et un soin constant de peur que ne se produise un divorce entre la théorie et la vie : ce divorce, embarrassant dans d'autres situations, l'est plus encore pour l'artiste du *settlement*, qui jette l'éponge si une telle chose se produit. Elle ne cesse de transmettre aux autres sa conception de la vie par les moyens de l'activité humaine. Elle espère provoquer chez ses auditeurs une sorte de contamination qui pourrait, à terme, conduire à une identité d'intérêt.

Produire cette contamination relèverait de l'art, mais l'assortir d'une conscience de participation et de responsabilité revient à appliquer cet art en lui donnant un sens moral. Ce point peut être illustré par cette forme d'art, la plus générale et la plus répandue parmi nous, l'écriture des romans. Toute personne qui a lu *Children of the Ghetto* d'Israel Zangwill (1892) ne peut plus se promener dans le quartier

juif d'une grande ville sans que ne s'accélère le rythme de son cœur. Elle doit ressentir une touche momentanée de poésie et de fidélité, la puissance d'un cérémonial sophistiqué et de coutumes soigneusement préservées. Ajoutons à cette révélation littéraire la connaissance personnelle (*personal acquaintance*) d'un jeune homme que l'affection et la loyauté, les liens les plus tendres de l'être humain et son éducation domestique tirent en un sens opposé aux goûts et aux désirs de sa personnalité, lesquels l'entraînent vers des activités et le poussent vers des intérêts étrangers à sa vie familiale. Nous pouvons assister, jour après jour, à ses tentatives de participer à des cérémonies pour lesquelles [38] il n'a plus d'attrait, ses efforts pour intéresser son père à de nouvelles questions et pour transférer son zèle religieux vers des problèmes sociaux. Cette connaissance personnelle rajoute à l'art de Zangwill une force dramatique que même lui n'aurait pu dépeindre. Une jeune fille gagnerait beaucoup plus d'argent en travaillant comme sténographe, du lundi matin au samedi soir, mais elle se contente de fabriquer discrètement et docilement des cravates pour un bas salaire, afin de s'abstenir de travailler les samedis et de faire ainsi plaisir à son père. Elle renonce aux vêtements qu'elle aurait pu porter autrement. Elle s'identifie avec des filles pour qui elle n'a pas de sympathie. Elle s'évertue à éviter une rupture qui, pour elle, serait désespérée. Sans l'éclairage de Zangwill, nous aurions dû accumuler beaucoup plus d'expérience [pour comprendre cette situation] – et ce n'est pas un compliment pour l'artiste si, après l'avoir lu, nous ne ressentons aucun désir pour l'expérience elle-même.

Après tout, le seul monde que nous connaissons est celui de l'Appréciation, mais nous sommes de plus en plus déçues par une simple appréhension intellectuelle des choses et souhaitons aller de l'avant et passer d'une compréhension limitée et donc obscure de la vie, à une conception plus large et plus englobante, non seulement grâce à notre esprit, mais en activant tous les pouvoirs de la vie¹¹ qui sont les nôtres. Notre soif d'art est un désir d'appréciation émotionnelle, notre soif de vie est un désir d'avancer de façon organique.

Je connais des petits garçons italiens qui abandonnent joyeusement leur anglais dès qu'ils sortent de la salle de classe, et d'autres qui l'enseignent à toute la famille et assurent le lien entre leurs parents et le monde extérieur. Ils lisent les journaux, interprètent les discours politiques et transforment avec ardeur les coutumes italiennes en mœurs américaines. On observe ces garçons avec un grand intérêt, pour savoir s'ils agissent sincèrement comme des passeurs (*transmitter*) et des auxiliaires (*helper*), ou s'ils sont stupidement satisfaits de leurs résultats scolaires et font de leurs examens le but de leur vie. Il m'arrive parfois de regarder de la même manière un jeune homme ou une jeune femme à l'Université, en leur appliquant le même test. Je me demande si leurs connaissances [39] exerceront finalement une influence ultime sur leurs esprits, de sorte qu'ils en viendront à considérer celles-ci comme « des pourvoyeuses auto-suffisantes de la réalité », sans chercher plus loin, bref, s'ils deviendront au bout du compte des esprits « étroitement scolaires », avec des facultés bien formées pour l'acquisition de savoirs, mais tout à fait inutiles dans d'autres situations. Il est possible de tester les connaissances d'un étudiant en histoire de l'Italie au moyen d'une série d'examens. Mais tester son intérêt réel pour cette grande botte, qui pointe dans la Méditerranée, c'est savoir s'il conquiert ou non une langue relativement facile, s'il retrouve dans la grande colonie italienne de sa ville le culte des héros et les objectifs plus élevés évoqués par Garibaldi, alors que le politicien de sa circonscription s'en empare graduellement et les convertit en fins ignobles. C'est aussi savoir s'il n'éprouve pas une certaine honte à constater qu'en dépit du puissant appel éthique et philosophique dédié aux ouvriers d'Italie par Mazzini, si puissant que l'amour de la république est pour une bonne part responsable de leur venue en Amérique, aucun grand professeur d'éthique ou de politique ne s'est jamais consacré aux Italiens en Amérique¹².

De même que nous ne connaissons pas un fait tant que nous n'avons pas joué avec, nous ne maîtrisons pas nos connaissances tant que nous n'avons pas eu l'impulsion de les mettre en œuvre. Il ne s'agit pas d'un élan didactique, ni d'un élan propagandiste, mais

de la diffusion, dans le flot de l'expérience humaine commune, d'une parcelle de savoirs historiques qui, si mince soit-elle, n'appartenait auparavant qu'à un petit nombre.

L'expression de « connaissances appliquées » est utilisée depuis si longtemps dans les écoles polytechniques qu'il est peut-être bon d'explicitier que je l'utilise en un sens élargi. Ces écoles ont appliqué la science principalement à des fins professionnelles. Elles ne sont pas vraiment commerciales, mais elles peuvent facilement développer des départements aussi spécialisés que les laboratoires de chimie, liés à des intérêts industriels. Au tout début de l'Université Johns Hopkins, l'un des hommes du département de biologie a inventé un dispositif qui améliorerait grandement le rendement des nurseries à huîtres sur radeaux flottants de la baie de Chesapeake. Les mois qui suivirent, lors de tous les discours d'inauguration et à toutes les autres [40] occasions où des « citoyens éminents » étaient invités à prendre la parole, ce radeau à huîtres a été présenté comme la grande contribution de l'Université à l'intérêt commercial de la ville et comme la justification de son existence, au grand dam du pauvre inventeur. Ceci est un excellent exemple de ce que je ne veux pas dire.

L'application que j'ai à l'esprit ne peut être mesurée à l'aune de sa valeur ajoutée. Par « application » à un quartier donné, je pense au réconfort de la littérature, à l'enrichissement de l'imagination et à la conscience de l'histoire qui donne le sens d'un lien avec les actions et les pensées des hommes du passé. Je pense à l'application des mandats rigoureux de la science, non seulement à l'amélioration des égouts et à l'entretien des rues, mais aussi aux méthodes de la vie et de la pensée. Je pense encore à l'application de la métaphysique, non seulement aux spéculations du philosophe, mais aussi aux événements du moment présent ; ou à l'application du code moral à la vie matérielle, et à la transformation de la relation économique en une relation éthique jusqu'à ce que le sens de l'englobement de toutes les relations, y compris l'impie relation industrielle, par a religion soit devenu le sens commun.

Idéalement, un *settlement* n'aurait pas plus de considération pour le profit commercial que le plus scientifique des séminaires allemands. Le mot « application » doit être pris en un sens tout autre que lucratif ou professionnel.

Dans cette affaire d'application, cependant, un *settlement* tend non seulement à mettre en commun ces bonnes choses qui étaient auparavant partielles et éloignées. Mais il se trouve également mettre au défi et à l'épreuve des standards de la démocratie morale les choses qu'il considérerait auparavant comme bonnes, sinon universelles, et il constate que ce qu'il prenait pour de bonnes choses ne passe pas toujours ce test de l'universalisation. Ce point peut être illustré par diverses bonnes choses.

Prenons tout d'abord les soi-disant beaux-arts. Et considérons l'expérience d'une résidente d'un *settlement* qui se soucie beaucoup de cet aspect [41] de la vie, tel qu'il est dépeint par les beaux-arts¹³. Pendant des années, elle a donné des cours, en recourant à des photographies, sur les marbres de Grèce, les peintures de la Renaissance italienne et l'architecture gothique de l'Europe médiévale. Elle a fait découvrir à quantité de personnes une qualité de plaisir, leur a révélé des expériences qu'elles n'avaient jamais eues auparavant. Certaines d'entre elles achètent désormais des photographies qu'elles accrochent dans leurs propres maisons. Une société de promotion de l'art dans les écoles publiques a été créée. Les murs des salles de classe sont ornés de copies des meilleurs maîtres. En fin de compte, des centaines de personnes se sont familiarisées avec des noms d'artistes et avec des conceptions de la vie qu'elles ignoraient auparavant. Certaines de ces jeunes femmes, si elles fréquentaient un collège provincial, pourraient passer avec succès un examen en « histoire de l'art ».

Le studio d'art de Hull House est rempli de jeunes hommes et de jeunes femmes qui réussissent à copier les moulages et à peindre avec précision ce qu'ils voient autour d'eux. Plusieurs d'entre eux ont passé des concours pour des bourses d'études et ont été admis à l'école de

l'Art Institute of Chicago. Hull House satisferait ainsi le professeur dont le métier est de transmettre fidèlement les connaissances accumulées sur un sujet donné et, si possible, d'ajouter à la somme totale de ces connaissances en en découvrant de nouvelles ou en les arrangeant autrement. Hull House satisferait également à l'impulsion philanthropique de faire le bien et de donner aux autres accès aux biens qui sont les siens. Mais un *settlement* n'aurait guère de vitalité s'il s'en tenait à l'une ou l'autre de ces réalisations, dans un champ d'application scolaire ou philanthropique. Un *settlement* n'est ni un établissement scolaire, ni une entreprise philanthropique, pas plus qu'une école philanthropique ou une philanthropie savante.

Les membres des *settlements* constatent chez leurs voisins une totale absence d'art. Ils voient des gens qui travaillent sans cette consolation naturelle que procure l'art, et qui n'ont aucune occasion d'exprimer par ce biais leurs pensées [42] à leurs pairs. Ils trouvent les membres ambitieux du quartier trop inquiets et pressés. Envelopper des pains de savon dans des morceaux de papier pourrait au moins donner le plaisir de la précision et de la répétition, si cette activité pouvait être accomplie comme un loisir, mais quand on est payé à la pièce, la vitesse devient la seule exigence et abolit toute prise d'intérêt humain à cette activité. Les membres du *settlement* découvrent bientôt combien il est impossible de rajouter une once d'art à une dure journée de labeur. Ce n'est pas seulement de la mauvaise pédagogie, c'est tout simplement une entreprise impossible, de faire appel à un sens de la beauté et de l'ordre qui a été anéanti par des années de travail moche et désordonné. Puis-je raconter l'expérience d'un ami de Hull House, qui a emmené un groupe de visiteurs à l'Art Institute of Chicago ? À un emplacement bien en vue de cet excellent bâtiment ont été sculptés dans une pierre noble, avec un certain degré d'habileté, plusieurs crânes de bœufs. La majeure partie du groupe n'avait aucune armure d'érudition pour se protéger contre une telle abomination. Le responsable de la visite a bien expliqué qu'en Grèce, après l'accomplissement d'un sacrifice, des crânes d'animaux étaient suspendus aux temples. Mais lorsque le moment est venu d'expliquer

pourquoi ces crânes se retrouvaient à l'Art Institute de Chicago, son discours s'est mis à sonner faux. Le fait que ces crânes aient été autrefois des symboles religieux chargés de sens était d'un piètre secours. Cela ne constituait pas une réponse pour le groupe désespéré qui se tenait devant eux et qui n'en éprouvait aucun sentiment esthétique. Il est bon de dire en passant que ce groupe ne s'enorgueillissait pas de la prétention de connaître la signification de ces crânes, comme l'aurait certainement fait un club culturel. Dépité, l'ami de Hull House s'est finalement rendu compte que ces sacrifices étaient des symboles de fraternité et il tenta de les comparer avec les symboles de fraternité que l'on retrouve aujourd'hui sur les chartes des organisations syndicales, accrochées aux murs de leurs salles de réunion.

Ces chartes tentent sincèrement d'exprimer la [43] croyance dans la fraternité, si grossière soit la représentation symbolique de ces deux mains agrippées l'une à l'autre. Le problème ne réside pas seulement dans le fait que l'impression est de mauvaise qualité ou que les mains sont mal dessinées ou mal modelées : elles n'expriment aucune tendresse ni fermeté et ont été dessinées sans aucune habileté interprétative. Les mains sur les pierres tombales d'autrefois, qui adressaient un dernier adieu, fantomatique [aux défunts], pourraient être échangées avec cette paire de mains qui indiquent la nécessité d'une union vitale. Personne ne détecterait la différence. Cet ami de Hull House s'est aperçu, avec un sentiment de honte et de chagrin, que les artistes de Chicago, prisonniers de leur esprit d'imitation, avaient représenté servilement les symboles d'un sacrifice animal qui n'existait plus, au lieu d'inventer une expression artistique du grand mouvement humain qui agite l'Amérique. Si les crânes n'avaient été qu'un symbole obsolète d'une fraternité qui avait survécu et développé ses propres symboles artistiques, ils auraient pu être plus facilement intelligibles. L'expérience de ce résident qui enseigne l'histoire de l'art, celle de cet ami embarrassé par le manque de démocratie et l'incapacité d'interpréter des artistes modernes, en plus de quelques autres éléments expérientiels et émotionnels, ont conduit à la création de la Chicago Arts and Crafts Society¹⁴, à Hull House, il y a

plus d'un an. Cette société se développe avec une vitalité étonnante. Une citation tirée de sa constitution illustre peut-être bien cette tendance : « Examiner l'état actuel des usines et des ouvriers qui y travaillent, et concevoir des axes de développement qui conserveront la machine, dans la mesure où elle soulage les ouvriers de leur corvée et tend à perfectionner ses produits ; mais exiger que la machine ne soit plus autorisée à dominer l'ouvrier et à réduire sa production à une distorsion mécanique. »

La Chicago Arts and Crafts Society défie la condition et la motivation actuelles de l'art. Sa protestation est certainement [44] faible et peut être inefficace, mais elle est au moins authentique et vitale. Sous la direction de plusieurs de ses membres enthousiastes, un atelier a été ouvert à Hull House, où des articles sont conçus et fabriqués. Ce n'est pas simplement une école où l'on forme des étudiants qui sont ensuite envoyés sur le terrain pour appliquer cet apprentissage des arts au gré de leurs initiatives individuelles et selon les opportunités qui se présentent. C'est un lieu où peuvent rester ceux qui ont reçu une formation soignée pour exprimer au mieux leur savoir en matière de travail du bois ou du métal¹⁵. Un *settlement* devrait éviter de toujours être en train de préparer à la vie future, ce qui finit par être une calamité. Il devrait se satisfaire de groupes, si petits soient-ils, qui vivent et réalisent ce qu'ils souhaitent vraiment.

Cela nous amène tout naturellement à l'attitude du *settlement* vis-à-vis de l'éducation organisée avec laquelle il entre en contact, dans les deux formes d'organisation que sont l'école publique et l'extension universitaire.

Les résidents trouvent que l'usage de l'école publique est trop limité et que celle-ci occupe une place trop isolée du reste de la communauté¹⁶. Les conseils d'administration des écoles et les enseignants supposent que leur tâche se limite aux enfants. S'ils donnent quelques cours du soir pour adultes, ils ne le font que dans certaines directions bien établies. Les paysans du Sud de l'Italie, récemment arrivés, qui

fréquentent les écoles de nuit, sont très mal adaptés à leur environnement. Passer soudainement de la cueillette des olives à l'extension des égouts est certainement une expérience déconcertante. Ils n'ont pas encore les capacités nécessaires pour accomplir un quelconque service social, même le plus humble, et ne comprennent pas bien les relations sociales dans lesquelles ils sont impliqués. En éprouvant cela [45] vaguement, mais intensément, avec leurs esprits de paysans, ils fréquentent les écoles de nuit à la recherche d'une éducation. On leur apprend à lire et à écrire au sujet de petits objets naturels, en partant du principe qu'un intellect non-développé fonctionne mieux avec des insectes et des animaux minuscules, et ils encaissent patiemment cette formation sans intérêt parce qu'ils s'attendent à ce que « l'éducation » soit pénible et ennuyeuse. Pas un seul instant, les problèmes pratiques de leur vie au cœur d'un environnement inconnu ne sont abordés. Les éducateurs semblent croire qu'il n'est pas possible pour la masse de l'humanité de vivre des expériences qui aient en soi une quelconque valeur ; la conséquence de cette croyance est qu'un quartier n'aura accès à des idées valables que si celles-ci sont importées du dehors, et presque exclusivement sous la forme de livres. Un tel scepticisme quant aux possibilités de la nature humaine, comme on l'a souvent souligné, aboutit à équiper les enfants les plus jeunes des outils de la lecture et de l'écriture, mais ne leur procure aucune participation réelle à la vie industrielle et sociale avec laquelle ils sont en contact.

Les résidents d'un *settlement* savent que la vie de la plupart de leurs voisins sera consacrée à travailler manuellement dans des entreprises industrielles ou commerciales. Pourtant, presque rien n'est fait pour leur raconter l'histoire fascinante de l'évolution de ce travail ou pour éclairer à leurs yeux les conditions effectives de leur vie¹⁷. Ils voient constamment des garçons quitter l'école à quatorze ou quinze ans pour entrer à l'usine sans que ne soit jamais remplie aucune condition requise par la vie sociale, à savoir d'une part, un « sens des ressources déjà accumulées » [qui façonnent leur milieu de vie], d'autre part, « la capacité individuelle de répondre à ces ressources ».

Si l'une des fonctions du *settlement* est de savoir ce qu'il faut choisir et délaissier dans les affaires de la vie, cela devrait amener à une inquiétude similaire concernant la surcharge en détails des conférences de l'extension universitaire. Un cours d'astronomie, illustré par des « diapositives stéréoscopiques », [46] attirera la première semaine un vaste public, désireux d'entendre parler des merveilles du ciel et de leur relation avec notre terre ; au lieu de quoi, les auditeurs sont exposés à des analyses spectrales de poussières d'étoiles ou aux dernières théories concernant la voie lactée. Les habitudes de recherche et le désir d'avoir le dernier mot étouffent toute compréhension sympathique que le conférencier pourrait développer autrement pour son public.

Les enseignants des écoles de nuit situées à proximité de Hull House doivent batailler avec des Grecs et des Arméniens, des Bohémiens et des Italiens, entre autres nationalités. J'ai suggéré, une fois, au professeur d'anthropologie d'une université voisine de donner une conférence à ces enseignants, désorientés par de simples caractéristiques raciales¹⁸ et, si possible, d'éveiller en eux un intérêt pour leurs élèves en allant contre le préjugé que les personnes qui ne parlent pas anglais sont ignorantes. Le professeur a gentiment accepté de le faire, mais le moment venu, il a reconnu franchement qu'il n'y parviendrait pas, ne disposant d'aucune information pour un tel cours. Bien sûr, j'ai été déçue, un peu chagrinée quand, en hiver, trois de ses élèves sont venus me voir à des moments différents, me demandant avec inquiétude si je ne pouvais pas les mettre sur la piste de personnes dotées de six orteils ou dont les parents avaient six orteils. Il était inévitable que la vieille accusation me vienne à l'esprit, que les scientifiques les mieux formés sont enclins à une soif de connaissances sans relation avec la vie humaine et laissent aux charlatans la tâche d'enseigner les choses importantes pour le bien-être de l'humanité.

Léon Tolstoï¹⁹ remarque que la masse des hommes trouvent leurs nourritures intellectuelles auprès de ratés de la science (*abortive outcasts*), qui leur fournissent des millions de livres, d'images et de

spectacles, non pas pour les instruire et les guider, mais par quête de lucre ou de profit ; tandis que les vrais chercheurs restent trop souvent enfermés dans leur laboratoire, affairés à cette activité mystérieuse qu'on appelle la science. Ils n'ont même pas idée de ce dont peuvent avoir besoin les travailleurs. Ils ont [47] complètement oublié leur langage, leur mode de vie et leur vision des choses. Tolstoï affirme que le chercheur a perdu de vue le fait qu'il est de son devoir non pas d'étudier et de représenter, mais de servir. C'est beaucoup demander à un homme, voire même à une institution. Il pourrait s'avérer nécessaire que l'université soit complétée par le *settlement*, ou par quelque chose qui lui corresponde : mais laissez ses membres reconnaître la valeur de leur propre vocation, et veillez à ce que l'université n'engloutisse pas le *settlement* et ne le transforme en laboratoire – un de plus dont les membres passent leur temps à décrire et à analyser, à observer et à enregistrer ! Un *settlement* qui remplit cette fonction ne fait qu'imiter l'université. Il le fait de surcroît sans ressources. S'il consacre toute son énergie à l'enseignement et au sport, il n'est rien de plus que la copie d'un collège. Nous-mêmes nous décrochons à l'écoute de certains enseignements, nous éprouvons de l'ennui à assister à certaines conférences, mais nous insistons malgré tout pour que les travailleurs les suivent, adoptant l'attitude désinvolte que nous nous autorisons parfois à l'égard des enfants, en leur imposant de strictes normes morales vis-à-vis desquelles nous nous accordons une plus grande latitude. Si, sans vraiment tester la valeur de ce brouet mental, nous assumions qu'il est bon et nutritif pour les travailleurs, uniquement parce que quelqu'un a par le passé conçu la même chose pour nous, alors nous trahirions la prérogative du *settlement* et retomberions dans la rigidité de l'enseignement conventionnel.

Parmi les conférences les plus populaires que nous ayons jamais eues à Hull House, une série de douze, portant sur l'évolution organique, est restée dans les mémoires, mais nous avons mis la main sur l'enseignant alors qu'il n'était encore qu'un instructeur, débutant à l'Université, et que son esprit était toujours prompt à l'émerveillement. Encouragés par ce succès, nous avons continué d'organiser

des conférences sur les sciences, mais notre auditoire a souvent été annihilé par d'autres professeurs qui parlaient avec la même sécheresse de ton et en utilisant la même terminologie que dans les amphithéâtres de l'Université.

Un *settlement* pourrait avoir le même grief à l'encontre des extensions universitaires que des écoles publiques, livresques et éloignées. Les gens simples veulent des expériences puissantes, vitales. Ils en sont encore au stade tribal de la connaissance [48], pour ainsi dire. Ils veulent entendre parler de grandes choses, mais dites avec des mots simples. Souvenons-nous que les premiers nomades n'étudiaient pas les brins d'herbe à leurs pieds, mais les étoiles au-dessus de leurs têtes, quoique d'un point de vue commercial, l'enquête sur l'herbe eût été beaucoup plus rentable.

Ces expériences sembleraient témoigner qu'il y a trop d'analyse dans notre pensée, et trop d'anarchie dans notre action. Peut-être que personne ne suit cette piste avec autant d'énergie que le Professeur Patrick Geddes, à Édimbourg. Il a entrepris d'inventer une synthèse graphique, une encyclopédie de connaissances ordonnées²⁰ qui, dans ses propres mots, s'efforce « d'exposer une synergie d'actions ordonnées qui leur correspondent ». L'« enquête régionale » sur les connaissances tirées de son *Outlook Tower*²¹ passerait ainsi dans une « activité régionale ».

Selon mon expérience, les *settlements*²² ont curieusement une plus grande complémentarité avec le recueil d'informations et l'analyse de situations des bureaux d'enquête, fédéraux et étatiques, qu'avec les recherches menées à l'université. Cela tient peut-être au fait que les bureaux accumulent des données qui pourront être mises au service de la législation, dans la perspective, donc, d'une application. Les premiers *settlements* ont plus ou moins enquêté sous la direction des bureaux. Tout récemment, le responsable d'un département du gouvernement fédéral a prié un *settlement* de rendre lisibles une masse de documents qui avaient été soigneusement compilés

dans des tableaux et des statistiques. Il espérait rendre accessibles les informations concernant le régime alimentaire et les conditions sanitaires aux locataires d'immeubles de rapport (*tenement houses*) qui en avaient malheureusement besoin. Ce haut-fonctionnaire a dit qu'il espérait que les *settlements* pourraient accomplir cette tâche, ne réalisant pas que rendre lisibles des informations ne suffisait pas. C'était confondre la formulation d'un énoncé de connaissance avec son application.

[49] Permettez-moi de prendre pour exemple un groupe de femmes italiennes qui amènent à Hull House, plusieurs fois par semaine, leurs enfants en retard de croissance pour qu'ils y soient soignés sous le contrôle d'un médecin. Il a été possible d'enseigner à certaines de ces femmes de nourrir leurs enfants avec des flocons d'avoine plutôt que du pain trempé dans du thé. Ce message n'est pas passé en recourant à des déclarations abstraites, mais moyennant une série de petits-déjeuners, le dimanche matin, donnés dans la crèche de Hull House. Ces femmes ont donc adopté un régime alimentaire à meilleur rendement nutritif grâce à une méthode sociale. En même temps, nous avons constaté que certaines de ces femmes suspendaient des sacs de sel au cou de leurs enfants pour repousser le mauvais œil, qui était supposé arquer leurs jambes avant de les faire dépérir. Les sacs de sel ont progressivement disparu sous l'influence des bains et de l'huile de foie de morue. En bref, le rachitisme a été maîtrisé sans qu'il ait été besoin de nier que le mauvais œil était la cause de la maladie et d'affirmer que la faute incombait au manque de propreté et de nutrition. Il n'a pas été besoin, non plus, de passer par la conviction intermédiaire que la maladie était le fruit de la Providence. Les femmes ont constitué un petit centre de soins intelligents (*intelligent care*) aux enfants, dont les effets se sont depuis fait sentir dans toute la colonie italienne. La connaissance était appliquée dans les deux cas, mais pas vraiment ainsi qu'aurait procédé un statisticien.

Les premiers collègues anglo-saxons ont été créés pour former les enseignants de religion. Pendant longtemps, la mission de ceux qui

avaient reçu cette éducation était de préparer la masse des gens à la vie d'outre-tombe. La connaissance traitait en grande partie de théologie, mais elle devait, au bout du compte, être appliquée : le test du diplômé n'était pas d'exhiber l'étendue de son érudition, mais de montrer son pouvoir de sauver des âmes. Alors que l'enseignement au collège se transférait de la théologie à des connaissances séculières, le test de sa réussite aurait dû se déplacer du pouvoir de sauver les âmes des personnes au pouvoir de moduler des relations saines avec leurs semblables et leurs environnements. Mais le collège a échoué dans cette mission et s'est donné comme critère de son succès le simple fait de recueillir et de diffuser des connaissances [50], d'ordonner des moyens à une fin et de tomber en amour avec ses propres réalisations. L'application des connaissances séculières n'a besoin d'être ni plus commerciale, ni plus pratique que celle du pasteur quand il appliquait sa théologie aux problèmes délicats de l'âme humaine. Cette tentative d'application de la part des *settlements* pourrait en fait passer par l'appréhension des situations.

Ce serait un curieux résultat si l'expression « science appliquée », dont le savant a toujours eu peur qu'elle le rende prisonnier d'influences commerciales, recélait le sel du pouvoir salvateur, celui de faire passer la recherche de sa seule fonction d'accumulation et de transmission à la fonction plus élevée, libératrice, de donner une orientation à la vie humaine. Tout en reconnaissant le risque de formuler une affirmation absurde et encore totalement infondée, je persiste à croire que le *settlement* a apporté une véritable contribution en appliquant la connaissance à la vie, en exprimant la vie elle-même dans les termes de la vie.

Selon cette conception, on peut encore signaler les efforts déployés par le *settlement* en vue d'atténuer la dureté de l'industrie par la mise en place de dispositions juridiques (*legal enactment*). Les résidents sont animés, non pas par ce vague désir de faire le bien qui caractérise le philanthrope, ni par cette soif de données et d'analyses qui distingue si souvent le « sociologue »²³, mais par le désir plus intime et

humain de garantir aux travailleurs, au-delà du règlement de la question du chômage et du salaire minimum, les pouvoirs de vivre et de jouir de la vie après avoir péniblement gagné sa subsistance. Les travailleurs devront avoir l'occasion de développer les qualités morales et intellectuelles supérieures dont dépendent les valeurs libres de la vie. Ainsi, le *settlement* doit œuvrer de plus en plus en vue de faire voter et de mettre en vigueur des lois, non seulement au nom des travailleurs, et en coopération avec eux, mais aussi avec tous les membres de la communauté qui se sentent concernés par cette exigence morale. La législation du travail a toujours été un sujet épineux en Amérique, en grande partie à cause de notre optimisme [51] et de la facilité relative à passer d'une classe à une autre.

La victime des ateliers de misère (*sweater's victim*)²⁴, qui espère sous peu devenir à son tour un entrepreneur, ne s'intéressera pas à une loi qui pourra la protéger momentanément, mais jouerait ultérieurement contre son intérêt. Un maçon, animé de l'ambition de devenir maître d'œuvre, n'est pas pressé de mettre en place de plus sévères réglementations des entreprises de construction. Pour faire voter une loi, pour protéger une petite catégorie de citoyens, il faut faire appel au sens moral de la communauté tout entière : la nature du cas interdit de ne faire appel qu'à cette petite catégorie. Des centaines de filles et de femmes souffrent constamment de problèmes de santé et de vitalité en raison de leurs longues heures de travail en usine. Pourtant, chacune d'entre elles est si confiante dans le fait qu'elle pourra se marier et quitter cette activité, chacune si convaincue que son travail en usine n'est que provisoire, qu'il est pratiquement impossible de les mobiliser dans un mouvement concerté pour l'amélioration de leurs conditions de travail.

Lancer un appel sensationnel en leur nom ou au nom des victimes des ateliers de misère est non-démocratique et ne fait souvent qu'accentuer la conscience des différences de classe. Quand les journaux nous racontent les horreurs de cette forme d'exploitation, la dépeignant avec toute une gamme de nuances de noirceur, telles

qu'aucun être humain, jusqu'au plus misérable, ne pourrait y travailler, il devient pratiquement impossible de présenter à l'esprit public à quoi ressemblerait un atelier acceptable. L'ordre et la propreté ne semblent pas nécessaires à l'esprit repu des horreurs des maladies contagieuses. Marteler que les employées des ateliers de misère ont une durée de vie moitié plus courte que celle, déjà courte, des ouvriers, ne suffit pas à provoquer l'intérêt du public. Lorsque le souci de susciter la compassion pour une famille pousse un journal à dégrader la totalité de l'humanité dans l'esprit des personnes bien intentionnées, l'affirmation selon laquelle les pauvres perdent la moitié de leurs enfants finit par n'être plus surprenante, dès lors que ces personnes meurent elles-mêmes tranquillement dans leurs lits, et non pas de froid et de faim. Mais cela ne fait qu'accroître le gouffre entre les nouvelles et ce qui existe réellement. L'auteur de petites histoires pour la presse sensationnaliste, qui gonfle imprudemment les faits et traite l'exceptionnel comme s'il était habituel, fait beaucoup pour détruire la conception de la vie humaine [52], dont l'expérience s'est lentement formée dans l'esprit de la communauté. Un appel irresponsable à une pitié primitive peut changer la situation dans un cas particulier, mais il sacrifie beaucoup trop, par ailleurs, à ce résultat.

Un *settlement* qui tente d'appliquer la connaissance de la vie aux problèmes industriels part du principe que les problèmes industriels sont des problèmes sociaux et que les efforts pour parvenir à une législation du travail sont précieux, dans la mesure où ils rendent les travailleurs et le reste de la communauté conscients de leur solidarité et où ils insistent sur leurs similitudes plutôt que sur leurs différences. Le *settlement* s'efforce constamment de faire comprendre aux habitants de son quartier comment celui-ci est partie prenante de la ville dans son ensemble : le quartier ne peut s'améliorer que si la ville s'améliore. À Hull House, nous avons entrepris de paver les rues de la circonscription avant de découvrir que nous ferions mieux de nous agiter pour réclamer une ordonnance et que le repavage devrait être financé par un fonds général pour être correctement fait. De même, nous avons tenté de contraindre légalement un entrepreneur de mettre en place

des salles de travail décentes pour les victimes de ses ateliers et nous avons été surprises de nous retrouver à organiser un meeting de masse afin d'inciter le Congrès à voter une loi fédérale.

Pendant trois ans, une des résidentes de Hull House a inspecté avec la plus grande objectivité les ruelles arrière de notre quartier, mais tous ses efforts ont été réduits à néant, parce que les services publics ne sont qu'une farce à Chicago. La méthode la plus rapide de nettoyage des allées est d'exiger l'abolition du système du contrat²⁵.

Le *settlement* a été ébranlé, en octobre et novembre de l'année dernière [1898], par la chronique de sept meurtres commis dans un rayon de dix blocs autour de Hull House, dans un quartier dont nous nous étions toujours vantés qu'il était sûr. Une petite enquête sur les détails et les motifs de ces crimes, et le hasard de la connaissance personnelle de deux des criminels, ont permis de faire le lien entre ces assassinats et l'influence de la guerre récente entre l'Espagne et les États-Unis²⁶ [53]. L'instinct de prédation n'est pas éteint en la plupart d'entre nous. Les personnes simples qui lisent des histoires de carnage et de sang versé en sont facilement impressionnées. Les habitudes de maîtrise de soi (*self-control*), qui ont été acquises lentement et imparfaitement, s'effondrent facilement. Certains psychologues pensent que l'action germe non seulement dans la pensée habituelle, mais qu'elle peut aussi être rapportée à la sélection et à la fixation de l'attention sur un sujet : cette décision quant à ce qui doit retenir l'attention serait ce qui détermine le cours de l'action. Les conversations de rue, les journaux et les affiches, pendant des semaines, racontaient des histoires de guerre ou agitaient des menaces de guerre. Les enfants jouaient à la guerre, dans la rue, jour après jour. Ils ne jouaient pas tant à libérer les Cubains qu'à tuer des Espagnols. Pendant des années, le *settlement* a soutenu que la vie de chaque enfant devait être considérée comme ayant de la valeur en soi : l'instinct humain devait mettre en suspens toute tendance à la cruauté, la loi et l'ordre devaient être observés, non seulement à la lettre, mais dans l'esprit. Et soudain, un événement national abolissait tous ces efforts.

Il ne fait aucun doute que nous nous habituons plus ou moins aux fautes et aux folies dont nous sommes constamment les témoins, alors qu'une résidente qui quitte un quartier de la ville pour un autre voit son point de vue gagner en fraîcheur. Elle débarque dans un quartier industriel pour constater que les ouvriers qui y habitent ont, vis-à-vis de ceux qui ont peu à peu cédé à l'amour de la boisson et basculé dans l'alcoolisme, une bonne dose d'indifférence et d'indulgence. Nombre de ces misérables étaient de braves gens, bien intentionnés, victimes de faiblesse de la volonté plutôt que foncièrement mauvais. La résidente peut être choquée par cette clémence, mais, avec le temps, elle se trouve elle-même à évaluer les milieux d'affaires avec un nouveau regard. Un homme d'affaires est constamment entouré d'hommes qui ont progressivement cédé à l'amour de l'argent jusqu'à, pour beaucoup d'entre eux, devenir des parjures, afin d'échapper au paiement de l'impôt. Certains d'entre eux sont allés jusqu'à [54] corrompre des conseils municipaux et des assemblées législatives afin de protéger leurs intérêts particuliers par des « lois nécessaires »²⁷. Pourtant, les autres hommes d'affaires tendent à juger de telles conduites avec indulgence, parce que c'est là une tentation qui leur est compréhensible, à laquelle ils ont plus ou moins cédé eux-mêmes, au moins par connivence, faute d'y participer. Pour un observateur libre, se tenant à équidistance, trop forcer sur l'alcool et négliger sa femme et ses enfants n'est finalement pas si différent que se parjurer ou faillir à son devoir envers l'État, tant du point de vue des motivations que des conséquences de ces actes.

Notre attention a été si longtemps retenue par les péchés de l'intempérance et de la négligence des obligations familiales que nous échouons à voir les péchés, tout aussi graves, de la cupidité et du non-respect du devoir social. Être aveugle au manquement social d'une classe à ses obligations et monter en épingle l'échec moral des pauvres qui boivent témoigne d'un manque singulier de compréhension des problèmes éthiques qui nous échoient. Des livres entiers ont été écrits sur la pauvreté et la misère résultant de l'alcoolisme et l'alcoolisme a en effet été surexploité plutôt que sous-exploité en tant

que cause de détérioration sociale. Par contre, les troubles sociaux résultant du manque de conscience civique attendent encore d'être examinés²⁸.

Il y a sans doute deux dangers auxquels le *settlement* est aisément exposé. Le premier est le risque, récemment souligné le Chanoine Barnett dans *Nineteenth Century Review* (1897/1909), de trop rapprocher l'esprit du *settlement* de l'esprit de la mission. La mission existera toujours, sera toujours nécessaire, mais sa nature en fait autre chose qu'un *settlement*. Ceux qui y adhèrent croient en certaines doctrines ou méthodes auxquelles ils souhaitent donner de l'ampleur, qu'il s'agisse de chrétiens, de socialistes, d'abstinents, de partisans politiques ; et ces suiveurs sont enrôlés et organisés, au sein de nombreuses machines, créées pour un objectif donné. Ils sont toujours en mesure de dire combien de personnes ils ont « atteintes » et combien elles sont à croire de façon similaire. Comme le dit le Chanoine Barnett, il est des moments où le caractère déterminé de la doctrine [55] et la mesure des motifs des humains semblent la chose la plus importante et à ce moment-là, le *settlement* peut paraître inefficace. Mais si les membres d'un *settlement* se montrent plus attachés à leur philosophie de prédilection qu'aux significations que la vie leur enseigne, si cette prédétermination les empêche d'être sensibles à ce qui les entoure et si leur esprit n'est pas libre de s'élever et de s'abaisser en phase avec celui de leurs voisins, occupé par des centaines de soucis et d'espoirs, alors le *settlement* a échoué.

Le second danger est la tendance à mettre l'accent sur ce que l'on pourrait appeler le « salut géographique ». Partout dans le monde, de la Russie occidentale au Japon, les gens se déplacent de la campagne à la ville, convaincus d'y rencontrer une vie plus heureuse. Une avant-garde en Angleterre et en Amérique est en train de revenir de la ville vers la campagne, un essaimage des plus riches, qui protestent contre le système industriel en s'échappant, aussi loin que possible, et en créant des petites colonies. Mais dans les limites de la ville elle-même, on rencontre également cette croyance dans un

« salut géographique ». Lorsqu'un quartier donné se dégrade et qu'il est envahi par des étrangers dont les habitudes diffèrent de celles de leurs voisins, les meilleurs habitants du quartier commencent à déménager, emportant avec eux leur sens de l'initiative et leur leadership naturel, de la même façon que leurs parents l'avaient auparavant apportée depuis leurs villages d'origine. Un *social settlement* choisit délibérément un tel quartier et s'y installe, mais ne doit pas trop insister sur ce fait en tant que tel. Ses relations sociales ont du succès si elles touchent à la vie des personnes les plus misérables et les plus isolées, et les amènent à participer davantage au patrimoine commun. Son enseignement est réussi s'il rend disponible et accessible ce qui était difficile et éloigné. Sa fonction la plus précieuse à ce jour réside dans ses efforts d'interprétation et de synthèse.

Hull House, Chicago

BIBLIOGRAPHIE

- ADDAMS Jane (1895), « The Art-Work Done by Hull-House, Chicago », *Forum*, 19 (July), p. 614-617.
- ADDAMS Jane (1892/1910), « The Subjective Necessity for Social Settlements », republié dans *Twenty Years at Hull House*, New York, Macmillan, chap. VI.
- ADDAMS Jane (1899), « A Function of the Social Settlement », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 13, p. 33-55.
- ADDAMS Jane (1902), *Democracy and Social Ethics*, New York, Macmillan.
- ADDAMS Jane (1907), *Newer Ideals of Peace*, New York, Macmillan.
- ADDAMS Jane (1910), *Twenty Years at Hull-House with Autobiographical Notes*, New York, Macmillan.
- ADDAMS Jane (1922), *Peace and Bread in Time of War*, New York, Macmillan Co.
- ADDAMS Jane (2002), *The Major Works of Jane Addams. Electronic Edition. Essays : 1881-1932*, Charlottesville, Virginia, IntelEx Corporation.
- BARNETT Canon & Mrs S. A. (1897/1909), « "Settlements" or "Missions" », in *Towards Social Reform*, Londres et Leipzig, T. Fisher Unwin, p. 271-288.
- BOAS Franz (1911), *The Mind of the Primitive Man*, New York, The Macmillan Company.
- DAVIS Allen F. (1973), *American Heroine : The Life and Legend of Jane Addams*, New York, Oxford University Press.
- DEWEY John (1897), « The Significance of the Problem of Knowledge », *The University of Chicago Contributions to Philosophy*, n° III, Chicago, The University of Chicago Press.
- DEWEY John (1902), « The School as Social Center », *The Elementary School Teacher*, 3 (2), p. 73-86.
- DEWEY John (1910/2016), *L'Influence de Darwin sur la philosophie et autres essais de philosophie contemporaine*, trad. fr. L. Chataigné Pouteyo, C. Gautier, S. Madelrieux et E. Renault, Paris, Gallimard.
- DISRAELI Benjamin (1845), *Sybil or the Two Nations*, Londres, Henry Colburn.
- DU BOIS W. E. B. & Isabel EATON (1899/2019), *Les Noirs de Philadelphie*, Paris, La Découverte.
- ELSHTAIN Jean Bethke (2002), *Jane Addams and the Dream of American Democracy*, New York, Basic Books.
- ENGELS Friedrich/Frederick (1845/1887), *The Condition of The Working Class in England in 1844*, with Appendix written in 1886, and Preface in 1887, trad. Florence Kelley Wischnewetzky, New York, John W. Lowell Company.
- FISCHER Marilyn (2019), *Jane Addams's Evolutionary Theorizing. Constructing "Democracy and Social Ethics"*, Chicago, University of Chicago Press.
- FISCHER Marilyn, NACKENOFF Carol & Wendy CHMIELEWSKI (eds) (2009), *Jane Addams and the Practice of Democracy*, Champaign, University of Illinois Press.

- FARRELL John C. (1967), *Beloved Lady : A History of Jane Addams' Ideas on Reform and Peace*, Baltimore, MD, The Johns Hopkins University Press.
- GROSSER Hugo S. (1906), « The Movement for Municipal Ownership in Chicago », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 27 (« Municipal Ownership and Municipal Franchises »), p. 72-90.
- HAMINGTON Maurice (2009), *The Social Philosophy of Jane Addams*, Urbana, University of Illinois Press.
- HAMINGTON Maurice (ed.) (2010), *Feminist Interpretations of Jane Addams*, University Park, Pennsylvania State University Press.
- JAMES William (1890), *Principles of Psychology*, 2 vol., New York, Henry Holt & Co.
- JAMES William (1904), « The Pragmatic Method », *The Journal of Philosophy, Psychology and Scientific Methods*, 1 (25), p. 673-674.
- JAMES William (1911), « On The Moral Equivalent of War », *McClure's Magazine*, repris in Id., *Memories and Studies*, New York, Longmans, Green & Co, p. 265-296 (écrit en 1910 pour l'Association for International Conciliation).
- KNIGHT Louise W. (2005), *Citizen : Jane Addams and the Struggle for Democracy*, Chicago, The University of Chicago Press.
- KNIGHT Louise W. (2006), « Garbage and Democracy : The Chicago Community Organizing Campaign of the 1890s », *Journal of Community Practice*, 14 (3), p. 7-27.
- KNIGHT Louise W. (2010), *Jane Addams : Spirit in Action*, New York, Norton.
- LIVINGSTON Alexander (2016), *Damn Great Empires ! William James and The Politics of Pragmatism*, New York, Oxford University Press.
- RESIDENTS OF HULL-HOUSE, A Social Settlement at 335 South Halsted Street, Chicago, Ill. (1895), *Hull-House Maps and Papers : A Presentation of Nationalities and Wages in a Congested District of Chicago, Together with Comment and Essays on Problems Growing Out Of the Social Conditions*, New York, Thomas Y. Crowell & Co.
- STARR Ellen Gates (1895), « Art and Labor », in *Hull House Maps and Papers*, New York, Thomas Y. Crowell & Co, chap. IX.
- STARR Ellen Gates (2003), *On Art, Labor, and Religion*, M. J. Deegan & A. M. Wahl (eds), New Brunswick, NJ, Transaction Books.
- STOCKING George W. Jr. (1966), « Franz Boas and the Culture Concept in Historical Perspective », *American Anthropologist*, 68 (4), p. 867-882.
- STRONG Josiah (1885), *Our Country : Its Possible Future and its Present Crisis*, New York, The Baker & Taylor Co.
- TRIGGS Oscar Lovell (1902), *Chapters in the History of the Arts and Crafts Movement*, Chicago, The Bohemia Guild of the Industrial Art League.
- WHITE Morton G. (1947), « The Revolt Against Formalism in American Social Thought of the Twentieth Century », *Journal of the History of Ideas*, 8 (2), p. 131-152.

- WHITMAN Walt (1902), *The Complete Writings of Walt Whitman*, Issued under the editorial supervision of his literary executors, Richard Maurice Bucke, Thomas B. Harned, and Horace L. Traubel, with additional bibliographical and critical material prepared by Oscar Lovell Triggs, New York et Londres, G. P. Putnam's Sons.
- WOODS Robert A. & RESIDENTS AND ASSOCIATES OF THE SOUTH END HOUSE (1898), *City Wilderness : A Settlement Study (South End Boston)*, Boston et New York, Houghton, Mifflin and Company.
- ZANGWILL Israel (1892), *Children of the Ghetto*, New York, The Jewish Publication Society of America.

NOTES

1 Jane Addams (1899), « A Function of the Social Settlement », *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 13, p. 33-55. À l'exception de la note 15 de l'auteure, les notes d'édition sont de la main du traducteur (Daniel Cefaï).

2 Il pourrait s'agir de Benjamin Disraeli, auteur de *Sybil or the Two Nations* (1845), alors qu'il était membre du Parlement (MP). Il deviendra premier ministre en 1868, puis de 1874 à 1880. Ce livre décrit les conditions de vie des classes laborieuses et paraît presque simultanément avec *The Condition of the Working Class in England* de Friedrich Engels (1845). Il a été inspiré par le mouvement chartiste sur lequel Thomas Carlyle avait publié son *Chartism* en 1839. Le thème des « *Two Nations* », lié à celui de la « *Condition of England Question* », est au cœur de la littérature anglaise qui, à partir des années 1830, dénonce les conséquences néfastes de la révolution industrielle. Addams et les membres des *settlements* avaient dans leurs bibliothèques les œuvres de l'époque victorienne (outre celles citées, Charles Dickens, Elizabeth Gaskell, Charles Kingsley...) et leur sensibilité sociale en étaient imprégnée. La correspondante et traductrice d'Engels aux États-Unis était Florence Kelley, résidente de Hull House de 1891 à 1899, en passe de prendre la direction de la Ligue nationale des consommateurs à New York.

3 Samuel Augustus Barnett (1844-1913), dit Canon Barnett, le chanoine de l'Abbaye de Westminster, est à l'origine du premier centre social universitaire de Toynbee Hall. Les Barnett sont également connus pour leur implication, à partir de 1869, dans la Charity Organization Society, fondée par Helen Bosanquet et Octavia Hill à Londres, puis, en 1882, pour la création de la East End Dwellings Company, fixant un modèle de logement accessible pour les travailleurs et les pauvres, et après 1904, pour leur établissement dans la Hampstead Garden Suburb, conçue par Raymond Unwin et Sir Edwin Lutyens. « Barnett publiera également une note d'introduction » à *New Poor Law or No Poor Law : Being a Description of the Majority and Minority Reports of the Poor Law Commission*, Londres, J. M. Dent & Co, 1909, un livre de présentation des rapports majoritaire et minoritaire de la Commission royale sur les lois sur les indigents (Poor Laws).

4 La formulation des choses est un peu différente dans « The Subjective Necessity for Social Settlements » (1892/1910) où Addams explique qu'il faut instituer la « fonction sociale » de la démocratie et la rajouter à l'idéal politique, et où elle pose la « réciprocité » de « la dépendance des classes l'une à l'autre ». Cette transaction entre classes sociales devait contribuer à transformer la démocratie politique en démocratie sociale. Entre-temps, il y a eu la grève

Pullman (1894), qui a été un choc politique, pour elle comme pour Dewey.

5 John Dewey (1897), « The Significance of the Problem of Knowledge », re-publié plus tard dans Dewey (1910/2016), *The Influence of Darwin on Philosophy*, chap. 11.

6 Publié plus tard, en 1904, comme William James, « The Pragmatic Method ».

7 Au sens de cursus de formation d'avant le Master pour le *College* et de cursus d'études de Master et de doctorat de l'Université. Le *settlement* serait ainsi un troisième type d'institution, dédié à la mise à l'épreuve pratique ou à l'application des savoirs.

8 Cette insistance sur la « vie » réelle, concrète, pratique est typique de la « révolte contre le formalisme » que Morton G. White (1947) a pointée chez Holmes, Dewey, Veblen ou Beard, dans des domaines aussi divers que le droit, la philosophie, l'économie ou l'histoire. White souligne la constellation de concepts comme « vie, expérience, processus, développement, contexte, fonction » que partagent ces auteurs, auxquels nous pourrions rajouter James en psychologie, Mead en sociologie, ou Addams et Follett à propos du travail social et de l'organisation communautaire.

9 Sans rentrer dans les détails, Ellen Gates Starr (2003), co-fondatrice de Hull House, pensait que l'art offre un soulagement des conditions de vie et de travail difficiles et qu'elle est un outil d'émancipation à travers l'accès à la jouissance de la beauté esthétique et plus encore à travers la pratique de l'art. Les « pratiques de la tête » devraient être liées aux « pratiques de la main ». Cf. Addams (1895 – repris en 2002), ou E. G. Starr (1895), « Art and Labor », in *Hull House Maps and Papers*, chap. IX. Plus tard, Hull House serait l'un des lieux de naissance de la thérapie par l'art.

10 Le *social settlement* mise autant sur la *knowledge of acquaintance*, le savoir « par accointance », familier, pratique et affectif, antéprédictif ou préreflexif, des qualités élémentaires des choses, des personnes et de leurs relations, que sur la *knowledge-about*, la connaissance déjà médiatisée par les catégories de l'entendement – voir William James (1890 : 221-223).

11 *Powers of life* : l'expression apparaît à deux reprises dans le texte (pages 38 et 50). On la retrouve dans *Democracy and Social Ethics* (1902), quand Addams traite des pouvoirs de contrôle de soi et de développement dont l'enfant ne dispose pas encore (67) et des pouvoirs de faire le lien avec le reste de sa vie que l'éducateur peut libérer. Dans *Twenty Years at Hull-House* (1910), il est question de pouvoirs de production (142), de jouissance (des arts : 148) et d'invention (348). Pour mieux comprendre la vie et la pensée de

Jane Addams : Farrell, 1967 ; Davis, 1973 ; Elshtain, 2002 ; Knight, 2005 et 2010 ; Hamington, 2009 et 2010 ; Fischer *et al.*, 2009 ; Fischer, 2019.

12 Sur la communauté italienne dans le Near West Side, voir les remarques d'Alessandro Mastro-Valerio, 1895, dans les *Hull-House Maps and Papers*.

13 Ce pourrait être Ellen G. Starr, marquée par l'esthétique morale de John Ruskin, co-fondatrice de Hull House et créatrice d'une galerie d'art, la Butler Gallery, à Hull House en juin 1891 et de la Chicago Public School Art Society ; ou encore Enella Benedict, professeure à la School of the Art Institute of Chicago, qui y enseigne également et prend en charge les ateliers de Hull House à partir de 1892 (dessin, peinture, sculpture, reliure, poterie ou vannerie).

14 Cette association « Arts et Artisanats » (*Arts and Crafts*) est créée à Hull House en 1897. Elle était partie prenante d'un mouvement artistique réformateur qui s'est développé, des années 1880 à 1920, dans les domaines des arts décoratifs, de l'architecture, de la peinture et de la sculpture. L'ami en question est sans doute Oscar Lovell Triggs, à l'époque instructeur d'anglais à l'Université de Chicago, passionné de Walt Whitman dont il co-édite les œuvres complètes (1902), qui fonde l'Industrial Art League en 1899, publie *Chapters in the History of the Arts and Crafts Movement* (1902), et sera par la suite l'éditeur du *Bulletin of the Morris Society of Chicago*.

15 [Note de Jane Addams] Tous ceux d'entre nous qui ont fréquenté des écoles et des universités à l'ancienne se souviennent de l'ennui et de la confusion de toujours se préparer à quelque chose, en particulier à la vie qui viendrait à la fin des études. Nous nous souvenons peut-être aussi de la façon dont cela a affecté notre nature morale. Nous étions pressés maintenant, mais nous serions plus tranquilles et plus gentils ensuite. Nous finissions par croire fermement dans une nouvelle nature morale, forte, qui nous serait échue au moment de la remise des diplômes. Cette attitude de préparation est facilement transposée dans la vie au-delà de l'école.

16 Il est intéressant de voir que dès 1899, comme ce sera le cas trois ans plus tard dans l'article de John Dewey, « The School as Social Center » (1902), la discussion sur l'extension de l'usage des écoles publiques est déjà engagée, alors que le mouvement des centres sociaux ne se déploiera pleinement que dix ans plus tard.

17 Le Musée du travail (Labor Museum) ouvrirait en 1899 à Hull House. Addams le présente en 1911, dans un discours à la grande exposition de Chicago sur le bien-être des enfants (Chicago Child Welfare Exhibit), comme « une tentative de faire le lien, du mieux que nous pouvions, entre certaines des expériences que les parents avaient vécues dans le vieux pays et les expériences très différentes que les enfants vivaient en Amérique ».

18 Par « *race characteristics* » (p. 46), il ne faut pas tant entendre « caractéristiques raciales » que « culturelles ». La catégorie de « race » est encore universellement utilisée pour désigner l'espèce (humaine), la race (au sens des « Blancs », « Jaunes », « Bruns » ou « Noirs ») ou tout simplement la nationalité ou la culture (on dénombrerait ainsi une vingtaine de « races » différentes en Europe au tournant du siècle). Le tournant culturaliste de Franz Boas (Stocking, 1966) advient entre l'article « *Human Faculty as Determined by Race* » (1894) et une série d'articles qui suivent, où il critique racisme et évolutionnisme. Après la publication de *The Mind of the Primitive Man* (1911), les cultures se déclinent au pluriel, avec le sens anthropologique que nous leur connaissons aujourd'hui. Plus loin, nous traduirons « *Colleges of the Anglo-Saxon race* » (p. 49) par « collèges anglo-saxons ».

19 Jane Addams donne des précisions sur son rapport à Tolstoï dans *Twenty Years After* (1910 : chap. XII), depuis sa lecture de *My Religion* et la fascination qu'exerçait sur elle cet « homme qui avait la capacité d'élever sa vie au niveau de sa conscience, de traduire ses théories en action » (p. 262), jusqu'à sa rencontre avec lui lors d'un voyage en Russie en 1900.

20 L'*Encyclopedia Synthetica Schematica* de Patrick Geddes et Paul Otlet, parfois qualifiée d'outil d'éducation visuelle ou d'instruction civique, sera publiée en 1912 à

Bruxelles (Union des Associations Internationales) et Édimbourg (Outlook Tower).

21 L'Outlook Tower, qui abrite aujourd'hui l'Institut Geddes, est un bâtiment situé à Édimbourg, en Écosse, sur la section Castlehill du Royal Mile, à côté du château d'Édimbourg. Elle a été achetée et rénovée par Patrick Geddes en 1892, qui l'a transformée en un poste d'observation et en musée géographique, d'où élaborer une nouvelle science de la planification urbaine et régionale et développer l'éducation civique du public.

22 Sur les premières enquêtes par des *social settlements*, cf. *Hull-House Maps and Papers* (1895) par les membres de Hull House, *City Wilderness* par Robert A. Woods et les membres de la South End House (1898) ou W. E. B. Du Bois & Isabel Eaton, *Les Noirs de Philadelphie* (1899/2019).

23 « *Sociologist* » : à noter les guillemets dans le texte original. En 1899, la sociologie n'a rien d'une discipline identifiée et d'une profession stabilisée, dans des universités encore en train de s'inventer.

24 Sur le *sweatshop system*, voir les enquêtes de Florence Kelley et Elizabeth Chambers Morgan et la promulgation, avec le soutien du gouverneur John P. Altgeld, proche de Hull House, d'une loi de régulation des conditions de travail et de

limitation des horaires de travail des femmes et des enfants en 1893 par l'État de l'Illinois. Suite au lobbying d'un certain nombre d'industriels, certaines parties de la loi seront déclarées inconstitutionnelles par la Cour suprême de l'Illinois (Supreme Court of Illinois, *Ritchie v. The People*, 18 March 1895).

25 Il s'agit de l'enquête sur la propreté des voies publiques du quartier de Hull House, menée par Addams, et de sa bataille contre l'*alderman* de sa circonscription [l'équivalent d'un maire d'arrondissement (*19th ward*) aux pouvoirs élargis, membre du Conseil de la Ville (City Council)] et contre l'administration municipale pour mettre en place un dispositif de collecte des ordures. Elle raconte la bataille politique que cette action a occasionnée dans *Twenty Years* (1910, chap. 13, p. 288-289) : « La participation à la vie quotidienne de la part du titulaire d'une charge publique a infiniment plus de valeur que les nombreux discours sur l'éducation civique, car en fin de compte, nous attribuons le plus facilement du crédit à ce que nous voyons. L'inspection minutieuse, combinée à d'autres causes, a entraîné une nette amélioration de la propreté et du confort du quartier. Un beau jour, alors que nous annonçons au Woman's Club la chute du taux de mortalité de notre quartier, passé du troisième au septième rang parmi les circonscriptions de Chicago, les applaudissements qui ont suivi ont témoigné d'un vrai sens de la participation au résultat et attesté

des progrès de l'esprit public. Mais la propreté du quartier devenait beaucoup trop populaire pour que cette situation convînt à notre tout puissant *alderman* ! Il a trouvé un moyen de nous contourner en éliminant complètement le poste ! Il a fait voter par le conseil municipal une ordonnance qui associait la collecte des ordures ménagères au nettoyage et à la réparation des rues, et qui plaçait l'ensemble de ces activités sous l'autorité d'un inspecteur général à l'échelle de la circonscription. Le poste devait bien entendu être pourvu en vertu du statut de la fonction publique, mais seuls les hommes étaient éligibles à ce concours. Ce dernier règlement, modifié par la suite en faveur des femmes, a cependant été conservé suffisamment longtemps pour les tenir à l'écart de cette charge d'inspection du dix-neuvième arrondissement. » Sur le système du contrat, Knight (2006).

26 La Guerre hispano-américaine (*Spanish War* aux États-Unis, *Desastre del 1898* en Espagne) est un conflit armé qui a duré d'avril à août 1898, avec pour conséquences l'indépendance de Cuba en 1901, au terme d'une guerre d'indépendance nationale menée par les Cubains eux-mêmes, et la cession aux États-Unis de Porto-Rico, des Philippines et l'île de Guam. Ce moment est considéré comme celui de la sortie de l'isolationnisme et de la naissance de l'impérialisme américain. La position contre la guerre d'Addams n'était pas la plus commune dans le mouvement progressiste, une bonne partie du

Social Gospel, par exemple, s'alignant sur les thèses de Josiah Strong (1885) à propos de la supériorité de la « race anglo-saxonne » et de son appel à la colonisation. Elle rejoignait les indignations de William James qui, pendant les dix dernières années de sa vie, deviendrait un membre actif de la Ligue anti-impérialiste (Anti-Imperialist League) (Livingston, 2016). Sur l'instinct de prédation, on comparera avec la « dimension bestiale » des « instincts militaires »

27 Les scandales de corruption politique étaient monnaie courante à Chicago. L'affaire qui défrayait la chronique en 1899 était celle des tramways pour l'exploitation desquels Charles T. Yerkes (le « baron voleur ») avait failli obtenir en 1897 du Sénat de l'État de l'Illinois une franchise de cinquante ans (Humphrey Bill), avant que les sénateurs ne se dessaisissent de cette décision au profit du Conseil municipal (Allen Law). Entre 1897 et 1899, ce manège politique allait donner lieu à une véritable révolte civique contre les édiles de Chicago (Grosser, 1906). Jane Addams avait elle-même critiqué la politique des transports qui segmentait la ville et contraignait les plus pauvres à payer plusieurs fois un ticket de dix cents, ce qui représentait alors une heure de salaire. Le débat sur la propriété municipale des transports en commun (mais aussi de l'eau, du gaz, de l'électricité ou du téléphone traités comme des « monopoles naturels ») allait se déployer jusqu'à ce que des candidats se présentent en 1904 aux élections municipales de New York

sous les couleurs du tiers parti, la Ligue pour la propriété municipale (Municipal Ownership League). L'Independence Party, toujours dirigé par William Randolph Hearst, lui succède et présente un ticket aux élections présidentielles de 1908.

28 Soulignons ici l'originalité du point de vue de Jane Addams. En mettant en regard, comme deux fautes symétriques, la fraude fiscale et l'alcoolisme, elle relativise et critique la morale de sa propre classe sociale et fait apparaître la connexion entre formation des problèmes sociaux, organisation de l'expérience collective et orientation de l'attention du public.

**DE L'IMPRESSIONISME
SOCIAL À L'ACTION
INSTITUTIONNELLE:
TRAJECTOIRE DES
SETTLEMENTS (1906)**

MARY KINGSBURY
SIMKHOVITCH

L'ORGANISATION DU SETTLEMENT¹

[Greenwich House a été fondée en 1902, avec l'organisation de la Co-operative Social Settlement Society. La composition démocratique de cette association, qui inclut dans son conseil de direction, outre les résidents de la Maison, des locataires de longue date du quartier, a donné son caractère singulier au développement de cette entreprise. Formée à l'Université de Boston, Mme Simkhovitch a mené des études doctorales à Radcliffe, Berlin et Columbia. Son expérience de *headworker* de Greenwich House a également été mise au service de deux autres organisations newyorkaises, le College Settlement et la Friendly Aid House. Le bâtiment du 26 Jones Street, ainsi qu'une vieille résidence adjacente, ont été achetées l'an dernier.

Différentes lignes d'activités extérieures et la résidence dans le voisinage d'un certain nombre de groupes identifiés avec Greenwich House ont ancré le *settlement* dans le Lower West Side. L'action de Mme Simkhovitch, personne de ressource et d'initiative dans les entreprises sociales et civiques, est devenue incontournable. Elle a fondé la Société de développement de Greenwich Village (Greenwich Village Improvement Society) et l'Association des travailleurs de quartier (Neighborhood Workers Association). Un leader politique local qui parlait d'elle, l'hiver dernier, à un dîner de *beefsteak*², l'a désignée comme « une bonne candidate pour le poste de gouverneur ».

Éditeur de *Charities & the Commons*³.

Les premiers *settlements*, comme on le sait, étaient des groupes de personnes qui souhaitaient associer leur sort à celui de leurs voisins, dans les quartiers surpeuplés de certaines grandes villes. Ils s'y sont implantés, mais il s'agissait bien de personnes, pas de plantes. Ils devaient avoir des maisons où vivre, bien sûr, de taille suffisante pour pouvoir offrir leur hospitalité. Ils ont payé de leur poche les frais engagés, aidés par des amis qui enviaient leur vie au *settlement* et qui, faute d'y participer en personne, souhaitaient contribuer à la

maintenance du groupe. Ceux qui vivaient dans la maison et leurs amis qui les soutenaient financièrement partageaient un point de vue en commun. Tout ce qui était entrepris par le *settlement* était décidé par la communauté de personnes intéressées, intensément, de façon vitale, par la vie du quartier. Dans ces circonstances initiales, la question de qui était habilité à prendre des décisions importantes n'était pas à l'ordre du jour. Un tel moment n'était pas encore venu : l'action du *settlement* était de l'ordre de l'écoute, de la sensibilité et de l'apprentissage de la part des premiers résidents, plutôt que de la campagne pour améliorer les conditions de vie des voisins. Cette première étape pourrait être qualifiée de moment d'« impressionnisme social ». Et de même que chaque enfant est supposé répéter dans une certaine mesure les étapes du développement de l'humanité, chaque nouveau résident du *settlement*, aujourd'hui, doit traverser cette phase où il se laisse impressionner par l'environnement auquel il est exposé. Dès lors que ce résident a perdu sa capacité à être impressionné, il atteint un stade de cristallisation où il n'a plus grande valeur pour le *settlement*.

La capacité de comprendre le monde alentour, de l'apprécier et de sympathiser avec est donc la marque distinctive des premiers *settlements*, comme elle l'est de chaque nouveau résident. Elle est un moment crucial de la vie de cette organisation. Traçons maintenant l'évolution du *settlement* à partir de son groupe homogène d'origine : comment la « plante » ou l'institution a-t-elle grandi, et comment, simultanément, une nouvelle forme d'administration s'y est-elle développée ? Les groupes originaux ont été accusés de sentimentalisme parce que le sentiment plutôt que l'action était l'élément le plus visible de leur premier engagement. Une analyse élémentaire révèle cependant, comme cela a été indiqué, que cette étape d'imprégnation par des impressions est nécessaire et précieuse. Agir sans comprendre est aussi peu scientifique que stupide. L'identification de la vie des résidents du *settlement* avec la vie des habitants du quartier est donc cruciale. Sans cela, aucun progrès réel ne serait possible. Très vite, divers besoins du quartier ont commencé à être perçus, que

le *settlement* a tenté de combler. Le problème de l'importance de ce qu'il y avait à faire, de sa place dans une séquence ou de sa corrélation avec d'autres actions se posait peu. Ce qui primait était plutôt le désir de répondre aux besoins identifiés. C'était un élan pratique et authentique.

Des cours de couture ont commencé à se former. La baignoire familiale a été mise à la disposition des voisins. La cour était remplie d'enfants heureux. De l'argent a été prêté, des histoires racontées. Pendant ce temps, la conscience se développait de l'insuffisance de tels moyens pour s'attaquer à la racine des graves problèmes – civiques, éducatifs, industriels et sociaux – qui se déclaraient jour après jour. Les résidents, conscients de l'insuffisance de leurs efforts isolés, ont commencé à s'allier avec les forces déjà au travail et en ont aidé d'autres à naître ; les *settlements* eux-mêmes se sont remplis de clubs sociaux et de classes d'enseignement. L'accroissement de ces activités a exigé une supervision experte et une bonne gestion. Le travail d'expertise impliquait la nécessité d'augmenter les dépenses d'administration. Il fallait collecter plus d'argent qu'auparavant et l'argent provenant de toute source amicale était le bienvenu, que ces contributeurs fussent bien informés et en harmonie intelligente avec les activités du *settlement*, ou non. Avec le développement d'activités requérant des dépenses en argent considérables, des conseils d'administration ont vu le jour. Les contributeurs aux finances ont très naturellement souhaité partager les responsabilités des décisions prises pour dépenser leur argent. Par conséquent, des personnes qui n'avaient peut-être aucune connaissance personnelle de la vie du quartier se sont identifiées à la conduite des affaires des *settlements*. La croissance des activités a en même temps souvent conduit à l'abandon de petits locaux et à la construction de grands bâtiments. L'institution et son conseil d'administration sont ainsi venus en grande partie compléter l'organisation initiale du *settlement* autour d'un groupe d'amis menant une vie de famille.

La valeur fondamentale du *settlement* est son identification à la vie du quartier. Elle avait entre-temps commencé à exercer son attrait non seulement auprès des individus, mais aussi de forces sociales déjà existantes. Les sociétés charitables et en particulier les églises ont vu les avantages que les *settlements* avaient tiré du fait de rester sur le terrain et d'établir des relations avec les faits et les gens du quartier. Elles ont alors commencé à copier cette proximité, à adopter un plan d'implantation de postes frontières pour le travail caritatif ou religieux, et à instituer ainsi une nouvelle espèce de mission. En l'absence de toute propagande particulière, des groupes de personnes ont pu se rassembler, décider de mettre en place un *settlement* et le gérer à leur guise ; ils ont pu employer un agent qui exécute leurs ordres ou mette en œuvre leurs idées. C'est pour de telles organisations que les représentants des syndicats ont exprimé leur manque de confiance, au motif que le capital, par de tels moyens, peut se fortifier directement sur le territoire de ses ennemis. Sous couvert de *settlement*, il établit des relations cordiales qui neutralisent la perception du besoin de la lutte de classes industrielle.

Examinons à présent les formes de vie de ces *settlements* et essayons de découvrir les pièges qu'ils ont à éviter ou les voies qu'ils ont à suivre. Nous ne pouvons manquer de remarquer que les *settlements* ont, par leurs expérimentations, prouvé la valeur de certaines formes de progrès social qui, à leur tour, ont souvent été reprises par d'autres agences. La croissance du gouvernement municipal a été particulièrement forte au cours de cette période. Dans les plus grandes villes, par conséquent, les activités des *settlements* ont été reprises les unes après les autres par les municipalités, comme cela a été le cas pour la formation professionnelle au travail manuel ou au travail domestique, ou pour la mise à disposition de terrains de jeux ou de jardins d'enfants. La fonction de l'école publique a été considérablement élargie. Les départements de santé et des parcs publics ont intégré des revendications qui jusque-là n'avaient pas été formulées. Alors que la croissance des activités sociales de la part de la ville, de l'église, de l'école et des organisations charitables a été marquée, le

settlement a fluctué dans sa forme, passant de la simple maisonnée vivant la vie de quartier à la grande institution, à part entière, avec son imposant éventail de gestionnaires. La méthode du *settlement* s'est déployée en suivant trois étapes que l'on peut décrire assez succinctement comme celles de : (1) l'impressionnisme social, (2) l'interprétation et (3) l'action. Quelle qu'en soit la forme, le *settlement* peut être déclaré authentique si cet ordre temporel et cet ordre logique ont été respectés. Sinon il ne s'agit que d'une mission ou d'une organisation qui réalise une conviction a priori.

La première étape est donc celle de l'impressionnisme social, le moment de l'afflux de la vie, dans tout ce qu'elle a d'éclatant, sur des personnalités sensibles et attentives. Des impressions de groupe voient alors le jour. Un groupe doit développer une image de la vie plus variée, plus complexe et plus véridique que ce qu'un individu seul aurait pu espérer obtenir.

La deuxième étape, celle de l'interprétation, émerge de ces impressions de groupe. Le groupe du *settlement* doit transmettre ce qu'il sait – non pas des confidences intimes qui n'appartiennent qu'à une seule personne, mais tout ce que le *settlement* a découvert en matière de vertu et de beauté, de vie entravée ou de conditions économiques tragiques. Il peut l'exprimer de mille manières différentes, par des drames ou des histoires, dans des rapports scientifiques ou dans de simples conversations. Mais les vraies découvertes ne peuvent être gardées secrètes. Le savoir passionné, quel qu'il soit, s'épanche en propagande. Les nouvelles doivent être transmises.

La troisième étape est celle de l'action. Agir sur la base des connaissances acquises est le but du *settlement*. Sans une telle action, son existence est stérile : il n'est alors qu'un lieu de vie intéressant et pédagogique pour ses résidents. Encore une fois, comme dans le cas de la deuxième étape, l'interprétation peut se faire de différentes manières, de sorte qu'une action positive peut suivre d'innombrables méthodes. Il n'est pas du tout essentiel que le *settlement* fasse lui-même le travail,

sa responsabilité est seulement de veiller à ce que le travail soit fait. Dans un cas donné, il dépendra de l'environnement de savoir quelle est l'agence appropriée pour accomplir les opérations nécessaires. Dans une communauté socialement indifférenciée, le *settlement* lui-même entreprendra sans aucun doute ces opérations et du fait de sa conscience et de son efficacité, il développera des caractéristiques institutionnelles. Dans une communauté dont la structure sera plus développée, le *settlement* aura de plus en plus tendance à se défaire de ses diverses activités et à en confier la responsabilité à d'autres agences existantes, à la municipalité ou à des associations créées pour répondre à des besoins spécifiques. Dans ce cas, le *settlement* prendra des initiatives et développera des coopérations plutôt qu'il n'administrera directement.

Nous voyons dès lors que le mot « institutionnalisme », une notion floue pour beaucoup, dissimule en fait la véritable question qui n'est jamais : « Un *settlement* doit-il être une institution ? », mais plutôt « Un *settlement* peut-il, dans ces conditions, s'institutionnaliser ? » Ce qu'un *settlement* entreprend dépend alors de toute une série d'autres phénomènes sociaux. Mais la méthode sous-jacente reste la même et nous détenons la clé de l'authenticité du *settlement* en recourant au test de cette méthode. Qu'il s'agisse du groupe le plus simple dans la plus petite maison, ou d'un groupe de grande taille occupant un bloc entier de bâtiments imposants et proposant des centaines d'activités, on a affaire, dans l'un ou l'autre cas, à un *settlement* si toutes les actions qui en émanent sont fondées sur les connaissances acquises par le groupe à travers ses impressions atmosphériques de la vie environnante. Mais aucun groupe, si petit ou si grand soit-il, ne devrait s'appeler un *settlement* s'il a une vision arrêtée et préconçue de la vie du quartier et des méthodes à utiliser pour en développer les meilleures possibilités.

C'est précisément là que la relation des conseils d'administration au *settlement* acquiert une plus grande visibilité. Leurs directeurs, dès lors qu'ils sont étroitement identifiés à la vie du *settlement*

et s'imprègnent des impressions qu'ils y reçoivent, sont des initiateurs de politiques et des gestionnaires légitimes. Peu importe que les conseils d'administration soient composés de capitalistes, de résidents ou de représentants du quartier dès lors que leurs membres sont en contact vital avec la vie du quartier ou avec une partie de celui-ci. La façon dont ce contact vital est établi est sans importance, ce qui compte est qu'il existe réellement.

Dans un *settlement* idéal, la direction pourra être confiée à un groupe composé des trois éléments : les amis qui fournissent une aide financière, les résidents eux-mêmes et les voisins intéressés. Mais le point essentiel pour un *settlement* réel réside dans la capacité pour la direction, quelle que soit la forme qu'elle prend, d'être profondément impressionnée par la vie du quartier et de n'agir qu'à la lumière des connaissances acquises par l'expérience réelle. Un voisin intelligent, animé par un intérêt vital pour les affaires du quartier, sera probablement un membre précieux du conseil d'administration. Il est également vrai que ceux qui lèvent la majeure partie des fonds nécessaires ont souvent une plus grande expérience des affaires et probablement un meilleur sens de la mesure des dépenses que ceux qui sont plus personnellement liés à la vie environnante. Ils sauront quoi faire en se basant sur des faits de façon plus adéquate que ceux qui les éclairent de leur expérience du quartier. Il n'y a rien de sacré à être un « résident » ou un « voisin ». Certains résidents et certains voisins n'auraient aucune expérience valable sur laquelle fonder leur action ou ne sauraient quoi faire, même après avoir été exposés à des impressions vives et utiles. Le rôle que joue la maisonnée dépend de la durée de résidence, de la formation et de la personnalité de ses membres, mais dans tous les cas, l'administrateur éclairé de la politique du *settlement* – le résident principal (*head resident*) – accueillera favorablement la discussion la plus complète et la plus libre. Celle-ci est inestimable pour prendre les décisions qui attestent de l'efficacité et de la fécondité de la vie du *settlement*.

Pour résumer, on peut être confronté à un prétendu *settlement* qui est en réalité une agence d'action pour un groupe ou une société, avec une politique déclarée. Une telle organisation peut être très utile, mais elle est mal nommée, car une agence exécutant des ordres de l'extérieur sans ancrage direct dans la vie du quartier ne peut pas être un véritable *settlement*. Un véritable *settlement* laisse la vie lui montrer la voie. Avec un cœur et un esprit ouverts, les membres du *settlement* font face aux problèmes sociaux. Dans ce centre d'influence, la révélation de ce qui peut et doit être fait doit venir de la vie elle-même. Inverser cet ordre, c'est engendrer autre chose, de totalement différent, dont la valeur n'est pas l'objet du présent document.

NOTES

1 Simkhovitch Mary Kingsbury (1906), « Settlement Organization », *Charities and the Commons*, vol. XVI, p. 566-569 (traduction par Daniel Cefai).

2 Les *Beefsteak Dinners* étaient des rituels de ripaille entre amis d'université, de club ou de travail, dans des tavernes rustiques, où les convives, des hommes jusqu'à la fin XIX^e siècle, consommaient de la viande grillée au barbecue tout en buvant, chantant, racontant des histoires. Au début du XX^e siècle, ces repas peuvent aussi prendre place sur des terrasses, dans des hôtels ou des restaurants et ils peuvent également rassembler des femmes.

3 *Charities and The Commons*, dont le sous-titre était « Un journal hebdomadaire de philanthropie et de progrès social », était né de la fusion des organes de la New York Charity Organization Society (Edward T. Devine), du Chicago Commons (Graham Taylor) et de la Jewish Charity (Lee Frankel). Il servait à l'origine de médiation entre les organisations caritatives et les *social settlements* du pays, contribuant à disséminer et standardiser leurs pratiques, à diffuser des informations à l'échelle nationale et à offrir une plate-forme de réflexion collective sur la « charité » d'abord, puis sur la « philanthropie », et plus largement, sur le mouvement de réforme sociale et de reconstruction civique. Ce périodique deviendra en 1909 *The Survey : A Weekly*

Journal of Constructive Philanthropy (p. 39). Il est pris en main par Robert W. DeForest (l'un des fondateurs de la Provident Loan Society, société de crédit à but non lucratif et responsable de l'enquête sur les conditions de logement dans les immeubles de rapport, les *tenements*, conduisant à la loi de 1901). Il publiera les résultats du Pittsburgh Survey. Plus tard encore, de 1921 à 1932, il lancera un supplément pour un public beaucoup plus large, *The Survey Graphic*, avec Paul Kellogg comme éditeur à partir de 1912, journal qui deviendra autonome en 1933 (c'est là que sortira par exemple le numéro spécial sur « Harlem : Mecca of the New Negro »).

**LE SOCIAL
SETTLEMENT:
SON FONDEMENT
ET SA FONCTION
(1907)**

GEORGE HERBERT MEAD

Le mouvement des *social settlements* remonte au début des années 1870¹. Il est apparu à Londres à l'initiative d'hommes de l'Université d'Oxford – en premier lieu, le Chanoine Barnett. Le mouvement dans ses formes antérieures était plus ou moins clairement religieux ou ecclésiastique dans sa nature. Ses développements ultérieurs ont été, dans l'ensemble, à l'opposé de ce point de vue. Le *social settlement* a su se distinguer par lui-même, dans la communauté, comme une institution qui a ses propres raisons d'existence, ses propres types d'activités et ses propres critères de jugement. Il est une excroissance de la maison, de l'église et de l'université. L'université et l'église ont été responsables de sa création, et leurs idées créatrices se sont fixées dans un type d'établissement qui est le lieu d'habitation de ceux qui s'y engagent. Cette demeure ne devait pas être simplement la résidence de ceux qui avaient entrepris des travaux philanthropiques et scientifiques dans les quartiers de la ville frappés par la pauvreté. Le fait essentiel a été que ces gens vivaient sur le lieu même de leurs centres d'intérêt. La pierre angulaire de la théorie du *social settlement* a été que les résidents s'identifient avec la portion immédiate de la communauté où se trouve leur travail en y élisant leur domicile. C'est là la fondation des autres caractéristiques de la théorie et de la pratique des *social settlements*. Et cela en fait une institution distincte de l'église ou de l'université. Le *social settlement* pourrait sembler n'être que la simple expression de l'engagement missionnaire de l'église. Car si le missionnaire s'installe nécessairement parmi ceux pour qui il travaille, le travailleur du *social settlement* peut être considéré comme un observateur scientifique des phénomènes sociaux, sur lesquels il ne peut enquêter avec précision que dans la mesure où il s'identifie avec la communauté *qui est* son objet d'étude. Ainsi, de nombreux scientifiques sont-ils devenus membres de tribus et de communautés étrangères pendant de longues périodes. Ils ont gagné leur confiance de cette façon qui seule pouvait leur donner accès à l'information qu'ils cherchaient. Le travailleur dans un *social settlement* se distingue du missionnaire ou de l'observateur scientifique du fait tout d'abord qu'il est chez lui dans la communauté où il vit. Ses tentatives d'améliorer les conditions

qui l'entourent et ses enquêtes scientifiques sur ces conditions s'enracinent dans les relations humaines de proximité avec ses voisins et dans la conscience du quartier qui en découle. Il n'habite pas là où il habite pour sauver ces âmes de la perdition, ni pour en étudier les diverses manifestations. Mais il est en mesure de traiter plus intelligemment la misère qui l'entoure et de mieux la comprendre parce qu'il se trouve ici chez lui².

C'est ce choix d'habiter sur place qui a rendu possible pour les *social settlements* de surgir de façon sporadique et de regrouper des communautés d'hommes et de femmes de caractères et de convictions si différents. Chaque *social settlement* s'administre tout seul. Il justifie son existence par la réalité de son identification avec la communauté dans laquelle il s'est établi.

Il est intéressant de noter que les *social settlements* ont prospéré là et seulement là où il y a eu une vraie (109) démocratie. Ni la France avec sa société en mille-feuilles et ses castes sociales, ni l'Allemagne, avec sa croyance fondamentale que la société doit être contrôlée par des bureaux d'experts, n'ont offert un terrain favorable au développement de ces *social settlements*. En France, il est impossible à des personnes appartenant à des groupes sociaux différents de se mélanger à d'autres groupes. En Allemagne, personne n'acceptera l'intervention d'autrui à moins que celui-ci porte un uniforme qui lui confère le droit de réclamer une information, de demander un service ou d'offrir une assistance. Je ne connais personnellement qu'un seul *social settlement* en France, et il s'agit en fait d'une mission catholique³. Il y a quelque temps, un étudiant en sciences sociales dans une université allemande a demandé à son professeur l'autorisation de démarrer un *social settlement* à Berlin et il lui a été répondu qu'il ferait mieux de se consacrer à ses études afin d'obtenir la formation nécessaire pour être ensuite de quelque utilité dans la communauté.

Ce n'est qu'en Angleterre et en Amérique, où l'opinion de l'homme ordinaire est à l'œuvre dans le contrôle social, qu'il est paru important

pour les travailleurs sociaux de s'identifier avec cette conscience sociale afin d'orienter leurs propres activités.

Il y a deux phases dans l'activité sociale et morale moderne, qui ont mieux réussi dans les social settlements qu'ailleurs. L'une de ces étapes est l'intérêt toujours grandissant pour les problèmes sociaux ; l'autre est l'émergence d'un nouveau type de conscience morale, qui ne se préoccupe pas tant de chercher des motifs d'agir convenablement dans une situation donnée que d'y trouver ce qui y est bien ou mal. Je pense que ces deux étapes sont le résultat d'une prise de conscience morale, convergente avec la science moderne. Je pense pouvoir illustrer la première par une expérience vécue l'été dernier.

J'ai eu la chance de rencontrer le représentant de l'US Marine Corps United Hospital qui avait pour mission d'enquêter sur les lépreux qui vivent dans un état de ségrégation, sur l'île de Molokai, dans l'archipel hawaïen⁴. Je ne doute pas que beaucoup d'entre vous se souviennent du Père Damien et de cette brillante lettre, éloquente et cinglante, de Robert Louis Stevenson, appelée par un commentateur mal interprété et personnel du Dr Hyde de Honolulu sur le Père Damien. Si vous vous rappelez cette lettre vous aurez une vision précise de ce que, dans l'esprit de Stevenson, signifiait l'immolation de soi dans cette colonie de lépreux de Molokaï. Il apparaît comme un exemple du plus haut degré de sacrifice de soi et d'abnégation que l'histoire missionnaire ait offert. Le caractère abominable de cette maladie sans espoir a ajouté une dimension de répulsion à l'engagement du missionnaire dont l'héroïsme semblait unique, *sui generis*, même dans les annales des missionnaires.

J'ai eu de nombreuses conversations avec ce pathologiste qui fréquentait la même colonie de Molokai, et qui est en contact aussi étroit avec ces lépreux que l'était le Père Damien. Il sait qu'il peut se protéger de l'infection, ce que le Père Damien ne savait pas. Il n'a pas l'intention de suivre le Père Damien jusque dans la tombe. Mis à part ce point, je ne vois pas pourquoi l'on n'attribuerait pas une auréole

resplendissante à ce scientifique comme Stevenson l'avait fait pour le Père Damien. Car l'ambition qui inspire ce médecin qui travaille nuit et jour dans l'espoir de découvrir un traitement qui guérirait la maladie, ou tout au moins en allégerait les souffrances, est tout aussi noble. Cependant, il ne m'est jamais venu à l'esprit, même bien plus tard, longtemps après ces conversations, de ne pas le considérer comme ayant eu beaucoup de chance, ce qu'il pensait d'ailleurs de lui-même. Il s'était posé un problème scientifique encore (110) non résolu, et était animé non seulement d'un intérêt de savoir, mais aussi par un intérêt humain, dans les conditions les plus favorables et avec des ressources illimitées. Il avait déjà travaillé aux Philippines dans des circonstances moins favorables sur la variole, et avait contribué à accroître notre connaissance sur cette maladie. Son appétit pour ce genre de défi était aussi affûté que la lame d'un couteau.

C'est précisément de cette différence entre l'obligation de s'acquitter d'un devoir désagréable et l'intérêt grandissant pour un problème stimulant intellectuellement que témoigne l'attitude du résident dans le *social settlement*. Il serait le dernier à se sentir tenu par un austère sens du devoir ou à considérer son occupation comme une contrainte. On retrouve le même intérêt chez le résident du *social settlement*, dont la première tâche est de comprendre son environnement social que chez l'observateur scientifique des phénomènes sociaux. Sa vertu la plus grande n'est pas la dévotion aveugle, mais l'intelligence. Il n'y a rien de plus intéressant que la vie humaine si vous pouvez en devenir une partie consciente. C'est le privilège du *social settlement* que d'être une partie immédiate de sa propre communauté, d'avoir accès à ses conditions de vie sans *a priori*, et celui de ses membres, plutôt que d'être les défenseurs de dogmes ou de règles de conduite préétablis, de découvrir quels sont les problèmes de cette communauté et, de l'intérieur, d'aider à en trouver les solutions. Vous trouverez ces social settlements dans les lieux où les problèmes de la vie industrielle et sociale moderne se concentrent. C'est la chance de notre temps que la conscience morale soit en mesure de se rallier à un si vaste courant d'intérêt intellectuel.

L'autre fonction du *social settlement* ou de ce mouvement dont le *social settlement* est l'illustration la plus concrète, c'est de nous permettre de former de nouveaux jugements moraux quant à ce qui est bien et mal, là où nous étions dans le doute. C'est ici que le *social settlement* s'est rendu capable d'actions qui étaient hors de portée pour l'église. L'église appelle à bien se conduire, et non à trouver ce qui est droit et juste. Alors que ses dogmes sont abscons, sa moralité est d'une simplicité uniforme.

Quand, donc, de nouveaux problèmes émergent, comme celui de la légitimité de l'employeur à utiliser ses droits de propriété pour contrôler et exploiter le travail des enfants et des femmes, ou comme le problème de la justice du syndicat engagé dans des efforts pour faire augmenter les salaires et résoudre mille autres difficultés, l'église s'avère incapable de les résoudre. Elle n'est pas équipée pour et elle ne maîtrise pas les techniques scientifiques pour inventer les solutions appropriées. En attendant, elle se tait pour ne pas ajouter d'inquiétude inutilement. Les seuls problèmes sociaux sur lesquels l'église s'est exprimée récemment ont été la tempérance et la chasteté.

D'un autre côté, le *social settlement* n'est pas engagé dans une lutte contre des maux déjà déterminés, mais dans la découverte de ce que sont ces maux ; il ne s'applique pas à énoncer des jugements moraux déjà connus, mais il cherche à formuler de nouveaux jugements moraux. Non pas que le *social settlement* doive être confondu avec l'université dans ses travaux scientifiques. Il est plus qu'un observateur, il enquête sur la situation. Il s'est lui-même volontairement transformé en une partie de la communauté. Il est en quête de sa propre mission, et ne dicte pas aux autres leurs devoirs. Il découvre des lignes de conduite appropriées, plutôt que des faits préconçus. Le *social settlement* est pratique dans son attitude, tout en appliquant les méthodes de l'enquête scientifique. Il montre concrètement à la communauté comment former de nouveaux jugements moraux.

NOTES

1 George Herbert Mead, 1907, « The Social Settlement : Its Basis and Function », *University of Chicago Record*, 1907-1908, p. 108-110 (conférence donnée au Leon Mandel Assembly Hall, Université de Chicago, le 28 octobre 1907, pour le Settlement Day). Traduction de l'anglais au français par Florence Duprey et Jean-Marie Bataille, revue et annotée par Daniel Cefai.

2 Mead fréquentait Hull House où il donne par exemple une conférence sur « The Chicago School Situation » en 1907, après la résignation par le maire Fred A. Busse des membres du Bureau de l'éducation de la ville. Jane Addams y avait été invitée à diriger le School Management Committee à l'automne 1905. Mead déplore le fait que Busse nomme des experts et des entrepreneurs, au lieu d'en faire une instance qui « représente intelligemment les intérêts sociaux des groupes les plus étendus d'enfants » : G. H. Mead, 1907, « Our Public Schools », *The Public*, 10, 481, p. 281-285, ici p. 284.

Pour mettre en regard ce que Mead dit des *settlements* et des écoles, on pourra lire le texte de sa conférence au City Club : G. H. Mead, 1907, « The Educational Situation in the Chicago Public Schools », *City Club Bulletin*, 1, p. 131-138.

Par ailleurs, Mead suivait de près la naissance et le développement du Palama Settlement à Honolulu, inspiré de Hull House (il y donne une conférence le 14 septembre 1909). Et

il était directement impliqué dans l'University of Chicago Settlement House pour lequel il coordonnera un certain nombre d'enquêtes dans le quartier des Stock Yards (au Special Collections Research Center, dans les George Herbert Mead Papers 1855-1968, la Box 16 Folder 12 contient la version corrigée par la main de Mead des épreuves du livre d'Ernest L. Talbert, *Opportunities in School and Industry for Children of the Stockyards District*, 1912). Pour mieux saisir le lien fort de Mead à Mary McDowell, la fondatrice du *settlement* de l'Université, il faut lire G. H. Mead, 1929, « Mary McDowell », *Neighborhood : A Settlement Quarterly*, 2, 2, p. 77-78.

3 Il doit s'agir de L'Œuvre sociale de Marie Gahéry, colonie qui s'installe en 1896 dans le quartier de Popincourt. Mead ne connaît pas la Coopération des idées ouverte le 9 octobre 1898 au Faubourg Saint-Antoine. La Fondation universitaire de Belleville, université populaire inspirée de Toynbee Hall, serait inaugurée l'année suivante, en 1900, au 151 rue de Belleville, de même que l'Union Mouffetard, tenue par des normaliens socialistes.

4 L'île de Molokai abritait une colonie de lépreux créée en 1866 par l'assemblée législative de Hawaï sur la péninsule de Kalaupapa, sous le règne de Kamehameha V. Le Père Damien, prêtre catholique belge, s'y installe en 1873. Il y sera contaminé

et en mourra le 15 avril 1889. La lettre de Robert Louis Stevenson, qui visite Molokai en 1889, s'intitule *Father Damien : An Open Letter to the Reverend Dr Hyde of Honolulu* (1890). C'est une réponse au vitriol au Révérend C. M. Hyde, dont la lettre était parue dans un journal presbytérien le 26 octobre 1889. Sur la connaissance de première main de Hawaii par Mead, cf. Daniel R. Huebner (2014), *Becoming Mead : The Social Process of Academic Knowledge*, Chicago, The University of Chicago Press.

LES SOCIAL SETTLEMENTS ET L'ANARCHIE (1908)

GEORGE HERBERT MEAD

Un mois s'est écoulé depuis l'assassinat du père Heinrichs à Denver et trois semaines depuis la tragédie qui s'est produite dans la maison du chef de la police de cette même ville¹. La communauté en a été profondément troublée². Le trouble n'a pas été causé par le simple fait qu'un homme a abattu un prêtre dans une ville lointaine, et qu'un autre homme a été tué au cours de sa tentative présumée d'assassiner un policier. Malheureusement, les événements criminels au caractère désespéré ne sont que trop fréquents dans cette ville et dans ce pays. Chaque jour ou presque, des meurtres aux détails révoltants sont diffusés dans la presse quotidienne. Ils nous apparaissent pourtant comme des événements singuliers.

En règle générale, personne ne suppose que l'étude de leurs détails pourrait éclairer nos esprits ou élargir nos cœurs. Mais ces deux crimes se sont emparés de l'esprit du public parce qu'ils semblaient symboliser une agression meurtrière organisée contre l'Église et l'État. Le révolutionnaire russe paraissait s'être apprivoisé parmi nous. Le prêtre tremblait alors qu'il se rendait à l'autel et le chef de la police s'attendait nerveusement à la réalisation d'un complot contre sa vie. Le public a réclamé que ce culte étrange et impardonnable, non-américain, de l'anarchie, soit déraciné.

Mais toutes les enquêtes de la police, ici et à Denver, ont échoué à faire de ces actes autre chose que des actes d'individus isolés. Aucun associé, aucun complice de Giuseppe Alia ou de Lazarus Averbuch³ n'a été trouvé qui permette de conclure à une conspiration. Et il ne reste plus guère qu'un intérêt funèbre à signaler contre qui le sentiment confus du public a été dirigé.

*

Il y a tout d'abord la société Giordano Bruno, groupe italien qui encourage le sentiment national, et qui est anticlérical au sens où il plaide pour la séparation de l'Église et de l'État. Il exprime un sentiment très puissant, et tout à fait respectable, en Italie, le même

sentiment qui a été responsable de la récente législation anticléricale en France, et qui avait auparavant, en Espagne, conduit à l'expropriation de leurs terres des ordres monastiques. Il est vrai que les membres de cette société n'ont pas toujours été prudents dans le choix de leurs expressions quand ils attaquaient le clergé. Mais aucun élément de preuve n'a été ou ne pourrait probablement être fourni qui puisse associer la société Giordano Bruno, de quelque manière que ce soit, au meurtre du père Heinrichs à Denver, ou qui pourrait ouvrir la voie à des crimes aussi scandaleux dans cette ville. Pourtant, le public est resté avec le vague sentiment que cette organisation ou des organisations similaires avaient leur part dans des meurtres brutaux prémédités.

Le deuxième groupe de la ville qui a pâti de façon injustifiée de ces événements est la population juive russe qui, dans l'esprit du public, doit être accablée des péchés d'Averbuch. Ceux qui entrent en contact avec eux les accusent ouvertement d'être des poseurs de bombes. Les policiers et les conducteurs de tramways n'hésitent pas à leur imputer sommairement des doctrines et des projets révolutionnaires. Et nous voyons surgir les prémices d'un mouvement antisémite menaçant une population pacifique et respectueuse de la loi. Car le public en proie à l'incertitude et au malaise ne fait pas la distinction entre l'individu, dont l'acte est encore incompréhensible, et le groupe social dont il fait partie. Nombre de familles de ce peuple inoffensif mettent tout en œuvre pour obtenir l'argent de passage pour les membres qui n'ont pas encore été en mesure de les rejoindre dans une Amérique soi-disant libre. Ils sont terrifiés par les menaces de la législation et par l'application drastique et inintelligente de nos lois d'exclusion actuelles⁴, qui peuvent diviser à jamais les familles dans des cas où il n'y a pas la moindre raison pour justifier une telle division.

Enfin, [troisième victime], les *settlements* sont entrés en scène comme coupables des abus les plus immérités qui puissent être imaginés. Deux membres haut placés de la police, et de façon notable, l'*Inter Ocean* et l'organe officiel de l'archevêque catholique – mais

aussi à un degré moindre, d'autres journaux, que ce soit dans leurs chroniques éditoriales ou dans la présentation des nouvelles – ont de façon aberrante et scandaleuse, mal interprété, cité de façon erronée et discrédité l'un des rares moyens dont dispose la ville pour comprendre et interpréter et pour donner la parole aux grandes masses de personnes nées à l'étranger, cette composante si importante de notre communauté.

*

Cette attaque contre les *settlements* est particulièrement ridicule. Le fait que nous ayons agressé de manière injustifiée les Italiens et les Juifs russes est dû à notre ignorance de [qui sont] ces personnes parmi nous. Nous les avons invitées à venir chez nous. Nous leur avons ouvert nos portes au nom de la liberté politique. Nous les avons séduites par les publicités sournoises et souvent mensongères des navires à vapeur et des compagnies de chemin de fer. À eux seuls, les migrants ont pourtant rendu possible notre énorme expansion industrielle et ont fourni les mains innombrables pour bâtir notre immense Babylone. On les pleure dans le Sud.

Même les navires qui ont apporté l'or chèrement acheté pour tenir lors de la dernière crise financière n'avaient pas de cargaison aussi précieuse que les paquebots qui ont déposé, semaine après semaine, les pièces vivantes des machines qui ont quadruplé notre commerce extérieur, en si peu de temps, les muscles et les nerfs qui ont propulsé nos chemins de fer de l'avant et qui ont produit les richesses des fermes et des mines. Notre négligence pour nos voisins, qu'en tant qu'Américains nous avons héritée de la vie de pionnier et de l'empreinte qu'elle a laissée sur notre communauté, a fait que nous n'avons pas prêté attention à ces personnes. Une liberté politique abstraite, qui n'a que peu de sens positif pour eux, et la scolarisation de leurs enfants ont été nos seules dispositions pour leur assimilation.

Leur étrangeté, leur mal du pays, leur misère et leur humanité ont été transformés en une monnaie politique, dévalorisée par la politique de la circonscription électorale (*ward*). Parmi ces gens sont apparus les *settlements*, qui ont visé avant tout à rendre intelligible, à comprendre et à médiatiser, à servir d'ambassadeurs, entre le monde des affaires, de la politique et de l'industrie, trop impatient et trop pressé pour réfléchir aux moyens qu'il met en œuvre et les hommes, les femmes et les enfants, souffrants, maltraités, qui ont rendu possible Chicago, la deuxième ville du pays.

C'est vers les *settlements* que nous aurions dû nous tourner pour comprendre ces communautés que nous avons attaquées de façon si abusive. Ce sont les *settlements* qui auraient pu éclaircir les liens possibles entre ces tragédies et les peuples étrangers dont nous savons si peu. La charité, l'assistance immédiate aux personnes qui souffrent, est la plus petite part de la mission des *settlements*. Le besoin le plus criant, que nous avons été trop préoccupés pour entendre, était le besoin de compréhension, la compréhension qui est plus chère au cœur humain que le pain, la compréhension qui pourrait faire évoluer des méthodes et des institutions stéréotypées afin qu'elles accomplissent leur devoir dans de nouvelles conditions⁵. Le besoin de l'intelligence démocratique qui réalise que Dieu a fait d'un seul et même sang toutes les nations des hommes.

Les *settlements* ont été trop peu nombreux, trop peu dotés en personnel et en ressources, pour remplir cette tâche, qu'ils ont été presque seuls à assumer. Mais il est malsain que la communauté s'attaque à ceux qui ont compris et qui ont essayé de nous faire comprendre en quoi consiste la tâche de transformer en citoyens américains ceux qui ont été appelés pour contribuer à faire la prospérité de ce pays.

*

Chicago est responsable de sa police et de sa presse. En tant que communauté, elle n'est pas responsable de ses *settlements*, mais ce n'est certainement pas une raison pour que la police et la presse attaquent les *settlements* et les personnes qu'elles essaient de comprendre. Ce que l'on doit regretter le plus, c'est qu'une émotion aussi forte et profonde ait pu advenir en ville avec un résultat si malheureux et en apparence si désespéré. Peut-être cela nous a-t-il fait sentir que nous avons besoin de lumière, de plus de lumière si nous voulons progresser avec confiance dans notre tâche cruciale de construction de la communauté (*community-building*).

NOTES

1 L'article « Social Settlements and Anarchy » a été écrit par Mead sous le coup de l'émotion de l'assassinat du Père Leo Heinrichs, prêtre franciscain, dans l'église St Elizabeth of Hungary, à Denver, Colorado, le 23 février 1908, par un anarchiste sicilien, Giuseppe Alia. Ce commentaire à chaud avait été refusé par le *Record-Herald* dans un premier temps, avant d'être accepté par *The Public*. Traduction de l'anglais au français par Daniel Cefai.

2 Note des rédacteurs de *The Public*. La disposition des journaux de Chicago à réprimer une discussion rationnelle – même modérément défensive – lorsque le cri de « chien enragé » est lancé contre l'« Anarchie ! », peut être inférée du fait que cet article, écrit il y a environ trois semaines par un éminent éducateur de Chicago, lié à l'Université, a été refusé à la publication par le *Record-Herald*. L'article est signé « Geo H. Mead ».

3 Lazarus Averbuch était l'immigrant juif russe, qui avait survécu au pogrome de Kishinev (dans l'actuelle Moldavie), tué par le chef de la police de Chicago George Shippy le 2 mars 1908. Sa mort dans des circonstances troubles a déclenché une vague d'antisémitisme contre les quartiers juifs, perçus comme des nids d'anarchistes. Cf. Jane Addams, 1908, « Chicago Settlements and Social Unrest », *Charities and the Commons*, 20, May 2, 1908, p. 155-166.

4 La loi du 3 mars 1875 interdisait l'entrée des prisonniers et prostituées, auxquels la Loi sur l'immigration de 1891, qui fondait le Bureau de l'immigration, rajoutait les personnes atteintes de maladies contagieuses, les coupables de « turpitudes morales » et les personnes reconnues comme « indigentes ou polygames ». Les amendements de 1903 étoffaient la liste d'exclusion des « épileptiques, malades mentaux, mendiants professionnels et anarchistes ». 1907 est l'année où l'arrivée de migrants aux États-Unis est la plus forte – plus d'un million de personnes débarquent à Ellis Island. La même année est votée une nouvelle loi sur l'immigration qui restreint l'entrée des « imbéciles, personnes faibles d'esprit, les enfants de moins de 17 ans non accompagnés et les personnes présentant après examen des problèmes mentaux ou physiques qui nuiraient à leur capacité de gagner leur vie ». Le droit d'entrée sur le territoire américain passait en outre de 0,5 à 5 dollars. Enfin, le Chinese Exclusion Act de 1864, qui ne sera abrogé qu'en 1943, restreignait drastiquement l'immigration chinoise.

5 Mead alterne entre *comprehension* et *understanding* – dans un sens pas très éloigné de *interpretation*.

**SUR LE RÔLE
DES SOCIAL
SETTLEMENTS:
POUVOIR DE
L'ENQUÊTE
ET ESPRIT DE
VOISINAGE (1910)**

GEORGE HERBERT MEAD

Le *settlement* est une excroissance de la philanthropie ecclésiastique¹. Il existe actuellement de nombreux *settlements* qui dépendent des églises pour une bonne part de leur soutien matériel et spirituel. Et pourtant il est fort probable que les résidents de ces mêmes *settlements* insisteront sur le fait que leur activité singulière est fondamentalement différente de celle des églises, et qu'il est nécessaire de maintenir cette attitude particulière et parfois même d'insister sur cette différence pour que le *settlement* puisse faire son propre travail. La plupart des *settlements* se déclarent libres de toute relation religieuse et revendiquent cette liberté.

Le moment et le lieu de cette rencontre-ci² sont des preuves suffisantes de la relation étroite qui existe entre les *settlements* et la charité organisée. La charité organisée opère constamment et efficacement par le biais des *settlements*, mais le *settlement* ne peut en aucun cas être considéré comme faisant partie de la charité organisée. Il ouvre un domaine dans lequel la charité organisée peut opérer, mais il n'est pas et ne peut pas être identifié avec ces activités caritatives.

Il existe de la même façon des relations entre l'université et le *settlement*. Le travail éducatif a été l'une des phases les plus marquantes de la vie des *settlements*. Des cours de toutes sortes ont été conçus pour ceux qui avaient besoin d'une formation. Le *settlement* a été un centre naturel d'extension de l'université : il a constitué un domaine dans lequel l'enseignement et l'investigation propres à l'université ont pu être menés. Il a fourni un point de départ pour certains types d'enquête sociale qui n'auraient pu être entreprises qu'avec les plus grandes difficultés hors du *settlement*. Mais un *settlement* ne pourra jamais devenir le département d'une université, pas plus que la mission d'une église, ou le bureau d'un district de charité organisée. Sitôt qu'il deviendrait l'une de ces entités, il cesserait d'être un *settlement*.

Son caractère de foyer (*home*) dans la communauté le distingue de toutes les institutions avec lesquelles il a pu être comparé. La particularité du *settlement* est que ses résidents sont chez eux, à la maison,

dans le quartier de la ville où ils se sont installés. Ce n'est pas une station plantée par une autre institution pour sauver des âmes, ni un comptoir de distribution de soupe et de charbon, ni un laboratoire où l'on examine des phénomènes d'un genre particulier. Ce qui enracine le *settlement* dans la communauté, c'est le fait que ses résidents y vivent : c'est leur port d'attache et leur base d'intervention (*pou sto*). C'est ce qui empêche ou prévient son institutionnalisation, ce qui en fait un domaine dans lequel diverses institutions peuvent opérer sans se l'annexer comme une partie d'elles-mêmes. Cette nature de foyer des *settlements* rend également compte de leur très grande diversité. Ils varient en fonction du caractère des résidents qui y sont domiciliés, et il n'existe pas de forme institutionnelle distincte qui leur donne une identité générale ou structurelle. Il est vrai que certains types d'activités se retrouvent assez uniformément dans tous les *settlements*, comme les cours du soir, les postes d'aide aux personnes nécessiteuses, les clubs pour garçons et les salles de réunion de quartier.

Mais la relation de ces activités avec le *settlement* et ses résidents leur confère un caractère qui les distingue du même type d'activités que l'on rencontre dans d'autres institutions. Là où la vie du *settlement* est authentique, toutes ses activités ont pour source le voisinage. Elle exempte l'assistance de la condescendance de la charité personnelle et de l'abstraction de la charité organisée. Elle redonne au professeur et à l'élève la relation personnelle qui était sacrifiée à l'école au nom de l'efficacité de l'enseignement. La conséquence la plus importante de la proximité (*neighborliness*) dans la conscience du quartier (*neighborhood consciousness*) est peut-être que les relations des résidents avec leurs voisins touchent à tous les aspects de la nature et de la conduite humaines. Les résidents ne doivent pas se spécialiser dans un seul aspect de l'humanité, ils ne doivent pas considérer les personnes avec lesquelles ils sont en contact quotidien comme de simples cas. Nous apprenons peu à peu à apprécier l'importance de statistiques recueillies avec compétence, mais la compréhension du sens de ces statistiques se donne à nous par la sympathie, en nous mettant à la place des autres personnes. C'est l'expérience

des résidents du *settlement* qui rend une telle interprétation particulièrement possible et naturelle.

À titre d'illustration, je peux me référer aux textes qui ont été publiés grâce aux relations de voisinage de Jane Addams [et des résidents de Hull House]³. Il y a un avantage inhérent à la vie des professions : la protection que l'attitude professionnelle donne au professionnel contre tous les autres aspects des individus avec lesquels il traite, à l'exception de son intérêt immédiat. Cette protection est cruciale pour l'accomplissement du travail professionnel. Faire abstraction de tout sauf de ce qui est au cœur de l'attention des êtres humains est aussi un refuge dans lequel la nature humaine, auto-satisfaite, sensible et incertaine peut se retirer des implications pénibles de la misère humaine. Le professionnel a tendance à développer une coquille spirituelle et à devenir un mollusque. Le prédicateur qui veut sauver des âmes, le médecin qui veut guérir des malades, l'anthropologue qui cherche à déterminer des types physiques, l'artiste qui observe et reproduit des personnages ou des situations, et jusqu'au travailleur social qui étudie les effets de l'alcoolisme ou de l'accélération du travail en usine, tous vont se vêtir de l'armure du professionnalisme. Aucun d'entre eux ne peut devenir un voisin au sens plein du terme de celui qui est devenu un voleur en compagnie des voleurs. Chacun d'entre eux pourrait efficacement soigner ses plaies, et pourtant aucun d'entre eux ne pourrait l'interpréter de façon adéquate auprès de la communauté.

Bien sûr, il est tout à fait possible que le professionnel soit aussi un voisin. Et en effet, le pouvoir sélectif de la vision professionnelle est le plus grand atout dont nous disposons pour révéler les situations et les expériences humaines que nos voisins comprendront et interpréteront.

Mais si le *settlement* est le foyer depuis lequel il est possible d'aborder les problèmes moraux et sociaux avec la sympathie la plus large

et la plus directe, il est aussi la station où il est possible de les étudier sur un mode scientifique.

Il y a une discussion très générale à l'étranger sur la question du contrôle scientifique – ou de la conduite morale. Je n'ai pas l'intention d'entrer dans tous les détails. Certaines implications de cette question doivent toutefois être prises en considération si nous entreprenons de comprendre le *settlement*. Ces implications sont les suivantes : un *settlement* est, en dans un certain sens, nécessaire pour porter un jugement sur le problème social et, plus spécifiquement, sur le problème moral qui découle de la pauvreté, de l'ignorance, de la congestion urbaine – en général, des problèmes de la misère humaine. Nous avons abandonné la doctrine selon laquelle la misère humaine qui s'accumule dans nos grands centres industriels est due à l'imprévoyance, à la paresse ou à la nature vicieuse des individus qui y sont rassemblés. Nous ne croyons plus que la délinquance juvénile puisse être prise en charge de manière adéquate, voire intelligente, par un tribunal pénal. C'est à un tribunal pour mineurs doté de pouvoirs extraordinaires que nous nous adressons désormais, et même là, il est reconnu qu'en tant que tribunal, cette nouvelle institution est impuissante et inefficace pour traiter les causes de la soi-disant criminalité juvénile.

Nous reconnaissons que la prostitution dans nos villes est un phénomène plutôt bien établi et qu'elle est imputable à nos condamnations morales habituelles. Nous forçons la prostituée à rester une prostituée du fait de l'interdiction (*ban*) que nous lui imposons, et nous garantissons la marchandise dans le commerce impie dans lequel elle est asservie⁴.

J'ai évoqué trois des fléaux [misère, délinquance, prostitution] les plus poignants qui ravagent la société. Il y a des réponses à chacun des jugements moraux traditionnels qui non seulement prétendent jeter le blâme sur qui le mérite, mais qui déclarent aussi rendre compte des conditions qui en sont responsables. En effet, nous entendons

encore de temps en temps l'affirmation selon laquelle la tâche principale de ceux qui veulent réformer la société est de réformer l'individu, de lui insuffler une bonne volonté et de tremper son caractère moral. Ces jugements moraux n'impliquent pas que nous puissions juger ces hommes, ces femmes et ces enfants parce que nous en aurions une connaissance adéquate, ainsi que de leurs conditions de vie. Nous accusons un certain type de jugement moral d'arrogance spirituelle. Cette arrogance spirituelle est peut-être dépassée par une arrogance intellectuelle. Elle prétend connaître ces actes et ces conditions parce qu'elle prétend les condamner. En confessant son ignorance de ses voisins et en entreprenant de les comprendre et de comprendre leurs conditions de vie, le *settlement* suspend son jugement et reconnaît même qu'il doit articuler un nouveau jugement moral.

Nulle part ailleurs que dans ses *settlements*, la société moderne n'a reconnu aussi nettement l'insuffisance et l'absurdité de certains de ses jugements moraux. Car ces *settlements* nient qu'il nous soit possible de comprendre la misère humaine et la délinquance qui en découle tant que certains d'entre nous ne sont pas devenus des voisins sympathiques, qui compatissent à cette misère et à ce soi-disant crime. En adoptant cette attitude, nous réprouvons également la condamnation morale et économique dont nous avons frappé ces personnes.

Que ce soit consciemment ou non, le *settlement* adopte une attitude différente de celle de l'église. Car l'église juge l'individu et non la situation. Elle recourt à des normes reconnues et ne dispose d'aucun appareil pour enquêter sur la situation ou pour réviser et reconstruire ses normes. La chaire ne doit pas faire entendre une voix confuse si elle veut préparer à la bataille⁵. Elle ne peut en tout cas pas, à l'heure actuelle, faire appel aux sciences sociales pour déterminer les implications de la moralité d'une situation, savoir en quoi consiste un nouveau péché, ou décider quelle accusation porter en relation à un tort qui découle de conditions nouvelles.

C'est pourtant à la recherche scientifique que nous devons nous adresser pour obtenir ces informations. Et nous devons attendre les résultats de l'enquête scientifique avant de pouvoir qualifier un préjudice subi, et de déterminer quels sont nos devoirs et quelles sont nos requêtes eu égard à des hommes, des femmes et des enfants, qui s'avèrent responsables de leur situation ou qui ont été, sans espoir, pris au piège de celle-ci.

C'est donc sur la relation entre le *settlement* et l'enquête sociale, et la science qui est mise en œuvre pour la mener à bien, que je voudrais tout particulièrement attirer votre attention. J'ai déjà insisté sur le fait que le *settlement* ne peut plus être un laboratoire social ou une station d'observation pour l'université. Il est plus immédiat et plus vital qu'un simple laboratoire ou une simple station ne pourront jamais l'être. C'est la vie, la vie des voisins, qui doit se poursuivre et trouver des solutions à des questions de vie et de mort au moment présent, si misérable ou dérisoire soit-il. Mais cette vie peut être chargée de la promesse qu'un savoir compétent est à même de donner, parce que le voisin intelligent peut comprendre la communauté et en rendre possible la compréhension. Une illustration de l'importance de la science pour la morale et le progrès social se trouve dans l'enquête de Pittsburgh⁶, qui a justement comme arrière-plan cet esprit du *settlement*, essentiel à l'interprétation des statistiques sociales. Une telle étude ne découle pas seulement de l'esprit de quartier, mais elle requiert le même esprit de vicinité pour interpréter et appliquer sa signification dans la communauté.

Le *social settlement* offre la possibilité d'étudier les conditions sociales du point de vue du voisinage et d'évaluer ses résultats par ce biais. Si l'on peut garantir un tel point de départ [à l'enquête] et une telle évaluation de [ses] résultats, ce sera la meilleure assurance à souscrire pour notre démocratie. Il est possible d'aborder la recherche sociale du point de vue de l'efficacité nationale et municipale. La réforme sociale et l'amélioration générale des conditions des travailleurs dans la communauté peuvent être tenues pour des

atouts industriels de l'État et être portées de façon avisée par des hommes d'État clairvoyants, comme c'est le cas en Allemagne⁷. Elles peuvent être exigées par le programme d'un parti révolutionnaire qui se tourne vers un État socialiste et elles peuvent être compromises par les haines de classe. Elles peuvent être poursuivies pour le bien de différents intérêts sociaux et pour la promotion de causes spécifiques, auxquelles s'identifient différentes institutions. Faisons avancer cette réforme par tous les moyens ! Ses résultats doivent placer l'humanité sur de meilleures fondations. Elles doivent assurer une vie plus riche et plus saine aux milliers de personnes qui vivent aujourd'hui à l'étroit, écrasées et rabougries physiquement et spirituellement par les conditions dans lesquelles elles sont nées et dont elles ne pourront jamais s'extraire au moyen de leurs seuls pouvoirs mutilés (*crippled*). Mais l'enquête et la réforme conséquente qui jaillit de la conscience de mon voisin, la conscience que je suis son gardien, ne seront ni matérialistes ni inspirées par les antipathies de classe. Cette enquête et cette réforme seront d'inspiration démocratique. Elles seront évaluées pour l'homme tout entier, le petit enfant et le vieil homme, ainsi que le travailleur efficace. Elles entreront dans la vie de tous et trouveront une expérience à préserver et à accroître chez les êtres les plus humbles qui lèvent les yeux et n'ont rien à manger.

Nous sommes trop enclins à entretenir une fausse vision de la science. La science sociale, aux prises avec une masse de données apparemment sans espoir, incertaine de ses méthodes, hésitant à quitter les abstractions sur lesquelles elle s'est appuyée comme sur des béquilles pour boitiller jusqu'à la borne d'aujourd'hui, la science sociale se tourne vers les sciences physiques, avec leurs faits bien ordonnés et leurs doctrines cohérentes. Elle est en droit de supposer qu'en rassemblant un tel corpus de matériaux pré-assimilés et en s'équipant d'un arsenal d'hypothèses efficaces, elle s'engage dans une tâche qui est celle d'une science théorique, tout en espérant mettre ses résultats au service de l'humanité. Elle aspire à développer des domaines d'application qui dépendront de la pure théorie de

la doctrine abstraite. Mais un tel espoir, sous cette forme, repose sur une appréhension inadéquate de l'histoire des sciences physiques.

Les sciences physiques ne sont pas nées d'investigations théoriques, mais de problèmes très concrets, et la direction qu'elles ont prise a été déterminée par les problèmes dont elles ont émergé. Cela signifie tout pour une science de voir ses problèmes déterminés par elle (*by it*). Cela signifiera tout pour notre investigation sociale que ses problèmes soient déterminés pour elle (*for it*). Cela signifiera tout pour notre enquête sociale d'avoir son problème déterminé par la conscience du voisin plutôt que motivé par les exigences de croissance de la production industrielle, par les contraintes d'exploitation d'un monopole capitaliste, ou par les causes de la prohibition de l'alcool ou de l'abolition de la prostitution⁸. La différence qui résultera d'une telle position du problème de l'enquête sociale se trouvera dans le type de faits qu'elle mettra en lumière.

À titre d'illustration, la présentation de la situation sociale qui inspire notre programme de formation industrielle⁹ ne manque pas d'intérêt. Du point de vue des métiers spécialisés, il y a une pénurie d'ouvriers qualifiés. L'éducation industrielle est censée répondre à ce besoin. Un tel programme ne s'intéresse pas à l'éducation de l'ouvrier non qualifié. Celui-ci n'a pas besoin d'une formation spéciale pour une aisance qu'il acquiert en quelques semaines en entretenant une machine. Mais il a besoin, dans sa propre vie, d'une éducation qui l'aide à combler la pauvreté de son activité en usine, et ce besoin est bien plus fort et bien plus impérieux que ne l'est la demande de formation d'ouvrier qualifié.

Ce n'est pas le programme de la Société nationale pour l'encouragement de l'éducation industrielle¹⁰ qui fera avancer la cause de l'éducation des travailleurs sans qualification. Il est à craindre que les organisations du travail ne soient pas non plus très conscientes de ses exigences. L'ouvrier qualifié lui-même ne l'est pas davantage, c'est son voisin qui a une conscience vive de son malheur. C'est ce

voisin qui le rencontre, garçon simple asservi à sa machine, à moitié assommé par la monotonie de la tâche, exaspéré par l'ennui que tout cela suscite, en proie à un appétit malsain de distraction et d'excitation¹¹. C'est lui qui le suit dans le processus étouffant de spécialisation sans espoir, qui le transforme en un rouage de la machine, et qui finalement l'envoie à la casse où il accompagne la machine quand l'un comme l'autre se retrouvent hors d'usage. C'est lui qui voit son ambition s'amenuiser, l'alcool se substituer à l'envie de divertissement et l'homme tout entier s'effondrer parce qu'il n'a aucun intérêt pour son métier et qu'absolument rien ne lui permet de prendre pied dans d'autres intérêts. C'est lui seulement, comme personne, qui peut répondre à l'homme tel qu'il est, dans sa totalité, qui a la compétence de définir le problème pour la recherche sociale et qui peut voir apparaître une foule de faits, mais de façon tardive et incomplète, lorsque le problème est fixé par un intérêt particulier ou asservi à une cause particulière.

Le plus grand héritage de l'Amérique d'aujourd'hui est peut-être son système d'écoles publiques. Il est désajusté, à bien des égards, mais il a une puissance de rédemption, en ce qu'il incarne l'idéal d'un système d'éducation qui est le même, pour chacun et pour tous¹². En dépit du gaspillage d'une bonne part des études et de la carence du corps enseignant, ses programmes continuent de porter, pour chaque enfant qui entre dans ses murs, la conception de quelque chose de libéral.

Je ne sais où nous pourrions aller chercher et préserver cet idéal démocratique des êtres humains qui doivent faire l'objet de notre recherche scientifique, ni comment nous pourrions énoncer notre problème de réforme en termes démocratiques, si ce n'est dans la conscience du voisinage. Le droit du *settlement* se situe au point de départ des enquêtes sociales qui doivent réorganiser nos municipalités.

Nous souffrons, par comparaison avec les municipalités européennes, dont les affaires sont dirigées avec prévoyance et menées avec efficacité. Le fondement de cette différence se trouve, bien entendu, dans les bureaucraties efficaces qui ont été héritées d'un système non-démocratique plus ancien¹³. Il reste à voir s'il est possible pour l'Amérique d'atteindre une telle efficacité, sans sacrifier la démocratie qui est notre héritage. Ce résultat ne peut apparemment être atteint que s'il existe une conscience véritable de l'être humain telle que celle qui peut naître de l'attitude de proximité (*attitude of neighborliness*) du *settlement*.

Mais si le *settlement* donne le point de vue depuis lequel doit se dérouler l'enquête sociale, il est encore plus essentiel pour l'évaluation de la méthode scientifique et des résultats scientifiques. Nous reconnaissons que nous vivons à l'ère de la science, que le contrôle de la vie n'est plus celui de la tradition, avec ses habitudes sociales fixes, et que la science entreprend de faire directement ce que le processus social accomplissait aux premiers temps de la société humaine. La politique et l'éducation fournissent des exemples frappants de ce changement de point de vue. La conception de l'État en tant qu'organe de la communauté qui accomplit ses objectifs de manière économique et directe est très éloignée des conceptions du souverain et du sujet, et du service indirect rendu par le souverain à la communauté dont il était la création.

L'éducation n'existait à l'origine que pour l'église et la force cléricale du monarque. Elle a progressivement intégré à ses programmes (*curriculum*) la littérature du passé et a lentement accepté les sciences qui s'étaient formées en dehors de ses universités. Elle a récemment été confrontée à la tâche de rendre accessibles à tous les membres de la communauté des livres et des nombres ainsi que les documents et les méthodes, devenus essentiels à la vie, à notre époque sophistiquée. La science de l'administration et la science de l'éducation s'engagent à faire, en gardant un œil attentif sur leurs objectifs, ce qui était le résultat indirect de nombreuses habitudes sociales divergentes il

y a un siècle ou deux. Le changement le plus frappant de ce type se trouve dans les domaines de la médecine, de l'assainissement et de l'hygiène. Ici, nous pouvons au moins voir clairement s'il ne nous est pas possible d'agir directement. Nous sommes témoins de l'attitude courageuse des nations qui entreprennent d'éradiquer, par une réglementation maintenue dans le long terme, des fléaux nuisibles qui, il y a un siècle, étaient encore considérés comme les visites d'un Dieu en colère.

Mais face à de tels accomplissements, réels ou possibles, de la science, combien sont limités ses effets sur nos tribunaux pénaux, sur la détermination de nos standards de vie, sur le contrôle de nos ressources économiques et sur la garantie de notre indépendance économique ! Combien minimales et insignifiantes sont les contributions de la science au contrôle de la vie sexuelle, aux soins précoces et à l'élevage des enfants ! Si nous considérons l'homme comme un faisceau d'instincts, tel que le professeur William McDougall nous le présente dans son livre de psychologie sociale (1908), et si nous nous demandons quelle partie de l'homme est passée sous le contrôle de la science, nous constatons que les instincts les plus profonds, ceux qui ont trait à l'apprentissage, à l'affirmation immédiate de soi, au sexe et à la parentalité, n'ont été que légèrement affectés par la méthode scientifique.

Les processus secondaires, par lesquels ces pulsions plus élémentaires sont organisées et médiatisées en société, ont été en partie placés sous la coupe de la méthode scientifique et pourraient évidemment l'être davantage encore. Dans les processus secondaires, nous voyons quelle est la fin vers laquelle notre conduite est orientée et nous sommes prêts à accepter les avis d'experts sur les moyens appropriés pour atteindre cette fin. Mais au plus profond de la nature humaine, nous n'avons pas été en mesure d'affirmer quelle est la fin de cette action, et nous n'avons pu, par conséquent, rechercher auprès de la science les moyens qui mettraient cette fin à notre portée.

Nous savons très clairement comment nos enfants doivent être nourris, habillés et protégés contre les infections, mais nous devons encore subir les grondements d'un Roosevelt sur la question du suicide racial¹⁴. Et nous n'avons aucun moyen de régler la question par un appel incontesté à l'autorité scientifique...

BIBLIOGRAPHIE

- ADDAMS Jane (1909), *The Spirit of Youth and the City Streets*, New York, The Macmillan Company.
- ADDAMS Jane (1910), *Twenty Years at Hull-House*, New York, The Macmillan Company.
- ADDAMS Jane (1912), *A New Conscience and an Ancient Evil*, New York, The Macmillan Company.
- ADDAMS Jane (1907), « Address on Industrial Education », ou « The Importance of Industrial Education From the Social Standpoint, November 16, 1906 », *Bulletin, National Society for the Promotion of Industrial Education*, 1, p. 37-44.
- BROOKS John Graham (1895), *Compulsory Insurance in Germany, Including an Appendix Relating to Compulsory Insurance in Other Countries in Europe*, Washington, Government Printing Office.
- KELLOGG Paul U. (ed.) (1909-1914), *The Pittsburgh Survey*, 6 vol., Kingsley House, Pittsburgh et Russell Sage Foundation.
- MCDUGALL William (1908), *An Introduction to Social Psychology*, Londres, Methuen & Co.
- MEAD George Herbert (1909), « Industrial Education, the Working-Man, and the School », *The Elementary School Teacher*, 9, 7, p. 369-383.
- MEAD George Herbert (1907), « The Educational Situation in the Chicago Public Schools », *City Club Bulletin*, 1, p. 131-138.
- MEAD George Herbert (2011), *G. H. Mead : A Reader*, Filipe Carreira da Silva (ed.), New York et Abingdon, Routledge, p. 247-253.
- ROOSEVELT Theodore (1904), « Letter to Mrs. Bessie Van Vorst, 18 October 1902 », *Presidential Addresses and State Papers*, vol. 14, part 2, Statesman edition, New York, Review of Reviews.
- ROSS Edward A. (1901), « The Causes of Race Superiority », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 18, 1, p. 67-89.
- WEBB Sidney (1907), *The Decline in the Birth-Rate*, Fabian Society Tract, 131, Londres, Fabian Society.

NOTES

1 Mead George Herbert (1909-10), « On the Role of Social Settlements. Begins: "The Settlement grew out of ecclesiastical philanthropy." Typescript carbon, 12 pp., undated », in Special Collections Research Center, George Herbert Mead Papers, Box 15 Folder 14 (12 pages). La version anglaise est accessible dans *G. H. Mead : A Reader*, Filipe Carreira da Silva (ed.), New York et Abingdon, Routledge, 2011, p. 247-253. Traduction de l'anglais au français et notes par Daniel Cefai.

2 Le déictique « cette » de « cette rencontre » renvoie à la situation d'énonciation, à savoir la conférence donnée par Mead le 16 octobre 1910 (*Annual Register*, 1910-1911 : 200), à l'occasion d'un Sunday Settlement, à Mandel Hall, Université de Chicago, à l'invitation du Comité philanthropique de la Christian Union – auquel le *settlement* de l'Université était affilié.

3 En 1910, il faut entendre par là les Hull House Maps and Papers de 1895, les articles et les livres que Jane Addams a publiés, ou les résultats des enquêtes menées par des résidents du *settlement*, par exemple celles de Florence Kelley sur le travail des enfants, de Julia Lathrop sur les institutions de soin, d'Alice Hamilton sur la tuberculose et la typhoïde, ou d'Edith Abbott et Sophonisba Breckinridge sur le logement.

4 Cette vision de la prostitution comme problème social, engendré et entretenu par sa définition, est peu commune à l'époque. La sensibilité morale est en train de changer à ce propos. Mead est sans doute en phase sur cette question avec W. I. Thomas avec qui il partage le même logement. Addams, dans *Twenty Years at Hull-House* (1910 : 354), rend les mères, qui refusent de « comprendre l'insatiable demande de bon temps » de leurs filles, responsables de cette « statistique pathétique selon laquelle les quatre cinquièmes des prostituées ont moins de vingt ans d'âge ». Elle précise dans *A New Conscience and an Ancient Evil* (1912 : 59), que le motif de la « pression économique » dissimule souvent ceux de « l'amour du plaisir, le désir de parure (*finery*) ou l'influence de mauvais compagnons », niés par le puritanisme des parents. Un autre argument, que l'on peut tirer de *The Spirit of Youth and the City Streets* (1909), est que les salaires procurés par les emplois autorisés sont beaucoup trop faibles, en comparaison avec l'argent facile de la prostitution. L'ennui des tâches proposées dans les champs, les bureaux et les usines, les rend peu attractives en regard des amusements des quartiers de plaisir (Bright Light districts). Enfin, le silence, dû à une morale étriquée, rend impossible l'éducation du public, et contribue à la diffusion des maladies sexuellement transmissibles : la presse s'interdit d'en parler, le clergé ne prêche pas contre ce « mal

social » et les médecins « utilisent une nomenclature confuse dans les hôpitaux, et n'inscrivent que les causes contributives sur les certificats de décès des victimes » (1912 : 185-186). La solution d'Addams – la chasteté – dans ce pamphlet à l'éthique puritaine (que Lippmann qualifiait de « livre hystérique »), n'était sans doute pas celle de Mead, et pour sûr, pas du tout celle de Thomas.

5 Sans doute une référence aux Corinthiens : « *For if the trumpet give an uncertain sound, who shall prepare himself to the battle ?* » (Première lettre de Paul aux Corinthiens 1-14: 8).

6 Paul U. Kellogg (ed.), 1909-1914, *The Pittsburgh Survey*. Le *Pittsburgh Survey* a été mené en 1907-08, avec un financement de la Russell Sage et a regroupé une équipe de chercheurs de premier plan (John R. Commons, Edward T. Devine, Elizabeth B. Butler, Margaret Byington, Crystal Eastman, John A. Fitch...) et deux artistes remarquables, le photographe Lewis Hine et le peintre Joseph Stella. Cette enquête sociale est devenue un modèle d'étude de communauté industrielle, orientée vers l'identification et la résolution de problèmes pratiques. Kellogg est ensuite retourné dans l'équipe de la revue *Charities & The Commons*, qui avait été fondée par Edward T. Devine en 1897, alors qu'il était secrétaire général de la Société d'organisation caritative (Charity Organization Society) de New York (l'embryon de la New York School of Philanthropy

et plus tard de l'école de travail social de Columbia). Kellogg en deviendra l'éditeur en chef en 1912, rebaptisant le magazine *The Survey*.

7 John Graham Brooks (1895), pasteur universaliste unitarien et sociologue spécialiste des relations du travail et des mobilisations était la principale source dans les années 1890-1900 sur les régimes d'assurance sociale et les conditions de travail en Allemagne. Mais Mead avait été directement exposé aux mouvements de réforme sociale allemands et aux premières politiques sociales de Bismarck (les lois sur l'assurance santé de 1883, accident de 1884 et vieillesse et handicap de 1889) lors de ses études à Leipzig et Berlin en 1888-89.

8 Mead fait référence à deux puissants mouvements sociaux de la fin du XIX^e siècle, le mouvement anti-alcool (*temperance*) avec ses puissants partis et ligues et le mouvement pour la « pureté sociale » (*social purity*), l'un et l'autre opposés à toute conduite immorale selon les canons de la bienséance chrétienne.

9 Le débat sur l'éducation industrielle bat son plein au tournant des années 1900 à 1910 et se nourrit de nombre d'interventions de Dewey, Mead ou Follett.

10 Il s'agit sans doute de la Société nationale de promotion de l'éducation industrielle (National Society for the Promotion [plutôt qu'Encouragement dans le texte de Mead] of Industrial Education) créée le 16 novembre

1906 à Cooper Union, New York. Jane Addams y avait donné un long discours : « Les villes américaines présentent des ressemblances stupéfiantes avec le ghetto médiéval, les immenses zones industrialisées du Lancashire, et la “Black Country” [les West Midlands au milieu du XIX^e siècle] dans laquelle la vie sociale des travailleurs répète les rudesses de la Restauration de Londres. Cette condition est le résultat inévitable de la séparation de l'éducation et de la vie contemporaine ainsi que de l'hypothèse selon laquelle la culture et l'apprentissage n'ont rien à voir avec le développement industriel. Dans de telles circonstances, l'éducation devient irréaliste et farfelue, l'industrie devient impitoyable et matérialiste, et les contributions des personnes éduquées n'ont aucune conséquence directe sur leur développement. Séparer les intérêts pour l'éducation de la vie contemporaine signifie non seulement que l'éducation perd son sens et s'en tient à s'inspirer de la tradition, mais aussi que la vie contemporaine, une fois soustraite cet intérêt pour l'éducation, devient mécanique et peu inspirée par la variation et le charme de la jeunesse. » Addams (1907) en appelle à une éducation industrielle dans des termes proches de ceux de Mead, qui vient de publier « Industrial Education, the Working Man, and the School » (1909). « Où cette expérimentation pourrait-elle être tentée si ce n'est dans une démocratie ? Qui pourrait croire avec autant de dévotion en l'enfant ordinaire, et développer avec autant

de succès ses capacités, que le professeur américain ? Donnons à chaque enfant de chaque école une éducation industrielle, non pas pour la raison étriquée de l'adapter à la vie de l'usine d'aujourd'hui, mais pour le mettre en relation avec le développement industriel de son époque, qui n'est qu'une des manifestations de l'évolution de la vie humaine. Les éducateurs doivent conquérir l'industrie qu'aujourd'hui ils ignorent, en se réfugiant dans les grottes de l'enseignement classique, ou en enseignant une industrie de l'outillage préconisée par Ruskin et Morris dans leur première réponse au système industriel actuel » (« The Importance of Industrial Education From the Social Standpoint, November 16, 1906 », <https://digital.janeaddams.ramapo.edu/items/show/5965>).

11 Ces thèmes de la surexploitation, de la monotonie et de la fatigue des emplois industriels ou bureaucratiques qui font l'attraction de la vie de la rue venaient d'être développés par Jane Addams dans *The Spirit of Youth* (1909).

12 Mead avait eu une part active dans la Lab School et dans la Physiological School (destinée à des enfants en situation de handicap), il avait dirigé la revue *Elementary School Teacher* et venait de prendre part aux conflits sur l'administration des écoles publiques de Chicago (Mead, 1907).

13 Mead impute justement l'efficacité des administrations européennes à leur ancienneté – leur processus d'organisation et de rationalisation remontant aux monarchies des États-nation. Le problème de l'efficacité est au cœur de la politique progressiste en 1910 aux États-Unis : les Bureaux de recherche municipale sont en train de se développer, le premier à New York en 1907 ; le Plan Burnham-Bennett est publié en 1909 et la planification urbaine, en tant que discipline et profession en est encore à ses premiers pas.

14 Le 18 octobre 1902, dans une lettre à Bessie Van Vorst (qui venait de publier le chapitre III de « The Woman Who Toils » dans *Everybody's Magazine*), Theodore Roosevelt qualifie le suicide racial de problème « fondamentalement et infiniment plus important que toute autre question dans ce pays ». « L'homme ou la femme qui évite délibérément le mariage, qui a un cœur si froid qu'il ne connaît pas de passion et un cerveau si superficiel et égoïste qu'il ne veut pas avoir d'enfants, est en fait un criminel contre la race, et devrait être un objet de mépris et d'horreur pour toutes les personnes en bonne santé. » Perpétuer et fortifier la race en ayant beaucoup de beaux enfants est une marque de vertu civique... Le « suicide racial » était une alarme lancée par les eugénistes. Le terme en l'occurrence avait été inventé en 1900 par Edward A. Ross (1901). Le taux de natalité différentiel entre les femmes protestantes nées aux États-Unis et les immigrantes catholiques pouvait être

fatal pour la race anglo-saxonne, plus largement « nordique », comprenant Germains du Nord, Hollandais et Scandinaves (dolichocéphales), par opposition aux races alpine et méditerranéenne (brachycéphales), selon Madison Grant. Sidney Webb (1907 : 17) tenait des propos comparables en Angleterre : « Vingt-cinq pour cent de nos parents produisent cinquante pour cent de la prochaine génération. Il ne peut en résulter d'autre alternative qu'une détérioration naturelle, dans ce pays tombant progressivement aux mains des Irlandais et des Juifs. » Aux États-Unis, la solution résidait dans les méthodes de restriction et de sélection des processus d'immigration.

L'ÉCOLE COMME SOCIAL *SETTLEMENT* (1915)

JOHN ET EVELYN DEWEY

Partout, aux États-Unis¹, les écoles se rendent compte que la façon la plus directe de rendre vivant le travail scolaire est de l'attacher étroitement aux activités professionnelles et aux intérêts locaux². La période de l'histoire de l'école américaine qui était consacrée à élaborer une administration, des programmes et des méthodes uniformes, a dû négliger toutes les caractéristiques du milieu local : leur porter attention revenait à dévier de l'uniformité recherchée.

Les choses éloignées dans l'espace et dans le temps, et les choses de nature abstraite étant, plus facilement que toute autre, réduites à cette uniformité, elles ont été allouées par doses aux enfants pris comme une masse. La conséquence malheureuse de ce ciblage de tous les enfants avec exactement les mêmes munitions pédagogiques est qu'aucun d'entre eux n'a été vraiment touché en profondeur. Voilà pourquoi les efforts en vue d'établir une relation vitale entre le travail scolaire et les expériences des élèves ont requis d'introduire de la diversité dans les enseignements scolaires et de les ajuster aux besoins particuliers et aux caractéristiques singulières de la vie locale.

Ce contact rapproché avec les conditions du voisinage immédiat non seulement enrichit le travail scolaire et renforce la motivation des élèves, mais il accroît les services rendus à la communauté. Aucune école ne peut en effet faire appel aux activités du voisinage dans le cadre de l'enseignement sans que, du même coup, cela ait en retour des conséquences sur les personnes qui y habitent. Par exemple, les élèves qui apprennent l'instruction civique en faisant des enquêtes locales et en travaillant à l'amélioration du quartier, sont certains d'avoir une influence sur la vie de cette localité ; alors que les leçons d'instruction civique qui recourent à des propositions générales tirées de manuels ont peu de chances d'être applicables ou appliquées. En retour, la communauté perçoit l'efficacité locale des écoles. Elle réalise que les services rendus à son bien-être ne sont pas à venir, quand les enfants seront devenus des adultes, mais bien actuels, partie prenante de l'éducation quotidienne des enfants. Dès lors, affirmer que

l'école existe pour le bien des citoyens, ou qu'elle a une finalité démocratique, c'est énoncer un fait évident et non pas se payer de formules creuses. De son côté, une communauté qui perçoit combien l'école est un facteur important dans ses activités civiques est prompte à lui apporter son assistance et son soutien, qu'elle mette plus largement à sa disposition ses propres équipements (comme c'est le cas à Gary³) ou qu'elle l'aide directement sous forme d'argent, de personnel ou de matériel, chaque fois que le besoin s'en fait sentir.

Le directeur de l'école publique n°26 à Indianapolis⁴ procède à une expérimentation à notre avis tout à fait nouvelle. Il cherche à faire de cet établissement une véritable école, c'est-à-dire un lieu où les enfants soient bien portants, heureux et compétents tant du point de vue social qu'économique, et où les connexions entre l'enseignement et la vie de la communauté soient directement reconnues par les enfants et leurs parents. L'école de M. Valentine est située dans un quartier pauvre, surpeuplé, habité par une population de couleur – elle ne compte de fait que des élèves noirs. Pourtant, il ne s'agit là ni d'une tentative de résoudre la « question raciale », ni d'une expérience ne convenant qu'à la population de couleur. Ce qui se fait dans cette école pourrait tout aussi bien être mis en œuvre dans tout autre quartier déshérité où les élèves vivent dans des foyers aux ressources limitées.

Au sortir de cette école, un visiteur ne peut s'empêcher de souhaiter que des entreprises semblables soient engagées dans toutes les grandes villes, voire même toutes les communautés dont les habitants ont besoin d'être sensibilisés à leurs besoins. Si l'on veut qu'ils contribuent aux intérêts supérieurs de la communauté, il faut leur apprendre à gagner leur vie et à tirer, pour eux-mêmes et pour leurs voisins, le meilleur parti des ressources disponibles, tant dans le contexte de leur travail que de leurs loisirs.



1. Le vrai travail dans un vrai atelier commence dès la 5^e classe (équivalent CM2)
(Gary, Indiana) (*Schools of To-Morrow*, p. 269).

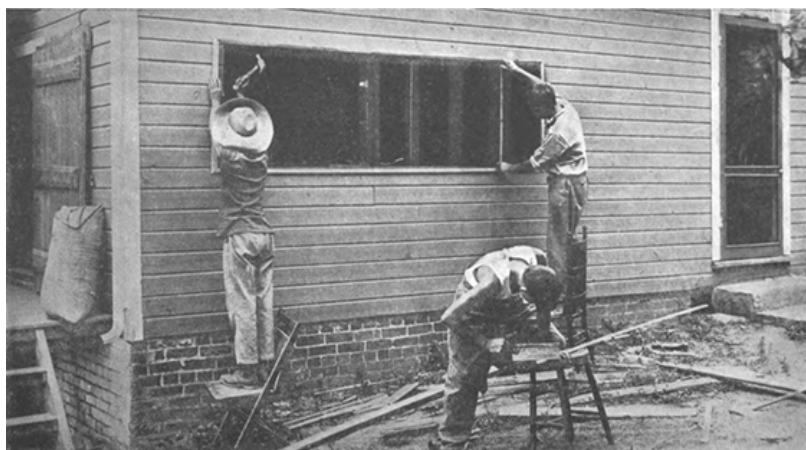
L'école de M. Valentine n'est une école pour enfants de couleur que parce que le travail y a été organisé en tenant compte des conditions du quartier et en les façonnant afin de répondre aux besoins des enfants de l'école. Pourtant, si cette expérience réussissait, elle serait un vrai pas en avant pour résoudre la « question raciale » et les problèmes spécifiques à tout quartier d'immigration. M. Valentine n'a pas cherché à illustrer l'une ou l'autre des théories relatives à ces questions. Il a avant tout voulu combler les lacunes de la vie familiale de ses élèves, leur ouvrir des opportunités qui les préparent à un avenir meilleur, leur fournir en abondance des occupations et des amusements sains, et veiller à ce que le travail scolaire contribue immédiatement à améliorer les conditions de la vie du quartier.

L'école de M. Valentine fonctionne pour le quartier comme un véritable *social settlement*. Mais elle a un avantage décisif sur le fonctionnement ordinaire de ce type d'organisation : elle reste en contact avec tous les enfants du quartier, plusieurs heures chaque jour, alors que les autres institutions sociales ne les touchent que pendant de rares heures, dispersées dans la semaine. D'autre part, l'influence de cette école est plus grande que celle de la plupart des *social settlements*.

Elle est en effet une institution publique à laquelle chaque usager apporte sa quote-part, en la traitant non pas comme une œuvre philanthropique, mais comme une affaire (*business*). C'est cette expérience d'une relation d'affaires qui permet à l'école d'enseigner les doctrines de la protection sociale, à la différence des autres *social settlements* qui ont pour handicap que les usagers ont le sentiment de recevoir quelque chose pour quoi ils n'ont pas payé, et d'être redevables de ce quelque chose à des gens plus riches qu'eux. Donner à une communauté, par l'intermédiaire de l'école publique, les équipements qui lui manquent pour s'instruire et se distraire, c'est au contraire envisager la question d'un point de vue différent. L'école est réellement la propriété des habitants, ceux-ci comprennent qu'ils sont responsables, jusqu'à un certain point, de ce qui s'y fait. Si les installations scolaires se prêtent à des activités plus nombreuses que de coutume, c'est l'œuvre des gens eux-mêmes qui les utilisent pour leurs propres besoins.

Le quartier où est située l'école est un des plus pauvres d'Indianapolis et il avait autrefois la réputation d'être une zone de désordre et de non-droit. Pendant des années, l'école a lutté, ne recevant que peu ou pas d'appui de la communauté comme un tout, pas plus que des parents à titre individuel. L'absentéisme était élevé et chaque année un grand nombre de cas étaient déferés devant le tribunal pour mineurs. Les élèves ne prenaient aucun intérêt à leur travail, quel qu'il soit, et des cas d'extrême inconduite n'étaient pas rares. C'est ainsi que l'un d'entre eux a essayé de se venger d'un professeur qui lui avait infligé une punition méritée en le frappant avec un couteau de boucher. Une autre fois, il a été nécessaire de procéder à l'arrestation du père d'un élève afin de servir d'exemple au quartier. L'école ne souffrait pas seulement de cette attitude d'hostilité et de fréquentation à contrecœur, elle avait à lutter contre un milieu tellement immoral qu'il fallut prendre des mesures pour isoler les bâtiments scolaires des maisons avoisinantes. Au bout du compte, les autorités se décidèrent à acheter le bout de terrain et les constructions en bois autour de l'école. Elles songèrent d'abord à démolir les vieux baraquements

qui s’y trouvaient, mais elles les laissèrent finalement à la disposition de l’école.



2. Les élèves bâtissent et réparent les installations scolaires
(Interlaken School, Indiana) (*Schools of To-Morrow*, p. 87).

Voici donc l’école propriétaire d’un grand terrain de jeu et de trois immeubles en aussi mauvais état qu’il est possible, le Bureau de l’éducation ayant bien stipulé que ces acquisitions ne devaient entraîner pour la ville aucune dépense supplémentaire, une fois l’achat conclu et le terrain nettoyé. On décida d’affecter ces bâtiments à des usages sociaux et industriels. L’un d’eux fut aménagé, par les élèves et par des voisins intéressés, en ateliers pour le travail manuel. On y trouve un atelier de menuiserie, une salle de couture et un local réservé à la classe de cordonnerie. Chaque classe consacre régulièrement un certain nombre d’heures par semaine au travail manuel et peut, la session achevée, rejoindre d’autres cours industriels. On s’arrange de façon à ne jamais perdre de vue l’intérêt pratique immédiat du travail et celui-ci est organisé de façon à répondre aux besoins particuliers de chacun des élèves. L’atelier de menuiserie est ouvert toute la journée et les cours s’adressent aussi bien aux filles qu’aux garçons. De plus, les élèves sont libres d’aller travailler à l’atelier quand ils ont un moment de disponible. Le travail ne se limite pas à des exercices

ayant pour but d'apprendre aux enfants l'emploi des outils. Chaque élève fabrique des objets dont il a vraiment besoin et qui lui seront d'une utilité réelle. C'est au cours de la fabrication de ces objets que les élèves apprennent à bien manier les outils.

Cette idée directrice commande à tout le travail industriel fait à l'école. Cela ne signifie cependant pas que l'on perde de vue l'objectif le plus éloigné d'enseigner à l'enfant des processus qui lui seront plus tard utiles : l'élève les apprend, mais en recourant à des matériaux qui ont toujours une valeur immédiate pour lui ou pour son école. C'est ainsi que les garçons ont maîtrisé la menuiserie en produisant les objets dont l'école avait besoin – tables, armoires et bibliothèques – ou en réparant une partie des bâtiments. Les filles ont quant à elles appris la couture en confectionnant des vêtements pour elles-mêmes, pour leurs frères et sœurs, ou en fabriquant des rideaux et des draps pour l'école. Elles apprennent la cuisine en préparant des soupes pour les repas chauds des élèves et des voisins, et des repas complets pour leur classe.

Outre les cours de couture et de cuisine, il existe pour les filles un cours de chapellerie et de crochet. Ces différents cours ont aussi une visée commerciale en montrant aux jeunes filles comment gagner quelque argent du travail de leurs mains. Elles commencent par tailler et orner des chapeaux pour leur propre compte, afin d'apprendre ainsi les diverses opérations du métier ; et celles qui se révèlent les plus habiles sont alors autorisées à prendre des commandes pour des amies ou des voisines et à leur confectionner ces chapeaux. La cliente paie la matière première et verse une petite rémunération pour le travail, qui est versée à la caisse de l'école. Les apprenties chapelières se sont ainsi constitué une clientèle dans le quartier et elles ont lancé sur le marché quelques chapeaux particulièrement réussis. Le crochet est également enseigné comme un métier et toutes les filles qui désirent gagner de l'argent ont l'opportunité d'apprendre à faire de la dentelle, des napperons et toutes sortes d'articles au crochet comme

des capuches ou des cagoules dont elles assurent la vente. Elles exécutent ainsi des travaux qui leur sont utiles autant qu'à leur famille.



3. Les garçons aiment cuisiner encore plus que les filles
(Public School 26, Indianapolis) (*Schools of To-Morrow*, p. 218).

Le travail pour les garçons est organisé de même façon. Outre les ouvrages de menuiserie et les chantiers de réparation, on leur enseigne le métier de tailleur, la cuisine et la cordonnerie. La classe de cuisine a encore plus de succès chez les garçons que chez les filles. Dans l'atelier de cordonnerie, qui fonctionne après les heures de classe, les garçons apprennent à réparer les chaussures. IMAGE 1 ET 2. Le professeur est un cordonnier de métier, qui vérifie que les réparations sont faites dans les règles de l'art. Les élèves s'exercent d'abord sur leurs propres chaussures et, lorsqu'ils ont fait des progrès, on les autorise à rapporter à l'atelier les chaussures de leurs proches ou à réparer celles des filles ou des garçons plus jeunes – lesquels, du reste, versent pour cela une petite rétribution.



4. Réparer ses propres chaussures sous le contrôle d'un cordonnier de métier
(Public School 26 Indianapolis) (*Schools of To-Morrow*, p. 218).

Les mêmes principes régissent l'atelier de tailleur. On y habitue les enfants à travailler avec un grand soin personnel, on leur donne le goût du travail bien fait et on leur inculque une habileté dans le maniement des outils. Un tailleur professionnel est chargé de cet enseignement. Les élèves apprennent à mettre des pièces à leurs vêtements, à reprendre, raccommoder, nettoyer et repasser. La participation au cours est totalement volontaire et les classes ont lieu après les heures d'école régulières. Parce qu'ils savent comment prendre soin de leurs affaires, les élèves ont considérablement amélioré leur apparence, leur tenue et leur propreté, tant à l'école que dans le quartier. Ils en ont compris toute la valeur, et ne se vexent plus quand leurs professeurs leur font des observations à ce propos.

Si la ville a fourni le matériel pour les cours de cuisine et de science domestique, ceux-ci sont enseignés dans l'un des baraquements

cédés à l'école sans avoir été restaurés et aménagés. Tous les travaux de nettoyage, de peinture, de réparation, de décoration et d'ameublement ont été exécutés et payés par les élèves de l'école, aidés en cela par les clubs du voisinage qui utilisent également ce bâtiment. Celui-ci compte une grande cuisine, une salle à manger, un salon et deux chambres à coucher. Les filles y apprennent non seulement à préparer de vrais plats, mais aussi à les servir, et elles prennent soin des salles de démonstration. Les cours d'enseignement ménager comportent en outre des leçons sur l'art d'acheter, sur la valeur comparée et le prix des aliments, des éléments de chimie appliquée à l'alimentation, et beaucoup de cuisine⁵. Ce travail est rattaché à celui de la cantine (*soup kitchen*) : le service est assuré par un groupe de jeunes filles pendant un temps suffisamment long pour qu'elles le maîtrisent bien. Elles composent le menu, font les achats, préparent et servent la soupe qu'elles vendent à raison de trois cents le bol aux élèves et aux voisins de l'école. Elles tiennent les comptes, doivent faire face aux dépenses et sont supposées réaliser un petit bénéfice qu'elles versent à l'école. C'est avec le bénéfice d'une année qu'elles ont pu meubler la quasi-totalité des salles de démonstration. Ces salles ont valeur d'exemple : les filles montrent comment on peut rendre tout logement agréable et confortable en apprenant à faire le ménage de façon commode et systématique, et en l'aménageant sans dépenser pour cela plus d'argent que la plupart des autres résidents du quartier. Les pièces sont meublées très simplement, avec des objets solides et bon marché, et elles sont peintes de couleurs franches, faciles à entretenir. Peinture et tapisserie sont l'œuvre des élèves. La classe de couture a permis de confectionner des rideaux et des meubles en habillant des caisses. Ces pièces servent non seulement au travail de classe, mais les filles de l'école en ont fait leur centre social.

Le troisième bâtiment laissé par les autorités à la disposition de l'école a été transformé en club des garçons (*boys' club*). On y trouve un gymnase, deux salles de réunion et une salle de bains avec douches. Ce bâtiment était en très mauvais état quand il a été annexé à l'école et pour le réparer, peu d'argent et de planches de bois étaient disponibles.

Mais les garçons avaient envie d'une maison où installer leur club, et ne se sont pas découragés face au travail à accomplir. Ils se sont mis à l'ouvrage comme ils l'avaient fait pour les bâtiments destinés au travail manuel et à l'enseignement ménager. Sous la direction du professeur de travail manuel, ils ont arraché les vieilles tapisseries et les plâtres abîmés, les planchers gondolés et les cloisons entre les pièces, avant de poser de nouveaux sols, de refaire et repeindre les boiserie, de raccrocher les portes à leurs gonds, de réparer les fenêtres et de fabriquer meubles et appareils de gymnastique. Quand des travaux, comme la plâtrerie et la plomberie, étaient au-delà de leurs moyens, ils ont recherché de l'aide en argent ou en travail auprès de leurs proches. Des plombiers et des plâtriers du voisinage ont donné un coup de main gratuit pour remettre le bâtiment en état, des amis se sont cotisés pour que le travail puisse être mené à son terme. Des voisins ont creusé une longue tranchée dans le terrain de l'école pour la raccorder au tout-à-l'égout. Aujourd'hui, petit à petit, les élèves poursuivent nettoyage et peinture, et augmentent le nombre des appareils de gymnastique et des installations de bains.

Comme indiqué plus haut, tout cela a eu un effet réflexe sur les maisons du voisinage. Le Bureau de l'éducation de la Ville avait initialement l'intention de faire détruire les trois bâtiments, mais M. Valentine, en demandant qu'ils soient annexés à l'école, a vu en eux l'occasion de fournir à la communauté quelque chose qui lui manquait. L'opération a de surcroît permis de substituer, tant chez les élèves que chez leurs parents, un sens de l'intérêt commun et un esprit de coopération aux vieilles attitudes de méfiance et d'hostilité. M. Valentine a expliqué aux élèves le parti que l'on pouvait tirer de ces baraquements en vue de se gagner leur soutien : la réponse a été chaleureuse, ce qui l'a incité à aller dans le quartier avec les enfants afin d'exposer ses intentions aux parents, et de solliciter également leur aide. Leur réponse a été tout aussi généreuse pour le premier bâtiment, pour les ateliers de travail manuel et pour le club des garçons. Indépendamment du temps et du travail fournis par les ouvriers qualifiés du quartier, les habitants du quartier ont versé en argent

350 dollars, ce qui n'est pas peu pour des gens aussi modestes. Qu'ils aient désiré ces améliorations au point de les payer de leur poche ou d'y mettre de leur propre peine est la meilleure preuve de la valeur du travail accompli à l'école et de la formation reçue par les élèves.

Sans doute l'école et le quartier ont dû se battre pour apporter une telle contribution, mais le bénéfice qu'ils en ont tiré s'est avéré d'autant plus élevé, à la hauteur de cette bataille et de ces sacrifices. Par ce processus, les rapports entre l'école et les élèves se sont transformés. Les enfants se rendent volontiers à l'école, à présent, alors qu'autrefois il fallait les y contraindre sous la menace de l'inspecteur chargé de l'absentéisme. Leur conduite y est également bien meilleure. Leurs parents ont eux aussi changé d'attitude. Non seulement ils veillent à ce que leurs enfants aillent en classe, mais ils désirent même les y maintenir parce qu'ils ont compris que l'école leur fournit les moyens de se suffire à eux-mêmes. Mais ils savent qu'ils ont à y participer également s'ils veulent que toute cette organisation soit couronnée de succès. L'école a été à l'origine du développement de l'esprit communautaire et de l'augmentation des activités civiques et sociales du quartier. Par l'amélioration de l'assiduité et de la discipline des élèves, le nombre de cas déferés au tribunal pour mineurs a diminué de moitié proportionnellement au nombre d'élèves scolarisés. La valeur éducative du travail accompli a sans aucun doute été plus grande que s'il avait été exécuté dans des ateliers et des cuisines qui auraient été déconnectés les uns des autres.

L'école s'efforce d'éveiller chez les élèves le sens de leur responsabilité envers la communauté et ses habitants. Il faut pour cela laisser aux élèves autant de liberté possible dans les bâtiments scolaires tout en faisant naître ce sentiment de responsabilité. Chaque élève des grandes classes à charge de veiller sur un élève plus jeune. Dans la cour de récréation, il s'assure que le petit se conduit correctement et qu'il a de bonnes chances d'y jouer. Il veille aussi à ce que l'enfant vienne en classe propre et soigné, le lavant et raccommendant ses vêtements si nécessaire. Cette initiative

a été particulièrement heureuse pour limiter les conduites de harcèlement. Elle a permis de développer chez les élèves plus avancés un certain amour-propre et le sens des responsabilités. Elle les a incités à aider à mettre en place des activités extra-scolaires. Ils téléphonent et prennent des notes pour assurer une bonne fréquentation de l'école du soir, maintiennent en bon ordre le bureau du directeur et le club des garçons. Quant aux plus jeunes, ils sont mieux surveillés qu'auparavant et trouvent là maintes occasions de s'instruire auprès de leurs camarades plus âgés. De leur côté, les enseignants s'accordent sur une politique de franche discussion à propos de la pauvreté du quartier et encouragent les élèves à gagner de l'argent pour être le moins possible à la charge de leurs parents et devenir autonomes. Chaque classe garde une trace de ce que gagne chacun de ses membres et de la façon dont il le gagne, et la classe qui, en fin d'année, a la plus grosse somme à son actif, a le sentiment d'avoir fait quelque chose d'utile. L'école a créé une caisse d'épargne dont le but est de donner aux élèves le goût de l'épargne et de l'économie. Chacun peut y faire des versements dont le minimum est fixé à un penny. Le déposant reçoit un carnet d'épargne sur lequel sont collés des timbres représentant son avoir. L'argent est déposé dans une banque en ville.



5. Des jardins pour étudier la nature dans la ville
(Public School 45, Indianapolis) (*Schools of To-Morrow*, p. 97).

L'école accueille aussi une bibliothèque de quartier que les élèves apprennent à utiliser. Une partie du terrain de jeu a été transformée en jardin. Chaque élève des grandes classes y dispose d'un lopin de terre et on le forme à cultiver des fleurs et des fruits communs dans le pays. L'exercice a une vraie portée pratique : les élèves entretiennent à l'école le type de jardins qui serait à la fois utile et ornemental s'il se trouvait dans la cour arrière de leur maison. L'école mène par ailleurs une campagne en faveur des jardins familiaux et les élèves qui s'occupent de leur jardinet à l'école en sont les meilleurs auxiliaires : aux personnes désireuses de créer un jardin, ils indiquent ce qu'il faut planter et ils leur donnent des conseils pratiques jusqu'à ce que leur parcelle soit en bonne voie. Par tous ces moyens, les enseignants s'efforcent de faire de leurs élèves des citoyens ambitieux et responsables. Voilà pourquoi, à l'école, on habitue les enfants à un niveau de vie plus élevé que celui qui prévaut chez eux et on leur apprend des métiers qui leur permettront de partir d'un bon pied dans la vie, sans oublier de les rendre sensibles à leur responsabilité pour le bien commun. C'est là une partie du travail régulier de l'école et qui a cours pour une bonne part pendant les heures de classe, mais il y a beaucoup d'autres activités qui, bien que ne contribuant pas aussi directement à l'éducation des enfants, n'en ont pas moins d'importance pour le bien-être général des habitants du quartier. L'école du soir permet aux adultes de continuer à s'instruire, dans les ateliers et les salles de classe. Un groupe de personnes, particulièrement intéressées par l'école, a constitué un club en vue de promouvoir l'intérêt pour les cours du soir et d'offrir aux habitants l'occasion de se perfectionner dans un métier ou de progresser dans la connaissance de l'anglais. Les membres de ce club habitent à proximité de l'école, ils en connaissent les besoins ainsi que ceux du quartier, et ils ne ménagent pas leur peine pour faire savoir à tous ce que l'école fait déjà pour le bien-être commun et ce qu'elle pourra faire quand les habitants lui demanderont davantage. Outre ce que ce club a fait pour la fréquentation des cours du soir, il a beaucoup contribué au succès de l'école, en recueillant des fonds pour la réforme des bâtiments et en offrant aux élèves un coûteux phonographe. La pertinence et la nécessité de

l'école comme centre social apparaît clairement quand on réalise que les membres de ce club fréquentent souvent les cours du soir dans ces mêmes bâtiments où sont éduqués leurs enfants.

Pendant l'été opère également une école de vacances à laquelle participent les enfants du quartier. Le programme comporte quelques heures de classe, mais la plus grande partie du temps se passe soit dans des ateliers, soit sur le terrain de jeu. L'association des anciens élèves (*alumni*), très active, utilise, elle aussi, les bâtiments de l'école pour ses réunions, à des fins sociales, et garde la trace des élèves après qu'ils ont quitté l'école. Un club de parents a été fondé dans le but d'obtenir la coopération des parents au travail de l'école et comme un moyen de découvrir les besoins réels du quartier. Ce contact avec l'école est rendu encore plus étroit grâce aux goûters offerts aux parents, au cours de l'année, par les élèves des différentes classes. Une fois l'an, chaque classe offre le thé aux mamans des élèves dans le bâtiment affecté à l'enseignement ménager. Tout le travail de préparation est accompli par les enfants sous la forme d'exercices d'enseignement ménager. Ce sont également eux qui, dans le cadre de la classe d'anglais, rédigent les invitations. Les enseignants profitent de ces occasions pour entrer en relation avec les mères de leurs élèves et leur rendre visite à la maison. La connaissance des conditions de vie des familles leur permet, en tenant compte des points forts et faibles qu'ils ont observés, de mieux adapter le travail aux besoins de chaque enfant. Pour les mères, démunies et accablées de travail, ces réunions sociales sont un véritable événement.

La vie de l'école permet de donner aux élèves une éducation à la fois générale et sociale. C'est ainsi que le local du club des garçons est ouvert presque chaque soir aux autres clubs de jeunes gens du voisinage, certaines de ces organisations n'étant pas scolaires. Le local comporte des salles de jeux et de réunions et un gymnase bien équipé. Ce sont les professeurs de l'école qui, à tour de rôle, surveillent ces réunions. Eu égard aux dimensions du local, l'assistance y est nombreuse. Cette opportunité offerte aux jeunes gens de pouvoir se livrer

à des activités saines a grandement contribué à réduire leurs habitudes de traîner avec les gangs, nombreux dans le quartier.

Les filles utilisent de même façon, à des fins sociales, le bâtiment réservé à la science domestique. Deux sections des Camp Fire Girls⁶ y tiennent régulièrement leurs réunions et sont aidées et conseillées par leurs professeures. Dans chaque classe d'enseignement ménager, les jeunes filles apprennent non seulement à tenir un ménage, mais aussi à vivre une vie confortable et respectueuse de soi. En cela l'école est un vrai centre social. De plus, elles ne se contentent pas d'apprendre la cuisine et de servir des plats, bien préparés et peu coûteux. Elles se mettent, elles aussi, à table, dégustent ensemble la cuisine qu'elles ont préparée, discutent les unes avec les autres et avec leurs enseignantes de leurs problèmes individuels et y trouvent aide pratique et entraide mutuelle. La professeure chargée de l'enseignement ménager procure aux filles qui se montrent habiles un peu de travail à exécuter après les heures de classe, ce qui les aide à vivre, elles et leurs familles ; et elle cherche du travail régulier aux élèves qui quittent l'école, continue de les accompagner, les encourageant à trouver un meilleur emploi, plus approprié à leurs capacités.



6. Résoudre à l'école des problèmes qui pourraient être rencontrés hors de l'école
(Francis Parker School, Chicago) (*Schools of To-Morrow*, p. 159).

Le succès de ce travail de *settlement* que l'école de M. Valentine a réalisé plaide en faveur de la transformation des bâtiments de l'école en centre social pour le quartier. L'école est, de façon naturelle et logique, destinée à remplir cette fonction de centre social⁷. Les contacts entre enseignants, parents et enfants y sont ici plus nombreux et naturels qu'il n'est possible dans d'autres quartiers ouvriers. Là où les standards de vie sont peu élevés et où la population n'est pas composée de citoyens prospères, la combinaison des équipements de l'établissement scolaire et du *social settlement* autorise d'importantes économies. Ces deux institutions se grandissent en mettant en commun les mêmes locaux. Le *settlement* utilise les salles de classe et les ateliers, des volumes bien plus spacieux qu'il ne pourrait se les permettre autrement ; l'école tire parti des salles de réunion et des activités sociales du *settlement* et elle devient elle-même une communauté. L'école entre en contact avec la plupart des familles du quartier, ce qui facilite son action communautaire. Au-delà des économies matérielles, l'école, transformée en *school settlement*, devient une communauté démocratique, qui reflète réellement les conditions de la communauté à l'entour.

Que le site scolaire soit utilisé pour l'enseignement dans les huit classes habituelles ou pour toutes sortes d'activités communautaires, comme c'est le cas dans les écoles publiques de Gary ou l'école de M. Valentine à Indianapolis, les gens de la communauté ont le sentiment qu'ils utilisent à leurs propres fins des équipements publics qui ont été payés par leurs impôts. Ils veulent voir les résultats réels et tangibles de cette transformation du site scolaire, les conséquences qu'elle a pour des familles plus prospères et efficaces et en ménageant de meilleures conditions civiques. Parce que les écoles sont des institutions publiques, de fait et de nom, les gens savent si les écoles répondent vraiment à leurs besoins et ils sont prêts à se mettre au travail pour y parvenir.

Le *school settlement* recueille tous les avantages qui découlent du travail pour des objectifs précis et de la coopération⁸ de la communauté

en tant qu'organisme. Quoique le travail de l'école de M. Valentine soit entravé par le manque de fonds, et que certaines des choses qu'elle a accomplies ne conviennent qu'à une population particulière, les changements qui ont lieu dans la relation entre l'école et les parents, et dans l'esprit des élèves, en relation à leur attitude scolaire, montrent ce qu'une école publique peut signifier pour son quartier lorsqu'elle cesse d'être une institution isolée. Les écoles de Gary et celle de M. Valentine, pour répondre aux besoins particuliers – physiques, intellectuels et sociaux – des enfants de la communauté, ont été l'objet d'une totale réorganisation. Ces écoles sont tendues vers un plus vaste idéal social, celui d'une communauté dont les membres seraient prospères et indépendants, et d'où aurait disparu cette population misérable, qui échoue à engendrer de bons citoyens. Certes, bien des changements dans les conditions sociales devront avoir lieu avant que cet idéal ne soit réalisé, mais ces écoles estiment qu'une éducation telle qu'elles la proposent est un des moyens naturels, peut-être le plus sûr, de provoquer ces changements. Enseigner aux gens dès l'enfance à penser clairement et à prendre soin d'eux-mêmes est l'un des meilleurs garde-fous contre l'exploitation.

Beaucoup d'autres écoles travaillent dans le même sens, tirant parti des activités de la communauté pour enrichir leur programme (curriculum), et utilisant le site scolaire comme un centre de quartier. Les clubs civiques des écoles publiques de Chicago visent au même but : mieux équiper les élèves pour la vie dans la communauté dans l'espoir d'améliorer la communauté elle-même⁹. La Cottage School de Riverside, Illinois, dont les élèves viennent tous de familles américaines et aisées, a trouvé qu'un tel club jouait un rôle utile tant pour les élèves que pour la ville¹⁰. L'école, organisée par les élèves sous la forme d'une ligue civique, a pris la responsabilité du bon entretien des rues dans certains quartiers de la ville. Non seulement elle en assure le nettoyage, mais elle s'efforce de susciter de l'intérêt pour ce problème auprès du reste des habitants. Des élections simulées et des « *self-governments* », calqués sur l'organisation politique du pays, sont d'autres exemples de tentatives pédagogiques ayant pour but de

former de bons citoyens. Utiliser le site scolaire comme centre social revient à reconnaître le besoin de changement social et la responsabilité de la communauté pour satisfaire ce besoin

Ces efforts pour élargir la palette des usages des bâtiments scolaires ont moins pour but de former les jeunes gens à mieux assumer le poids de leur amélioration que de fournir aux gens du quartier les possibilités immédiates qui leur manquent de se divertir, de se rencontrer et d'améliorer leurs conditions de vie. L'école est le lieu naturel et le plus commode à cette fin. En effet, tout citoyen est en droit d'attendre et d'exiger que les équipements scolaires, entretenus par les dépenses publiques, pour des fins publiques, servent de façon aussi large que possible aux usages de la communauté. Les tentatives de socialiser l'éducation ont rencontré auprès des élèves un tel succès et un tel enthousiasme que leur valeur en tant que techniques éducatives est aujourd'hui reconnue. Il faut donc donner aux gens du quartier une participation effective à des activités qui sont basées dans les bâtiments et qui utilisent les équipements de l'école. C'est là une des façons les plus sûres de leur insuffler un esprit public, d'accroître leur intelligence et de susciter un plus grand intérêt pour l'éducation la plus juste de la jeunesse du pays.

BIBLIOGRAPHIE

- BOURNE Randolph S. (1916), *The Gary Schools*, Boston, Houghton Mifflin Company/Cambridge, Mass, The University Press.
- DEWEY John (1897/1995), « Mon credo pédagogique », in G. Deledalle, *John Dewey*, Paris, Presses universitaires de France, p. 111-125.
- DEWEY John (1899), *The School and Society*, Chicago, University of Chicago Press.
- DEWEY John (1902), « The School as Social Center », *The Elementary School Teacher*, 3, 2, p. 73-86 [MW.2.80-94].
- DEWEY John (1909), « Significance of the School of Education », *Progressive Journal of Education*, 2, p. 31-38 [MW.3.273-284].
- DEWEY John (1914), « Professor Dewey's Report on the Fairhope [Alabama] Experiment in Organic Education », *Survey*, 32, p. 199 [MW.7.387-389].
- DEWEY John (1916), *Democracy and Education : An Introduction to the Philosophy of Education*, New York, The Macmillan Company [MW.9.1-402].
- DEWEY John & Evelyn DEWEY (1915), *Schools of To-Morrow*, New York, E. P. Dutton & Company [MW.8.205-404].
- FLEXNER Abraham & Frank P. BACHMAN (1918), *The Gary Schools : A General Account*, New York, General Education Board.
- TAYLOR Graham Romeyn (1915), *Satellite Cities : A Study of Industrial Suburbs*, New York, D. Appleton and Co.

NOTES

1 Ce texte est le chapitre 8 de *Schools of To-Morrow*, un livre écrit et publié par John et Evelyn Dewey en 1915, à New York, chez E. P. Dutton. Ce livre a trouvé son public, puisque l'édition critique des *Collected Works* [*Middle Works*, vol. 8, « Essays and Miscellany in the 1915 Period and German Philosophy and Politics and Schools of To-Morrow », introduction par Sidney Hook : MW.8.339-353], indique que 24 000 copies du livre ont été écoulées entre 1915 et 1928 [traduit de l'anglais au français et annoté par Daniel Cefaï].

2 Cette réflexion sur l'école comme *social settlement* vient à la suite d'un chapitre sur la « relation de l'école à la communauté » – une thèse que Dewey défend dès la création de l'école élémentaire, la future Lab School, à l'Université de Chicago, et qu'il avait déjà développée dans *The School and Society* (1899). Elle met en avant la nécessité d'une école qui ne soit pas centrée sur les seules disciplines de la « culture » noble, moyennant une opposition entre ce qui serait « culturel » d'un côté, « physique » et « professionnel » de l'autre, entre une « éducation libérale » et une « éducation industrielle » (Dewey, 1916 : 189-190 ou 293).

3 Gary est une ville dans l'Indiana qui jouxte la frontière de l'Illinois, et qui connaissait un boom industriel avec l'installation en 1906 des plus grandes aciéries au monde (Gary Works de l'U.S. Steel Corporation),

dans le prolongement des *steel mills* de Chicago (voir Taylor, 1915 : chap. VI et VII). Elle a été le lieu d'une expérimentation du système scolaire, à résonance nationale, en grande partie due à William Wirt, inspecteur général des écoles publiques de la ville à partir de 1907 (présenté par Bourne, 1916 : vii, comme un « élève et disciple de Dewey »). Les enfants devaient avoir un emploi du temps qui combine cours, jeux et divertissements, travail en bibliothèque et apprentissage dans des halls de montage, des ateliers ou des laboratoires. Et les activités scolaires étaient pensées depuis leur « coopération » (*community coöperation* : Bourne, 1916 : 53) avec d'autres institutions sociales de la communauté environnante (cours de musique à l'auditorium, organisations de jeunesse comme le YMCA et le YWCA, Scouts et Camp-Fire Girls, éducation religieuse dans les différentes églises). Cette expérimentation a ensuite essaimé dans le Midwest et sur la Côte Est (dont 14 écoles dans le Bronx regroupant jusqu'à 46 000 élèves – par comparaison, la Lab School de Dewey avait 140 élèves en 1902, celle de Gary 3 000 élèves en 1911). La meilleure enquête, exactement contemporaine du livre de Dewey, est celle menée par Randolph Bourne (1916) pour le compte de *The New Republic* en 1915. Une autre enquête éclairante est celle de Flexner & Bachman (1918). *Schools of To-Morrow* mentionne encore l'école expérimentale de

Junius Meriam à l'Université du Missouri, celle de Mrs Johnson à Fairhope (Dewey, 1914) et la Francis W. Parker School in Chicago (Dewey, 1909, « Significance of the School of Education », une conférence donnée à la Francis W. Parker School, Chicago, en janvier 1904, alors que Dewey était encore directeur de la School of Education de l'Université de Chicago).

4 Dewey connaissait William Valentine de longue date, avant même qu'il ne devienne le troisième directeur (*principal*) de la Bordentown School – la Manual Training and Industrial School for Colored Youth. Cette école, qualifiée de « *Tuskegee of the North* », par référence à l'Institut de Tuskegee, Alabama, créé par Booker T. Washington, se situait dans le New Jersey et appliquait les principes d'une éducation centrée sur l'enfant, fondée sur l'acquisition d'expériences pratiques, et en particulier d'une formation professionnelle, ce dont Dewey était un fervent partisan. Valentine s'était auparavant occupé de l'école publique # 26 où il avait déjà testé un certain nombre d'hypothèses et cherché à imaginer une institution adaptée aux besoins des enfants. Dewey parle d'une telle « adaptation », par exemple à Gary, Indiana, ou Cincinnati, Ohio, comme de la plus urgente « nécessité pour retenir les enfants à l'école et pour faire que l'instruction leur soit pertinente » (« Schools Are What the People Demand », MW.796).

5 C'est cet ensemble que l'on qualifie à l'époque de « science domestique », qui s'efforce de coupler l'introduction des études scientifiques dans l'art de tenir une maison et l'émancipation des femmes : l'enseignement ménager n'est alors pas perçu comme une façon d'assigner les femmes à un certain type d'activités à domicile, mais comme un ensemble de savoirs techniques (diététique, hygiène, comptabilité, puériculture...) à maîtriser pour assurer le bien-être des membres de la famille et être utile socialement. La rationalisation des tâches domestiques devient un objectif d'enquête et d'expérimentation pour les femmes, une façon de contrôler leur vie quotidienne, et parfois de libérer du temps pour avoir une vie professionnelle hors de la maison et être davantage autonomes.

6 L'équivalent de troupes d'éclaireuses.

7 Dewey balance ici entre *social settlement* et *social center* : il s'agit de deux types d'organisations différentes, mais dont les activités tendent à se recouvrir à l'époque de *Schools of To-Morrow* (1915). Le mouvement des centres sociaux ou communautaires bat son plein dans les années 1910 : les bâtiments scolaires sont utilisés, hors des horaires de l'école, par les assemblées de voisins discutant des affaires du quartier et elles remplissent une fonction d'institutions d'éducation pour adultes, de maisons de la culture et de centres de loisirs. Dewey avait en

quelque sorte anticipé cette nouvelle fonction sociale de l'école dans « *School as a Social Center* » (1902).

8 Dewey parle de coopération « semblable à celle des affaires » (*businesslike*). Il n'est pas question de dissoudre les institutions publiques dans le marché, mais de se référer au type d'intégration communautaire qu'engendrent la division du travail, les collaborations économiques et les échanges commerciaux.

9 Ces clubs civiques sont décrits dans *Schools of To-Morrow* (1915 : 82-83) : les enfants couplent l'apprentissage de l'instruction civique, de l'histoire et de la géographie avec l'étude du gouvernement municipal et ils s'organisent en clubs civiques. « Ils divisent la circonscription scolaire en plus petits districts, chacun pris en charge par un club civique qui effectue des relevés et des cartes de son bout de territoire, compte le nombre de lampadaires, de ruelles et de poubelles, ainsi que le nombre de policiers [...] et décide quoi mettre en œuvre, nettoyer une ruelle à l'abandon ou améliorer l'éclairage d'une rue. Ils utilisent toutes les méthodes d'un club de citoyens adultes comme interpeller la Mairie et envoyer des lettres aux services municipaux [...] et mènent actuellement une campagne pour obtenir une cour de récréation pour l'école, en tenant des réunions de quartier et en recourant à la publicité. » Ils « apprennent par la pratique » (*learning by doing*) à devenir des citoyens.

10 Avery Coonley était un homme d'affaires de Chicago. Son épouse, Queen Ferry Coonley, crée en 1906 la Cottage School, une école privée, à Riverside, un village satellite de Chicago – afin qu'elle puisse à l'origine accueillir sa fille de 4 ans, refusée dans les autres écoles. Queen Ferry demande à Frank Lloyd Wright de concevoir le bâtiment de l'école maternelle, la Coonley School Playhouse, achevée en 1912 (300 Scottswood Road and 281 Bloomingbank Road, Riverside). Cette école était régie par des principes progressistes, inspirés de Fröbel et de Dewey ; elle était dirigée par Lucia Burton Morse et Charlotte Krum, formées au Elizabeth Harrison's Kindergarten College. Queen Ferry était aussi, dans les années 1910, *trustee* de Vassar College, où elle avait étudié, trésorière du National Women's Party et vice-présidente de la Progressive Education Association.

ATELIER

L'OBSERVATOIRE D'INNOVATION SOCIALE DE FLORIANOPOLIS, SANTA CATARINA, BRÉSIL

ENQUÊTER ET
EXPÉRIMENTER AU CŒUR
DE LA VIE CIVIQUE

CAROLINA ANDION

Comment le dialogue avec différentes versions de pragmatismes nous a-t-il inspirés dans notre expérience de création de l'Observatoire d'innovation sociale de Florianópolis (OBISF) ? Ce projet expérimental est basé depuis 2016 à l'Université de l'État de Santa Catarina (UDESC), au Brésil. Il combine un travail d'enseignement, de recherche et d'extension universitaire, et il est mis en œuvre par le biais d'une plateforme collaborative en ligne (www.observafloripa.com.br). Il a permis d'identifier et de cartographier les différents acteurs d'un réseau d'organisations, de mouvements et de collectifs, mobilisés autour des problèmes publics de la ville. L'Observatoire a été conçu dans une perspective pragmatiste. Dans ce sens, les innovations sociales sont comprises et analysées comme des actions publiques localisées, promues par des publics qui émergent dans des processus de confrontation autour de situations problématiques, telles qu'elles sont vécues par les habitants des quartiers. L'OBISF s'attache à accompagner ces dynamiques, examiner leur inscription territoriale et leur déploiement temporel, et soutenir les initiatives des « écosystèmes d'innovation sociale », en mettant en œuvre des opérations d'enquête publique. Cet engagement d'universitaires dans des « laboratoires vivants d'innovation sociale » permet la co-constitution et la diffusion de savoirs sur des problèmes publics et valorise les processus d'expérimentation démocratique en cours. Il favorise aussi des processus de rencontre et d'alliance entre acteurs et de médiation avec les pouvoirs publics.

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; INNOVATION SOCIALE ; EXPÉRIMENTATION DÉMOCRATIQUE ; LABORATOIRES VIVANTS ; ECOSYSTÈMES D'INNOVATION SOCIALE ; ARÈNES PUBLIQUES.

* Carolina Andion est professeur à l'UDESC, Université de l'Etat de Santa Catarina, Brésil [andion.esag@gmail.com].

ANTÉCÉDENTS DU PROJET ET RAPPROCHEMENT DES « PRAGMATISMES »

Depuis 2010, date de la création du Centre d'innovation sociale dans la sphère publique (NISP)¹ – à l'initiative de professeurs du Département d'administration publique du Centre des sciences administratives et socio-économiques (ESAG) de l'UDESC –, nous menons des recherches sur les dynamiques de l'innovation sociale, en nous focalisant sur la compréhension de l'incidence de ces expérimentations sur l'action publique. Le rapprochement des « pragmatismes » par les chercheurs du groupe s'est fait, dans un premier temps, à travers les recherches individuelles dirigées développées par les étudiants sur les actions collectives et les organisations de la société civile (OSC)². À cette époque, la lecture des travaux de Boltanski et Thévenot (1991), de Latour et Weibel (2005) et de Cefaï (2007 et 2009) nous a permis d'enquêter sur les modes d'action et sur la légitimité des OSC (Krieger & Andion, 2014) et de nous interroger sur la capacité critique (Zimmermann, 2006) en jeu dans l'action collective de ces acteurs et son incidence sur les processus de coproduction du développement (par exemple en milieu rural : Ribeiro & Andion, 2014 ; Ribeiro, Andion & Burigo, 2015).

Dans un deuxième temps, nous avons commencé à travailler sur des projets de recherche intégrés bénéficiant du financement de la Fondation pour le soutien de la recherche et de l'innovation de l'État de Santa Catarina (FAPESC) et du Conseil national pour le développement scientifique et technologique (CNPQ). Ainsi, de 2013 à 2016, nous avons pu développer une vaste recherche sur différentes expériences d'innovation sociale, sur la base d'une étude multi-cas d'initiatives civiques emblématiques, dans les arènes de la garantie des droits des enfants et des adolescents, de la corruption électorale et de la santé publique (Andion, Moraes & Gonsalves, 2017 ; Moraes & Andion, 2018 ; Gonsalves & Andion, 2019 ; Ronconi *et al.*, 2019). Dans cette recherche, nous avons approfondi nos incursions dans diverses sociologies, principalement francophones, tant « pragmatiques » que

« pragmatistes », en cherchant à promouvoir un dialogue entre la théorie de l'acteur-réseau (Callon & Latour, 1981 ; Law, 1999 ; Latour, 1994, 1999, 2012, 2014) et la sociologie des problèmes publics (Cefaï, 2002 et 2014 ; Cefaï & Terzi, 2012 ; Chateauraynaud & Torny, 1999 ; Chateauraynaud, 2011a/2011b ; Quéré & Terzi, 2015). Cela nous a permis de disposer d'une boîte à outils analytiques et d'enquêter de manière plus efficace et réaliste sur la dimension politique des processus d'innovation sociale, en jetant un pont entre cette littérature sur ce phénomène et le domaine de recherche sur l'administration publique ou sur les politiques publiques.

Le pragmatisme était encore peu connu au Brésil en ce temps-là, mais petit à petit, en faisant l'aller-retour entre nos cas empiriques et nos lectures théoriques, nous avons élaboré notre propre réflexion sur la façon dont des citoyens ordinaires problématisent des choses qui ne vont pas dans leur vie quotidienne, comment elles et ils le font en articulant des griefs, en formulant des plaintes, en qualifiant des situations de bonnes ou de mauvaises, en exigeant que des droits soient reconnus et des dommages réparés. Les acteurs ordinaires sont capables d'évaluer ce qui pose problème (Dewey, 1939/2011), de chercher des solutions, d'attribuer des causes et des responsabilités (Gusfield, 1981/2009) et avec les moyens du bord, d'innover dans la sphère publique (Rana *et al.*, 2014), soit en passant par les voies de la politique municipale, soit en actionnant des mécanismes juridiques ou institutionnels.

Tout cela a permis de développer une approche analytique particulière (Andion, Ronconi, *et al.*, 2017), en prise directe sur les initiatives de la société civile dans différentes arènes publiques au Brésil. À ce stade, les questions directrices qui ont guidé la recherche étaient les suivantes : comment les innovations sociales émergent-elles et se diffusent-elles dans les arènes publiques et comment les différentes initiatives d'innovation sociale se relient-elles à l'action publique et aux politiques publiques ? Comment ces innovations sociales sont-elles liées à un travail de définition de situations sociales comme étant

problématiques, requérant des enquêtes et conduisant à l'établissement de nouveaux problèmes publics ? Et comment des mobilisations collectives de citoyens ordinaires, sur des sujets de leur vie quotidienne, réussissent-elles à influencer sur le processus de décision institutionnelle et politique ?

Dans ces premières études, on a pu observer que les innovations sociales ne surgissent pas dans le vide. Elles émergent sans doute en faisant apparaître des complexes d'interactions et de significations qui n'existaient pas auparavant, mais elles le font avec en arrière-plan un environnement social, institutionnel, juridique, politique et culturel qui doit être pris en compte. L'enquête s'est alors orientée vers la trajectoire des problèmes publics et des mobilisations autour d'elles, dans deux arènes étudiées de plus près : celle de la corruption électorale, à travers une étude de cas approfondie auprès du Mouvement de combat contre la corruption électorale (MCCE) (Moraes & Andion, 2018) et celle de la protection des droits des enfants et des adolescents, avec une recherche systématique auprès des OSC qui œuvrent dans cette politique publique (Gonsalves & Andion, 2019).

Ces enquêtes sur les initiatives de la société civile nous ont permis de pister les particularités, les similitudes et les différences entre les dynamiques d'innovation sociale et leurs trajectoires temporelles dans ces arènes publiques (Andion, Moraes & Gonsalves, 2017). Tout d'abord, les innovations sociales fleurissent dans des écologies politiques, dans laquelle les transactions pré-existantes entre mouvements sociaux, associations, agences de l'administration et pouvoirs exécutif et législatif délimitent, encadrent et arment l'espace des dénonciations et des revendications possibles. En ce sens, Gusfield (1989) a montré que les acteurs n'ont pas le même poids : certains finissent par s'approprier des ressources, le pouvoir et le droit de définir, de contrôler et d'administrer certains problèmes publics. Dans le cas de la corruption électorale, les acteurs clefs se sont avérés être l'Église catholique, à travers ses équipes et commissions pastorales, au tout début du mouvement MCCE, puis des juristes et des agents

de la fonction publique, dans un second temps. Cette appropriation du problème public par des « experts », principalement du droit et de la politique, nous semble être l'un des éléments centraux du changement de perspective dans le traitement de la corruption au Brésil ces dernières années. C'est à eux que l'on doit une transformation des sensibilités morales et plus largement, des expériences publiques. Il en va de même dans l'arène des droits de l'enfant et des adolescents, marquée par un fort processus d'institutionnalisation, de régulation, de contrôle et de judiciarisation, ces dix dernières années. On pourrait presque parler de confiscation, tant ce processus laisse peu de place à une participation effective des publics affectés (adolescents, familles et communautés). C'est l'une des tâches de la recherche de séparer des initiatives qui viennent d'en bas et de donner la parole sur la scène publique à des acteurs qui en sont d'ordinaire exclus (Gonsalves & Andion, 2019).

D'autre part, ces enquêtes ont permis de suivre le déploiement d'un certain nombre de controverses dans ces deux arènes publiques (Moraes, Andion & Pinho, 2017), en s'intéressant aux formes de la rhétorique publique. Nous avons examiné les situations en recourant à une lecture en termes de « cadres » de la culture publique et en tenant compte de « grammaires » du discours public. Du coup nous nous sommes demandés comment des problèmes en viennent à (n')être (pas) traités et, à la façon de Thévenot (2007), selon quels « régimes d'engagement » sont menées les actions. Ces deux points ont bien sûr été examinés d'un point de vue de surplomb, à travers une cartographie des controverses, mais aussi à l'échelle des micro-interactions, à partir du suivi des situations vécues tant par les membres du MCCE que par les acteurs qui agissaient dans la défense des droits des enfants et des adolescents.

Considérer l'interdépendance entre les différentes échelles de la réalité sociale, en faisant place à l'historicité des configurations dans ces arènes publiques – des acteurs, des relations et des arguments (Revel, 1998) – et entre les dimensions institutionnelles et la

créativité/inventivité des collectifs étudiés (Frega, 2016) nous a paru indispensable pour étudier les phénomènes d'innovation sociale. La recherche initiale a également conduit à d'autres interrogations. Une lecture qui a pour nous été cruciale a été celle de Latour (2012) : une première compréhension du public de Dewey s'est faite à travers la notion d'acteur-réseau. En ce sens, les innovations sociales émergent de divers agencements entre les acteurs, leurs savoirs, leurs ressources et leurs compétences – incluant des médiations « non-humaines » (par exemple, les dispositifs statistiques ou les infrastructures matérielles de l'administration municipale ou étatique). Dans le cas du MCCE, par exemple, une constellation de collectifs – formée par des leaders de l'Église catholique de gauche, des avocats, des juges, des anciens procureurs, des cyberactivistes, des politiciens, des chercheurs, des militants, etc. – confrontés à des sondages d'opinion, des projets de loi, des pétitions à faire signer, des articles de presse, etc., contribue à faire entendre de nouvelles voix, à rendre visibles et sensibles des problèmes jusque-là tenus pour allant de soi et à créer de nouvelles règles et conventions pour faire de la politique (Cefaï, 2009). Dans le registre légal, cela a donné lieu aux deux premières et seules lois d'initiative populaire au Brésil : la loi sur l'achat de votes – Loi n° 9840/1999 – et la loi « Ficha limpa » – Loi n° 135/2010³. La politique n'est pas réservée aux seuls experts et élus. Ces collectifs constitués de personnes ordinaires et de médiations diverses combinent leurs expertises et leurs compétences et produisent ainsi de nouvelles réponses/solutions au problème public de la corruption électorale qui transforment le cadre institutionnel et culturel.

Ces agencements ont une inscription évidente dans l'espace et le temps et les actions collectives et leurs conséquences apparaissent comme un bric-à-brac d'interactions continues et d'opérations de cadrage qui changent constamment (Cefaï, 2007). Pour cela, l'étude approfondie des innovations sociales dans l'espace public exigeait un suivi systématique et longitudinal de ces « réseaux vivants » – ce pour quoi l'analyse des trajectoires des problèmes publics de Francis Chateauraynaud et de son équipe a été cruciale (2011a et 2011b). Alors

que l'ethnographie vit parfois trop au présent et oublie la profondeur d'histoire, un des enjeux est devenu d'enregistrer les traces de toutes les actions, mobilisations, dénonciations, revendications, enquêtes, expérimentations et leurs conséquences. La ville est de ce point de vue un laboratoire et un observatoire privilégié des actions publiques – un point qui était défendu autrefois par Robert Park (1929), un ancien étudiant de James et de Dewey et qui a été redécouvert par des politistes contemporains (Lascoumes & Le Galès, 2007).

Cette compréhension nous a encore plus rapprochés des études pragmatistes, en cherchant aussi cette fois-ci une inspiration dans les classiques. L'insistance mise par John Dewey dans *Le public et ses problèmes* (1927/2010) sur les processus de discussion, d'enquête et d'expérimentation était à nos yeux une anticipation de ce que nous voulions décrire et analyser. Notre enquête nous a conduit à nous intéresser aux engagements civiques de George Herbert Mead (Cook, 1993), au travail de Jane Addams (1910) et de tant d'autres femmes réformatrices dans les *social settlements*. Plus récemment, nous avons découvert la conception d'une démocratie radicale de Mary P. Follett (1918). Et nous avons engagé un dialogue avec des recherches francophones qui héritent directement de cette source pragmatiste et progressiste des États-Unis au début du XX^e siècle. À partir de 2014, Daniel Cefaï (Cefaï & Terzi, 2012 ; Cefaï, 2016) et Francis Chateauraynaud (Chateauraynaud 2011a, 2011b ; Chateauraynaud & Debaz, 2017) sont devenus des interlocuteurs réguliers et ces échanges nous ont aidés à mieux préciser, empiriquement et théoriquement, ce que nous entendions par « écosystèmes d'innovation sociale », en mettant l'accent sur les dynamiques de l'action publique et de la gouvernance partagée et leurs effets sur la production de processus d'« enquête publique » ou « d'expérimentation démocratique ».

La discussion avec les pragmatistes français – qui a par ailleurs été facilitée au Brésil par deux colloques « Critique et Pragmatisme » organisés à l'Université de Brasilia en 2016 et 2018 (Cantu, Leal, Corrêa & Chartain, 2018 et 2019) et aussi par le Colloque international

d'épistémologie et de sociologie des sciences de l'administration (en 2014 et 2015) organisé à l'Université Fédérale de Santa Catarina – nous a également permis de reformuler nos questions de façon différente de ce que nous avons rencontré dans la littérature nord-américaine, que ce soit en matière d'expérimentalisme institutionnel (Ziegler, 1994), de démocratie délibérative (Bohman, 1999) ou de gouvernance participative (Fung, Wright & Abers, 2003) ou encore de « laboratoires vivants » (Schuurman, De Marez & Ballon, 2012). Cette catégorie qui a son origine dans les réseaux des *Science & Technology Studies* (STS) gagne selon nous à se confronter à l'héritage pragmatiste, à ce que celui-ci entend par « expérience » ou « expérimentation » (MacGilvray, 1999 ; Quéré, 2002) et à sa vision écologique, et pas seulement discursive, de la « raison publique » (Frega, 2010 ; Cefai, 2016).

En 2016, à partir de ces apprentissages, nous avons commencé le processus de création de l'Observatoire de l'innovation sociale de Florianópolis (OBISF), qui a été implanté en 2017, comme on le verra plus loin.

UN REGARD PRAGMATISTE SUR LES ENGAGEMENTS COLLABORATIFS DE L'OBSERVATOIRE DE L'INNOVATION SOCIALE DE FLORIANÓPOLIS

Les études sur le phénomène des innovations sociales nous ont amenés, comme décrit précédemment, à nous concentrer sur les associations et les agencements des différents secteurs, acteurs et dispositifs et à en examiner les conséquences au niveau de la ville. Dans le domaine des études sur l'innovation sociale, plusieurs auteurs discutent actuellement des villes en tant qu'espaces privilégiés pour apprendre empiriquement comment les publics affectés font face aux défis de la durabilité et inventent (ou non) des solutions pour ceux-ci. Diversité des écosystèmes urbains (McPhearson *et al.*, 2015) ; résilience évolutionnaire (Mehmood, 2016) ; villes intelligentes (Castelnovo, Misuraka & Savoldelli, 2016) ; *design thinking* et nouvelles

technologies pour résoudre les problèmes sociaux (Gutierrez *et al.*, 2016 ; Vechakul, Shrimali & Shandu, 2015) ; réseaux de gouvernance (Tosun & Schoenefeld, 2017), utilisation de plateformes collaboratives (Gutierrez *et al.*, 2016) et laboratoires vivants (Nyström *et al.*, 2013 ; Herselman & Callaghan, 2015 ; Leminen & Westerlund, 2016) sont quelques-uns des sujets du débat actuel sur l'importance des multiples expérimentations en termes d'innovations sociales pour co-construire des villes plus durables.

Toutefois, si l'on examine de plus près ce débat sur les villes dites « intelligentes », on se rend compte qu'en grande partie – comme le soulignent Calzada et Cobo (2015), Castelnovo, Misuraka et Savoldelli (2016) ou Kaika (2017) –, bien qu'elles abordent les innovations sociales, ces études surestiment la dimension technologique et productive de l'« innovation » et se concentrent sur des solutions axées sur la technologie et/ou la gestion. De façon générale, le débat privilégie la dimension structurelle des systèmes urbains et discute peu de l'importance des interactions entre les acteurs, de leurs particularités et de leurs conséquences, ainsi que des interrelations entre les dynamiques de l'innovation sociale et les transformations sociales qui se produisent dans les écosystèmes urbains. En fait, la plus grande partie de la littérature sur le management urbain et ses instruments ne prend pas en compte les dynamiques de mobilisation collective, d'organisation de réseaux associatifs et de formulation de problèmes publics qui font la vie de la cité.

À partir de la perception des lacunes dans ce débat, nous avons entrepris d'étudier les Écosystèmes d'innovation sociale (EIS) dans les villes en poursuivant le dialogue avec les sciences sociales, et en articulant notre analyse avec la perspective pragmatiste (Andion, Alperstedt & Graeff, 2019 et 2020). Les EIS sont compris ici comme une « constellation de réseaux » (Pel *et al.*, 2018) composés par l'association de multiples acteurs, institutions et artefacts, de différents secteurs, qui sont formés par la mobilisation autour de « situations problématiques » dans les « arènes publiques » de la ville (Cefaï, 2016).

De nombreuses études récentes dans le champ de l'innovation sociale ont abordé les moyens de renforcer les EIS et les capacités des différents acteurs et collectifs qui composent ces réseaux, en discutant des facteurs qui favorisent ou inhibent les EIS (Alijani *et al.*, 2017 ; Biggeri, Testi & Bellucci, 2017 ; Pel *et al.*, 2018). De telles études mettent en évidence la nécessité d'élargir la compréhension des moyens d'irradier les innovations sociales au-delà de l'expérimentation locale, en cherchant à les comprendre en tant que processus, négociés spatialement et insérés dans des territoires, et qui ont la possibilité objective d'influencer les trajectoires de développement.

Mais, malgré tout, on remarque encore quelques lacunes dans ces études. Outre la question du déterminisme technologique, il y a aussi une absence d'analyse sociologique qui signale la nécessité de faire avancer les discussions. (Andion, Alperstedt & Graeff, 2020 ; Howladd *et al.*, 2018 et 2019). Souvent, ces recherches sont centrées sur des « représentations » fixées par des analyses de contenu effectuées sur des entretiens ou des documents (en particulier les recherches sur les « cadres ») plutôt que sur des actions : elles ont une vision faible de ce que Mead appelait les « champs d'expérience » des acteurs et elles semblent négliger le sens pratique et la portée pratique des actes et des discours – *doing is knowing, knowing is doing* (Cefaï & Quéré, 2006). Mais la principale difficulté provient de ce que les modèles proposés sont supposés être universels et n'examinent pas, sur des *comparaisons de cas*, ce qui pourrait faire la spécificité de l'écologie politique et de la culture politique de tel pays, telle région ou telle ville. Ce qui se passe à Florianópolis et plus encore dans les quartiers Nord et Sud de la ville ou encore dans ses communautés à Monte Serrat ou Morro da Caixa, est très différent de ce que l'on rencontrera à Brasília, Rio ou Bahia.

Enfin, toujours dans la même direction, la « dynamique de problématisation et de publicisation » peut s'avérer très différente selon le type de problème qui est en jeu : les opérateurs de l'action publique, les épreuves de réalité et de validité, les dispositifs d'enquête et

d'expérimentation, les outils de description, d'explication et de prévision et les modes d'attribution de la responsabilité légale, par exemple, ne sont pas les mêmes et nous avons des configurations d'acteurs, d'enjeux, d'alliances et de conflits, d'objectifs et de ressources très différents quand il s'agit de protection de l'environnement ou de promotion d'une ville durable, ou de défense des droits des enfants et adolescents.

En ce sens, des études plus récentes comme celles de Stam (2015), Lévesque (2016) et Howaldt *et al.* (2018 et 2019) attirent l'attention sur la nécessité de lectures moins normatives qui évitent le piège consistant à établir des solutions standards ou des modèles tautologiques pour expliquer l'innovation sociale et ses effets, et qui prennent en considération la multiplicité des expériences en matière d'innovation sociale, en accordant une importance aux recherches empiriques qui favorisent l'étude approfondie de ces expériences.

Afin de dépasser les limites de cette littérature et de faire avancer le débat, nous avons commencé la recherche sur l'EIS de Florianópolis, en suivant les pistes relevées dans les études et les apprentissages discutés précédemment. Plus particulièrement, nous avons cherché à comprendre la dynamique des innovations sociales dans le contexte de la ville et leur contribution aux processus d'« expérimentation démocratique » et à la promotion de styles de développement plus durables, également en dialogue avec des études inspirées par le pragmatisme qui traitent de la gouvernance et de l'action publiques (Ansell, 2011 et 2012 ; Ansell & Bartenberger, 2016 ; Ansell & Gash, 2008 ; Bohman, 2004 ; Frega, 2020 ; Sabel & Zeitlin, 2012). Cela a permis de développer et de perfectionner une voie analytique pour étudier l'EIS et ses effets dans la ville de Florianópolis.

Le choix de Florianópolis tient au fait que c'est la ville dans laquelle se trouve l'ESAG/UDESC et qu'elle a commencé à se positionner au cours des dernières décennies au niveau national comme capitale de l'innovation⁴. Cela nous a conduits à nous interroger sur l'impact de

ce mouvement pour générer une mobilisation et des actions collectives capables de promouvoir des réponses et des solutions aux problèmes publics de Florianópolis et des différentes « villes » dans la ville qui se trouvent sur ce qu'on appelle l'« Île du silicium » brésilienne (une parente de la Silicone Valley en Californie). Il est important de noter que Florianópolis, bien qu'ayant le troisième indice de développement humain (IDH) le plus élevé du Brésil, compte 64 « zones de vulnérabilité sociale », illustrées dans le document 6 ci-dessous dans le texte, dans lesquels vivent 123 239 personnes (24,6 % de sa population) en situation d'extrême pauvreté, gagnant au plus la moitié du salaire minimum par mois (IBGE, 2010).

Cette situation s'est beaucoup aggravée avec le démantèlement des politiques sociales depuis 2014 et la situation de pandémie de COVID-19. En juin 2020, nous avons plus de 8 000 familles inscrites pour le programme *Bolsa Família* dans la municipalité, dont seulement 2 256 (28%) recevaient l'allocation, sans parler des populations les plus vulnérables qui ne figurent pas dans les statistiques et qui sont souvent invisibles pour les politiques publiques comme les sans-abri, les immigrés, les indigènes et les *quilombolas*⁵.

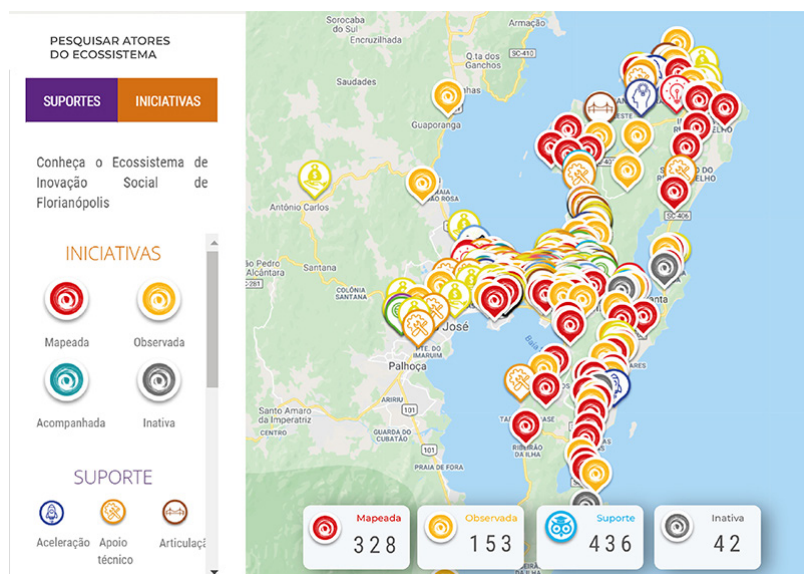
Ainsi, plus que de cartographier et d'analyser les acteurs qui réalisent l'EIS de la ville, notre objectif final était d'identifier, d'accompagner et de renforcer les « laboratoires vivants d'innovation sociale » (LVIS) existants dans les différentes arènes publiques étudiées (Magalhães, Andion & Alperstedt, 2020). Le concept de « *living lab* » trouve son origine à la fin des années 1990, au Massachusetts Institute of Technology (MIT), dans le département d'architecture et d'urbanisme, et vise à impliquer les habitants dans la planification urbaine. Le concept a ensuite été approprié aux systèmes d'innovation technologique, étant alors conçu comme une méthodologie centrée sur l'utilisateur pour détecter, tester et valider sa perception des produits technologiques (Yañez-Figueroa, Ramirez-Montoya & Garcia-Peñalvo, 2016).

Dans le champ des études sur l'innovation sociale et les villes, le débat sur les laboratoires vivants s'est élargi et a pris de nouveaux contours ces dernières années, faisant ressortir l'importance de ces espaces pour promouvoir la collaboration, les projets intersectoriels, la co-construction de connaissances et l'intelligence collective dans les EIS (Leminen & Werstelund, 2016 ; Howaldt *et al.*, 2018). Cependant, les études sur les LVIS sont encore récentes, rares et embryonnaires, tant sur le plan empirique que théorique.

Dans une récente revue de la littérature (Magalhães, Andion & Alperstedt, 2020), nous avons pu percevoir qu'il existe une tradition plus prononcée dans les études latino-américaines d'aborder les LVIS comme des « laboratoires citoyens », compris comme des espaces réels créés à partir de communautés d'appartenance qui peuvent faciliter les articulations intersectorielles et des savoirs pour une collaboration créative et la co-construction de connaissances et de solutions autour des problèmes urbains (Pinto & Fonseca, 2013 ; Masi, 2016 ; Gascó, 2017 ; Schiavo, Santos-Nogueira & Vera, 2013). Partant de cette compréhension, une question centrale qui nous a mobilisés a alors été d'accompagner et de renforcer les LVIS existants dans la ville, en les comprenant comme des étapes privilégiées pour la promotion des processus d'« enquête publique » au sens que donne Dewey (1927/2010 et 1938/1993) à ce terme.

À la suite de ces réflexions, la création de l'Observatoire a eu lieu en 2017 et a été rendue possible grâce aux efforts conjoints des chercheurs du NISP (les étudiants dirigés la professeure Luciana Ronconi et moi-même) avec des chercheurs du groupe de recherche *Strategos* de l'ESAG/UDESC sous la direction de la professeure Graziela Alperstedt, du département d'administration des entreprises. Une autre contribution importante se réfère au travail post-doctoral de Julia Graeff auprès du NISP et de *Strategos* de 2016 à 2018. Cet effort collectif, impliquant quatre professeures et plusieurs étudiants de graduation et post-graduation (licence, master et doctorat)⁶, a permis la création et l'implantation d'une plateforme collaborative en ligne,

co-construite avec les acteurs qui composent l'EIS de la ville, appelée l'*Observatório de Inovação social* (Observatoire de l'innovation sociale) de Florianópolis (www.observafloripa.com.br) (document 1).



Document 1 : Page d'accueil de la Plateforme de l'OBISF.
(Source : Observatório de Inovação Social de Florianópolis, 2020).

La plateforme a été développée en concertation avec les différents acteurs du réseau de l'écosystème et avec des chercheurs d'autres groupes de recherche nationaux et internationaux qui sont aujourd'hui partenaires de l'Observatoire. À travers le site web, sont cartographiés les initiatives d'innovation sociale (qui répondent aux problèmes publics de la ville) et leurs acteurs de support (en termes de financement, de soutien technique, de formation, d'articulation, etc.).

Ces données ont permis le géoréférencement des initiatives recensées et observées, ainsi que des initiatives inactives (qui ont cessé d'exister après le début de la recherche), et également de retracer les réseaux d'acteurs qui se mobilisent autour des problèmes publics de la ville⁷. Au début du mois d'août 2020, étaient enregistrés sur la

plateforme 252 initiatives d'innovation sociale cartographiées, 140 observées et 28 inactives, ainsi que 298 acteurs de soutien. L'expansion de l'inventaire et de l'observation a été possible grâce à la participation des étudiants des cours de graduation et post-graduation qui – dans leur travail dans les disciplines – observent (en appliquant les questionnaires de l'OBISF) et, en même temps, effectuent des interventions dans les initiatives d'innovation sociale et réalisent des activités de conseil dirigées par les professeurs et les moniteurs pour promouvoir le développement institutionnel de ces initiatives (document 2). En 2018 et 2019, 34 initiatives impliquant des OSC, des collectifs, des entreprises à impact social et des mouvements sociaux ont été soutenues par ce travail.



Document 2 : Photos des étudiants restituant les résultats de leurs travaux aux représentants des Organisations de la société civile (OSC) en 2018 et 2019.
(Source : Andion *et al.*, 2018 et 2019).

En résumé, comme cela est discuté dans Andion, Graeff & Alperstedt (2019 et 2020), l'approche analytique et méthodologique de l'OBISF (résumée dans le document 3) est centrée sur l'interface entre les échelles micro-méso et macro de l'EIS et cherche : (1) à comprendre

son inscription historique et territoriale, en partant du recensement des problèmes publics de la ville ; (2) à retracer le réseau d'acteurs et caractériser leur action et leurs relations, en incluant à la fois ceux qui promeuvent l'innovation sociale et ceux qui l'appuient, par le financement, le soutien technique, le contrôle social, entre autres ; (3) à suivre et à favoriser les « expérimentations » de l'innovation sociale, par l'ethnographie des « champs d'expérience » (Cefai, 2014) dans les arènes publiques de la ville, réalisée à travers des études à plus long terme.



Document 3 : Schéma d'analyse de l'écosystème d'innovation sociale (EIS) de Florianópolis. (Source : Andion, Alperstedt et Graeff, 2020).

On dispose ainsi d'une compréhension multiscalaire et longitudinale de l'EIS de Florianópolis en mettant en relation ses dimensions historiques, territoriales et institutionnelles (échelle macro), avec l'analyse de son réseau d'associations, ses formes de coopération et d'interaction (échelle méso), pour parvenir à ses pratiques (échelle micro) et à leurs conséquences. Par conséquent, l'OBISF permet de suivre *in loco* la manière dont cet EIS fonctionne à l'interface entre les institutions déjà établies et le potentiel créatif des différents acteurs qui le composent (Andion, Alperstedt & Graeff, 2020).

En ce sens, l'objectif au terme du parcours est d'identifier, de comprendre et de favoriser les expériences d'« enquête publique »,

c'est-à-dire de problématisation, de divulgation, d'exploration et d'expérimentation collective pour affronter les problèmes publics. À cette fin, le Laboratoire d'éducation pour la durabilité et l'innovation sociale (LEDS), coordonné par la professeure Graziela Alperstedt et qui promeut également différentes actions d'*extension universitaire*, à l'intérieur et à l'extérieur de l'université, a été créé en même temps que la plateforme OBISF.

La proposition est, à travers l'OBISF et le LEDS, d'articuler recherche, enseignement et *extension*, et ainsi d'accompagner et de faciliter les processus d'« enquête publique »⁸. Cela est fait non seulement par le biais des études et des recherches menées, mais aussi par l'organisation et la participation à divers événements, activités et projets réalisés conjointement et/ou à l'invitation des acteurs qui forment le réseau de l'EIS de Florianópolis eux-mêmes⁹, à l'intérieur et à l'extérieur de l'université. En 2018 et 2019, l'équipe de l'OBISF a organisé 23 événements auxquels ont participé plus de 1000 personnes et a pris part à diverses autres activités avec le réseau de l'EIS de la ville, à l'invitation de ses partenaires (document 4).



Document 4 : Photographies d'annonces d'événements en 2018 et 2019.
(Source : Archives de l'OBISF).

Tout cela montre les processus d'instauration de la confiance et d'« inter-objectivation » (Zask, 2004) qui sont co-construits avec les acteurs du réseau, ce qui a été fondamental pour la constitution de l'Observatoire en tant que ressource qui soutient et renforce les « laboratoires vivants d'innovation sociale » de la ville.

Pour finir, nous explorons de plus près comment tout cela se produit dans la pratique, en traitant plus en détail l'expérience que nous avons eue dans l'étude développée depuis 2017 auprès de l'arène publique de la garantie des droits des enfants et des adolescents et les apprentissages acquis au long de ce parcours.

DE L'OBSERVATOIRE AUX LABORATOIRES VIVANTS D'INNOVATION SOCIALE : LES DROITS DES ENFANTS ET DES ADOLESCENTS DE FLORIANÓPOLIS

Comme dit ci-dessus, plutôt que de comprendre la configuration du réseau qui constitue l'EIS de la ville, ses acteurs et ses interactions, par le biais de la plateforme, notre plus grand intérêt dans ce parcours, conçu conjointement avec les acteurs de l'écosystème eux-mêmes, consiste à favoriser des processus d'« enquête publique », dans les différentes arènes publiques de la ville. Il s'agit de mettre en pratique une perspective de recherche basée sur le « *design experimentalism* », tel qu'il est défini par Ansell (2012), qui : (1) se concentre sur les expériences réelles et vécues, et non pas sur celles produites dans les « laboratoires » intra-muros de l'université ; (2) favorise l'interaction entre le sujet et l'objet et son importance dans la recherche, en valorisant et en prenant au sérieux les justifications, les savoirs et les pratiques des acteurs ; (3) prend en compte les multiples formes de lien cause-action, de mesures et d'épreuves, en particulier les métriques développées par les différents publics et les personnes affectées, considérés comme des expérimentateurs ; (4) accorde une place à l'erreur, à l'apprentissage, à la formulation et à la reformulation d'hypothèses, à la discussion, au débat et à la validation des résultats de la recherche

en collaboration avec les sujets étudiés ; (5) favorise l'« excavation » théorique et l'artisanat méthodologique, le dialogue et la triangulation des différentes approches et des méthodologies de recherche qualitative et quantitative ; (6) privilégie l'idée d'une « écologie politique » et d'une pluralité de relations et d'interactions sur un idéal d'universalité.

Comme le souligne Frega (2016), l'exploration de la dynamique d'expérimentation démocratique peut fournir des pistes théoriques et analytiques importantes pour comprendre les rapports entre démocratie et innovation sociale. Outre l'identification et la discussion de la portée et des limites des processus participatifs, il s'agit de comprendre comment se produit le *design* des institutions, à travers la confrontation, par différents publics, des conséquences indésirables de la vie en commun.

Le mot « expérimentation » renvoie à la recherche de solutions plus innovatrices, à l'exercice du questionnement en recourant à des tests qui mettent à l'épreuve des hypothèses de travail (Mead, 1899/2020), dans une perspective de recherche de solutions à des situations problématiques. Le mot « démocratique », quant à lui, est lié aux processus de collaboration entre différents acteurs et secteurs et d'apprentissage mutuel, à travers la participation des personnes affectées et la valorisation de leurs formes d'expérience et de connaissance. Ce processus d'apprentissage collectif, basé sur l'« enquête publique », se présente pour nous comme un élément important de la revitalisation de l'action publique et des institutions démocratiques. Ce point à un caractère dramatique, aujourd'hui au Brésil, qui est l'un des épïcêtres mondiaux de l'épidémie de COVID-19 et qui est reconnu comme l'un des pires exemples au monde en termes de gouvernance de la crise (Andion, 2020).

Pour pénétrer et favoriser ces processus de co-construction de la connaissance, nous avons donc cherché à identifier et à renforcer les LVIS déjà existants dans les arènes publiques, en promouvant des

actions avec ces communautés d'expérience. Nous comprenons les LVIS comme des *matrices d'interaction, d'enquête et d'expérimentation*, hors de l'université, qui travaillent à formuler des jugements moraux et légaux, à fixer des intérêts sociaux et à revendiquer des droits civils ou sociaux, et qui organisent des mobilisations en vue de transformer les milieux de vie et les histoires de vie des acteurs. C'est en ceci que les LVIS sont des « laboratoires d'action publique » dans lesquels des innovations sociales peuvent fleurir (Masi, 2016 ; Yañez-Figueroa, Ramirez-Montoya & Garcia-Peñalvo, 2016 ; Schiavo, Santos-Nogueira & Vera, 2013). Les problèmes publics locaux peuvent y être identifiés, interprétés, compris et traités par des publics, directement affectés ou indirectement par des travailleurs sociaux, des leaders d'ONG, des chercheurs de l'Université, des fonctionnaires ou des politiques – qui font bouger l'expérience publique et ouvrent des possibilités d'expérimentation démocratique (Ansell, 2011 et 2012 ; Frega, 2020 ; Cefai, 2020). Ces LVIS sont des observatoires d'où l'on peut observer les actions publiques en train de se faire (ou de ne pas se faire) comme des expérimentations non « contrôlées », en cours d'élaboration, interprétées lors de leur mise en pratique et de leur réception par des publics (Lascoumes & Le Galès, 2007).

En ce sens, des travaux impliquant des observations systématiques et à plus long terme ont été et sont menés dans le cadre de l'OBISF par des étudiants de master et de doctorat sur un certain nombre de problèmes publics : l'agriculture urbaine, les déchets solides urbains (Dias, 2019), le Forum des politiques publiques de Florianópolis (Mendonça, 2019), la garantie des droits des femmes (Nunes, 2020 ; Fraga, 2020), la protection des enfants et des adolescents (Silva, 2020 ; Magalhães, 2020). Discutons brièvement, à présent, des expériences qui se sont nouées dans l'arène publique de garantie des droits des enfants et des adolescents, dans laquelle nous menions déjà des actions d'*extension universitaire* et de recherche avant la création de l'OBISF et sur laquelle portent la thèse de master de João Vitor Libório da Silva et la thèse de doctorat de Thiago Gonçalves Magalhães (2020).

Outre leur recherche approfondie, des projets d'*extension* sont réalisés, depuis 2018, par l'OBISF en partenariat avec l'ICOM (Institut communautaire du Grand Florianópolis) et le CMDCA (Conseil municipal des droits de l'enfant et de l'adolescent). Les étudiants et les chercheurs du NISP participent activement à la coordination et à la réalisation de ces projets (document 5). En 2018, a été développé en partenariat le Laboratoire de renforcement institutionnel (LAFI), qui consistait en la formation de gestionnaires de quarante organisations de la société civile des quatre régions de la ville pour l'élaboration de projets d'intervention auprès de leurs publics. Outre ces formations, concentrées en trois jours pour dix des OSC de chacun des districts de la ville, cinq « dialogues élargis » ont été organisés, auxquels ont été invités les différents acteurs qui œuvrent dans le système de garantie des droits des enfants et des adolescents de la ville (SGDCA).



Document 5 - Photographies des projets LAFI, Jornada DI e Articula Floripa.

(Source : Archives de l'OBISF).

Lors de ces rencontres, les participants étaient invités à réfléchir, à dialoguer et à agir sur des questions clés liées aux politiques publiques. Deux de ces dialogues ont eu lieu sous la forme d'une audience publique au conseil municipal, avec la participation des conseillers municipaux eux-mêmes, de plusieurs gestionnaires qui travaillent dans le SGDCA de la municipalité, ainsi que des enfants et des adolescents eux-mêmes¹⁰.

Tout ce processus a permis une ample implication de l'équipe de recherche dans l'élaboration, la discussion et la publication de la version finale du Plan décennal 2018-2028 pour les droits des enfants et des adolescents dans la municipalité, avec l'élaboration d'une version illustrée, en vue de sa plus large diffusion¹¹. Il a également comporté la planification et la réalisation, en novembre 2018, de la pré-conférence municipale sur les droits des enfants et des adolescents, à laquelle ont participé une centaine d'enfants et d'adolescents et plus de vingt enseignants de diverses écoles publiques et privées et éducateurs d'OSC, qui ont élaboré des propositions à soumettre, en février 2019, à la 10^e conférence de Florianópolis à laquelle ont participé environ 180 personnes.

En 2019, ce processus s'est poursuivi avec le projet Parcours du développement institutionnel (*Jornada DI*). Ce projet comportait un processus de formation de 85 heures, de mai à mars 2020, et a compté avec la participation de trente gestionnaires de quinze OSC inscrites au CMDCA. Prises ensemble, les interventions de ces OSC ont bénéficié directement à environ 3 300 enfants et adolescents. En 2019, ont eu lieu treize rencontres de formation qui ont abordé des thèmes tels que la trajectoire de la société civile au Brésil, l'identité et l'orientation des organisations, la gouvernance, la mobilisation des ressources, le montage de projets et l'action dans le cadre des politiques publiques. Le projet comprenait également la réalisation conjointe d'un documentaire vidéo sur le travail des OSC dans le cadre de la politique de garantie des droits des enfants et des adolescents dans la ville¹².

Enfin, le projet « *Articula Floripa* » (Articulation de Florianópolis) a été développé de 2019 à 2021. Ce projet visait à renforcer le SGDCA de la municipalité, en promouvant des espaces de rencontre, de formation et d'articulation entre ses acteurs. L'objectif essentiel du projet est de renforcer le réseau et de promouvoir le protagonisme du CMDCA, en renforçant son rôle d'organisation clé de ce système, dans le cadre des 30 ans du Statut de l'enfant et de l'adolescent (ECA) au Brésil, célébrés le 14 juillet 2020.

Le projet comprend quatre axes principaux. Le premier vise à offrir aux acteurs du SGDCA des moments de connexion, d'articulation, de dialogue et de réflexion sur la garantie des droits des enfants et des adolescents dans la ville. Le second vise, auprès du CMDCA et ses partenaires, à renforcer son rôle, en créant des espaces d'apprentissage collectif entre les conseillers membres du CMDCA, grâce à un auto-diagnostic de leur profil et de leur action et à une formation continue qui se déroulera jusqu'à la fin de 2020. Le troisième axe vise à mobiliser et à sensibiliser à la question des droits des enfants et des adolescents comme une priorité absolue, en développant une campagne qui marque le 30^e anniversaire de l'ECA. Le quatrième axe, concomitant au troisième, concerne la création et l'implantation d'un portail web, et d'autres stratégies pour accroître la mobilisation et l'engagement vis-à-vis de la campagne, la transparence et la visibilité des actions promues¹³. Les travaux de terrain et les projets développés à ce stade de la recherche ont permis de construire et d'exercer une forme d'enquête coopérative, appliquée et impliquée qui se caractérise comme une « ethnographie de l'arène publique » (Cefaï, 2010). Ce chemin méthodologique a permis de saisir de diverses manières les « actions situées » (Quéré, 1997) des acteurs de cette arène publique, à partir de différentes approches analytiques appliquées à des échelles d'analyse distinctes.

Dans les arènes publiques, les expériences se croisent et il a fallu inventer un « artisanat méthodologique » qui permette de circuler entre les différentes scènes de dispute, avec leurs échanges d'arguments et enchaînements d'actions, et leurs auditoires – qui parfois « entrent dans la danse » et se transforment en « publics actifs » (Dewey, 1927/2010). Le chemin parcouru par cette « ethnographie politique de la citoyenneté ordinaire » (Cefaï, 2007) a été rien moins que linéaire, en raison des multiples événements qui sont venus perturber notre recherche (l'un des plus marquants et des plus récents étant le démantèlement des politiques publiques promu par l'actuel gouvernement fédéral au Brésil, qui a détruit des dispositifs qu'il avait fallu des années pour mettre en place), mais aussi en raison du caractère

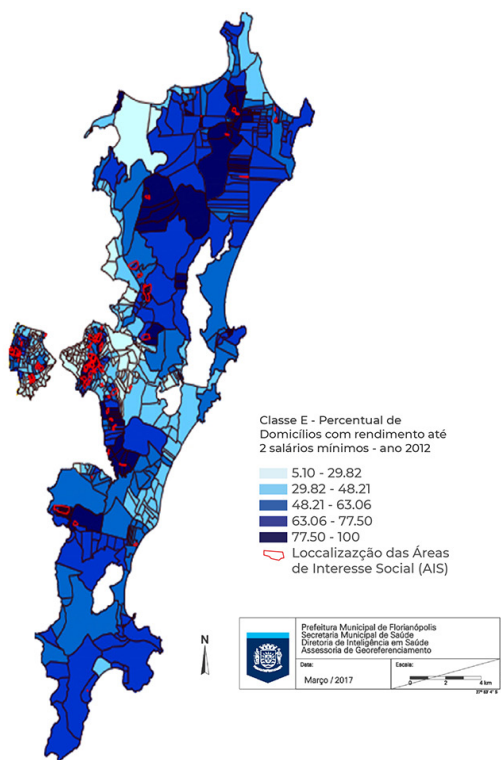
expérimentaliste de cette enquête collective. Le lecteur intéressé pourra trouver une discussion plus détaillée de cette démarche dans un article de synthèse (Magalhães, Andion & Alperstedt, 2020), dont un aperçu est donné dans le tableau 1 ci-dessous.

Tableau 1. Parcours méthodologique : enquête sur les arènes publiques.
(Source : adapté de Magalhães, Andion & Alperstedt, 2020).

Moment	Objectif	Stratégie de recherche	Milieu d'étude
Relevé des contours et de la configuration de l'arène publique	Comprendre les contours de l'arène publique, ses principaux acteurs et interactions (analyse structurelle)	Recensement cartographique	Écosystème d'innovation sociale, réseaux qui composent l'arène publique
Questions directrices : Quels sont les principaux problèmes publics de la ville ? Qui sont les acteurs de support et quels rôles jouent-ils ? Quelles sont les initiatives visant à répondre aux problèmes publics dans la ville et quelles sont leurs caractéristiques ? Quelles sont les situations problématiques auxquelles elles visent à répondre ? Quelles interactions se produisent-elles ? Qui sont les personnes affectées ? Quelles sont les solutions proposées ? Quelles sont les méthodologies et les technologies appliquées ? Quelle est l'incidence sur les arènes publiques ?			
Moment	Objectif	Stratégie de recherche	Milieu d'étude
Identification et suivi des scènes d'ajustement réciproque	Identifier les espaces de construction de compromis et d'émergence de conflits entre les différents publics engagés dans l'arène publique	Observation directe, systématique et continue	Espaces d'articulation et de dialogue, tels que les conseils et les forums des politiques publiques
Questions directrices : Comment les acteurs se coordonnent-ils pour faire valoir leurs demandes ? Quels dispositifs, objets, règles juridiques et institutionnelles les publics utilisent-ils pour faire valoir les droits des enfants et des adolescents ? Comment la représentation et la légitimité sont-elles construites dans l'arène ? Quelles sont les échelles de publicité utilisées ? Qui sont les protagonistes, les spectateurs, les locuteurs, les auditoires ? Quelles opérations d'attribution de responsabilité peut-on relever ?			

Moment	Objectif	Stratégie de recherche	Milieu d'étude
Suivi des personnes affectées et de leurs expériences de vie	Manière dont se déroule (ou non) l'action et ses conséquences; récupérer les séquences temporelles pendant qu'elles sont produites	Observation directe et systématique	Organisations des pouvoirs publics et de la société civile qui travaillent auprès des enfants et des adolescents
Questions directrices: Comment les personnes affectées perçoivent-elles le problème public? Comment se mobilisent-elles et agissent-elles (ou non) autour de ce problème? Comment l'imputation des responsabilités, la production d'une plainte, les suites d'une violation d'un droit se passent-elles? Quelles sont les conséquences pour les personnes affectées? Comment publisent-elles (ou non) leurs problèmes?			
Moment	Objectif	Stratégie de recherche	Milieu d'étude
Reconstitution et analyse de la trajectoire de l'arène publique	Reconstituer la trajectoire du problème public dans la ville et les situations d'épreuve rencontrées	Analyse de documents; entretiens avec les acteurs du réseau	Agenda médiatique; agenda gouvernemental; dispositifs d'action publique; espaces d'articulation
Questions directrices: Qui sont les porte-parole? Quels sont les faits? Quels sont les thèmes abordés? Quelles sont les situations d'épreuve vécues? Comment les acteurs y font-ils face? Quelles sont les conséquences? Quelle est la trajectoire du problème? Quels sont les arguments? Quelles sont les controverses?			
Moment	Objectif	Stratégie de recherche	Milieu d'étude
Validation et remise aux sujets étudiés	Valider les résultats de la recherche	Groupes centrés	Réalisation d'ateliers avec les différents groupes de sujets étudiés (pouvoirs publics, société civile, universités, enfants et adolescents)
Questions directrices: Comment les sujets étudiés perçoivent-ils et (re)signifient-ils les résultats de la recherche? Quelles sont leurs impressions, leurs questions, leurs dilemmes, leurs difficultés? Quels sont les <i>feedbacks</i> ?			

Tout d'abord, le relevé de la circonscription et de la configuration de l'arène publique a permis de mettre en évidence les problèmes publics rencontrés et discutés dans cette arène par les propres acteurs. Ces problèmes sont souvent méconnus, peu pris en compte par les pouvoirs publics et les médias traditionnels de la ville, tandis que les personnes concernées au premier chef ont elles-mêmes du mal à articuler publiquement leur expérience. Cela a permis de constater qu'un mineur sur cinq à Florianópolis vit dans des familles dont le revenu est inférieur à 500 euros par mois, et habite dans l'une des 64 « zones de vulnérabilité sociale » de la ville, mis en évidence sur le document 6.

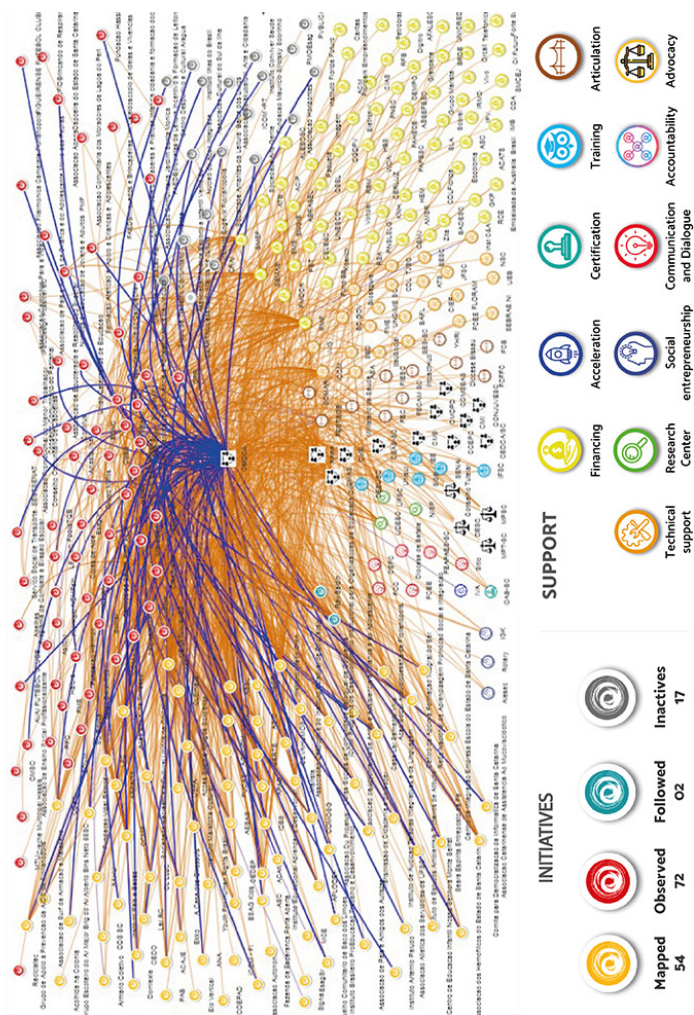


Document 6 – Zones de vulnérabilité sociale à Florianópolis.
(Source : ICOM, 2016).

Le recueil de données a permis de cerner quelques-uns des principaux enjeux de la discussion publique, qui soulèvent indignation et suscitent dénonciation, et qui sont reformulés dans le langage de la violation des droits : (1) le nombre d'enfants et d'adolescents qui sont morts dans ces zones est trois fois plus élevé que dans le centre-ville et les beaux quartiers – 75 % d'entre eux étant des garçons noirs. (2) Le nombre de cas de violations des droits, en particulier des violences sexuelles sur les filles, est sous-évalué en raison de leur sous-déclaration, dû en partie au dysfonctionnement du « disque de dénonciations » (le bureau d'enregistrement des plaintes ne répond plus aux appels) et à l'absence d'écoute spécialisée (malgré le traitement par une sorte de médiateur – *conselho tutelar*). (3) Par ailleurs, les enquêtes locales des journalistes ou des universitaires auprès des agents de santé, des professeurs des écoles et des parents d'élèves et les interventions de ces derniers dans les dispositifs de participation (les conseils et le Forum des politiques publiques de Florianópolis - FPPF) ont mis en évidence le manque de places dans les crèches et les écoles de la ville avec de nombreux enfants et adolescents non scolarisés, en particulier dans le nord et le sud de l'île ; (4) et le manque de services spécialisés concernant les troubles psychiques et la santé mentale. Enfin, lors des conférences municipales sur les droits des enfants et adolescents en 2015 et 2019, des assemblées d'une centaine d'élèves, de 8 à 16 ans, des écoles publiques et des organisations socio-éducatives, ont fait remonter (5) la demande des enfants et des adolescents d'avoir accès à davantage de services de loisir et de culture d'être davantage écoutés par les élus politiques et les institutions publiques, comme protagonistes et pas seulement comme bénéficiaires de la politique.

Face à ces problèmes, il a été possible grâce à la plateforme de l'OBISF de réaliser une cartographie (document 7) du réseau formé par les différents acteurs qui se mobilisent autour de cette arène – soit, plus de 400 organisations, groupes et dispositifs qui se mobilisent et interagissent autour de la défense des droits des enfants et des adolescentes. Ce réseau témoigne de l'importance de la société civile dans

cette arène, en incluant un total de 109 initiatives civiques. En outre, on a analysé 11 initiatives gouvernementales, qui actionnent 177 instruments de politique publique, 7 initiatives universitaires et 2 initiatives d'entreprises. Enfin, 138 acteurs de soutien (financement, aide technique, formation, recherche...) ont également été cartographiés.



Document 7 - Graphe du réseau de l'arène publique autour du problème des droits des enfants et adolescents à Florianópolis. (Source : Magalhães, 2020).

L'enquête de l'OBISF de façon analogue aux enquêtes que menaient en leur temps les réformateurs sociaux comme Jane Addams, les directeurs de social surveys comme celui de Pittsburgh, ou des universitaires pragmatistes comme G. H. Mead ou R. E. Park, porte un éclairage sur ce réseau jusque-là invisible, formé par les multiples et complexes relations qui font ce que l'on appelle la « société civile » et la trame de ses liens avec les différentes instances des pouvoirs publics (Lavalle & Szwako, 2015), avec les entreprises ou avec les universités. Cette enquête collective, armée des outils de l'ethnographie, l'entretien, la cartographie, l'analyse statistique et l'analyse de réseaux, a permis de mieux comprendre la politique publique en train de se faire. Elle a identifié la pluralité d'acteurs impliqués au quotidien dans la promotion, le contrôle et de la revendication des droits des enfants et des adolescents. Ce processus a abouti à l'élaboration et à la validation, avec les acteurs, d'un diagnostic, rendu public moyennant un rapport mis en ligne en 2020¹⁴. Ce rapport discute les avancées et les limites de l'action publique dans ce domaine, en montrant un écart énorme entre les demandes de protection des droits et les services effectivement fournis à la population, que ce soit par le gouvernement ou la société civile, et une précarité croissante de la politique publique et de ses instruments.

Cependant, au-delà de l'analyse structurelle du réseau, l'étude a également cherché à accéder *aux scènes d'ajustement réciproque et aux expériences vécues par les publics affectés* qui se mobilisent autour de cette arène publique, afin de comprendre comment elles émergent et quels sont les effets des processus d'« enquête publique ». Pour ce faire, pénétrer dans les associations, les coordinations et les mouvements autour de la défense des droits, c'est-à-dire suivre les situations vécues et les débats publics autour de la question, est devenu essentiel. Cela a été possible grâce à différentes stratégies de recherche : (1) relevé documentaire (analyse de procès-verbaux, rapports, discussion sur les réseaux sociaux, etc.) ; (2) participation des chercheurs aux espaces d'articulation, de débat et de contrôle social identifiés, tels que le CMDCA et le FPPF ; (3) en outre, réalisation de projets

d'*extension universitaire* en partenariat, décrits ci-dessus. Ces stratégies ont permis d'accéder à des situations de coordination/compromis mais aussi de conflit entre les différents acteurs de l'arène et aux processus de problématisation et de publicisation des « situations », pendant que celles-ci étaient vécues (Cefaï, 2002).

Tout ce processus a abouti à la reconstitution de la trajectoire de cet espace public au cours des treize dernières années, mettant en évidence la « balistique » (Chateauraynaud, 2011a) des processus d'enquête publique, avec ses nombreuses bifurcations, et ses conséquences concrètes, tout en récupérant la narration du phénomène produite par les propres acteurs (Terzi, 2015). Le jeu d'échelles et le croisement des différentes perspectives d'analyse ont permis d'identifier : (1) les principaux événements et dispositifs de l'arène publique au cours de cette période, en reconstituant le tableau qui sert de toile de fond aux situations d'épreuves vécues ; (2) les principaux porte-parole et publics mobilisés de cette arène, leurs rôles et leurs formes d'engagement (ainsi que ceux qui sont absents) ; (3) les affrontements successifs des situations d'épreuve, au fil du temps, et la manière dont celles-ci sont surmontées, en mettant en évidence les processus d'émergence et de partage des apprentissages et leur diffusion, ainsi que les obstacles à ceux-ci ; et (4) les effets des actions de ces acteurs dans cette arène, en termes de production de critique, de problématisation, de délibération, de dénonciation et de jugement, générant des conséquences tant dans la réponse aux problèmes publics que dans les politiques publiques (Magalhães, Andion & Alperstedt, 2020 : 26).

Les résultats de la recherche ont permis d'identifier les innovations sociales et institutionnelles produites au fil du temps par des mobilisations collectives, mais aussi les nombreux obstacles rencontrés par les acteurs individuels et collectifs, engagés dans l'espace public, pour transformer l'institué, dans un monde caractérisé par de profondes inégalités et asymétries de pouvoir. L'OBISF a pu se rendre compte de multiples travers de la culture politique au Brésil – les formes de clientélisme et de paternalisme qui parasitent les rapports

de pouvoir, une absence de sensibilité égalitaire pour les plus démunis, une incapacité à faire à la pauvreté et aux cortèges de difficultés qui vont avec des problèmes publics, un manque de confiance en ses pairs et dans les institutions qui rend compliqué de former des collectifs, ainsi qu'un sens de la débrouille (*jeitinho*) privilégié par rapport aux voies officielles de la politique.

Tout cela rend nécessaire un processus de « réduction sociologique »¹⁵ (Ramos, 1996) afin de ne pas s'en tenir à un discours universel sur la constitution de publics autour de problèmes et sur les laboratoires vivants d'innovation sociale et de prendre en compte les spécificités de la réalité brésilienne. En ce sens, le travail ethnographique sur l'arène publique de protection des droits des enfants et des adolescents nous a permis de mieux comprendre certaines spécificités brésiennes. Il nous a par exemple permis de comprendre que l'apprentissage collectif se fait dans la confrontation à des « situations d'épreuve », au fil du temps, souvent dans des affrontements et des conflits, et non par le biais de « nouvelles combinaisons » par des « entrepreneurs sociaux » – comme le préconisent de nombreux auteurs de l'innovation sociale –, ni même en tirant profit de « fenêtres d'opportunité politique » ou de « processus de gouvernance collaborative », comme le veulent de nombreuses études de science politique.

Au cours des trois dernières années, la situation s'est encore tendue. Les responsables des OSC, les fonctionnaires, les enfants, les adolescents et leurs familles ont dû se mobiliser pour « exister et résister » à un mouvement croissant de démantèlement d'un système fragile de protection des droits sociaux. La concentration de l'action collective sur l'« administration du droit » (Bacares Jara, 2019), la gestion et le financement de la politique, de ses instruments et de ses services, ont conduit à la démobilisation de la majorité des personnes concernées par la défense et la promotion de leurs droits et de leurs alliés. L'arène publique a rétréci, le public a été mis au pas, tandis que la définition et la gestion du problème public sont désormais devenues la propriété de certains élus, experts et fonctionnaires.

REMARQUES FINALES

Cet article avait pour objectif de décrire notre parcours épistémologique, politique et méthodologique, d'inspiration pragmatiste, pour étudier les interrelations entre les innovations sociales promues par les différentes communautés de pratique dans le contexte de la ville et de plus amples processus de transformation sociale. Cette approche est ancrée dans l'exercice et l'apprentissage continu d'une « science en action » qui se construit dans le dialogue, l'interaction et la collaboration constants entre les chercheurs et entre ceux-ci et les acteurs du réseau qui forme l'Ecosystème d'innovation sociale (EIS) de Florianópolis. Tout en se nourrissant des « laboratoires vivants » préexistants, cette expérience espère également disséminer de nouvelles semences et de planter de nouveaux arbres qui aideront à étendre cet écosystème.

Tous les résultats de la recherche ont été restitués et validés auprès des personnes enquêtées et co-enquêtrices, au moyen d'une série d'ateliers, qui se sont tenus dans un format de groupes centrés entre juillet et août 2020. La carrière des problèmes publics se poursuit en aval dans le travail de leur réception par les acteurs et de la transformation de leurs identités, de leurs perspectives, de leurs intérêts, de leurs croyances et de leurs habitudes. C'est là que se jouent les avancées et les limites des dynamiques d'apprentissage collectif générées dans ce réseau, c'est là que l'on peut aussi observer ce que des « expérimentations démocratiques » font aux acteurs – autrement que dans les évaluations officielles des politiques publiques de la ville.

En ce sens, l'étude vise : (1) à ce que les sujets eux-mêmes coproduisent une meilleure compréhension des conséquences de leurs actions sur les politiques publiques dans la municipalité ; (2) à permettre le dialogue et l'interlocution entre les différents acteurs qui réalisent ces actions publiques, en favorisant des processus de gouvernance plus collaboratifs et expérimentalistes au niveau municipal ; (3) à faire avancer le débat scientifique à l'interface entre innovations

sociales et action publique, en mettant en évidence la contribution des « expérimentations démocratiques » qui ont lieu dans les « laboratoires vivants d'innovation sociale » de la ville à la co-construction de réponses aux problèmes publics rencontrés, avec la perspective de promouvoir des écosystèmes urbains plus démocratiques, plus justes et plus durables.

BIBLIOGRAPHIE

- ADDAMS Jane (1910), *Twenty Years at Hull-House with Autobiographical Notes*, New York, The Macmillan Company.
- ANDION Carolina (2020), « Civil Society Mobilization in Coping with the Effects of COVID-19 in Brazil », *Brazilian Journal of Public Administration*, 54 (4), p. 936-951.
- ANDION Carolina *et al.* (2018), *Relatório das Atividades do Observatório de Inovação Social de Florianópolis, 2018*, Florianópolis, NISP/ESGA/UDESC.
- ANDION Carolina *et al.* (2019) *Relatório das Atividades do Observatório de Inovação Social de Florianópolis, 2019*, Florianópolis, NISP/ESGA/UDESC.
- ANDION Carolina, ALPERSTEDT Graziela D. & Julia F. GRAEFF (2019), « Social Innovation Ecosystems and Cities : Co-Construction of a Collaborative Platform », in J. Howaldt *et al.* (eds), *Atlas of Social Innovation*, (2nd Volume : *A World of New Practices*), Dortmund, TU Dortmund University, European School of Social Innovation.
- ANDION Carolina, ALPERSTEDT Graziela D. & Julia F. GRAEFF (2020), « Social Innovation Ecosystems, Sustainability, and Democratic Experimentation : A Study in Florianopolis, Brazil », *Brazilian Journal of Public Administration*, 54 (1), p. 181-200.
- ANDION Carolina, MORAES Rubens Lima & Aghata Karoliny Ribeiro GONSALVES (2017), « Civil Society Organizations and Social Innovation. How and to What Extent are They Influencing Social and Political Change ? », *C.I.R.I.E.C. España*, 90, p. 5-34.
- ANDION Carolina, RONCONI Luciana Francisco de Abreu, MORAES Rubens Lima, GONSALVES Aghata Karoliny Ribeiro & Lilian Brum Duarte SERAFIM (2017), « Civil Society and Social Innovation in the Public Sphere : A Pragmatic Perspective », *Brazilian Journal of Public Administration*, 10 (3), p. 40-58.
- ALIJANI Sharam, LUNA Alvaro, CASTRO-SPILA Javier & Alfonso UNCETA (2017), « Building Capabilities Through Social Innovation : Implications for the Economy and Society », *Finance and Economy for Society : Integrating Sustainability*. Published online : 16 Dec 2016, 293-313.
- ANSELL Christopher K. (2011), *Pragmatist Democracy : Evolutionary Learning as Public Philosophy*, New York, Oxford University Press.
- ANSELL Christopher K. (2012), « What is Democratic Experiment ? », *Contemporary Pragmatism*, 9 (2), p. 159-180.
- ANSELL Christopher K. & Martin BARTENBERGER (2016), « Varieties of Experimentalism », *Ecological Economics*, 130, p. 64-73.
- ANSELL Christopher K. & Alison GASH (2008), « Collaborative Governance in Theory and Practice », *Journal of Public Administration Research and Theory*, 18 (4), p. 543-571.

- ASSOCIAÇÃO NACIONAL DE PESQUISA E DESENVOLVIMENTO DAS EMPRESAS INOVADORAS (ANPEI) (2015), « MCTI e revista Inovação mapeiam as dez cidades mais inovadoras do país ». En ligne : (<https://anpei.org.br/mcti-e-revista-inovacao-mapeiam-as-dez-cidades-mais-inovadoras-do-pais/>).
- BÁCARES Jara C. (2019), « Los derechos de los niños, niñas y adolescentes », *Infancias Imágenes*, 18 (1), p. 51-67.
- BIDET Alexandra, QUÉRÉ Louis & GÉRÔME TRUC (2011), « Ce à quoi nous tenons. Dewey et la formation des valeurs », Introduction à J. Dewey, *La Formation des valeurs*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond, p. 5-64.
- BIGGERI Mario, TESTI Enrico & Marco BELLUCI (2017), « Enabling Ecosystems for Social Enterprises and Social Innovation : A Capability Approach Perspective », *Journal of Human Development and Capabilities*, 18, 299-306.
- BOLTANSKI Luc & Laurent THEVENOT (1991), *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Galimard.
- BOHMAN James (1999), « Democracy as Inquiry, Inquiry as Democratic : Pragmatism, Social Science, and the Cognitive Division of Labor », *American Journal of Political Science*, 43, p. 590-607.
- BOHMAN James (2004), « Realizing Deliberative Democracy as a Mode of Inquiry : Pragmatism, Social Facts and Normative Theory », *Journal of Speculative Philosophy*, 18 (1), 23-43.
- CALLON Michel (1986), « Éléments pour une sociologie de la traduction. La domestication des coquilles Saint-Jacques et des marins-pêcheurs dans la baie de Saint-Brieuc », *L'Année sociologique*, 36, p. 169-208.
- CALLON Michel & Bruno LATOUR (1981), « Unscrewing the Big Leviathan : How Actors Macrostructure Reality and How Sociologists Help Them Do So », in Karin Knorr-Cetina & Aaron V. Cicourel (eds), *Toward an Integration of Micro and Macro Sociologies*, Londres, Routledge.
- CALZADA Igor & Cristobal COBO (2015), « Deconstructing Smart City », *Journal of Urban Technology*, 22 (1), p. 23-43.
- CANTU Rodrigo, LEAL Sayonara, CORRÊA Diogo Silva & Laura CHARTAIN (org.) (2018), *Crítica e pragmatismo na sociologia*, São Paulo, Annablume.
- CANTU Rodrigo, LEAL Sayonara, CORRÊA Diogo Silva & Laura CHARTAIN (org.), (2019), *Sociologia, crítica e pragmatismo : diálogos entre França e Brasil*, São Paulo, Pontes.
- CASTELNOVO Walter, MISURACA Gianluca & Alberto SAVOLDELLI (2016), « A Smart Cities Governance : The Need for a Holistic Approach to Assessing Urban Participatory Policy Making », *Social Science Computer Review*, 34 (6), p. 724-739.
- CEFAÏ Daniel (2002), « Qu'est-ce qu'une arène publique ? Quelques pistes pour une approche pragmatiste », in D. Cefaï & I. Joseph (dir.), *L'Héritage du pragmatisme*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, p. 51-82.
- CEFAÏ Daniel (2007), *Pourquoi se mobilise-t-on ? Théories de l'action collective*, Paris, La Découverte.

- CEFAÏ Daniel (2009), « Como nos mobilizamos? A contribuição de uma abordagem pragmatista para a sociologia da ação coletiva », *Dilemas*, 2 (4), p. 11-48.
- CEFAÏ Daniel (2014), « Investigar los problemas públicos : con y más allá de Joseph Gusfield », Prefácio in Joseph. R. Gusfield, *La cultura de los problemas públicos los conductores alcoholizados y el orden simbólico*, Buenos Aires, Siglo XXI Editores.
- CEFAÏ Daniel (2016), « Publics, problèmes publics, arènes publiques... Que nous apprend le pragmatisme ? », *Questions de communication*, 30 (numéro spécial « Arènes du débat public »), p. 25-64.
- CEFAÏ Daniel, BIDET Alexandra, FREGA Roberto, HENNION Antoine, STAVO-DEBAUGE Joan & Cédric TERZI (eds) (2015), « Pragmatisme et sciences sociales », *SociologieS*. En ligne : (<http://journals.openedition.org/sociologies/4911>).
- CEFAÏ Daniel & Louis QUÉRÉ (2006), « Naturalité et socialité du Self et de l'esprit », Introduction à George H. Mead, *L'Esprit, le soi et la société*, Paris, Presses universitaires de France, p. 3-90.
- CEFAÏ Daniel, & Cedric TERZI (eds) (2012), *L'Expérience des problèmes publics*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 22). En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/19522>).
- CHATEAURAYNAUD Francis (2011a), *Argumenter dans un champ de forces. Essai de balistique sociologique*, Paris, Editions Pétra.
- CHATEAURAYNAUD Francis (2011b), « Sociologie argumentative et dynamique des controverses », *A Contrario*, 2 (16), p. 131-150.
- CHATEAURAYNAUD Francis & Didier Torny (1999), *Les Sombres précurseurs. Une sociologie pragmatique de l'alerte et du risque*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- CHATEAURAYNAUD Francis & Josquin DEBAZ (2017), *Aux bords de l'irréversible. Sociologie pragmatique des transformations*, Paris, Éditions Petra.
- COOK Gary A. (1993), *George Herbert Mead : The Making of a Social Pragmatist*, Urbana, University of Illinois Press.
- DEEGAN Mary Jo (1988), *Jane Addams and the Men of the Chicago School, 1892-1918*, New Brunswick, Transaction Books.
- DEWEY John (1939/2011), *La Formation des valeurs*, Paris, La Découverte, avec une présentation de L. Quéré, A. Bidet & G. Truc.
- DEWEY John (1927/2010), *Le Public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1937/1993), *Logique. Théorie de l'enquête*, Paris, Presses universitaires de France.
- DEWEY John (1939), « Creative Democracy – The Task Before Us », *Washington Post*, 24 octobre 1939 (LW.14.224-230).
- DIAS Maria E. (2019), « Arena pública de resíduos sólidos urbanos : um estudo no ecossistema de inovação social de Florianópolis », *Dissertação* (Mestrado em Administração), Florianópolis, Universidade do Estado de Santa Catarina.

- FILGUEIRAS Fernando de Barros (2012), « Guerreiro Ramos, a redução sociológica e o imaginário pós-colonial », *Caderno CRH*, 25 (65), p. 347-363.
- FOLLETT Mary P. (1918), *The New State : Group Organisation, the Solution of Popular Government*, New York, Longmans, Green and Co.
- FRAGA Mariana C. (2020), « Arena pública de promoção dos direitos das mulheres : um estudo a partir do ecossistema de Inovação Social de Florianópolis », *Dissertação* (Mestrado em Administração), Florianópolis, Universidade do Estado de Santa Catarina.
- FREGA Roberto (2010), « What Pragmatism Means by Public Reason », *Ethics & Politics*, XII (1), p. 28-51.
- FREGA Roberto (2016), « Qu'est-ce qu'une pratique ? », in F. Chateauraynaud & Y. Cohen (dir.), *Histoires pragmatiques*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 25), p. 321-347. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/12324>).
- FREGA Roberto (2020), *Le Projet démocratique*, Paris, Presses de la Sorbonne.
- FUNG Archon, WRIGHT Erik Olin & Rebecca ABERS (2003), *Deepening Democracy : Institutional Innovations in Empowered Participatory Governance*, Londres, Verso.
- GASCÓ Mila (2017), « Living Labs : Implementing Open Innovation in the Public Sector », *Government Information Quarterly*, 34 (1), p. 90-98.
- GONSALVES Aghata Karoliny Ribeiro & Carolina ANDION (2019), « Ação pública e inovação social : uma análise do Sistema de Garantia de Direitos da Criança e do Adolescente de Florianópolis », *Organizações & Sociedade*, 26, p. 221-248.
- GUSFIELD Joseph (1981/2009), *La Culture des problèmes publics : L'alcool au volant : la production de l'ordre symbolique*, Paris, Economica.
- GUSFIELD Joseph R. (1989), « Constructing the Ownership of Social Problems : Fun and Profit in the Welfare State », *Social Problems*, 36 (5), p. 431-441.
- GUTIÉRREZ Veronica, THEODORIDIS Evangelos, MYLONAS Georgios, SHI Fengrui, ADEEL Usman, DIEZ Luis, AMAXILATIS Dimitrios, CHOQUE Johnny, CAMPRODUM Guillem, MCCANN Julie & Luis MUÑOZ (2016), « Co-Creating the Cities of the Future », *Sensors* (Basel, Switzerland), 16 (11), 1971.
- HERSELMAN Marlien & Ronel CALLAGHAN (2015), « Applying a Living Lab Methodology to Support Innovation in Education at a University in South Africa », *The Journal for Transdisciplinary Research in Southern Africa*, 11 (1), p. 21-28.
- HOWALDT Jürgen, KALETKA Christoph, SCHRÖDER Antonius & Marthe ZIRNGIEBL (2018), *Atlas of Social Innovation - New Practices for a Better Future*, TU Dortmund University, Dortmund.
- HOWALDT Jürgen, KALETKA Christoph, SCHRÖDER Antonius & Marthe ZIRNGIEBL (2019), *Atlas of Social Innovation* (Second Volume - A World of New Practices), TU Dortmund University, Dortmund.
- IBGE (2010), *Censo 2010*. <https://censo2010.ibge.gov.br/>.

- INSTITUTO COMUNITÁRIO GRANDE FLORIANÓPOLIS (ICOM) (2016), *Sinais Vitais : Crianças e Adolescentes em Florianópolis*, Florianópolis, ICOM.
- KAIKA Maria (2017), « Don't Call Me Resilient Again ! The New Urban Agenda as Immunology... or... What Happens When Communities Refuse to Be Vaccinated with "Smart Cities" and Indicators », *Environment and Urbanization*, 29 (1), p. 89-102.
- KRIEGER Morgana M. & Carolina ANDION (2014), « Legitimidade das organizações da sociedade civil : análise de conteúdo à luz da teoria da capacidade crítica », *Revista de Administração Pública*, 48, p. 83-110.
- LASCOUTES Pierre & Patrick LE GALÈS (2007), *Sociologie de l'action publique*, Paris, Armand Colin.
- LATOUR Bruno (1994), *Jamais Fomos Modernos : um ensaio sobre antropologia simétrica*, São Paulo, Editora 34.
- LATOUR Bruno (1999), « On Recalling ANT », *Sociological Review Monograph*, 47 (1), p. 15-25.
- LATOUR Bruno (2012), *Reagregando o social : uma introdução à teoria do ator-rede*, Salvador, EDUFBA.
- LATOUR Bruno (2014), *Course : Scientific Humanities*, Paris – Sciences Po – MOOC from the FUN-2014. Disponível em : www.sciencespo.fr. Acesso em maio de 2014.
- LATOUR Bruno & Peter WEIBEL (eds) (2005), *Making Things Public*, Cambridge, MIT Press.
- LAVALLE Adrian Gurza & José SZWAKO (2015), « Sociedade civil, Estado e autonomia : argumentos, contra-argumentos e avanços no debate », *Opinião Pública*, 21 (1), p. 157-187.
- LAW John (1999), « After ANT : Complexity, Naming and Topology », in John Law & John Hassard, *Actor-Network Theory and After*, Oxford, Blackwell.
- LEMINE Seppo & Mika WESTERLUND (2016), « Living Labs as Open Innovation Networks », *Technology Innovation Management Review*, 2 (9), p. 6-11.
- LÉVESQUE Benoît (2016), « Économie sociale et solidaire et entrepreneur social : vers quels nouveaux écosystèmes ? », *Revue Interventions économiques*, 54, p. 1-38. En ligne : (<https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/2802>).
- MACGILVRAY Eric (1999), « Experience as Experiment : Some Consequences of Pragmatism for Democratic Theory », *American Journal of Political Science*, 43, p. 542-565.
- MAGALHÃES Thiago G. (2020), « Garantir direitos não é brincadeira ! Investigação, experimentação e inovação social na política pública de proteção integral de crianças e adolescentes em Florianópolis », *Tese* (Doutorado em Administração), Florianópolis, Universidade do Estado de Santa Catarina.

- MAGALHÃES Thiago, ANDION Carolina & Graziela D. ALPERSTEDT (2020), « Social Innovation Living Labs and Public Action : An Analytical Framework and a Methodological Route Based in Pragmatism », *Cadernos EBAPE. BR*, p. 680-696.
- MASI Sergio Duarte (2016), « Social Labs : Identifying Latin American Living Labs », *Humanities and Social Sciences*, 4 (3), p. 76-82.
- MCPHEARSON Timon, ANDERSSON Erik, ELMQVIST Thomas & Niki FRANTZESKAKI (2015), « Resilience of and Through Urban Ecosystem Services », *Ecosystem Services*, 12, p. 152-156.
- MEAD George Herbert (1934/2006), *L'Esprit, le soi et la société*, Paris, Presses universitaires de France.
- MEAD George Herbert (1899/2020), « L'hypothèse de travail dans la réforme sociale », *Pragmata*, 3, p. 356-362.
- MEHMOOD Abid (2016), « Resilient Places : Planning for Urban Resilience », *European Planning Studies*, 24 (2), p. 407-419.
- MENDONÇA Cintia M. (2019), « (Re) Pensando a participação e o seu papel na democracia à luz do pragmatismo : um estudo junto ao Fórum de Políticas Públicas de Florianópolis », *Dissertação* (Mestrado em Administração), Florianópolis, Universidade do Estado de Santa Catarina.
- MORAES Rubens L. & Carolina ANDION (2018), « Civil Society and Social Innovation in Public Arenas in Brazil : Trajectory and Experience of the Movement Against Electoral Corruption (MCCE) », *Voluntas*, 29, p. 801-818.
- MORAES Rubens L., ANDION Carolina & Josiane L. PINHO (2017), « Cartografia das controvérsias na arena pública da corrupção eleitoral no Brasil », *Cadernos Ebape.Br* (FGV), 15, p. 846-876.
- NUNES Amanda B. (2020), « O papel do Conselho municipal na arena pública de defesa de direitos das mulheres em Florianópolis/SC », *Trabalho de Conclusão de Curso* (Graduação em Administração Pública), Florianópolis, Universidade do Estado de Santa Catarina.
- NYSTRÖM Anna-Greta, LEMINEN Seppo, WESTERLUND Mika & Mika KORTELAINE (2014), « Actor Roles and Role Patterns Influencing Innovation in Living Labs », *Industrial Marketing Management*, 43 (3), p. 483-495.
- PARK Robert E. (1929), « The City as Social Laboratory », in T. V. Smith & L. D. White (eds), *Chicago : An Experiment in Social Science Research*, Chicago, University of Chicago Press, p. 1-19.
- PEL Bruno, WITTMAYER Julia, DORLAND Jens & Michael Søgaaard JØRGENSEN (2018), « Unpacking the Social Innovation Ecosystem : A Typology of Empowering Network Constellations », *Annals of the 10th International Social Innovation Research Conference* (ISIRC), Heidelberg, Germany.
- PINTO Miriam de Magdalena & Leticia Pedruzzi FONSECA (2013), « Profundizando la comprensión de los living labs de Brasil », *Revista CTS*, 23 (8), p. 231-247.

- QUÉRÉ Louis (2002), « La structure de l'expérience publique d'un point de vue pragmatiste », in D. Cefaï & I. Joseph (eds), *L'Héritage du pragmatisme*, La Tour d'Aigues, Éditions de L'Aube, p. 131-160.
- QUÉRÉ Louis & Cédric TERZI (2015), « Pour une sociologie pragmatiste de l'expérience publique », *SociologieS* (« Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations »). [En ligne],
- RAMOS Alberto G. (1996), *A redução sociológica*, Rio de Janeiro, Ed. UFRJ.
- RANA Nripendra P., WEERAKKODY Vishanth, DWIVEDI Yogesh K. & Niall C. PIERCY (2014), « Profiling Existing Research on Social Innovation in the Public Sector », *Information Systems Management*, 31 (3).
- REVEL Jacques (1998), *Jogos de Escala. A experiência da microanálise*, São Paulo, FGV.
- RIBEIRO Alexandre & Carolina ANDION (2014), « Habilidades sociais para a mobilização do desenvolvimento rural do território da Serra Catarinense », *Organizações Rurais & Agroindustriais*, 16, p. 167-177.
- RIBEIRO Alexandre, ANDION Carolina & Fabio L. BURIGO (2015), « Ação coletiva e coprodução para o desenvolvimento rural : um estudo de caso do Colegiado de Desenvolvimento Territorial da Serra Catarinense », *Revista de Administração Pública*, 49, p. 119-140.
- RONCONI Luciana Francisco de Abreu, ANDION Carolina, BITTENCOURT Bernadete de Lourdes, BARETTA Julia Viezzer & Josiani Lucia de PINHO (2019), « Inovação social na saúde : o caso dos conselhos de saúde de Florianópolis », in Pedro Verga Matos, José Dias Lopes & Cristiana Fernandes De Muylder (org.), *Inovação social : casos na comunidade de países de língua portuguesa*, 1ed. Coimbra, Edições Almedina, 1, p. 51-76.
- SABEL Charles F. & Jonathan ZEITLIN (2012), « Experimentalist Governance », in D. Levi-Faur (ed.), *The Oxford Handbook of Governance*, Oxford, Oxford University Press.
- SCHUURMAN Dimitri, DEMAREZ Lieven & Pieter BALLON (2012), « Living Labs : A Systematic Literature Review ». En ligne : (<https://biblio.ugent.be/publication/7026155/file/7026171.pdf>).
- SCHIAVO Ester, SANTOS-NOGUEIRA dos Camilla & Paula VERA (2013), « Entre la divulgación de la cultura digital y el surgimiento de los laboratorios ciudadanos. El caso argentino en el contexto latinoamericano », *Revista Iberoamericana de Ciencia, Tecnología y Sociedad*, 23 (8), p. 79-89.
- SILVA João V. L. (2020), « Atuação das organizações da sociedade civil na garantia dos direitos da criança e do adolescente em Florianópolis », *Dissertação* (Mestrado em Administração), Florianópolis, Universidade do Estado de Santa Catarina.
- STAM Erik (2015), « Entrepreneurial Ecosystems and Regional Policy : A Sympathetic Critique », *European Planning Studies*, 23 (9), p. 1759-1769.
- TERZI Cédric (2015), « La composante narrative du monde pratique », *Intervention au Congrès de l'AFSP*, Aix en Provence, 24 juin.

- THÉVENOT Laurent (2007), *L'Action au pluriel. Sociologie des régimes d'engagement*, Paris, La Découverte.
- TOSUN Jale & Jonas J. SCHOENEFELD (2017), « Collective Climate Actions and Networked Climate Governance », *Wiley Interdisciplinary Reviews-Climate Change*, 8 (1), e440.
- VECHAKUL Jessica, SHRIMALI Bina Patel & Jaspal S. SANDHU (2015), « Human-Centered Design as an Approach for Place-Based Innovation in Public Health : A Case Study from Oakland, California », *Maternal and Child Health Journal*, 19 (12), p. 2552-2559.
- YAÑEZ-FIGUEROA José Antonio, RAMIREZ-MONTOYA Maria Soledad & Francisco J. GARCIA-PENALVO (2016), « Systematic Mapping of the Literature : Social Innovation Laboratories for the Collaborative Construction of Knowledge from the Perspective of Open Innovation », *International Conference on Technological Ecosystems for enhancing Multiculturality*, 4, Salamanca, ACM.
- ZASK Joëlle (2004), « L'enquête sociale comme inter-objectivation », in B. Karsenti & L. Quéré (eds), *La Croyance et l'enquête. Aux sources du pragmatisme*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons pratiques », 15), p. 141-163. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/11206>).
- ZIEGLER John A. (1994), *Experimentalism and Institutional Change : An Approach to the Study and Improvement of Institutions*, Lanham, MD, University Press of America.
- ZIMMERMANN Bénédicte (2006), « Pragmatism and the Capability Approach : Challenges in Social Theory and Empirical Research », *European Journal of Social Theory*, 9 (4), p. 467-484.

NOTES

1 Groupe de recherche et d'extension universitaire dirigé par l'auteure depuis 2010. Pour en savoir plus, voir le site www.blogdonisp.com.br. Le terme extension universitaire est utilisé ici pour désigner les activités réalisées par les universitaires – articulées avec l'enseignement et la recherche –, qui impliquent leur interaction avec la société et la co-construction de connaissances, étendant leur travail au-delà des murs de l'université. Au Brésil et en Amérique latine, les universités, surtout publiques, ont une longue tradition d'extension universitaire – un projet dans lequel les universitaires progressistes d'il y a un siècle à Chicago étaient impliqués (Jane Addams, Annie Marion McLean, Charles Zueblin, mais aussi occasionnellement, Dewey et Mead) (Deegan, 1988).

2 Au Brésil, les « organisations de la société civile » (OSC) sont, d'après la loi fédérale n°13.204 (2015), des entités de droit privé, à but non lucratif, comme les sociétés coopératives ou les organisations religieuses qui se consacrent à des activités ou des projets reconnus d'intérêt public et à caractère social.

3 Cette loi rend inéligible pendant huit ans un candidat qui est déchu de son mandat, qui a démissionné pour éviter la déchéance de son mandat ou qui est condamné par décision d'un organe collégial, et ce même

celui-ci jouit encore une possibilité de recours.

4 En 2015, Florianópolis a été élue première parmi les dix villes brésiliennes ayant le plus grand potentiel d'innovation par le ministère brésilien des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation (Ewers, Gomes & Octaviano, 2015).

5 Membres de *quilombos*, communautés traditionnelles de descendants d'esclaves africains ou afro-descendants au Brésil.

6 Pour découvrir l'équipe actuelle de l'Observatoire de l'innovation sociale de Florianópolis, voir (<http://www.observafloripa.com.br/is-page//team>).

7 Pour un aperçu sur les arènes publiques sur lesquelles une enquête a été engagée, voir (<http://www.observafloripa.com.br/is-page//publicProblems>).

8 Pour une illustration plus vivante du mode de fonctionnement de l'OBISF et de cette articulation entre enseignement, recherche et extension universitaire, voir (https://www.youtube.com/watch?v=5lNMtsJ_We8).

9 Pour en savoir plus sur les activités promues par l'OBISF, ses résultats et les publications de l'équipe, voir les rapports d'activité de l'OBISF dans Andion *et al.* (2018 et 2019) et également la page du site (<http://>

www.observafloripa.com.br/is-page/publications).

10 Le 3^e Dialogue qui a eu lieu le 28 juin 2018 au Conseil municipal a compté avec la participation de Daniel Cefai à la table des débats aux côtés des divers acteurs qui composent le réseau SGDCA de la ville.

11 Pour consulter la version illustrée du Plan décennal municipal 2018-2020 pour l'enfance et l'adolescence de Florianópolis, voir (https://issuu.com/clara.reschke/docs/plano_decenal_2018).

12 Pour visionner la vidéo, voir (https://www.youtube.com/watch?v=X_rYoabKjpg).

13 Pour consulter le site de la campagne #30anosdoECAFloripa, voir (<http://eca30anosfloripa.com.br/>).

14 Pour accéder au Rapport de 2020, intitulé Diagnostic du Réseau de Protection des Droits des Enfants et Adolescents de Florianópolis, cf. (<https://www.yumpu.com/pt/document/read/64631244/diagnostico-rede-garantia-de-direitos->).

15 La « réduction sociologique » renvoie à une méthode élaborée par le sociologue brésilien noir, né à Bahia, Alberto Guerreiro Ramos (1996). Il voulait « permettre au chercheur de pratiquer la transposition de connaissances et d'expériences d'une perspective à une autre », et en particulier de rendre possible l'appropriation de points de vue étrangers dans une « perspective brésilienne ». Ce projet d'une science sociale appliquée et impliquée, indissociable de la réalité sociale dans laquelle elle opère, le fait aujourd'hui reconnaître comme un précurseur de la pensée postcoloniale (Filgueiras, 2012).

RECENSIONS

**SMAÏN LAACHER &
CÉDRIC TERZI**

***PERSEPOLIS OU
LA GUERRE DES
LIBERTÉS. SACRÉS,
SACRILÈGES ET
DÉMOCRATIE EN
TUNISIE***

GENÈVE, LABOR ET FIDES,
2020

RECENSION PAR
FRANÇOIS DEBRUYNE

Le livre de Smaïn Laacher et Cédric Terzi, *Persepolis ou la guerre des libertés*, rend compte d'une enquête qu'ils ont menée entre juillet 2011 et septembre 2015. Il raconte, pas à pas, comment la diffusion d'un film d'animation *Persepolis* (Satrapi & Paronnaud, 2007), sur une chaîne de télévision tunisienne, est constituée comme un cas de blasphème et devient l'objet d'une polémique, renvoyant dos à dos les tenants des libertés religieuses et les défenseurs de la liberté d'expression. L'un des mérites du livre est de nous faire penser la modalité singulière de la « polémique », comme point limite qui empêche les débats de se déployer librement et les controverses de se former. En documentant précisément la composition de cette polémique, les auteurs nous font rentrer au cœur de la transition politique de la Tunisie post-Ben Ali, au sein de laquelle s'accumulent et se nourrissent plusieurs autres vicissitudes à la tournure religieuse, autant qu'ils fournissent de nouvelles clefs de compréhension de ce type de phénomènes. Ils nous permettent de saisir comment un certain nombre de pratiques plus ou moins articulées – manifestations, prises de position de chancelleries étrangères, plaintes, revirements publics de certaines parties prenantes, procès, etc. – produisent des interprétations et des usages (d'une séquence) de *Persepolis* qui détruisent les possibilités d'un débat pluraliste à partir du film. La cristallisation polémique obère ce potentiel démocratique, alors même qu'un certain nombre d'acteurs et d'observateurs tunisiens maintenaient ouvert, au moins provisoirement, le champ des possibles de l'expérience publique, irréductible aux deux conceptions antagonistes de l'identité tunisienne qui s'affronteront finalement.

En nous racontant cette histoire au plus près de son déroulement, les auteurs nous entraînent au cœur d'une intrigue dont nous avons très vite envie de connaître les dénouements (de fait toujours suspendus). Peut-être cette qualité narrative a-t-elle à voir avec l'influence de l'herméneutique de Paul Ricœur dans la perspective *praxéologique* ici reprise par les auteurs (Terzi & Bovet, 2005). Elle a en tout cas clairement à voir avec le fait que l'ouvrage de Laacher et Terzi déploie une enquête empirique rigoureuse et précise, au fil des mises en scène et

en sens, sociales, religieuses et judiciaires qu'ils observent, sans s'embarasser de développements théoriques, très largement laissés à l'arrière-plan. Non pas que les auteurs négligent cet aspect du travail en sciences sociales : dans un article postérieur au livre, ils explicitent cet arrière-plan de manière limpide et en profitent pour différencier leur approche de certaines sociologies dites « pragmatiques », dont la logique structuraliste, formalisée en termes de « systèmes actanciels », ne leur apparaît ni totalement pertinente pour comprendre l'expérience historique et le sens produit par les *polémiques blasphématoires*, ni véritablement compatible avec l'esprit du pragmatisme mis en œuvre dans la sémiotique de Charles S. Peirce ou dans la philosophie de John Dewey (Laacher & Terzi, 2020). *L'analyse praxéologique* proposée par Laacher et Terzi peut donc se lire à différents endroits, dans des publications plus courtes (Laacher & Terzi, 2018 ou 2020) comme dans le livre, j'y reviendrai. Mais l'ouvrage *Persepolis ou la guerre des libertés* mérite d'être décrit dans cette spécificité remarquable : l'élaboration théorique sophistiquée qui équipe les deux sociologues pour porter cette attention à la transition politique tunisienne en scrutant la polémique autour de *Persepolis*, s'y efface au profit de descriptions et d'analyses précises qui restent collées au phénomène observé. De ce point de vue, c'est « une sociologie politique radicalement empirique » (Quéré & Terzi, 2015), qui ne s'adresse pas uniquement, voire pas prioritairement, à d'autres sociologues.

Je m'en tiendrai ici à trois entrées : 1) que nous raconte ce livre ? 2) Comment le fait-il ? 3) Quel espace ouvre-t-il pour ses lecteurs et lectrices ?

La très faible audience recueillie par la chaîne de télévision tunisienne Nessma, le soir de la diffusion de *Persepolis*, en octobre 2011, pouvait présager d'une réception circonscrite à quelques espaces plus ou moins confidentiels : les espaces privés d'amateurs cinéphiles et les sphères de discussions politiques de celles et ceux également intéressés par le débat programmé à la suite du film, l'organisation de cette soirée à une heure de grande écoute étant « une manière d'encourager

les Tunisiens à concevoir la transition démocratique comme un processus pluraliste et ouvert sur le monde » (p. 75). Non seulement la réception de *Persepolis* a pris des directions et des proportions difficilement imaginables sur la seule base de sa très faible audience, mais, surtout, elle est devenue une prise pour une problématisation religieuse – la qualification d’une brève séquence du film de blasphème – qui va conférer à cet événement une consistance singulière dans le contexte de la transition politique en cours. Ni l’association féministe tunisienne à l’initiative de la projection du film, ni la chaîne de télévision Nessma, ni les journalistes tunisiens, ni les auteurs du livre, n’avaient prévu la tournure que va vite prendre l’événement. Il s’est invité autant dans la vie publique tunisienne que dans l’enquête de Laacher et Terzi. Il a fallu que les deux chercheurs maintiennent fermement une attitude et une exigence pragmatistes pour ne pas passer à côté de ce qui allait constituer un cas exemplaire de *polémique* opposant symétriquement des *libertés négatives*. Très agacés par le leitmotiv de la « cyber-révolution » qui irriguait les commentaires des « révolutions arabes » à l’époque, ils sont partis en Tunisie pour observer les formes quotidiennes de la transition politique ; ils ont assez vite décidé de focaliser l’enquête sur un phénomène qui, de fait, empêchait la constitution de *publics enquêteurs*, offrant l’occasion d’amender l’idéal démocratique de John Dewey et de distinguer très fortement le mode *polémique* de celui de la *controverse*.

Pour autant, à l’instar du *public enquêteur* tel qu’il est envisagé par Dewey (1927/2010), Laacher et Terzi partent d’un étonnement, très similaire à celui qui avait poussé Jeanne Favret Saada, qu’ils citent à plusieurs reprises, à enquêter sur *l’affaire des* « caricatures de Mahomet » (Favret Saada, 2007) : comment un film d’animation narrant l’expérience de la révolution iranienne depuis la perspective d’une jeune fille (Marjane Satrapi elle-même) peut-il participer à produire une crise en Tunisie ? Comment les Tunisiens sont-ils amenés à choisir leur camp – liberté d’expression *versus* liberté religieuse – plutôt qu’à prendre appui sur *Persepolis* pour débattre de leur futur comme communauté nationale ?

C'était pourtant bien l'espoir porté par l'association qui organise la traduction du film en dialecte tunisien et la soirée de diffusion à la télévision : dans le contexte de l'apparition d'Ennahdha comme parti politique religieux, *Persepolis* « lui apparaît comme un avertissement politique qui mérite d'être adressé à tous les citoyens tunisiens » (p. 71).

Mais cet espoir d'un débat constructif sur l'avenir de la Tunisie, qui prendrait appui sur le récit de la révolution iranienne mis en forme dans le film, est vite contrarié par de vives réactions critiques en ligne, dans les heures qui suivent sa diffusion, puis par de véritables émeutes dans les rues de Tunis les jours suivants, visant à punir la chaîne de télévision Nessma, coupable d'avoir diffusé un film « blasphématoire ». Cette (dis)qualification par les tenants d'un islam intégraliste utilise un procédé déjà repéré par Favret-Saada à propos d'autres cas antérieurs : l'extraction d'une brève séquence du film – au cours de laquelle Dieu apparaît dans le rêve que fait le personnage central de la jeune fille de 8 ans – qui l'autonomise et la sépare de l'intrigue générale. Cette image subreptice était pourtant passée inaperçue pour nombre de téléspectateurs musulmans, vraisemblablement aucunement heurtés dans leur sensibilité religieuse. Cette « production d'un scandale religieux » (intitulé du troisième chapitre du livre) ne va d'ailleurs pas tout de suite trouver d'appuis médiatiques en Tunisie : plusieurs journaux et commentateurs critiquent ce cadrage en tant qu'il simplifie et caricature la pluralité des identités tunisiennes ; en tant aussi qu'il s'arroge l'autorité pour déterminer l'*ethos* du bon musulman. C'est plutôt d'abord depuis l'étranger que cette lecture religieuse du film est prise comme allant de soi : dans les dépêches de l'AFP, puis dans certains commentaires des médias français ; dans les prises de position de chancelleries étrangères – l'Iran adoptant la perspective du scandale religieux, la France celle de la défense de la liberté d'expression.

L'étape suivante prend place dans l'arène judiciaire. Son déroulement est difficile à résumer ici, tant les enjeux qui s'y déploient,

extrêmement bien décrits dans le livre, mériteraient des développements spécifiques. Les plaintes déposées au tribunal de Tunis à l'encontre de la chaîne Nessma se multiplient, émanant d'abord de collectifs d'avocats islamistes, puis de citoyens ordinaires. Elles concernent « l'atteinte au culte » ou « l'atteinte au sacré » et sont sous-tendues par le même raisonnement : « L'islam (ses choses sacrées, ses principes et ses constantes) et la langue arabe structurent l'« identité arabo-musulmane des Tunisiens » fondatrice de l'unité du peuple, seule garante de la paix sociale. » (p. 136). Au moment de cette judiciarisation de l'événement, la légitimité du droit positif, qui fondait le pouvoir de Ben Ali avant sa fuite, est pour le moins mise à mal. De plus, la Tunisie se prépare à une longue phase constitutionnaliste, au cours de laquelle tout le monde sait que la place attribuée à la religion musulmane dans les principes supérieurs de la nation sera une question centrale. Si bien que le procureur se trouve dans une situation extrêmement embarrassée. « S'il entre en matière, il admet que les règles du culte invoquées par les plaignants peuvent légitimement fonder des poursuites pénales. S'il classe les plaintes sans suite, il affirme l'existence d'un ordre juridique indépendant des principes auxquels se soumettent les croyants. Dans un cas comme dans l'autre, il prend parti dans une vive controverse de la campagne électorale et sa décision ne peut qu'apparaître comme une action politique. » (p. 138). Son choix consiste alors à ouvrir une enquête préliminaire pour « injure » à l'encontre d'une communauté, ce qui élimine la possibilité de qualifier juridiquement la question de la représentation de Dieu, mais ce qui naturalise la lecture culturelle et religieuse des plaignants. Les faits seront ensuite requalifiés en « trouble à l'ordre public » et « atteinte aux bonnes mœurs », donnant lieu à une médiatisation de l'arène judiciaire comme l'endroit d'une bataille entre deux conceptions de l'espace public, l'une réclamant une régulation religieuse, l'autre la préservation des libertés individuelles. Cette publicité nationale et internationale constitue le procès à venir comme « révélateur de la transition démocratique tunisienne et de ses enjeux » (p. 149). L'arène judiciaire ne devient pas alors le *tiers garant* (Laacher & Terzi, 2020) d'un espace du droit où des conflits se transforment en *affaires*. Elle

contribue plutôt à « envenimer la crise religieuse » (pour paraphraser le titre du quatrième chapitre).

Pour comprendre cette transformation historique, en *polémique* plutôt qu'en *controverse* publique ou en *affaire* judiciaire, les auteurs proposent de considérer que « les excuses de Nabil Keraoui marquent un tournant [...] [car en] reconnaissant que les scènes litigieuses de *Persepolis* sont outrageantes, le directeur de Nessma admet qu'il est pris dans une crise religieuse [...] [et] renonce à défendre une lecture politique [du film] » (p. 149). Mais cette « description de la situation n'impute aucune efficacité causale aux excuses de Nabil Keraoui. [...] Il n'est possible d'en retracer le déroulement qu'à condition de prendre en considération l'assaut de Nessma par des religieux intégralistes, les interventions des chancelleries française et iranienne, les appels au calme du gouvernement transitoire, la plainte portée par les avocats de l'ATJA, le lancement d'une enquête préliminaire et le déferrement des prévenus par le Parquet et, bien sûr, les excuses de Nabil Keraoui. » (p. 150).

La suite de l'histoire se situe à nouveau dans la rue, alternant successivement un « vendredi de la colère », organisé par les prosélytes d'une régulation par des principes religieux, et la réponse des tenants d'un espace public libéral, manifestant pour la défense de la liberté d'expression.

Deux camps irréconciliables qui continueront de se faire face à l'entrée comme dans l'enceinte du tribunal. C'est en avril 2012 que le procès a lieu et qu'il épouse la perspective structurée par la polémique, en focalisant l'attention sur la partie du film incriminée par les plaignants. Ce faisant, le déroulement de l'audience « radicalise la polémique opposant deux camps rivaux autour d'une interprétation "religieuse" du film et de sa diffusion » (Laacher & Terzi, 2020, p. 183). Les motifs d'« atteinte aux bonnes mœurs » et de « trouble à l'ordre public » sont retenus à l'endroit de Nabil Keraoui, de la présidente de l'association féministe et du responsable du service visionnage

de la chaîne télévisée, chacun écopant d'une amende. L'accusation d'« atteinte au sacré » n'est, elle, pas retenue par le tribunal. « Cette tentative de contourner l'affrontement, ce refus d'en assumer les exigences morales au prétexte de préserver une illusion d'objectivité, n'a pas produit les effets escomptés. Au contraire, elle a relancé et attisé une crise religieuse qui s'est fixée sur de nouveaux objets et déployée sur de nouvelles scènes. » (p. 253).

Le moment judiciaire ressortit à une « radicalisation des antagonismes », qui est « alimentée par la défense de *libertés négatives* » (p. 259). Reprenant à Alain Cottureau son appropriation des réflexions d'Hannah Arendt, à propos du potentiel tyrannique inclus dans tout processus révolutionnaire (Cottureau, 1992), les auteurs envisagent les libertés défendues de part et d'autre, liberté religieuse *versus* liberté d'expression, comme négatives : les deux camps cristallisés dans la *polémique blasphématoire* se retranchent chacun dans un espace à défendre contre toute atteinte extérieure et nourrissent à l'endroit de l'autre un *soupçon* symétrique. Si bien que l'espace public ainsi constitué ne peut plus être que *négatif* et bouche l'horizon d'un espace de *libertés positives*, permettant une puissance d'agir collective « associant les citoyens et les pouvoirs organisés » (p. 260).

Cette « confrontation de deux libertés négatives » (titre du septième chapitre) ne détruit certes pas totalement le projet d'un espace démocratique pluraliste, mais l'oblitére sérieusement.

Le moment de transition politique en Tunisie était *a priori* le moment propice pour observer et décrire les procès d'institution par lesquels de nouveaux horizons, de nouvelles habitudes, de nouveaux mondes communs, de nouvelles communautés d'enquête se constituent, aussi instables et fragiles soient-ils d'abord. Un moment *a priori* propice à la problématisation, à la constitution de *publics enquêteurs*, tant l'ébranlement des certitudes est puissant. L'association qui co-organise la diffusion du film partage vraisemblablement cet idéal deweyen : elle a pour dessein de susciter des modes de concernement

ouverts, des enquêtes de citoyens tunisiens (en devenir), qui problématiseraient la question des rapports entre la communauté politique et la religion. Un idéal qui est sans doute également au travail chez les journalistes tunisiens qui tentent, d'abord, de laisser ouvert ce potentiel dans leurs commentaires des premières réactions à la diffusion du film. Ils seront ensuite plus ou moins contraints de prendre part à la défense des libertés publiques d'expression, dans la polémique qui se configure assez vite autour de la diffusion de *Persepolis*, le mode de la polémique constituant une très sérieuse « objection à l'enquête » (Quéré & Terzi, 2015).

Il ne peut vraisemblablement y avoir de fondation d'un nouveau monde commun sans un certain nombre d'évidences partagées, ni sans un certain nombre de conséquences sociales et politiques au moins présentées comme l'horizon souhaitable des choix collectifs à opérer. Or, le moment de la transition peut aussi faire apparaître des crispations, et « raviver des craintes identitaires suscitées par la menace d'un conflit interne » (Quéré & Terzi, 2015).

Ainsi, dès les premiers mois qui suivent le départ de Ben Ali, « les revendications d'une identité "arabo-musulmane" s'expriment de manière ostensible dans tous les domaines de la vie publique » (p. 62-63). Alors qu'à « la fin du régime de Ben Ali, les rues tunisiennes étaient des environnements relativement mixtes, dans lesquels se côtoyaient différentes modes de vie. [...] [Elles] deviennent progressivement les arènes dans lesquelles s'affichent des appartenances identitaires antagonistes. » (p. 63). « Cette réorganisation de l'espace urbain va de pair avec celle des univers de discours publics » (p. 63), dans l'espace médiatique et dans celui du cyberactivisme, où l'islamisme trouve une place relativement prépondérante.

Dès lors que la polémique blasphématoire à propos de la diffusion de *Persepolis* s'est radicalisée jusque dans l'arène judiciaire, non seulement ce film est devenu de fait – et pour un long moment – « provocateur » en Tunisie, mais aussi « l'épicentre d'une guerre de positions

à laquelle ont été agrégés tous les antagonismes menaçant la transition politique et la réconciliation des Tunisiens – du ressentiment postcolonial aux craintes suscitées par l’emprise des monarchies du Golfe, en passant par le conflit israélo-palestinien » (p. 258).

Il n’a pas uniquement manqué des principes supérieurs, des tiers institutionnels, pour favoriser une transition moins clivante/clivée. Comme ce livre le montre à nouveaux frais, la démocratie n’est pas qu’une affaire d’institutions politiques et de modes de gouvernance, elle relève également de pratiques quotidiennes et d’éducation mutuelle, d’une forme de culture politique ordinaire. Si la transition tunisienne est le moment de constitution d’une forme d’expérience publique, articulée à une nouvelle culture politique en devenir, Laacher et Terzi décrivent extrêmement bien combien l’une des institutions importantes d’un État de droit et d’un système démocratique – la justice – participe plutôt à accentuer les polémiques, la constitution de camps identitaires et de *libertés négatives*. C’est donc aussi une enquête qui permet de situer autrement les enjeux d’une transition démocratique.

Pour se donner les moyens de voir ce qui se passe ainsi dans le contexte de la transition politique en Tunisie, Laacher et Terzi déploient une « analyse praxéologique de l’expérience publique » (Laacher & Terzi, 2020), s’inscrivant là dans une perspective d’abord initiée et formulée en ces termes par Louis Quéré (Quéré 1991; et Cefaï, 2013). C’est-à-dire une perspective qui engage une attitude pragmatiste, qui partage un certain nombre de prémices normatifs avec la philosophie politique de Dewey, tout en investissant les zones que ce pragmatisme laisse dans l’ombre d’un enthousiasme pro-démocratique, associant systématiquement l’ébranlement à l’enquête et à la constitution de publics et de problèmes publics. L’attention portée par les auteurs aux pratiques concrètes dans le cours de leur déroulement et aux différentes temporalités qu’elles ouvrent, se manifeste depuis la description des premières précautions prises par l’association qui prépare la traduction et la programmation du film (enquêtant

sommairement sur le potentiel problématique de certaines séquences du film) jusqu'à l'enceinte du tribunal où les belligérants se font face. Les points aveugles de la philosophie deweyenne sont également rendus visibles depuis l'articulation serrée de diverses déclinaisons phénoménologiques : sociologique, d'une part, avec l'ethnométhodologie ; en philosophie politique, d'autre part, avec Hannah Arendt et Claude Lefort. C'est en ce sens aussi une attitude véritablement pragmatiste, en tant qu'elle évite de faire du pragmatisme un dogme. Cette forme *praxéologique* de sociologie se rend ainsi compétente pour repérer que certains phénomènes obligent à tempérer l'optimisme associé à l'idée que les problèmes rencontrés, par les uns et les autres, permettent d'ouvrir une expérience publique, le développement ou la restauration de certaines capacités d'agir. De ce point de vue, l'enquête de Laacher et Terzi semble bien relever de ce que Joan Stavo-Debaugé (2012) avait qualifié de « *pragmatisme pessimiste* ».

Dewey voyait bien lui-même que son idéal démocratique, attaché à l'expérimentation et la constitution de publics enquêteurs, dessinait un horizon normatif très fragile – facilement et puissamment balayé sous les régimes politiques totalitaires (Dewey, 2018). Dans le cadre d'expériences démocratiques, cet idéal repose sur la possibilité même d'établir des faits dès lors qu'ils s'adossent sur un sens commun et qu'ils sont ouverts à l'horizon d'une enquête. Or, d'une part, cette possibilité semble parfois mise à mal – le séminaire *Enquêter sur le 11 Septembre 2001. Enquêter sur le politique*, co-organisé en 2020-2021 par Kamel Boukir, Alain Mahé et Cédric Terzi à l'EHESS ré-ouvre salutairement la discussion à ce sujet. D'autre part, sous des formes de vie démocratiques installées, comme dans le cas de transitions politiques depuis un régime autoritaire, la modalité polémique semble avoir pris une place conséquente et pour le moins contrarier la possibilité même qu'émerge une controverse publique sur le thème concerné, qu'elle transforme en une guerre opposant deux camps strictement hermétiques. Il n'y a plus alors de place ni pour celles et ceux qui ne se reconnaîtraient dans aucun des deux camps, ni pour celles et ceux qui envisageraient de partager des arguments avec les deux parties, ni

plus globalement pour engager une enquête. Sous cet angle, le *pessimisme* se comprend aisément en tant qu'il partage un idéal dont l'horizon se bouche ; en tant aussi que la précarité des formes démocratiques rend difficile la formation, relativement exigeante, des publics et de leurs problèmes. Sous cet angle également, le travail de Laacher et Terzi caractérise et problématise le mode *polémique* de façon tout à fait probante, en montrant qu'il n'est pas simplement une variante appauvrie du débat public, mais l'inverse de la *controverse*.

L'idéal démocratique deweyen serait-il trop exigeant dans le cas de transitions « révolutionnaires » ? Les auteurs ne continuent-ils pas finalement à s'adosser trop idéalement à cet horizon, malgré la correction que leur livre lui oppose ? Ne pourrait-on pas considérer que la *polémique*, comme forme de combat *en public*, devient elle-même l'objet d'une *expérience publique*, celle du *spectacle de la polémique* ? Ce serait sans doute verser dans une perspective « critique » qui s'éloignerait des faits.

Car, c'est l'une des qualités, et pas des moindres, de l'analyse praxéologique mise en œuvre par Laacher et Terzi : en associant l'héritage pragmatiste à d'autres traditions qui permettent d'en repérer les angles morts, c'est un autre geste critique qui s'invente. Ce salutaire (ré)agencement théorique, associé à l'exigence d'une enquête empirique au ras des phénomènes réels, situe très exactement l'endroit critique de leur travail. Cette perspective permet de voir que d'autres possibles pouvaient se déployer.

Ici, ni idéologie sous-jacente, ni système invisible à la manœuvre en coulisse : ce que ce travail fait voir, la fermeture du champ des possibles quant à l'institution d'un collectif politique, concomitante à l'ouverture de la *guerre des libertés*, serait tout simplement inaccessible à une démarche dite critique, dont l'entreprise de dévoilement ne s'embarrasserait pas avec les aléas de la réalité telle qu'elle se déploie, se configure et se reconfigure, au fur et à mesure des prises et reprises, des mises en récit et des pratiques qui lui confèrent du sens.

Ce que ce livre montre, c'est que d'autres rapports à soi et aux autres, que d'autres mondes tunisiens étaient possibles. La disponibilité d'une pluralité d'opinions, autant que certaines dispositions à une démocratisation conflictuelle, étaient réelles, dans les pratiques bien plus que dans la tête des dirigeants ou des puissants. Cette pluralité était disponible au début de l'histoire et elle était lisible dans les premiers articles de l'agence de presse nationale tunisienne : « Ces articles tenaient pour acquis qu'il n'allait pas de soi, pour leurs lecteurs tunisiens, que les "musulmans" soient outrés par la diffusion de Persepolis. Quelques éditorialistes s'indignaient même explicitement de la condescendance avec laquelle des militants islamistes et des observateurs étrangers s'accordaient pour attribuer un tel unanimité aux "musulmans", ce qui revenait à leur imputer un caractère moutonnier et agressif. » (p. 257-258). Insister sur ce point, ce n'est pas considérer que certains journalistes tunisiens, de fait mieux informés et plus directement concernés par la situation dans leur pays, sont plus libéraux que ceux de l'AFP, ni que les intérêts des seconds supplantent ceux des premiers. C'est considérer que l'expérience publique n'est ni individuelle ni collective par essence, mais qu'elle se constitue de manière située, en pratique et dans le temps, en l'occurrence en agrégeant différentes *expériences du temps* (Hartog, 2003) – différentes *temporalisations du blasphème* dans le cas étudié (Laacher & Terzi, 2020 : 185-190).

Cette insistance réitérée, tout au long du livre, à propos de la réduction du champ des possibles pourtant ouvert au départ de l'histoire, peut perturber le lecteur ou la lectrice, freiné dans sa lecture continue d'une intrigue pourtant décrite de manière fluide. Il ou elle pourrait même en être agacé : il lui semblait bien avoir compris ce point, alors pourquoi y revenir inlassablement ?

Cette réitération a en fait plusieurs vertus. Premièrement, elle permet de rappeler à des lecteurs ne connaissant nullement le contexte tunisien que « l'identité arabo-musulmane » de la Tunisie est liée à un projet politique de certains Tunisiens, mais n'est pas une réalité

culturelle à laquelle la société tunisienne peut être réduite. C'est d'autant plus important que l'AFP a d'emblée participé à cette réduction culturelle : en naturalisant une lecture religieuse d'une séquence du film, elle a même préfiguré la montée en symétrie d'arguments formant la polémique (concernant les réductions identitaires des Tunisiens et Tunisiennes à certaines spécificités culturelles présumées, voir par exemple dans le livre la description d'un passage d'un journal radiophonique de France Inter, p. 128-134). Deuxièmement, les interstices de problématisation entrouverts indiquent d'autres chemins possibles, pluralistes, et insister sur leur existence porte un espoir de réouverture pour d'autres cas. Si bien aussi que, troisièmement, la description ancrée dans la phénoménalité de ce qui se passe permet de réinscrire la réalité dans les « orientations historiques qui [l']excèdent » (Laacher & Terzi, 2020 : 190).

Une question peut sans doute tarauder le lecteur : quelles enquêtes et quels publics auraient été possibles si la version polémique des *libertés négatives* n'avait pas très vite détruit toute possibilité d'une *expérience publique* ? Mais il est concrètement impossible d'y répondre. Du moins, ce serait un exercice de pensée spéculatif, d'histoire contre-factuelle et, à cet égard, pas très pragmatiste.

Tentons-le tout de même en essayant de ne pas totalement quitter terre :

- si l'on revient aux prémisses d'enquête contingente expérimentée par l'association féministe (vérifier qu'un croyant ordinaire n'est pas offusqué par la scène du rêve) et aux distinctions entre *espace commun* et *espace public* (Tassin, 1992), on peut interroger la possibilité de constituer des publics de la question religieuse sans tout rabattre sur une histoire (où elle était discriminée et tenue hors des espaces *en public*), ni sur un horizon de communauté fusionnelle ;

- si l'on revient aux lectures de certains médias tunisiens qui envisagent la diffusion du film et les critiques de son contenu comme les

deux faces de la même *liberté positive*, se pose alors la question de déterminer des principes intangibles comme garant de la possibilité de maintenir une expérience publique plurielle ;

- si l'on revient à l'espoir concret de lire le film comme l'occasion d'un débat concernant le futur politique de la Tunisie, il faut vraisemblablement imaginer choisir d'autres productions à discuter.

De fait, *Persepolis* ne risque pas de sitôt d'être programmé en Tunisie où il est désormais perçu comme « provocateur », même si, par ailleurs, sa diffusion n'y est pas légalement interdite. Si l'enquête peut expliciter les interprétations concurrentes et la disparition de certaines d'entre elles dans la polémique, les deux auteurs indiquent clairement qu'il n'est donc plus possible de revenir en arrière pour ce film. Dans une perspective historique très longue, Patrick Boucheron ne fait pas et ne dit pas autre chose à propos du sens que l'on peut conférer aujourd'hui à la « fresque du bon gouvernement », installée dans le Palais communal de Sienne depuis 1338 et qui a depuis lors donné lieu à une activité herméneutique pléthorique : les différentes couches d'interprétation peuvent être regardées comme autant de sédimentations historiques, mais, de fait, certaines ne sont tout simplement plus accessibles à une expérience publique (Boucheron, 2013).

Cette recension est très loin d'épuiser l'intérêt du livre, qui est d'abord et avant tout une excellente enquête sur un moment important de la transition politique en Tunisie. C'est indéniablement, de mon point de vue, la première qualité de l'ouvrage de Laacher et Terzi : il déploie ses descriptions pas à pas, minutieusement, en restant suffisamment au ras de l'intrigue qui se noue en Tunisie autour de la diffusion de *Persepolis*, pour susciter chez le lecteur l'envie de connaître la suite.

Sans doute faut-il, pour être embarqué dans cette lecture enthousiaste, partager avec les auteurs, comme avec certains acteurs des

situations observées, cet étonnement faussement naïf (et salutairement libéral ?) : comment un film d'animation, narrant la façon dont une enfant a vécu la révolution iranienne, peut-il être réduit à une seule scène onirique et devenir le point de départ d'une *polémique blasphématoire* qui détruit toute possibilité d'un débat pluriel sur le sens que pourrait bien se donner le peuple tunisien comme communauté politique ? Postuler que (le partage de) cet étonnement va de soi pour tous n'est vraisemblablement pas très réaliste ; mais ne pas le présumer pour autant, ce serait sans doute céder à la tentation d'une espèce de « passion triste », que Spinoza envisageait comme délétère pour toute ambition démocratique (Quéré, 2007).

Le format du livre était nécessaire pour saisir les divers espaces plus ou moins ordinaires (la rue, le tribunal, les journaux, etc.) où l'intrigue s'organise et suspend certaines significations possibles des situations concernées. C'est aussi le format éditorial pertinent pour mettre en œuvre pleinement une attitude et une exigence pragmatistes : tant du point de vue scientifique, en mettant à disposition suffisamment de « données » pour que leur validité comme preuves et leur sens puissent être discutés, que du point de vue politique (d'un idéal démocratique comme forme de vie instituée/instituante), en étant disponible au-delà des milieux académiques, pour quiconque se sentirait plus ou moins intéressé et concerné, voire même pour rouvrir l'enquête comme public citoyen. Certes, cette possibilité de réouverture semble pour le moins grevée par la charge radicalement belliqueuse de la polémique blasphématoire. Mais, cette potentialité n'est peut-être pas totalement dissoute si elle peut s'arrimer à d'autres endroits de l'expérience individuelle et collective en Tunisie : comme les auteurs nous y invitent, nous pouvons envisager les révolutions depuis l'expérience de tout un chacun, en considérant que « [c'est peut-être cela] l'expérience révolutionnaire : dans le même mouvement, la découverte pratique d'un monde que l'on configure en agissant et la découverte de soi-même agissant dans cette situation-là » (p. 262). C'est alors aussi éventuellement une potentialité « utopique », au sens que conférait à ce terme Paul Ricoeur à propos

du sens de l'histoire : « [...] l'utopie est ce qui empêche l'horizon d'attente de fusionner avec le champ de l'expérience. C'est ce qui maintient l'écart entre l'espérance et la tradition. » (Ricœur, 1984 : 63).

BIBLIOGRAPHIE

- BOUCHERON Patrick (2013), *Conjurer la peur. Sienne, 1338. Essai sur la force politique des images*, Paris, Seuil.
- CEFAÏ Daniel (2013), « L'expérience des publics : institution et réflexivité », *EspacesTemps.net* (« Travaux »). En ligne : (<https://www.espacestemp.net/articles/lexperience-des-publics-institution-et-reflexivite>).
- COTTEREAU Alain (1992), « "Esprit public" et capacité de juger. La stabilisation d'un espace public en France aux lendemains de la Révolution », in A. Cottereau & P. Ladrière (eds), *Pouvoir et légitimité. Figures de l'espace public*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 3), p. 239-272. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/9799>).
- DEWEY John (1927/2010), *Le Public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (2018), *Écrits politiques*, Paris, Gallimard.
- FAVRET-SAADA Jeanne (2007), *Comment produire une crise mondiale avec douze petits dessins*, Paris, Les Prairies Ordinaires.
- HARTOG François (2003), *Régimes d'historicité, Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil.
- LAACHER Smaïn & Cédric TERZI (2018), « Devenir public : expérimenter un potentiel et sa réalisation contingente. Quelques concrétisations incertaines de la transition tunisienne », in L. Ballarini & C. Ségur (dir.), *Devenir public. Modalités et enjeux*, Paris, Mare et Martin, p. 59-92.
- LAACHER Smaïn & Cédric TERZI (2020), « La diffusion de *Persepolis* en Tunisie comme blasphème. Comment apaiser une polémique qui exclut tout "tiers garant" ? », *Questions de communication*, 37, p. 167-192.
- QUÉRÉ Louis (1991), « D'un modèle épistémologique de la communication à un modèle praxéologique », *Réseaux*, 46-47, p. 69-90.
- QUÉRÉ Louis (2017), « Les passions tristes du populisme », *Occasional Paper du CEMS*, 43. En ligne : (<http://cems.ehess.fr/docannexe/file/4018/op43.pdf>).
- QUÉRÉ Louis & Cédric TERZI (2015), « Pour une sociologie pragmatiste de l'expérience publique », *SociologieS*. En ligne : (<http://journals.openedition.org/sociologies/4949>).
- RICEUR Paul (1984), « L'idéologie et l'utopie : deux expressions de l'imaginaire social », *Autres Temps. Les cahiers du christianisme social*, 2, p. 53-64.
- STAVO-DEBAUGE Joan (2012), « Des "événements" difficiles à encaisser. Un pragmatisme pessimiste », in Daniel Cefaï & Cédric Terzi (eds), *L'Expérience des problèmes publics*, Paris, Éditions de l'EHESS (« Raisons Pratiques », 22), p. 191-224. En ligne : (<https://books.openedition.org/editionsehess/19592>).
- TASSIN Étienne (1992), « Espace commun ou espace public ? L'antagonisme de la communauté et de la publicité », *Hermès, La Revue*, 10 (1), p. 23-37.
- TERZI Cédric & Alain BOVET (2005), « La composante narrative des controverses politiques et médiatiques. Pour une analyse praxéologique des actions et des mobilisations collectives », *Réseaux*, 132 (4), p. 111-132.

JANE ADDAMS
DÉMOCRATIE ET
ÉTHIQUE SOCIALE

DIJON, ÉDITIONS RAISON
ET PASSIONS, 2019 [1902]

RECENSION PAR PIERRE-
NICOLAS OBERHAUSER

**« MEMORY AND FAITHFULNESS ARE
NATURAL TIES. » SUR UNE TRADUCTION
RÉCENTE DE *DEMOCRACY AND SOCIAL
ETHICS* (JANE ADDAMS, 1902)**

« [...] Mr. Malinowski gives a striking example of the need for understanding context in connection with the use of language. The literal translation into English of an utterance of New Guinea natives runs as follows :
“We run frontwards ourselves ; we paddle in place ; we turn, we see companion ours ; he runs rearward behind their sea-arm Pilolu.” As he says, the speech sounds like a meaningless jumble. [...] He sums up by saying that “in the reality of a spoken living language, the utterance has no meaning except in the context of a situation.” [...] The illustrative episode with which I began refers to language. But in it there is contained in germ all that I have to say for the indispensability of context for thinking, and therefore for a theory of logic and ultimately of philosophy itself. What is true of the meaning of words and sentences is true of all meaning. »
(Dewey, 1931/1985 : 3-4)

Paru initialement en 1902, *Democracy and Social Ethics* est le premier livre personnel de Jane Addams. Il s'agit aussi de son ouvrage le plus célèbre après *Twenty Years at Hull-House* (Addams, 1910). Addams y livre une pensée aux accents distinctement pragmatistes : l'idée de « perplexité » et le trope de l'élargissement de l'expérience trouvent une place centrale dans l'ouvrage, tout comme une critique de la « charité » et de la « philanthropie » enjoignant à les rapporter à leurs conséquences effectives, des réflexions sur l'éducation soulignant la nécessité de partir de l'expérience ordinaire des apprenants, ou encore une conception de la démocratie qui met l'accent sur la (re) constitution du commun, fustigeant l'accaparement de la politique par les « bons citoyens » et les experts. Mais l'ouvrage a aussi une

portée proprement sociologique, dans la mesure où Addams organise « sa réflexion sur l'éthique sociale autour de six couples de relations humaines » (Cefaï, 2018 : 203). Elle évoque ainsi : les enjeux propres aux relations qui s'instaurent entre les « *charity workers* » et ceux auprès desquels elles interviennent, ainsi que la manière dont ces relations entrent en tension avec les relations de parenté et de voisinage qui leur préexistent (chapitre 1) ; les difficultés que pose pour les femmes la confrontation entre, d'une part, une participation à la vie publique et politique qui se donne comme une ambition mais aussi comme une obligation civique et, d'autre part, leurs devoirs filiaux et familiaux (chapitre 2) ; les apories de la relation entre maîtresse de maison et servante, reliquat d'un temps révolu qui choque les valeurs démocratiques (chapitre 3) ; la manière dont les ambitions philanthropiques des patrons viennent biaiser leurs relations avec les ouvriers, en leur permettant d'intervenir dans des espaces et activités qui ne relèvent pas du domaine professionnel et de prétendre répondre à des inégalités sociales, éminemment politiques, sur le mode de la « charité » individuelle (chapitre 4) ; les déficiences qui grèvent les relations pédagogiques, mises au service du marché ou consacrées à la transmission de « connaissances » largement déconnectées de la vie des apprenants, dans le cas de l'éducation des enfants mais aussi des travailleurs adultes (chapitre 5) ; les relations entre électeurs et représentants, perverses d'un côté par la corruption et de l'autre par une conception de la politique qui en fait un domaine à part, arraché au quotidien et à la communauté pour être livré aux bureaucrates et aux experts (chapitre 6). Il s'agit à chaque fois pour Addams de penser le nécessaire dépassement des « codes éthiques » propres à ces « relations individuelles », limités et antagonistes, vers une éthique « élargie » qui serait réellement « sociale » au sens où elle réunirait les individus concernés autour d'une considération globale et informée des situations auxquelles ils participent, avec les multiples liens d'interdépendance qu'elles mettent en jeu (Addams, 1902/2019 : 147). L'apaisement de la « perplexité » éthique passe ainsi pour Addams par une reconfiguration collective des situations en cause, qui se donne comme un renouvellement du commun.

Les contemporains d'Addams ne se sont pas trompés sur la qualité de l'ouvrage : il a été loué au moment de sa parution par John Dewey, James H. Tufts, Charles H. Cooley, William James, Oliver W. Holmes, entre autres. Effectivement, le texte étonne à la fois par sa qualité littéraire et par sa profondeur théorique – même si sa richesse ne se laisse pas toujours deviner au premier abord, comme nous le verrons plus loin. Il présente par ailleurs de nombreux arguments et remarques d'une surprenante modernité, notamment concernant l'éducation ainsi que les tensions qui caractérisent les relations d'aide et de soin. Comme l'écrivait récemment le sociologue François Granier dans une recension de la présente traduction pour la revue *Sociologies pratiques, Democracy and Social Ethics* peut aujourd'hui encore constituer une « source d'inspiration majeure pour lier pensée et action dans [...] des univers sociaux démocratiques » (Granier, 2020 : 128). En effet, si Addams a été une « femme d'action à la tête de Hull House pendant un demi-siècle », elle « raisonne aussi sur des problèmes de philosophes » (Cefaï, 2021 : 370). Elle rejoint ainsi à sa manière – « beaucoup plus lyrique et concrète » – les « réflexions abstraites des universitaires » dont elle est proche, James et Dewey en premier lieu (*ibid.*). Pour toutes ces raisons, on peut se réjouir que l'un des ouvrages majeurs d'Addams soit désormais accessible au public francophone, et saluer l'initiative des traducteurs.

Rédigée par Céline Jung et Bertram C. Bruce, la préface à la traduction française offre des repères pertinents concernant la trajectoire biographique et intellectuelle d'Addams, son inscription dans la tradition pragmatiste, le Chicago de la fin du XIX^e siècle et des premières décennies du XX^e siècle, ainsi que Hull House et le mouvement américain des *settlements*. Elle reprend pour une bonne part des éléments d'un texte de B. C. Bruce, intitulé « *What Jane Addams Tells Us about Early Childhood Education* » (Bruce, 2015). Elle fournit un utile résumé des chapitres de l'ouvrage et enjoint le lecteur à « aller creuser en lisant non seulement les écrits de Jane Addams, mais en prenant aussi connaissance des travaux menés au sein de Hull House par tout un collectif, essentiellement féminin » (Bruce & Jung, 2019 :

24-25). Mais elle ne délivre que peu d'informations sur la place de l'ouvrage dans l'œuvre d'Addams ou ce qui a conduit à sa publication. La préface indique ainsi que « *Democracy and Social Ethics* est la compilation d'articles parus dans la presse et issus de retranscriptions de conférences données par Jane Addams », sans davantage de précisions (Bruce & Jung, 2019 : 25). Où et quand ces conférences ont-elles été prononcées ? Quels sont ces textes publiés antérieurement sur lesquels se base l'ouvrage, qu'Addams mentionne par ailleurs dans sa « note préliminaire » restituée en *infra* dans l'édition française (Addams, 1902/2019 : 33, *infra*) ? Ces textes ont-ils fait l'objet d'un important travail de réécriture en vue de la publication de *Democracy and Social Ethics*, ou y apparaissent-ils sans altérations majeures ? Qu'est-ce qui en fait – ou non – l'unité ? Pourquoi Addams a-t-elle voulu les rassembler dans cet ouvrage ? Plus fondamentalement, l'ouvrage d'Addams est à plus d'un égard difficile à situer et interpréter. La présentation n'offre malheureusement au lecteur que des prises limitées pour s'atteler à cette tâche.

La traduction relève quant à elle avec un certain succès les défis que pose l'écriture d'Addams, assez complexe dans ses formulations souvent elliptiques ou idiomatiques. Elle présente néanmoins une série de défauts et lacunes que l'on peut déplorer. Elle souffre d'abord d'une littéralité qui rend certains passages difficilement intelligibles. Y figurent également certaines erreurs de compréhension, résultant en des contresens qui auraient dû alerter les traducteurs. On apprend ainsi avec quelque surprise que la « relation d'assistance » met « clairement au jour l'absence d'égalité qu'implique la démocratie » (Addams, 1902/2019 : 41). Se tournant vers le texte original, on comprend que l'asymétrie de positions qui caractérise l'activité de « charité » force plutôt à reconnaître dans les situations concernées « l'absence de cette égalité que suppose la démocratie [*the lack of that equality which democracy implies*] » (Addams, 1902 : 14, ma traduction) – ce qui, somme toute, se conçoit mieux. On s'étonne aussi de cette anecdote racontée par Addams au moment d'évoquer l'attrait des aliments industriels pour les citoyens les moins fortunés, qui y

recourent pour réduire le temps et les efforts consacrés à la préparation des repas : « J’ai vu une mère d’un *tenement* [*i.e.* un immeuble de rapport des quartiers populaires] passer un panier de petits pois par la porte de l’épicier, en échange de petits pois en boîte [...] » (Addams, 1902/2019 : 103). Ici encore, le texte original est éclairant : Addams voit plutôt la femme en question « passer à côté d’une corbeille de petits pois [*pass by a basket of green peas*] à la porte d’une épicerie de quartier, avant d’acheter des petits pois en boîte [...] » (Addams, 1902 : 134, ma traduction). Pour Addams, la production en usine des biens utiles au ménage participe – tout comme l’abolition du service à la personne, du moins en ce qui concerne les adultes en bonne santé – d’un « mouvement démocratique » plus général (Addams, 1902/2019 : 104). On peine plus loin à comprendre ce que peut bien vouloir dire Addams en écrivant que « [l]a société a le droit d’exiger de l’individu qui veut changer les choses qu’il s’en tienne à ses réclamations personnelles et familiales » (Addams, 1902/2019 : 122). En fait, Addams affirme qu’il est compréhensible que l’on exige « du réformiste qu’il soit sévèrement tenu d’honorer ses devoirs personnels et familiaux [*that he be sternly held to his personal and domestic claims*] », de la même façon que l’on peut attendre des organisations syndicales qu’elles respectent les « standards durement conquis de la loi et de l’ordre public » – ce qui ne signifie pas qu’il faille simplement blâmer ceux qui œuvrent en faveur de davantage de justice sociale de rompre avec le droit et de négliger leurs devoirs (Addams, 1902 : 172, ma traduction). On retrouve ici, en creux, l’opposition bien connue d’Addams à la violence et plus généralement au conflit ou à l’« antagonisme » comme modalité de résolution des problèmes sociaux, un point sur lequel elle est entrée – directement et indirectement – en débat avec Dewey (Knight, 2014). Dans la même veine, on notera la disparition ou l’euphémisation de termes qui déplaisaient manifestement aux traducteurs : « *charity* » est systématiquement rendu par « assistance », « *evolutionary* » devient « progressiste », « *primitive life* » se mue en « société agraire », etc. Certaines remarques sévères ou acerbes d’Addams se trouvent pudiquement censurées, à la manière de ce passage où elle oppose les « travailleurs » qui se révèlent « trop

obtus [*dull*] pour tirer profit des conditions nouvelles » que fait advenir « toute grande transformation industrielle majeure » à ceux qui parviennent à se « réorganiser rapidement » du fait de leurs « connaissances » et de leur « perspicacité » (Addams, 1902 : 111, ma traduction). Les travailleurs « obtus » d'Addams sont « en situation difficile » dans la traduction française (Addams, 1902/2019 : 91). Sur le plan formel, on regrettera également les (très) nombreuses fautes de frappe qui émaillent l'ouvrage, en particulier ses cinquante premières pages.

La traduction présente par ailleurs un autre défaut, moins flagrant mais non moins important. On en trouve un premier exemple dans un passage situé à la fin de l'introduction de l'ouvrage. Il s'agit d'un paragraphe essentiel, dans lequel Addams s'en prend aux « égoïstes » qui limitent leurs relations aux personnes qu'ils envisagent comme semblables à eux-mêmes – et restreignent ainsi drastiquement le champ de leur expérience. Le voici, dans sa version originale :

« We can recall among the selfish people of our acquaintance at least one common characteristic, – the conviction that they are different from other men and women, that they need peculiar consideration because they are more sensitive or more refined. Such people “refuse to be bound by any relation save the personally luxurious ones of love and admiration, or the identity of political opinion, or religious creed.” We have learned to recognize them as selfish, although we blame them not for the will which chooses to be selfish, but for a narrowness of interest which deliberately selects its experience within a limited sphere, and we say that they illustrate the danger of concentrating the mind on narrow and unprogressive issues. » (Addams, 1902 : 10-11)

Les traducteurs choisissent de rendre ce passage comme suit :

« Nous connaissons tous des égoïstes qui ont au moins en commun la conviction qu'ils sont différents des autres hommes

et femmes, qu'ils ont besoin d'une considération particulière parce qu'ils sont plus sensibles et plus raffinés. De telles personnes refusent d'être tenues par toute relation, sauf les relations personnelles gratifiantes fondées sur l'amour et l'admiration, ou sur des croyances politiques ou religieuses. Nous avons appris à les reconnaître comme égoïstes, bien que nous leur reprochions moins la volonté d'être égoïste, que l'étroitesse d'esprit qui consiste à sélectionner ses expériences dans une sphère limitée, et pensons qu'ils illustrent le danger qu'il y a à se concentrer sur des problèmes étroits et rétrogrades. » (Addams, 1902/2019 : 38)

Addams était une oratrice de renom – et son style fluide et imagé a sans doute contribué à cette réputation. Si le français n'en conserve pas grand-chose, on se retiendra de blâmer les traducteurs : la tâche n'était pas aisée. Leur traduction fait cependant subir au texte original une altération plus discutable. Qu'est-il donc advenu des guillemets que comprenait le paragraphe original ? La citation que fait figurer Addams dans son texte présente ceci d'embarrassant qu'elle ne s'accompagne d'aucune référence. Cependant, à l'ère d'internet, nul besoin d'un laborieux travail d'archives ou d'une connaissance peu commune de la pensée sociale britannique de la fin du XIX^e siècle pour découvrir qu'elle doit être attribuée à Bernard Shaw – et plus précisément qu'elle est issue d'un essai politique intitulé « *The Illusions of Socialism* », paru pour la première fois en 1896. Il semble qu'Addams avait rencontré Shaw la même année lors d'une visite à Londres : il évoluait dans les milieux progressistes britanniques au sein desquels elle était introduite à l'époque (Addams, 1910 : 264). Quelques années après la parution de *Democracy and Social Ethics*, Addams indique que les pièces de Shaw étaient jouées à Hull House (Addams, 1910 : 390-391). Complimentant Addams à la parution de *Newer Ideals of Peace* (1907), William James lui enjoint d'en transmettre une copie à Shaw en affirmant de l'ouvrage qu'il « stimulera son génie de manière extraordinaire » (James in Deegan, 1988 : 254 ; ma traduction). Cette discrète citation n'est donc pas anodine : elle pose la question des liens

entre gauche européenne et progressistes américains au tournant du siècle, et plus précisément de l'influence du fabianisme sur Addams. On peut en effet considérer que les positions politiques que défendait celle-ci à l'époque où paraissait *Democracy and Social Ethics* doivent pour être comprises être rapportées à la réflexion d'auteurs affiliés à la *Fabian Society* tels que Shaw, Sidney Webb ou Beatrice Potter Webb (Fischer, 2019 : 90-91). Le fait qu'elle cite avec approbation un auteur aussi caustique que Shaw peut accessoirement nous inviter à nous garder d'attribuer trop de candeur à Addams. L'essai auquel elle renvoie ici contient nombre de remarques telles que celle-ci : « [C]'est faire preuve d'une stupidité perverse que de déclarer d'abord que les classes ouvrières sont affamées, avilies et laissées dans l'ignorance par un système qui comble le capitaliste de nourriture, d'éducation et de culture, et de prétendre l'instant d'après que le capitaliste est un scélérat intolérant et cupide et le travailleur un philanthrope noble d'esprit, éclairé et magnanime. » (Shaw, 1965 [1896] : 418, ma traduction). Quoi qu'il en soit, cette citation a disparu de la version française – et on peut se demander ce qui s'est passé pour que les traducteurs choisissent de l'écarter. Je hasarderai ici une hypothèse. Addams oublie donc de renvoyer à Shaw. Mais ce n'est pas tout. Elle modifie aussi légèrement le passage original. Celui-ci figurait chez Shaw sous cette forme :

« As the [political] work requires more and more ability and temper, it requires more and more freedom from the cruder illusions [of politics], especially those which dramatize one's opponents as villains and fiends, and more and more of that quality which is the primal republican material – that sense of the sacredness of life which makes a man respect his fellow without regard to his social rank or intellectual class, and recognizes the fool of Scripture only in those persons who refuse to be bound by any relation except the personally luxurious ones of love, admiration, and identity of political opinion and religious creed. »
(Shaw, 1896/1965 : 425-426)

Addams vante à la suite de Shaw cette qualité – « républicaine » pour le dramaturge – qui conduit à ne pas perdre de vue notre commune humanité par-delà les divergences et différences sociales, intellectuelles, politiques ou religieuses. Mais quelques mots et virgules ont changé ou été déplacés dans le passage restitué par Addams. Il ne suffisait donc pas d'entrer la citation incriminée dans un moteur de recherche pour en situer l'origine. D'où l'hypothèse suivante : leur (rapide) enquête se trouvant au point mort, les traducteurs ont omis de reproduire les embarrassants guillemets qui l'avaient rendue nécessaire...

Le cas se répète plus loin dans l'ouvrage, Addams citant Coleridge sans référence et de manière tout aussi approximative. Évoquant à partir de Shakespeare la filiation et les devoirs qui l'accompagnent, Addams parle du désir d'être aimé qu'exprime l'attitude du roi Lear face à Cordélia : « *We see in the old king "the over-mastering desire of being beloved, selfish, and yet characteristic of the selfishness of a loving and kindly nature alone."* » (Addams, 1902 : 99). Il suffira au lecteur contemporain d'un peu de persévérance – et d'un accès à internet – pour découvrir que ce fragment apparaît sous la forme suivante dans un texte issu d'une conférence sur Shakespeare donnée par Coleridge en décembre 1811 : « [...] *the intense desire to be intensely beloved, selfish, and yet characteristic of the selfishness of a loving and kindly nature.* » (Coleridge, 1811/2016 : 167). C'est pour Coleridge l'emprise sur le roi de ce désir ingénu et « égoïste » d'être aimé que fait voir Shakespeare dès les premières lignes de la pièce, en laissant deviner que l'« épreuve » à laquelle Lear soumet ses filles n'est qu'une « ruse » pour entendre leurs professions d'amour – et expliquant du même coup la virulence de sa « rage » lorsque les attentes à l'origine de cette « ruse stupide » sont déçues (Coleridge, 1811/2016 : 167, ma traduction). L'enjeu tient à nouveau pour Addams à une forme d'élargissement ou de « socialisation » de l'éthique, qui doit dépasser les seules exigences propres à certaines relations « individuelles » – les relations filiales, dans ce cas – pour prendre en considération des liens

et relations toujours plus larges et englobants (Addams, 1902/2019 : 85). Là encore, les traducteurs choisissent de ne pas retenir la citation :

« Nous voyons dans le vieux roi le désir tout puissant d'être aimé de façon égoïste, mais d'un égoïsme propre à une nature aimante et généreuse. » (Addams, 1902/2019 : 84)

On peut certes souhaiter mettre l'accent sur les réalisations « pratiques » d'Addams, à la manière de B. C. Bruce et C. Jung dans leur présentation (Bruce & Jung, 2019 : 30-31). Est-ce une raison pour occulter sa culture littéraire ? Plus sérieusement, on connaît l'importance de Coleridge pour le transcendantalisme américain ainsi que – dans une moindre mesure évidemment – pour Dewey, à travers son professeur James Marsh. Cet emprunt à Coleridge n'est à cet égard pas moins significatif que la référence aux travaux de Shaw : il participe à rattacher le livre d'Addams aux traditions intellectuelles auxquelles il répond et dans lesquelles il s'inscrit.

Troisième citation non référencée chez Addams, et perdue pour les traducteurs comme pour les lecteurs de la version française : un renvoi au célèbre *The Mill on the Floss* (1860) de la romancière, poétesse et traductrice britannique George Eliot – personnage assez fascinant auquel on doit notamment ce qui constitue semble-t-il la première traduction en anglais de l'*Éthique* de Spinoza, restée inédite à l'époque mais publiée récemment (Nadler, 2020). Toujours à propos de la Cordélia de Shakespeare, Addams affirme que sa « quête de vérité » et son sentiment de devoir répondre à des exigences plus grandes que son seul devoir filial lui font perdre de vue l'importance des liens qui l'attachent au passé et à son père : « *We want to remind her "that pity, memory, and faithfulness are natural ties," and surely as much to be prized as is the development of her own soul.* » (Addams, 1902 : 99). La source est ici plus difficile à localiser : il s'agit plus d'un genre de paraphrase que d'une véritable citation. Mais il est possible d'en retrouver la trace en se référant à *Twenty Years at Hull-House*, où Addams décrit en ces termes la « fidélité touchante » manifestée

à l'endroit de leurs parents immigrés par des enfants désormais adultes : « [...] *these young people, like poor Maggie Tulliver, through many painful experiences have reached the conclusion that pity, memory, and faithfulness are natural ties with paramount claims.* » (Addams, 1910 : 248). Addams se réfère ici – toujours aussi implicitement – à un dialogue du roman de G. Eliot dans lequel le personnage de Maggie Tulliver fait vœu de renoncer à son amour au profit de « liens » plus anciens, qu'elle affirme devoir envisager comme plus contraignants parce qu'ils « ont rendu les autres dépendants » d'elle :

« “Oh, it is difficult – life is very difficult! It seems right to me sometimes that we should follow our strongest feeling; but then, such feelings continually come across the ties that all our former life has made for us – the ties that have made others dependent on us – and would cut them in two. If life were quite easy and simple, as it might have been in Paradise, and we could always see that one being first towards whom... I mean, if life did not make duties for us before love comes – love would be a sign that two people ought to belong to each other. But I see – I feel it is not so now; there are things we must renounce in life: some of us must resign love. Many things are difficult and dark to me; but I see one thing quite clearly – that I must not, cannot seek my own happiness by sacrificing others. Love is natural, but surely pity and faithfulness and memory are natural too. And they would live in me still and punish me if I did not obey them. I should be haunted by the suffering I had caused. Our love would be poisoned. Don't urge me; help me – help me, *because I love you.*” » (Eliot, 1920 [1860] : 429-430, en italique dans l'original)

L'enjeu tient toujours ici pour Addams à la confrontation entre des relations et des exigences morales contradictoires – et il s'agit encore pour elle de penser une résolution qui n'implique pas simplement la rupture de certaines des relations incriminées. Ici comme ailleurs, le dépassement de la « perplexité » éthique suppose plutôt une reconfiguration collective de la situation qui amènera ses protagonistes à

entrer différemment en relation. C'est ce que permet aussi de comprendre la référence au roman de G. Eliot, une fois identifiée.

Passons sur les autres cas du même genre. Ont également disparu de la traduction une phrase du philosophe écossais Edward Caird sur Lincoln, tirée d'une conférence donnée à Londres en octobre 1895, deux citations de Tolstoï – l'une issue d'un texte intitulé en anglais « *Patriotism and Christianity* » (1894), l'autre de l'ouvrage *The Slavery Of Our Times* (1900) –, un renvoi à l'essayiste américain John Jay Chapman sur le « mercantilisme », etc. Les traducteurs se trompent par ailleurs en attribuant au sociologue américain Edward Alsworth Ross une citation qui figure dans le dernier chapitre de l'ouvrage (Addams, 1902/2019 : 148-149, *infra*). Ils auraient pu se douter qu'il y avait là une erreur, Addams renvoyant la phrase en question à « un observateur anglais avisé [*a shrewd English observer*] » (Addams, 1902 : 224). Le passage provient en fait d'un essai politique ayant pour titre « *The People in Power* » (1900), écrit par James Ramsay MacDonald, qui deviendra plus tard chef du parti travailliste et Premier ministre britannique (MacDonald, 1900 : 76). On peut aussi déplorer la suppression de la discrète dédicace de l'ouvrage, qu'Addams adresse avec sobriété à « M. R. S. » – c'est-à-dire à Mary Rozet Smith, qui a été sa compagne durant quarante ans (Seigfried, 2004 : 195-196). Évidemment, faire figurer ces citations et références en tant que telles ou en retrouver l'origine n'était pas indispensable à l'intelligibilité de l'ouvrage. Il faut aussi souligner que la plus récente réédition en anglais de *Democracy and Social Ethics* – parue en 2002 avec une préface de Charlene Haddock Seigfried, qui choisit de mettre l'accent sur l'importance que prend l'idée de « perplexité » dans la réflexion d'Addams (Seigfried, 2002) – n'indique pas plus que les précédentes les sources des phrases et passages entre guillemets. On peut malgré tout s'interroger sur la démarche des traducteurs. Élaguer la part d'insaisissable d'un texte qui promeut la confrontation à l'inconnu et l'élargissement de l'expérience – quelle que soit la cause ou la raison de ces effacements, n'y a-t-il pas là une certaine ironie ? Surtout, en invisibilisant cette intertextualité, les traducteurs privent

les lecteurs de ressources interprétatives susceptibles de posséder à leurs yeux une certaine pertinence. Pour qui s'intéresse au rapport entre les travaux d'Addams et les théories contemporaines du *care* (Le Goff, 2013), il n'est par exemple pas anodin qu'elle fasse référence au passage de *The Mill on the Floss* restitué ci-dessus – puisque Carol Gilligan consacre à ce roman un chapitre de *In a Different Voice*, citant au passage la même phrase qu'Addams (« *Love is natural, but surely pity and faithfulness and memory are natural too.* ») (Gilligan, 1982/2003 : 130). Pour C. Gilligan, le roman de G. Eliot illustre « le pouvoir de l'accusation d'égoïsme sur les femmes et la morale du déni de soi qui sous-tend cette accusation » (Gilligan, 1982/2003 : 131-132 ; ma traduction). Dans la mesure où – comme en témoigne le passage restitué ci-dessus – la référence au personnage de Maggie Tulliver fait plutôt office dans le livre d'Addams de rappel au devoir filial, la comparaison n'est pas anodine.

Plus fondamentalement, la question qui se pose ici est la suivante : comment comprendre cet ouvrage sans le rapporter aux auteurs, réflexions, événements qu'il convoquait pour les lecteurs (informés) du temps d'Addams ? Comme l'a très récemment montré Marilyn Fischer dans un livre justement consacré à *Democracy and Social Ethics*, l'écriture d'Addams est éminemment allusive. Fischer a travaillé à retrouver la trace des citations non référencées présentes dans le livre d'Addams en s'appuyant, comme l'auteur de la présente recension, sur des ressources directement disponibles sur internet – telles que celles qu'offrent les bibliothèques numériques *archive.org* ou *hathitrust.org* (Fischer, 2019 : 2). Mais l'enjeu ne concerne pas que ces citations : il concerne plus généralement le « monde intellectuel » dans lequel évoluait Addams, ainsi que les connaissances et présupposés qu'elle attribue implicitement à ses destinataires (Fischer, 2019 : 13-15 ; ma traduction). Fischer souligne qu'il est aisé d'être « charmé » par les talents de « narratrice » d'Addams et de se réjouir de ce que *Democracy and Social Ethics* soit « si facile à lire » en restant tout à fait « inconscient des difficultés qui se tiennent sous la surface du texte » (Fischer, 2019 : 10 ; ma traduction). Autrement dit, le « *storytelling* »

auquel excelle Addams tend à occulter la dimension scientifique du livre (Fischer, 2019 : 121). Le problème ne tient bien sûr pas qu'à la traduction française : le texte original restera pareillement muet pour la plupart des lecteurs contemporains. Mais là où celui-ci offre de nombreuses prises à l'enquête, la traduction rend ses destinataires largement tributaires du travail des traducteurs : munis du seul texte français, les premiers ne seront dans bien des cas pas en mesure de recréer les significations qui auraient échappé aux seconds. L'acte de traduire n'engage-t-il pas à cet égard une certaine responsabilité ? On peut attendre du traducteur qu'il s'efforce – à la manière de l'anthropologue dont parle Dewey dans la citation sur laquelle s'est ouvert ce texte, en référence au célèbre « *The Problem of Meaning in Primitive Languages* » de B. Malinowski et à sa « conception pragmatique du langage » (Malinowski, 1923/1948 : 252 ; ma traduction) – de restituer ce « contexte » indispensable à la pensée, sans lequel ce qu'il prétend transmettre risque de n'être que « charabia sans signification ». En fait, c'est bien ainsi qu'Addams elle-même conçoit dans *Democracy and Social Ethics* le travail de l'« éducateur » et du « chercheur ». Dans une série de remarques initialement destinées à formuler les lignes directrices du *Hull House Labor Museum* (Fischer, 2019 : 124), Addams affirme que celui qui voudrait participer à « éduquer » les travailleurs devrait chercher à recréer le réseau de significations dans lequel sont prises leurs activités, socialement et historiquement (Addams, 1902/2019 : 142). Concernant la dimension historique de cette « éducation », elle souligne que l'on tend à « présente[r] aux travailleurs les machines avec lesquelles ils travaillent de façon abrupte, comme si ces outils industriels venaient d'être créés » (Addams, 1902/2019 : 140). Ainsi, les ouvriers ne savent rien de ces instruments dont ils se servent pourtant quotidiennement : ils n'ont « aucune notion de leur histoire et de leur évolution dans le temps » (Addams, 1902/2019 : 140). Il paraît clair que, comme les machines, les livres peuvent être dissociés de ce qui les a fait advenir et leur a donné forme – ce qui prive les lecteurs, comme les ouvriers, de ressources précieuses pour rendre leur activité signifiante.

BIBLIOGRAPHIE

- ADDAMS Jane (1902/2019), *Democracy and Social Ethics*, New York, Macmillan ; trad. fr. *Démocratie et éthique sociale*, Dijon, Éditions Raison et Passions.
- ADDAMS Jane (1907), *Newer Ideals of Peace*, New York, Macmillan.
- ADDAMS Jane (1910), *Twenty Years at Hull-House*, New York, Macmillan.
- BRUCE Bertram C. (2015), « What Jane Addams Tells Us about Early Childhood Education », in Mustafa Eryaman & Bertram C. Bruce (eds), *International Handbook of Progressive Education*, New York, Peter Lang, p. 437-450.
- BRUCE Bertram C. & Céline JUNG (2019), « Préface à la traduction en français de : *Democracy and Social Ethics*, Jane Addams (1902) », in Jane Addams (1902/2019), *Démocratie et éthique sociale*, Dijon, Éditions Raison et Passions, p. 7-31.
- CEFAÏ Daniel (2018). « Pragmatisme, pluralisme et politique. Éthique sociale, pouvoir-avec et *self-government* selon Mary P. Follett », *Pragmata*, 1, p. 180-243. En ligne : (https://revuepragmata.files.wordpress.com/2018/09/pragmata-2018-1_cefai.pdf).
- CEFAÏ Daniel (2021), « Politique pragmatiste et *social settlements*. De nouveaux publics aux États-Unis à l'ère progressiste », *Pragmata*, 4, p. 342-518.
- COLERIDGE Samuel Taylor (1811/2016), « Lecture 6. Thursday, 5 December 1811 (On Shakespeare's Wit) », in Adam Roberts (ed.), *Coleridge : Lectures on Shakespeare (1811-1819)*, Edinburgh, Edinburgh University Press, p. 167-174.
- DEEGAN Mary Jo (1988), *Jane Addams and the Men of the Chicago School, 1892-1918*, New Brunswick, Transaction Books.
- DEWEY John (1931/1985), « Context and Thought », in Jo Ann Boydston (ed.). *John Dewey. The Later Works, 1925-1953, volume 6 : 1931-1932*, Carbondale/Edwardsville, Southern Illinois University Press, p. 3-21.
- ELIOT George (1860/1890), *The Mill on the Floss*, Chicago, Donohue, Henneberry & Co.
- FISCHER Marilyn (2019), *Jane Addams's Evolutionary Theorizing. Constructing "Democracy and Social Ethics"*, Chicago, University of Chicago Press.
- GILLIGAN Carol (1982/2003), *In a Different Voice. Psychological Theory and Women's Development*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- GRANIER François (2020), « Recension de *Démocratie et éthique sociale*, Addams », *Sociologies pratiques*, 40 (1), p. 125-128.
- KNIGHT Louise W. (2014), « John Dewey and Jane Addams Debate War », in Brian Jackson & Gregory Clark (eds), *Trained Capacities. John Dewey, Rhetoric, and Democratic Practice*, Columbia, South Carolina, University of South Carolina Press, 106-124.
- LE GOFF Alice (2013), *Care et démocratie radicale*, Paris, Presses universitaires de France.

- MACDONALD James Ramsay (1900), « The People in Power », in Stanton Coit (ed.), *Ethical Democracy. Essays in Social Dynamics*, Londres, Grant Richards, p. 60-80.
- MALINOWSKI Bronislaw (1923/1948), « The Problem of Meaning in Primitive Languages », in Robert Redfield (ed.), *Magic, Science and Religion and Others Essays by Bronislaw Malinowski*, Glencoe, Ill., The Free Press, p. 228-276.
- NADLER Steven (2020), « Spinoza pour préparer au roman », *La Vie des idées*. En ligne : (<https://laviedesidees.fr/Spinoza-pour-preparer-au-roman.html>).
- SEIGFRIED Charlene Haddock (2002), « Introduction to the Illinois Edition », in Jane Addams (1902/2002), *Democracy and Social Ethics*, Champaign, Ill., University of Illinois Press, p. ix-xxxvii.
- SEIGFRIED Charlene Haddock (2004), « Jane Addams, 1860-1935 », in Armen T. Marsoobian & John Ryder (eds), *The Blackwell Guide to American Philosophy*, Oxford, Blackwell, p. 186-196.
- SHAW George Bernard (1896/1965), « The Illusions of Socialism », in Dan H. Laurence (ed.), *Selected Non-Dramatic Writings of Bernard Shaw*, Boston, Houghton Mifflin, p. 406-426.

LOUISE CARLIER

***LE COSMO-
POLITISME, DE
LA VILLE AU
POLITIQUE.***

***ENQUÊTE SUR LES
MOBILISATIONS
URBAINES À
BRUXELLES***

BRUXELLES, PETER LANG,
2016

RECENSION PAR
BRICE LAURENT

La référence au cosmopolitisme est aujourd'hui ambiguë, voire délibérément utilisée comme repoussoir. Ainsi, Theresa May, alors Première Ministre britannique, n'hésitait pas à affirmer en 2016 que ceux qui croyaient être des « citoyens du monde » n'étaient guère que des « citoyens de nulle part » et, par là, des adversaires de tout projet national. En retour, la défense du cosmopolitisme risque fort d'adopter les termes mêmes de ses détracteurs, qui, du Rassemblement national en France aux soutiens du président américain Donald Trump, opposent régulièrement « mondialisme » et « nationalisme » pour défendre le second. Dans ce contexte, la réflexion sur le cosmopolitisme apparaît nécessaire, et l'ouvrage de Louise Carlier fournit des outils très utiles pour la conduire, en particulier parce qu'il ancre l'élaboration théorique dans l'analyse empirique.

La méthode qu'adopte Louise Carlier ne se limite pas à suivre les acteurs se revendiquant du cosmopolitisme, ni même ceux qui seraient étiquetés « cosmopolites » par d'autres. Cette méthode consiste avant tout en une « approche pragmatique de l'action collective », qui « permet de mettre à l'épreuve de l'empirie les principes politiques du cosmopolitisme, en considérant comment ils sont énoncés, éprouvés et convoqués au sein des arènes publiques, où les acteurs s'orientent vers des exigences de justice » (p. 79). Cette approche est originale à plus d'un titre. Elle s'appuie sur l'œuvre de Robert Ezra Park, dont les travaux sont discutés dans une longue présentation dans la première partie de l'ouvrage (et dont elle propose également des lectures dans Carlier 2016b, 2018 et 2020). Les travaux de Park permettent de mettre le doigt sur « une problématique propre à la ville » (p. 42), celle des rapports de coexistence, d'entente ou de tension entre des individus et des groupes d'origines diverses. Les catégories-clefs de cette écologie humaine sont celles que l'on retrouve dans l'analyse par Park du cycle des relations raciales – compétition, conflit, accommodation, assimilation (Park & Burgess, 1921). Louise Carlier propose ainsi une lecture des « ancrages écologiques du cosmopolitisme politique » (p. 60) selon Park, dans la perspective

d'une analyse pragmatiste des questions urbaines. Cette invitation prend tout son sens lorsqu'elle est confrontée à un ensemble d'autres contributions. En premier lieu, celles d'Isaac Joseph, qui a repris les interrogations de Park sur la presse ou sur les relations raciales et interculturelles (Joseph, 1984 ; pour une comparaison entre Park et Joseph : Carlier, 2018). On pourrait également rapprocher son travail d'autres entreprises, comme les enquêtes menées sur les politiques du proche autour de Laurent Thévenot il y a quelques années. C'est ainsi que Carlier emprunte à Joan Stavo-Debaugé (2017) qui a étudié les épreuves menant l'étranger de l'hospitalité, dont il bénéficie parfois, à l'appartenance quand il devient membre à part entière d'une communauté. La figure du « passant », à laquelle s'adosse une version minimale de l'hospitalité urbaine, doit être complétée par la figure du « résidant », afin de tenir compte d'une communauté plus consistante que celle composée par ces « unités de circulation » que sont les passants (Joseph, 1998). Les épreuves de l'hospitalité se montrent alors plus exigeantes, et permettent d'ouvrir à la question de l'appartenance à la communauté politique, autrement dit de la citoyenneté, au cœur du projet cosmopolitique.

Cet ensemble de travaux sur les liens entre cosmopolitisme d'une part, hospitalité et citoyenneté d'autre part, ressurgit tout au long de l'enquête de Louise Carlier. La discussion de Park qu'elle propose, à la lumière de recherches plus récentes, offre une reprise de la tradition sociologique de Chicago, dont l'objet explicite est la fabrique de la ville. Cette approche porte aussi bien sur les capacités d'action des individus que sur les modalités de leurs interactions, sur la production d'un ordre social qui est un ordre écologique et moral que sur des modalités de contrôle social ou d'action collective. Cette approche est pragmatiste à plusieurs égards. Elle rejoint une certaine idée de la démocratie comme mode de vie de John Dewey (1940), que l'on pourrait rapprocher de la sensibilité de Simmel quand il s'intéresse aux « mentalités » dans les grandes métropoles (1903/2004) : le cosmopolitisme n'est pas tant affaire de principes philosophiques que d'actions et d'activités dans un ordre d'interaction. Il ne peut prendre

consistance qu'au fil du travail des individus, en prise sur des situations et en transaction les uns et avec les autres, jusqu'à former des publics politiques. Il s'agit d'un cosmopolitisme en actes, qui se manifeste dans les pratiques de la citoyenneté et de l'hospitalité. Les empreintes de Park et de Dewey se laissent sans doute lire chez Carlier quand elle traite de situations où les différences (économiques, linguistiques, ethniques, culturelles, religieuses...) mènent à problématiser de façon explicite la relation à l'autre et sa place dans la collectivité, et, éventuellement, font émerger des revendications liées à des identités collectives. C'est le cas quand se produit le passage d'un *régime d'accommodation* où les citoyens cohabitent les uns avec les autres sans trop de frictions, en s'arrangeant ou en s'ignorant, à un *régime de conflit politique* où ils se mettent à s'inquiéter de qui ils sont, de leur statut relativement aux autres, des droits dont ils jouissent ou dont on les prive et des dommages que subissent leurs intérêts – par exemple dans la revendication de droits civiques par des minorités. Ce passage au conflit politique, thématisé par Park (Cefaï, 2008) est analogue à l'émergence d'une dynamique de publicisation (Dewey, 1927/2010). Mais ce qui est intéressant chez Carlier, c'est qu'elle insiste davantage sur la dimension d'une accommodation qui reste pré-politique et qui est cruciale dans la fabrique de l'ordre urbain.

Ceci a deux conséquences. D'une part, l'approche que propose Louise Carlier implique de mettre la fabrique de subjectivités politiques, qu'elles soient individuelles ou collectives, au centre de la réflexion. D'autre part, cette approche est directement liée à la question urbaine, dans sa dimension « écologique », c'est-à-dire, qui a trait aux modalités et à la signification du partage de l'espace urbain, aux places que les habitants s'y voient reconnaître ou qu'ils y revendiquent lorsqu'ils s'engagent et se mobilisent publiquement.

La réflexion de Louise Carlier est étroitement liée à une enquête qu'elle mène sur la ville de Bruxelles, qui lui permet d'ancrer sa réflexion théorique dans une étude empirique qui se prête particulièrement bien à l'analyse du cosmopolitisme. La ville héberge des

institutions internationales (Commission Européenne, OTAN, etc.). Elle est traversée par des tensions nationales, entre communautés francophones et néerlandophones, et est un enjeu crucial dans les débats institutionnels belges. Bruxelles est une ville d'immigration, et accueille une population étrangère pauvre, mais aussi des fonctionnaires européens et internationaux. Un extrait des conclusions des États Généraux de Bruxelles (cité p. 193), l'une des actions collectives ethnographiées par l'auteur, résume bien ces caractéristiques : « Plus de la moitié de la population est d'origine étrangère, presque la moitié des ménages est multilingue. Bruxelles est une ville résolument internationale et cosmopolite par la nature de ses diverses activités, par son statut de multi-capitale, par la composante européenne de sa population, par sa position au centre de plusieurs grands pôles urbains européens ou par son histoire et son patrimoine, à la croisée des grandes cultures. »

Ce caractère « résolument cosmopolite » n'est pourtant pas uniforme. Il a fait l'objet d'importantes évolutions et est traversé aujourd'hui encore par des tensions, dont l'ouvrage rend compte à travers l'étude détaillée des mobilisations urbaines à Bruxelles. Louise Carlier en retrace avec précision plusieurs phases. La première qui commence avec l'exposition universelle de 1958 et se poursuit dans les années 1960 voit émerger deux « figures d'étrangers », le « travailleur immigré » et « le fonctionnaire des organisations internationales » (p. 105). Les mouvements d'opposition aux grands projets de transformation de Bruxelles et aux destructions et déplacements qu'ils impliquent mettent en évidence l'opposition sociale et économique entre ces deux figures, dont la première subit des changements censés profiter à la seconde. Les mouvements sociaux utilisent « la grammaire de la lutte des classes » (p. 126), mais pour un usage spécifique aux problématiques urbaines. L'important pour eux est de faire exister un autre acteur politique, « l'habitant », « qui éprouve sa citoyenneté par la pratique de la participation » (p. 127) quelle que soit sa nationalité ou ses appartenances communautaires, et qui réclame donc un travail visant à permettre sa reconnaissance juridique et politique.

À partir des années 1980 et pendant les années 1990, « la grammaire des classes sociales s'efface au profit d'une lecture culturelle de la crise » (p. 137). La référence au « travailleur immigré » est alors remplacée par le recours à la « minorité culturelle », ce qui va avec une transformation des modalités et des objectifs des mobilisations urbaines – autant qu'avec la prise de conscience du caractère structurel de la diversité ethno-culturelle de la ville. L'objectif est la « cohabitation harmonieuse » (p. 145), tandis que le « brassage » et la « mixité » visent à éviter la fragmentation de l'espace urbain. Aux politiques régionales (la région de Bruxelles-Capitale est créée en 1989) répondent progressivement de nouvelles mobilisations associatives, centrées sur la « communauté circonstancielle réunie autour d'un événement » (p. 161), comme la « Zinneke Parade » qui veut « valoriser le multiculturalisme bruxellois » (p. 165). Cet événement est étudié de façon détaillée dans l'ouvrage. La Zinneke Parade s'avère être une manifestation importante de ce qui serait une identité bruxelloise spécifiquement cosmopolitique, dans la mesure où elle associerait l'héritage historique de la ville et ses nouveaux arrivants par le biais d'une lecture marquée par le détournement et le caractère festif, qui crée des relations et des identités sociales « bâtardes » (c'est le sens du mot « *zinneke* » dans le patois bruxellois), plutôt que de juxtaposer ou d'associer entre elles des cultures et communautés prédéfinies. S'il y a multiculturalisme dans la Zinneke Parade, ce n'est donc pas du fait de la simple addition des cultures. Ici, le multiculturalisme est plutôt l'effet d'une recomposition radicale, indissociable de l'événement festif qu'est la parade. Mais « l'identité zinneke » (p. 175) est aussi marquée par des tensions et des ambiguïtés. Au moment même où elle s'affirme, le multiculturalisme bruxellois est pris dans une autre dynamique : celle de l'internationalisation toujours plus forte de la ville, revendiqué par des politiques d'attractivité menées par la Région et concrétisées par des plans de développement. Ces plans reprennent les éléments mêmes mobilisés par les acteurs de la Zinneke Parade (identité multiculturelle – au sens de la recomposition des cultures, mixité sociale, etc.), non pas, comme ces derniers, pour connecter esthétique et politique, mais pour élaborer une vision

marketing de la ville à visées économiques. Si Bruxelles peut effectivement être un creuset culturel, un lieu d'ouvertures et de recompositions culturelles, alors ce lieu peut s'ouvrir à une diversité d'acteurs mondiaux, prêts à faire de la créativité une ressource économique. L'attractivité est une politique d'investissement, et la richesse culturelle de Bruxelles peut facilement devenir une richesse monétaire.

Dans sa phase culturelle, le cosmopolitisme, on le voit, peut être mobilisé pour différents objectifs et par différents acteurs (d'ailleurs souvent critiques les uns envers les autres). Mais convergent peu à peu la problématique de l'identité bruxelloise et celle de la nécessité d'un projet de ville explicitement cosmopolite. La dernière section de l'ouvrage se penche sur une initiative récente qui explicite ces deux questions, les États Généraux organisés par la « plateforme de la société civile » pour « produire un projet de ville » au cours de plusieurs mois de débats. Ce projet de ville aborde l'ensemble des problématiques urbaines ; il est délibérément cosmopolitique, mais se pense « en dehors d'une approche communautarisée » (p. 185). Les États-Généraux naissent d'une interrogation démocratique, fondée sur le constat de l'incapacité des institutions politiques existantes à faire entendre la voix des Bruxellois et à tenir compte des « réalités bruxelloises » (p. 187). Ils donnent lieu à l'invention de mécanismes de représentation et de délibération visant à répondre à cette situation problématique, sans pleinement parvenir à y répondre toutefois. S'il y a « trouble », au sens deweyen, c'est à propos de l'organisation démocratique – comme le montre bien le fait que dans les pages de l'ouvrage consacrées aux États-Généraux, ce sont les mécanismes délibératifs plutôt que le contenu des questions discutées qui sont analysés en priorité.

Avec les États Généraux, le cosmopolitisme devient un projet de ville, y compris dans sa dimension internationale. Alors que les mobilisations urbaines précédentes mettaient au jour une opposition entre la dynamique de la démocratie locale et les forces de l'investissement international, les États-Généraux visent à reprendre à leur

compte la nature européenne et internationale de Bruxelles. La ville doit devenir un exemple mondial. Pour ce faire, les États-Généraux proposent de « réguler les dynamiques économiques engendrées par la globalisation en vertu de principes de justice » (p. 195), en rassemblant les apports des élites européennes et des travailleurs immigrés, les premières contribuant par la participation fiscale et les seconds fournissant des « atouts » et « talents » (p. 196). Dans cette optique, l'intégration économique est un moyen au service d'un « imaginaire commun » (p. 198) qui rassemblerait les habitants de Bruxelles dans la constitution d'une citoyenneté à la fois « post-nationale » et « résidentielle » (p. 201), c'est-à-dire articulant les connexions internationales avec les caractéristiques locales de ce qui fait la spécificité de Bruxelles. L'identité zinneke est à nouveau mobilisée pour décrire cet imaginaire commun, qui est associé à une politique qui se réalise moins dans les institutions existantes que dans des projets ponctuels. Ainsi, des initiatives comme la Platform Kanal, qui est décrite à la fin du dernier chapitre de l'ouvrage, visent à reconnecter des zones de l'espace urbain perçues comme « communautarisées » ou ségréguées, via la pratique artistique impliquant les jeunes descendants de l'immigration. Ici, les principes cosmopolitiques des États-Généraux sont mis à l'épreuve, alors que des habitants de milieux très divers sont voués à être rassemblés par la pratique artistique, au service d'un projet commun fondé sur une ville dont le cosmopolitisme dépasse les frontières communautaires, culturelles ou institutionnelles.

Ce dernier moment de problématisation du cosmopolitisme à Bruxelles produit une politique originale, dont les pages finales de l'ouvrage permettent de saisir les ambiguïtés. L'origine de la mobilisation n'est plus, comme dans les premières mobilisations urbaines bruxelloises, la révolte contre un état de fait, considéré comme inacceptable. « Le public [...] n'émerge pas d'un "trouble" qui oblige ceux qu'il affecte à se constituer en public. » Au contraire, les États-Généraux et les initiatives qui leur font suite proposent de « faire émerger ce public à partir d'un projet » (p. 215). Dans ce projet, les compétences attendues du public « ne sont pas des compétences

civiques propres à l'ordre politique [...] mais des compétences pensées en termes de créativité et d'expression artistique » (p. 216). La Plaform Kanal vise à transformer les jeunes habitants du quartier concerné en créateurs, contributeurs et entrepreneurs du renouveau local. Le public ainsi constitué ne peut plus être décrit dans les termes du mouvement social ou de la lutte urbaine, ni même de la citoyenneté. Il est constitué d'individus censés évoluer vers « l'autonomisation » (p. 216) par la voie artistique et créative.

Le récit que Louise Carlier propose des mobilisations sociales à Bruxelles permet de saisir comment le cosmopolitisme en action fabrique des problèmes publics et met en forme des possibilités d'action politique individuelle ou collective. Le cosmopolitisme en action fabrique des sujets politiques, moins au sens d'une « conscientisation » d'individus qui accéderaient enfin à la mobilisation sociale que dans la mesure où il rassemble des expériences mettant progressivement en forme des façons d'agir et des problèmes communs, les uns n'allant pas sans les autres. À ce titre, le travail de Louise Carlier s'inscrit explicitement dans la lignée de l'écologie urbaine de la sociologie de R. E. Park à Chicago, tout en offrant une relecture de ses travaux permettant d'en saisir la portée pour analyser la fabrique contemporaine de l'espace urbain et des façons de l'habiter, au gré des problèmes publics qui y émergent. L'organisation de l'ouvrage et la reprise du vocabulaire de « l'écologie urbaine » dans les chapitres empiriques pourraient laisser penser que la sociologie de Park sert de boîte à outils, mobilisée sur le cas empirique bruxellois comme elle l'a été sur celui de Chicago. Cette lecture est peut-être en partie celle de l'auteur, mais l'ouvrage lui-même invite à la décaler : Park est relu à la lumière de travaux plus récents de sociologie urbaine, autant que de philosophie politique, pour affiner une approche écologique et pragmatiste du cosmopolitisme. Cette relecture permet à Louise Carlier de mettre le doigt sur les ambiguïtés des réponses apportées par les acteurs de la ville aux problèmes urbains, particulièrement lorsqu'elles s'expriment dans le vocabulaire de la civilité, de

l'hospitalité ou de la citoyenneté. Elle permet aussi de décaler l'analyse de la question urbaine vers les problématiques contemporaines.

La sociologie de Robert Park propose une analyse de la ville qui est intimement liée aux problèmes qui intéressent à fois Park et les acteurs qu'il étudie, à savoir la ségrégation raciale dans les villes des États-Unis de la première moitié du ^{xx}e siècle. Le problème qui intéresse à la fois Louise Carlier et les acteurs bruxellois qu'elle étudie est celui de la constitution de la ville globale, traversée par des flux migratoires et financiers, ancrée dans une histoire complexe faisant se confronter les ressources linguistiques, culturelles et économiques, et prise dans des arrangements institutionnels divers, et pour nombre d'entre eux instables. Le problème du cosmopolitisme, tel qu'il est rendu visible par le cas de Bruxelles, est à la fois celui de la possibilité d'une vie commune dans un espace limité marqué par une pluralité de flux migratoires et celui d'une redéfinition des principes et des pratiques de l'appartenance à la communauté politique dans ce contexte – communauté tiraillée entre la position internationale de la ville et sa prise en étau dans les conflits communautaires et institutionnels nationaux.

Avec l'analyse des mobilisations urbaines à Bruxelles, Louise Carlier fournit les éléments pour mener une analyse à la fois théorique et empirique du cosmopolitisme permettant de penser les problèmes de la ville contemporaine globale. La visée des nombreuses initiatives analysées dans l'ouvrage est de constituer des « communautés » fondées sur le partage d'un même espace urbain, à partir de figures d'« habitants » ou de citoyens dépassant leurs appartenances communautaires ou culturelles. Mais elle n'est jamais qu'imparfaitement réalisée, et la fabrique des collectifs locaux toujours soumise à des instabilités, à des tensions internes ou à des obstacles qui les dépassent – lorsqu'ils se heurtent à la spéculation immobilière, ou que le « projet de ville » des États-Généraux risque d'abandonner la possibilité même de la mobilisation collective. Ces instabilités fournissent autant de points d'entrée, pour l'analyste comme pour les acteurs

impliqués, pour saisir la portée politique des tentatives de faire exister la ville cosmopolitique, et en faire une critique positive. Une critique, d'abord, car il s'agit bien de mettre au jour les effets d'exclusion (quelles sont les possibilités d'action politique, individuelle ou collective, mises de côté, quels sont les problèmes rendus invisibles). Mais aussi une critique positive, car elle prend au sérieux les possibilités de recomposition dans lesquelles s'engagent les acteurs de la ville.

Cette lecture invite à poursuivre les analyses proposées dans l'ouvrage, moins en « appliquant » sa perspective à d'autres villes que Bruxelles qu'en prolongeant les connexions décrites. En effet, si Bruxelles est bien un laboratoire de la ville globale, c'est aussi que les acteurs de la ville reconstruisent en permanence ce que « local » et « global » veulent dire. La tentative des États-Généraux de redéfinir Bruxelles comme ville internationale bénéficiant des contributions des travailleurs immigrés comme des fonctionnaires internationaux, et reconnaissant l'anglais comme troisième langue, en est une illustration. Cet exemple incite à poursuivre l'enquête vers d'autres types de connexions, d'autres actions locales rassemblant acteurs bruxellois et acteurs d'autres villes, d'autres propositions d'écologie urbaine (économiques, linguistiques, etc.), d'autres définitions de la position internationale du local. C'est sans doute à la suite de telles enquêtes que l'approche que propose l'ouvrage de Louise Carlier permettra de penser non seulement les problématiques urbaines, mais aussi les possibles reconfigurations de la mondialisation dans lesquelles elles sont prises.

BIBLIOGRAPHIE

- CARLIER Louise (2010), « Cosmopolitanism : From Urban Experience to Politics », *International Social Science Journal*, 61, p. 445-456.
- CARLIER Louise (2016a), *Le cosmopolitisme, de la ville au politique. Enquête sur les mobilisations urbaines à Bruxelles*, Bruxelles, Peter Lang.
- CARLIER Louise (2016b), « Les apports de R. E. Park pour une approche sociologique du cosmopolitisme », *EspacesTemps.net*. En ligne : (<https://dial.uclouvain.be/pr/boreal/object/boreal:211071>).
- CARLIER Louise (2018), « L'hospitalité urbaine : une lecture croisée des approches de Park et Joseph », *SociologieS* (Dossier « Hospitalités. L'urgence politique et l'appauvrissement des concepts »). En ligne : (<https://journals.openedition.org/sociologies/6840>).
- CARLIER Louise (2020), « S'accommoder, ou taire les différends pour tenir ensemble. L'écologie d'un espace public ordinaire à Bruxelles », *Sociologie et sociétés* (n° spécial « Le public et ses problèmes »).
- CEFAÏ Daniel (2008), « Vers une écologie des publics. Park, l'opinion publique et le comportement collectif », in Suzie Guth (dir.), *Modernité de Robert Ezra Park : les concepts de l'École de Chicago*, Paris, L'Harmattan, p. 155-188.
- DEWEY John (1927/2010), *Le Public et ses problèmes*, Paris, Gallimard.
- DEWEY John (1940), « Creative Democracy : The Task before Us », in Sidney Ratner (ed.), *The Philosopher of the Common Man : Essays in Honor of John Dewey to Celebrate His Eightieth Birthday*, New York, Greenwood, p. 220-228.
- JOSEPH Isaac (1984), *Le Passant considérable. Essai sur la dispersion de l'espace public*, Paris, Librairie des Méridiens.
- JOSEPH Isaac (1998), *Erving Goffman et la microsociologie*, Paris, Presses universitaires de France.
- PARK Robert Ezra (1952), *Human Communities : The City and Human Ecology*, Glencoe, The Free Press.
- PARK Robert Ezra & Ernest W. BURGESS (1921), *Introduction to the Science of Sociology*, Chicago, The University of Chicago Press.
- SIMMEL Georg (1903/2004), « Métropoles et mentalités », in Y. Grafmeyer & I. Joseph (eds), *L'École de Chicago ou la naissance de l'écologie urbaine*, Aubier, Flammarion, p. 61-78.
- STAVO-DEBAUGE Joan (2017), *Qu'est-ce que l'hospitalité ? Recevoir l'étranger à la communauté*, Montréal, Éditions Liber.

**ALEXANDER
LIVINGSTON**

***DAMN GREAT
EMPIRES ! WILLIAM
JAMES AND THE
POLITICS OF
PRAGMATISM***

NEW YORK, OXFORD
UNIVERSITY PRESS, 2016

RECENSION PAR DANIEL
CEFAÏ ET JOAN STAVO-
DEBAUGE

POLITIQUE DE WILLIAM JAMES. JAMES ANTI-IMPÉRIALISTE ? JAMES ANARCHISTE ?

Dans cet ouvrage, remarquablement écrit, qui mêle habilement philosophie, théorie politique, histoire et histoire de la philosophie, Alexander Livingston souhaite mettre en valeur la dimension politique de la pensée de William James, dimension qui aurait, selon lui, été négligée en raison de l'ombre portée par la « figure de John Dewey » (Livingston, 2016 : 5 – désormais DGE). Selon Livingston, « le pragmatisme est devenu synonyme de démocratie deweyenne en théorie politique » et les « théoriciens politiques ont eu tendance à considérer la pensée politique de James, lorsqu'ils lui en reconnaissent seulement une, comme n'étant guère plus qu'une forme incomplète et immature de la théorie démocratique de Dewey » (DGE : 6). Contre cette vision commune, qui ferait la part belle à Dewey et minorerait l'apport de James, Livingston veut montrer que « James était un théoricien du politique important et innovateur » (DGE : 4).

Pour faire valoir l'affect proprement politique qui travaillerait la pensée de James, Livingston puise dans les « riches matériaux » de ce qu'il appelle, à la suite d'Horace Kallen, le *Nachlass*¹, soit la collection de notes et de discours, la correspondance, les essais de circonstance et les éditoriaux composés par James en réaction à la guerre hispano-américaine et à son sillage impérial (DGE : 2). Pour Livingston, le « tempérament démocratique » (Miller, 1997) de James se concentre principalement dans son aversion pour l'impérialisme, d'où le titre : « *Damn Great Empires!* » Il s'agit de réexaminer la pensée de James en relation à ses engagements publics, dans une conjoncture historique bien particulière, un tournant dans l'histoire de la politique étrangère des États-Unis (Tompkins, 1970 ; ou Cullinane, 2012).

Rappelons tout d'abord, pour les lecteurs francophones, la diversité des motifs d'indignation eu égard à l'intervention des États-Unis sur des théâtres étrangers et à ses efforts d'occupation et d'annexion

d'autres pays. Pour les uns, cette violence coloniale était à l'opposé des idéaux hérités de la Révolution américaine, née d'une Guerre d'Indépendance ; pour d'autres, elle faisait sortir le pays d'une forme d'isolationnisme et de non-interventionnisme que Thomas Jefferson (1801) avait été le premier à formuler : « Paix, commerce et amitié honnête avec toutes les nations, alliance avec aucune », ou encore « Commerce avec toutes les nations, alliance avec aucune, devrait être la devise des États-Unis ». Ce que le Président James Monroe marquerait dans le marbre en 1823 : « Dans les guerres des puissances européennes, dans les affaires les concernant, nous n'avons jamais pris part. Cela ne va pas dans le sens de notre politique, pour ainsi dire. Ce n'est que lorsque nos droits sont violés ou sérieusement menacés que nous protestons contre les dommages que nous subissons ou que nous préparons notre défense » (par exemple à Hawaï en 1842).

Pour d'autres, encore, le problème était ailleurs : le risque était fort, en accordant la citoyenneté aux Philippins, de créer une situation de concurrence déloyale avec la main-d'œuvre et avec les marchandises américaines et de permettre à ce « peuple tropical » d'envoyer des représentants au Sénat et au Congrès, des créoles, des Noirs et des Orientaux, pour voter les lois de la République (Lasch, 1958 : 328-329). Le problème était économique, mais aussi racial. La défense de la « race anglo-saxonne » était orientée à l'intérieur des frontières contre les Noirs et les migrants et, à l'extérieur, elle devrait prendre la forme de l'expansion raciale – le « trait le plus frappant de l'histoire du monde », écrivait Roosevelt dans *The Winning of the West* (1900). Une expansion virile et sans « mélange racial ». On peut ici citer Charles Francis Adams, qui était alors président de la Société historique du Massachussetts et membre actif du Harvard Board of Overseers et de la Ligue Anti-impérialiste : « En Amérique, avec les Anglo-Saxons, en particulier ceux de Nouvelle Angleterre », « l'amalgame des souches (*stocks*) » ne s'est pas produit. « À la différence du Français au Nord, de l'Espagnol au Sud, l'Anglo-Saxon n'a montré aucune disposition à s'allier avec les aborigènes. Il n'a fait preuve d'aucune faculté à traiter avec les races inférieures, comme on les appelle,

si ce n'est moyennant un processus d'extermination ». « Cela a préservé la souche anglo-saxonne de devenir une nation de métis (*half-breed*) » (Adams, 1899 : 9-10).

Les voies de l'anti-impérialisme étaient parfois inattendues – aussi bien nativistes, racistes, réactionnaires, démocrates, républicaines, *mugwumps*, que pacifistes, anarchistes ou socialistes ! (Coon, 1996 : 82).

JAMES ANTI-IMPÉRIALISTE ?

Tout l'objet de l'ouvrage de Livingston est de « prendre au sérieux l'anti-impérialisme de James » et d'en faire « une loupe pour repenser la signification de son pragmatisme pluraliste » (DGE : 7). Si le *Nachlass* fournit la matière première à la thématization de l'anti-impérialisme de James, Livingston revient aussi (et en vérité *surtout*) sur ses écrits antérieurs, bien plus connus, mais bien moins explicitement concernés par la politique. Livingston propose donc une relecture des « discours, essais, notes et correspondances de James sur l'empire comme des clés pour déverrouiller la signification politique de ses écrits sur la vérité, la religion et la métaphysique »² (*ibid.*). L'ambition est d'importance. L'enjeu, pour Livingston, est de dresser un portrait de James en « penseur anti-impérialiste » qui était « profondément en syntonie avec les dimensions psychologiques et existentielles de la politique » (*ibid.*). Là où Dewey pensait la « démocratie comme mode de vie, une conception de la politique en tant que renouvellement et réforme perpétuels », James aurait pensé le « problème de *l'empire comme mode de vie* » – une expression que Livingston reprend à William Appleman Williams (2006). Sur quels éléments Livingston se fonde-t-il ?

James est impliqué dans la Ligue anti-impérialiste dès son premier meeting à Faneuil Hall, à Boston, le 15 juin 1898, après que l'infanterie américaine a envahi Porto-Rico et les Philippines – le jour même où le Sénat vote l'annexion de Hawaï (sur les détails de ce meeting, plutôt

favorable à la guerre contre l'Espagne, et sur l'ambiguïté de la situation philippine, où l'amiral George Dewey avait promis son soutien à Emilio Aguinaldo et lui aurait promis l'indépendance, voir Welch, 1979, et Miller, 1982). À vrai dire, Livingston rate une première occurrence, assez trouble, de ce sentiment quand William écrit à son frère Henry au tournant de 1895 à 1896. Alors qu'il avait plutôt été jusque-là un supporter du Président Grover Cleveland, il s'étonne de l'une de ses actions, « absolument énigmatique et inconciliable avec son caractère » (Lettre à Henry James, 23 décembre 1895. *Correspondence* : 2.385). Dans un moment de grande excitation publique, il rejette l'intervention qualifiée de « jingoïste » de Cleveland dans un conflit entre la Grande-Bretagne et le Venezuela, à propos des frontières de la Guyane britannique (incluant ou non le territoire d'Essequibo). Il la rejette, mais tout en disant son penchant pour la position de l'Angleterre. « Il est difficile d'exagérer le mal qui a été fait... » (26 décembre 1895. *Ibid.*).

Cette fois-ci, l'exécutif a été absolument fou en remettant au grand public non instruit une question dont il ne pouvait rien savoir, si ce n'est qu'il s'agissait d'un cas dans lequel il pourrait avoir à se battre pour le bon côté. Le bon côté était bien sûr supposé être le côté vénézuélien, car quelle conception a notre peuple de l'Angleterre, si ce n'est d'un vilain monstre (*buga-boo*) de maternelle, une puissance tyrannique (*bully-coward*) qui s'acharne à occuper tous les coins les plus reculés de la planète ? Cette anglophobie irrationnelle est une calamité nationale. (*Ibid.*)

Il poursuit quelques jours plus tard en disant que « cette menace de guerre [la proclamation de Cleveland selon laquelle les États-Unis ne seraient satisfaits que si la Grande-Bretagne soumettait le différend à l'arbitrage] était l'œuvre du diable, et cinquante ans n'enlèveront pas ses effets de notre histoire » (Lettre à Henry James, 26 janvier 1896. *Correspondence* : 2.388). Mais, à la fin de sa lettre, il formule le vœu d'une intervention des États-Unis contre les attaques

perpétrées à la même époque par les troupes ottomanes contre les Arméniens – les massacres hamidiens, de 1894 à 1896 ; et, à nouveau, le 17 septembre 1896 (*ibid.* : 2.412) contre l'« hideuse bassesse et lâcheté de l'Europe » face au « sanglant Sultan », « je prie le Dieu tout-puissant qu'elle [l'Angleterre] et les U. S. fassent quelque chose ENSEMBLE » (*I wish to the “most high God” she & the U. S. wd. do something TOGETHER*) (un événement non considéré par Livingston dans son livre). L'interventionnisme semble donc n'être pas exclu par principe, à ce moment-là ; il semble même être acceptable si les conséquences escomptées en sont bonnes. Aider un peuple à maintenir son existence et à exercer sa liberté alors qu'un autre peuple menace d'en finir avec lui est une chose désirable – devrait-on en inférer que toute intervention à l'extérieur n'était pas mauvaise en soi, à l'époque, aux yeux de James, et que certaines guerres pouvaient être justes ?

En 1899, James organise un meeting de masse contre la guerre à Cambridge. Ils s'insurge contre la vague de chauvinisme qui submerge depuis un temps ses concitoyens. « Nous sommes à présent engagés ouvertement dans l'action d'écraser la chose la plus sacrée de ce grand monde humain – la tentative d'un peuple longtemps réduit à l'esclavage de retrouver la possession de soi, d'organiser ses lois et son gouvernement, d'être libre de suivre sa propre destinée, en accord avec ses propres idéaux. » (*Boston Evening Transcript*, 1^{er} mars 1899). En 1903, James est nommé vice-président de la section (*chapter*) du Massachusetts de la Ligue anti-impérialiste américaine (*American Anti-Imperialist League*). Il le restera jusqu'à sa mort en 1910. Et de 1905 à 1907, précise Livingston, il est également vice-président de la *Filipino Progress Association*. La Ligue est fondée en 1898, au moment de la Guerre contre la domination espagnole à Cuba. Le 6 février 1899, Cuba devenait indépendante, tandis que les États-Unis annexaient les Philippines, Porto Rico et l'île de Guam. La « rébellion » des Philippines, la guerre d'indépendance dirigée par Emilio Aquinaldo, allait être matée dans un bain de sang – en comptant les victimes de la violence, la famine, et l'épidémie de choléra, on estime que 200 à 250 000 Philippins y auraient trouvé la mort³. Theodore

Roosevelt était alors l'une des cibles principales : engagé volontaire au sein des Rough Riders en 1898 pendant la guerre à Cuba, puis président de 1901 à 1909, il développe la politique du Big Stick (« Parle gentiment et porte un gros bâton/*Speak softly and carry a big stick*»), et propose une interprétation expansionniste de la doctrine Monroe (1823), renversant le postulat de neutralité des États-Unis en intolérance vis-à-vis de toute nation menaçant ses intérêts : « L'adhésion des États-Unis à la doctrine de Monroe peut contraindre (*force*) les États-Unis, à contrecœur toutefois, dans des cas flagrants de malfaisance (*wrongdoing*) ou d'impuissance (*impotence*), à exercer un pouvoir de police international. » (*Roosevelt Corollary*, 6 décembre 1904). Au moment où James prend les commandes de la Ligue anti-impérialiste à Boston, les États-Unis poursuivent la guerre aux Philippines, au-delà du vote de la Loi organique du 1^{er} juillet 1902, qui devait en marquer la fin officielle, et bataillent contre les groupes de « rebelles » jusqu'en 1913. En parallèle, ils créent leur protectorat de Panama le 18 novembre 1903, après avoir mobilisé la marine contre l'armée colombienne ; ils construisent le port de Pearl Harbor à Hawaii et installent des bases navales à Guam.

Aux côtés de William James, qui retrouve-t-on dans les rangs de cette Ligue anti-impérialiste ? Livingston, plus préoccupé par l'histoire des idées, omet de fouiller dans cette direction. Il mentionne bien la présence de Jane Addams (DGE : 191), qui, très tôt, estime que la « coopération collective dans le mouvement ouvrier » développe les « pouvoirs les plus éminents sans détériorer leur nature morale, comme la guerre le fait constamment » et qui, au-delà, dans *Newer Ideals of Peace* (1907), mène une critique des retombées du militarisme dans l'industrie et le gouvernement. Mark Twain (vice-président de la section de New York de 1901 à 1910 : Dooley, 2009) est à peine signalé dans une note, mais sans insister sur le charisme qui était le sien dans le milieu anti-impérialiste et au-delà. Il écrit « The War Prayer » (1905/1923) et montre la contradiction morale au cœur de la guerre : « Comment Dieu, “le Père toujours miséricordieux et bienveillant de nous tous”, peut-il à la fois nous soutenir et nous aider alors qu'Il les

vainc et les détruit dans le même temps ? » Ailleurs Twain écrira que « nous pouvons garder notre drapeau habituel, [mais] en peignant les bandes blanches en noir et en remplaçant les étoiles par des têtes de mort et des os croisés ». Un autre militant notable de l'anti-impérialisme, oublié, Edward Atkinson (1898), publie trois pamphlets-enquêtes, documentés statistiquement, adressés au Président William McKinley, sur « Les coûts d'un crime national », « L'enfer de la guerre et ses sanctions », et « Agression criminelle : par qui commise ? ». Il conclut la brochure par la Déclaration de principes de la Ligue Anti-impérialiste, cosignée de Winslow et Atkinson (19 novembre 1898). On rencontre encore dans ses rangs William Dean Howells, John Dewey et David Starr Jordan (qui rejoignent la Ligue au moment de l'élection de McKinley en 1900), Andrew Carnegie (qui avait proposé de racheter les Philippines pour leur concéder leur indépendance), Josephine Shaw Lowell (fondatrice de la Charity Organization Society, de la Woman's Municipal League ou de la Consumers' League de New York), Fanny Baker Ames (qui deviendra présidente de la Boston Equal Suffrage Association), Fanny Garrison Villard (suffragiste et cofondatrice de la NAACP), Alice Thacher Post (future leader du Woman's Peace Party), et un grand nombre d'universitaires, dont Frederick Starr, Ira W. Howerth, Stanley Hall, William E. Dodd, Jacques Loeb... Albert Bushnell Hart (le grand historien progressiste, collègue de James à Harvard, directeur de thèse de W. E. B. Du Bois et M. P. Follett), par exemple, était farouchement opposé à la politique étrangère de Roosevelt, la constitution d'un empire colonial contredisant, selon lui, l'esprit de la démocratie américaine. C'est un véritable mouvement qui se développe alors et qui compte jusqu'à 30 000 membres. Livingston fait de l'histoire des idées, et pas de la microhistoire sociale et institutionnelle, sinon il aurait pu explorer davantage les archives de cette Ligue anti-impérialiste, qui s'est avérée une pépinière de militants d'envergure. L'impérialisme est un des grands combats du mouvement progressiste et une partie de ses troupes va par la suite nourrir le mouvement pacifiste, au moment de la guerre. Les choix de Roosevelt, à la suite de McKinley, auront des conséquences à plus long terme. Même si beaucoup d'activistes

réformateurs rejoindront le Parti progressiste qu'il créera en 1912, après avoir rompu avec Taft au Congrès du Parti républicain, en raison de ses promesses en matière de démocratie industrielle, de vote des femmes et de programmes sociaux, Roosevelt continuera de cliver pour une bonne part le camp progressiste, en raison de ses positions sur la question noire et sur la politique impérialiste. À Jane Addams qui avait pris le parti de le soutenir, Erving Winslow, le secrétaire de la Ligue anti-impérialiste, enverra ainsi une lettre, le 7 août 1912, où il énumérera les nombreuses remontrances qui lui interdisaient, à lui et à d'autres, de soutenir Roosevelt et de rejoindre son nouveau parti.

POURQUOI, LA GUERRE ?

La formule choc de « *l'empire comme forme de vie* », dont Livingston veut faire un étendard distinctement jamesien, peut prêter à confusion. En effet, Livingston ne prétend pas que James est un penseur de la colonisation, ni qu'il propose une généalogie de l'idée d'empire depuis Rome, ni qu'il élabore une théorie des processus économiques à l'échelle mondiale conduisant à cette projection d'États-nation hors de leurs frontières, ni encore qu'il fournisse des outils de description de la vie psychique et matérielle des populations indigènes soumises aux violences de l'impérialisme. Livingston estime plus modestement que James aurait procédé à un examen philosophique des « racines psychiques, affectives et culturelles de l'impérialisme américain à un moment crucial de l'accession de la nation à l'hégémonie globale » (DGE : 7). Selon Livingston, emboîtant les pas de James, une caractéristique saillante de cette expérience de l'impérialisme serait la guerre.

Ainsi, impérialisme rimerait avec guerre de conquête. James avait déjà parlé de la guerre, le 31 mai 1897, dans son discours d'inauguration du monument dédié à Robert Gould Shaw et au 54^e régiment d'infanterie du Massachussetts (DGE : 103 sq.) – nous y reviendrons plus bas. À l'époque, la guerre apparaît comme une ordalie : l'épreuve

par le feu, faute de passer par les mots ou par les urnes, permettait de régler le conflit entre Nord et Sud des États-Unis.

Ce que la loi et la raison étaient incapables d'accomplir, il fallait maintenant le faire par ce redoutable et incertain dispensateur des jugements de Dieu qu'est la Guerre – la Guerre, avec ses méthodes abominables, accidentelles et imprécises, détruisant le bien et le mal tout ensemble, mais finalement, capable, sans conteste, de trouver une issue à des situations intolérables, lorsque, par l'illusion ou la perversité de l'homme, toute meilleure voie est bloquée. (James, 1897 : 41-42)

Ce conflit était inévitable et peut-être, au bout du compte, salutaire. Il était l'expression d'une contradiction insoluble, entre liberté républicaine et déni de cette liberté par l'esclavage.

Notre grande république occidentale avait été, dès son origine, une anomalie singulière. Cette terre de liberté, revendiquée avec fierté, au cœur de laquelle trônait l'esclavage humain, lequel dictait les termes d'une reddition inconditionnelle à tous les autres organes de sa vie, qu'était-elle, au bout du compte, sinon une chose fausse et une horrible contradiction interne ? Pendant trois quarts de siècle, elle avait néanmoins survécu, maintenue ensemble par les politiques, les compromis et les concessions. Mais pour finir, cette république fut déchirée en deux, et c'est sous les drapeaux que la vérité devait être possible. La vérité, Dieu merci, la vérité ! Même si, pour le moment, elle devait être écrite dans les flammes de l'enfer ! (*Ibid.* : 42)

Avec un sens dramatique que la rhétorique politique d'aujourd'hui a perdu, James faisait de la guerre – une guerre civile, précisons-le – la restauratrice de la « religion américaine », au point que les combattants partaient gaiement (*cheerfully*) au combat, refonder leurs idéaux !

Notre nation avait été fondée dans ce que nous pouvons appeler notre religion américaine, baptisée et élevée dans la foi qu'un homme n'a pas besoin d'un maître pour prendre soin de lui, et que les gens ordinaires peuvent assez bien gagner leur salut ensemble si on les laisse suffisamment libres d'essayer. Mais les fondateurs de l'Union n'ont pas osé toucher à la grande exception, insoluble ; et l'esclavage avait progressé et s'était répandu, jusqu'à ce que la seule alternative pour la nation s'avère être de combattre ou de mourir. Ce que Shaw et ses camarades défendent et nous montrent, c'est que dans une telle situation d'urgence, les Américains de toutes les couleurs et de toutes les conditions peuvent aller de l'avant comme des frères, et se confronter gaie-ment à la mort s'il le faut, afin que la religion de notre pays natal ne devienne pas un échec sur la terre. (*Ibid.* : 42-43)

Ô mes compatriotes, Sudistes et Nordistes, ennemis d'hier et frères de demain, maîtres et esclaves, faisons en sorte que ces deux héritages (*heirlooms*) soient préservés. Ainsi, que notre pays racheté, comme la cité de la promesse, repose fermement et à jamais sous les Cieux, et que les chemins de toutes les nations soient éclairés par sa lumière. (*Ibid.* : 53)

En 1904, le 7 octobre, dans son discours de clôture au banquet du 13e Congrès mondial pour la Paix à Boston, sur lequel Livingston revient dans le chapitre 3, le propos se déplace, en direction d'une « psychologie de la guerre » – avec des arguments qui ont dû surprendre l'assistance. Plus de jugement de Dieu, comme à l'horizon de la Guerre de Sécession, plus de perspective de réunion fraternelle, au terme du combat. Le principal coupable devient la « bellicosité de la nature humaine », une sorte d'instinct biologique inscrit aux tréfonds de notre nature. Une impulsion « gladiatoriale », comme l'appelait T. H. Huxley (1893-94), contre laquelle l'éthique s'évertue.

L'homme, d'un point de vue biologique, et quoi qu'il en soit, est tout simplement la plus formidable de toutes les bêtes de proie,

et, en fait, la seule qui s'attaque systématiquement à sa propre espèce. Nous sommes une fois pour toutes adaptés au statut militaire. Nous devons travailler contre la constitution de la nature humaine. C'est la pure vérité que les gens veulent la guerre. Ils la veulent de toute façon, pour elle-même et sans se soucier de toutes les conséquences possibles et imaginables [...] La guerre, selon eux [soldats et non-combattants], c'est la nature humaine au plus haut point. (James, 1904 : 845-846)

Les humains sont agressifs par nature et ils veulent aller au combat ! La guerre les fascine, ils la réclament et ils y courent ! « Les humains vivent d'habitudes, certes, mais ce qui les fait vivre, ce sont les excitations et les sensations fortes » (*Man lives by habits, indeed, but what he lives for is thrills and excitements*). Prôner « la paix universelle ou le désarmement général » (*ibid.* : 846) comme « remède radical » est stérile, plutôt faut-il mettre au point « une médecine préventive ». Faute de changer la nature humaine, il faut ruser avec elle. Ce que propose James a sans aucun doute surpris une assistance de pacifistes plus ou moins convaincus.

Que la possibilité générale de la guerre soit laissée ouverte, au nom du Ciel, pour que l'imagination s'en amuse. Que les soldats rêvent de tuer, comme les vieilles filles rêvent de se marier. Mais organisez de toutes les manières imaginables les mécanismes pratiques pour faire avorter chaque nouveau risque de guerre. (*Ibid.*)

La méthode est celle de la dérivation ou de la substitution, même si James n'utilise pas ces termes : mais il s'agit bien de réorienter la même énergie vers des objectifs alternatifs.

Saisissez tous les prétextes, si infimes soient-ils, pour des méthodes d'arbitrage, et multipliez les précédents ; suscitez des excitations rivales et inventez de nouveaux exutoires à l'énergie héroïque ; et d'une génération à l'autre, les chances sont grandes

que les irritations iront en s'atténuant et que les états de tension seront moins périlleux entre les nations. (*Ibid.*)

La guerre finira par devenir insupportable et par être traitée comme un « crime contre la civilisation ».

Les arguments de James contre la guerre ont donc changé au cours du temps. L'impulsion belliqueuse semble bien participer des « racines psychiques, affectives et culturelles de l'impérialisme américain » (DGE : 7). Le désir de guerre est canalisé dans le combat pour l'expansion territoriale et économique d'un peuple d'aventureux « pionniers », courant irrésistiblement à l'assaut de nouvelles « frontières ». Livingston connecte ainsi ce désir de guerre avec le tournant de la politique extérieure et l'idéologie de « l'exceptionnalisme » de la nation américaine. Il ne prend pas toujours la mesure de « lacunes plus profondes » de la pensée de James, quand il accrédite une représentation de « la bienfaisance de l'Amérique dans le monde jusqu'à l'éruption soi-disant inattendue de la violence impériale en 1899 » (Pitts, 2017 : 861-862). Quid de la guerre contre les Nations premières, qui ont été décimées et dépossédées de leurs terres, de leurs cultures, de leurs biens et de leurs vies et qui, au terme d'une série de traités, se sont retrouvées enfermées dans des réserves (le moment fort étant l'Indian Appropriations Act de 1851) ? On aurait en tout cas là une des racines de l'impérialisme américain : la fin de l'isolationnisme qui était jusque-là la règle et la réorientation de la violence de la conquête de l'Ouest vers de nouveaux territoires. Un autre élément crucial de la critique de l'impérialisme par James serait, selon Livingston, l'avènement de la *bigness*.

LA DÉTESTATION DE LA *BIGNESS*

Arrêtons-nous un instant sur le chapitre 2, consacré à cette détestation de la *bigness*, tenue pour une pièce essentielle de l'anti-impérialisme de James. « Cravings and Consequences » traite plus généralement de la « modernité politique ». Livingston y thématise en

effet la posture de James face au Gilded Age, « marquée par des expériences d'insécurité et de désorientation, les marqueurs traditionnels de l'autorité s'effritant sous la pression d'une intense modernisation culturelle et sociale » (DGE : 53). Il nous montre un James qui essaye de naviguer entre deux écueils : d'un côté, la nécessité d'éviter la passivité et le désespoir provoqués par l'apparente insignifiance d'un cosmos contingent et sans aucun ordre ; de l'autre, le danger de l'hubris de la pensée qui s' imagine maîtriser et contrôler ce chaos et le façonner à son gré. Tandis que de nombreux commentateurs observent cette « crise culturelle » à partir des crises personnelles traversées par James, Livingston propose un intéressant décalage, qu'il présente comme suit :

En déplaçant le regard de la crise personnelle à la crise culturelle, on obtient une nouvelle perspective précieuse sur James en tant que penseur politique. Au lieu de *psychologiser James*, cela nous permet de considérer James comme *psychologisant la politique* elle-même. James a cherché des moyens philosophiques pour appeler ses voisins à interroger de manière critique leur monde politique et à s'élever contre l'injustice. (DGE : 54-55)

L'auteur invite alors à comprendre le pragmatisme jamesien comme une « *thérapie de la volonté générale* »⁴. Face à l'expérience déconcertante de la « *bigness* », qui recouvre pour les contemporains de James la part toujours plus forte des institutions, des lois et des impôts fédéraux dans la vie publique, la formation d'énormes trusts économiques dans le pétrole, les mines, les banques, l'acier ou le tabac, et la projection impérialiste de l'armée américaine et bientôt de ses entreprises hors des frontières nationales, le « pragmatisme mélioriste cherchait à enseigner à ses lecteurs comment retrouver le sens de leur propre pouvoir individuel et s'élever courageusement contre les injustices de l'empire » (DGE : 54). La puissance d'action personnelle, la capacité à garder le contrôle sur sa propre vie et à faire entendre sa voix individuelle étaient menacées, broyées et étouffées par de colossales forces et de puissants processus impersonnels.

Au lieu de s'en tenir au Nachlass, Livingston reconsidère les façons dont les écrits de James sur la métaphysique (dans des œuvres telles que *Pragmatism* et *A Pluralistic Universe*) préparent sa critique de la modernité américaine, mais il montre aussi les implications de sa psychologie pour la question politique, notamment celle de « l'autorité ». Selon Livingston, ces divers écrits de James offrent un diagnostic autant qu'une réponse à la « soif d'autorité » (*craving for authority*) qui aurait caractérisé la période (DGE : 55). James y éviterait tout à la fois « la résignation » et « un sens exagéré de la souveraineté », « deux pathologies de la volonté », qu'il avait préalablement identifiées dans *The Principles of Psychology* et qui constitueraient « deux expressions contradictoires, mais néanmoins imbriquées l'une en l'autre, d'une soif nostalgique de l'autorité perdue » (DGE : 55). Sans rejeter les « affirmations » selon lesquelles James aurait « cherché à retrouver la foi en l'action » et à en faire un « bien politique précieux », Livingston veut « compliquer » le tableau, en montrant que le philosophe aurait également été « soucieux de limiter les excès de l'action » (DGE : 56). De sorte que la « posture normative soutenue par l'anti-impérialisme de James » consisterait en un « difficile double geste » visant « à retrouver un fragile sentiment d'efficacité politique pour résister à l'injustice tout en maîtrisant la tendance au dogmatisme autoritaire qui perpétue l'injustice » (*ibid.*).

Livingston rapporte l'attention de James aux « excès de l'action » et aux risques du « dogmatisme autoritaire » à son rejet de la *bigness*, auquel la section II du chapitre 2 est consacrée. Il ouvre cette section avec une citation d'une lettre que James a adressée en 1899 à Sarah Whyman Withman, après qu'il a lu l'essai « Democracy » de George Edward Woodberry (1899) :

En ce qui me concerne, ma religion est faite : je suis contre la *bigness* et la grandeur sous toutes leurs formes et avec les forces moléculaires invisibles qui travaillent d'un individu à l'autre, s'infiltrant dans les recoins de ce monde comme autant de racines molles ou comme le suintement capillaire de l'eau, et

qui constituent pourtant les monuments les plus robustes de l'orgueil de l'homme, si vous leur en donnez le temps. Plus l'unité à laquelle vous avez affaire est grande, plus la vie qui y est déployée est creuse, brutale et mensongère. C'est pourquoi je suis contre toutes les grandes organisations en tant que telles, les organisations nationales avant tout, contre les grands succès et les grands résultats, et en faveur des forces éternelles de la vérité qui travaillent toujours de manière individuelle et immédiatement infructueuse, des *outsiders* toujours, jusqu'à ce que l'histoire vienne, longtemps après leur mort, les placer au sommet. (Cité in DGE : 56)

Si l'extrait produit par Livingston témoigne bien que ce rejet de la *bigness* fait fond sur une défense de « l'unité » de petite taille qu'est « l'individu », mais aussi, selon le commentateur, les petits au sens des « *underdogs* » (DGE : 31 et 56), on remarquera que James leur reconnaît néanmoins une capacité à produire de grandes choses (ainsi des « monuments les plus robustes ») et à finir au « sommet » dans le jugement de « l'histoire » – on pourrait s'interroger sur le caractère somme toute assez chrétien de cette citation (i.e. « les derniers seront les premiers »). Livingston fait grand cas de ce « cri du cœur » de James en faveur de l'originalité, de la « liberté » et de l'authenticité de l'individu contre un « phénomène social et institutionnel qu'il appelle "*bigness*" » (DGE : 57). Pourtant, il note aussitôt que ce lexique de la *bigness* était relativement commun à l'époque : « "*Bigness*" était partie prenante de l'idiome courant de la critique sociale du Gilded Age. Il était utilisé pour désigner la consolidation de l'argent et du pouvoir dans l'économie de grandes firmes alors émergente. » (*Ibid.*). L'originalité ne tiendrait donc pas à l'usage de ce terme pour saisir les transformations du Gilded Age, elle se trouverait dans la « réticence de James à tracer des lignes fermes entre la *bigness* en tant que phénomène politique qui réfère à l'impérialisme américain et la *bigness* en tant que condition économique » (DGE : 58).

Livingston en veut pour preuve que « le spectre de la “*bigness*” fait son entrée dans les écrits de James à l’hiver 1899, à la suite de la ratification par le Congrès de l’achat des Philippines à l’Espagne » et que le philosophe s’est alors empressé de publier une tribune dans le *Boston Evening Transcript* où il alertait que « l’impérialisme et l’idole du destin national, fondés sur l’excitation martiale et la pure et simple “*bigness*”, révèlent de plus en plus clairement leur caractère corrompateur » (DGE : 57). Selon Livingston, James en serait ainsi « venu à discerner les contours d’un sens plus large de la *bigness*, la conspiration du business et du gouvernement dans l’empire transformant la société américaine ». Dans une lettre à son frère Henry, il écrit que « le temps (*day*) de la ‘*big’nness* – grandes destinées nationales, grands partis politiques, grandes coalitions commerciales, grands journaux – est en train d’éliminer du monde tout bon principe et qualité » (Lettre à Henry James, 20 février 1899. *Correspondence* : 3.50). Ainsi, sous sa plume, « la *bigness* était plus qu’une condition économique ou une politique militaire », elle constituait une « affliction qui touchait tous les recoins de la vie américaine » (DGE : 59). « L’infamie nationale de cette affaire philippine » devient le symptôme d’un tournant bien plus ample :

Le calme, l’harmonie et la sincérité ont fui le monde et à la place nous avons des églises « live⁵ », les grandes et hideuses destinées nationales, des partis politiques, des journaux de masse, des associations commerciales. Les principes, la sincérité, l’honnêteté, la délicatesse, tout est écrasé. Il est temps d’organiser une opposition. L’idole vide, qui sonne creux, de la « grandeur » et du « succès » tue toute qualité et tout idéal authentiques. Y a-t-il jamais eu une telle infamie nationale que cette affaire philippine que nous sommes en train de mettre en œuvre ? Et le répugnant jargon, bien gras, de McKinley & Co, que nous devons ingurgiter comme sauce avec elle ! (Lettre à Henry William Rankin, 22 février 1899, *Correspondence* : 8.499)

Livingston ne cache pas que cette dénonciation tous azimuts n'a pas semblé très précise et très originale à de nombreux observateurs et commentateurs : cette critique de la *bigness* et cette déploration de « la diminution du pouvoir de l'individu face à des institutions de plus en plus complexes, massives et impersonnelles » (DGE : 60) s'avèrent très impressionnistes et ne constituent nullement une analyse de l'impérialisme. Livingston le reconnaît, et appelle Deborah Coon à la rescousse, en notant la chose suivante :

« *Bigness* » n'est pas tant le nom d'un phénomène social objectif que la tentative de James de nommer l'expérience d'une liberté en déclin face aux transformations économiques et politiques de l'Amérique. Pour faire face aux problèmes sociaux, il faut apprendre aux individus à retrouver un sentiment de pouvoir à l'ombre de ces institutions creuses. James s'attaque à la *bigness* en des termes aussi larges afin de « convaincre les gens qu'il est impératif de lutter contre ces forces et contre les maux sociaux et politiques qui en découlent ». (Coon, 1996 : 87)

Mais « comme l'utilisation que James fait de ce terme est très vaste, on ne sait pas exactement contre quelles forces de la *bigness* les individus devraient lutter. Coon a peut-être exagéré sa conclusion, mais elle a certainement raison de souligner que l'expérience de l'acquiescement à la *bigness* est un problème urgent pour quiconque veut mobiliser une opposition populaire contre l'impérialisme » (*ibid.*) – sauf que cette « opposition » devait elle-même être d'une taille suffisante, et donc atteindre elle aussi un genre de *bigness*, pour espérer pouvoir renverser la vapeur... Et si Livingston considère que Coon a peut-être « exagéré », on peut en dire autant le concernant : si l'apport de James à l'anti-impérialisme tient dans cette dénonciation de la *bigness*, alors il est alors très exagéré d'en faire un penseur de premier plan dans ce domaine.

Livingston s'essaye toutefois à rendre le terme plus précis. Il remarque que James l'emploie aussi pour critiquer l'idole américaine

du « succès ». En « dénonçant en conjonction la *bigness* et le succès », il fustigeait ainsi « la mollesse morale née de l'adoration exclusive de la déesse-garce du SUCCÈS [*sic*]. Cela – avec l'interprétation sordide en espèces sonnantes et trébuchantes qui est conférée au mot succès – est notre maladie nationale. » (Lettre à H. G. Wells. *Correspondence*, 11 : 267 ; DGE : 61-62). Livingston veut croire que James pointerait là une forme de cercle vicieux : « Là où la *bigness* est synonyme de retrait passif et de résignation, le succès désigne la soif de retrouver son individualité par un attachement intime à la réalité. » (DGE : 62). Pour étayer cette interprétation, Livingston se penche notamment sur le manuscrit d'un discours que James avait adressé à des étudiants, où il les enjoignait « à réveiller leurs concitoyens de leur obsession conformiste pour la *bigness* et le succès » (DGE : 63). La série du « succès » et de la *bigness* s'étend à de nouveaux éléments, la « valeur marchande » et le « conformisme », ces « idoles de la tribu » américaine :

Les gens ne se rendent jamais compte à quel point les idoles qu'ils adorent sont des idoles de la tribu, des idéaux imités, provenant de la suggestion, et suivis parce que nous avons honte de nous sentir isolés. Aujourd'hui, l'idole de la nation américaine est ce qu'on appelle le « *big success* ». Pour être grand, un succès doit être immédiat et flamboyant ; et comme le test *immédiat* du succès est toujours la valeur marchande, nous en sommes venus à considérer que le seul succès qui frappe notre imagination nationale et nous apparaît grandiose est celui qui consiste à faire fortune... Si les autres peuples avaient été plus simples, nous l'aurions été aussi ; si aucun d'entre nous n'avait été aussi riche, nous aurions tous été plus heureux ; mais nous sommes à la fois complices et victimes de l'esprit du temps, de l'idole de la tribu. Nous avons suivi aveuglément le troupeau vulgaire et entraîné les autres à notre suite au lieu de donner l'exemple de la distinction. (*Manuscript Lectures*, 1988 : 106 – cité in DGE : 63)

Au fond, avec la *bigness*, James propose simplement une manière de qualifier un certain « esprit du temps », un genre de « mentalité »

assez floue qui mélange l'illimitation de l'appétit commercial, la médiocrité des motifs de réussite, l'avènement d'un univers des grandes organisations, l'idéologie du « toujours plus grand toujours plus fort », peut-être aussi la culture de masse qui s'annonce, et la peur de voir les individus réduits à des espèces de « rouages de l'énorme machine militaro-industrielle » (Coon, 1996 : 87) – une imagerie des « partis politiques », des « journaux de masse » ou des « entreprises commerciales », bientôt du conglomerat technoscientifique, de la planification administrative, etc., et de leur pouvoir de dépossession et d'expropriation du pouvoir personnel des individus, de standardisation et d'uniformisation de leurs vies et de leurs esprits. Mais peut-on considérer qu'un tel geste de rejet de la *bigness* et de ses conséquences esthétiques ou éthiques constitue une analyse détaillée ou une explication éclairante de l'impérialisme ?

UNE PSYCHOLOGIE POLITIQUE

Le chapitre 2 n'est toutefois pas seulement concerné par la *bigness*. Livingston y étaye également l'idée qu'une « psychologie politique » serait au travail dans l'œuvre de James, au-delà des écrits circonstanciels du *Nachlass*. Il décrit cette « psychologie politique » dans les troisième, quatrième et cinquième sections du chapitre 2, sections intitulées respectivement « Psychologizing Philosophy », « Monism, Pluralism, and the Craving for Order » et « Politicizing Psychology, Psychologizing Politics ». S'il est vrai que des œuvres comme *Pragmatism* et *A Pluralistic Universe* témoignent d'une « attitude » proprement pragmatiste (Madelrieux, 2021) qui peut préserver d'un attrait pour l'impérialisme, et même armer un anti-impérialisme, les indices textuels qui plaident pour une continuité avec le *Nachlass* restent néanmoins assez minces, au-delà d'une mise en équivalence, somme toute banale, entre « monisme » et « impérialisme ».

Certes, Livingston repère une mention des « Filipinos » dans *Pragmatism* et veut croire que l'intervention « des événements politiques contemporains dans ces conférences suggère que James voyait

un lien entre les questions de philosophie et les problèmes de politique », considérant alors que « les œuvres philosophiques telles que *Pragmatism* et *A Pluralistic Universe* peuvent être lues avec profit comme poursuivant et développant les arguments fragmentaires de son *Nachlass* anti-impérialiste » (DGE : 74). Mais le problème auquel fait face le lecteur de *Damn Great Empires!* est que les éléments explicitement « politiques » relevés par Livingston sont encore plus « fragmentaires » que ceux que l'on trouve dans le *Nachlass*, qui n'est d'ailleurs jamais vraiment analysé en tant que tel et pour lui-même... Dans *Pragmatism*, la phrase qui arrête Livingston est la suivante et il l'introduit comme suit :

Anticipant les arguments que nous examinerons dans les chapitres suivants, James établit une analogie entre le désaveu autoritaire de la contingence et la rhétorique impérialiste. Parodiant la réaction incrédule du moniste face au monde apparemment anarchique et non systématique du pluraliste, James s'exclame : « Un univers où des gens comme *nous* contribuent à créer sa vérité, un monde livré à *nos* opportunistes et à nos jugements privés. L'autonomie de l'Irlande serait un millénium en comparaison. Nous ne sommes pas plus aptes à jouer un tel rôle que les Philippins ne sont "aptes à l'autogouvernement". » (James, 1907 : 261 ; souligné dans l'original ; cité in DGE : 74)

La citation continue : « Un tel monde ne serait pas *respectable* d'un point de vue philosophique. Ce serait une malle sans étiquette, un chien sans collier aux yeux de la plupart des professeurs de philosophie. » (James, 1907 : 261).

Et dans *A Pluralistic Universe*, elle consiste seulement en ce qui suit : « "Quelque chose échappe toujours" », observe James à propos du profond pluralisme de la modernité. « "Toujours pas tout à fait" (*ever not quite*) est ce qu'il faut dire des meilleures tentatives faites dans l'univers pour atteindre une totale inclusivité. Le monde pluraliste ressemble donc plus à une république fédérale qu'à un empire

ou à un royaume. » (James, 1909 : 321-322). Il y a toujours un reste, écrit James : « Quelque chose d'autre est auto-gouverné, absent, et non-réduit à l'unité. »

Ce que Livingston commente :

Ce n'est pas un monde sans ordre. C'est un ordre en devenir, toujours en train d'être bricolé, à la façon d'un accord diplomatique qui pourrait toujours s'effondrer à la dernière minute plutôt que d'une loi souveraine imposée par décret impérial. Seul un cosmos qui laisse place à la fois à la foi et à la finitude, à l'ordre et à la liberté, peut servir de médiateur et réconcilier les désirs concurrents qui ont façonné l'histoire de la philosophie. (DGE : 75)

Ces remarques sont intéressantes, et elles sont, de fait, mobilisées par les commentateurs friands de cosmologies et d'ontologies alternatives. De nombreux livres sont disponibles qui brodent sur le pluralisme de James à l'encontre du monisme impérial, depuis les tout premiers essais sur le « plurivers » par Benjamin Blood (1920), qui enquête sur la « duplexité de l'Un et du Multiple » et en qui son ami James voyait déjà un « mystique pluraliste » (James, 1910/1978) (cf. aussi commentaires de Perry, 1935 : vol. 2, chap. LXXXIII), aux tentatives plus récentes de repenser le pluralisme religieux ou politique qui revendiquent James, haut et fort (Connolly, 2005 ; Ferguson, 2007). Mary P. Follett, très tôt, extrapolera : « L'expérience créatrice est un développement fédéraliste » (1924 : 101) et mettra en œuvre l'interrogation de James, étrangement confrontée à l'hégélianisme britannique, dans sa politique du *New State* (1918). En langue française, on pourrait évoquer les multiples relectures de James, dont beaucoup sont débitrices à Deleuze⁶.

Le point de vue de Livingston se distingue néanmoins par son entrée « psychologique ». James aurait montré son originalité en proposant une « psychologie politique » (au détriment d'une sociologie,

pourrait-on ajouter) et en s'attachant à saisir des « affects » aux lourdes et détestables conséquences politiques, en ceci qu'ils imprègnent et arment l'impérialisme américain de son temps. James nous fournirait des moyens de nous prémunir des « affects » impériaux. Livingston peine ici à convaincre le lecteur. La rigueur dans la définition de son objet s'amenuise au fil de l'ouvrage. En effet, en bien des occasions, ce n'est plus tant d'impérialisme et d'anti-impérialisme au sens strict qu'il est question, mais bien plutôt de guerre. La guerre, à nouveau. La chose apparaît nettement au chapitre 4, consacré au discours de Decoration Day, prononcé par James lors de l'inauguration du mémorial de bronze du sculpteur Augustus Saint-Gaudens, le 31 mai 1897, en souvenir de Robert Gould Shaw et du 54^e régiment du Massachusetts dont la plupart des soldats étaient tombés au champ d'honneur⁷. Le choix de commenter aussi longuement ce discours, somme toute très patriotique, peut paraître curieux, tout comme le recours à la métaphore du « bégaiement » empruntée à Deleuze (« un style, c'est arriver à bégayer dans sa propre langue » : Deleuze & Parnet, 1977), qui sied mal à la solennité de l'occasion. Mais Livingston, dans ce chapitre qui reprend l'un de ses articles antérieurs, « Stuttering Conviction » (2013), tient que la « répétition subversive » à laquelle James « soumet les idiomes militaristes et masculinistes du républicanisme du Gilded Age » est le « plus clairement exemplifiée » par ce « discours » (DGE : 103). Livingston entreprend alors de tirer de « la seule pièce d'oraison politique de tout son corpus » – dont Matthew Festenstein (2017) note malicieusement que James « la qualifiait dédaigneusement de composition académique » – « un récit complexe de l'émergence hésitante de la conviction politique à partir de l'expérience sociale et incarnée » de Shaw. Festenstein loue, malgré tout, la capacité de Livingston à faire résonner ce discours avec « The Will to Believe », mais aussi avec les *Varieties*. Livingston tient en effet que

le sacrifice de Shaw enseigne la nécessité du « courage plus solitaire » de la confiance en soi critique dont il a fait preuve lorsqu'il a choisi de risquer l'humiliation et l'exclusion sociale en combattant aux côtés d'hommes africains américains. L'exemplarité

morale de Shaw, comme celle du saint dans *The Varieties of Religious Experience*, ne réside pas dans son dévouement désintéressé à la nation, ni même à un régiment, mais dans son pouvoir de mettre les Américains au défi de faire confiance à leur propre jugement face à l'injustice morale. (DGE : 104-105)

Dans cette oraison, en décrivant un homme qui serait graduellement animé par une incertaine « foi » (civique) plutôt que par l'obéissance à un raide « commandement » (martial), Livingston estime que James retrouve des accents et des schèmes de « The Will to Believe » :

Cette même phénoménologie de l'action soutenue par la foi est au cœur de l'idéal de courage civique que James met en avant dans son oraison en particulier, et dans son anti-impérialisme plus généralement. Alors que le monument de Saint-Gaudens place Shaw au-dessus de ses hommes comme l'image même d'un idéal de commandement, la représentation de Shaw par James est plus ordinaire et profane. L'oraison bouleverse la célébration du culte du héros martial en présentant la conviction morale de Shaw comme une foi qui a bégayé au cours de sa courte et tragique vie. (DGE : 106)

On peut s'étonner avec Eric MacGilvray (2017 : 4) que cette oraison soit devenue « l'objet de l'attention la plus soutenue » de Livingston, au point qu'il en parle davantage que du *Nachlass* lui-même. Pourtant, cette oraison ne traite ni de l'impérialisme ni de la « soif d'autorité », l'un des « affects » majeurs de l'impérialisme américain selon Livingston. Une autre conférence, « The Moral Equivalent of War » (DGE : 99-100), est également commentée et rapprochée de l'oraison. Elles sont l'une comme l'autre des « méditations sur un même thème » et ce thème n'est pas l'impérialisme mais bien plutôt la « guerre contre la guerre » (James, 1911), ainsi que « le pouvoir de séduction de la guerre en tant qu'archétype culturel, l'horreur de la guerre en tant que réalité vécue, et la supériorité de la vertu civique sur la vertu martiale en tant que modèle de la “vie intense” ». De même, ajoute MacGilvray :

Le besoin que ces essais tentent d'apprivoiser n'est pas tant celui de l'autorité ou de l'ordre que celui de la gloire, et aucun des deux ne s'intéresse à l'empire, sinon qu'il fournit l'une des (nombreuses) raisons de s'engager dans la guerre. Les décrire comme faisant partie du « *Nachlass* anti-impérialiste » de James distend donc le sens non seulement du *Nachlass* mais aussi de l'impérialisme lui-même. (2017 : 4)

On peut conjecturer que Livingston insiste sur cette oraison pour donner plus de crédit à sa thèse sur le « double geste » de James, qui appelle à agir tout en se défiant des « excès » de l'action, qui enjoint à affirmer son individualité sans nourrir de fantasmes de « grandeur ». L'héroïsme à la fois « hésitant », contingent et réticent de Shaw serait, en quelque sorte, une illustration de cette thèse, mais au risque d'accorder trop d'importance à un discours de circonstance qui ne concerne pas l'impérialisme et où l'on serait encore plus en peine de déceler une quelconque trace de l'« anarchisme » supposé de James (voir ci-après).

ANALYSES DE L'IMPÉRIALISME

On pourrait aussi bien partir d'une citation de « The Philippine Tangle » (1899/1987), qui n'apparaît pas dans le livre de Livingston, et qui nous donne pourtant un accès direct aux sentiments moraux de James :

C'est horrible, tout simplement horrible. Il ne peut certainement pas y avoir beaucoup d'Américains nés et éduqués qui, lorsqu'ils regardent le simple fait de nos actes, le fait pris en lui-même, ne ressentent pas cela, et ne rougissent pas d'une honte brûlante devant la méchanceté et l'ignominie indicibles de ce tour pendable (*trick*) ? Pourrait-il y avoir une accusation plus accablante de cette idole boursouflée que l'on appelle « civilisation moderne » ? La civilisation, c'est donc ce grand torrent vide, retentissant, corrompueur, sophistiquant, déroutant fait d'élangs

brutaux et irrationnels, qui produit ce type de fruits ! On peut affirmer sans crainte de se tromper qu'un seul missionnaire chrétien, qu'il soit primitif, protestant ou catholique, du type missionnaire original, un seul bouddhiste ou mahométan de l'espèce des saints authentiques, un seul réformateur éthique ou philanthrope, ou un seul disciple de Tolstoï ferait plus de bien, pour de bon, dans ces îles que toute notre armée et notre marine ne pourront jamais en faire, avec toute notre civilisation en renfort. Il pourrait édifier des réalités, même à une échelle modeste ; nous ne pouvons que détruire les réalités intérieures et, de fait, nous en détruisons en une année plus que ce qu'une génération peut réparer. C'est par leurs fruits moraux exclusivement que ces gens bruns incultes (*benighted brown people*), « mi-démons et mi-enfants » [*sic*] qu'ils sont, sont condamnés à juger une civilisation. La nôtre est déjà exécrée par eux pour toujours à cause de ses fruits hideux.

La « civilisation moderne » qui se veut universelle prend la forme d'une attaque militaire, faite de violence abominable, de piraterie et d'infamie, qui précipite la destruction de l'âme d'un peuple et signe du même coup la perte de l'âme américaine ; elle a pour résultats le sentiment de « honte » des citoyens américains au nom de qui l'on prétend agir et leur exécution par les autres peuples soumis à leur tutelle ou à leur occupation. L'indignation de James l'honore, mais là encore, le lien paraît bien ténu entre cette lecture moraliste de la situation – et sa curieuse mise en scène des bienfaiteurs que sont les missionnaires, saints et réformateurs en comparaison avec l'U. S. Army ! – et les enjeux politiques et humains d'une guerre américano-philippine qui aura duré 14 ans ! Et on peine à retrouver dans l'évocation de ces « gens bruns incultes, “mi-démons et mi-enfants” » une interrogation sur le pluralisme culturel ou sur l'égalité des peuples – que l'on pourrait faire jouer contre le rouleau compresseur de l'impérialisme et contre l'hypocrite arrogance des « civilisateurs ». Œuvre publiée ou *Nachlass*, la moisson est maigre. Sans rentrer dans les détails, on pourrait rappeler les critiques de l'impérialisme qui provenaient d'autres

milieux nationaux ou d'autres rangs politiques, à la même époque. Livingston évoque très brièvement ces analyses de la « logique du capitalisme global » et de la doctrine Monroe. Il signale quelques travaux sur la politique extérieure, dont Henry Cabot Lodge (1895) que les frères James commentent, et d'autres sur les transformations du capitalisme américain (Adams & Brock, 1986 ; Sklar, 1988), ou d'un contemporain de James, l'article de Charles Conant (1898) sur les fondements de l'impérialisme, qui voit dans la « tendance à l'expansion » une « loi naturelle du développement économique et racial » (1898 : 326). Il parle de la « congestion des capitaux européens » qui, faute d'absorption par la consommation, par la guerre ou par des mesures sociales, doivent s'exporter ; et de la coopération des états qui se taillent des enclaves territoriales en Chine et des entreprises qui exploitent ces concessions commerciales (*ibid.* : 340). Le futur des États-Unis est de devenir une « grande (*big*) puissance globale » (DGE : 58).

Il aurait pu creuser davantage en mettant en regard James avec ses contemporains, pour mieux faire apparaître sa myopie, sinon sa « cécité » (James, 1899a) – une confrontation plus productive, à nos yeux, que celle avec Nietzsche ou Deleuze... Prenons John Atkinson Hobson, un progressiste britannique, ami de Graham Wallas, membre de la South Place Ethical Society, partisan d'un « nouveau libéralisme » au sein de la *Progressive Review*, entre 1896 et 1898. Ce *New Liberalism*, sans renoncer au libéralisme politique, critiquait l'idée d'une autorégulation des marchés, insistait sur la question sociale et prônait des réformes de politique économique en vue d'assurer davantage d'égalité sociale – un programme que Mead ou Dewey auraient pu endosser. Puis Hobson est envoyé en Afrique du Sud et il découvre sur place les exactions de la politique coloniale. Il publie *The War in South Africa* (1900) et *Psychology of Jingoism* (1901) et dans la foulée, l'ouvrage promis à devenir un classique, *Imperialism* (1902) (précédé par un long article dans la *Contemporary Review* en 1900, « Capitalism and Imperialism in South Africa »). Hobson y propose une analyse serrée de l'impérialisme que Lénine (1916) reprendra pour une bonne

part dans son essai sur « l'impérialisme stade ultime du capitalisme », ripostant au passage à Karl Liebknecht et Karl Kautsky. L'âge de l'impérialisme n'est autre que celui du passage du capitalisme marchand au capitalisme financier et du partage du monde entre grands trusts internationaux et grandes puissances capitalistes. Quand les États-Unis tentent de se tailler également une place en s'assurant d'un certain nombre de zones d'influence, de territoires et de marchés, ils ne font que rentrer dans une danse d'annexion de « colonies » ou de « protectorats », d'exploitation de main-d'œuvre et de matières premières, d'implantation sur des sites géopolitiques à intérêt militaire ou d'ouverture de zones réservées d'investissement et de consommation, où Espagnols, Portugais, Français, Britanniques ou Allemands, ou encore Japonais et Russes en Asie, les avaient précédés. Certains processus sont alors devenus déterminants : la concentration de la production et du capital est parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le rôle est décisif dans la vie économique ; la fusion du capital bancaire et du capital industriel conduit à l'émergence, sur la base de ce « capital financier », d'une oligarchie financière ; l'exportation des capitaux prend une importance toute particulière, autant que l'importation de matières premières et l'exportation de marchandises ouvragées ; et ainsi de suite – il suffit d'étudier comment les économies de Hawaii, des Philippines ou de Cuba ont été transformées en quelques années et d'y constater l'enjeu majeur de l'installation de bases militaires.

Si l'on compare ces travaux sur l'impérialisme – que l'on soit d'accord ou non avec eux – avec les remarques de James, on ne peut que constater que ce dernier était loin d'avoir amorcé une telle enquête sur les processus économiques et politiques de ce que l'on appelle l'impérialisme, pas plus qu'il ne s'était engagé dans une investigation sur les expériences des colons et des colonisés ou sur les mouvements de résistance ou de rébellion dans les pays annexés. James – pas plus que Livingston – ne s'intéresse à la Conférence de Berlin de 1885 et aux expériences européenne, russe ou ottomane, chinoise ou japonaise de l'impérialisme. Il ne dit rien des colonies belges du Roi Leopold

au Congo qui pourtant faisaient scandale aux États-Unis au début du XX^e siècle, à travers l'action de Booker T. Washington (présent au Congrès de la Paix en 1904), de Robert E. Park et de la Congo Reform Association. Il n'analyse pas véritablement la dynamique d'occupation des Philippines ou de Cuba, à qui elle profite et qui elle dérange, comment elle réorganise les systèmes d'intérêts locaux ou comment elle suscite des mouvements de riposte locale. Et, bien sûr, James ne voit pas dans l'extension vers l'Ouest de l'Empire de la Liberté – l'*Empire of Liberty* de Thomas Jefferson⁸, qui devient un thème récurrent de la politique étrangère des États-Unis, de Monroe et Lincoln à Roosevelt et Wilson – une conquête impériale, d'annexion de territoires étrangers et d'asservissement de peuples autochtones. À aucun moment il ne semble douter de la « destinée manifeste » des États-Unis – cette expression qu'avait forgée John L. O'Sullivan en 1845 pour justifier le bon droit à annexer le Texas et l'Oregon et le sentiment de le faire pour que cette nation vertueuse, à la mission exceptionnelle, guidée par la « divine providence », répande la « grande expérimentation de la liberté » (James se situe plutôt dans le camp de ceux qui regrettent que les guerres impérialistes ont fait perdre ce statut aux États-Unis, de « pays de Dieu (*God's country*) » – Lettre à William Dean Howells, 9 décembre 1900. *Correspondence* : 9.379). Cette « cécité », il est difficile de la lui reprocher en propre : il la partage avec la très grande majorité de ses concitoyens, y compris au sein du mouvement progressiste ! Sa déploration de la *bigness* et de la religion du « succès », sa nostalgie face au péril des idéaux de la Révolution américaine et son retournement du sens de la « vie intense » de Roosevelt, bien analysés par Livingston, sont loin de se substituer à une enquête en bonne et due forme sur l'impérialisme naissant, une enquête qu'il n'a pas faite et qu'il n'a pas vraiment contribué à ouvrir.

JAMES ANARCHISTE ?

Mais n'accablons pas James. Le livre de Livingston a le mérite de ne pas rejoindre les rangs, nombreux aujourd'hui, de ceux qui fustigent le « privilège blanc » des philosophes pragmatistes (Stavo-Debaugé,

2021). James est après tout capable de traiter l'intervention américaine aux Philippines comme une « infamie », de constater que « l'“élévation” des Philippines s'est jusque-là limitée à l'ouverture de 300 saloons à Manille » (Lettre à Rosina Hubley Emmet, 21 juin 1899. *Correspondence* : 8.558-9) et d'égrener, de lettre en lettre, les évaluations des dizaines de milliers de morts dont la presse ne se soucie guère. Il est convaincu qu'il faut laisser à « l'âme indigène une chance d'œuvrer à son propre salut par ses propres méthodes » (Lettre à William Cameron Forbes, 24 décembre 1904. *Correspondence* : 10.516). Il a une perception aiguë de l'horreur de ce qui se joue aux Philippines et de l'hypocrisie des versions servies aux Américains par leur gouvernement et leur armée. Et il fait le lien entre l'impulsion impérialiste des États modernes et la quête d'Absolu des philosophes dans la détermination du Vrai, du Bon ou du Beau. « *Damn great empires! -including that of the Absolute!* » (Lettre à Elizabeth G. Evans, 15 février 1901. *Correspondence* : 9.422)⁹.

À l'anti-impérialisme de James, Livingston ajoute une importante qualification, celle d'un « anarchisme », qui reprend de nombreux éléments articulés par Deborah J. Coon dans sa thèse de doctorat, où elle montrait comment le « réveil politique » de James au moment de la guerre hispano-américaine l'avait mis sur la voie de la radicalisation. Sa thèse était condensée dans un puissant article, publié il y a vingt-cinq ans : « “One Moment in the World's Salvation” : Anarchism and the Radicalization of William James » (Coon, 1996). Livingston le reconnaît, cette qualification ne va pas de soi pour tout le monde. James a servi de surface de projection à toutes sortes de fantasmes politiques : il a été campé plutôt comme un libéral par Horace Kallen dans l'introduction de *Some Problems of Philosophy* (James & Kallen, 1911), comme un social-démocrate par James T. Kloppenberg (1988), un libertarien par Cornel West (1989) et un républicain par Daniel Malachuk (2000), nous dit Livingston. Pour le centenaire de sa naissance, Kallen écrit « Remembering William James » (1942)¹⁰ où, avec des accents dramatiques, il évoque « son appel aux armes dans la guerre immémoriale de la liberté pour tous les hommes » ; mais

Max Eastman, qui avait suivi les conférences de James à Columbia alors qu'il écrivait sa thèse sous la direction de Dewey, projetait d'écrire, semble-t-il, son intervention pour le même événement sur « Pragmatism and the Totalitarian Will to Believe », relançant la thèse de la complicité entre pragmatisme et fascisme. On peut voir encore James comme un adepte du « libéralisme démocratique raffiné si caractéristique de sa classe et de son époque » (DGE : 7), un héritier du sens de la liberté, si fort en Nouvelle-Angleterre au XIX^e siècle, avec une racine transcendantaliste reçue en ligne directe par son père, et une connaissance – à distance – des multiples cercles abolitionnistes, féministes et utopistes de Boston. Mais James n'était pas vraiment impliqué dans ces différents courants. La cause noire le laissait relativement indifférent, et ce même s'il était capable de traiter son étudiant Du Bois d'égal à égal et aimait à dîner à l'Union Club, fondé par les abolitionnistes de Boston qui avaient mené le 54^e régime noir pendant la Guerre de Sécession. Livingston (DGE : 142) rappelle toutefois comment James dénonce l'épidémie de lynchages et la collusion des tribunaux et de la police pour perpétuer la terreur blanche (1903/1987 : 173), allant jusqu'à réclamer le lynchage des meneurs de la foule eux-mêmes pour conjurer un avenir où « nous aurons des nègres brûlés [...] sur les terrains communaux de Cambridge et dans le jardin public de Boston » (*ibid.*). On a pu, par ailleurs, tenter de reconstruire son « féminisme pacifiste » (Foust, 2014) et on l'a mis en parallèle de celui de Jane Addams, mais est-ce que cela suffirait à faire de James un féministe ? Que faire de ses remarques très masculines sur les femmes (Seigfried, 1995 ; Tarver & Sullivan, 2015) et de la quasi-absence de référence aux mouvements de femmes de l'époque ou d'indignation face à l'assujettissement des femmes ? S'il a pu lire ou croiser, dans les années 1890, des leaders progressistes comme Henry Desmarest Lloyd, Henry George et Edward Bellamy, James ne s'est engagé derrière aucune de leurs bannières. Cela a fondé un autre ensemble d'auteurs à reconnaître sans doute le méliorisme de James (Stroud, 2009), mais aussi à lui dénier tout intérêt politique. Ils rejettent ses engagements du côté de l'anecdote à caractère personnel, affirmant que James n'avait « rien de profond ni de provocateur

à dire » (West, 1989 : 60). Ou alors ils vont jusqu'à invoquer « une certaine cécité chez William James ». Max C. Otto (1943) cite un extrait du journal de sa sœur et s'interroge sur l'incapacité de James à se laisser affecter par les situations des plus déshérités, à comprendre ce que ressentent des chômeurs, des « analphabètes, des affamés ou des dénués », à appréhender les raisons pour lesquelles ils continuent de vivre, « ce qui fait que leur vie est significative » (James, 1899b), justement, et pourquoi et comment ils se battent et s'unissent « fraternellement ». Tout en ayant une réflexion sur la sympathie, et une « aptitude mystérieuse pour saisir l'éclat d'une vie », James était imperméable à l'éthique sociale qui animait à la même époque Addams, Mead ou Dewey (une affaire de milieu ? de génération ? de personnalité ?). Il écrivait sur la cécité, dont nous sommes tous frappés, pour d'autres perspectives, mais lui-même était aveugle à « la signification interne des vies de l'autre moitié » (James, 1899a ; Riis, 1890), ou en tout cas insensible, selon Otto (1943 : 146), au « fonctionnement injuste de la société institutionnalisée » et à l'« impact désastreux d'un environnement mesquin sur les énergies physiques et morales ». En témoigne sa lecture de *The Workers* de Walter Wyckoff (1898), qui avait mené une expérimentation participative en se fondant parmi les masses de travailleurs et montrait que leur travail n'était qu'un « esclavage salarié »¹¹. La fantastique sensibilité de James et sa virtuosité expressive vont de pair avec « une tendance à négliger les circonstances environnementales en réponse auxquelles, ou en dépit desquelles, les meilleures potentialités des êtres humains se réalisent, ou à cause desquelles – comme cela arrive, hélas, trop souvent – elles sont contre-carrées, faussées, ou complètement écrasées » (Otto, 1943 : 187). Ce n'est pas qu'il était indifférent à la souffrance, mais habité « par l'idéal d'une individualité absolument sans attache et sans limite », il était extrêmement méfiant vis-à-vis de toute forme d'organisation perçue comme un enrégimentement (*ibid.* : 189) et sans doute de l'endoctrinement de certaines théories de la démocratie qui impliquent une version forte de la vie communautaire. En cela James était un libertaire – les libertariens tentent de se l'annexer ! – et il aurait sans doute été réfractaire à des organisations de lutte contre l'injustice sociale

qui risquaient d'atteindre au « caractère sacré de l'intégrité privée » (Emerson, 1842 : 12).

Livingston rejoint néanmoins le groupe des interprètes de James comme étant un anarchiste tardif, à savoir Deborah Coon (1996), Richard Flathman (1998) ou Andrew Fiala (2013), et avant eux Alain Locke. La tentation de croiser pragmatisme et anarchisme est, du reste, forte. Peter Manicas (1982) l'a étendue à Dewey, proposant de « jeter un regard frais sur son œuvre de ce point de vue », contre les visions communes, au début des années 1980, d'un Dewey jeffersonien passéiste ou pluraliste libéral. Dans le cas de James, Livingston le rappelle, données textuelles à l'appui, c'est lui-même qui en était venu à se décrire en « anarchiste », « dans la dernière décennie de sa vie » – un point que Coon (1996) avait établi.

Parmi les diverses étiquettes idéologiques que James lui-même en est venu à embrasser au cours de la dernière décennie de sa vie, celle que ce livre considère comme la plus révélatrice pour aborder sa pensée politique est son auto-identification comme un anarchiste. « Je deviens de plus en plus indiv[id]ualiste et anarchiste », confie-t-il à William Dean Howells depuis Rome, le 16 novembre 1900, « et je crois exclusivement en des *petits* systèmes de choses » (DG : 7).

La citation de Livingston s'arrête là, mais continuons-la. « Les petites choses peuvent être véridiques & innocentes. Dès qu'une chose devient grande – un grand succès – son chemin est fatalement parsemé de faussetés et de crimes ». « Je pense que “les intellectuels” de tous les pays devraient se regrouper en une ligue pour combattre la vague de sauvagerie qui déferle sur le monde » – par où il entend la guerre de conquête des Philippines, qui signe selon lui « la mort de la vieille âme américaine » (Lettre à William Dean Howells, 16 novembre 1900. *Correspondence* : 9.362).

Mais pourquoi qualifier d'anarchistes ce sentiment de fausseté de la *bigness* et cet appel à une internationale d'intellectuels, lancé depuis les terrasses de l'hôtel Hassler, surplombant la Scalinata de Trinità dei Monti à Rome ? Ce qui est vrai, c'est que James, par son implication dans le mouvement anti-impérialiste, est entré en contact avec des activistes anarchistes, des personnalités américaines, aujourd'hui oubliées mais à l'époque centrales, comme le militant syndicaliste de Boston, « le courageux écrivain anarchiste Morrison I. Swift » (James, 1907 : 28 sq.), auteur du pamphlet *Human Submission* (1905), et, avant cela, d'un énorme livre à charge contre le gouvernement américain, les généraux, les journalistes et les entrepreneurs, *Imperialism and Liberty* (1899). « La loi supérieure à toute autre loi est l'obligation de l'homme à être libre. » (Swift, 1905 : 44). De même qu'Aleksander Berkman et Emma Goldman étaient derrière les nombreuses manifestations de chômeurs à New York, Swift était derrière celles de Boston (mais selon Reichert, 1976, dans une invitation à nous interroger sur le sens de ces catégories il y a un siècle aux États-Unis, il était plus « libéral » qu'« anarchiste » ; et il a viré à l'antisémitisme le plus violent – cf. *The Evil Religion Does*, 1927 – et, semble-t-il, au fascisme sur ses vieux jours...). James a encore côtoyé le pacifiste chrétien, disciple de Henry George, tolstoïen et végétarien, Ernest Howard Crosby, auteur de *Swords and Plowshares* (1902), premier président de la Ligue anti-impérialiste de New York. Il lisait des auteurs européens plus connus comme Leon Tolstoï, ou Pierre Kropotkine ; mais ces deux auteurs étaient des phénomènes de mode dans les années 1890 au point qu'ils avaient été invités à venir faire un tour aux États-Unis. Kropotkine avait donné une série de conférences en 1897 et 1901, son second séjour coïncidant avec l'assassinat du président William McKinley des mains de l'anarchiste Leon Czolgosz et suscitant une vague de réprobation contre les anarchistes¹². De Tolstoï, qu'il qualifiait d'« immense » (*Correspondence* : 2.403-4 et 413), James avait lu la *Confession* (6.425) et appréciait en particulier les romans *Guerre et paix*, « le plus grand roman jamais écrit » (8.158) et *Anna Karénine*, « glorieuse » (8.168 et 583), lus en 1896. James écrit à Pauline Goldmark, le 30 janvier 1903 :

Je deviens moi-même de plus en plus anarchiste dans mes idées, mais quand il s'agit de les appliquer à la vie, je suis impuissant. C'est pourquoi je respecte de plus en plus ceux qui sont capables d'agir concrètement et de vivre dans des sphères d'activité non conventionnelles. (*Correspondence* : 10.191)

Il a exprimé « la plus grande sympathie » pour le « tolstoïsme » comme « la meilleure vie », tout en assurant Frances Rollins Morse, depuis Genève, de son admiration pour Kropotkine comme « l'homme le plus idéal », sans doute après avoir lu ses *Mémoires d'un révolutionnaire*, traduits en anglais en 1899 (*Correspondence* : 9.551). Mis à part ces différents éléments, on sait qu'il a lu une biographie allemande de Max Stirner, « cet homme qui a tellement exalté le soi [mais] semble avoir été la plus effacée et la plus nulle des créatures de Dieu, dans la réalité de son incarnation personnelle, si nulle que l'on ne peut presque rien recueillir à son sujet. » (*Correspondence* : 12.209). Et on a retrouvé *La Guerre et la paix* de Pierre-Joseph Proudhon dans sa bibliothèque, et toutes sortes de brochures pacifistes et antimilitaristes, notamment celles de la Bibliothèque pacifiste internationale (William James Additional Papers, « Clippings, 1903-1910 and undated », Folders 2 and 3, Houghton Library, Harvard College Library). Bref, rien de bien convaincant, et certainement pas de quoi inférer l'endossement d'un anarchisme politique. James était hostile à la propagande par le fait. Il a ainsi montré une totale incompréhension des attentats anarchistes de Haymarket à Chicago en 1886. Après que les ouvriers, et parmi eux les anarchistes se révoltent et se font massacrer le 4 mai 1886, William écrit à son frère Henry le 9 mai 1886 :

Ne soyez pas alarmé par les troubles du travail ici. Je suis sûr qu'il s'agit d'une phase très saine de l'évolution, un peu coûteuse, mais normale et qui assurément, fera beaucoup de bien à tous, au bout du compte. Je ne parle pas de l'émeute « anarchiste », insensée, de Chicago, qui n'a rien à voir avec les Knights of Labor, mais qui est l'œuvre de beaucoup d'Allemands et de Polonais pathologiques. Je suis amusé par le capital anti-gladstonien

des journaux anglais qui en font état. Tous les noms irlandais figurent parmi les policiers tués et blessés. Presque tous les noms anarchistes sont continentaux. (*Correspondence* : 2.40)

Un événement « insensé » dû à quelques illuminés allemands et polonais... James aurait refusé de signer la pétition de William Mackintire Salter, son beau-frère, qui dirigeait la Société de Culture éthique à Boston et qui plus tard serait l'une des quelques personnes à lancer un appel à la Lincoln Conference sur la question noire (13 février 1909) qui accouchera de la NAACP. Salter se démenait en faveur d'un nouveau procès des anarchistes de Chicago (Lettre à Salter, 7 novembre 1887 – *Correspondence* : 6.285 sq.). Il avait donné une conférence le 23 octobre 1887 à Grand Opera House de Chicago, « What Shall Be Done with the Anarchists ? », où il avait plaidé contre la peine de mort pour les crimes politiques de trois d'entre eux. Mais James s'était montré insensible à ses arguments. Sauf erreur, Livingston passe cet état de fait sous silence. On pourrait d'ailleurs le mettre au crédit de James, révolté par la propagande par le fait, mais on pourrait tout autant s'étonner de son manque d'indignation face à cette exécution en règle de militants politiques. Cet événement conduit également à s'interroger sur la nature de son supposé anarchisme et sur sa cohérence. Livingston rappelle, par ailleurs, le « flirt le plus choquant et le plus troublant » de James avec « l'anarchisme », sa célébration, dans une lettre à Katharine Sands Godkin, de l'assassinat du Président William McKinley par Leon Czolgosz : « Czolgosz a été notre grand libérateur ! Vous n'avez pas idée combien cela allège l'atmosphère quand ce type d'être s'en est allé ! Je veux dire le type McK ! » (1^{er} février 1902. *Correspondence* : 10.7). Dans une lettre précédente, il lui avait écrit : « Pauvre McK. ! dont la nouvelle de la mort nous est arrivée hier soir (...) Je ne peux pas exprimer autant d'émotions à propos de ce pauvre âne de Czogolsz que je devrais le faire. Cela assure à McKinley sa place à côté de Washington et de Lincoln ; ce qui, du point de vue de la vérité éthique, est à déplorer » (15 septembre 1901. *Correspondence* : 10.540). Mais de ces remarques personnelles,

à titre privé, on ne peut inférer une quelconque légitimation de l'assassinat politique.

Le portrait de James en anarchiste reste discutable. Et on peut du reste – Livingston s'en inquiète – se demander si « résumer la pensée politique de James sous des qualificatifs tels que “libéral” ou “anarchiste” [ne] risque [pas] de domestiquer la complexité et la nuance de sa pensée politique afin de satisfaire aux exigences intellectualistes de clarté et de précision conceptuelle » (DGE : 9). James semblait avant tout préoccupé par ce que Colin Koopman (2005 et 2017) a appelé une « politique de la liberté personnelle » et une « éthique de la liberté comme transformation de soi ». Livingstone se tourne alors vers ses « attaques dévastatrices contre le dogmatisme et l'absolutisme ». Il estime que James aurait très tôt confectionné des « outils anarchistes » (DGE : 8), avant même de faire valoir « des communautés locales, décentralisées et autonomes », les « petits systèmes » de la lettre à Howells, comme la forme idéale d'association pour prémunir les individus d'être réduits à de « simples séries de rouages interchangeables dans une vaste machinerie militaro-industrielle ». Si James ne souscrivait sans doute pas à une « idéologie politique particulière, l'anarchisme avec un “A” majuscule inclus » (*ibid.*), son « adoption du titre d'anarchiste [...] est intéressante pour ce qu'elle révèle de sa vision politique plutôt que de sa personnalité ou de ses préférences » (DGE : 10). Par « vision politique », Livingston vise « une perspective articulée, à la fois descriptive et prescriptive, décrivant le monde tel qu'il est et projetant des possibilités qui devraient y exister » (*ibid.*). Selon Livingston, toujours, en « reconstruisant cette vision », il serait possible d'« occuper » une « perspective » qui permette de comprendre à nouveaux frais le « pragmatisme » de James, qui apparaîtrait alors comme « une pratique d'*anti-autoritarisme* » : le « pragmatisme, non comme une doctrine, mais comme une attitude d'orientation anti-intellectualiste » (*ibid.*). Livingston relève une phrase de *Pragmatism* (1907 : 259) où James décrit le « pragmatiste radical » comme « une sorte de créature anarchiste insouciante » (*a happy-go-lucky anarchistic sort of creature*). « S'il devait vivre dans un tonneau

comme Diogène, cela ne le dérangerait pas du tout que les cerceaux soient desserrés et que les douelles laissent entrer le soleil » (*ibid.*). De cette phrase, Livingston tire la caractérisation de « l'anarchisme » de James, que l'on doit entendre comme « une répudiation intellectuelle de la nécessité, du dogmatisme et du rationalisme, plus proche de la moquerie effrontée de l'autorité d'un Diogène dans l'agora que de la ferveur révolutionnaire d'un Bakounine sur les barricades » (*ibid.*). Une attitude de fronde, d'une certaine façon, qui n'a rien d'insurrectionnel, selon Livingston, et qui se tient à distance des expérimentations de vie commune, d'association mutuelle et des milieux progressistes et socialistes.

LE DOSSIER PRAGMATISME & FASCISME

Malgré tout, et même avec les auto-identifications de James, cette qualification d'« anarchiste » n'a pas vraiment réussi à s'imposer et elle reste contestée. Elle se confronte à nombre de portraits singulièrement moins radicaux du philosophe, et d'abord à celui fourni par Ralph Barton Perry, dans sa célèbre et influente biographie, *The Thought and Character of William James* (1935). Une question lancinante, et vitale pour Perry, est celle de la dérive fasciste d'anciens adeptes de James dans les années 1920. Comment comprendre le lien entre cette souche « anarchiste », au cœur de sa philosophie, et cette dérive fasciste – faut-il y voir quelque chose de contingent ou le ver est-il dans le fruit ? Dans le premier chapitre, Livingston consacre d'ailleurs beaucoup de temps et de pages à déconstruire l'entreprise hagiographique de Perry, en montrant ce qu'elle devait à la trajectoire et aux options politiques de ce dernier. Perry a systématiquement gommé la portée des engagements civiques de James, les imputant à son tempérament personnel, avec l'objectif, selon Livingston, de le dissocier du tournant fasciste et totalitaire de certains anciens zéloteurs de James (DGE, chap. 1). De fait, Perry consacre un chapitre entier au « Pragmatisme en Italie et en Allemagne » (Perry, 1935 : vol. 2, chap. LXXXIV) en décortiquant plus particulièrement le cas du cercle florentin de Giovanni Papini (on pourra lire les nombreuses lettres

de James à Papini, mais aussi à Giulio Cesare Ferrari, le traducteur en italien, dès 1898, des *Principles of Psychology*, où il est question de Calderoni, Vailati, Prezzolini...). C'était un point capital en un temps où les accusations de collusion entre pragmatisme et fascisme étaient fortes. On peut revenir à la citation de Mussolini dans le *Sunday Times* (11 avril 1926, entretien par André Révész) (Perry, 1935 : 2.575) – elle n'est pas dans le livre de Livingston, mais elle rejoint son pertinent paragraphe sur « William James : Fascist ? » (chap. premier, §III) :

En avril 1926, Mussolini donne une interview à la presse dans laquelle il a nommé James, avec Nietzsche et Sorel, parmi ses maîtres philosophes. Quand on lui a demandé quelle avait été sa plus forte influence, il a répondu : « Celle de Sorel ! Nietzsche m'a enchanté quand j'avais vingt ans, et a renforcé les éléments anti-démocratiques dans ma nature. Le pragmatisme de William James m'a été d'une grande utilité dans ma carrière politique. James m'a appris qu'une action doit être jugée par ses résultats plutôt que par son fonds doctrinaire. J'ai appris de James cette foi dans l'action, cette volonté ardente de vivre et de lutter, à laquelle le fascisme doit une bonne part de son succès [...] Pour moi, l'essentiel était d'agir. Mais, je le répète, c'est vis-à-vis de Georges Sorel que je suis le plus débiteur. C'est ce maître du syndicalisme qui, par ses robustes théories de la tactique révolutionnaire, a contribué de la façon la plus décisive à la formation de la discipline, de l'énergie et de la puissance des cohortes fascistes. »

Et Perry rajoutait : « Il serait imprudent de prendre cette déclaration trop au pied de la lettre. La liste des maîtres reconnus de Mussolini est déjà longue et s'allonge encore. Ce qu'il a trouvé chez James, il aurait facilement pu le trouver ailleurs... » (Perry, 1935 : 2.575). De même, Lénine rencontrait Sorel à la boutique de Péguy, nous dit Perry (renseigné par Mauss, sans garantie de véracité) – sans doute le repaire des *Cahiers de la Quinzaine*, au 8 rue de la Sorbonne. C'est ainsi que « ces deux révolutionnaires s'imbibaient à la même source de la doctrine anti-intellectualiste », l'« interprétation volonté-de-croire-iste »

(*interpretazione will-to-believ-istica*) du mythe de Sorel (Papini dans la revue *Leonardo*, 1906 : IV, 60). Mais Perry (2.578) insiste sur le fait que l'idée centrale du fascisme, « la subordination de l'individu à la solidarité organique de l'État » qui provient de l'hégélianisme de Gentile, aurait été un « anathème » pour James. Livingston ne reprend pas ces citations, mais il nous aide à comprendre, presque un siècle après, les termes du dossier « pragmatisme et fascisme ». Dans quelques belles pages d'histoire générale autant qu'intellectuelle (DGE : 32-42), il met en regard les tentations, à la fin des années 1920, de rapprocher la « politique énergique » de Roosevelt et celle de Mussolini et la place erronée accordée à l'opérateur qu'en serait James. Il rappelle l'attrait de certains progressistes et libéraux – Kallen, Croly ou Beard – pour « la nature expérimentale, le tempérament anti-dogmatique et l'élan moral » du Duce (Diggins, 1966)¹³.

C'était également la position du collègue de Perry à Harvard, plus connu que Stewart, William Y. Elliott, dans *The Pragmatic Revolt in Politics : Syndicalism, Fascism, and the Constitutional State* (1928) : celui-ci avait une lecture singulière de la théorie du droit objectif de Duguit comme « apologie de l'État syndicaliste-fasciste » et voyait dans la critique récurrente de la souveraineté étatique et l'éloge du socialisme des guildes par Maitland, Figgis ou Laski une racine du fascisme (Elliott, 1928 : 388) (la tentative d'hégélianisation du pluralisme de James par Follett dans *The New State*, 1918, trouve cependant grâce à ses yeux – Elliott, 1928 : 388 et 433). La bataille contre la raison du public et l'État de droit du libéralisme au nom d'un « droit vivant » (que James partagerait avec Burke – Elliott, 1928 : 322 et 465), le rejet de la « superstition bourgeoise » qu'est la démocratie (une conviction partagée par les fascistes et les léninistes), le désir de substituer le flux de la vie aux dispositifs représentatifs et à la division des pouvoirs, cet élan vital qui basculerait facilement dans une violence sorélienne, la répudiation de l'utilitarisme anglais au profit du « pragmatisme psychologique de Machiavel » (*ibid.* : 315) – tous ces éléments, selon Elliott, se retrouvent dans « l'évangile du pragmatisme » selon William James, tel que popularisé par Papini (*ibid.* : 316). « Mussolini,

grand admirateur de l'ardeur (*strenuosity*) et de l'efficacité (*efficiency*) américaines, accepte cette dimension romantique du pragmatisme avec sa répudiation des faux-semblants, s'ils sont ceux du parlementarisme rationnel, et son culte des mythes, s'ils sont créés par une forte volonté de croire. » (*Ibid.* : 233). « Les critiques étrangers devraient se garder de mettre hors la loi une expérimentation politique qui a donné une énergie morale accrue à toute une nation et de la dignité à ses activités en les subordonnant à un objectif commun profondément ressenti. » (Kallen, 1927).

S'il est vrai que James s'est enthousiasmé pour Giovanni Papini et que le fondateur de la revue *Leonardo* (*Correspondence* : 11 : 26 et 28 – lettres à Alice James, 30 avril 1905 ou à Santayana, 2 mai), et auteur du *Crépuscule des philosophes* (1906), a pris par la suite fait et cause pour le fascisme, après avoir d'abord embrassé le pragmatisme jamesien, Livingston veut nous rassurer : James n'aurait, lui, jamais cédé à une telle tentation. Son « pluralisme » anarchisant, son allergie à toute « totalité » et son horreur de la *bigness* l'en auraient préservé. On peut suivre ici Livingston, qui rejoint ce que Perry affirmait avant lui (en prenant une route plutôt « libérale »). Sans négliger le fait que James n'était pas complètement à l'abri d'une révérence pour la « grandeur » : sa philosophie de l'histoire laissait une place conséquente aux « grands hommes » (Madelrieux, 2021), « ferments des grands changements sociaux. Cela vaut pour le génie artistique comme pour le génie scientifique, pour le grand chef politique ou comme pour le saint religieux. » Mais cela ne suffit pas à en faire un fasciste. Pas de trace chez lui d'un État totalitaire, pas de hiérarchie organique, ni de mythe racial, pas de dirigisme économique, ni de faisceaux ni de corporations.

Et il serait absurde de spéculer sur le fait que James serait (ou non) devenu fasciste, tout comme il est absurde de déduire de sa sympathie pour le jeune Papini qu'il l'aurait suivi dans sa fascination pour le Duce. Il est tout aussi absurde d'inférer que certains traits de la pensée de James conduiraient au fascisme – on peut tout aussi bien

démontrer le contraire et développer une pensée démocratique, à partir de ses textes, comme l'a fait Follett (1918 et 1924). Reste l'énigme de cet engouement que d'incontestables démocrates, comme Kallen, ont pu ressentir dans les années 1920 pour l'expérimentation fasciste¹⁴ ; et la leçon à en tirer pour les jamesiens contemporains : la « volonté de croire », sans les garde-fous de l'enquête et de l'expérimentation, au sens où l'entendent Peirce, Mead ou Dewey, peut engendrer le pire comme le meilleur...

VIVRE AVEC ARDEUR, UNE VIE INTENSE

Poursuivant la ligne « psychologique », le chapitre 3 du livre de Livingston prend un tour plus psychanalytique, dans une veine que l'on trouvait antérieurement chez Shannon Sullivan (2006) pour penser le racisme. Livingston analyse la « mélancolie républicaine » comme « désir politique d'ordre qui célèbre les expériences de l'effort, de l'audace et du sacrifice comme sources d'épanouissement personnel et de régénération nationale ». Pour illustrer cette « mélancolie » et son issue dans l'impérialisme, l'auteur s'arrête notamment sur le discours « *The Strenuous Life* », donné par Theodore Roosevelt devant le Club Hamilton, le 10 avril 1899 :

Je veux prêcher, non pas la doctrine de l'ignoble facilité, mais la doctrine de la vie laborieuse, une vie de travail et d'effort, de peine et de lutte ; prêcher cette forme la plus élevée de succès qui vient, non pas à l'homme qui se contente d'une paix facile, mais à l'homme qui ne recule pas devant le danger, devant les difficultés et le travail acharné, et qui, au terme de toutes ses victoires, remporte le splendide triomphe final. (Roosevelt, 1899 : 1)

Ou encore :

Si nous restons les bras croisés, si nous ne recherchons que l'aisance paresseuse et boursoufflée et l'ignoble paix, si nous recu-
lons devant les dures luttes où les hommes doivent vaincre au

péril de leur vie et au risque de perdre tout ce qu'ils ont de plus cher, alors des peuples plus hardis et plus forts nous dépasseront, et gagneront pour eux la domination du monde. (*Ibid.* : 20)

Strenuous est un mot compliqué à traduire, qui signifie aussi bien intense, fatigant, exténuant, pénible, laborieux, acharné, vigoureux, assidu, énergique. Livingston traite alors la rhétorique martiale de la vie intense (*strenuous*) comme une pièce de l'idéologie de l'expansion impériale dans le Pacifique pour reconsidérer « la signification des métaphores martiales et des désirs d'action dans les travaux majeurs de James, notamment *Principles of Psychology*, *Talks to Teachers*, et *The Varieties of Religious Experience* ». Là où Roosevelt aurait vanté les vertus de la vie intense et du « renouveau viril » (DGE : 84) au service de l'expansion nationale, James aurait retravaillé de façon créative les idiomes républicains afin de « subvertir » plutôt que de satisfaire ces envies de conquête.

Selon Livingston, qui revêt son habit d'historien des idées, ce discours de Roosevelt serait en effet typique de la « mélancolie particulière affectant la pensée politique républicaine du Gilded Age », pour laquelle la « frontière sauvage et violente était devenue un site mythique pour le renouvellement de la vertu civique contre la force corruptrice de la civilisation » (DGE : 78). Si ce républicanisme était devenu « mélancolique », c'est que la « Frontière » interne aux États-Unis ne pouvait plus jouer ce rôle, l'ensemble des terres y ayant été colonisé. D'où la solution d'une projection expansive à l'extérieur. Ainsi, à la place de la « Frontière », les Républicains du Gilded Age auraient imaginé une frontière impériale à l'échelle de la planète. « Cette projection imaginaire d'une frontière mythique au-delà du continent faisait de la vie intense de l'empire le rempart contre le déclin civique » (*ibid.*). Plus loin dans le chapitre, à l'occasion de la discussion d'une intervention de Oliver Wendell Holmes (membre du Metaphysical Club, vétéran de la guerre civile, ami personnel de James et juge à la Cour suprême à partir de 1902), Livingston synthétise en une belle phrase ce transfert des énergies qui avaient jusque-là

trouvé à s'exprimer sur le territoire national, dans l'expansion de la « Frontière » ou dans la Guerre de Sécession :

La clôture de la Frontière et l'éloignement historique du carnage patriotique de la Guerre de Sécession ont créé les conditions culturelles et psychiques permettant d'imaginer l'expansion au-delà des limites du continent comme une opportunité de renouvellement, grâce au pouvoir régénérateur de la vie sauvage. (DGE : 83)

Livingston s'efforce ensuite de montrer que James aurait tenté de subvertir la dimension militaire et impériale logée dans la mise en valeur de cette « vie intense », qu'il prisait lui aussi. « James partageait le sens aigu de Roosevelt quant à la valeur du courage, de l'excitation et de la passion comme essentiels à une bonne vie » (DGE : 86). Mais il réorientait vers des objectifs moins belligènes les désirs virilistes, « l'instinct combatif », l'appétence pour l'exploration et le goût de l'aventure qui s'y exprimaient. Dans ce geste, Livingston voit une autre manifestation de l'effort proprement anti-impérialiste de James : « L'anti-impérialisme de James cherchait à canaliser ces instincts de combat et à les réorienter vers des fins moins destructrices. » (DGE : 79). Selon lui, c'est avec une telle clef de lecture qu'il faut appréhender les écrits tardifs de James qui mettent en valeur la « vie intense » et baignent dans une « mélancolie républicaine » : « Lorsque nous considérons cet anti-impérialisme comme un sous-texte important pour ses écrits de maturité sur la vie intense, les registres politiques de ces œuvres philosophiques sont mis en évidence. Ces textes rescrénarisent la vie intense et s'efforcent de subvertir les soifs mélancoliques du public. » (*Ibid.*). Livingston voit dans la réaction de James au discours de Roosevelt (qui avait été son étudiant à Harvard en 1877, alors qu'il enseignait la physiologie) le premier lieu de cette opération de subversion, et le début de sa réponse au problème, qui consiste à poser autrement la « question » : « La question que pose l'anti-impérialisme de James n'est pas de savoir comment purger la passion de

la vie politique. Il s'agit plutôt de savoir comment la maîtriser et la réorienter contre la violence et la guerre. » (DGE : 86).

Dans la troisième section du chapitre 3, avant de s'attacher aux formes de cette réorientation, Livingston revient sur les psychologies de James – au pluriel, puisqu'il s'agit tout autant du psychisme de l'auteur (et notamment de sa sévère dépression en 1870) que des *Principles of Psychology*. En s'appuyant sur Kallen, Livingston met alors en parallèle la situation psychique de James dans les années 1870 et celle de l'Amérique du Gilded Age :

Horace Kallen présente la « lutte et le salut personnels » de James comme représentatifs des luttes morales et intellectuelles plus larges de la société américaine durant son existence. Tout comme James a trouvé le courage de vouloir sa propre thérapie, l'Amérique du Gilded Age a trouvé dans le salut de son esprit pionner une parade à la stagnation dévitalisante des traditions du Vieux Monde (*European Genteel tradition*). [...] La psychologie de James était profondément liée à l'aspiration mélancolique à la liberté et au renouveau qui définissait l'âge d'or. Mais là où des personnages comme Holmes et Roosevelt voyaient dans la maîtrise du pionnier la source de la régénération après le déclin, James cherchait à infléchir cette mélancolie en une expérience morale de la *strenuousness*. (DGE : 90)

Et c'est à cette « expérience morale originale », qui met « l'accent sur l'effort plutôt que sur la conquête pour apaiser le besoin de renouveau et le mettre au service de la lutte anti-impériale » (*ibid.*), qu'est consacrée la quatrième section, « Two Models of the Strenuous Life ». Sans surprise, la section s'ouvre sur la fameuse intervention de James au World Peace Congress de 1904, que l'on a déjà évoquée, où le philosophe a « risqué » sa célèbre thèse sur la « source du pouvoir de séduction exercé par la guerre » (*ibid.*). Selon Livingston, James reconnaissait par-là que « l'expérience revitalisante » d'une « vie intense »¹⁵, que le philosophe valorisait et tenait pour essentielle à la « vie morale »,

était grosse de « dangereuses conséquences politiques » et qu'il revenait donc au mouvement pacifiste de « nourrir des excitations rivales et d'inventer de nouveaux canaux pour l'énergie héroïque » (DGE : 90). Pour autant, le lecteur n'entre pas encore de plain-pied dans la solution de James à la soif impériale du Gilded Age, soif dans lequel il identifiait (et s'identifiait à) une quête de vigueur, d'ardeur, d'intensité, d'excitation et d'aventure. En effet, Livingston ajourne sa lecture de la conférence de 1904 et se dirige vers les *Varieties*, où le philosophe aurait « désigné le chemin vers de telles nouvelles voies » : « Écrit pendant son éveil à l'empire et son engagement dans la Ligue anti-impérialiste, James a profité de ses conférences sur la religion pour reconcevoir et redéfinir ce que pourrait signifier la pratique de la vie intense dans un esprit anti-impérialiste. » (*Ibid.*).

Aux yeux de Livingston, il n'est ainsi pas anodin que James y traite dans un continuum des engagements à la sainteté et des « rêves utopiques » de nombreux « socialistes et anarchistes », laissant ainsi entendre que « les idées politiques ne sont pas moins l'objet d'un engagement pieux que la foi en une puissance divine » (DGE : 92). Il lui semble également qu'il n'est pas « accidentel » que « la vie intense du soldat serve de contrepoint à celle du saint », tout au long des *Varieties* : « Tous deux illustrent l'excitation énergétique et le sentiment de vitalité qui accompagnent la contribution volontaire à une vie plus ample, que ce soit celle de l'État ou celle de Dieu. » (*Ibid.*). Patrick Dooley (2001 : 162) parle de la « capacité catalytique du défi, du stress, du danger, de l'urgence et des situations à haut risque à élever le comportement et à élargir les horizons » – une expérience qui libère nos « réservoirs d'énergie » et que l'on retrouvera dans « *The Energies of Men* » (1906 : 4). Les idées morales et religieuses ont un tel pouvoir de nous arracher à notre « fatigue ». James joue alors le « saint » contre le « soldat », et valorise la « provocation pré-figurative » du premier contre l'« obéissance à l'autorité » du second (DGE : 94) – tout en étant conscient des excès de certains zéloteurs moraux et religieux.

Si les coups de sonde dans les *Principles* et les *Varieties* sont intéressants d'un point de vue exégétique, montrant que le discours de 1904 et « The Moral Equivalent of War » (1910/1911) avaient des précédents, le lecteur reste néanmoins sur sa faim. D'abord parce que « “The Moral Equivalent of War” est sûrement insatisfaisant en tant que proposition politique », comme Livingston (DGE : 100) le reconnaît sans mal (voir aussi Livingston, 2018). On pourrait le lire côte à côte avec « The Political Equivalent of War » de Walter Lippmann (1928) pour s'en rendre compte. Mais on pourrait également confronter ce supposé « instinct » belliqueux aux mises en garde de Dewey contre les explications en termes d'instincts dans *Human Nature and Conduct* :

Parfois, la proposition d'un équivalent de la guerre attire l'attention sur le pot-pourri d'impulsions que l'on regroupe accidentellement sous le titre d'impulsion belliqueuse [...] La pugnacité, la rivalité, la vanité, l'amour du butin, la peur, la suspicion, la colère, le désir de s'affranchir des conventions et des restrictions de la paix, l'amour du pouvoir et la haine de l'oppression, l'occasion de faire des démonstrations inédites, l'amour de la maison et de la terre, l'attachement à son peuple, à l'autel et au foyer, le courage, la loyauté, l'occasion de se faire un nom, de l'argent ou une carrière, l'affection, la pitié envers les ancêtres et les dieux ancestraux, toutes ces choses et bien d'autres encore entrent dans la composition de la force guerrière. Supposer qu'il existe une force originelle, immuable, qui engendre la guerre est aussi naïf que l'hypothèse habituelle selon laquelle nos ennemis sont mus uniquement par les tendances les plus viles et nous par les plus nobles. (Dewey, 1922 : 112)

Cette psychologie de l'« instinct » guerrier était donc contestée quelques années plus tard par Dewey. Quant à la solution de « The Moral Equivalent à War », qui participait d'une variété d'écrits où James tentait d'ouvrir de nouveaux « canaux » susceptibles de détourner l'aventurisme impérial, tout en récupérant les désirs virilistes d'une « vie intense », elle suscitera bien des malentendus. John P.

Diggins (1966 : 490) cite un philosophe du Dartmouth College, William K. Stewart, qui était « convaincu » en 1928, « après avoir étudié les origines philosophiques du fascisme », que le « programme » de la « bataille pour le blé » lancé par Mussolini en 1925 (auquel Elliott, 1928 : 332, rajoute la « bataille pour le charbon » dans le programme fasciste de décembre 1921) « était le plus clair exemple du principe de James de “The Moral Equivalent of War” ». Celui-ci aurait fourni, écrivait-il, le modèle d’une « discipline équivalente à l’énergique État fasciste » (Diggins, 1966 : 490). Il est ironique d’observer que « The Moral Equivalent of War » ait pu passer en 1928 pour un modèle du fascisme (DGE : 36) – ce dont James, en aucun cas, ne saurait être incriminé. Pour les pacifistes des années 1900 et 1910, comme Addams, le discours de James au Congrès de la Paix de 1904 était parfaitement intelligible (Fischer, 2018 : 18). Sans doute un peu naïf par son psychologisme, mais appelant au bout du compte à un projet de reconstruction sociale, qui offre de nouveaux exutoires et appelle de nouveaux investissements. Un processus qui prendra du temps : « La guerre contre la guerre ne sera pas une excursion de vacances ou une partie de camping », comme l’énonce la première phrase du discours de James.

Par ailleurs, on peut aussi se demander si la mise en équivalence de l’impérialisme et de la guerre – si prégnante chez James et donc chez Livingston – n’est pas la source d’un certain aveuglement sur le fonctionnement *réel* de l’impérialisme. Tel était en tout cas l’avis de Dewey, qui était loin d’être ignorant de la cause anti-impérialiste, au point d’avoir été vice-président de la Ligue anti-impérialiste de 1910 à 1920, un fait d’armes que Livingston néglige comme pour mieux asseoir son idée (au fond confuse) que James aurait pensé « l’impérialisme comme mode de vie » tandis que Dewey se serait (seulement ?) occupé de la « démocratie comme mode de vie ». En 1927, dans un article intitulé « Imperialism is Easy », Dewey attirait l’attention sur le mode de déploiement non-guerrier de l’impérialisme américain au Mexique, où le philosophe venait de séjourner. En le qualifiant de « facile », il soulignait que l’impérialisme n’avait pas besoin

de s'appuyer « consciemment » sur un « plan » ou sur un « projet » de conquête pour s'installer et subjuguer des peuples étrangers :

Comme, j'imagine, un bon nombre de mes compatriotes, j'ai longtemps entretenu de façon vague l'idée que l'impérialisme était une politique plus ou moins consciemment adoptée. Cette idée n'était pas clairement formulée, mais j'avais dans un coin de ma tête l'hypothèse que les nations sont impérialistes parce qu'elles le veulent et le choisissent, eu égard aux avantages qu'elles pourraient en retirer. Une visite au Mexique, un pays où l'impérialisme américain est en progrès, a chassé cette idée de ma tête. La descente vers cet Averno particulier est exceptionnellement facile.

On a, d'une part, une nation qui dispose de capitaux et de compétences techniques, d'ingénierie et de finances à exporter, et des industriels qui ont besoin de matières premières, en particulier de fer et de pétrole, et, d'autre part, un pays en retard sur le plan industriel, doté de beaucoup de ressources naturelles et d'un gouvernement inefficace ou instable, ou les deux. Il n'est alors pas nécessaire d'avoir l'intention ou le désir d'impliquer la première nation dans des politiques impérialistes. Même une forte volonté populaire de faire le contraire ne constitue pas un obstacle sérieux. Le mouvement naturel de l'entreprise d'affaires, combiné aux notions legalistes anglo-américaines des contrats et de leur caractère sacré, et à la coutume internationale qui prévaut quant au devoir d'une nation de protéger la propriété de ses ressortissants, suffit à entraîner des entreprises impérialistes. (Dewey, 1927 : LW.3.158)

Et pour faire « obstacle » à cette forme-là d'impérialisme (qui n'a pas besoin d'une valorisation forte de la « *strenuous life* »), purger le « public » « de tout désir impérialiste » n'est pas suffisant, notait alors Dewey, en jetant incidemment un doute sur l'entreprise rhétorico-psychologique de James selon Livingston :

L'impérialisme est un résultat, pas un projet ou un plan. On ne peut l'empêcher qu'en réglementant les conditions dont il procède. Et l'une des choses qui s'opposent le plus à l'adoption de mesures régulatrices est précisément la conscience d'une partie du public d'être innocent de tout désir impérialiste. Il se sent traité injustement lorsqu'on l'accuse d'un tel dessein, puis il éprouve du ressentiment, et il est confusément précipité dans des antagonismes dangereux, avant même de se rendre compte de ce qui se passe. L'imputation de désirs impérialistes sonne de façon étrange pour le groupe d'hommes qui ont créé la situation dans laquelle ils demandent à leur pays d'origine d'intervenir. Tout ce qu'ils veulent, comme ils l'affirment avec indignation, c'est la protection de leurs vies et de leurs biens. Si leur propre gouvernement ne peut assurer cette protection, à quoi peut-il alors être bon ? (*Ibid.* : LW.3.158-159)

CONCLUSION

Livingston propose un portrait érudit et intelligent de James politique, n'hésitant pas à examiner un certain nombre d'arguments qui lui seraient défavorables. Il parvient à fixer une vision d'ensemble, qui se veut alternative à celle de R. B. Perry. Il n'y a aucun doute que James a eu des indignations anti-impérialistes, qu'il s'est engagé personnellement dans la Ligue de Boston et, oui, il lui est également arrivé de camper un soi « anarchiste » dans sa correspondance. Le livre de Livingston réagence de ce point de vue avec brio des thèmes déjà étudiés par Deborah Coon. Et il tente de relire James sans en faire « un savant apolitique, un signe annonciateur du fascisme ou un démocrate proto-deweyen » (DGE : 7), en y voyant l'explorateur d'une psychologie de l'expérience politique, en particulier de l'expérience impérialiste.

Mais, malgré de très belles pages d'histoire, Livingston ne parvient pas complètement à convaincre le lecteur. L'anarchisme de James est quelque peu de façade. Et si c'est ainsi que l'on devait

qualifier son sens aigu de la liberté, très élite bostonienne, son attachement aux « mythes fondateurs de la nation américaine », mis à mal par la nouvelle politique étrangère de McKinley et Roosevelt, son immense tolérance et son souci de se décentrer pour comprendre les perspectives d'autrui, jusqu'aux plus bizarres et fantaisistes, et sa méfiance pour les énormes puissances industrielles, politiques, financières, militaires en train d'émerger, qui signaient la fin d'une époque, alors les postulants à l'anarchisme deviendraient extrêmement nombreux ! James était tout simplement d'une grande intelligence et d'une grande sensibilité, et d'une grande ouverture d'esprit, comme Walter Lippmann (1910 : 800-801) l'écrit contre ceux qui l'accusent de « crédulité ». James était curieux et tolérant : « Il avait une écoute respectueuse pour tous les hommes et toutes les croyances, pour quelque idée, théorie ou superstition que ce fût. » « James savait qu'il ne savait pas » et il était ouvert à toutes les options, et, ce faisant, « il ne faisait que tenir la promesse de l'Amérique ». Ouvert à toutes les options, y compris la socialiste quand il rencontre H. G. Wells. « *He listened to the socialist, and, as it happens, he was converted. So he said so* » ! (Lippmann, *ibid.*). En tout cas, « c'est ce qu'il a dit ». Cette « ouverture d'esprit », ce sens de la tolérance, somme toute libéral, cette hantise d'une tyrannie qui en finisse avec la liberté de choix vont de pair avec une certaine allergie à une métaphysique de l'Un que les philosophes retrouvent dans la « bataille de l'Absolu » : mais quelle différence cela fait-il de les qualifier d'anarchistes ? Et de quel anarchisme s'agirait-il, sinon d'une forme de défense extrême de la liberté des individus contre les puissances qui menacent de les étouffer – Dieu, l'État et le Capital ? Jusqu'où le rejet de la *bigness*, l'hostilité aux « grandes organisations nationales », aux « grands succès » et aux « grands résultats » et l'amour des parias et des outsiders de James, relèvent-ils d'une sensibilité anarchiste ? Et, encore une fois, de quel anarchisme parle-t-on ? Certainement pas celui de la propagande par le fait, ni celui d'une insurrection qui du passé ferait table rase. Ni non plus celui d'une violence collective raisonnée, exercée, quand nécessaire, destinée à accoucher d'une nouvelle société, par l'Ides anarcho-syndicalistes luttant contre des formes de domination

de classe et d'État – une violence des travailleurs qui organisent la famille, le quartier, la ferme ou l'usine sur un mode autogestionnaire. Mais pas davantage celui de la réappropriation des milieux, des outils et des produits de la vie quotidienne par des démarches associatives, mutuellistes ou coopératives – orientée par le projet politique d'une société libertaire, avec ses variantes écologistes et féministes. James est également éloigné d'un modèle d'auto-apprentissage collectif, par enquête et expérimentation, que Dewey et Mead auraient défendu, et il ne plaide guère pour des mondes communautaires, anti-hiérarchiques et auto-gouvernés. On retrouve difficilement du Proudhon, du Bakounine ou du Kropotkine, du Malatesta ou du Reclus, du Pelloutier ou du Ferrer chez James, et s'il connaît et apprécie Morrison I. Swift et Ernest Howard Crosby, il ne se réfère pas à ses contemporains aux États-Unis, Emma Goldman ou Aleksander Berkman à New York, ou Victor Yarros à Chicago, ainsi qu'à tous les groupements d'anarchistes que l'on rencontrait dans ces villes (Nelson, 1988 ; Goyens, 2007). Des anarchistes déclarés de son temps, James semble avoir été ignorant ou s'être tenu à distance. On peut retrouver chez lui une espèce d'exacerbation de l'autonomie de l'individu. Mais celle-ci semble plutôt hantée par Emerson, l'ami de la famille James (Stafford, 1953), ou par Thoreau, qui fait la connaissance de Henry James Sr. en juin 1843, alors que William et Henry sont encore des bébés. Cette autonomie de l'individu est très différente de celle de Stirner, et, dans les faits, les positions de James sont déconnectées de celles des thuriféraires américains de Stirner, les anarchistes déclarés individualistes ou égoïstes (Brooks, 1994), comme Benjamin Tucker (ou son mentor Josiah Warren), Steven T. Byington, James L. Walker ou Hutchins Hapgood.

Concernant son anti-impérialisme, on ne peut que saluer l'engagement de James dans la Ligue de Boston – encore qu'il aurait été intéressant d'en savoir davantage sur le type d'activités concrètes de militantisme que cela impliquait. Quelles relations y entretenait-il avec ses collègues, dont on a vu qu'ils avaient des visions très variables, en particulier sur la question raciale ? Dans quel type

d'action s'engageaient-ils – une guerre de l'information et de l'influence, semble-t-il, orientée vers l'opinion publique et la représentation parlementaire ? James est le premier à en reconnaître les limites dans les minutes d'une réunion :

M. le Président [WJ] : Je pense que nous devons admettre franchement qu'en ce qui concerne la conquête des Philippines, nous, ici, et nos amis de l'extérieur, n'avons pas réussi à produire beaucoup d'effets immédiats. « Le Devoir et le Destin » ont roulé sur nous comme une voiture Juggernaut dont la majorité de nos compatriotes poussaient et tiraient la masse inflexible vers l'avant ; et nos cris et nos tentatives de bloquer les roues de nos personnes n'ont pas du tout agi comme un frein. (William James, 28 novembre 1903, in *Report of the Fifth Meeting of the Anti-Imperialist League*, Boston, The New England Anti-Imperialist League : 25)

Ses prises de position restent limitées. On y sent une fidélité aux idéaux de la Déclaration d'Indépendance et de la république américaine, et une douleur face à ce que celle-ci est en train de devenir avec la fin de son isolationnisme et l'entrée dans une nouvelle époque des relations étrangères des États-Unis.

Nous nous étions accoutumés à croire que nous étions d'une glaise différente de celle des autres nations, qu'il y avait quelque chose au tréfonds du cœur américain qui répondait à notre heureuse naissance, libre de ce fardeau héréditaire que portent les nations d'Europe, et qui les condamne à se développer en s'attaquant à leurs voisins. Rêve oiseux ! Pure fantaisie du Quatre juillet, dispersée en cinq minutes par la première tentation. En chaque âme nationale couvent les potentialités de piraterie la plus éhontée, et notre âme américaine ne fait pas exception à la règle. (« The Philippine Question », 1903/1987)

Le même motif apparaît dans « The Philippine Tangle » (1899/1987) : l'impérialisme écrase les individus et si ceux-ci, scandalisés par « l'infamie et l'iniquité d'une guerre de conquête », restent attachés à l'« âme ancienne » (*ancient soul*) de l'Amérique, ils doivent sortir de leur réserve et donner de la voix, jusqu'à ce que « les croyances et les sentiments américains plus anciens reprennent leurs droits ». Mais, tandis que certains de ses collègues et compagnons de la Ligue anti-impérialiste produisent des enquêtes et analysent des faits, James s'en tient à une espèce de plainte morale dont les termes sont, somme toute, assez ordinaires pour l'époque, dans les milieux progressistes ou en dehors de ceux-ci. Si l'on jette un œil sur les analyses des processus socio-politiques et économiques, fourbies à la même époque par plusieurs de ses contemporains, leur pouvoir descriptif, explicatif et prescriptif était bien plus puissant que ce que James articulait de son côté – à commencer par les livres de Hobson sur le jingoïsme et l'impérialisme. James reste pris dans une vision psychologique et moraliste du monde social et une vision individualiste de la politique. Livingston, avec beaucoup de sophistication, de soin et de brio, rassemble un grand nombre de pièces de ce double puzzle pour nous dresser le portrait d'un James anarchiste et anti-impérialiste ; mais lui-même, ici et là, doit reconnaître que les indices sont ténus et que s'il y a une portée politique de la pensée de James, ce n'est pas forcément là qu'elle se joue, ou alors pas avec l'intensité et l'acuité requises.

En quelques façons, l'ultime chapitre, largement consacré à W. E. B. Du Bois, atteste que Livingston doute de la portée de sa propre thèse sur la puissance des outils de James pour faire obstacle à l'impérialisme. Si Livingston insiste sur le lien entre la double conscience des *Âmes du peuple noir* (1903/2007) et la description jamesienne des « *twice born* »¹⁶, on peut aussi voir dans sa convocation de Du Bois une manière de conjurer les faiblesses de l'anti-impérialisme de James. Livingston en appelle à Du Bois car il voit en lui un continuateur autant qu'un héritier du « méliorisme tragique » qui serait à l'œuvre

chez James et s'offrirait en « réponse critique à l'amnésie impériale » (DGE : 22), « méliorisme tragique » qu'il définit de la sorte :

Un méliorisme qui témoigne de la différence entre l'idéal et le réel peut lui-même être la meilleure défense contre l'envie trompeuse de l'histoire fausse et moraliste de l'espoir américain dont nous sommes captifs. James Baldwin, que Rorty présente à tort comme un partisan de sa religion civile, fait preuve d'un tel méliorisme tragique lorsqu'il remarque que le scepticisme des Noirs à l'égard des prétentions de l'exceptionnalisme américain a été une source prudente de force pour les Africains Américains. (DGE : 151)

Rappelant aussi à quel point *The Souls of Black Folk* a dessillé James sur la réalité meurtrière du racisme et de la ségrégation (DGE : 142), Livingston enjoint à repenser le méliorisme dans le « double geste du témoignage de la réalité et de la faim du possible », qui constituerait, selon lui, « notre seule protection contre les séductions de l'idolâtrie, qu'il s'agisse du mythe du succès ou de l'abstraction aveuglante de la nation. Cette seule volonté de méliorisme est le "génie civique" (*civic genius*) que James considère être le "salut" de la démocratie » (DGE : 152), ainsi qu'il l'écrit dans l'ultime paragraphe du dernier chapitre.

Si Du Bois reconnaissait sa dette à l'endroit de James et s'il était indéniablement un anti-impérialiste de première importance, il y a néanmoins deux écueils dans cet appel de Du Bois, à qui Livingston donne donc le dernier mot, après avoir souligné la « sensibilité pragmatiste qui informe la confrontation de Du Bois au suprématisme blanc comme un mode de vie » (DGE : 145). Le premier écueil tient justement à l'« amnésie impériale », dont Du Bois n'était lui-même pas complètement exempt. En effet, Du Bois n'était pas quitte de « l'exceptionnalisme américain ». Sans conteste, il est l'auteur et le militant qui a très tôt amené ses contemporains à prendre en compte l'expérience des Noirs américains ; et il a également fait beaucoup pour rétablir la vérité historique de l'esclavage et de la Reconstruction, en

se battant avec force et efficacité contre la propagande mensongère des suprématistes blancs. Pour autant, comme le relève Ela Myers, même dans *Black Reconstruction* (1935), que Livingston cite et commente dans le dernier chapitre (DGE : 151), Du Bois « ne reconnaît ni n'étudie jamais les actes de domination colonisatrice qui ont fondé les États-Unis » :

La question de la terre est au centre du récit historique de *Black Reconstruction*, mais elle n'apparaît qu'en relation avec le désir des esclaves affranchis d'obtenir des terres et le refus du gouvernement américain de leur en fournir. [...] L'imposant livre ne fait cependant pas mention de la dépossession de la terre natale qui a fondé le pays. Il ne reconnaît pas le fait que « les esclaves ont été amenés en Amérique comme la propriété des blancs pour travailler la terre qui a été volée aux tribus amérindiennes » [...]. Le récit de Du Bois ne néglige pas simplement cette réalité ; il alimente l'idéologie coloniale des colons en décrivant les colons européens d'Amérique comme les bénéficiaires de « terres inocupées », de « terres inépuisables et de la plus riche fertilité ». (Myers, 2018 : 15-16)

Le second écueil est un problème de cohérence dans le propos de Livingston. Si tranchant et constant qu'il fût, l'anti-impérialisme de Du Bois ne partageait pas la détestation de James à l'endroit de la *bigness*. Alors que *Damn Great Empires !* fait beaucoup pour magnifier les conséquences anti-impérialistes de l'allergie de James à la *bigness*, on peut trouver curieux que Livingston termine son livre sur la figure de Du Bois. Car c'est peu de dire que ce dernier n'avait pas les mêmes préventions que James contre certaines formes de *bigness*. Si Bismarck fut son premier « héros » politique (Appiah, 2014), Du Bois admira fréquemment les gigantesques projets de transformation sociale dirigés par des hommes forts, au risque d'en perdre parfois tout jugement politique et de négliger le sort des peuples qui s'y trouvaient embarqués.

En 1953, il publie une ode funéraire à la gloire de Joseph Staline, dont on ne peut ignorer que le gouvernement et l'administration sont responsables, à partir de 1924, de gigantesques déplacements de populations et assassinats de masse dans les Républiques périphériques – victimes de l'impérialisme russo-soviétique. Du Bois écrit ainsi dans son article du *National Guardian* (16 mars 1953) que « Joseph Staline était un grand homme ; peu d'autres hommes du XX^e siècle approchent de sa stature. Il perdait rarement son sang-froid, réfléchissait lentement à ses problèmes, prenait ses décisions clairement et fermement, n'a jamais cédé à l'ostentation », et ainsi de suite jusqu'à : « Tel était l'homme qui gît mort, encore la cible des chacals bruyants et des hommes mal élevés de certaines parties d'un Occident sans retenue. » Son admiration allait également à un autre dictateur, qui n'était pas vraiment soucieux de ne pas réduire les humains à de simples « rouages ». Invité par Mao Tsé-toung à une longue tournée, entre février et avril 1959, en compagnie de Shirley Graham, alors que quelque dix millions de Chinois périssaient lors de la famine du Grand Bond en Avant, Du Bois écrivait cet autre éloge du régime communiste : « Quinze fois, j'ai traversé l'Atlantique et une fois le Pacifique. J'ai vu le monde. Mais jamais un miracle aussi immense et glorieux que la Chine. » (Wolters, 2002 : 251). Du Bois comme caution politique de l'anti-impérialisme de James ? Pas forcément une bonne idée !

BIBLIOGRAPHIE

- ABBOTT Leonard Dalton (1907), *Ernest Howard Crosby : A Valuation and a Tribute*, Westwood, Mass., The Ariel Press.
- ADAMS Charles Francis (1899), « *Imperialism* » and « *The Tracks of Our Forefathers* », Boston, Dana Estes & Company.
- ADAMS Walter & James W. BROCK (1986), *The Bigness Complex : Industry, Labor, and Government in the American Economy*, Stanford, Stanford University Press.
- ADDAMS Jane (1907), *Newer Ideals of Peace*, New York, Macmillan.
- ADDAMS Jane (1910), *Twenty Years at Hull-House With Autobiographical Notes*, New York, The Macmillan Company.
- APPIAH Kwame Anthony (2014), *Lines of Descent : W. E. B. Du Bois and the Emergence of Identity*, Londres, Harvard University Press.
- ATKINSON Edward (1898), *The Coast of a National Crime and The Hell of War and Its Penalties, Two Treatises Suggested by the Appointment of a Day of National Thanksgiving by the President of the United States*, Boston, sans éditeur.
- BLOOD Benjamin (1920), *Pluriverse : An Essay in the Philosophy of Pluralism*, Boston, Marshall Jones Company.
- BOWDEN Sean, BIGNALL Simone & Paul PATTON (eds) (2014), *Deleuze and Pragmatism*, New York et Londres, Routledge.
- BROOKS Frank H. (ed.) (1994), *The Individualist Anarchists : An Anthology of Liberty (1881-1908)*, New Brunswick, NJ, Transaction Publishers.
- CONANT Charles A. (1898), « The Economic Basis of "Imperialism" », *The North American Review*, 167 (502), p. 326-340.
- CONNOLLY William (2005), *Pluralism*, Durham, NC, Duke University Press.
- COON Deborah J. (1996), « "One Moment in the World's Salvation" : Anarchism and the Radicalization of William James », *The Journal of American History*, 83 (1), p. 70-99.
- COTKIN George (1990), *William James : Public Philosopher*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- CROSBY Ernest (1902), *Swords and Plowshares*, New York et Londres, Funk & Wagnalls Company.
- CROSBY Ernest (1902b), *Captain Jinks, Hero*, New York et Londres, Funk & Wagnalls Company.
- CULLINANE Michael Patrick (2012), *Liberty and American Anti-Imperialism : 1898-1909*, New York, Palgrave Macmillan.
- DEBAISE Didier (2008), *Vie et expérimentation : Peirce, James, Dewey*, Paris, Vrin.
- DEWEY John (1922), *Human Nature and Conduct*, New York, Macmillan.
- DEWEY John (1927), « Imperialism is Easy », *The New Republic*, 50, 3 mars, p. 133-134 (LW.3.158-162).
- DIGGINS John P. (1966), « Flirtation with Fascism : American Pragmatic Liberals and Mussolini's Italy », *American Historical Review*, 71 (2), p. 487-506.

- DOOLEY Patrick K. (2001), « Public Policy and Philosophical Critique : The William James and Theodore Roosevelt Dialogue on Strenuousness », *Transactions of the C. S. Peirce Society*, 38, p. 161-177.
- DOOLEY Patrick (2009), « Twain on War and William James on Peace : Shoring up the Platform of the Anti-Imperialist League », *Journal of Transnational American Studies*, 1 (1). En ligne : (<https://escholarship.org/content/qt2s56w8nb/qt2s56w8nb.pdf?t=lnpqmd>).
- DU BOIS William Edward Burghardt (1903/2007), *Les Âmes du peuple noir*, M. Bessone (trad.), Paris, La Découverte.
- DU BOIS William Edward Burghardt (1935), *Black Reconstruction : An Essay Toward a History of the Part Which Black Folk Played in the Attempt to Reconstruct Democracy in America, 1860-1880*, New York, Harcourt, Brace and Company.
- ELLIOTT William Yandell (1928), « Mussolini, Prophet of the Pragmatic Era in Politics », in Id., *The Pragmatic Revolt in Politics : Syndicalism, Fascism, and the Constitutional State*, New York, Macmillan, p. 313-350 (édition précédente dans le *Political Science Quarterly*, 1926).
- EMERSON Ralph W. (1842), « Lectures in the Times », *The Dial*, III (1), juillet 1842, p. 1-18.
- EYOT Canning (1904), *The Story of the Lopez Family : A Page from the History of the War in the Philippines*, Boston, James H. West Company.
- FERGUSON Kennan (2007), *William James : Politics in the Pluriverse*, Lanham, MD, Rowman & Littlefield.
- FERGUSON Kennan (2018), « Review : *Damn Great Empires ! William James and the Politics of Pragmatism*. Alexander Livingston, Oxford University Press, New York, 2016 », *Contemporary Political Theory*, 17, p. 6-8.
- FESTENSTEIN Matthew I. (2017), « Review : *Damn Great Empires ! William James and the Politics of Pragmatism*. By Alexander Livingston. Oxford : Oxford University Press, 2016. 260 p. \$99.00 cloth, \$24.95 paper », *Perspectives on Politics*, 15 (4).
- FIALA Andrew (2013), « Political Skepticism and Anarchist Themes in the American Tradition », *European Journal of Pragmatism and Philosophy*, V (2). En ligne : (<https://doi.org/10.4000/ejpap.545>).
- FISCHER Marilyn (2018), « The Moral Equivalent of War : William James's Minor Variation on Common Themes », *William James Studies*, 14 (1), p. 92-119.
- FLATHMAN Richard (1998), *Reflections of a Would-Be Anarchist*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- FOLLETT Mary P. (1918), *The New State : Group Organisation, the Solution of Popular Government*, New York, Longmans, Green and Co.
- FOLLETT Mary P. (1924), *Creative Experience*, New York, Longmans, Green and Co.
- FOUST Matthew A. (2014), « The Feminist Pacifism of William James and Mary Whiton Calkins », *Hyppatia*, 29 (4), p. 889-905.

- GOUREVITCH Alex (2014), *From Slavery to the Cooperative Commonwealth : Labor and Republican Liberty in the Nineteenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press.
- GOYENS Tom (2007), *Beer and Revolution : The German Anarchist Movement in New York City, 1880-1914*, Urbana, University of Illinois Press.
- HENNION Antoine (2015), « Enquêter sur nos attachements. Comment hériter de William James », *SociologieS* (numéro spécial « Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations »). En ligne : (<https://journals.openedition.org/sociologies/4911>).
- HOBSON John Atkinson (1901), *Psychology of Jingoism*, Londres, Grant Richards.
- HOBSON John Atkinson (1902), *Imperialism : A Study*, New York, James Pott & Company.
- HUXLEY Thomas Henry (1893-94), « Evolution and Ethics », *Romanes Lecture in Collected Essays*, Londres, Macmillan, Vol. 9, p. 46-116.
- JAMES William (1897), « Oration by Professor William James », in Boston Mass. City Council, *Exercises at the Dedication of the Monument to Robert Gould Shaw and the Fifty-Fourth Regiment of Massachusetts Infantry, May 31, 1897*, Boston, Municipal Printing Office, p. 39-56.
- JAMES William (1899a), « On a Certain Blindness in Human Beings », in Id., *Talks to Teachers on Psychology : and to Students on Some of Life's Ideals*, New York, Henry Holt, p. 229-264.
- JAMES William (1899b), *Talk to Teachers on Psychology : and to Students on Some of Life's Ideals*, New York, Henry Holt and Company.
- JAMES William (1899/1987), « The Philippine Tangle » (*Boston Evening Transcript*, 1^{er} mars 1899), repris in *Essays, Comments, and Reviews*, I. K. Skrupskelis (ed.), Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- JAMES William (1902), *Varieties of Religious Experience : A Study in Human Nature*, New York, Longmans, Greens and Co.
- JAMES William (1903), « Address to the Anti-Imperialist League, November 28, 1903 », *Report of the Fifth Meeting of the Anti-Imperialist League*, Boston, The New England Anti-Imperialist League, p. 25.
- JAMES William (1903/1987), « The Philippine Question », repris in *Essays, Comments, and Reviews*, I. K. Skrupskelis (ed.), Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- JAMES William (1904), « Remarks at the Peace Banquet » (7 octobre 1904), *Atlantic Monthly*, 94 (décembre 1904), p. 845-847.
- JAMES William (1906), « The Energies of Men », *Proceedings of the Meeting of the American Philosophical Association*, Columbia University, December 27-28, p. 1-20.
- JAMES William (1907), *Pragmatism : A New Name for Some Old Ways of Thinking*, Londres, Longmans, Green, and Co.
- JAMES William (1909), *A Pluralistic Universe*, Londres, Longmans, Green, and Co.

- JAMES William (1910/1978), « A Pluralistic Mystic », in F. Bowers, F. H. Burkhardt, I. K. Skrupskelis (eds), *Essays in Philosophy*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- JAMES William (1911), « On The Moral Equivalent of War », *McClure's Magazine*, repris in Id., *Memories and Studies*, New York, Longmans, Green & Co, p. 265-296 (écrit en 1910 pour l'Association for International Conciliation).
- JAMES William (1912), *Some Problems of Philosophy*, New York, Longmans, Green, and Co.
- JAMES William (1912/2005), *Essais d'empirisme radical*, G. Garreta & M. Girel (trad.), Marseille, Éditions Agone.
- JAMES William (1987), *Essays, Comments, and Reviews*, I. K. Skrupskelis (ed.), Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- JAMES William (1988), *Lectures*, Ignas K. Skrupskelis (ed.), Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- JAMES William (1992-2004), *The Correspondence of William James*, Ignas K. Skrupskelis & Elizabeth M. Berkeley (eds), 12 vols., Charlottesville, University Press of Virginia.
- JAMES William & Horace KALLEN (1911), *Some Problems of Philosophy : a Beginning of an Introduction to Philosophy*, London, Longmans, Green, and Co
- JOAS Hans (1993), *Pragmatism and Social Theory*, Chicago, The University of Chicago Press.
- JOSEPH Isaac (1984), *Le Passant considérable. Essais sur la dispersion de l'espace public*, Paris, Librairie des Méridiens.
- JOSEPH Isaac (2007), *L'Athlète moral et l'enquêteur modeste*, Paris, Economica.
- KALLEN Horace (1927), « Fascism : For the Italians », *New Republic*, 49 (12 janvier 1927), p. 207-213.
- KLOPPENBERG James T. (1988), *Uncertain Victory : Social Democracy and Progressivism in European and American Thought, 1870-1920*, Oxford, Oxford University Press.
- KLOPPENBERG James T. (1998), *The Virtues of Liberalism*, Oxford, Oxford University Press.
- KOOPMAN Colin (2005), « William James's Politics of Personal Freedom », *Journal of Speculative Philosophy*, 19 (2), p. 175-186.
- KOOPMAN Colin (2017), « The Will, the Will to Believe, and William James : An Ethics of Freedom as Self-Transformation », *Journal of the History of Philosophy*, 55 (3), p. 491-512.
- LAPOUJADE David (1997), *William James, empirisme et pragmatisme*, Paris, Les Empêcheurs de penser en rond.
- LASCH Christopher (1958), « The Anti-Imperialists, the Philippines, and the Inequality of Man », *Journal of Southern History*, 24 (3), p. 319-331.
- LIPPMANN Walter (1910), « An Open Mind : William James », *Everybody's Magazine*, 23 (décembre 1910), p. 800-801.

- LIPPMANN Walter (1928), « The Political Equivalent of War », *The Atlantic Monthly*, 142 (2) (août 1928), p. 181-187.
- LIVINGSTON Alexander (2012), « Excited Subjects : William James and the Politics of Radical Empiricism », *Theory & Event*, 15 (4). En ligne : (http://muse.jhu.edu/journals/theory_and_event/summary/v015/15.4.livingston.html).
- LIVINGSTON Alexander (2013), « Stuttering Conviction : Commitment and Hesitation in James's Oration to Robert Gould Shaw », *Contemporary Political Theory*, 12 (4), p. 255-276.
- LIVINGSTON Alexander (2016), *Damn Great Empires ! William James and the Politics of Pragmatism*, New York, Oxford University Press.
- LIVINGSTON Alexander (2018), « In Search of a Moral Equivalent of War », *William James Studies*, 14 (1), p. 84-91.
- LODGE Henry Cabot (1895), « England, Venezuela, and the Monroe Doctrine », *North American Review*, 160, p. 651-658.
- MACGILVRAY Eric (2005), *Reconstructing Public Reason*, Cambridge, Mass., Harvard University Press.
- MACGILVRAY Eric (2017), « Book Review : *Damn Great Empires ! William James and the Politics of Pragmatism*, by Alexander Livingston. New York : Oxford University Press, 2016 », *Political Theory*, 47 (1), p. 138-141.
- MADRELIEUX Stéphane (2014), « Pluralism without Pragmatism : Deleuze and the Ambiguities of the French Reception of James », in S. Bowden, S. Bignall & P. Patton (eds), *Deleuze and Pragmatism*, New York et Londres, Routledge, p. 89-104.
- MADRELIEUX Stéphane (2022), *La Philosophie comme attitude*, à paraître.
- MALACHUK Daniel S. (2000), « "Loyal to a Dream Country" : Republicanism and the Pragmatism of William James and Richard Rorty », *Journal of American Studies*, 34, p. 89-113.
- MANICAS Peter T. (1982), « John Dewey : Anarchism and the Political State », *Transactions of the Charles S. Peirce Society*, 18 (2), p. 133-158.
- MAROU PAS Nikos (2015), *Pragmatisme : une philosophie anarchiste ? Une généalogie : Proudhon, Bakounine, James, Dewey*, Thèse de doctorat en philosophie, Université Paris Ouest Nanterre La Défense.
- MILLER Joshua (1997), *Democratic Temperament : The Legacy of William James*, Wichita, University Press of Kansas.
- MILLER Stuart Creighton (1982), « Benevolent Assimilation » : *The American Conquest of the Philippines, 1899-1903*, New Haven, Yale University Press.
- MYERS Ella (2018), « Beyond the Psychological Wage : Du Bois on White Dominion », *Political Theory*, 47 (1), p. 6-31.
- NELSON Bruce C. (1988), *Beyond the Martyrs : A Social History of Chicago's Anarchists, 1870-1900*, New Brunswick, NJ, Rutgers University Press.
- OTTO Max C. (1943), « On a Certain Blindness in William James », *Ethics*, 53 (3), p. 184-191.

- PEREIRA Irène (2016), *Le Pragmatisme critique. Action collective et rapports sociaux*, Paris, L'Harmattan.
- PERRY Ralph Barton (1935), *The Thought and Character of William James*, Londres, Humphrey Milford et Oxford University Press.
- PITTS Jennifer (2017), « "That Hippopotamus the American People" : Livingston's *Damn Great Empires* ! », *Theory & Event*, 20 (3), p. 861-866.
- REICHERT William O. (1976), « The Melancholy Political Thought of Morrison I. Swift », *The New England Quarterly*, 49 (4), p. 542-558.
- RICHARDSON Robert D. (2007), *William James : In the Maelstrom of American Modernism*, New York, Houghton Mifflin Company.
- RIIS Jacob A. (1890), *How the Other Half Lives : Studies Among the Tenements of New York*, New York, Charles Scribner's Sons.
- ROOSEVELT Theodore (1899), *The Strenuous Life : Essays and Addresses*, New York, The S. S. McClure Co/The Century Co (il existe une traduction ancienne de ce livre sous le titre *La Vie intense*, Paris, Flammarion, 1903).
- ROOSEVELT Theodore (1900), *The Winning of the West*, New York, G. P. Putnam's Sons.
- SEIGFRIED Charlene Haddock (1995), « The Feminine-Mystical Threat to Masculine-Scientific Order », in Id., *Pragmatism and Feminism : Reweaving the Social Fabric*, Chicago The University of Chicago Press, p. 111-141.
- SKLAR Martin J. (1988), *The Corporate Reconstruction of American Capitalism, 1890-1916 : The Market, the Law, and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press.
- STAFFORD William T. (1953), « Emerson and the James Family », *American Literature*, 24 (4), p. 433-461.
- STAVO-DEBAUGE Joan (2021), « John Dewey et les questions raciales. À propos de la controverse actuelle sur "Racial Prejudice and Friction" » (et quelques autres textes) », *Pragmata*, 5 (à par.)
- STEWART William K. (1928), « The Mentors of Mussolini », *American Political Science Review*, 22, p. 843-869.
- STROUD Scott R. (2009), « William James on Meliorism, Moral Ideals, and Business Ethics », *Transactions of the Charles S. Peirce Society*, 45 (3), p. 378-401.
- SULLIVAN Shannon (2006), *Revealing Whiteness*, Bloomington, Indiana University Press.
- SWIFT Morrison I. (1899), *Imperialism and Liberty*, Los Angeles, The Ronbroke Press.
- SWIFT Morrison I. (1905), *Human Submission*, Philadelphie, The Liberty Press.
- SWIFT Morrison I. (1927), *The Evil Religion Does*, Boston, The Liberty Press.
- TALISSE Robert B. (2013), *Pluralism and Liberal Politics*, New York et Londres, Routledge.

- TARVER Erin C. & Shannon SULLIVAN (eds) (2015), *Feminist Interpretations of William James*, University Park, Penn., The Pennsylvania State University Press.
- THRONTVEIT Trygve (2014), *William James and the Quest for an Ethical Republic*, New York, Palgrave Macmillan.
- TOMPKINS E. Berkeley (1970), *Anti-Imperialism in the United States : The Great Debate, 1890-1920*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press.
- TWAIN Mark (1905/1923), « The War Prayer », repris in Id., *Europe and Elsewhere*, New York, Harper & Brothers Publishers.
- WACHTELL Cynthia (2013), « Ernest Howard Crosby's "Swords and Plowshares" : A Lost Anti-Imperialism, AntiMilitarism, and Anti-War Classic », *South Central Review*, 30 (1) (numéro spécial « Anti-Imperialist Traditions in U.S. Literature and Culture »), p. 133-154.
- WELCH Richard E. Jr. (1979), *Response to Imperialism : The United States and the Philippine-American War, 1899-1902*, Chapel Hill, University of North Carolina Press.
- WELLS Herbert George (1898), *The War of the Worlds*, Londres, William Heinemann.
- WEST Cornel (1989), *The American Evasion of Philosophy : A Genealogy of Pragmatism*, Madison, University of Wisconsin Press.
- WEYL Walter (1921), *Tired Radicals & Other Papers*, New York, B. W. Huebsch, Inc.
- WILLIAMS William Appleman (2006), *Empire as a Way of Life : An Essay on the Causes and Character of America's Present Predicament Along with a Few Thoughts about an Alternative*, Brooklyn, IG Publishing (1^{re} édition, 1980).
- WOLTERS Raymond (2002), *Du Bois and His Rivals*, Columbia, University of Missouri Press.
- WOODBERRY George Edward (1899), « Democracy », in Id., *Heart of Man*, New York, Macmillan, p. 211-262.
- WOODCOCK George & Ivan AVAKUMOVIC (1949), *The Anarchist Prince : A Biographical Study of Peter Kropotkin*, Londres, T. V. Boardman.
- WYCKHOFF Walter A. (1898), *The Workers : An Experiment in Reality*, New York, Charles Scribner's Sons.
- ZWICK Jim (2013), *Confronting Imperialism : Essays on Mark Twain and the Anti-Imperialist League*, West Conshohocken, Pa., Infinity Publishing.

NOTES

1 Depuis, les œuvres de William James ont été rassemblées aux Presses de l'Université de Harvard, dans la collection *The Works of William James*, voir en particulier les *Essays, Comments, and Reviews* (1987) ou les *Manuscript Lectures* (1988), édités par Ignas K. Skrupskelis, lequel est également responsable, avec Elizabeth M. Berkeley, de la *Correspondence of William James* (1992-2004).

2 On retrouve un argument similaire, d'intégration des préoccupations sociales et politiques de James avec sa métaphysique et son épistémologie dans le livre de George Cotkin, *William James : Public Philosopher* (1990), dans le chapitre « The Politics of Pragmatism ». Cotkin développe également une réflexion sur le discours de l'héroïsme de James, à l'encontre du risque d'une féminisation de la société américaine.

3 Le programme (*platform*) de l'American Anti-Imperialist League (1899) contenait la profession de foi suivante : « Nous estimons que la politique dite impérialiste est hostile à la liberté et tend vers le militarisme, un mal dont nous avons eu la gloire d'être libres. Nous regrettons qu'il soit devenu nécessaire dans le pays de Washington et de Lincoln de réaffirmer que tous les hommes, quelle que soit leur race ou leur couleur, ont droit à la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur. Nous soutenons que les

gouvernements tirent leurs justes pouvoirs du consentement des gouvernés. Nous insistons sur le fait que l'assujettissement de tout peuple est une "agression criminelle" et une déloyauté ouverte envers les principes distinctifs de notre gouvernement. Nous condamnons sincèrement la politique de l'actuelle Administration Nationale dans les Philippines. Elle cherche à éteindre l'esprit de 1776 dans ces îles. Nous déplorons le sacrifice de nos soldats et marins, dont la bravoure mérite l'admiration, même dans une guerre injuste. Nous dénonçons le massacre des Philippins comme une horreur inutile. Nous protestons contre l'extension de la souveraineté américaine par des méthodes espagnoles. »

4 L'expression « thérapie de la volonté générale » n'est sans doute pas très bien choisie, elle a un accent rousseauiste et unanimiste qui sied mal à James.

5 L'usage du mot « live » par James renvoie vraisemblablement au « revival » évangélique, et à ses pasteurs friands de cérémonies religieuses qu'ils tenaient en plein air ou sous chapiteau.

6 On a ainsi le James d'Isaac Joseph qui a fait le lien entre pluralisme du patchwork du monde (Lapoujade, 1997) et hybridation des expériences urbaines, scrutées par la sociologie de Chicago, et qui a cultivé le « caractère ambulatoire » d'une pensée de

l'inachevé et de l'incertitude (Joseph, 1984). On peut invoquer le James des réseaux latouriens qui entre en résonance avec Gabriel Tarde, Alfred North Whitehead ou Étienne Souriau, celui, par exemple, qu'Antoine Hennion (2015) met à l'œuvre dans sa réflexion sur les attachements et les engagements vis-à-vis de « *pragmata in the making* ». Ou encore, le James des revues *Cosmopolitiques* et *Multitudes*, ou enfin, le James du Groupe d'études constructivistes, le GECO de Bruxelles, autour d'Isabelle Stengers ou de Didier Debaise (2008). Et plus récemment, différentes tentatives francophones, toujours, de tricoter ensemble pragmatisme et anarchisme et d'élaborer une politique à partir de James, Nikos Maroupas (2015) qui s'y est attaché dans une thèse de philosophie et Irène Pereira (2016) dans un petit livre sur le pragmatisme critique.

7 Il s'agissait de la première sculpture à la mémoire de la Guerre civile, qui représentait une unité en son entier. Le 54^e était exclusivement noir, mis à part le colonel Shaw, abolitionniste notoire, qui le menait au combat. Il était célèbre pour avoir encouragé ses hommes à refuser leur solde tant qu'elle n'était pas égale à celle des soldats blancs. Il avait été tué, avec plusieurs dizaines de soldats, lors de l'assaut de Fort Wagner qui gardait le port de Charleston, Caroline du Sud, le 18 juillet 1863. Le général Johnson Hagood avait, par représailles, fait enterrer le corps de Shaw dans la tombe collective, au lieu de le remettre à sa famille, mais

son père avait écrit au chirurgien du régiment : « Nous ne voudrions pas que son corps soit retiré de l'endroit où il repose, entouré de ses braves et dévoués soldats. [...] Nous ne pouvons pas imaginer un lieu plus saint que celui où il repose, parmi ses hommes, braves et dévoués, ni lui souhaiter une meilleure compagnie – quelle garde rapprochée il a ! » James, dont le jeune frère, Garth Wilkinson, avait servi comme officier au 54^e, avec deux des fils de Frederick Douglass, et avait été blessé à la bataille, fut invité à prononcer une oraison lors de l'inauguration du monument au Boston Music Hall – juste avant une intervention de Booker T. Washington.

8 La première occurrence en serait dans une lettre de Jefferson à George Rogers Clark, le 25 décembre 1780 : « Nous réaffecterons par notre propre Pays une branche du commerce que les États européens ont jugé digne des luttes et des sacrifices les plus importants, et dans l'éventualité d'une paix [soit la fin à la Révolution américaine] [...] nous formerons pour l'Union américaine une barrière contre l'extension dangereuse de la Province britannique du Canada et ajouterons à l'Empire de la Liberté un pays étendu et fertile [à commencer par l'achat de la Louisiane en 1803], convertissant ainsi de dangereux Ennemis en amis précieux. »

9 Ce rejet de l'absolutisme a des implications sur la recherche d'informations en marge de la propagande gouvernementale et

médiatique. Elizabeth (Bessie) Glendower Evans, à qui James écrit « Damn Great Empires! », deviendrait une leader nationale des milieux réformateurs: membre de la Boston Women's Trade Union League, de la Commission du Massachusetts pour un salaire minimum, de la Ligue des consommateurs, à l'avant-garde de la réforme des écoles, elle est surtout connue comme militante pour le suffrage féminin, déléguée au Congrès des femmes pour la Paix de La Haye, fondatrice du Woman's Peace Party et plus tard de l'American Civil Liberties Union. Evans et son amie Lucy Fuller, responsable de la Société d'information sur les Philippines (Philippine Information Society), s'inscriraient par la suite aux cours de James et sans doute de Royce. On découvre dans une lettre adressée à James le 2 mars 1901 (*Correspondence* : 9.429-430) que celle-ci projette un voyage aux Philippines, où elle compte retrouver « mon petit ami philippin, Sixto Lopez, qui, je l'espère, sera de retour cet été » et dont « la sœur [Clemencia] viendrait à Manille et resterait avec moi. Je suppose que je pourrai l'accompagner et rendre visite aux gens de son peuple dans leur propre maison [sous-entendu : et pas seulement à des « spécimens sélectionnés qui ont été européanisés »]. »

Ce Señor López est absent du livre de Livingston et des commentaires de James auxquels nous avons eu accès. C'est pourtant un personnage intéressant, qui a eu une place clef dans la sensibilisation des milieux

anti-impérialistes à la situation philippine. Sixto López, proche de José Rizal (héros de la Révolution philippine, exécuté par les Espagnols en 1896), était exilé à Boston où il invitait les membres de la Ligue anti-impérialiste à ne pas voir la politique impérialiste du seul point de vue des États-Unis, mais aussi de celui des Philippines. Un exercice de pluralisme politique. López, après la mort de Rizal, avait été nommé secrétaire de la commission diplomatique de la République des Philippines. Il était l'émissaire du président Emilio Aguinaldo chargé d'obtenir de Washington la reconnaissance de son nouvel État (les Philippines avaient été cédées par l'Espagne aux États-Unis par le Traité de Paris du 6 février 1899). Trois de ses frères (Lorenzo, Cipriano et Manuel) sont emprisonnés le 13 décembre 1901, et leur jeune sœur Clemencia López vient aux États-Unis en 1902 pour défendre leur cause (elle séjourne chez la sœur de Fiske Warren, Cornelia Lyman Warren, qui crée la College Settlement Association en 1889 avec Emily Greene Balch, Katharine Coman et Vida Scudder et qui achète le lieu qui deviendra Denison House en 1892). Avec son frère, ils enrôlent Louis Brandeis contre le risque de déportation de Sixto vers l'île de Guam par le Général Arthur MacArthur (Eyot, 1904). Frances Rollins Morse, une amie commune d'Evans et de James, raconte à ce dernier un dîner en compagnie du même Lopez à la maison de Henry Lee Higginson (lettre du 15 novembre 1900.

Correspondence: 9.359). Elle le décrit comme un « gentleman philippin », l'un de ses principaux « informateurs » qui dément tout ce que les « naturalistes, ethnologues & marchands » ont pu dire sur le niveau d'éducation des Philippins. « Il semblait presque incroyable que quelqu'un pût avoir assez de *self control* pour venir dans le pays même qui abattait ses compatriotes et en parler sans indignation (visible). » Morse décrit le malaise du dîner de ce 15 novembre 1900: « D'une certaine façon, c'était une soirée plutôt pénible (et je crains qu'elle n'ait été pénible à la fois pour le Señor Lopez et pour Henry). On aurait dit que, d'un seul coup, notre cher pays, confronté à l'humiliation & au déshonneur de ses méfaits, persistait après qu'ils eurent été mis en lumière; et qu'un homme seul, parlant à un groupe d'étrangers, dans leur propre maison, & prospères au point d'en être un peu sourds et aveugles, qu'un homme parlant dans une langue étrangère, difficile, sentait, à mesure qu'il avançait, ce frisson de doute dans son auditoire... »

« On a Certain Blindness in Human Beings » (James, 1899a)! Ce que ces personnes entrevoient, à l'encontre de la politique impérialiste, à une époque où l'ethnographie est encore balbutiante, c'est la possibilité d'accéder à l'expérience d'étrangers et de découvrir ce qui compte pour eux, leurs joies et leurs peines, la possibilité de respecter aussi leur désir de liberté. Dans les interactions entre Morse ou Evans et Lopez s'éprouve le droit des peuples à

disposer d'eux-mêmes, contre les exhortations d'un Rudyard Kipling (il publie « The White Man's Burden », paru dans *The Times* le 4 février 1899 et rapidement repris, en particulier par le *McClure's Magazine*, à quoi Mark Twain réplique par « To the Person Sitting in Darkness », dans la *North American Review*, en février 1901). Elizabeth G. Evans se réjouit dans sa lettre du 2 mars 1901 « des opportunités plutôt inhabituelles de me rapprocher des Philippins. Je pense vraiment que le plus grand risque que je cours serait, comme tant d'autres Américains, de succomber à la doctrine du fardeau de l'homme blanc (*White Man's Burden doctrine*). Jouer le rôle de la Divine Providence vis-à-vis de ceux que nous nous plaçons à appeler un peuple inférieur semble captiver tous les Anglo-Saxons. » Ces diverses expériences de ses proches ont dû compter dans l'enrichissement de la sensibilité pluraliste de James.

10 Horace Kallen, « Remembering William James » (1942) in *Commemoration of William James 1842-1942* – essais écrits en vue d'un panel de l'American Political Science Association en 1943, qui finalement n'a jamais eu lieu (DGE : 4).

11 James, dans « What Makes a Life Significant » (1899), cite Wyckoff pour « tester par les faits la déification par Tolstoï du simple travailleur manuel ». Il le cite : « Nous sommes des hommes ignorants, mais il y a une chose que nous voyons clairement, c'est que nous avons vendu notre

travail là où nous pouvions le vendre le plus cher, et que notre employeur l'a acheté là où il pouvait l'acheter le moins cher. Il a payé cher, et il doit obtenir tout le travail qu'il peut ; et, par un instinct puissant qui nous tient, nous lui en donnerons le moins possible. Dans un travail comme le nôtre, il nous semble que tous les éléments qui constituent la noblesse du travail ont été éliminés. Nous ne ressentons aucune fierté personnelle à son progrès, ni aucune communauté d'intérêts avec notre employeur. Il n'y a rien de la joie de la responsabilité, aucun sens de réalisation, juste la terne monotonie d'un labeur accablant, l'attente du signal de fin de travail et de notre salaire à la fin de la journée. » Il a conscience de la réduction de ceux que l'on ne comprend pas au statut d'« automates gesticulants », mais a du mal à rapporter les préjugés croisés entre riches et pauvres à des dynamiques sociales plus générales.

12 Kropotkine avait eu pour points de chute Harvard à Boston et Hull House à Chicago. Sur Kropotkine à Harvard, cf. Woodcock & Avakumovic (1949 : 274-284) ; et sur sa venue à Hull House : Addams (1910 : 402-404).

13 *The New Republic*, qui avait été le phare de la conscience progressiste, accueillait ce type d'interprétations à la fin des années 1920 : Charles Beard, 1929, « Review of *Making the Fascist State* by Herbert W. Schneider », *New Republic* (23 janvier 1929), p. 277-278 – où Beard parle d'« expérimentation fascinante » à propos du fascisme ;

Anonyme, « An Apology for Fascism », *New Republic*, 49 (12 janvier 1927), p. 207-209 – éditorial probablement rédigé par Herbert Croly (Diggins, 1966 : 497, note 442) – et qui accompagne un court texte d'Horace Kallen : « Fascism : For the Italians », *New Republic*, 49 (12 janvier 1927), p. 207-213. Lothrop Stoddard, dans *Harper's Magazine*, « Realism : The True Challenge of Fascism », CLV, p. 578-583 (octobre 1927), voyait dans le « réalisme politique » du fascisme une extension de l'attitude expérimentale du pragmatisme américain. En 1938, Kallen est revenu depuis longtemps de ses enthousiasmes et écrit « Mussolini, William James, and the Rationalists », *Social Frontier*, 4, 35, p. 253-256 – où il cite Sidney Hook parlant de « légende qui a complètement explosé ». Perry lui-même avait mené l'enquête en écrivant directement à Mussolini, Papini et Prezzolini et était arrivé à la même conclusion. On peut noter que Dewey s'est très tôt démarqué par sa lecture en termes d'absolutisme social (« Social Absolutism », 1921, *New Republic*, 25, p. 315-318, repris in MW.13.314-315) : « Les variétés d'absolutisme social ne sont pas épuisées dans le droit divin des rois, ni dans le prussianisme dont nous nous étions dits que nous nous battions pour le détruire. Les idées sont capables d'être protéiformes. À l'heure actuelle, il existe une forme militante active de cette philosophie d'un seul mouvement dans l'histoire et d'une seule loi dans la société, ancrée en Russie. » Il se démarquait aussi des conceptions fasciste et

léniniste de la planification dans *Le Public et ses problèmes* (Dewey, 1927 : LW.2.360) : « Les disciples de Lénine et de Mussolini rivalisent avec les capitaines de la société capitaliste en s'efforçant de susciter une formation de dispositions et d'idées qui conduiront à un but préconçu. S'il y a une différence, c'est que les premiers procèdent de manière plus consciente. Une méthode sociale expérimentale se manifesterait probablement en premier lieu par l'abandon de cette notion. »

14 On pourra lire « American Pragmatism and German Thought : A History of Misunderstandings » de Hans Joas (1993, chap. 4) sur la réception nationale-socialiste du pragmatisme par Arnold Gehlen ou Eduard Baumgarten, dont l'interprétation par ce dernier de la croyance (*Glaube*) ou du leadership (*Führung*) selon James (Joas, 1993 : 110).

15 Livingston mentionne l'espèce d'ennui et de dégoût que James a ressenti dans « l'atmosphère de succès » de Chautauqua, lors de sa visite en 1896 (DGE : 95-97). Chautauqua était un haut-lieu de l'éducation, de la culture et du loisir, un énorme camp d'été annuel de formation, de réflexion et développement de soi pour progressistes. Le commentaire de James en dit long sur son désir d'intensité : « Ouf ! quel soulagement ! Maintenant, vite, quelque chose de primordial et de sauvage, même si c'est aussi grave qu'un massacre

arménien [sic], pour remettre les pendules à l'heure ! Cet ordre est trop apprivoisé, cette culture de second ordre, cette bonté trop peu inspirante. Ce drame humain sans méchant, ni sensation, cette communauté si raffinée que la crème glacée à l'eau gazeuse est la plus grande offrande qu'elle puisse faire à la brute animale en l'homme ; cette ville qui mijote sous le soleil tiède du bord du lac, cette atroce innocence de toutes choses [y compris les « fontaines d'eau de Seltz »], je ne peux les supporter. Laissez-moi tenter à nouveau ma chance dans le grand monde extérieur, avec tous ses péchés et ses souffrances. Il y a là des gouffres et des sommets, des précipices et des idéaux abrupts, les lueurs du terrible et de l'infini ; et il y a mille fois plus d'espoir et d'aide qu'à ce degré zéro, dans cette quintessence de toute médiocrité. » (James, 1899b : 270-271). L'Utopie d'une civilisation faite de « sécurité, d'intelligence, d'humanité et d'ordre » n'est pas du goût de James...

16 Ces « personnes dont l'existence n'est guère plus qu'une série de zigzags, car c'est tantôt une tendance, tantôt une autre qui prend le dessus. Leur esprit est en guerre avec leur chair, ils souhaitent des choses incompatibles, leurs pulsions rebelles interrompent leurs plans les plus délibérés, et leur vie est un long drame de repentances et d'efforts pour réparer délits et erreurs. » (James, 1902 : 169).

RÉSUMÉS

RÉSUMÉS / ABSTRACTS / RESUMENES

Cédric Terzi

Comment peut-on établir des faits par l'image ? Pour une critique pragmatiste de l'attestation visuelle

Cet article explore quelques difficultés qui contrarient l'ambition d'établir des faits par l'observation. Depuis la formulation de la conception pragmatiste de l'enquête par Dewey, le préjugé réaliste s'est effondré. Il a été remplacé par un *préjugé sceptique*, lequel jette par principe le soupçon sur toute prétention à établir un fait à partir d'une perspective située, que ce soit celle d'un reporter, d'un témoin oculaire ou d'un preneur d'images. Comment redéployer une démarche pragmatiste pour répondre à ce défi sceptique ? Je procéderai en partant du cas du tribunal chargé de juger les actes de violence policière sur Rodney King, en 1991, qui avaient été enregistrés sur une bande vidéographique. Contre toute attente, la disponibilité de ce film n'a simplifié ni l'enquête, ni le jugement. Au contraire, elle a ouvert un questionnement sur le rapport que nous entretenons aux images et sur la manière dont nous pouvons les mobiliser pour établir des faits. Je conclurai par une critique de la réification des images. Je montrerai qu'une perspective pragmatiste est seule à même de contrer le soupçon qui annihile leur force d'attestation, tout en ouvrant l'espace d'une critique qui, loin d'interdire de recourir aux images pour établir des faits, servira d'aiguillon pour relancer la dynamique des enquêtes et l'organisation des expériences publiques.

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; ENQUÊTE ; FAITS ; IMAGES ; VIOLENCES POLICIÈRES ; AFFAIRE RODNEY KING.

How Can Facts Be Established by Images? For a Pragmatist Critique of Visual Attestation

This article examines some of the obstacles that hamper the ambition to establish facts by way of observation. Since Dewey first formulated his pragmatist concept of inquiry, the realist bias has collapsed and been replaced by a *skeptic bias* which, as a matter of principle, will be suspicious of any attempt at establishing a fact from a situated perspective, whether it be that of a reporter, an eyewitness, or a photographer. How can a pragmatist approach be redeployed to tackle this skeptical challenge? I took as a starting point the case of the court that was tasked with judging police brutality against Rodney King in 1991. That scene was videotaped, but against all expectations, the availability of this tape failed to facilitate either the investigation or the verdict. On the contrary, it opened a debate on our relationship to images and how we rely on them to establish facts. I conclude in favor of a critique of the reification of images. Only a pragmatist perspective may efficiently counter the suspicion that currently annihilates their evidential power, whilst opening up a space for a critique which – far from banning reliance on images to establish facts – will spur a revival of the dynamics of inquiries and the organization of public experiences.

KEYWORDS: PRAGMATISM; INQUIRY; FACTS; IMAGES; POLICE BRUTALITY; RODNEY KING CASE.

¿Cómo podemos establecer hechos a través de la imagen? Por una crítica pragmatista de la atestación visual

Este artículo explora algunas de las dificultades que frustran la ambición de establecer hechos mediante observación. Desde la formulación de la concepción pragmatista de la investigación de Dewey, el prejuicio realista se ha derrumbado, para ser sustituido por un prejuicio escéptico que, por principio, sospecha sobre cualquier pretensión de establecer un hecho desde una perspectiva situada, ya sea la de un reportero, la de un testigo ocular o la de un captador de imágenes. ¿Cómo desarrollar nuevamente un enfoque pragmatista para responder a este desafío escéptico? Mi punto de partida es el caso del tribunal que juzgó los actos de violencia policial contra Rodney King en 1991, que fueron grabados en video. Contra todo pronóstico, la disponibilidad de esta película no simplificó ni la investigación ni el juicio. Por el contrario, ha abierto interrogantes sobre nuestra relación con las imágenes y cómo podemos movilizarlas para establecer hechos. Mi conclusión es una crítica a la reificación de las imágenes. Sólo una perspectiva pragmatista puede contrarrestar la sospecha que destruye su poder de atestación, abriendo al mismo tiempo el espacio de la crítica que, lejos de prohibir el uso de las imágenes para establecer los hechos, servirá de impulso para relanzar la dinámica de las investigaciones y la organización de experimentos públicos.

PALABRAS CLAVE: PRAGMATISMO; INVESTIGACIÓN; HECHOS; IMÁGENES; VIOLENCIA POLICIAL; CASO RODNEY KING.

Apprendre à apprendre : vers une pédagogie de la créativité ? John Dewey, le Bauhaus et le Black Mountain College

Que pouvons-nous apprendre des expérimentations pédagogiques menées à l'école allemande du Bauhaus (1919-1933), puis au Black Mountain College en Caroline du Nord, à partir de 1933 ? Les positions de John Dewey sur l'éducation et l'enseignement apportent un éclairage sur les affinités de ces établissements, à la fois entre eux et avec une conception pragmatiste de la pédagogie, centrée sur l'expérience. En mettant en parallèle ces approches distinctes, cet article insiste sur leur attention commune aux contextes sociaux et aux conditions écologiques de l'apprentissage, à différentes échelles. Cette attention met en évidence le lieu physique de l'enseignement, c'est-à-dire les bâtiments de l'école, mais aussi la transformation profonde des expériences individuelles et collectives dans le contexte élargi de l'industrialisation et de l'urbanisation (Gropius, Rice). L'intérêt pour une éducation intégrée de la vision et pour l'articulation subtile des échelles (Moholy-Nagy, Albers) nourrit l'apprentissage de la conception architecturale, de la ville et du paysage (Meyer). Forme, composition et mouvement sont abordés sous l'angle de la manipulation active et de la créativité, au fil conducteur de l'expérience saisie comme processus. Ces tentatives offrent un écho direct aux perspectives pragmatistes. Elles peuvent inspirer nos programmes de formation contemporains en faveur d'une pédagogie décloisonnée et appliquée, traversant les frontières disciplinaires aussi bien que les distinctions dualistes héritées des académies.

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; ÉDUCATION ; PÉDAGOGIE ; CRÉATIVITÉ ; BAUHAUS ; BLACK MOUNTAIN COLLEGE.

Olivier Gaudin

Learning to Learn: Toward a Pedagogy of Creativity? John Dewey, the Bauhaus and the Black Mountain College

What can we learn from the pedagogical experiments undertaken at the Bauhaus in Germany (1919-1933), then at Black Mountain College in North Carolina, from 1933 onwards? John Dewey's positions on education and teaching shed light on the affinities of these institutions, both with each other and with a pragmatist view of pedagogy, centered on experience. By drawing a parallel between these distinctive approaches, this paper emphasizes their common attention to the social contexts and ecological conditions of learning at different scales. Beyond the physical setting of the school itself, this awareness highlights the profound transformation of individual and collective experiences within the broader context of industrialization and urbanization (Gropius, Rice). The interest for an integrated education of vision and for the subtle articulation of ladders (Moholy-Nagy, Albers) nourishes the learning of architectural, urban and landscape design (Meyer). Form, composition and movement are approached from the perspective of active manipulation and creativity, based on the experience understood as a continuous process. These attempts offer a direct echo to pragmatist views. They can inspire our contemporary training programs in favor of a departitioned and applied pedagogy, crossing both disciplinary boundaries and dualistic distinctions inherited from academic institutions.

KEYWORDS: PRAGMATISM; EDUCATION; PEDAGOGY; CREATIVITY; BAUHAUS; BLACK MOUNTAIN COLLEGE.

Olivier Gaudin

Aprender a aprender: ¿hacia una pedagogía de la creatividad? John Dewey, el Bauhaus y el Black Mountain College

¿Qué podemos aprender de los experimentos pedagógicos llevados a cabo en la escuela alemana Bauhaus (1919-1933), y luego en el Black Mountain College de Carolina del Norte, a partir de 1933? Las posiciones de John Dewey sobre la educación y la enseñanza nos informan sobre las afinidades de estas instituciones, tanto entre sí como con una concepción pragmatista centrada en la experiencia de la pedagogía. Al establecer un paralelismo entre estos distintos enfoques, este artículo subraya la atención común puesta en los contextos sociales y las condiciones ecológicas del aprendizaje a diferentes escalas. Además de la ubicación física de la escuela, esta atención pone de manifiesto la profunda transformación de las experiencias individuales y colectivas en el contexto más amplio de la industrialización y la urbanización (Gropius, Rice). El interés por una educación integrada de la visión y la articulación sutil de las escalas (Moholy-Nagy, Albers) alimenta el aprendizaje del diseño arquitectónico, urbano y paisajístico (Meyer). La forma, la composición y el movimiento se abordan desde la perspectiva de la manipulación activa y la creatividad, centrándose en la experiencia como proceso. Estas tentativas ofrecen un eco directo a las perspectivas pragmatistas. Pueden inspirar planes de formación contemporáneos para una pedagogía descompartimentada y aplicada, superando las fronteras de las disciplinas.

PALABRAS CLAVE: PRAGMATISMO; EDUCACIÓN; PEDAGOGÍA; CREATIVIDAD; BAUHAUS; BLACK MOUNTAIN COLLEGE.

**Les victimes du terrorisme comme public de citoyens affectés.
Sur la mobilisation des victimes des attentats du 11 mars
2004 à Madrid**

La principale association de victimes créée à la suite des attentats du 11 mars 2004 à Madrid se présente officiellement comme un collectif de citoyens « affectés » par le terrorisme plutôt que de « victimes ». Prenant au sérieux cette distinction sémantique, cet article propose d'en expliciter les enjeux sociaux et politiques en prenant appui sur la théorie des publics de John Dewey. Dans un premier temps, on montre en quoi le discours par lequel les dirigeants de l'association justifient ce choix terminologique fait écho à la façon dont John Dewey concevait un public, au sens politique du terme. Les publics constituant pour lui la base même de la vie démocratique, on en vient ensuite, dans un second temps, à expliciter le souci démocratique qui sous-tend le combat de cette association, souci qui se traduit en particulier par un refus de considérer les personnes tuées dans les attentats du 11 mars comme des héros. En replaçant la création de cette association dans un contexte plus large, on finit par voir que ce souci qui la caractérise en tant que public de citoyens « affectés » procède, par-delà le choc des attentats, du réinvestissement d'engagements préalables, en particulier dans les mouvements d'opposition à la guerre en Irak. Cet article peut ainsi se lire, au total, comme une démonstration de ce que la pensée de John Dewey apporte à l'analyse des mobilisations de victimes.

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; MOBILISATION ; VICTIMES ; TERRORISME ; PUBLIC ; ATTENTATS DU 11 MARS 2004 À MADRID.

Victims of Terrorism as a Public of Affected Citizens. On the Mobilisation of the Victims of the 11 March 2004 Attacks in Madrid

The main victims association created in the wake of the 3/11 2004 terrorist attacks in Madrid officially introduces itself as a collective of citizens “affected” by terrorism, rather than “victims”. Taking the semantic distinction seriously, this article aims to clarify the related social and political issues, based on John Dewey’s theory of the public. First, we show how the discourse used by the association’s leaders to justify their terminological choice echoes Dewey’s own conception of a public, in the political sense. Since the publics were, to him, at the very core of democratic life, we then explore the democratic concern underlying this organization’s struggle, one that causes them to refuse considering the persons who were killed in the 3/11 attacks as heroes. By replacing the creation of this association in a wider context, we eventually see that, notwithstanding the shock created by the attacks, this concern about a public of “affected” citizens has to do with some of their previous engagements, particularly in movements opposing the Iraq war. This article can therefore ultimately be read as a proof how Dewey’s thought can contribute to the study of victim mobilization.

KEYWORDS: PRAGMATISM; MOBILIZATION; VICTIMS; TERRORISM; PUBLIC; MADRID BOMBINGS (MARCH 11, 2004).

Las víctimas del terrorismo como público de ciudadanos afectados. Sobre la movilización de las víctimas de los atentados del 11 de marzo de 2004 en Madrid

La principal asociación de víctimas creada tras los atentados del 11 de marzo de 2004 en Madrid se presenta oficialmente como un colectivo de ciudadanos “afectados” por el terrorismo y no como “víctimas”. Tomando en serio esta distinción semántica, este artículo propone explicar las cuestiones sociales y políticas en juego, basándose en la teoría de los públicos de John Dewey. En primer lugar, muestra cómo el discurso utilizado por los dirigentes de la asociación, para justificar esta elección terminológica, resuena con la concepción de Dewey de un público en el sentido político del término. Porque los públicos son la base misma de la vida democrática para Dewey, la segunda parte del artículo explica la preocupación democrática que subyace a la lucha de la asociación, preocupación que se refleja en particular en su negativa a considerar héroes a los muertos en los atentados del 11 de marzo. Situando la creación de esta asociación en un contexto más amplio, terminamos viendo que esta preocupación, que la caracteriza como un público de ciudadanos “afectados”, proviene, más allá de la conmoción de los atentados, de la reactualización de compromisos anteriores, en particular en los movimientos de oposición a la guerra de Irak. Así, este artículo puede leerse, en su totalidad, como una demostración de lo que el pensamiento de John Dewey aporta al análisis de las movilizaciones de víctimas.

PALABRAS CLAVE: PRAGMATISMO; MOVILIZACIONES; VÍCTIMAS; TERRORISMO; PÚBLICOS; ATENTADOS DEL 11 DE MARZO DE 2004 EN MADRID.

La Nouvelle Orléans après Katrina : les relèves des publics de la reconstruction et leurs portées politiques

Ce texte porte sur les engagements des publics de la Nouvelle Orléans post Katrina : pour la sauver des eaux, puis la maintenir durablement à l'abri de leurs flots. D'un pas à l'autre leur problème aura glissé de la reconstruction de la ville à celui, plus ample, de la restauration de son assise deltaïque. Cette recherche, inspirée par l'approche pragmatiste du politique de John Dewey dans *Le Public et ses problèmes*, souscrit à sa dimension foncière d'émergence : il n'y a pas de publics sans problèmes. Mais l'évidence écrasante du trouble initial invite à suivre les efforts des publics en vue d'institutionnaliser la relève des problèmes qui les ont assaillis. Dans l'arène publique post Katrina, les luttes qui ont scellé le retour des habitants dans leurs quartiers auront dramatisé les débats. En apprenant à porter leurs causes, à travers leur engagement, les membres de ces collectifs ont fortifié leur intelligence politique. En conclusion d'une enquête – moins sur que *dans* le sillage des enquêtes de ces publics – on situera ce que notre terrain nous a appris dans le compas de la littérature consacrée aux mobilisations environnementales. Dénî ? Résilience ? Catastrophisme ?

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; KATRINA ; LA NOUVELLE ORLÉANS ; APPROCHE DRAMATURGIQUE ; MOBILISATIONS ENVIRONNEMENTALES ; PUBLICS ÉMERGENTS.

Jean Samuel Bordreuil

Post Katrina's New Orleans Recovery and its Public: From the City to its Delta

What does the recovery of the city owe to the *taking over* of its rebuilding by its inhabitants? This text covers a tense period (2006-2011) of successive planning endeavors, at first stemming from grass roots and/or neighborhood initiatives, and later being endorsed more officially. I devote a particular attention to the last phase of this "Plandemonium", zooming in on the making of the city's Master Plan and describing the main stages where this process took place. In detailing the dramaturgical means by which the "public of the recovery" managed to bring its own takes on the issues it faced to an institutional repository, I emphasize their problem-solving ability, and stress its political dimension. Finally, to the extent that the solutions afforded by the city's recovery are left wanting given the ecological soundness of its very ground, the span of the publics' critical issue must be scaled up, transitioning from the city rebuilding to the restoration of its delta. Thus, we report on some lines of public endeavors addressing this problem in order to better counter pose what we have learned from New Orleans in the context of the literature about environmental mobilizations. All in all, rather than an inquiry *upon* inquiries, this text should be read as an inquiry *in the wake* of these public inquiries: in short, a way of properly inserting it within the pragmatist legacy to which it belongs.

KEYWORDS: PRAGMATISM; KATRINA; NEW ORLEANS; DRAMATURGICAL ANALYSIS; ENVIRONMENTAL MOBILIZATIONS; PUBLICS IN THE MAKING.

Jean Samuel Bordreuil

Nueva Orleans después de Katrina: los públicos de la reconstrucción, y sus alcances políticos

Este texto trata de los compromisos de los ciudadanos de Nueva Orleans post Katrina: por salvarla de las aguas y mantenerla permanentemente al abrigo de sus oleajes. De un paso a otro, su problema pasó de la reconstrucción de la ciudad a la cuestión más amplia de restaurar su base deltaica. Esta investigación, inspirada en el enfoque pragmatista de la política de John Dewey en *El público* y sus problemas, adhiere a su dimensión emergentista (no hay público sin problemas); pero la abrumadora evidencia de la perturbación inicial nos invita a seguir los esfuerzos de los públicos por institucionalizar la recuperación de los problemas que los acosan. En la arena pública posterior a Katrina, fueron las luchas que concretizaron el regreso de los residentes a sus barrios y que dramatizaron los debates. Al aprender a defender sus causas, a través de su compromiso, los miembros de estos colectivos reforzaron su inteligencia política. En la conclusión de una investigación -menos sobre que en la traza de las investigaciones sobre esos públicos- situaremos lo que nuestro trabajo de campo nos ha enseñado en el ámbito de la literatura sobre la movilización ambiental: ¿Negación? ¿Resiliencia? ¿Catastrofismo?

PALABRAS CLAVE: PRAGMATISMO; KATRINA; NUEVA ORLEANS; ENFOQUE DRAMATÚRGICO; MOVILIZACIONES AMBIENTALES; PÚBLICOS EMERGENTES.

ENTRETIEN / INTERVIEWS / ENTREVISTAS

Carole Gayet-Viaud, entretien avec Sandra Laugier et Albert Ogien

Du langage ordinaire et du savoir pratique à la démocratie : cheminement intellectuels croisés

Si beaucoup d'auteurs prônent le dialogue entre sociologie et philosophie, peu l'ont mis en œuvre de manière aussi concrète que Sandra Laugier et Albert Ogien. Dans leurs enquêtes sur la démocratie, ils font converger des héritages intellectuels pluriels afin d'éclairer les ressorts du jugement et de l'action (de l'expression à l'action collective), inscrivant leur réflexion à la croisée d'une sociologie de l'action et d'une philosophie du langage et du *care*, qui se renouvellent mutuellement. Cet entretien revient sur les sources intellectuelles de cette collaboration (milieu, parcours, travaux) et redessine les trajectoires indissociablement personnelles et collectives dont la trilogie d'ouvrages co-écrits (*Pourquoi désobéir en démocratie ?*, 2010 ; *Le Principe démocratie*, 2014 ; *Antidémocratie*, 2017 – tous parus à La Découverte) a été l'instrument autant que le fruit. Il donne accès à un pan de l'histoire de la réception du pragmatisme en France et à une forme de coopération entre philosophie et science sociale rendue possible par cette réception.

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; ETHNOMÉTHODOLOGIE ; POLITIQUE ORDINAIRE ; CONTEXTUALISME ; EMERSON ; WITTGENSTEIN.

Carole Gayet-Viaud, Interviews Sandra Laugier and Albert Ogien

From ordinary language and practical knowledge to democracy: crossed intellectual paths

While many authors advocate a dialogue between sociology and philosophy, few have implemented it as concretely as Sandra Laugier and Albert Ogien. In their studies on democracy, different intellectual traditions converge to shed light on the mechanics of judgment and action (from expression to collective action), which places their thought at the confluence of a sociology of action and a philosophy of language and care that constantly freshen each other up. The interview revisits the intellectual origins of this collaboration (environment, background, research works) and retraces the steps of inextricably personal and collective trajectories, of which their co-authored trilogy (*Pourquoi désobéir en démocratie?*, 2010; *Le Principe démocratique*, 2014; *Antidémocratie*, 2017 – all published by La Découverte) was both the instrument and the outcome. This grants us access to some aspects of the history of the reception of pragmatism in France, as well as a form of cooperation between philosophy and social science enabled by this very reception.

KEYWORDS: PRAGMATISM;
ETHNOMETODOLOGY; ORDINARY
POLITICS; CONTEXTUALISM; EMERSON;
WITTGENSTEIN.

Gayet Viaud entrevista a Sandra Laugier y Albert Ogien

Del lenguaje ordinario y el conocimiento práctico a la democracia: cruzando caminos intelectuales

Pese a que muchos autores abogan por el diálogo entre la sociología y la filosofía, pocos lo han puesto en práctica de forma tan concreta como Sandra Laugier y Albert Ogien. En sus investigaciones sobre la democracia, confluyen herencias intelectuales plurales para esclarecer las fuentes del juicio y de la acción (desde la expresión hasta la acción colectiva), situando su reflexión en el cruce de una sociología de la acción y una filosofía del lenguaje y del cuidado, renovándose mutuamente. La entrevista repasa las fuentes intelectuales de esta colaboración (contexto, trayectorias, obras) y redibuja las trayectorias inseparablemente personales y colectivas de las que la trilogía de obras coescritas (*Pourquoi désobéir en démocratie?*, 2010; *Le Principe démocratique*, 2014; *Antidémocratie*, 2017 - todas publicadas en La Découverte) ha sido el instrumento, así como el fruto. Permite acceder a una parte de la historia de la recepción del pragmatismo en Francia y a una forma de cooperación entre la filosofía y las ciencias sociales, que esta recepción hizo posible.

PALABRAS CLAVE: PRAGMATISMO;
ETNOMETODOLOGÍA; POLÍTICA
ORDINARIA; CONTEXTUALISMO; EMERSON;
WITTGENSTEIN.

TRADUCTIONS / TRANSLATIONS / TRADUCCIONES

Daniel Cefai

Politique pragmatiste et *social settlements*. De nouveaux publics aux États-Unis à l'ère progressiste

Pourquoi étudier encore les *social settlements*, ce type d'organisation civique qui paraît dépassé depuis près d'un siècle ? Après une description des activités proposées en matière de travail social, de droits des femmes et des enfants, d'accueil des migrants, d'éducation ou de santé, l'article livre quelques éléments d'analyse de ce mouvement social. Le lien des *settlements* avec le pragmatisme est examiné à travers les relations personnelles qui existaient à Chicago entre Dewey, Mead, Tufts ou Thomas et leurs familles et Jane Addams, Mary McDowell ou Graham Taylor – les fondateurs de Hull House, du University of Chicago Settlement ou du Chicago Commons. Mais les *settlements* sont surtout des lieux d'enquête, d'expérimentation et d'éducation progressiste. Ils se battent pour la liberté politique de migrants anarchistes. Ils contribuent à inventer de nouvelles formes de travail social et d'organisation communautaire, en rupture avec la charité et la philanthropie privées. Ils articulent une nouvelle rhétorique civique et politique et posent les fondements de certaines politiques sociales de l'État-Providence. Et tout en restant soucieux de « reconstruction sociale » de leurs quartiers d'implantation, ils sont partie prenante de réseaux d'organisations civiques à l'échelle nationale et internationale. Ce texte de présentation introduit à un certain nombre de traductions de Jane Addams, Mary K. Simkhovitch, George H. Mead, et John et Evelyn Dewey.

MOTS-CLEFS : PRAGMATISME ; JANE ADDAMS ; ÈRE PROGRESSISTE ; SOCIAL SETTLEMENTS ; TRAVAIL SOCIAL ; ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE.

Daniel Cefai

Pragmatist Politics and Social Settlements. The Formation of a New Civil Society in the United States in the Progressive Era

Why keep studying social settlements, a type of civil organization that seems to have gone out of fashion about a century ago? After describing the activities offered in terms of social work, women's and children's rights advocacy, assistance to migrants, education, and healthcare, the present article offers several elements for analyzing this social movement. The link between settlements and pragmatism is examined through personal relationships that existed in Chicago between Dewey, Mead, Tufts, Thomas and their families, and Jane Addams, Mary McDowell as well as Graham Taylor – the founders of Hull House, the University of Chicago Settlement, and Chicago Commons. However, the settlements are primarily a place for progressive inquiry, experimentation, and education. They fight for the political freedom of anarchist activists. They contribute to inventing new forms of social work and community organizing that break with private charity and philanthropy. They articulate a new political and civil rhetoric, laying the foundations for some of the welfare state's social policies. Finally, while remaining mindful of the "social reconstruction" of the neighborhoods in which they first settled, they are fully involved in civic organizations networks at the national and international scale.

KEYWORDS: PRAGMATISM; JANE ADDAMS; PROGRESSIVE ERA; SOCIAL SETTLEMENTS; SOCIAL WORK; CIVIC ORGANIZATIONS.

Daniel Cefai

Política pragmatista y social settlements. La formación de una nueva sociedad civil en Estados Unidos en la era progresista

¿Por qué seguir estudiando los *social settlements*, este tipo de organización cívica que parece haber quedado obsoleta desde hace casi un siglo? Tras una descripción de las actividades en torno a los ámbitos del trabajo social, los derechos de las mujeres y los niños, la acogida de inmigrantes, la educación o la salud, el artículo aporta algunos elementos de análisis de este movimiento social. El vínculo entre los *settlements* y el pragmatismo se examina a través de las relaciones personales que existieron en Chicago entre Dewey, Mead, Tufts o Thomas y sus familias y Jane Addams, Mary McDowell o Graham Taylor, los fundadores de Hull House, University of Chicago Settlement o Chicago Commons. Pero los *settlements* son sobre todo lugares de investigación, experimentación y educación progresista. Luchan por la libertad política de los migrantes anarquistas. Ayudan a inventar nuevas formas de trabajo social y organización comunitaria, rompiendo con la caridad y la filantropía privada. Articulan una nueva retórica cívica y política y sientan las bases de determinadas políticas sociales del Estado del bienestar. Y en tanto se preocupan por la "reconstrucción social" de sus barrios, participan también en redes nacionales e internacionales de organizaciones cívicas.

PALABRAS CLAVE: PRAGMATISMO; JANE ADDAMS; ERA PROGRESISTA; SOCIAL SETTLEMENTS; ÉTICA SOCIAL; ORGANIZACIONES DE LA SOCIEDAD CIVIL.

ATELIER / WORKSHOP / TALLER

Carolina Andion

L'Observatoire d'innovation sociale de Florianópolis, Santa Catarina, Brésil. Enquêter et expérimenter au cœur de la vie civique

Comment le dialogue avec différentes versions de pragmatismes nous a-t-il inspirés dans notre expérience de création de l'Observatoire d'innovation sociale de Florianópolis (OBISF) ? Ce projet expérimental est basé depuis 2016 à l'Université de l'État de Santa Catarina (UDESC), au Brésil. Il combine un travail d'enseignement, de recherche et d'extension universitaire, et il est mis en œuvre par le biais d'une plateforme collaborative en ligne (www.observafloripa.com.br). Il a permis d'identifier et de cartographier les différents acteurs d'un réseau d'organisations, de mouvements et de collectifs, mobilisés autour des problèmes publics de la ville. L'Observatoire a été conçu dans une perspective pragmatiste. Dans ce sens, les innovations sociales sont comprises et analysées comme des actions publiques localisées, promues par des publics qui émergent dans des processus de confrontation autour de situations problématiques, telles qu'elles sont vécues par les habitants des quartiers. L'OBISF s'attache à accompagner ces dynamiques, examiner leur inscription territoriale et leur déploiement temporel, et soutenir les initiatives des « écosystèmes d'innovation sociale », en mettant en œuvre des opérations d'enquête publique. Cet engagement d'universitaires dans des « laboratoires vivants d'innovation sociale » permet la co-constitution et la diffusion de savoirs sur des problèmes publics et valorise les processus d'expérimentation démocratique en cours. Il favorise aussi des processus de rencontre et d'alliance entre acteurs et de médiation avec les pouvoirs publics.

MOTS-CLEFS: PRAGMATISME; INNOVATION SOCIALE; EXPÉRIMENTATION DÉMOCRATIQUE; LABORATOIRES VIVANTS; ÉCOSYSTÈMES D'INNOVATION SOCIALE; ARÈNES PUBLIQUES.

Carolina Andion

The Social Innovation Observatory of Florianópolis, Santa Catarina, Brazil. Inquiry and Experimentalism at the Heart of Civic Life

How has the dialogue with the various versions of pragmatism inspired us in our experience in the implementation of the Observatory of Social Innovation of Florianópolis (OBISF)? This experimental project has been developed at Santa Catarina State University (UDESC), in Brazil since 2016. Combining teaching, research, and university extension it is putting in practice by an online collaborative platform (www.observafloripa.com.br). It has made it possible to identify and map the various actors in a network of organizations, movements and collectives addressing the public problems of the city. The Observatory was designed in a pragmatist perspective: social innovations are understood and analyzed as local public actions, promoted by publics that emerge in confrontational processes about problematic situations, as experienced in local communities. The OBISF endeavors to accompany these dynamics, examining their territorial inscription and temporal deployment, and supporting initiatives from “social innovation ecosystems”: our public inquiry operations contribute to articulating these public arenas. Engaging scholars in such “social innovation living labs” enables to co-produce and diffuse knowledge about public problems, and adds value to ongoing democratic experimentation processes. It also fosters convergence and alliance processes among actors, and facilitates mediations with the authorities.

KEYWORDS: PRAGMATISM; SOCIAL INNOVATION; DEMOCRATIC EXPERIMENTATION; LIVINGS LABS; SOCIAL INNOVATION ECOSYSTEMS; PUBLIC ARENAS.

Carolina Andion

El Observatorio de la innovación social de Florianópolis. Investigar y experimentar en la vida cívica

¿Cómo el diálogo con diferentes versiones de pragmatismos inspiró nuestra experiencia de creación del Observatorio de Innovación Social de Florianópolis (OBISF)? Este proyecto experimental comenzó en 2016 en la Universidad de Santa Catarina (UDESC) en Brasil. Combina la docencia, la investigación y la extensión universitaria y se implementa a través de una plataforma colaborativa en línea (www.observafloripa.com.br). El OBISF ha permitido identificar y cartografiar los diferentes actores de una red de organizaciones, movimientos y colectivos, movilizados en torno a los problemas públicos de la ciudad. En una perspectiva pragmatista, las innovaciones sociales se analizan como acciones públicas localizadas, promovidas por públicos que surgen en procesos de confrontación en torno a situaciones problemáticas, como las viven las comunidades urbanas. Los investigadores se comprometen a apoyar estas dinámicas, examinando su inscripción territorial y su despliegue temporal, así como promover el apoyo a iniciativas que conforman “ecosistemas de innovación social”. Esta implicación de los académicos en “laboratorios vivos de innovación social” permite la co-constitución y la difusión de saberes sobre los problemas públicos y valoriza los procesos de experimentación democrática en curso. También promueve interacción y mediación con actores de políticas públicas.

PALABRAS CLAVE: PRAGMATISMO; INNOVACIÓN SOCIAL; EXPERIMENTACIÓN DEMOCRÁTICA; ILABORATORIOS VIVOS; ECOSISTEMAS DE INNOVACIÓN SOCIAL; ARENAS PÚBLICAS.

LISTE DES AUTEURS

CÉDRIC TERZI est sociologue. Il enseigne les sciences de l'information et de la communication à l'Université de Lille. Partant d'une sociologie des controverses politiques et scientifiques, il a mené plusieurs enquêtes sur l'organisation de l'expérience publique (*L'Expérience des problèmes publics*, « Raisons pratiques », 22, 2012, avec Daniel Cefaï) et prêté une attention particulière à tout ce qui y fait obstacle dans le monde contemporain. Avec Smaïn Laacher, il a récemment publié, *Persepolis ou la guerre des libertés. Sacrés sacrilèges et démocratie en Tunisie*, Genève, Labor & Fides, 2020.

OLIVIER GAUDIN, docteur en philosophie des sciences sociales (CEMS/EHESS), enseigne à l'École de la nature et du paysage de Blois (INSA CVL). Ses recherches portent sur le pragmatisme de Mead et Dewey, l'écologie humaine en sciences sociales et l'histoire culturelle de l'environnement – notamment les études urbaines et l'histoire des paysages. Il a publié sur ces questions une vingtaine de textes dans des revues et ouvrages collectifs, dont : « Sensorial Perception in Urban Studies : Pragmatist Views on Urban Experience » (*Pragmatism Today*, 2018). Il est responsable éditorial des *Cahiers de l'École de Blois* et membre des rédactions de *Métropolitiques* et de *Marnes, documents d'architecture*.

GÉRÔME TRUC est chargé de recherche au CNRS, rattaché à l'Institut des sciences sociales du politique (ISP). Spécialisé en sociologie morale et politique, ses recherches portent principalement sur les réactions sociales aux attaques terroristes et les processus de mémorialisation de ces attaques dans les sociétés occidentales. Il a publié *Sidérations. Une sociologie des attentats* (PUF, 2016), *Les Mémoires du 13 novembre* (avec Sarah Gensburger ; Éditions de l'EHESS, 2020), et *Face aux attentats* (avec Florence Faucher ; PUF, 2020). Il a également traduit et édité, avec Alexandra Bidet et Louis Quéré un recueil

de textes de John Dewey, *La Formation des valeurs* (La Découverte, 2011).

JEAN SAMUEL BORDREUIL est directeur de recherches émérite au LAMES (CNRS) à la Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme (MMSH) à Aix en Provence. Ses recherches ont pour thème transversal la question des publics et ce dont ils sont capables. Il l'a d'abord abordée comme sociologue urbain, enquêtant sur les espaces publics et leurs évolutions dans l'urbanité contemporaine et explorant les ressources de la micro-analyse. Cet arrière-plan informe son intérêt pour l'analyse des portées politiques des engagements en public, qu'il a mise en œuvre dans son enquête sur la Nouvelle Orléans après le passage de l'ouragan Katrina. Plus récemment, il a traduit et préfacé l'ouvrage classique d'Aaron S. Cicourel, 2018, *The Social Organization of Juvenile Justice*, Genève, Éditions IES.

CAROLE GAYET-VIAUD est sociologue, chargée de recherche CNRS au CESDIP (Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales) (UVSQ-UCP-Ministère de la Justice). Ses travaux s'inscrivent au croisement de l'écologie urbaine, d'une sociologie morale des conduites de sociabilité et d'une sociologie politique des formes de l'expérience publique et de l'engagement citoyen. Ils portent sur le côtoiement civil et ses troubles (civilité, incivilités, ordre (en) public), les désordres urbains et les politiques qui les visent (harcèlement de rue, etc.), les métiers de la tranquillité publique (prévention, médiation, *policing*), ainsi que sur les formes d'apprentissage et d'enseignement de la citoyenneté (programme de formation à la laïcité et aux valeurs de la République, enseignement civique et moral, stages, etc.). Elle a récemment co-dirigé avec Alexandra Bidet et Erwan Le Méner « Le politique au coin de la rue », *Politix*, 125, 1, 2019 et « Le harcèlement de rue. Du problème public à la pénalisation », *Déviance et société*, 45, 1, 2021.

ALBERT OGIE est sociologue, directeur de recherche émérite au CNRS. Ses premières recherches portaient sur la psychiatrie et la

déviance (*Sociologie de la déviance*, PUF, 2018). Il s'est ensuite intéressé à la transformation de l'ordre du politique par les techniques de management fondées sur la quantification de l'action publique (*L'Esprit gestionnaire*, Éditions de l'EHESS, 1995 ; *Désacraliser le chiffre*, Quai, 2013). Il mène actuellement, avec la philosophe Sandra Laugier, une enquête sur l'expérience de la démocratie. Dernières publications : *Pourquoi désobéir en démocratie ?*, La Découverte, 2010 ; *Le Principe démocratie*, La Découverte, 2014 ; *Antidémocratie*, La Découverte, 2017. Son dernier ouvrage, *Politique de l'activisme*, est sorti en 2021 aux PUF.

SANDRA LAUGIER est professeure de philosophie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et membre senior de l'Institut Universitaire de France. Son domaine de recherche est la philosophie contemporaine : philosophie du langage (Wittgenstein, Austin, Cavell), philosophie américaine, philosophie morale anglophone, éthique féministe du *care*, démocratie radicale et désobéissance civile, culture populaire (séries télévisées). Parmi ses récentes publications : *Pourquoi désobéir en démocratie ?*, *Le Principe démocratie* et *Antidémocratie* (avec Albert Ogien), La Découverte, 2010, 2014 et 2017 ; *Formes de vie* (édition avec Estelle Ferrarese), CNRS Éditions, 2018 ; *Nos vies en séries*, Climats, 2019 ; *Le pouvoir des liens faibles* (édition avec A. Gefen), CNRS Éditions, 2020. Elle dirige le projet ERC Demoserries (www.demoseries.eu).

DANIEL CEFĂI est directeur d'études à l'EHESS et chercheur au Centre d'étude des mouvements sociaux (CEMS), directeur de rédaction de la revue *Pragmata*. Ses domaines de recherche portent sur l'histoire de la sociologie aux États-Unis et sur la sociologie des mobilisations collectives et des problèmes publics, dans une perspective pragmatiste. Il a coédité *L'Expérience des problèmes publics* (avec Cédric Terzi, 2012, « Raisons Pratiques », 22), le numéro spécial de *SociologieS*, « Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations » (2015), et un numéro spécial de *Sociologie et sociétés*, « Les problèmes, leurs expériences et leurs publics » (2020).

CAROLINA ANDION est professeure au département d'administration publique et au programme de troisième cycle (maîtrise et doctorat) en administration de l'Université de l'État de Santa Catarina, Brésil. Responsable du groupe de recherche sur les innovations sociales dans la sphère publique (NISP), coordinatrice de l'Observatoire de l'innovation sociale de Florianópolis (OBISF). Ses intérêts de recherche portent sur les thèmes de la société civile et de la sphère publique, de l'expérimentation démocratique, du développement territorial durable, ainsi que sur l'épistémologie des sciences de l'administration publique. Depuis 2012, elle recourt à des approches pragmatistes dans ses recherches, et a publié récemment sur les thèmes des écosystèmes d'innovation sociale (avec Graziela D. Alperstedt et Julia F. Graeff, 2019, 2020) et des laboratoires vivants d'innovation sociale (avec Thiago G. Magalhães et Graziela Alperstedt, 2020).

PRA GMA TA N°4

Le pragmatisme a connu ces dernières décennies un véritable renouveau à l'échelle internationale. Au sein du monde francophone s'est constituée une communauté d'expérience et d'intérêt, rassemblée dans l'association *Pragmata*. Elle regroupe un réseau de philosophes, de sociologues, de pédagogues, de psychologues, de cinéastes, d'urbanistes, de travailleurs sociaux et de praticiens de différentes disciplines. La revue *Pragmata* offre un espace d'échanges et de discussions sur le pragmatisme en langue française, tout en contribuant à l'étude de sa genèse, la connaissance de sa diffusion, l'exploration de ses usages.

C'est autant du point de vue d'une épistémologie et d'une politique, d'une esthétique et d'une éthique, d'une logique et d'une sociologie que la revue *Pragmata* entend procéder. Elle s'attache à rendre compte de cette histoire, depuis les premiers travaux de Charles S. Peirce, William James, John Dewey, Jane Addams, George H. Mead ou Mary P. Follett, au début du ^{xx}e siècle. Elle restitue la pluralité des controverses, transplantations disciplinaires et circulations internationales auxquelles le pragmatisme a donné lieu. Une place est enfin réservée aux travaux en cours, expérimentations ou enquêtes empiriques qui trouvent leur source dans l'héritage du pragmatisme.